



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

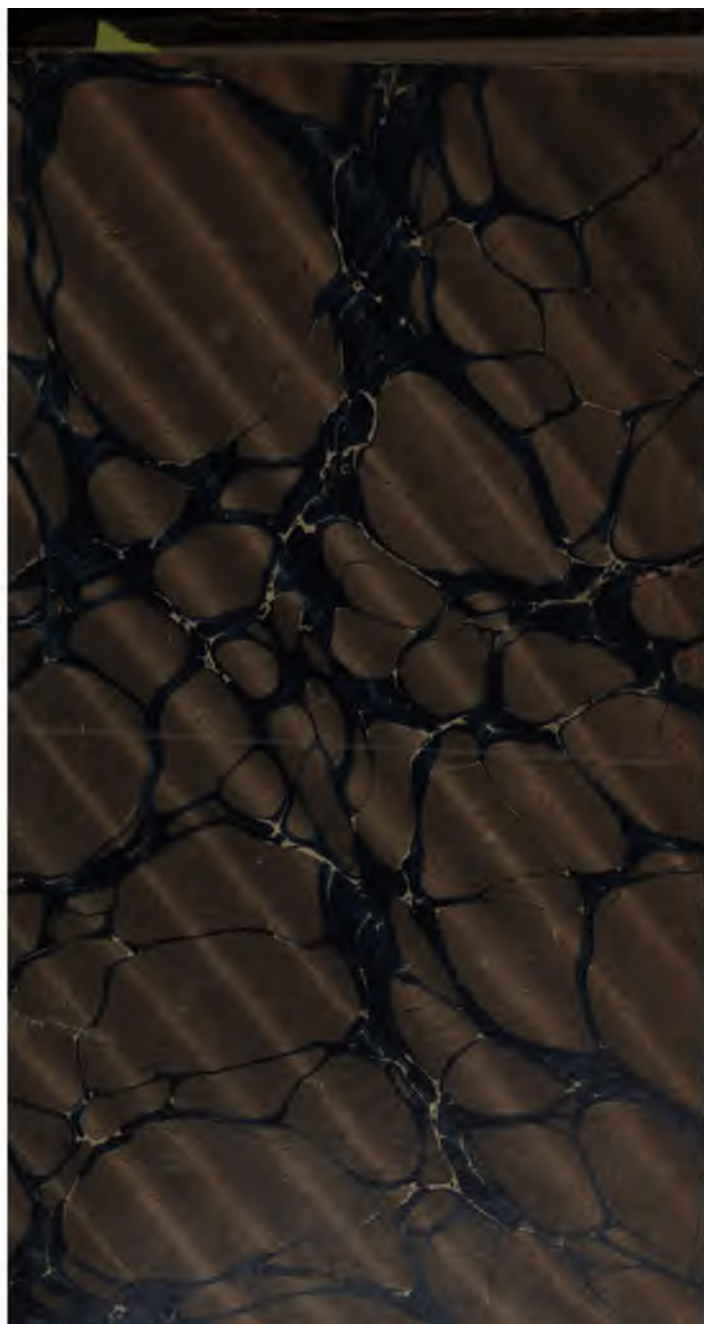
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



RECEIVED IN EXCHANGE
FROM

M. Law Library





BR
350
S3
B584







BIOGRAPHIE

DE

FRA PAOLO SARPI

Traduction française de l'italien de l'abbé Sarpi

PAR A. BIANCHI GIOVINI

Traduction de l'italien de l'abbé Sarpi

PAR N. L. VAN NIEUWERCKE

À la suite de la publication de l'ouvrage
sur les origines de la ville de
Venise, la Société de l'histoire de
la ville de Venise, et
de la ville de Venise.

DE L'IMPRIMERIE

COMTE, PRÉMIER

BRUXELLES & LEIPZIG

A. LACHOIX, VERBOECKHOVEN ET C^o, ÉDITEURS

100, RUE ROYALE, 2, DÉPARTEMENT DU NORD

1862

Imprimé de reproduction révisée

BIOGRAPHIE
DE
FRA PAOLO SARPI





BIOGRAPHIE

RA PAOLO SARPI

PAR A. BIANCHI GIOVINI

110 101. 12

BUNNELL & LEIPZIG

A. LACHOIX, VERBOECKHOVEN ET C^e, ÉDITEURS

1963

✓

BIOGRAPHIE
DE
FRA PAOLO SARPI

Bruxelles. — Typ. A. Lacroix, Verboeckhoven et C^{ie}, rue Royale, 3, impasse du Parc.

BIOGRAPHIE

DE

FRA PAOLO SARPI

théologien et consultant à l'État de la République de Venise

PAR A. BIANCHI GIOVINI

TRADUITE SUR LA SECONDE ÉDITION

PAR N. L. VAN NIEUWERKE

Διὰ τοῦτο αὐτὸς κληρονομήσει πολλοὺς,
καὶ τῶν ἰσχυρῶν μεριεῖ σκῦλα· ἀνθ' ὧν
παρεδόθη εἰς θάνατον ἡ ψυχὴ αὐτοῦ, καὶ
ἐν τοῖς ἀνόμοις ἐλονίσθη.

Hor. LIII, 12.

TOME PREMIER

BRUXELLES & LEIPZIG

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C^e, ÉDITEURS

RUE ROYALE, 5, IMPASSE DU PARC

—
1863

Droits de reproduction réservés



BIOGRAPHIE DE FRA PAOLO SARPI

Gen. Lib.
Egale.
New Library
11-12-1982

CHAPITRE PREMIER

Le nom de fra Paolo est populaire. Nous n'avons pourtant sur son existence que d'incomplètes notions. Les articles que lui consacrent les recueils biographiques sont fort imparfaits, et je n'ai pas été surpris de voir dans la biographie récemment imprimée à Venise, dans sa patrie, les plus grosses erreurs. Je n'ai pas été surpris, dis-je; car la réputation de ce grand homme a, pendant des siècles, été abandonnée à la haine fanatique d'un ordre implacable. S'il n'en avait pas été affranchi, grâce aux progrès du siècle, qui rend hommage à ses actes et à ses écrits, la superstition contemporaine et l'injustice du monde auraient laissé périr son nom.

Il faut bien avouer aussi que ces haines mêmes ont servi sa popularité. La faveur publique est toujours assurée à qui déclare la guerre à de puissants abus. La bienveillance de la renommée croit en raison des persécutions et des obstacles vaincus. Or, pour avoir été aussi persévérantes, aussi opiniâtres, les haines qui s'acharnent contre Sarpi accusent des blessures profondes, que deux siècles n'ont fait qu'envenimer. Et elles sont bien naturelles, si l'on considère la puissance qu'il a ébranlée, les illusions qu'il a dissipées, les fausses opinions qu'il a redressées, les pertes qu'il a infligées à la

monarchie papale, et les ravages qu'il a portés dans les prérogatives du clergé.

Une autre singularité, c'est que, destiné par la nature à briller au premier rang des mathématiciens et des naturalistes, il fut, par des hasards imprévus, entraîné sur un théâtre plus bruyant qu'il n'aurait jamais cherché. L'on dirait qu'une sorte de fatalité préside à la naissance de certains génies privilégiés, et que la volonté de l'homme n'est pas tellement libre, qu'il ne devienne l'instrument passif d'une providence mystérieuse.

Des travaux de Sarpi, de ses études et de ses recherches patientes dans les arcanes de la nature; de tant de belles découvertes, il ne reste plus qu'un souvenir traditionnel. N'étaient les témoignages contemporains, nous n'oserions croire que ce moine eût pénétré si avant dans les profondeurs de la science; alors qu'une étude, qui ne fut pour lui qu'un délasement, un ornement de l'esprit, la fortune voulut en faire le fondement de sa gloire.

Dans un âge fanatisé par les discords théologiques, aucun écrivain ne l'égalait dans le talent d'innover, sans fanatisme, contre des erreurs sanctionnées par les siècles, enracinées dans les mœurs, liées à des intérêts nombreux, devenues une religion, et qui paraissaient identifiées avec la société. Jamais aucune existence, aucune réputation n'a été livrée à autant de divergences et de contradictions, n'a excité tant d'amour et de haine, ne fut aussi exaltée ou rabaissée. Son nom seul réveille les passions les plus vives de deux grandes factions religieuses qui se partagent encore le monde. Et si jamais biographie fut utile ou curieuse, celle de fra Paolo l'emporte de beaucoup, non par la variété des événements, mais par le vaste champ qu'elle ouvre à la méditation touchant des objets qui exercèrent la plus énergique influence sur l'esprit humain.

de San Vito, terre considérable du Frioul, afin d'améliorer un fortuné médiocre, s'était transplanté à Venise. Mais l'heure ne couronna ses opérations commerciales ni ses succès en Syrie. Élisabeth appartenait à la couche inférieure des classes bourgeoises. Je ne sais s'il vaut la peine de faire la remarque faite par les contemporains sur cette union d'un homme petit de stature, actif, brusque, passionné pour la lutte et les armes, avec une femme de forte carrure, d'une extrême douceur de caractère et dévote. Peut-être les historiens en déduiront-ils les causes qui agirent sur le destin de fra Paolo. Ses traits rappelaient ceux de la mère. Nous ne saurions pas que ses ennemis lui firent un reproche de l'opposition de sa naissance; comme s'il ne fallait pas plutôt en faire gloire. Car la fortune aplanit aux riches les voies de l'élévation; le pauvre n'hérite point de sa noblesse; il doit tout à la créer.

Fra Paolo mourut, laissant à sa veuve la charge de deux enfants et des affaires assez en désordre. Élisabeth commença dès cette heure à semer dans son fils les germes du sentiment religieux. Pour son éducation littéraire, elle le confia à son oncle Ambroise, prêtre qui tenait une école où venait s'instruire une foule de jeunes nobles.

une sobriété merveilleuse, un penchant très vif pour l'étude joint à une grande perspicacité, et une mémoire si prodigieuse qu'il lui suffisait d'entendre une fois trente vers de Virgile pour les répéter sur-le-champ. Aussi ses progrès furent-ils si rapides qu'à l'âge de douze ans son maître n'avait plus rien à lui apprendre.

1564. L'honnête prêtre ne fut point aveuglé par la présomption; il reconnut qu'il devait passer son neveu à des mains plus habiles, et le recommanda au père Jean-Marie Capella, de Crémone, servite, savant en théologie, en philosophie, en mathématiques. Dans la fréquentation de son nouveau professeur, le jeune Sarpi s'éprit des mathématiques, à en faire son occupation favorite. La rapidité de ses progrès, la docilité de ses mœurs lui conquirent l'affection de Capella et de toutes ses connaissances. Tous à l'envi s'empressaient à partager avec lui leur science. Il s'appliqua encore au grec et à l'hébreu, et soit qu'il fût entraîné par le penchant qui pousse les génies studieux et mélancoliques vers la vie solitaire, soit qu'il cédât aux séductions des servites, il s'affilia à leur ordre, malgré l'opposition de sa mère et de son oncle, qui voulaient le consacrer au sacerdoce. Il vêtit l'habit monastique, le 24 novembre 1565, qu'il avait à peine treize ans. C'est un âge bien tendre pour une résolution de cette importance. Néanmoins il ne la démentit jamais. Selon l'usage monacal, il renonça au nom qu'il avait reçu au baptême et l'échangea contre celui de Paul, sous lequel il est connu. Bien qu'il ne fût pas encore sorti de l'enfance, il donna, le jour de la vêtue, des preuves d'un savoir précoce dans la discussion publique d'une thèse de philosophie. Deux ans plus tard (1567), il soutint publiquement à Mantoue des controverses de théologie et de droit canonique, une entre autres sur la puissance du pape et des conciles. Il serait curieux de savoir comment, à cet âge, fra Paolo avait envisagé un sujet qui l'entoura, dans

sa maturité, d'une si brillante auréole. Mais Fr. Grisellini, qui a vu le manuscrit, se contente d'en donner le titre.

Ces assauts scolastiques étaient assez de mode. Le monde savant y accourait comme à un spectacle. Les princes mêmes rendaient de grands honneurs à l'athlète victorieux. En réalité, ce ne sont que des puérilités où l'on faisait preuve moins de savoir que d'un mauvais emploi du temps, moins d'esprit que de mémoire, où les combattants exerçaient leurs armes à de vaines parades, où les adversaires cherchaient à se supplanter par des arguties et des brocards, et au plus captieux la victoire. Les moines, propagateurs de tout mauvais goût, en raffolaient. Pas de chapitre sans controverse. Ils y façonnaient leurs jeunes disciples, et c'est avec cette escrime qu'ils les aguerrissaient contre l'hérésie. Les bacheliers affluaient aux chapitres généraux. Dans les séances publiques, l'église recevait une foule de grands personnages. Le plus docte n'était pas celui qui brillait par le raisonnement le plus sain, mais qui produisait le plus grand nombre de thèses, d'autant mieux applaudi qu'elles étaient plus subtiles.

1570-1574. Le jeune Paul ne pouvait pas échapper à l'influence du temps et de ses maîtres. Il comparut de nouveau, en 1570, à un chapitre tenu à Mantoue, armé de 509 thèses, du genre de celles qu'il avait défendues trois années auparavant. Il en fit, suivant l'usage, imprimer le programme et défia les assaillants. Le théâtre ordinaire de ces cérémonies était l'église de Saint-Barnabé. Il eut pour auditeurs le duc Guillaume de Gonzague, Grégoire Boldrino, évêque de Mantoue, et beaucoup d'autres personnages du monde et du clergé. Tel fut l'enthousiasme que provoqua ce théologien imberbe, par le nombre et la hardiesse de ses propositions, pour l'érudition et la méthode de la défense, que ses supérieurs lui assignèrent une pension annuelle de six écus (36 francs, et plus du double, si l'on calcule le rapport de la monnaie au prix des

denrées), afin de meubler sa bibliothèque. Le duc le voulut à toute force pour son théologien, et l'évêque s'empêssa de lui confier la chaire de théologie positive, la leçon des cas de conscience et des saints canons. Durant l'exercice de ce ministère, l'étonnement qu'il excita par son savoir, dans une jeunesse aussi tendre (18 ans) fut, si profond, que la mémoire en dura longtemps et donna lieu à un proverbe populaire : On ne verra plus un fra Paolo.

Tant d'honneurs à un âge aussi précoce sont souvent funestes. Lui n'en fut pas enivré. Au contraire. Il profita des loisirs dont il jouit pendant quatre années à la cour des Gonzagues, des avantages que lui offrait sa position et un concours nombreux de savants, pour parcourir, infatigable, le cercle entier des sciences. L'érudition ecclésiastique est boiteuse, si elle ne s'appuie sur les langues anciennes. Il voulut posséder à fond le grec, l'hébreu et le chaldéen; il y devint fort habile, surtout en grec et en hébreu, et il acquit la réputation du plus docte orientaliste qui vécût alors dans l'Italie orientale.

Mais les mathématiques surtout le captivèrent, ou pures, ou dans leurs applications à l'astronomie, la physique, l'optique, la perspective, l'hydraulique, etc. Il y fit des progrès extraordinaires. Il s'appliqua aussi à une étude suivie de la médecine, de l'anatomie, chimie, botanique, minéralogie, en somme à toutes les sciences qui se proposent de scruter les secrets de la nature, et par la pénétration de son esprit, la persévérance de son caractère, il triomphait des difficultés.

Pour servir le prince, homme d'un esprit très cultivé et ami des savants, il reconnut que la connaissance de l'histoire universelle était indispensable. Il prit pour méthode de fixer dans sa mémoire les dates principales et les faits contestés, méthode très utile, mais qui n'est guère praticable que pour une mémoire comme la sienne.

Pour l'histoire ecclésiastique, il observa judicieusement

qu'il fallait chercher la vérité non dans les historiens, tous coupables de partialité ou d'inexactitude, mais dans les documents contemporains, dans les lettres et les écrits des pères, dans les actes des conciles ; non dans les versions, infidèles ou tronquées, mais dans les textes originaux. Il lut tous ces monuments, notant à la marge ou soulignant les endroits dont il voulut garder le souvenir, en faisant des cahiers d'extraits, arrangés de façon qu'au premier besoin il pût mettre la main sur ce qu'il cherchait. Il confiait au papier les pensées, les observations que lui inspirait la lecture ; et de temps à autre il relisait, déchirant les notes inutiles ou sans importance. Même au lit, s'il lui survenait une difficulté, un doute, une idée, il se relevait, mettait à contribution les auteurs qui avaient traité la matière, les confrontait, et ne rentrait dans son repos qu'après avoir satisfait sa conviction. Un problème de mathématiques, il le travaillait obstinément toute la journée, toute la nuit, jusqu'à ce que, parvenu à la solution, il pût se dire : *εὕρηκα*.

La science canonique ne lui était pas moins indispensable. Pour cette étude, il suivit la même méthode. Il s'appropriait tous les écrivains ecclésiastiques ; il écrivit en latin, suivant l'ordre de l'alphabet, une histoire de tous les conciles, avec le sommaire des actes et le précis des canons. Le manuscrit, vu par le père Montfaucon et par Apostolo Zéno, existait encore au siècle dernier.

Grisellini pense que fra Paolo avait alors déjà conçu l'idée de son concile de Trente. Il fonde cette conjecture sur une erreur dont je parlerai plus loin. Il me semble à moi plus vraisemblable que le dictionnaire des synodes n'était qu'un manuel à l'usage de l'auteur uniquement. Je ne l'ai pas vu ; j'ignore si et où il existe encore ; en France peut-être, négligé dans un recoin de bibliothèque. Seulement je sais que le manuscrit était distribué en deux volumes in-folio. Pour le

mettre en rapport avec l'histoire du concile de Trente, il fallait des dissertations d'histoire et de critique sur l'origine et les vicissitudes du droit canonique, sur la marche et les développements de la théologie, sur des opinions où les modernes se séparent grandement des anciens, sur les variations de la discipline, qui tous les siècles changea. Un pareil travail aurait beaucoup grossi la masse des deux volumes; et toute vaste que fût alors l'érudition de Sarpi, il n'est pas probable qu'elle fût de taille à porter un pareil fardeau. Ajoutez qu'il suffît de lire l'histoire pour s'assurer que c'est une œuvre complète et qui ne fait partie d'aucun autre ensemble.

Il est vrai que Sarpi montrait une ardente avidité de connaître les détails de ce concile, dont la dernière session avait été close peu d'années auparavant (1563); mais sa curiosité ne se concentrait pas sur cette assemblée; il prenait et ne cessa de prendre jusqu'à la fin de sa vie des informations exactes sur les événements de l'histoire contemporaine. Quant au concile, il est naturel qu'un homme aussi jaloux de savoir et de pénétrer les secrets des princes et des gouvernements s'intéressât à un fait qui avait absorbé l'attention du monde entier, dont la cour de Rome voilait soigneusement les arcanes, et qu'il grossît toujours sa moisson de documents. Camille Oliva, secrétaire du cardinal Hercule Gonzague, lui en fournit une masse, concernant la dernière session. Mais, pour une histoire complète, ces matériaux ne suffisaient, ni les fouilles de fra Paolo dans les archives ducales. Sa plus belle trouvaille, c'est la correspondance que le pape Paul III, quand il s'agit de transférer le concile à Mantoue, entretenait avec le duc Frédéric, père de Guillaume.

Outre Oliva, dans l'intimité duquel il vécut; outre l'évêque Boldrino, il contracta une étroite liaison avec le père Jérôme Bernier, de Correggio, dominicain, alors inquisiteur à Mantoue, ensuite (1586) évêque d'Ascoli et cardinal de la congré-

gation du *saint office*; plus tard (1606) protecteur de l'ordre des servites, et enfin (1607) évêque de Porto et de Sainte-Rufine. Cette amitié dura plusieurs années, mais paraît s'être relâchée par suite des événements, et parce qu'ils se trouvèrent finalement enrôlés sous des drapeaux ennemis. Bernier mourut en 1611.

Partageant ses journées entre les livres et la conversation des sages, entre l'étude des hommes et du monde, étude difficile, trop souvent négligée et sans laquelle la philosophie est presque une lettre morte, une cause sans effet, un moyen sans application, sans laquelle le philosophe demeure étranger au milieu dans lequel il plonge, le père Paul entourait toujours d'un nouvel éclat les dons admirables de son génie. A vingt ans (1572), dans un chapitre convoqué à Crémone, il fit sa profession solennelle, que deux ans plus tôt il avait déjà faite tacite, comme c'était l'usage. A vingt-deux, dans un autre chapitre célébré à Mantoue, le 19 mai 1574, il fut décoré du grade de bachelier en théologie; et, dans cette assemblée, il signa de ce titre la résolution qui sépara en deux provinces la congrégation vénitienne des servites.

Ornement de la cour de Gonzague, il avait conquis l'affection du duc, qui recherchait sa conversation et se plaisait à soulever, — avec les étrangers venus dans sa capitale, ecclésiastiques ou séculiers, — des questions singulières et difficiles pour faire parler son théologien. Il arrivait que des savants, pleins de suffisance, méprisant la jeunesse de Sarpi, concluaient de sa contenance modeste, de sa méthode socratique et toujours questionneuse, qu'il n'était guère qu'un écolier; mais bientôt la dispute tournait à leur confusion, au grand plaisir du prince.

Une fois, entre autres, Gonzague proposa cette thèse : Jésus est mort à trente-trois ans. Question oiseuse et qui offre à la chronologie des embarras inextricables. Sarpi, sans autre

secours que la mémoire, aligna toutes les dates, de la Pâque surtout, fournies par les évangélistes; il les rapporta à l'histoire, aux calculs astronomiques, aux allégations d'Eusèbe. Son adversaire eut le front d'objecter qu'Eusèbe n'était qu'un historien et pas toujours véridique. A quoi le duc, pouffant de rire, répartit : Vous ne prenez donc pour des histoires que la légende de saint Alexis et celle du mort et du vivant.

Ce prince ne reculait pas devant la plaisanterie, même bouffonne. D'une cavale pur sang il lui était né un mulet. Or, comme fra Paolo, poussé par une curiosité juvénile, peut-être aussi cédant aux préjugés du temps, n'avait pas voulu demeurer étranger à l'astrologie judiciaire, au jour de la mise bas, le duc le fit veiller toute la nuit au haut d'une tour, et dresser le thème de nativité. Le thème dressé, il l'adressa aux astrologues le plus en renom, demandant l'horoscope d'un bâtard de père plébéien et de mère noble. Il en résulta des équivoques fort drôles. L'un prédit que ce fortuné bâtard deviendrait maréchal; un autre, évêque; celui-ci, cardinal; un dernier alla jusqu'à lui promettre la tiare. Ce fut pour fra Paolo l'occasion de se détromper d'une science frivole et téméraire.

Mais si le duc aimait à se gausser d'autrui, il n'aimait guère, pas plus qu'aucun prince, à être mis en jeu. Il le fit bien voir au père Corneille de Codogno, servite aussi et son théologien. Un jeune homme, bâtard du cardinal Hercule Gonzague (en ce temps les cardinaux reconnaissaient leurs bâtards), réclama en justice les biens paternels. Il semble même qu'il pouvait, pour une partie au moins, se prévaloir du testament de l'éminence. Mais le tribunal, gêné par la qualité du défendeur, multipliait les remises. Le jeune homme, impatienté, prit son recours vers le duc lui-même par une pétition conçue en termes peu mesurés. La réponse ne se fit pas attendre. Ce fut la prison. Mis sous les verroux, il confessa que la requête sortait de la plume du père Corneille. Celui-ci fut coffré à son tour, et

pouvait s'attendre à un traitement plus rigoureux, s'il n'avait pas eu le talent d'y échapper par la fuite.

1574. Quoi qu'en dise frère Fulgence, ami et biographe de Sarpi, il semble bien que sa mystification astrologique, le sort du père Corneille et les continuelles bizarreries du duc, le dégoûtèrent de la cour. Les sollicitations répétées de ses amis et de ses supérieurs, peut-être aussi la mort de l'évêque Boldrino, arrivée le 2 novembre 1574, lui firent prendre la résolution de quitter Mantoue. Il passa à Milan dans le courant de novembre ou décembre.

Il s'y fit très bien venir du cardinal Charles Borromée, élevé plus tard au rang des saints. Cet archevêque, fatigué des ambitions de la cour de Rome, s'était décidé à la résidence et songeait à la réforme de son clergé, coupable d'abus très graves, surtout au confessionnal, pratiqué alors comme aujourd'hui par quelques braves gens et par une foule de prêtres cupides et ignorants. Il employa Sarpi à la confession, tant au couvent des servites que dans les paroisses; il l'invitait à sa table et à d'importantes consultations. Il est probable que dans la conversation de ce prélat, qui fut secrétaire du pape Pie IV, son oncle, lequel clôtura le concile de Trente, il aura recueilli de nouvelles lumières concernant l'histoire de ce synode.

C'est à Milan que fra Paolo sentit les premières morsures de l'envie et de la malignité ignorante qui, dans les années suivantes, s'envenimant en raison des progrès de son mérite, mirent tant de fois à l'épreuve sa fermeté et font ressortir de leur ombre le tableau de sa vie. Il fut accusé d'hérésie.

Dans les premières paroles de la Genèse : « Au commencement, Dieu créa le ciel et la terre. Or, la terre était sans consistance et sans forme, et les ténèbres sur l'abîme, et l'esprit de Dieu planait sur les eaux, » des maîtres d'Écriture sainte s'imaginèrent trouver la Trinité, comme ce curé

qui voyait le clocher de son église dans les taches de la lune. — Pour le Père et le Saint Esprit, pas de difficulté. Dieu créa, l'esprit de Dieu : expressions claires, même pour les incrédules. C'est pour le Fils que les embarras surgissent; il se dérobe à la vue. Mais comme la Trinité est indivise, que les trois ne font qu'un, et que l'un comprend les trois, dès que l'on tient le Père et le Saint Esprit, on doit également posséder le Fils. L'argument peut suffire à des théologiens. Chez les philosophes et les rabbins, il n'a point la même valeur.

Plaçant toute puissance et tout droit dans la force; n'étant pas capables de se guinder aux causes rationnelles des phénomènes; en jugeant uniquement d'après leurs effets puissants et terribles, il était naturel que les peuples primitifs ne se fissent de l'être mystérieux, auteur de ces phénomènes, d'autre idée que celle de la force. Chez les Orientaux, *elah* signifie à la fois *Dieu* et *force*. En d'autres langues, et chez d'autres peuples, *Dieu* et *force* sont également synonymes. Les philosophes observent donc que, dans le texte cité, Dieu est exprimé en hébreu sous la forme plurielle *Elohim*, les forces ou une puissance qui en est composée. Cette forme peut vouloir dire l'être créateur, mais aussi, et plus justement peut-être, une cause seconde, surtout que l'original ne dit point *Elohim* créa de rien, mais *Elohim* forma de quelque chose : ce qui suppose l'existence antérieure de la matière. La locution *esprit de Dieu* (*rova'h Elohim*) avec ce qui suit peut se traduire par un vent très violent agitait les eaux, ou le souffle de Dieu, ou le souffle de la force productive fécondait les eaux. Les rabbins, à leur tour, rejettent ces opinions, et, non moins chimériques que nos théologiens, proposent des interprétations plus ou moins étranges.

Dans une conversation donc, fra Paolo eut l'occasion de dire que l'on ne pouvait trouver dans ce verset la preuve de la Trinité. Un moine, un rustre jaloux, ne pouvant par la science

et la vertu atteindre au crédit de fra Paolo, imagina de s'élever sur ses ruines, et le dénonça au *saint office* comme hérétique judaïsant et niant la Trinité. Vite instrumente un imbécile d'inquisiteur. Mais le jeune théologien objecta d'abord la connivence du juge et de l'accusateur, ensuite l'incapacité de l'inquisiteur par son ignorance de l'hébreu. Soutenu par le cardinal Borromée, il refusa de répondre au *saint office*, et en appela à Rome. Là on rit de l'ignorance des deux frocards. Le juge reçut une bonne semonce, avec l'avis de ne plus s'engager dans une voie où il ne voyait goutte. Car l'inquisition romaine, dès que les rancunes ou les intérêts de la cour ne sont point en jeu, se montre moins déraisonnable, sinon plus judicieuse que les autres.

1575. Le séjour de fra Paolo à Milan ne fut pas de longue durée. Au mois d'août ou de septembre 1575, ses supérieurs le rappelèrent à Venise pour enseigner la philosophie au couvent. Je pense que c'est ici le lieu de placer un fait indiqué vaguement par frère Fulgence. Sarpi voyageait à cheval sous les rayons d'un soleil brûlant. Entre Vicence et Padoue, atteint d'une violente esquinancie, il appela un barbier, car la saignée était alors du ressort des barbiers. Mais le frater refusa sa coopération sans ordonnance du médecin. Fra Paolo, dont la gorge en feu laissait à peine passage à la respiration, lui dit de chercher le docteur, et d'abord de lui montrer si ses lancettes étaient bonnes. Dès qu'il en eut une dans les mains, il l'appliqua à la veine du bras, et il ne resta plus au barbier, stupéfait de cette hardiesse inattendue, qu'à poser le bandage. Peu d'heures après, Sarpi continuait sa route.

1575-1578. A Venise, dans son cours de philosophie, qu'il continua jusqu'à la fin de 1577, il se distingua par la clarté des idées, la profondeur de la doctrine, la lucidité des méthodes. Aussi attira-t-il non seulement les moines, mais les jeunes gens du monde, et dans ces deux classes d'auditeurs

il forma d'excellents disciples. En 1578, il devint lecteur de théologie, et, le 15 mai de cette année, il reçut le bonnet doctoral à l'université de Padoue, n'ayant pas encore accompli sa vingt-sixième année.

Vers cette époque, il eut occasion de faire la connaissance d'Arnaud Ferrier, qui avait été ambassadeur de France au concile de Trente, et envoyé à Venise, en 1576, pour signifier la paix conclue entre les catholiques et les huguenots et négocier un emprunt. Il en recueillit des notes exactes sur maints incidents du synode. Cette même année il fut désolé d'une perte cruelle. La peste, qui ravagea Venise et toute la Lombardie, lui enleva sa mère qui, cédant à sa pente naturelle et à l'influence des nonnes, avait fini par prendre le voile. Elle mourut, dit frère Fulgence, en odeur de sainteté et avec la réputation de prophétesse.

Concernant sa sœur, je n'ai aucun renseignement. Seulement je sais qu'elle avait été recueillie dans la maison de son oncle, le prêtre Ambroise, et elle doit avoir précédé dans la tombe fra Paolo, car il n'avait, dans sa vieillesse, conservé aucun parent, sauf une vieille cousine au quatrième degré qu'il allait visiter quelquefois et qui lui survécut.

CHAPITRE II

Puisque j'entreprends la vie d'un moine fameux, je veux me permettre une digression sur l'origine et les règles des ordres religieux, des servites notamment. Ce n'est pas un hors-d'œuvre. Le fût-il, qu'il intéresserait encore, j'espère, la curiosité de ceux qui n'ont pas exacte connaissance d'une hiérarchie dont l'opinion du siècle et nos mœurs conspirent la ruine.

Le monachisme date du III^e siècle. Le fameux saint Antoine,

abbé, le mit à la mode en Égypte et dans la Syrie, d'où il se répandit avec rapidité sur tout le monde romain. Les moines formaient une soldatesque tumultueuse comme les Palicares de l'Hellénie et les Condottieri de l'Italie. Au commencement du iv^e siècle, l'Égyptien Pacôme, soldat avant de se réfugier au désert, fait aux usages de la milice, les introduisit dans son monastère. Il divisa son armée (elle comptait, dit-on, dix mille hommes) en compagnies, chacune sous les ordres d'un capitaine, et celui-ci subordonné à un général, l'abbé. Vêtement uniforme, dortoir et réfectoire commun, régulière distribution de vivres et de travaux, de repos, prière et sommeil. Pour faire agréer ses lois à un peuple indocile, il feignit de les avoir reçues d'un ange. L'innovation fut goûtée; elle eut des imitateurs. Bientôt il y eut autant de règles que d'abbés, jusqu'à ce que, vers le milieu du siècle, elles furent chez presque tous les Orientaux supplantées par celle de saint Basile, évêque de Césarée en Cappadoce.

On ne sait pas bien qui introduisit le monachisme en Occident. Il est certain que, dès les premières années du iv^e siècle, il y avait des cénobites en Italie, d'où ils s'infiltrèrent dans les Gaules, en Écosse et surtout en Irlande, mais indépendants, sans règle uniforme, jusqu'à ce que, dans le vi^e siècle, saint Benoît, fondateur du Mont-Cassin, dicta la sienne. Quoiqu'il ne l'ait pas reçue d'un ange, elle est, pour un code monastique, assez raisonnable. Et comme l'Orient se soumit au code de Basile, l'Occident se rangea sous celui de Benoît. Mais les richesses, l'oisiveté, la luxure, ayant amené la corruption des couvents, vers le xi^e et le xii^e siècle, quelques personnes voulurent restaurer la pureté primitive; elles fondèrent de nouvelles congrégations, dont les statuts au fond s'écartaient peu de la discipline des bénédictins, et ils associèrent au nom de l'antique fondateur celui du moderne réformateur.

Au xiii^e siècle apparaissent les mendiants. Les moines vivaient

du produit de leurs terres; les mendiants ne voulurent trouver leur subsistance que dans l'aumône. Mais, leur nombre pullulant, il fallut inventer des superstitions et des artifices nouveaux pour soutirer l'argent des masses.

Les mauvaises mœurs des cénobites, le discrédit des prêtres, l'enthousiasme religieux qui avait lancé les bandes des croisés dans la Terre sainte, et dans la Provence contre les Albigeois, l'esprit révolutionnaire du temps, l'épidémie des conversions avaient poussé un jeune homme d'une imagination ardente, — et telle qu'aux yeux du monde elle touchait à la folie, — François d'Assise, à instituer une société qui, libre de tous soins, vivant de quêtes, méprisant tous les usages du monde, montrerait une vie pénitente et se livrerait à la prédication. Beaucoup de jeunes gens, d'un caractère enthousiaste et aventureux, s'associèrent à l'œuvre de François, et dans le cours de peu d'années l'ordre séraphique comptait plusieurs milliers de recrues. Il fut approuvé par Innocent III, en 1210, et confirmé par Honorius III, en 1223.

Presque à la même époque, Dominique de Gusman, Espagnol, chanoine d'Osma, fondait l'ordre des frères prêcheurs, ainsi nommés parce qu'ils devaient annoncer la foi aux hérétiques, quitte à les brûler, si la foi ne rencontre que des rebelles. Approuvés par Honorius III, en 1216, ils formèrent ensuite le philanthropique tribunal du *saint office*, dont tant d'holocaustes humains éternisent la gloire.

Dominique était noble, et, pour l'époque, savant. Son ordre se recruta, sinon dans la noblesse, au moins dans les classes éclairées. François, plébéien et ignorant, attira toute la canaille et avec tant de succès, qu'au chapitre général de 1219 assistèrent quatre mille députés, ce qui implique que l'ordre se composait d'au moins quarante mille individus. L'habit même révèle la différence d'esprit des deux patriarches. Le costume des dominicains, quoique bizarre, n'est pas sans élé-

gance; mais les franciscains sont de vrais cyniques. Sayon grossier, mal taillé, pas de chemise, pas de chausses, tête rase, barbe sale, nulle propreté du corps; pour ceinture, une corde; sur l'épaule, une besace; au bras, une corbeille de joncs; sur la tête, un capuchon; ils rappellent l'image de l'antique Diogène.

Tout siècle a sa folie. Le moyen âge eut celle des religions. Moines et mendiants s'élevèrent à un nombre si considérable, que le concile de Lyon, en 1274, défendit d'ériger des ordres nouveaux. La même défense avait été proclamée par Innocent III au concile de Latran, en 1215. Mais les papes sont toujours les premiers, suivant leur intérêt, à violer leurs lois. L'année suivante, Honorius III approuvait la création de Dominique; et, en 1225, confirmait celle de François. Les papes, leurs successeurs, n'eurent pas plus de scrupule, ni de respect pour les canons des conciles. Seulement, en 1276, Innocent V prétendit abolir l'ordre des servites.

Cet ordre, presque contemporain des deux derniers, réclame pour son fondateur saint Philippe Benizzi. En réalité, il doit son origine à sept marchands florentins qui se rassemblaient dans une chapelle rurale pour chanter les louanges de la Madone, vers 1250. Ils résolurent de fonder une communauté; elle fut approuvée, en 1248, par le cardinal Rainuccio, légat du pape Innocent IV; formellement confirmée, sept ans après, par Alexandre IV.

Trois miracles, — car sans miracle point de religion, — concoururent à l'institution. Une voix céleste avertit nos marchands de former une société régulière. — Ces marchands, rentrant à Florence enveloppés de leurs sayons gris, étaient exposés aux railleries des gamins qui, sans doute, les prenaient pour des masques. Mais Philippe Benizzi, bambin de cinq mois, suspendu au sein de sa nourrice, fut doué de la parole, et cria : Voilà les serfs de Marie. — La Vierge elle-

même leur apporta du paradis la règle de saint Augustin, et le modèle de leur froc, non plus gris, mais noir. Ainsi le racontent leurs annales.

Malgré les entraves que lui opposèrent le pape Innocent V et nombre de prélats hostiles, S. Philippe Benizzi, cinquième général, recueillit les premiers statuts, et multiplia ses maisons. Honorius IV les prit sous son patronage et ses successeurs leur accordèrent beaucoup de privilèges. L'ordre grandit jusqu'à compter vingt-sept provinces et soixante-dix monastères, dont le plus riche était celui de l'Annonciade à Florence. Il fut introduit à Venise, en 1516, par Pierre de Todi, huitième général.

Mais la concorde habite rarement les cloîtres. Les servites, sous prétexte de réformes, se divisèrent : les anciens, se disant conventuels ; les réformés, prenant le nom de congrégations de serfs. Leur principale maison, et qui eut la plus longue existence, fut celle de Venise, à laquelle se relièrent les couvents de Mantoue, Vérone, Crémone, Brescia, Bergame, Udine, et quelques autres. Cette congrégation élisait un vicaire général qui, assisté d'une commission, mais indépendant du prieur général, intervenait aux comices de l'ordre. Les servites de Florence se considérant comme la maison mère, fiers de leurs richesses, de leur nombre, et de la protection des grands-ducs, voyaient le schisme de mauvais œil ; et les congrégations de Ferrare, Milan, etc., étant déchues, ils réussirent, par leurs intrigues, à obtenir une bulle de Pie V, en 1570, qui prononça la fusion de la maison de Venise. Ce fut une source de colères et d'une animosité persévérante. Les Florentins étaient accusés d'ambition et de tyrannie ; et Jean Marie Capella, le maître de fra Paolo, plusieurs fois vicaire général, chercha, mais en vain, à obtenir la révocation de la bulle pontificale. Il réussit pourtant à se faire nommer assistant perpétuel du prieur général, au grand

dépit des frères qui, lui vivant, se voyaient exclus de l'espérance de monter à cette dignité. Aussi, en 1572, la résolution fut prise de diviser l'ex-congrégation en deux provinces, Venise et Mantoue ; et, par un concordat consenti à Rome, le 12 mars 1574, approuvé par Grégoire XIII, il fut convenu que les nouvelles provinces conserveraient leurs statuts, en tant qu'ils ne fussent pas contraires aux constitutions de l'ordre. Mais chacun étant jaloux de ses privilèges, il fallut accommoder les constitutions aux statuts. OEuvre difficile (contenter des moines) à laquelle, comme je dirai, fra Paolo prit une large part.

Chez les servites abondaient alors les hommes instruits non seulement dans la théologie, mais dans les langues, l'éloquence, les mathématiques, l'architecture, les sciences en général, surtout chez les Vénitiens, alors en délicatesse avec ceux de Florence. Par la modération de ses richesses, l'ordre paraissait destiné à être un phare lumineux parmi les mendiants. Mais la discorde et la rivalité des deux factions, tantôt assoupie, jamais éteinte, le minaient et préparaient sa décadence. Bien qu'il eût lancé quelques colonies en Allemagne et en Espagne, ces sauvageons ne fortifiaient point l'arbre. Joignez à cela l'instabilité des statuts, presque tous les trois ans modifiés, non par des vues profondes, comme chez les jésuites, mais par caprice et amour de la nouveauté. Tout chapitre général enfantait de nouvelles lois, qui contredisaient les anciennes, rompaient l'uniformité et rendaient inégal et flottant le gouvernement de la famille. Le désordre était grossi par l'arbitraire des papes qui, dans l'intérêt de leurs favoris, violaient les lois, convoquaient des chapitres, et nommaient irrégulièrement les généraux ; — par la partialité des grands-ducs de Toscane envers leurs Florentins et les Bolonais, deux maisons unies par une ligue étroite : ce qui fomentait la jalousie des autres provinces de la haute Italie. Et comme si ce

n'était pas assez de ces brandons, la discorde fut encore chauffée par le despotisme du cardinal Santorio, qui, protecteur de l'ordre pendant vingt-deux ans, disposait impérieusement des charges, du généralat surtout, déployant un arbitraire violent contre quiconque ne pliait point devant sa volonté.

Aussi bien que l'Église, les ordres empruntèrent la forme de l'administration civile. A leur début, l'empire romain était un gouvernement militaire, sous un chef despotique, avec une soldatesque indisciplinée. Les moines se réglèrent sur ce patron. Mais après que, sous les Constantins, le despotisme impérial pencha vers les formes civiles, et restreignit l'influence du prétorianisme, les monastères aussi firent fléchir la sévérité de leurs règles. Laïques d'abord, les moines commencèrent à être admis au sacerdoce, et, outre leur propre discipline, acceptèrent la discipline commune du clergé.

Du temps de saint Benoît, l'empire occidental était à bas. Les Goths régnaient en Italie, les Visigoths et les Suèves en Espagne, les Vandales en Afrique, les Francs et les Bourguignons dans les Gaules, les Avars et les Lombards dans la Pannonie et la Dacie. Les cités conquises maintenaient leurs lois municipales, sous le bon plaisir des conquérants. Les nouvelles monarchies avaient une apparence d'aristocratie militaire : le roi, maître absolu de ses sujets romains, était contenu, envers ses sujets barbares, par le frein des coutumes et des lois. Ce mélange apparaît aussi dans la règle bénédictine. L'abbé, investi d'un pouvoir viager, qu'il doit à l'élection, comme les rois barbares, confirmé par le prince, comme le roi par le tacite consentement des empereurs, ou le magistrat par la confirmation des rois. L'autorité limitée par un conseil, les affaires traitées en commun, le commandement absolu, l'obéissance prompte, mais le commandement et l'obéissance tempérés par le sentiment de l'égalité : une abbaye reproduisait en petit le royaume barbare.

Les moines se partageaient en deux classes, profès et convers, ou mieux, prêtres et laïques. Seuls les premiers avaient voix dans les assemblées : ils représentaient les conquérants. Les convers, présents au chapitre, mais sans suffrage, étaient comme les Romains en face des barbares. C'est pour cela que les moines n'acceptaient guère pour novices que des enfants d'un âge tendre. Les hommes faits qui, se détachant du monde, se convertissaient à ce nouveau genre de vie, demeuraient dans les rangs inférieurs. Plus tard, le mot convers signifia laïque seulement.

La féodalité ayant envahi les royaumes d'Occident, le monachisme subit la même révolution. Indépendance de tous les monastères, chacun gouverné par son abbé, qui en était comme le seigneur feudataire. Les abbés s'émancipent des évêques par la faveur des papes, comme les barons des magistrats royaux ; et ils se soumettent aux papes, comme les vassaux à l'empire.

A l'époque où parurent les mendiants, la Provence et la Catalogne, témoins des gestes héroïques de Dominique, possédaient de larges libertés municipales. L'Italie, où florissait saint François, avait des libertés plus larges encore. Partant les deux ordres mendiants suivirent la norme de la démocratie.

Ils constituèrent autant de républiques, que l'on pourrait qualifier de militaires, parce que leur mission est de défendre de la langue, de la plume, et au besoin de leurs bras, le pape, dont ils forment la garde prétorienne. Et comme les communes italiennes, au moyen âge, se gouvernaient elles-mêmes, tout en reconnaissant de la souveraineté de l'empereur, ainsi les frères avaient leur gouvernement libre sous la suzeraineté du pape. Néanmoins dans la destinée de ces deux sortes de républiques et de leurs souverains, il arriva une notable différence. Les empereurs, voulant planter en Italie le des-

potisme, provoquèrent la rébellion des communes et la décadence du pouvoir impérial; ou plutôt, ils perdirent la chose en conservant le nom. Tandis que les papes, fauteurs alors de la république, ennemis acharnés de la puissance royale et impériale, chefs de la faction guelfe, qui aujourd'hui se cache sous le masque du libéralisme, acquirent sur les moines l'ascendant le plus impérieux, et réussirent à en faire leur milice la plus fidèle, la plus active et la plus brave. Il est surprenant que leur conduite envers les communes n'ait pas été dirigée par une prudence aussi habile; et qu'ayant pu se faire le centre des associations religieuses, ils aient échoué dans la tentative de devenir les chefs des sociétés politiques. S'ils y étaient parvenus, peut-être la papauté ne serait-elle point dans cette mauvaise passe, où il lui est également funeste de quitter ou de suivre la vieille ornière. Si elle ne tombe point, c'est que personne ne la pousse.

Dans presque tous les ordres, en substance, les institutions sont uniformes. La variété ne se montre que dans ce qui constitue la spécialité de chacun. Il me suffit de dire des servites ce qu'ils étaient à l'époque où fra Paolo mit la main à la compilation de leurs statuts. Le peu d'amendements qu'ils ont subis depuis ne change rien au fond.

L'ordre était alors divisé en treize provinces, dont huit seulement avaient entrée aux comices généraux. C'étaient, suivant leur ancienneté et leur rang de préséance, Toscane ou Florence, Patrimoine de saint Pierre ou Rome, Lombardie ou Milan, avec la vice-province de Reggio, La Marche Trévisane ou Padoue, Venise, Mantoue, Gènes et Naples. Les provinces de Barcelone, Marseille, Sardaigne, Corse et Inspruck, à cause de leur éloignement et de leur faible importance, n'envoyaient pas de députés, ou un seul représentait deux provinces. Elles n'eurent que des années plus tard le droit d'envoyer leur mandataire.

Chef de tout l'ordre, le prieur général résidait à Rome; de la province, le prieur provincial; du couvent, le prieur conventuel, ou simplement prieur, ou gardien. Les couvents se distinguaient en collégiés, c'est à dire, qui avaient un nombre donné de frères, avec droit de suffrage et corps de magistrats et écoles; et les non collégiés, dépendances des autres.

Les servites, comme les dominicains, etc., suivaient la règle attribuée depuis le ^x^e siècle à saint Augustin, divisée en sept chapitres : Nécessité de maintenir l'union et la paix. — De l'oraison et du jeûne. — De la décence dans le vêtement, la démarche, la conversation, les mœurs, et de la correction l'autrui. — De la conservation des vêtements et de la miséricorde envers les infirmes. — De l'amour fraternel. — De l'obéissance et du respect envers les supérieurs. — De l'observance de la règle. — Ce sont de courts sermons sur les sujets indiqués, pour régler la conduite de l'homme qui se retire du monde. Mais ces lois, ou plutôt ces maximes générales, excellentes pour un groupe de quelques individus, sont insuffisantes pour une société nombreuse, répandue en divers pays. Il faut, pour servir de code général, des règles plus précises; pour le gouvernement de chaque province, des règles spéciales. Les premières sont les constitutions en quarante-trois articles, qui ne peuvent être amendés ou abrogés que par une assemblée générale. Les secondes sont les statuts particuliers que le général, d'accord avec le provincial, peut réformer ou abolir, sauf pour Florence, Mantoue et Venise, où les statuts sont garantis par les constitutions.

Les frères professaient les trois vœux qui sont, pour ainsi dire, l'essence de la société monastique : de pauvreté, chasteté et obéissance. Non qu'ils voulussent être pauvres, seulement les individus ne possédaient rien en propre, tout devait être commun. Égalité très utile, mais qui n'est réalisable que

dans une république où le mariage, la famille et les autres liens et relations ne se prêtent point aux transactions sociales qui produisent l'inégalité. Pour maintenir cette situation, il faut que les frères n'aient femmes ni enfants, dans la maison bien entendu. L'opinion des gnostiques et autres visionnaires, que le célibat est un état plus parfait que celui auquel Dieu et la nature ont destiné l'homme, fut toujours opiniâtrement soutenue par les papes, non qu'elle soit vraie, mais parce qu'elle est utile, parce qu'ils la considèrent comme le pivot de leur puissance. Et ce n'est pas sans raison. Car époux et père, le prêtre, par la communauté de sentiments, aurait été enchaîné aux intérêts de la société temporelle; il ne serait plus étranger à l'État, plus aussi fidèle au chef de l'Église. Mais les moines ont cet avantage sur les prêtres qu'ils vivent en commun, soumis à une discipline plus rigide, une hiérarchie plus subordonnée. L'obéissance des soldats constitue la force morale des armées; mais dans aucune milice elle ne fut portée à un aussi haut degré que dans les légions monacales, qui devraient servir de modèle à nos maçonneries modernes, faibles, livrées à l'anarchie, la discorde et le schisme. Les couvents sont autant de sociétés secrètes, mais usées par l'âge, désertées par l'opinion. J'ai entendu dire à un jésuite : La religion est vieille, mais celui qui saura y infuser un principe nouveau, l'accommoder aux idées du siècle et fonder une secte, quel que soit son but, commandera bientôt à des millions de fanatiques, capables de ruiner tous les royaumes du monde. Ce jésuite n'est pas un rêveur. Le passé garantit l'avenir. Mais qui découvrira un secret si précieux, si dangereux?

L'obéissance devant être aveugle, passive, elle serait servile, si elle n'était tempérée par l'esprit démocratique, ennoblie par la subordination de l'orgueil personnel à la discipline et aux intérêts de la communauté. Le supérieur commande de se mettre à genoux, de baiser le pavé, d'écrire avec la langue

de longues croix sur le sol, de demander pardon, et cela sans explication et sans examen; l'inférieur doit se courber. S'il reçoit l'ordre de se mettre en route, sans prendre le temps de saluer un ami, l'esclave obéit sans mot dire, sans argent, à pied, dans une saison inclemente. La même rigueur de discipline embrasse tous les grades, et le général, dans les mains de qui se concentrent tous les fils du commandement, bien qu'il doive sa dignité aux votes de la communauté, c'est du pontife seul qu'il reçoit le pouvoir de l'exercer; c'est à lui qu'il prête le serment de féauté.

Ici, je rappelle de nouveau la différence entre frères et moines. Ces derniers représentent le régime féodal. Les monastères sont indépendants; chacun a son abbé, despotique, élu pour la vie, sans chef commun qui réside à Rome. Riches pour la plupart, n'ayant d'autre souci que d'administrer leurs revenus et d'en jouir, ils apparaissent comme autant de petites monarchies, vassales du pape dans les rapports religieux seulement, par affinité d'intérêts et par leurs privilèges. Du reste, n'en ayant pas grand besoin, ils le servaient avec liédeur. Outre qu'après leur réformation, devenus plus modérés, se renfermant dans le cloître, attentifs aux études, ne se souciant pas autant de s'entremettre dans les affaires du monde, ils devinrent moins intrigants, je dirai même un peu plus utiles.

Les frères, au contraire, en quelque partie du monde qu'ils fussent dispersés, obéissaient à un régime uniforme, qui recevait le branle de Rome. Pauvres, ils avaient besoin des papes pour leurs privilèges, les indulgences, les reliques et les miracles, et autres grâces pieuses, qui attiraient le chaland et leur assuraient une béate existence. Et comme elle s'adjudgeait la grosse part de leurs profits, Rome sentait l'avantage d'une société qui maintenait en crédit la marchandise, et en opérant un placement lucratif. Indépendants des évêques, ils se pous-

saient dans toutes les églises ; ils prêchaient, confessaient, tenaient école, infusaient aux marmots leurs principes, enseignaient dans les universités ; ils s'ingéraient dans toutes les affaires, épiaient tous les secrets, dirigeaient toutes les consciences, couraient à de lointaines missions, conquérants actifs de provinces qu'ils soumettaient au pape ; ils inventaient des dévotions nouvelles, ils rajeunissaient les dévotions vieilles ; ils flairaient et poursuivaient les hérétiques ; ils étaient inquisiteurs, théologiens, hommes d'affaires, intrigants, gueux, un frein pour les prélats, un épouvantail pour les gouvernements, sangsues des peuples ; et leur principal mérite, c'est qu'une soldatesque aussi brave, aussi nombreuse, loin de coûter à la cour, alimentait les trésors de la chambre apostolique.

Les frères exerçaient encore une autre influence par les tertiaires. C'étaient des laïques des deux sexes qui, sans renoncer au monde, ni à la famille, s'obligeaient à vivre suivant les règles de l'ordre, autant que leur condition le permettait, et à écouter les conseils du frère directeur de leur conscience. Celui-ci ne négligeait jamais de leur soutirer pieusement des vêtements, de l'argent, des legs et des donations. Outre le lucre, ces tertiaires étaient autant de partisans sur lesquels les frères exerçaient un pouvoir occulte, de la plus haute importance pour la monarchie papale. L'instrument en était le confessionnal.

Autant l'institution des mendiants fut avantageuse aux papes, autant fut-elle fatale aux vrais intérêts de l'Église. Car les frères, en vertu de leurs privilèges, pénétraient dans tous les diocèses, dans toutes les paroisses, empiétant sur les droits des évêques et des curés. Ils donnèrent naissance à de longs débats entre les deux clergés, surtout en France. D'autres querelles furent suscitées par des rivalités d'ordres, ou par les discordes intestines, tantôt pour la façon de l'habit, ou du

capuchon, tantôt pour des arguties, par exemple, ce problème : un frère peut-il considérer comme sa propriété l'aliment qu'il mange ; tantôt pour l'observance de la règle. De là des schismes et des réformes continuelles. Les frères, recrutés pour la plupart dans les bas-fonds de la société, dédaignèrent les études ; ils devinrent oisifs, arrogants, turbulents, superbes, fanatiques, persécuteurs ; les sciences théologiques déclinerent en puérilités et logomachies, ou dégénérèrent en une minutieuse casuistique, funeste à la morale ; ils empirèrent la scolastique, déjà pervertie par des futilités aristotéliques ; la dialectique fut réduite à un jargon barbare, et l'éloquence sacrée à des déclamations boursofflées. La philosophie et l'histoire se couvrirent de ténèbres ; les écritures, les pères, cédèrent la place aux décisions des chefs de l'école ; et Scot fut l'oracle des franciscains, comme Thomas des dominicains.

En revanche pullulèrent à l'infini les superstitions ; les pratiques extérieures, les fêtes, les saints, les miracles, et par suite l'ignorance et la paresse du peuple, alléché aux églises conventuelles, diverti par leurs spectacles et leurs solennités, au seul profit du couvent. Les frères mirent en vogue la dévotion au scapulaire, aux reliques de cire ou de carton, aux *agnus dei*. Ils accréditèrent les indulgences et la fable du purgatoire. Le diable devint pour ainsi dire le ressort de toutes leurs fourberies. Ils somentèrent le préjugé de la sorcellerie ; ils imaginèrent des conjurations contre la grêle, dont ils accusaient les enchanteurs ; ils inventèrent l'usage de bénir, en certaines saisons, et sous les auspices d'un saint, les maisons, les étables, les bestiaux et les champs, afin de les préserver du feu, des épidémies, des orages ou de tout autre méfait du diable. Ils réduisirent en système l'art des exorcismes, art sacrilège, injurieux à la divinité, enveloppé de fraudes, mais puissant sur le vulgaire, qui y croit encore. Les frères attribuèrent à des obsessions, à des maléfices, les infirmités sou-

daines ou extraordinaires, la folie, l'hypocondrie, l'impuissance; ils firent accroire qu'ils savaient chasser les démons par des formules secrètes ou des fumigations, par des aspersions d'eau bénite, en invoquant Dieu et la Vierge sous des noms barbares, des épithètes ridicules et parfois obscènes. Ils manipulaient en cérémonie des poudres ou des onguents, ou des écritures mystérieuses et d'un effet magique, qu'ils débitaient à la populace comme des préservatifs de l'enfer.

Mais la plus grande peste, ce fut l'office de la *sainte* inquisition que les frères importèrent dans presque tous les royaumes chrétiens. Il érigea en un système de violence la religion de l'évangile; il substitua la force à la persuasion, le fanatisme à la charité. Partout où ce fléau s'impatronisa, les lettres disparurent, toute industrie fut étouffée, les mœurs dégénérèrent, l'hypocrisie remplaça la conviction de la conscience; la franchise du langage fut glacée par l'espionnage; aux fêtes civiles succédèrent des spectacles atroces; un culte cruel endurcit les cœurs, et le christianisme subit la honte d'avoir, des siècles durant, sacrifié des victimes humaines.

Agents de la monarchie papale, les frères avaient des statuts démocratiques. Et comme dans les républiques on distingue des étrangers les citoyens actifs, ainsi parmi les frères il y avait les profès ou prêtres, les convers ou laïques. Les premiers s'étaient réservé à eux seuls le droit de suffrage. Comme dans les républiques les citoyens ne peuvent déposer leur vote que dans la tribu ou la commune, au tableau de laquelle ils sont inscrits, qu'ils sont soumis à certaines formalités légales pour transférer leur domicile politique; de même tout servite était réputé fils du couvent où il avait passé son noviciat et reçu l'instruction. Pour s'affilier à un autre, il fallait le consentement écrit des frères et la pluralité des votes dans un chapitre conventuel des deux maisons. Aucun novice n'était reçu qu'il ne fût natif du lieu, ou au moins avec le consentement

du monastère (s'il y en avait un), érigé dans le lieu de la naissance. Ensuite, avant d'être admis à la profession, ils subissaient une année d'épreuves.

Le gouvernement des servites était démocratique, mais avec tant de restrictions, qu'il pouvait être regardé comme aristocratique.

Le prieur durait en charge deux ans, rééligible après deux ans d'intervalle. Au temporel comme au spirituel, chef de la communauté, il avait le pouvoir de convoquer les chapitres; il les présidait, sauf la présence d'un supérieur. Il corrigeait ou punissait les fautes légères. Pour les fautes graves, il informait et transmettait les pièces au provincial ou au général. Il avait le droit de dépenser jusqu'à une somme donnée pour les réparations, le lustre ou l'avantage de la maison, assisté d'un conseil de cinq frères au moins, nommés *pères discrets*, maîtres en théologie, en langue monacale *pères-maitres*, du procureur du couvent ou des profès qui avaient dépassé l'âge de quarante ans.

L'administration du temporel était aux mains du procureur et du syndic, lesquels rendaient compte au chapitre, tous les mois. Le sacristain avait le soin des choses sacrées ou servant au culte; le dépositaire, des meubles et effets. Ajoutez le gardien du pain et du vin, le distributeur de la viande, l'hospitalier chargé de recevoir les hôtes, l'infirmier et le portier, deux offices réservés aux laïques; plus, les maîtres des novices, des jeunes profès, des maîtres en théologie et le régent des études qui présidait au corps académique de la province et à l'instruction des frères.

L'administration de la province appartenait au provincial, qui gardait sa charge trois ans, ne pouvait être réélu qu'après un intervalle de six, et, dans une autre province, qu'après une résidence continue de trois. Il avait pour assistants les *pères compagnons* dont il devait prendre l'avis dans les affaires

graves, et l'un d'eux l'accompagnait dans ses visites annuelles aux couvents subalternes. Il avait voix dans les chapitres provinciaux, droit de choisir *ad interim* les officiers conventuels, de prendre une décision, au cas que le chapitre, divisé, ne laissât point espérance de conciliation ; de transférer les frères d'un couvent à l'autre, de les réprimander, corriger, châtier jusqu'à la prison ; mais la nature des faits qui ressortissaient à son tribunal était bien déterminée. Pour les autres, il était chargé de l'instruction, formulait la sentence, et la mandait au général pour ratification. En cas d'appel au général, il pouvait maintenir son bien jugé, et s'en remettre à la décision d'un autre provincial. Si celui-ci approuvait, la sentence était valide. Il choisissait sa résidence dans la maison de la province qui lui plaisait le mieux. Dans ses voyages, il était défrayé par la communauté ; sur certaines taxes, il prélevait sa part. Sorti de charge, il jouissait de certains privilèges, comme d'être de droit définitif, à l'abri des corrections du prier, sauf le cas d'insulte ou de provocation personnelle ; servi par un convers de son choix ; d'avoir le pas sur tous les autres maîtres inférieurs au grade de provincial.

Le général aussi gardait sa dignité trois ans, ne pouvant être réélu qu'après un intervalle de six années. Mais ces incapacités temporaires, introduites en grande partie par fra Paolo, à l'instar des autres mendiants, n'étaient jamais observées. On y échappait par mille intrigues, ou une dispense du pape. A la rigueur, le général devait être élu par le grand chapitre, ou les comices, comme on disait, et chaque province nommait ses candidats. Mais les élections forcées étaient fréquentes. Le grand duc de Toscane, le pape, le cardinal protecteur, les uns pour satisfaire un favori, les autres achetés à prix d'argent, introduisaient une créature, et obligeaient le chapitre à reconnaître l'intrus. Son autorité, bien que considérable, était toute constitutionnelle. Il présidait en personne, ou par des vicaires,

tous les chapitres provinciaux. Il avait le droit de prononcer en appel, et, dans tous les cas graves, de déplacer, déposer ou excommunier, non seulement les frères, mais les prieurs et les officiers subalternes; de contrôler les comptes de chaque maison; juger en chapitre avec l'assistance des définiteurs; approuver les actes des chapitres provinciaux ou généraux. Enfin, il était investi du pouvoir exécutif, de l'administration économique et de la discipline. D'obligation, il visitait une fois au moins les couvents de l'ordre, défrayé dans ses voyages, sans compter les émoluments qu'il tirait des taxes à son profit.

Le généralat était un échelon aux plus hautes dignités de l'Eglise, et partant brigué des ambitieux. Il donnait maints privilèges dans Rome, entre autres un siège dans la chapelle papale. Son règne fini, le général pouvait habiter tout couvent à son choix; il ne dépendait que du général; il avait la pré-séance sur toutes autres magistratures et la première voix au chapitre.

Tous les ordres ont leur protecteur. C'est toujours un membre du sacré collège. Ce protecteur les recommande au saint père; il maintient leurs privilèges, favorise l'avancement des individus, approuve et garantit les constitutions, juge en appel contre le général, et exerce une influence qui se confond avec le commandement.

Une charge très importante, après le général, et peut-être à certains égards, plus influente encore et plus lucrative, c'était celle de procureur de l'ordre. Élu par le chapitre général, ses fonctions duraient trois ans, et pour une réélection il devait en attendre douze, mais pour la promotion au généralat, l'incapacité était restreinte à six ans. Il était l'avocat fiscal dans toutes les causes de l'ordre, privées ou publiques, qui se traitaient en cour de Rome; conservateur des archives; soumis au général seul, dont il recevait soixante écus annuels,

outre les frais de correspondance, etc., remboursés par les plaideurs. Sa résidence était au couvent de Saint-Marcel à Rome, qui lui fournissait nourriture, médecins, remèdes, et subvenait à tous ses autres besoins. Il n'était pourtant pas affranchi de toutes les obligations monastiques. Comme il avait le privilège de prêcher deux fois l'an, au jour de l'Épiphanie et le dimanche de la Passion, dans la chapelle du pape, on voulait pour cet office des hommes faits, maîtres en théologie, versés dans la jurisprudence, de bonne fame, et possédant l'éloquence de la chaire. En exercice, il avait voix à tous les chapitres, comme le général. Son terme échu, il jouissait des mêmes prérogatives que le provincial, mais plus amples : la première voix dans le couvent, indépendant du prieur, prenant le pas même sur les provinciaux, hors de leur ressort, le droit de se donner, pour son service exclusif, même contre le gré du provincial, un frère convers.

Les définiteurs étaient les juristes et les juges rapporteurs dans les matières traitées en chapitre. Chaque province avait les siens. Les procureurs de l'ordre et les provinciaux sortis de charge étaient de droit définiteurs perpétuels; mais dans les assemblées, s'ils intervenaient, c'était à leurs frais. Les autres gardaient leur mandat d'un chapitre à l'autre.

Chez les anciens moines, le chapitre était une salle appropriée qui reçut ce nom de ce qu'on s'y réunissait tous les jours pour lire et commenter un chapitre de la règle. Ce nom fut étendu même aux séances où l'on traitait de l'élection des abbés, et à toutes les assemblées.

Ces assemblées étaient ou conventuelles, ou provinciales, ou générales. Le prieur convoquait à son gré le chapitre conventuel, ou, dans leurs visites, le provincial ou le général. Les seuls profès y avaient voix active, pourvu qu'ils fussent sous-diacres, fils du couvent ou y résidant. Les convers et les novices n'avaient que voix passive, c'est à dire le droit de faire

les propositions qui les touchaient spécialement. L'initiative, c'est à dire le droit de proposition, appartenait à tous, mais avec la gradation du supérieur à l'inférieur; de sorte que, même avec le scrutin secret, la priorité des délibérations était toujours assurée aux hauts grades.

Le chapitre provincial se réunissait chaque année au local désigné par le provincial, à l'époque fixée par le général, qui, s'il ne présidait pas, se faisait représenter par un vicaire. Mais la session devait avoir été tenue dans les deux mois qui suivent Pâques, et les convocations lancées trois mois auparavant. Chaque convent était représenté par quatre pères discrets, ou plus ou moins. Ces assemblées étaient plus aristocratiques que les conventuelles, puisque les suffrages étaient restreints au général ou son vicaire, aux provinciaux, aux compagnons pères discrets, définiteurs, prieurs, maîtres, cinquante ou soixante individus sur les deux cents au moins que comptait la province. On élisait les définiteurs du chapitre, lesquels faisaient rapport sur les affaires à l'ordre du jour, en formulant leur avis, et de plus, avec le consentement du général, ils minutaient la décision. Les définiteurs nommaient les syndics, les dépositaires et les procureurs conventuels. Ensuite on jugeait sommairement les causes pendantes; on examinait les comptes du provincial, on le remplaçait par élection, soit que son terme fût venu, ou que l'on fût mécontent de sa gestion. On vérifiait les comptes de la province et de la communauté; on soumettait à l'examen les candidats bacheliers; on élisait les prieurs, les lecteurs de cas de conscience, les maîtres des novices. Si l'on fixait les tenues des comices généraux, on procédait au choix du définitéur député, des candidats au généralat et à la procurature. Enfin, l'on traitait de toutes les mesures qui concernaient la province.

Au temps de Sarpi, le grand chapitre était triennal. Plus tard, pour épargner les dépenses et les brigues, il ne fut plus

convoqué que tous les six ans. Le général, dix mois à l'avance, avisait du lieu de la tenue, pour que les provinces pussent députer leur définitéur général. La représentation y était encore plus restreinte, puisque les suffrages étaient limités au général, aux ex-généraux, au procureur, aux députés définitéurs, aux provinciaux avec leurs compagnons, trente ou trente-cinq au plus. Au premier^r jour, le général et le procureur résignaient leur office; on discutait les titres de leurs remplaçants, on proclamait le nouvel élu. Au second et au troisième, on contrôlait la gestion du général échu, on terminait les causes en jugement. Le dernier jour, on révisait les constitutions, si elles avaient besoin d'éclaircissement ou d'amendement, et l'on procédait à l'élection du procureur général. La principale influence appartenait aux définitéurs.

Dans tous les chapitres, le scrutin était secret, et la majorité décidait. Comme dans toutes les républiques, la brigade était défendue, et pratiquée.

Le costume des servites se compose d'une tunique de laine noire, à manches serrantes, fermée jusqu'à la poitrine, et serrée sur les reins par une ceinture à boucles. Une sorte de chasuble carrée, dans laquelle ils passent la tête, pendante par devant et par derrière; un scapulaire à capuchon; le chapeau comme les prêtres.

D'après le principe que les cénobites forment une milice spirituelle, on avait réglé sur le pied des factions des sentinelles romaines la division des heures monastiques et du chant choral. Les Romains avaient partagé le jour en douze heures, et la nuit en quatre veilles. Les moines chantaient six fois le jour, et quatre la nuit : d'où subsistent dans le bréviaire le nom de psalmodie, de prime, tierce, sexte, nones, vêpres et complies; de premier, second nocturne, etc. Les cénobites, quand ils se furent un peu engraisés, s'aperçurent qu'il était incommode, surtout en hiver, d'interrompre le som-

neil, et ils diminuèrent les veilles. Les mendiants, institués pour se mêler aux affaires du monde, firent du chant choral une sorte d'exercice diurne, je dirais presque de passe-temps, quand ils n'eurent rien de mieux à faire.

CHAPITRE III.

1379. — L'estime dont jouissait Fra Paolo était si pure de jalousie, qu'au chapitre tenu à Venise, en avril 1379, il fut à l'unanimité élu provincial. Il n'avait pas vingt-sept ans. Depuis trois cent cinquante ans d'existence, l'ordre des servites n'avait pas encore confié cette dignité à une telle jeunesse. Il s'y distingua par l'impartialité, par le désintéressement, et l'assiduité. Malgré ces nouvelles fonctions, il n'interrompit ses leçons théologiques, ni ses fonctions de régent des études.

Mais, s'il y a une milice peu maniable, ce sont assurément les moines. Le cardinal Pallavicini a eu raison d'écrire que, si le pape voulait les réduire au devoir, il rencontrerait une révolte générale. La monotonie d'une existence contrainte, oisive, sans variété dans les distractions, laisse un vide dans l'activité humaine; elle a besoin d'un exercice continu. Partant, la pensée franche de soins et le cœur d'affections, s'ils ne peuvent agiter le monde et entrer dans son tourbillon, ils occupent leur oisiveté à des discordes intestines.

La fusion des servites avait laissé un levain de mauvaise humeur dans la congrégation abolie. La province de Florence se gouvernait à sa guise, en vertu de privilèges spéciaux émanés des papes. Les autres provinces avaient aussi leurs privilèges dont le concordat d'union avait garanti le maintien, et auxquels elles ne voulurent à aucun prix renoncer. Cette différence de régime affaiblissait les constitutions et devenait une

source d'abus et de querelles. La famille était divisée. A Florence adhéraient Rome, Bologne et Naples. Avec Venise et Mantoue marchait Milan. Les généraux, dont la nomination pour la plupart était décidée par la faction florentine, trouvaient moyen de se perpétuer, sans passer par la période d'incapacité légale, au grand dépit des rivalités ambitieuses. Le même vice avait gagné les provinciaux. Ainsi les pouvoirs de la république étaient absorbés par un petit nombre d'oligarques. De là des jalousies, et dans chaque maison la discorde. Une réforme était devenue indispensable, qui respectât les privilèges acquis, et mit une telle mesure dans la distribution des emplois et de leur vacance, que toute partialité disparût, ouvrant à un plus grand nombre l'espoir de parvenir. Il fallait corriger la procédure, fixer les attributions des magistrats et garantir les subalternes contre l'arbitraire; il fallait, dans le gouvernement économique, réparer et prévenir les vices de l'incurie et les abus des administrateurs; conformer, enfin, les statuts au régime monacal décrété par le concile de Trente. Depuis dix ans déjà le pape, le cardinal protecteur, le général, avaient fait d'inutiles tentatives. Enfin, le général Jacques Tavanti convoqua, pour le 26 mars 1579, un grand chapitre à Parme. Cette assemblée est célèbre dans les fastes de l'ordre. Elle réunit le concours des plus savants servites. Grand nombre s'y firent remarquer, les uns par l'éloquence de la chaire, les autres dans les controverses de théologie et de philosophie, et parmi ces derniers Fra Paolo, applaudi en présence du duc Octave Farnèse. Après cette noble lutte de talents, qui dura tout le carême, les comices s'ouvrirent et décidèrent que, pour réformer les constitutions, on ferait choix parmi les pères les plus distingués par le savoir, la foi et l'expérience. Fra Paolo avait un mérite si reconnu qu'il fut préféré à beaucoup d'anciens qui avaient exercé les charges les plus éminentes. Au jeune provincial furent associés dans

l'œuvre d'autres servites respectables, par l'âge et la réputation, Alexandre de Scandiano, provincial de la Lombardie, et Cyrille de Bologne, compagnon de la province de Romagne, auxquels furent adjoints, du chef de leur office, le père Jacques, confirmé dans le généralat par ce chapitre même, et Antoine de Borgo San Sepolcro, procureur. Ils reçurent la mission de se rendre à Rome, afin de s'entendre avec le cardinal protecteur et avec le pape.

Fra Paolo partit avec ses collègues vers la fin de juin, et demeura à Rome presque tout le reste de l'année. Outre sa part aux séances, il fut spécialement, comme très entendu dans la jurisprudence civile et canonique, chargé de rédiger le chapitre de la procédure. C'est le XXVII^e des constitutions. Sarpi fit l'admiration des jurisconsultes les plus consommés. Il aurait, dit Lomonaco, fait l'admiration de la postérité, si, au lieu d'élaborer le code d'un monastère, il avait été le législateur d'une grande nation. « Combien d'hommes, ajoute-t-il, dans « une sphère étroite, ont montré un talent merveilleux, « dont le nom, par le malheur des circonstances, n'est « point arrivé à leurs lointains neveux. Si Lycurgue, si « les Solon et les Numa, au lieu de dicter leurs lois à leurs « peuples, avaient été gardiens d'un couvent, quelle figure « feraient-ils dans les annales de la gloire? » Le génie laisse son empreinte dans toutes ses œuvres. Parmi les traces lumineuses que j'ai aperçues du travail de Sarpi, — laissant de côté la précision, rare pour l'époque, avec laquelle il définit les fautes et les délits, — je me contenterai de rappeler une de ses maximes, entourée de la plus brillante lumière philosophique par deux illustres Italiens, Beccaria et Filangieri : « La détention doit servir à l'amendement, et non à la ruine « du prévenu. Le magistrat, qui se montre envers lui cruel, « doit être chassé comme indigne d'exercer un office public. » Il est fâcheux que le vil plomb se montre à côté de l'or. Fra

Paolo ne supprime point la torture. Il recommande bien la prudence, et insinue qu'il est à craindre que la force des tourments n'arrache des aveux mensongers : c'est toujours un tribut payé aux préjugés barbares du siècle, canonisés d'abord par un pape, Alexandre III, et détruits par les deux philosophes que j'ai nommés.

La révision des constitutions achevée, elle fut approuvée par le pape Grégoire XIII, le 21 septembre, par le cardinal Farnèse, protecteur, lequel résidait dans sa légation de Viterbe; et Sarpi put rentrer dans sa patrie. Quoique son premier séjour à Rome lui coûtât bien des tracasseries, obligé qu'il était de contenter tant de monde, de faire, défaire, refaire, il lui valut au moins l'estime du général Tavanti, du cardinal protecteur, du pape même, avec lequel il traita plusieurs fois, mais surtout du cardinal Jules Antoine Santorio, du titre de sainte Séverine, vice-protecteur, devenu protecteur l'année suivante (1580), par la renonciation du cardinal Farnèse, et de plusieurs autres personnages de Rome. Il revint donc de cette mission avec un surcroît de renommée.

1580-1582. De retour à Venise, il acheva son office triennal, tempérant par la bienveillance les nécessités de la justice. Il promulgua de bonnes lois pour l'administration intérieure, apaisa les discordes, fit régner l'égalité monastique et l'ordre; doux aux pécheurs fragiles, rigide aux pervers, incorruptible aux cadeaux et aux recommandations, et d'une réputation si bien établie que jamais ses jugements ne furent réformés à Rome. Si l'on recourait au protecteur Sainte-Séverine, celui-ci avait coutume de répondre : « Par grâce, je ferai ce que je pourrai; par justice, rien. Les décisions de votre provincial ne laissent point prise à l'appel. » Santorio demandait un jour à Sarpi un peu d'indulgence pour des protégés; celui-ci répondit franchement : La justice ne fait acception de personne.

1582-1583. Sorti de charge au mois d'avril 1582, il fut, au mois de mai de l'année suivante, mandé à Rome, afin de représenter sa province à l'élection du général.

En 1585, au chapitre général tenu à Bologne, le 8 juin, il fut, sans le solliciter ni le désirer, élu procureur de l'ordre. Cette fois encore son mérite obtint justice et l'emporta sur la brigue. Son nouvel emploi le ramena à Rome, où il demeura probablement jusqu'à la fin de 1588. Il dit lui-même qu'il y séjourna quatre années consécutives. Pourtant, il était le 7 juin de cette année, au chapitre de Césène, remplacé par Lelio Baglioni. Dans cette capitale, il captiva l'affection de Sixte Quint, qui, en avril 1585, avait succédé à Grégoire XIII. Ce prince brutal, mais qui connaissait les hommes, l'employa en diverses congrégations, et le traita avec tant de familiarité qu'il le désigna à l'attention jalouse des courtisans. Un jour, le pape, au sortir du palais, rencontra Sarpi. Arrêtant sa litière, il l'appela et le retint dans une longue conversation. C'était l'annonce prochaine du chapeau. Réellement, si Sarpi avait eu de l'ambition, personne n'eût trouvé la voie des dignités aussi aplanie. Outre un savoir peu commun, il possédait l'estime et l'amitié de plusieurs grands et prélats. Sixte, prince sagace, sans préjugés, versé dans les affaires, ayant la pratique des hommes et des choses, ne se serait pas fait prier pour conférer la pourpre à un religieux qui lui ressemblait par la perspicacité de l'esprit et la fermeté du caractère. Sarpi s'était affermi dans les bonnes grâces de Sainte-Séverine, homme difficile, absolu, ambitieux de la tiare qu'il disputa cinq ans plus tard à Clément VIII, et qui pourtant, dans ses rapports avec le procureur, se montra toujours bienveillant, courtois, affable. On ne peut donc refuser à fra Paolo le talent de plaire, et d'assez belles qualités pour captiver les cœurs.

La conformité de caractère et de mœurs lui acquit aussi l'amitié du cardinal Castagna, Génois, qui fut le pape

Urbain VII, prélat recommandable par sa douceur et son intégrité, et l'un de ceux qui assistèrent au concile de Trente. Dans sa conversation, fra Paolo amassa un trésor de renseignements importants. C'est de Castagna qu'il parle dans une lettre à Jacques Leschassier (29 septembre 1609), où il dit :
« Dans ma jeunesse, je connus l'archevêque de Rossano, qui
« devint pape ensuite. Au concile, il fut chargé de rédiger les
« décrets. Je lui demandai pourquoi, contre l'usage, le préam-
« bule, la narration et les conclusions se combattent ou ne
« sont pas en harmonie. Il répondit que la rédaction primi-
« tive n'avait pas ce défaut ; que, dans les congrégations de
« Trente ou de Rome, on ne s'inquiétait pas du préambule,
« et l'on passait outre ; mais aux décrets ils se permettaient
« des suppressions ou des amendements, jusqu'à ce que
« chacun se déclarât satisfait. »

Le séjour de Rome lui valut encore la connaissance du jésuite Bellarmin, depuis cardinal, et du célèbre Navarro, Espagnol, qui lui apprit beaucoup de détails sur l'origine des jésuites, dont il avait connu le fondateur. Ce docteur comptait alors plus de quatre vingt-quinze ans. Si Loyola revenait au monde, disait-il, il ne reconnaîtrait pas sa compagnie.

Fra Paolo se rendit aussi à Naples, en qualité de vice-gérant ou vicaire-général, pour assister aux chapitres de cette province. Il y resserra des liens d'amitié avec Jean-Baptiste della Porta, qu'il avait déjà connu à Venise, naturaliste hors ligne, le premier parmi les restaurateurs de la philosophie expérimentale. Porta, dans son traité *De magia naturali*, confesse avoir beaucoup appris de Sarpi, surtout sur les phénomènes magnétiques, et il le nomme le plus savant encyclopédiste qu'il ait connu.

Durant le cours de ces trois années, fra Paolo, maniant avec dextérité, avec intégrité, les affaires de son ordre, ne négli-geait point l'occasion de grossir son trésor : il approfondit

l'étude des antiquités ecclésiastiques, la pratique de la jurisprudence romaine; il visita les bibliothèques et les archives, et dans l'entretien des savants, il recueillit des informations de tout genre. Dans ses heures de loisir, il s'appliquait à ses sciences favorites, les sciences naturelles, où il se plongeait davantage encore, quand, son office expiré, il fut rentré à Venise. Aussi est-ce le moment de rendre compte de ses travaux, et ce sera le sujet du chapitre suivant.

CHAPITRE IV

1575-1605. Jusqu'ici je n'ai montré que le religieux. Le tour est venu du philosophe. Plus tard nous aborderons le grand théologien, le grand jurisconsulte, le grand homme d'État, l'écrivain le plus courageux et le plus utile de son siècle.

Quoique fra Paolo convergeât toutes ses études vers un but unique, il ne me sera pas possible de retracer quel fut son système de philosophie, prenant ce mot dans son acception la plus étendue, qui comprend toutes les connaissances du monde physique et intellectuel. Car de ses écrits il ne nous reste que le petit nombre de ceux qui ont été sauvés par Marc Foscarini et par François Grisellini. Mais pour que sur ces faibles données le lecteur puisse encore mesurer sa hardiesse et sa pénétration, je me permettrai quelques mots sur l'état de la science à cette époque.

La philosophie d'Aristote ou des Arabes, pour mieux dire, qui l'avaient bouleversée par leurs traductions infidèles et des commentaires fantastiques, avait longtemps dominé les écoles. Presque réduite à de frivoles arguties, elle fut un continuel obstacle aux progrès de l'esprit humain. Mais les lettres étant

ressuscitées en Italie, et l'amour des études fomenté par les princes et particulièrement par les papes, favorisé surtout par la situation politique et l'esprit d'investigation, l'attrait de la nouveauté dégoûta des vieilles friperies. L'époque servit donc les Grecs qui, dans le xv^e et le xvi^e siècle, introduisirent en Italie les œuvres de Platon, nom à peine connu. Cette philosophie, qui plaît au cœur et à l'imagination, fut goûtée, et par la prédilection du pape Nicolas V, elle fut sur le point de régner sans rivale. Mais d'autres Grecs firent connaître le véritable Aristote; ils relevèrent et corrigèrent les erreurs des versions. La guerre s'alluma entre les deux écoles, et les prêtres, suivant leur habitude, prenant pour religion leurs préjugés, excommunièrent tantôt Platon, tantôt Aristote. Cependant, l'on se pénétra mieux des philosophies de l'antiquité, et plusieurs conçurent l'idée de les concilier. OEuvre aussi impossible que de concilier des théologiens. Néanmoins, ces tentatives aplanirent les voies. Car, une fois secoué le joug de l'autorité, l'intelligence libre ne cesse de graviter vers la lumière, et le progrès marche à pas de géants. Plusieurs, ennuyés d'Aristote et de Platon, imaginèrent de nouveaux systèmes. Pour ce faire, l'esprit d'observation était indispensable; il fallait reprendre l'examen des arcanes de la nature et reconnaître les voies régulières de sa marche. De là, les premiers pas de la philosophie expérimentale moderne. La médecine, science empirique jusqu'alors, fut assujettie à de plus sévères règles, associée à la botanique et à l'étude des simples, depuis que Mattioli avait fait connaître à l'Italie les œuvres de Dioscoride. L'anatomie, négligée par des préjugés religieux, reprit courage; l'alchimie, mère folle, enfanta une fille sage, la chimie. La physique ne marcha plus qu'au flambeau de l'expérience et de l'observation. L'astrologie judiciaire, déjà discréditée par Pic de la Mirandole, cédait peu à peu la place à l'astronomie. Les mathématiques montèrent en honneur, et

La philosophie spéculative ne professa jamais des opinions aussi audacieuses que dans le xiv^e siècle. Les papes n'en prenaient pas ombrage. Bien plus, pendant que le patriarche de Venise faisait brûler les livres de Pomponace, Bembo les défendait à Rome, et Léon X empêchait de traduire en justice le philosophe qui mettait en doute l'immortalité de l'âme.

Bernard Telesio, Calabrais, né en 1502, mort à Rome en 1588, fut le premier qui, après d'autres tentatives prématurées, fit brèche à l'aristotélisme, et éleva sur ses ruines un nouveau système. Bien qu'il ne fût pas toujours d'accord avec lui-même, bien qu'il se fiât plus à l'imagination qu'à l'observation, sa philosophie ayant trouvé des disciples, il donna une vive impulsion à de nouvelles recherches.

Plus hardi fut Jérôme Cardan, Milanais, mort en 1576, célèbre médecin, mathématicien, philosophe, mais d'un génie inconstant; il accoupla aux idées les plus justes des puérilités et des superstitions qui semblent incroyables.

Une action bien plus puissante fut exercée par Giordano Bruno et Thomas Campanella, autres Calabrais, dominicains tous deux, celui-là de Nola, celui-ci de Stilo, contemporains de Sarpi. Le premier, accusé d'hérésie, fut brûlé par l'inquisition de Rome, en 1600; le second, après de longues persécutions monacales, et une prison de vingt-sept années, alla chercher un asile paisible à Paris, et y mourut en 1659. Telle fut la puissance du génie italien que, alors que l'oppression plonge dans la barbarie les autres nations, il grandit en dépit de la fortune. Dans les étreintes des gouvernements soupçonneux et peureux, sous la verge du despotisme, malgré les souffrances du corps et de l'esprit, dans la misère des cachots, dans les douleurs de l'exil, l'amour de la sagesse en alluma les généreuses flammes. Peu de grands Italiens furent heureux; la plupart, condamnés aux persécutions et à l'infortune. Giordano Bruno, flétri de l'accusation d'athéisme par le faux

jugement du monde, a besoin encore d'un siècle éclairé qui revendique le mérite de ses spéculations sublimes. Ce n'est pas la faute de l'Italie, ni des Italiens, si chez eux la mémoire d'un si grand homme passe inaperçue, et si la gloire revient à un Allemand, le Dr Wagner, d'avoir tiré ses écrits italiens de l'oubli inglorieux où ils gisaient ensevelis, et qui, étudiés, mettent Giordano Bruno à côté des penseurs les plus profonds.

Il fut le précurseur de Galilée, de Descartes, de Leibnitz et de Fichte; même les trois derniers ne font parfois que le copier. Il entra dans la voie de beaucoup de découvertes en astronomie et en physique; il en soupçonna d'autres. Il est le premier qui ait embrassé la défense de Copernic. Privé du secours des instruments, par la seule intuition du génie, il vit que les comètes ne sont point des météores, mais de vrais mondes sidérés, soumis à des mouvements réguliers. Il devina l'existence de plusieurs planètes, outre celles qui étaient déjà connues; il devina que les étoiles fixes sont des systèmes solaires; que c'est vers la forme sphérique que tendent la matière et les mondes; que tous les globes sont, comme la terre, peuplés de créatures : prévisions toutes confirmées par des observations plus exactes. Son panthéisme est le plus raisonnable, le plus simple, le plus conséquent avec les idées de sa philosophie; il se rapproche de celui des platoniciens et des anciens pères de l'Église, mais plus clair et sans contradictions. L'obscurité de son style en latin, sa trivialité trop fréquente en italien, la manie du langage symbolique et cabalistique, appartiennent au siècle et aux circonstances de l'auteur; la grandeur de ses pensées appartient à son intelligence.

Campanella rendit de grands services à la métaphysique, à la morale, à la politique, non ce que l'on décore aujourd'hui de ce nom, tortueuse officine de fraudes, qui trompe et opprime les peuples, mais la science sublime qui recherche quelles lois, quelle religion, quelle morale doit présider à la direction de

société, pour en assurer la vertu et le bonheur. On peut qu'il donna une nouvelle forme à toutes les sciences et termina leurs relations, beaucoup mieux qu'on ne l'avait jusqu'à lui. Le mysticisme et les allégories de Campanella ont pas au goût moderne. Mais, productions d'une imagination riche et ardente, c'étaient peut-être des voiles nécessaires pour dérober à l'intolérante ignorance des moines des doctrines qu'ils n'entendaient pas et qu'ils persécutaient. Peut-être jugerions-nous mieux de la valeur de Campanella, si sa philosophie était plus connue et mieux étudiée; mais de ses ouvrages beaucoup sont inédits; des autres, les exemplaires sont devenus rares. Il n'y a pas longtemps que le professeur Hübner, un savant philologue de Zurich, a rendu au jour ses œuvres philosophiques. Quoique imprimées à la fin de 1622, elles étaient inconnues aux plus curieux bibliophiles. Elles méritent pourtant une lecture, de préférence à tant de fades œuvres, dites des bons auteurs; car elles renferment comme en germe le système du philosophe de Stilo. L'impatiente fan-tasie italienne se lasse trop facilement du genre mystique et symbolique; mais quand les allégories sont judicieuses, elles aident l'esprit; et les poésies de Campanella valent bien pour leur donner un peu de cette réflexion, si nécessaire pour l'intelligence de la Divine Comédie.

Les principaux vices de ces novateurs sont le manque de méthode. Mais ce n'est pas leur faute. Étant sans méthode, ils devaient s'abandonner aux élans du génie, qui commence par créer les sciences et cherche ensuite la méthode de les enseigner. Ils subissaient encore d'autres nécessités : trop

de l'astrologie, en vogue de leur temps ; ils s'y débattaient comme l'aigle dans les rêts qu'il déchire, en affranchissant des oisillons, sans se débarrasser lui-même. Ajoutez cette couche d'idées chrétiennes ou monastiques, dépôt de leur première éducation ; cette couche d'idées païennes, qu'y superposa l'étude des anciens. Il faut des connaissances sûres jointes à un esprit pratique pour reconnaître dans cet amalgame et suivre la pensée de ces auteurs. Leurs systèmes pèchent à beaucoup d'égards, la plupart ne s'étayant que sur des hypothèses, trop rarement sur des preuves : plus habiles à signaler les erreurs accréditées qu'à découvrir des vérités nouvelles. Mais, bien qu'ils ne fussent pas en état d'élever un édifice complet, à la place des ruines qu'ils amoncelaient, — outre que dans leurs œuvres abondent les bonnes idées, les vues profondes, les découvertes ou essais de découvertes, — ils aidèrent à introduire le doute, commencement de la sagesse, et les expériences, importante conséquence du doute, base inébranlable de la démonstration. Ils aidèrent à faire jour dans des préventions invétérées, à briser les entraves de l'autorité, à rendre les esprits plus libres et plus observateurs ; ils enseignèrent l'usage des sens et de la raison. Ils aplanirent les voies à deux Italiens qui semblaient surtout destinés à changer la face des sciences philosophiques, Sarpi et Galilée. Mais le premier, distrait de cette voie, pour réformer d'autres erreurs, laissa le champ libre au second. Je ne tairai pourtant pas son œuvre. Mais d'abord que le lecteur se rappelle que c'était un pauvre moine, élevé dans les préjugés du cloître et poussé dans la carrière philosophique par la seule puissance de son génie. Faites-vous une idée de l'époque : l'Espagne dominait inexorable ; elle n'offrait que la ruine ou l'avilissement. L'esprit était en butte aux soupçons de Rome, aux cachots et aux bûchers de l'inquisition. Toute opinion, toute découverte, tout livre faisait craindre une hérésie, et ils n'avaient

pour juges que des moines ignorants. Sans être suspect d'athéisme ou de magie, personne ne pouvait être philosophe; et le religieux, s'il avait cette audace, s'exposait à bien d'autres châtimens, encore qu'à Venise le gouvernement fût beaucoup moins superstitieux et tolérât une plus large liberté.

Revenons à Sarpi. A peine rentré de Milan à Venise, pour enseigner la philosophie (1575), il s'attacha à toutes les branches de cet arbre immense. Afin de ne rien perdre de ses méditations, et avoir le loisir de les soumettre à un nouvel examen, de les développer avec profondeur, il dressa un recueil de ses pensées, au nombre de six cents, inscrivant à chacune sa date. La plupart sont de 1578. Elles formaient un volume in-8° de deux cents pages. Les unes concernaient la métaphysique ou la physique expérimentale; la majeure partie était consacrée aux mathématiques. Quoique la rédaction en fût très concise, qu'elles ne fussent pour ainsi dire que des points de repère, elles manifestaient, au témoignage de Foscarini, une grande richesse et une grande variété de connaissances; elles contenaient la quintessence de la doctrine scolastique, avec un avant-goût de la méthode moderne et je ne sais quelle senteur des systèmes nouveaux. Mais Grisellini nous donne de ces pensées une idée plus complète. « En les examinant, dit-il, outre que l'on voit jusqu'où Sarpi avait « poussé la science, on découvre encore facilement qu'il s'était « proposé un idéal de perfection jusque-là inconnu; surtout « si vous mettez à part celles qui appartiennent à toute la « philosophie naturelle et que vous en fassiez l'analyse, vous « serez convaincu qu'il aperçut et essaya tout ce qu'ont pu « après lui penser de mieux les esprits les plus sagaces touchant les premiers éléments, la nature des corps sublunaires, leurs propriétés et leurs qualités, la génération et la « destruction des composés, l'âme sensitive et les objets sensibles, tout ce qui est compris dans le règne de la nature.

« Il faut en dire autant de ses pensées mathématiques. Il y en a qui regardent la géométrie pure, l'analyse, les sections coniques, la mécanique, la statique, l'hydrostatique, l'hydraulique, l'hydrographie, l'aérométrie, toutes les parties et les divisions de l'optique, la sphère, l'astronomie, l'acoustique, l'architecture militaire et civile. En les étudiant, on s'assure que non seulement il dépasse les anciens et les contemporains, mais qu'il devance même souvent les doctrines les plus célèbres qui se firent jour dans les âges suivants, Galilée, par exemple, dans beaucoup d'observations, et notamment dans celle-ci : qu'un corps complètement immergé n'augmente point sa pesanteur, parce que l'eau mise dans l'eau n'ayant pas de pesanteur, ce corps ne peut devenir plus pesant (1). Une autre : la vapeur de l'eau ne monte point dans l'air, à cause de sa plus grande légèreté spécifique, mais par un effet de la compression.

« Il devança dans quelques idées d'astronomie comparée Kepler et Grégory ; il devança Cavalieri sur les effets des miroirs ardents, dont la concavité serait engendrée par une ligne parabolique ; il devança Barrow sur les difficultés de déterminer le lieu des images des objets vus par réflexion. » A ce propos, Grisellini cite un fragment des pensées de Sarpi, que mentionne aussi Foscarini : « J'ai fait beaucoup d'expé-

(1) Archimède avait prouvé qu'un corps, plongé en tout ou en partie dans un liquide, perd de son poids le poids du liquide déplacé. Sarpi en conclut sans doute que, du moment où le corps est complètement immergé son poids apparent reste le même à toutes les profondeurs : en effet, il déplace et remplace toujours la même quantité d'eau. Or, une goutte d'eau, mise dans un vase d'eau, y reste en équilibre à toutes les profondeurs.

Voilà, si je ne me trompe, le sens de cette phrase, très obscure du reste : qu'un corps immergé tout à fait n'augmente pas de poids (aux différentes profondeurs) parce que l'eau (qu'il remplace) devrait rester elle-même en équilibre au milieu du liquide.

(Note de M. Liagre.)

« riences à ce sujet avec des miroirs sphériques concaves,
« convexes et planes, et en observant l'effet produit par les
« rayons du soleil, la lueur de la lune et des étoiles sur
« l'eau, ces objets étant réfléchis sur l'eau, pour déterminer
« leurs positions et leurs distances. Diverses fois les expé-
« riences ont été conformes au principe fondamental de mes
« raisonnements; d'autres fois je l'ai trouvé démenti complé-
« tement : ce qui me donne grand lieu de croire que cela peut
« venir de ce que, dans beaucoup de cas, les rayons brisés et
« divergents entrent dans notre œil convergents. »

Foscarini ajoute qu'il a vu parmi les papiers de fra Paolo des figures géométriques qui rendent compte de l'arc-en-ciel et de la réflexion de la lumière. Elles appartiennent aux années 1587-1588 ; mais il ne donne pas plus de détails.

Sarpi s'était livré avec un dévouement assidu à l'étude de l'anatomie comparée, science alors naissante et qui, aux yeux du vulgaire, semblait sacrilège. Depuis plusieurs années, il s'était appliqué à disséquer des agneaux, des chiens, des chats, des lapins, des chevreux pour étudier la structure et les fonctions des membres ; et, conduit non par le hasard, mais par une raison intelligente, il parvint à la fameuse découverte de la circulation du sang, dont François Patrizio donna les premiers indices, que développa André Césalpin et démontra l'Anglais Harvey. Fra Paolo observa que le sang, corps grave, ne pouvait rester suspendu dans ses conduits, sans ressorts qui, en s'ouvrant et se refermant, lui imprimassent le mouvement avec l'économie nécessaire à la vie. Cette observation le conduisit à rechercher dans ses réceptacles les lois naturelles de ce mouvement, et il trouva que les veines avaient leurs valvules par où le sang passe dans les artères et retourne aux veines avec une succession régulière, s'épanchant dans toutes les parties du corps. Cette découverte, dont Foscarini fixe la date entre 1574 et 1578, est garantie par le témoignage d'un

si grand nombre de contemporains qu'il y a une injustice réelle de la part de plusieurs Anglais, jaloux de la gloire de leur Harvey, à vouloir la ravir à fra Paolo. Ils ont été jusqu'à prétendre que tout ce qu'il avait écrit, il l'avait puisé dans le livre de Harvey : ne faisant pas attention que ce livre ne fut publié que cinq ans après la mort de Sarpi, par conséquent plus de trente ans après que l'opinion publique, après que les professeurs de Padoue, les anatomistes et les physiologistes ultramontains, qui avaient connu fra Paolo à Venise, en faisaient honneur au servite. D'autres en ont attribué la gloire à Jérôme Fabrice d'Acquapendente ; mais ils sont démentis par le célèbre Nic. Peiresc qui, à cette époque, fréquenta l'université de Padoue, qui fut ami de fra Paolo et d'Acquapendente. Il atteste que tout le monde assignait au servite la découverte des valvules, et que c'est de lui que Fabrice l'avait apprise. Quant au traité original, dans lequel Sarpi exposait la nouvelle théorie de la circulation, l'anatomiste Wesling le vit entre les mains du père Fulgence. Il est probable que Sarpi faisait de ses découvertes une sorte de mystère pour se dérober aux persécutions que les préjugés, des moines surtout, amentaient contre lui et à l'animosité de beaucoup de médecins ignorants ou rancés dans les vieilles doctrines.

Comme ce traité de fra Paolo est perdu, qu'il a échappé même aux regards de Grisellini, on ne saurait déterminer toute l'étendue de sa découverte ; mais de la lettre que je rapporterai bientôt on pourrait induire qu'il avait aperçu le phénomène tout entier : ce qui n'ôte rien à la gloire de Harvey, qui peut avoir marché dans la même voie, sans apercevoir la trace de fra Paolo, sans même savoir qu'il n'y marchait que le second.

On sait qu'au siècle passé beaucoup d'anatomistes de delà les monts, d'Italie même, avaient mis en vogue l'hypothèse de la transfusion du sang d'un homme robuste et sain dans les veines d'un valétudinaire ou d'un vieillard, pour leur rendre

« *omnis carnis*, c'est à dire de tout être vivant, *in sanguine*
« *est*, dont il est parlé chez plusieurs anciens philosophes,
« chez les contemporains de Marcile Ficin, Pic de la Miran-
« dole, etc. »

Une autre belle découverte de Sarpi, et qui servit de marchepied à plusieurs autres découvertes en optique, ce fut celle de la dilatation et de la contraction de l'ouverture de l'uvée dans tous les animaux, dont Fabrice d'Acquapendente, le premier qui en ait parlé, dit : « Ce secret fut observé par le père
« maître Paul, Vénitien, de l'ordre des servites, insigne philosophe, mais savant surtout dans les mathématiques, surtout dans l'optique. » Parlant du mérite de cette découverte, Portefield dit qu'elle exige non seulement une connaissance plus subtile de l'anatomie de l'œil, mais la connaissance d'un système complet d'optique, non seulement géométrique, mais physique, et embrasse tout ce qu'il y a de mathématique dans cette science.

Il n'y a donc qu'une malignité envieuse dans ce qu'affirme Portal : que Fabrice n'a rien découvert ni décrit qui ne fût connu avant lui. Il y a des Français qui exaltent jusqu'aux moindres bagatelles de leurs compatriotes avec une emphase qui frise le charlatanisme. Ils regardent toujours par le verre grossissant. Pour les étrangers, ils retournent leur lunette.

Puisque j'en suis sur ce chapitre, que le lecteur me pardonne une courte digression, — qui ne sera pas la dernière. La philosophie apparut en Italie beaucoup plus tôt qu'en France et en Angleterre, mais dans un siècle plus enclin à l'imagination qu'à l'observation ; et par là ce que nos philosophes avancèrent de bon fut enveloppé parmi les rêves et les chimères du transcendantalisme platonique, des subtilités aristotéliques, de magie naturelle, d'astrologie et d'autres folies en vogue. Ce serait une excellente idée à une société de savants italiens de se dévouer à extraire les perles de ce fumier,

en y joignant les notes convenables sur l'état des sciences alors et leurs progrès ultérieurs, en montrant comment leurs découvertes et même leurs aberrations ont servi le progrès. Ces idées, dont se pavanent les ultramontains, on les retrouverait plus ou moins démontrées dans les œuvres aujourd'hui oubliées de Marsile Ficin, de François Patrizio, de Cardan, de Campanella, Giordano Bruno, Pic de la Mirandole et beaucoup d'autres. En France et en Angleterre, un pareil travail serait accueilli avec un véritable enthousiasme. En Italie, il me fâche de le dire, il faudrait presque de la violence pour le faire agréer, par suite de cette inertie, de cette indifférence pour la gloire nationale qui caractérise nos populations. Mais il faut qu'il se fasse. Les Allemands, pour le ténébreux Kant, ont écrit commentaires sur commentaires et jusqu'à un glossaire spécial; et notre Vico, bien plus grand que Kant, git méconnu et négligé. On lui conserve une sorte de gloire traditionnelle, sans vérifier s'il y a droit. Ce n'est que de nos jours que, grâce aux soins du docteur Joseph Ferrari de Milan, nous pouvons nous vanter d'une édition de ses œuvres, disposées dans un tel ordre et éclaircies de telle façon que ses profonds enseignements ne seront plus restreints à un cercle aussi borné. Ajouterai-je que nous n'avons pas même une bonne histoire de notre philosophie, pas une histoire politique de l'Italie qui vaille ce nom. En France, en Angleterre et même en Allemagne, la première chose qu'on enseigne aux jeunes gens, c'est à penser; en Italie, c'est à faire des sonnets, et, grâce à une éducation si sage, nous sommes un peuple de comédie. Je reviens à Sarpi.

Les anciens connurent l'aimant et sa propriété d'attirer le fer. Ils n'allèrent pas plus loin. Tout au plus la superstition et le charlatanisme s'évertuèrent à lui attribuer des vertus factices et vantèrent sa puissance pour réduire les hernies, cicatriser les plaies et prolonger l'existence. Le premier qui

observa l'habitude qu'il a de regarder le pôle, et en tira parti pour la navigation, fut Flavio Gioia, d'Amalfi, vers 1500. Un autre navigateur italien, Sébastien Cabot, de Venise, en 1549, observa qu'en certains parages la boussole déclinait : ce qui fit supposer que l'aimant avait ses pôles à lui, et donna lieu à beaucoup d'hypothèses pour les déterminer ou déterminer la longitude.

Mais les propriétés électriques de l'aimant et d'autres corps ne commencèrent à être observées qu'après le milieu du xvi^e siècle.

Sur ces phénomènes, fra Paolo avait, depuis nombre d'années déjà, fait diverses expériences et les avait consignées en un volume, pendant qu'il était à Rome procureur de l'ordre. Ce volume a passé sous les yeux de Grisellini, qui en donne l'analyse suivante :

Il avait, dit-il, divisé en deux classes ses expériences. Dans la première, il en avait rangé bon nombre, sans ordre ; mais l'autre en contenait cent quarante et une, disposées suivant un plan régulier, de façon à donner une idée complète des phénomènes magnétiques. Elles traitaient de l'inclinaison de l'aiguille aimantée, des moyens de découvrir les deux pôles de la plus grande attraction et de la plus grande répulsion et leur nouvelle génération. Il y avait des expériences nombreuses sur la manière de communiquer le magnétisme aux corps, soit à l'aide de l'aimant, soit à l'aide du fer aimanté, sur son développement dans les corps qui en sont capables ; sur l'action réciproque des corps aimantés, les effets divers produits sur les roues des horloges, suivant la différente position des corps aimantés, sur la perte irréparable de cette propriété que subissent par l'action du feu l'aimant ou les corps aimantés, et enfin sur le magnétisme particulier du fer qui se développe spontanément par le frottement ou autrement.

Grisellini observe que le Napolitain Porta, quoiqu'il dût à

fra Paolo une bonne partie de ses connaissances, savait pourtant fort peu de chose des mouvements magnétiques, pendant que l'Anglais W. Gilbert développe cette matière, et, de découverte en découverte, leur ouvrit un théâtre si vaste et si étendu que, pour dire la vérité, on ne peut lui refuser d'avoir marché à pas de géant dans ce champ de la physique. Ensuite il ajoute : Dans le traité de Gilbert, il n'y a rien qui n'ait été l'objet des observations ou des expériences de Sarpi; les vues sont les mêmes, et, par rapport aux phénomènes, toute la différence se réduit à la manière de les décrire ou à des détails. Fra Paolo est simple, concis; il n'est pas emporté par l'esprit de système; il suit la maxime préconisée par Bacon plus tard, c'est à dire, histoire, observation et expériences.

Après avoir loué les observations de Gilbert concernant la déclinaison et les variations de l'aiguille aimantée, il ajoute : qu'en cela même Sarpi l'avait devancé. Il n'a pas donné le germe seulement, mais tous les éléments du problème : trouver la longitude d'un lieu donné, relativement aux notions erronées qui avaient cours à cette époque. Et ici je vais, continue Grisellini, faire connaître quelques lois de variation rapportées par fra Paolo, et qui doivent être le résultat d'observations, faites par un correspondant pendant qu'il était occupé de la composition de son ouvrage. Après avoir montré que la variation est inégale dans le même méridien, il montre pourtant qu'elle croît plus vers le pôle que vers l'équateur; que, dans notre hémisphère, la déclinaison est orientale, et occidentale à l'hémisphère opposé; qu'elle diminue à mesure que l'on approche de la Méditerranée; que, dans l'Océan, elle se dirige droit vers la Perse; et, au milieu de l'Océan, elle regarde le pôle entre l'Afrique et l'Amérique; que finalement, dans la Guinée, elle se trouve à un tiers de rhumb, au Maroc à deux tiers et à Londres à onze et un tiers. Si Edmond Halley, le meilleur disciple de Newton, avait vu ce tableau concis, il

y aurait regardé à deux fois avant d'établir son système des courbes des variations, nommées d'après lui *halleyennes* : système qui fit grand bruit en Europe par les applaudissements qui l'accueillirent et qui ensuite a subi la destinée commune.

Il conclut en disant que l'opinion de Sarpi, confirmée par des observations postérieures, était que la terre est un grand aimant ayant la propriété d'attirer les corps qui l'environnent; par là devançant Newton, en rendant raison de la gravitation; que partout où il se trouve du fer, et dans toute espèce d'argile, il y a de l'aimant; — que diverses expériences, produites plus tard comme des découvertes nouvelles, particulièrement ce qui regarde l'action réciproque des corps aimantés, et le magnétisme naturel du fer, se retrouvent déjà dans l'ouvrage de fra Paolo. L'on voit ainsi tout ce qu'il y a d'originalité dans son génie, de pénétration dans sa philosophie; et s'il avait pu se donner tout entier aux sciences naturelles, il est sûr qu'il eût beaucoup reculé les bornes des connaissances humaines. Tout bien considéré, quand le père Fulgence dit que les plus profonds mathématiciens le prenaient pour un homme qui s'était consacré uniquement aux mathématiques; que les médecins, les anatomistes, les botanistes, les chimistes, les astronomes croyaient qu'il avait fait de leur science une étude spéciale; on ne doit pas soupçonner cet éloge d'exagération. Le même Fulgence ajoute que, à son passage par Venise, Gilbert s'entretint avec Sarpi des phénomènes du magnétisme, et que lui, qui se croyait sans rival, fut étourdi de voir que, dans chacune de ses découvertes, il eût été devancé par le servite.

L'algèbre, science imparfaitement connue des anciens, restaurée par les Italiens, Nicolas Tartaglia, entre autres, qui trouva la solution des équations du second degré, Jérôme Cardan, qui la perfectionna, et Louis Ferrari, élève de ce der-

nier, qui trouva la solution de celles du quatrième degré ; l'algèbre, dis-je, reçut de François Viète, mathématicien français, une nouvelle impulsion, et ce langage conventionnel représenté par les lettres de l'alphabet qui, sans avoir d'elles-mêmes aucune signification, expriment toutes les quantités abstraites que l'on veut. Par cette simplification, la science ouvrit un vol immense, et tandis qu'auparavant elle était limitée à des problèmes numériques, elle fut étendue à la recherche de tous les théorèmes, à la démonstration de tous les problèmes d'arithmétique et de géométrie. Mais Viète, chose qui n'est pas rare chez les inventeurs, eut le malheur de s'exprimer en termes obscurs, et même de tomber en de nombreuses erreurs. Fra Paolo, s'étant procuré plusieurs de ses ouvrages, imprimés ou manuscrits, y ajouta de savants commentaires. Foscarini les a vus, et Grisellini mieux encore. Celui-ci ajoute que Paolo combla les lacunes, exposa la doctrine sous un jour plus clair, traduisit en latin tous les mots grecs, éclaircissant les obscurités dont l'auteur s'enveloppe comme à plaisir ; ce qui démontre que Sarpi, avec la supériorité de son génie, avait, lui aussi, fait sortir la science de ses langes. Il alla même plus loin que Viète. Presque partout il nota grand nombre de bevue et d'omissions vicieuses ; il joignit à plusieurs des théorèmes proposés des démonstrations meilleures ou plus adéquates : inscrivant ses corrections ou sur le livre même, ou sur des feuilles volantes. Pour maints problèmes, résolus par Viète, d'une façon qui ne répondait pas à ses principes, il dressa des solutions courtes et analytiques, ordonnant mieux les signes pour la proposition et fortifiant enfin certaines propositions par une doctrine plus claire. Le Dr Grisellini prouve ensuite ce qu'il avance par de nombreux exemples, que j'omets par amour de la brièveté.

Des mathématiques Sarpi passa aux sciences physiques et astronomiques. En 1592, Galilée avait été nommé professeur

à Padoue, et il y demeura jusqu'en 1610. Ne comptant alors que vingt-huit ans, dix de moins que Sarpi, mais ayant toute la maturité de la science, il présageait les innovations les plus vastes dans la philosophie expérimentale. Une cordiale amitié unit ces deux génies ; mais Galilée nommait Sarpi son père et son maître. Ayant mis en commun leurs expériences et leurs études, ils commencèrent à dissiper les erreurs produites par le fanatisme aristotélétique. Galilée, à coup sûr, doit l'invention des thermomètres aux lumières qui lui furent fournies par Sarpi, si pourtant celui-ci ne fut pas le premier inventeur, comme plusieurs l'ont pensé. Il semble également certain qu'il aida dans plusieurs autres expériences le philosophe florentin, et qu'il l'encouragea à poursuivre ses observations sur le système de Copernic, système qu'à cette époque on taxait d'hérésie, et qui est démontré aujourd'hui par les lois physiques et mathématiques : preuve que les décisions des théologiens ne sont pas toujours fondées sur la vérité.

L'avidie intelligence de Sarpi voulut aussi parcourir le champ de la philosophie spéculative ; et après l'an 1591, il se mit sérieusement à étudier Platon, Aristote et les autres sectes anciennes et modernes, sans omettre la scolastique, particulièrement les réalistes et les nominaux. Il fit l'analyse de leurs systèmes, et Morhof regrette beaucoup que son travail n'ait point vu le jour.

Il résulte (si je ne me trompe) de beaucoup d'inductions que, — surtout pour ce qui regarde la Providence dans le gouvernement du monde, — le naturel austère de fra Paolo sympathisait davantage avec la doctrine du Portique. Elle se rapproche, du reste, du système de saint Augustin qui, restreignant le libre arbitre et admettant la prédestination, soumet les actions humaines à une sorte de fatalisme. Que fra Paolo fût très versé dans la philosophie stoïcienne, frère Fulgence nous l'affirme ; qu'il en pratiquât les préceptes, la

preuve en est dans toute sa vie; qu'il fût fataliste, ses œuvres en fournissent maints indices; mais il m'est impossible de dire quelles furent ses idées sur la théologie naturelle, la cosmogonie, la matière, les mondes, les esprits; s'il avait accepté celles de l'ancien portique, ou le panthéisme des philosophes de l'Italie contemporaine, ravivé par les penseurs du siècle précédent.

De là, il passa à la métaphysique et à la morale. Comme métaphysicien, il avait écrit un opuscule intitulé : *L'art de bien penser* que, d'après le sujet, frère Fulgence nomme : *De l'origine et de l'extinction des opinions*. L'ouvrage étant égaré, je ne puis en donner une idée qu'en transcrivant la savante analyse qui en a été faite par le procureur Foscarini. La citation est un peu longue; mais la grandeur du sujet et l'élégance du style seront d'utiles compensations.

« Voici, dit Foscarini, l'idée générale du système. Il montre quelle est l'action des objets extérieurs sur nos sens; et, distinguant la sensation de l'objet qui la provoque, il soutient que les odeurs, les saveurs, les sons, etc., sont des affections de l'âme, et non des propriétés des corps. Il pose donc une différence entre les sensations et les qualités sensibles. Avec les matériaux reçus par la sensibilité, qui a son siège dans le système nerveux, et conservés dans la mémoire, la faculté discursive ou distinctive, ou l'intellect actif, forme la série de toutes les idées par l'abstraction, la composition, la comparaison, etc., et, par suite, les genres, les espèces, les axiomes ou maximes générales et les raisonnements.

« Les sens ne trompent jamais, puisqu'ils rendent purement les sensations qu'ils reçoivent. Les erreurs naissent de ce qu'on ne rectifie point par les autres sens le jugement formé en vertu de la première impression. Comme les sens ne portent à l'intelligence que l'apparence des objets sensibles, nous pouvons toujours par cette voie nous assurer de toute vérité.

« Après cette donnée générale, si l'on considère le système dans ses parties, on trouve nombre de détails dignes d'admiration : la méthode raisonnée, par exemple, ou géométrique, par laquelle on va du connu à l'inconnu ; et de là, beaucoup d'idées qui, après fra Paolo, parurent neuves. Ainsi l'observation que les sensations ne sont pas dans les objets, mais dans l'intelligence, quoique Platon l'ait indiquée, parut une nouveauté dans les philosophies modernes ; et Sarpi la démontre par des déductions qui, sans besoin de recourir à l'expérience, amènent une pleine conviction. De là aussi, posant en principe avec Aristote que tout ce que nous avons dans l'intelligence vient des sens, il en déduit le principe de la réflexion, qui fit tant d'honneur à Locke, et il débarrasse ce système de maintes difficultés, insurmontables d'ailleurs.

« Des premières idées fournies par les sens il forme, au moyen de l'intelligence active ou de la faculté distinctive, toutes les autres idées qui servent au jugement, — divisées par l'auteur anglais en simples et composées, — et notre philosophe n'en laisse aucune en arrière.

« Il le devance aussi dans la définition de la substance. Comme il la fait résulter du nombre d'idées qui s'y montrent, sans montrer la base qui les soutient, cette base occulte, il la nomme substance. Il enseigne aussi comment l'homme forme les genres et les espèces, sujet sur lequel Locke s'étend longuement, surtout dans les premiers chapitres du livre III de l'Essai.

« C'est dans ce qu'il dit des axiomes, par lui nommés hypolipses (ὑποληψεις), des premières vérités et du syllogisme que Locke semble avoir puisé ses idées, tout en leur donnant plus de développement. Il examine attentivement les diverses causes des erreurs. Elles proviennent ou d'une fausse application de l'objet à la sensation, ou d'un vice du sensorium, ou d'un vice du raisonnement, ou d'autres facultés ; et il enseigne

Les moyens de corriger ces erreurs, pour autant que le comporte la nature humaine.

« Un de ces remèdes, c'est l'exercice des sens et du raisonnement. Il fait ici remarquer que l'on doit se tenir en garde contre l'association des idées; car souvent l'une en appelle une autre par l'habitude que nous avons de les voir accouplées, sans qu'il y ait entre elles des rapports naturels. Observation subtile que l'on retrouve encore dans Locke.

« Un autre moyen de corriger les erreurs, dit fra Paolo, c'est la science d'autrui. Ici, il touche les deux modes de preuve : la démonstration et la probabilité, les divers degrés de la probabilité, à laquelle il rattache la foi.

« Ensuite viennent les moyens de redresser les erreurs dues aux opinions préconçues, à une mauvaise direction de la volonté; et sur ce point il s'étend beaucoup plus longuement.

« En somme, il fonda le système aristotélique, non sur des hypothèses, mais sur des déductions raisonnées, et cela longtemps avant Locke, avec une méthode qui aujourd'hui encore aurait sa gloire, et avec une brièveté qui n'enlève rien à la clarté.

« Il termine par un petit nombre d'indications, mais pleines de justesse, sur le langage, — ce qui forme aussi une partie essentielle du livre de Locke. — Pour lui, les mots ne représentent point les choses; ils ne sont que les signes des idées de celui qui les prononce. A cet égard, bien qu'il n'ait pas été jusqu'à la preuve, nous croyons que Sarpi avait complété aussi cette partie de son ouvrage; mais le manuscrit fait défaut. Ce qui nous autorise à cette croyance, c'est que parmi ses pensées philosophiques, où l'on trouve une métaphysique fort déliée, il y en a beaucoup sur le même sujet.

« L'auteur nomme son ouvrage : *Art de bien penser*. Il n'y a pas longues années, fut publié sous le même titre un petit

livre français, qui certainement n'égale pas le mérite de ces pages de fra Paolo. Il fut néanmoins traduit dans toutes les langues de l'Europe, comme contenant une logique plus claire et mieux disposée que tout ce qui avait paru jusqu'alors. »

Ici s'arrête Foscarini.

En morale, outre des pensées et des maximes jetées au hasard, et quelques opuscules ascétiques, fra Paolo compose divers petits traités, un à la manière de Plutarque, intitulé *Médecine de l'âme*, où il enseigne les moyens d'arriver à la tranquillité véritable, un autre sur l'antipathie de la nature humaine pour l'athéisme et l'obligation pour ceux qui connaissent pas le vrai Dieu de se forger une divinité fautive. Ce livre étant perdu, j'ignore comment le sujet a été traité, mais il est sûr qu'il ouvre un vaste champ à de profondes méditations. L'athéisme, en théorie, n'a jamais existé, hormis dans la tête détraquée d'un fanatique. L'athéisme pratique a eu des adeptes dans toutes les religions; car le peuple corrompu par des docteurs ignorants et avarés, incapable de s'élever jusqu'au vrai Dieu, se forge un Dieu imaginaire et plus souvent matériel. En théorie, ce n'est pas de l'athéisme, puisque cela suppose une divinité, toute grossière qu'elle est; en réalité, c'est de l'athéisme, puisque ce Dieu est incompatible avec la raison. Si l'on osait, on le nommerait un athéisme religieux.

Comme Benjamin Franklin, Sarpi, pour se perfectionner dans la vertu, tenait un registre de ses défauts, auxquels il opposait des sentences qui l'avertissaient de se corriger. Il revoyait ce registre tous les jours, en notant les changements en bien ou en mal qui s'étaient opérés en lui. Ce fut par ce difficile apprentissage qu'il parvint à dominer sa fougue, à acquérir cette prudence dans les conseils qui le rendit l'oracle d'un gouvernement, fameux pourtant par sa sagesse, et par sa douceur de caractère qui lui concilia l'affection et le respect.

le tous ceux qui le connurent, et cette prudence à la fois prévoyante et résignée qui ne l'abandonna jamais dans toutes les vicissitudes de son existence.

C'est une véritable douleur pour nous de penser aux caprices de la fortune et à la lâcheté des hommes qui ont laissé disperser les doctes papiers de fra Paolo, qui ont rendu infructueux ces vaillants travaux où l'on découvre la marque d'un génie original, inventif, qui, supérieur à tous les préjugés, ne s'arrête point à l'écorce des choses et veut pénétrer jusqu'à la réalité. De façon que, comme dit Foscarini, Sarpi a consacré trente années de sa vie dans les plus sublimes spéculations que l'intelligence puisse aborder, et ces trente années sont comme des pages blanches dans l'histoire de sa vie. A peine savons-nous, sur le témoignage de Henri Wotton et de frère Fulgence, qu'il savait de botanique autant que s'il n'eût jamais fait d'autre étude; qu'il connut à fond la minéralogie et toutes les branches de l'histoire naturelle, aussi bien que l'usage et les propriétés médicinales des végétaux et des minéraux, leurs qualités spécifiques et l'utilité qu'on pouvait en retirer pour le bénéfice des arts et de la vie.

Fra Paolo, dont la modestie égalait le savoir, franc d'ambition, sans désir d'applaudissements, ne songea jamais à se produire. Sauf les écrits qu'il publia par ordre du gouvernement, il ne fit rien imprimer. Il louait le mérite d'autrui, dont il était appréciateur, sans parler de ce qu'il avait fait, lui, d'égal ou de meilleur. Sa correspondance fait l'éloge de Viète et de Gilbert, sans dire qu'il avait redressé les erreurs du premier, et dans ses découvertes précédé le second; il vante Galilée, sans mentionner la part qu'il prit à ses travaux; et si parfois il parle de soi, c'est avec une défiance si humble, avec tant de pudeur, qu'on le prendrait pour un timide écolier qui va répéter sa leçon devant un maître difficile.

Content de la solitude de sa cellule, il confiait à ses amis

seulement le fruit de ses études, et il paraissait moins un homme capable de donner que de recevoir des leçons. Si dès 1588, il commença, comme il l'apprend lui-même, à entrer en correspondance avec plusieurs des savants jurisconsultes et hommes d'État de France, ce fut, non par amour-propre littéraire, mais pour connaître le droit public civil et ecclésiastique de la nation.

Ce royaume subissait tous les malheurs de la discorde. Calvin, en y introduisant sa réforme, y apporta la guerre civile, longue, lamentable, pleine d'événements déplorables, alimentée par le fanatisme des huguenots, par l'intolérance catholique, excitée surtout par des ambitieux qui couvraient de la religion leurs fins politiques. A ces querelles sanglantes se mêlèrent des débats passionnés sur les limites de la puissance ecclésiastique. Dupes de l'ambition sacerdotale et castillane, les catholiques les plus exaltés voulaient faire reconnaître la toute-puissance du pape, et recevoir le concile de Trente tout entier. D'autres, qui sentaient le danger d'une soumission si imprudente, songeaient non seulement à rejeter les décrets du synode, mais à restreindre encore l'influence de Rome, renforcer l'autorité du roi et des parlements dans les matières bénéficiaires ou de juridiction cléricale, à élargir les libertés de l'Église gallicane. Pour se tenir au courant de ce mouvement des esprits, fra Paolo engagea et continua toujours un commerce de lettres avec les savants français, avec lesquels il fut mis en rapport par Hurault de Maisse, ambassadeur du roi à Venise, homme éclairé, d'un bon naturel et fort ami de fra Paolo. C'est ainsi qu'il noua des liaisons avec Jacques Gillot, conseiller du roi et avocat au parlement. Il correspondait avec Arnauld Ferrier, dont il avait fait la connaissance alors qu'il vint représenter le roi à Venise; avec le célèbre historien président de Thou, avec d'autres person- nages. Aussi fut-il accusé par les pères de son ordre d'être

suspect dans sa religion, enclin au calvinisme, et de converser avec des juifs. Venise, où la tolérance religieuse était absolue, réunissait un grand concours d'hommes savants, commerçants, curieux. Le grand nombre se rencontrait à la maison Secchini, que fréquentait fra Paolo. Quant aux juifs, il est vraisemblable qu'il avait contracté, sinon des affections, au moins des rapports avec de savants rabbins, dans la conversation desquels il cherchait à s'instruire de leur théologie et de leur philosophie, et à se familiariser avec les langues orientales.

Du reste, ces accusations ne portèrent coup pour lors. L'intégrité de ses mœurs et de sa foi était trop patente. Rome ne lui en fit aucun reproche. Le moment n'était pas venu où ces cancan, convertis en crimes d'hérésie, devaient servir de prétexte à de plus sourdes vengeances.

Cette correspondance, aussi bien que ses études de droit canonique, théologie, histoire, érudition ecclésiastique, il ne la considérait que comme un délassement, son goût, disait-il, ne le portant que vers les mathématiques. Il ne prévoyait guère que ces études l'occuperaient un jour aussi sérieusement. Avec tout cela, sa science avait pénétré à une si grande profondeur, qu'en Italie peu de personnes pouvaient marcher de pair avec lui, personne le devancer.

Tout absorbé par l'érudition ou la science, il avait pris en indifférence les belles-lettres. Son esprit, plus ouvert au calcul qu'à la fantaisie, n'était pas fait pour la poésie; et bien qu'on voie à ses écrits qu'il avait lu les principaux poètes grecs et latins, Homère seul paraît l'avoir captivé, non comme poète, mais comme *primo pittor delle memorie antiche*, peintre premier des souvenirs antiques, comme historien de l'homme dans une société naissante. Des poètes modernes, même italiens, je ne vois pas qu'il fasse grand cas, et pourtant la réputation contemporaine du Tasse était dans sa

fleur; toutes les bouches chantaient les vers de l'Arioste; Dante demeurait le favori des philosophes et des théologiens.

Mais il vouait à l'histoire un culte assidu. Pas un historien des temps antiques ou modernes, excellent ou médiocre, qu'il ne lût avec attention. Ses chers modèles pour la forme et le fond étaient Thucydide, Xénophon, Polybe, Tite-Live et Tacite. Leur étude, plus que les leçons des rhéteurs, lui apprit les règles du beau et ce goût parfait que l'on remarque dans son histoire du concile de Trente.

Il s'intéressait aussi aux nouvelles littéraires, de science et d'érudition bien entendu; et il aimait à se tenir au courant de tout ce que publiaient les savants contemporains. En écrivant à ses amis, il les mettait dans la confidence de ses impressions de lecture; et sa critique était laconique et pénétrante. Par exemple, il porta sur la traduction faite par Amyot, des *Hommes illustres*, de Plutarque, le jugement suivant : « Amyot m'intéresse plus que Plutarque; et je suis fâché qu'il n'existe pas de traduction italienne qui vaille la française (on ne possédait pas encore l'élégante version de Pompei). Cet ouvrage nous fait faute. L'autre jour, je comparai avec l'italien de Gandino et avec le latin. Amyot les surpasse, comme du jour à la nuit. On voit bien que traduire n'est pas le fait d'un homme qui connaît les deux langues, mais d'un homme en qui revit l'original. »

Il négligea la culture de la langue vulgaire; peut-être parce que les Toscans en avaient fait un monopole, et l'avaient embarrassée de petites pédanteries grammaticales, plutôt que de l'assouplir à des règles constantes et philosophiques. Quand il se mit à son histoire du concile de Trente, il se créa sa propre langue italienne, mais neuve, originale et plus robuste que chez les autres historiens. Il observa les règles, il atteignit la pureté du langage, non suivant les préceptes des grammairiens, mais en s'inspirant des écrits de Machiavel, Gui-

Chardin, Varchi et autres bons écrivains du xv^e siècle; il chercha ses mots non dans le vocabulaire de la Crusca, tyran des écrivains, mais dans la langue usuelle du peuple, qui n'est pas aussi élégante que le toscan, mais qui a plus de nerf et de sens.

CHAPITRE V

Étranger au monde, à ses ambitions, à ses bassesses, fra Paola, une fois remplis les devoirs de sa religion et de son état, occupait son temps à l'étude, ou parmi un cercle d'amis savants.

Levé à l'aube, sa première pensée était à Dieu. Il ne passa pas un jour sans célébrer la messe; il assista toujours au chant choral, comme le plus humble frère, sauf de rares fois, après qu'il fut nommé consultant et que la gravité des affaires le retenait au palais ducal. Se faisant des obligations de son état une obligation de conscience, il en accomplissait jusqu'aux pratiques les plus indifférentes; et bien qu'il n'aimât point les continuelles innovations que l'on introduisait dans les rites, il était toujours le premier à s'y conformer. Observateur rigoureux des jeûnes, même pendant la maladie; des abstinences, jusqu'à l'âge de 69 ans; il se fit un scrupule d'être fidèle à tous ses devoirs de religion, de chrétien, de philosophe. Hypocrisie, dira-t-on. Mais ce serait un phénomène unique dans l'histoire morale de l'homme qu'un hypocrite qui, dans une existence de plus de soixante-dix ans, pendant plus de vingt ans sous la surveillance assidue d'astucieux mouchards, eût réussi à ne jamais se trahir, à voiler ses défauts avec art, à éblouir une génération entière et jusqu'à ses ennemis mêmes par une apparente sainteté de mœurs. Empoisonner ainsi les

intentions les plus intimes, c'est le comble de la lâcheté, de l'envie; c'est de la vraie hypocrisie. Le plus religieux n'est pas celui qui marmotte le plus de patenôtres, mais celui qui pratique le devoir. Si l'on mesurait la piété à cette aune, le monde serait bien moins dupe des tartufes.

Un reproche que les cagots adressent à Sarpi, c'est que, hormis ses premières années de prêtrise, il ne voulut point confesser. Ce ministère sans doute peut être utilement exercé; mais le plus souvent il est dégradé par le commérage, par l'avidité, par des manèges profanes. D'ailleurs, le confessionnal ne chôrait pas; et Sarpi pouvait mieux employer son temps qu'à entendre le caquet d'une caillette.

Il consacrait huit heures chaque jour à écrire ou lire, et ne repoussait aucun livre. Dans toutes ses lectures, il notait les choses mémorables, établissait des comparaisons, et sur les livres notait ses remarques.

La science qu'il caressait avec plus d'amour, c'étaient les mathématiques; il ne passait presque pas un jour sans s'occuper de la solution d'un problème, dresser des figures géométriques ou des cartes astronomiques, étudiant les productions des auteurs les plus récents, les commentant ou les éclaircissant.

Il destinait l'après-midi aux expériences de physique, de chimie, d'anatomie ou de mécanique, ou à perfectionner des machines ou des instruments.

Sa lecture l'absorbait tellement qu'il paraissait insensible aux objets extérieurs. Sa mémoire était si sûre qu'elle lui rappelait non seulement le sujet, mais le livre, l'édition, jusqu'à la page. Il n'aurait point su, comme le célèbre Magliabecchi, réciter dix mille volumes par cœur; mais cette faculté était chez lui d'autant plus précieuse, qu'elle n'était pas accompagnée de cette confusion, de cette pauvreté de génie inventif qui trop souvent s'associe à ces prodiges, il n'était point l'es-

clave de sa mémoire; c'est lui qui la dominait, et la faisait servir à son avantage.

Pour se récréer, il fréquentait quelques cercles : ou chez l'historien André Morosini, qui attirait les plus beaux esprits de Venise, entre autres, Léonard Donato et Nicolas Contarini, qui furent doges; le célèbre Dominique Molino, sénateur, réputé pour son désintéressement, son patriotisme et une littérature variée; Antoine Querini, qui plusieurs années après défendit la république contre l'interdit; Jean Antoine Veniero, qui survécut à Sarpi et lui fit une belle épitaphe latine; Octavien Bono et Marc Trevisano, ses amis de cœur; et plusieurs des premiers patriciens et bourgeois; ou chez Bernard Secchini, marchand, à l'enseigne du Bateau d'Or, centre de réunion pour les étrangers que le commerce avait conduits dans des pays lointains, jusque dans l'Inde et dans l'Amérique. Ce fut là qu'il se lia d'amitié avec Pierre Asselineau, d'Orléans, médecin érudit et habile, dont la croyance, il était calviniste, ne gêna point l'affection de Sarpi. Car les sages sont affranchis des préjugés vulgaires; ils savent que la vraie religion ne consiste point dans une métaphysique abstraite ou des formules mécaniques, mais dans l'exercice d'une vertu solide, et de cette charité, sans laquelle, au dire de l'apôtre, personne ne peut être chrétien.

Chez Morosini, la conversation embrassait les sciences et la littérature; chez Secchini, on s'occupait des choses du monde. Fra Paolo se plaisait à interroger les voyageurs sur les coutumes, les lois, la religion des peuples, la diversité des climats, les productions de la nature, les curiosités de la science. Il aimait à entendre leurs impressions sur la politique, le génie des ministres, les événements des pays d'outre-mer ou d'Italie. Il conserva cette curiosité jusqu'au déclin de ses jours. Sa pénétration était telle que l'on observa qu'il se trompait rarement sur les résultats que devait produire telle ou telle mesure de la diplomatie, toujours changeante.

De temps à autre, il faisait une excursion à Padoue, où résidaient ses amis, le D^r Fabrice d'Acquapendente, Galilée, Sartorio Sartori, médecin renommé, alors élève et plus tard professeur à l'université, et Jean Vincent Pinelli, littérateur d'une vaste érudition, dans la maison duquel il connut Marin Ghetaldi, gentilhomme ragusain, mathématicien très profond, dont il gagna l'affection. Sarpi entra chez Pinelli. Celui-ci, tout maltraité qu'il fût de la goutte, se leva pour aller au devant du visiteur; tous les assistants se levèrent. Quand il eut pris congé, Marin demanda quel était le religieux digne d'un accueil aussi honorable. — Un homme de génie. — En quoi? — Tout ce que vous voulez. Vous êtes grand mathématicien. Réfléchissez; choisissez pour l'embarrasser un problème difficile. Je l'inviterai à dîner, et vous verrez. En effet fra Paolo accepta l'invitation. Marino fit tout au monde pour l'entortiller; mais la réponse était si preste, les problèmes résolus avec une aisance telle que le ragusain en demeura camus.

Déjà, malgré sa solitude et sa modestie, la renommée portait au loin son nom. Beaucoup d'étrangers, arrivés à Venise, demandaient à lui être présentés, entre autres l'Anglais William Gilbert, et le célèbre Claude Peirese, français, d'un savoir encyclopédique, étudiant alors à Padoue. D'autres savants entretenaient une correspondance avec lui, et le gouvernement l'employa plusieurs fois à accompagner d'illustres personnages, entre autres H. de Maisse, dont nous avons parlé ailleurs, revenu à Venise en 1595, avec l'évêque d'Évreux, depuis cardinal du Perron. Henri IV envoyait ce prélat à Rome négocier sa réconciliation, et l'avait chargé de passer par Venise, d'abord, afin de conférer avec le sénat, dont l'entremise active aplanit en effet le succès de sa mission. Le gouvernement, voulant honorer en sa personne le monarque qu'il représentait, ne crut pas pouvoir lui donner d'accompagna-

teurs plus convenables que Sarpi et Louis Lollino, son ami, plus tard évêque de Bellune, savant helléniste. Du Perron, avec la légèreté et l'outréculance qui caractérisent souvent les Français, dit qu'il n'a rencontré pas un savant en Italie : il y en avait pourtant à cette époque ; et, parlant de Sarpi, « il « ne remarque rien d'éminent en cet homme ; il a un bon « jugement et bon sens, mais de grand sçavoir point ; il ne « vit rien que de commun, et un peu plus que moine. » C'est, observe Morhof, nier la lumière du soleil, et Fra Paolo n'était pas un peu plus que moine, mais plus que cardinal, et plus que Du Perron.

Fra Paolo était extrêmement sobre. Peu de légumes, du pain grillé, un verre de vin blanc, composaient son ordinaire. Même il ne se permit le vin que passé trente ans. Avant cinquante-cinq il ne mangea pas de viande ; et alors sa portion était chiche que c'était merveille. Il ne se fit jamais servir dans sa chambre, même quand il fut nommé consultant, et qu'il eut des privilèges, les moyens et l'autorité de le faire ; mais toujours au réfectoire et à la table commune. Il donnait peu de la nuit au sommeil, beaucoup à l'étude ou à la prière, et la lassitude arrivant, il se couchait, tout vêtu ; sur une caisse. Il fatigua si peu son lit, que deux paires de linceuls lui servirent plus de vingt ans : il en est fait mention expresse dans les registres du convent.

Il soignait la propreté de sa personne avec la décence d'un philosophe, négligeant le luxe de sa toilette avec la gravité d'un ecclésiastique, non avec l'affectation malpropre d'un cynique. Il n'eut jamais plus d'une robe ; s'il était tombé à l'eau, il aurait dû attendre qu'elle fût séchée pour se rhabiller, Insouciant de lui-même, il se confiait aux soins paternels d'un bon et vieux père Jules, qui l'avait aimé dès l'enfance et, recevant de la maison l'argent destiné à l'habillement, la chaussure et le linge, le débarrassait de ce soin.

Devenu consultant et nanti d'un salaire généreux, il ne fut plus à charge à la communauté, au contraire.

Dans sa cellule, la plus grande simplicité claustrale toujours. Après sa mort, beaucoup de curieux venus pour la voir, s'émerveillèrent qu'un homme, objet de tant d'amour et de tant de haines, visité par les princes, libéralement traité par la république, eût vécu aussi pauvrement. Un lit, une caisse où il renfermait ses écrits, et qui souvent lui servait de couchette, un crâne humain, un petit tableau représentant Jésus au Jardin des Olives, formaient tout son ameublement. Sa bibliothèque se composait des livres de la maison, de ceux qu'il empruntait ou dont on lui faisait cadeau.

Bien que les moines fassent profession d'humilité, ils n'ont jamais pu se défendre de l'orgueil des titres fastueux. Dans la Thébaïde et la Syrie, berceau du monachisme, naquit l'usage de donner le nom d'abbé (père) à tout chef de communauté, puis à tout moine distingué, enfin à tous. Les Grecs le remplacèrent par le titre de *kalogeros* (bon vieillard) plus vénérable encore, vu le respect que les Levantins payent à la vieillesse. En Occident, le nom d'abbé demeura aux chefs de monastères, et sa traduction, c'est à dire père, devint commune à tous les moines. Saint François ne voulut point que ses disciples prissent la qualité de pères; c'était assez pour eux de celle de frères. Mais cette humilité ne fut point persévérante, et bientôt le monde fut peuplé de pères qui n'étaient pas mariés. Plus tard, l'orgueil sous la bure voulut prendre encore le titre de maître, et tout frocard qui savait quatre mots de théologie s'intitulait fastueusement père maître. Sarpi, amoureux de la simplicité, ayant l'orgueil en horreur, conserva de sa première jeunesse l'habitude de se dire et signer frère Paul Vénitien, exactement comme le bon pape Clément XIV, tant qu'il fut régulier, ne se fit jamais appeler que frère Ganganelli. Ce n'est pas le seul point de rapprochement

ces deux grands hommes. Dans les deux, la même bonté, la piété sincère sans préjugés, la franchise des opinions, la haine des puérilités dévottes, la tolérance, l'amour de la vérité, le cœur pur d'ambition ; leur pensée s'élève au dessus des conventions humaines et considère la religion, non telle qu'elle est rapetissée par de menues pratiques vulgaires, mais les grandes vertus qu'elle inspire et son efficacité morale pour la société.

Paolo ne laissa jamais prendre son portrait ; il le refusa aux instances les plus pressantes de princes et de personnalités, et même de son ami Dominique Molino. Aussi ne put-il ajouter aucune foi à ceux qui prétendent avoir reçu le don de son portrait, et pas de créance aux médailles. Les sévères privés de son effigie, sans le zèle de Georges Contarini, patricien, qui, à peine le grand homme eut-il rendu son masque, fit prendre son masque, et sur ce moule peindre la figure, la fit ensuite graver, puis ciseler sur nacre ; et, soit que le goût de Contarini ne fût pas encore satisfait, soit par ignorance des artistes de rendre le caractère de cette mâle économie, le généreux patricien songea aussi à faire sculpter un buste en marbre. J'ignore si le projet a été réalisé. Il y a de différents portraits gravés sur cuivre ; par suite, il est difficile de reconnaître le plus vrai. Celui qui a été peint par G. Contarini, on croit qu'il est aujourd'hui conservé à la bibliothèque de Saint-Marc, attribué à Léandre da Ponte, demi-frère de grandeur naturelle. Le portrait en nacre, travail de Gaspar Becelio, le meilleur élève du célèbre

Fra Paolo était de stature ordinaire; il avait la tête bien faite, grosse pour le corps; le front spacieux, siège de grandes pensées, coupé dans le milieu par une grosse veine saillante; les sourcils arqués, les yeux noirs, grands et vifs; et dans l'arcade orbitaire de l'œil le phrénologue Gall aurait sans peine découvert l'organe des nombres; la vue bien perçante jusqu'à cinquante-cinq ans qu'elle commença à baisser et à exiger le secours des lunettes. Pourtant il ne s'en servit jamais à la messe, connaissant tout le rituel par cœur; le nez plutôt gros et long, mais bien fait; la barbe rare, mais sans difformité; la bouche gracieuse; les lèvres colorées, de belles dents qu'il conserva toujours; belle la main, quoiqu'elle fût grande; beaux les doigts, mais longs; le teint entre le blanc et l'olivâtre avec une teinte rose. D'une grande maigreur dissimulée par la grosseur de la tête et du col, et pour le reste du corps par l'ampleur du froc. Délicat de complexion, il souffrait de fréquentes migraines, qui dégénéraient en fièvres parfois assez longues; exposé à la rétention d'urine, infirmité assez fréquente chez les lettrés à cause de leur vie trop sédentaire; et aux hémorroïdes, qui souvent le mirent à deux doigts de la mort, ayant provoqué une descente du rectum; mais il se construisit un pessaire, par lequel il rétablit l'ordre dans le lieu; et cette infirmité ne lui causa plus que de la gêne. Avant 1603, sa santé avait été si incertaine qu'il ne comptait jamais sur l'année suivante, et ses amis nourrissaient des craintes. Mais survint la querelle avec l'interdit. L'activité de l'esprit et du corps, le mouvement continuel, les nombreuses allées du couvent au palais; une existence moins uniforme; une conversation plus variée, de nombreux cercles plus nombreux, sans rompre avec la solitude; au milieu des grandes affaires une correspondance assidue, tantôt avec le gouvernement, tantôt avec les savants de l'Europe, lui raffermirent tellement la santé qu'il ne souffrit plus qu'

res incommodités. Une seule fois, un dérangement le
du lit.

ses maladies, dans ses indispositions, il était son
habituel. Il était persuadé que la méthode d'inter-
brusquement le vivre et les habitudes, et l'usage fré-
es purgatifs, n'est bon qu'à prolonger la convalescence;
urtout dans l'âge mûr, une longue interruption du train
l nuit au corps; et rien que garder le lit, en changeant
sa nourriture et ses occupations, c'est appeler la mala-
ssi fallait-il une infirmité bien sévère, pour le contrain-
aliter. Il n'acceptait pour médicaments que des sub-
simples, la casse, la manne, la pulpe du tamarin; si
de était composé, il se chargeait lui-même de la pré-
n : du reste ne changeant rien à son genre de vie; seu-
il se mesurait ses aliments, et s'il était travaillé de la
ce n'était qu'au fort de l'accès qu'il se couchait sur sa

Avec ce régime sévère, il sut maintenir dans un corps
ne existence plus que septuagénaire, résister à de lon-
elles et à des études très laborieuses. Une fois malade,
e perdre courage ou de s'abandonner aux plaintes, il
ait plus de gaieté, à ce point qu'il éveillait souvent par
dinages la gaieté des assistants.

était doué d'une impressionnabilité extraordinaire. Ses
étaient exquis, le palais surtout, qui n'ayant jamais été
pu par les artifices de la table, savait distinguer toutes
vours. Aussi disait-il que les tentatives d'empoisonne-

et il les décrivait avec autant d'exactitude que s'il les avait encore sous les yeux. Des hommes qui avaient consacré leur existence à étudier Rome, le marché des monuments antiques, — histoire parlante des siècles évanouis, — Fra Paolo les émergea souvent en décrivant tel de ces monuments, et signalant des détails échappés à des observateurs moins attentifs.

Très perspicace, et rarement déçu dans ses jugements, il savait reconnaître à première vue le caractère et l'esprit des individus, et son œil pénétrant et sagace plongeait dans les replis les plus obscurs de l'âme. Il avait au suprême degré le talent de faire parler, et, par ses questions, obliger la pensée à se dévoiler; s'emparant d'un mot de Socrate, il disait qu'il faisait la sage-femme et aidait à l'accouchement des idées.

Il parlait peu, écoutait beaucoup, plus habile à découvrir les intentions d'autrui qu'à trahir les siennes. Sur ses gardes avec les étrangers, avec plus de politesse que d'expansion. Ouvert avec ses amis, en toutes choses modeste, il supportait mal la louange. Même mérités, les éloges l'embarrassaient et lui faisaient monter la rougeur au front. Ennemi de toute frivolité, la seule vue du jeu, même par délassement, lui était un ennui. Nonobstant, sa conversation était agréable, sa parole sentencieuse et énergique, semée de mots piquants, pleins de sel et de sens. Il abordait avec beaucoup de facilité toute sorte de sujets : ce qu'il devait à l'étendue de ses connaissances et à sa profonde expérience des choses et des hommes; mais sa conversation devait être provoquée. La promptitude de sa mémoire à citer les auteurs, les temps et les témoignages faisait l'étonnement même des plus habiles. Son éloquence, comme dans ses écrits, était plus dans la pensée que dans l'expression. Dans la conversation familière, il employait le dialecte national; il possédait parfaitement le latin, le français, l'espagnol, le grec ancien et moderne; profond en hébreu; plus médiocre en chaldéen, il avait la pra

tique du dialecte rabbinique ; et des autres idiomes sémitiques, une teinte plus ou moins légère. Avec tant de savoir, si humble, si éloigné de paraître, qu'à celui qui ne l'aurait pas connu, il fallait de longs entretiens pour mesurer les espaces infinis embrassés par son génie.

Sa longue pratique des princes et des seigneurs avait donné à ses manières une certaine dignité et une élégance non cherchée, qui devenait encore plus attrayante sous la modestie de l'habit et du langage, et la pauvreté de la cellule.

D'un désintéressement extrême, il pratiquait la pauvreté monastique, non pas apparente, trompeuse, insidieusement avide, mais avec une loyauté évangélique. Garde-robe, livres, argent, tout à l'usage commun. Il ne serrait rien, tout était à la disposition de tous. Si quelqu'un demandait un emprunt, il disait : Prenez, jusqu'à ce que je réclame ; et si l'on voulait restituer, il répondait : Je n'en ai pas besoin pour le moment ; disposez-en à ton gré. Il ne redemandait jamais, ne vérifiait point l'exactitude de la restitution, ne tenait pas aux remerciements. Il avait les cadeaux en horreur, sauf d'un livre par l'auteur ou par une main amie, ou le souvenir d'un ami mort. Si on blâmait une pareille générosité il répondait : Imitons Dieu et la nature qui donnent et ne prêtent point. En revanche, il exigeait peu d'autrui, et ne réclamait aucun service sans le payer de son mieux. Par cette magnanimité, il gagna l'affection du couvent et l'amour de tous ceux qui étaient en rapport avec lui. Impossible de communiquer une fois avec lui sans s'attacher à un homme qui possédait de telles qualités de cœur et d'esprit, et faisait tous ses efforts pour les dissimuler.

Austère pour lui-même, accommodant pour les autres, il acceptait les reproches de ses défauts, et mettait ses soins à s'en corriger. Il parvint ainsi à captiver la bienveillance illimitée de ses frères, qui prenaient ses paroles pour des oracles, et respectaient sa présence comme un sanctuaire. Ils ont

légua cet amour à leurs successeurs. Le nom de fra Paolo devint le plus noble orgueil des servites vénitiens; ils en conservaient encore le souvenir, quand le couvent fut supprimé par Bonaparte, en 1810. On ne le surprit jamais en colère. Le calme de son esprit ne l'abandonna jamais, même dans les circonstances les plus épineuses. Gai et piquant, il était si retenu et si grave qu'il ne laissa jamais échapper une parole inconvenante, et se préserva même de ces interjections familières au peuple : *alla fe, vi giuro da amico*, et semblables. Si on lui demandait son avis, il ne le donnait point d'autorité, et possédait l'art difficile de faire agréer ses conseils comme l'inspiration même de celui à qui il les adressait.

Que, parmi tant de perfections morales, fra Paolo n'ait pu se préserver de certaine aigreur envers la cour de Rome, c'est qu'il était homme. Et si les papes, qui réclament les bénéfices de la sainteté, de la béatitude et par dessus tout de l'infaillibilité, nourrissent contre lui et se léguaient une haine impitoyable, comment prétendre qu'un frère, avec toutes les imperfections humaines, après tant d'outrages, de calomnies, d'attentats contre sa personne et son honneur dût être plus impeccable. Moins que personne les curialistes doivent l'accuser, eux qui jamais ne se lassèrent de le persécuter vivants et de vilipender son nom et sa mémoire, après qu'il fut descendu au tombeau. Érasme a raison de dire que jamais Luther n'aurait été condamné, s'il n'avait menacé la cuisine des moines et du pape : deux péchés irrémissibles dans le monde et dans le monde à venir. Fra Paolo aurait été saint, il eût fait des miracles, il eût obtenu un culte et des autels, s'il n'avait pas écrit contre les prétentions temporelles des papes. Tant il est vrai que chez nombre de personnes la religion n'est que l'idole de leurs passions; et s'il n'existait pas un modèle éternel pour reconnaître la vertu, trop souvent elle serait calomniée comme un vice.

CHAPITRE VI

1590. Quoique à ses autres occupations fra Paolo joignit encore l'analyse des métaux, les distillations et autres expériences de chimie, telles que le permettait une science au berceau, son bon sens le préserva des visions des alchimistes et théurgistes, qui séduisirent Van Helmont, Cardan et d'autres philosophes contemporains. Il était si persuadé de la vanité de ces sciences, qu'il ne se gênait pas pour en rire.

Au commencement de 1590, parut à Venise, après avoir parcouru plusieurs provinces d'Italie et fait nombre de dupes, un charlatan nommé Martin Bragadino, de Chypre, capucin défroqué. Il se vantait de faire de l'or, et se donnait à lui-même le titre pompeux de Mammon, dieu de la richesse. On ne voudrait pas croire la fièvre qu'alluma ce floueur de moine. Henri IV chargea son ambassadeur à Venise de l'inviter à sa cour. Sixte Quint, encore que franc de tant de préjugés, le réclamait à titre de franciscain. Mais Bragadino donnait la préférence à Venise, parce que c'était sa patrie. Il logeait dans le splendide palais de Dandolo; il se traitait magnifiquement, et menait avec lui deux chiens colletés d'or. L'aplomb et l'aisance avec laquelle il opérait, et, combinant le mercure avec d'autres minéraux, faisait couler de ses fourneaux une composition ayant une teinte d'or, aveuglait la crédulité, qui lui apportait ses ducats jusqu'à ce que convaincu d'imposture il fut banni. Il passa en Bavière, et eut l'audace d'amorcer l'électeur; mais ce prince, quand il reconnut la déception, le fit pendre et ensuite brûler (1591) comme sorcier, et avec lui ses deux chiens, que dans leur haute sagesse les inquisiteurs avaient pris pour des diables.

Pendant son séjour à Venise, ambassadeurs, nonce, patriens, peuple, assiégeaient sa porte. Dans ce vertige, un Barbare se fit remarquer par le bon sens. Un chiaoux, député à Venise pour les affaires du grand seigneur, dit : Si cet homme a ce talent, il pourrait faire son esclave de mon maître. Maintes personnes firent des démarches auprès de fra Paolo, pour qu'il vint aussi assister aux opérations; mais il s'en moquait, et par la raison et la plaisanterie tâchait de détromper l'erreur. Sur ses conseils, afin de discréditer le charlatan, une mascarade de jeunes nobles parcourut la ville en gondole, vêtus comme Mammon, avec des creusets, des soufflets, des matras; ils fabriquaient de l'or, et le vendaient à cinq livres le sol; flagellant ainsi l'escroquerie de Bragadin qui prenait cinq livres de bon argent pour un sou qu'il donnait de sa poudre.

Fra Paolo coulait donc une existence paisible, quand sa tranquillité fut troublée par des discordes monacales.

Au chapitre de Césène (7 juin 1588) l'élection du général montra, comme de coutume, l'ordre divisé en deux fractions. Les Florentins et les Bolognais avec les provinces adhérentes portaient J.-B. Libranzio, de Budrio, qui avait été vingt-cinq ans professeur de métaphysique à Pise, recommandé chaudement à la cour de Rome par le feu grand-duc François. Les Lombards et les Vénitiens favorisaient Baptiste Micolla, milanais, qui, en déposant l'office de procureur, avait obtenu du pape dispense des années d'attente. Les Florentins triomphèrent. Libranzio était un bon homme pacifique, peu propre à contenir une monacaille inquiète. Il ne sut point prévenir les désordres, les tumultes, les emprisonnements, ni échapper lui-même aux accusations d'inaptitude et d'indolence. Le protecteur essaya un accommodement; mais il perdit ses peines. Sixte V appella le général à Rome (1590) et connaissant par expérience le sens et l'impartialité de fra Paolo, il le manda à Bologne et l'adjoignit à ses auditeurs de rote comme juge dans

ces procès. Fra Paolo fit ce voyage au mois de mars. Libre de passions, il se montra si savant dans les lois et la pratique de la curie, que les auditeurs eux-mêmes s'en rapportaient à son jugement. Les plus turbulents des moines furent châtiés. Un coup d'apoplexie (12 avril) termina la cause du général avant le jugement : le tribunal fut dissous par le pape, et fra Paolo rentra dans sa patrie au mois de mai.

Le lecteur s'ennuie peut-être de ces misères claustrales, où l'on perd le grand homme et l'on n'aperçoit que le capuchon. J'ai hésité aussi ; mais toute réflexion faite, il me paraît que, si je les élaguais, je briserais la suite des événements, qui dans la vie forment la chaîne des causes et des effets : surtout qu'il s'agit de personnages éminents, dont il est curieux de savoir même les petitesse. Ce sont les ombres d'un grand tableau qui font ressortir les figures. En outre, un livre a besoin de variété, et les récits actuels, s'ils nous font pour un moment oublier l'homme illustre, ont aussi un avantage : ils nous introduisent dans les habitudes intimes d'une caste qui, des siècles durant, a dominé l'opinion ; et peut-être qu'un lecteur perspicace saura en tirer quelque utile réflexion sur la mobilité des affections humaines, sur les intérêts et les préventions qui trop souvent dictent les jugements. Ici nous voyons fra Paolo honoré, estimé de la cour de Rome ; bientôt nous le verrons injurié et honni.

Le généralat demeuré vacant, le grand-duc Ferdinand, autre protecteur de moines, obtint de Sixte V que jusqu'à l'achèvement du triennat l'intérim fût confié à Lelio Baglioni, de Florence, procureur de l'ordre. L'année suivante, il obtint de Grégoire XIV sa prorogation pendant le triennat suivant : choses qui, parfaitement étrangères ou indifférentes à fra Paolo, lui valurent pourtant de longs déboires. Pour donner une juste intelligence des faits, il convient de revenir sur mes pas.

Quand ses fonctions de procureur l'envoyèrent à Rome, à Venise était provincial le P. Gabriel Dardano, d'une noble famille vénitienne, ambitieux des grades suprêmes, brouillon et avide : défauts qu'il cachait sous le masque de la sainteté. Fondateur et directeur d'une association de dévotes, il était vénéré du vulgaire, agréable à Rome, où ces institutions sont vues de bon œil : car la dévotion des femmes entretient le crédit des saints. Mais frère Gabriel y trouvait encore un autre avantage. Sous le prétexte de subvenir aux besoins de ses filles spirituelles, il quemandait dans les maisons riches, et donnait à ces aumônes la destination qui lui convenait. Fra Paolo le prenait bien pour un intrigant ; mais il ne le croyait pas un fripon ; et à son départ pour Rome, il lui recommanda ceux des frères auxquels il portait un intérêt d'affection ou de bienveillance. Mais, fidèle à ses instincts rapaces, Dardano, recommandés ou non, les vola tous avec toutes les roueries d'un publicain ; il épuisa les revenus du couvent et de la province ; par le commerce et la contrebande, par les procès et tous les désordres où il pouvait pêcher de l'argent, il était parvenu à ramasser un joli pécule. Il brigua le généralat, et pour se frayer les voies, semait des largesses à Rome parmi les courtisans, ceux du cardinal protecteur surtout, qui payaient de leur influence et de leurs éloges le larron dont la libéralité faisait le mérite. Mais il n'était pas à l'aise de savoir que fra Paolo, avec qui il entretenait une correspondance suivie, fût honoré à la cour, vicaire du général, fort bien dans l'esprit du pape, souvent admis aux entretiens familiers de Sa Sainteté. Craignant donc de trouver là un obstacle à ses desseins, il ruminait le moyen de le mettre de côté. Il lui écrivit qu'il était temps désormais de songer à soi ; qu'il devait profiter du vent favorable pour sortir de l'étroit horizon d'un couvent, et s'élever aux premiers honneurs de l'église ; il devait profiter de la bienveillance du

pape. Une mitre ou un chapeau valent mieux qu'un pauvre capuchon. Mais Sarpi ne portait point ses vues si haut. Sa réponse était montée sur un tout autre ton; et, une fois, dans une lettre chiffrée, il laissa échapper quelques phrases un peu hardies, disant qu'il n'estimait pas la cour, que loin de là il l'avait en horreur, attendu que les dignités ne peuvent y être obtenues que par des moyens coupables. Il faut que fra Paolo eût raison et que Rome soit une pécheresse incorrigible. Car, deux siècles plus tard, le célèbre Scipion de Ricci, avant d'être évêque de Pistoie, fut dégoûté des manéges et des cabales de cette cour et jugea impossible de demeurer honnête homme et bon chrétien en entrant dans la carrière de la prélature avec l'idée, comme on dit, de faire fortune et de parvenir aux hautes positions; et si un seul y est parvenu, c'est, à son dire, *rara avis in terris*.

Fra Paolo, de retour à Venise, entendit les plaintes de ses amis, de tout le couvent; et mis au courant des coquinerie de Dardano, il eut avec lui un échange de propos assez vifs; et ils en vinrent à une franche rupture. Ils écrivirent à Rome l'un contre l'autre. Fra Paolo produisait les preuves de la mauvaise administration de Dardano; celui-ci mettait en doute la foi de fra Paolo : il hantait des juifs et des hérétiques. L'ex-provincial n'obtint pas créance, parce que la réputation de Sarpi était trop bien assise; l'ex-procureur ne gagna pas sa cause non plus, grâce aux écus de Gabriel et à la protection du neveu du cardinal Santorio. Santorio lui-même, séduit, lui promit le généralat à la première occasion favorable.

1392. Cependant, ne pouvant se venger sur fra Paolo, Gabriel voulut le blesser par ricochet. Le frère Jules, vieillard plus que septuagénaire, entourait Sarpi de soins affectueux. Saisissant l'occasion de commérages de confessionnal, Gabriel amena par ses intrigues le patriarche à lui retirer les pouvoirs de confesseur; et, parce que des religieuses, ses

pénitentes, menaçaient d'arracher les yeux à qui leur ravirait leur directeur spirituel, frère Jules, accusé de fomenter la sédition, fut banni à Bologne, après cinquante ans de résidence à Venise. Sarpi en fut touché au vif, non pour l'offense personnelle, mais pour l'injustice de la persécution, et parce que le bon vieillard se désolait d'être arraché à toutes ses vieilles habitudes. Comptant sur les nombreux amis qu'il avait à Rome et sur l'estime dont l'honoraient maints prélats; connaissant d'ailleurs le proverbe : aide-toi, le Ciel t'aidera, il se décida, malgré l'approche de la saison rigoureuse, à courir dans cette capitale, afin de justifier son ami auprès du cardinal protecteur et du nouveau pontife Clément VIII, qui avait été intronisé dans les premiers jours de l'année. Ses charitables offices furent accueillis avec faveur, et il eut le plaisir de ramener frère Jules à son couvent et à ses dévotes.

Ce voyage fut l'occasion d'un nouvel honneur pour Sarpi. On traitait alors la cause du duc Henri de Joyeuse. Ce prince, à l'âge de vingt ans, désespéré de la perte d'une épouse, se fit capucin en 1587. Cinq ans plus tard, la mort de son frère aîné, le chef de sa maison, lui inspira le désir de rentrer dans le monde, et il sollicita les dispenses nécessaires. Le pape soumit l'examen de cette demande à une congrégation de cardinaux et de théologiens, où il fit entrer fra Paolo, dont il connaissait la science profonde. Ces commissaires lâchèrent tant de sottises sur l'étendue illimitée de la puissance papale, que Bellarmin, se tournant vers fra Paolo, lui glissa à voix basse : Ils nous ont fait perdre l'Allemagne; ils nous feront perdre la France et les autres royaumes. Mais le jésuite ne fut pas conséquent. Plus tard, il écrivit de pareilles énormités, sinon pires encore. Finalement, le respect humain, les recommandations de la cour de France et l'influence du cardinal Joyeuse, arrachèrent la dispense à la fin de 1592. Le duc reprit donc la cuirasse, et quelques années après, il reprit le

froc, et mourut à Turin, en 1609, des fatigues d'un pèlerinage à Rome, qu'il entreprit en hiver et à pied.

Le cardinal de Sainte-Séverine, qui goûtait l'esprit et l'intégrité de fra Paolo, voulant se l'attacher et en même temps lever cet obstacle à ses desseins, craignant qu'il ne fût préféré à Dardano comme général des servites, employa tout son pouvoir pour le retenir auprès de sa personne. N'y réussissant pas, il lui écrivit de sa main l'année suivante (1593) : il l'informait qu'il l'avait recommandé au pape pour le siège de Milopotamo en Candie. On prétend que le pape le refusa, parce qu'il se défiait d'un homme qui hantait les hérétiques. Mais cela est contradictoire avec les faits que nous venons de rapporter; et Clément VIII n'était pas assez bigot pour être aveuglé par des superstitions plébéiennes.

D'après ce que j'ai pu recueillir, le siège de Milopotamo, pauvre et avec peu d'ouailles, avait été, par un concordat passé entre le saint siège et le gouvernement vénitien, réuni à celui de Retimo, aussi de Candie. Et ce dernier, qui devint vacant peu d'années après, fut confié à Luc Stella, d'une des premières familles de la bourgeoisie vénitienne, clerc de la chambre apostolique et référendaire aux deux *signature*, qui devint successivement archevêque d'Adria, de Crète, évêque de Vicence, enfin de Padoue, l'évêché le mieux renté de la république, donnant un revenu de 24,000 écus. Par ces nombreuses translations, contraires aux canons, on voit que Stella était un bon chasseur de bénéfices et bien en cour.

1594-1597. Cependant les espérances de Gabriel avaient été deux fois déçues. Comme nous l'avons dit, au général Libranzio avait été substitué frère Lelio Baglioni, soutenu par Sainte-Séverine, mais sous la promesse que, son terme expiré, il emploierait toute son influence en faveur de la candidature de Gabriel. Dans le moment, pour écarter tout obstacle, Lelio promit tout ce que l'on voulut; mais il ne renonçait pas à

l'idée de prolonger sa puissance, et, au cas qu'il fût obligé d'y renoncer, à chercher un successeur parmi les gens de sa faction. Aussi, venu le temps de résigner le pouvoir, il intrigua si bien, soutenu par la constante protection du grand-duc, que, au chapitre de Césène (28 mai 1595), malgré quelques oppositions et les menaces de Sainte-Séverine, il fut maintenu dans le généralat pour trois ans encore. Peu de mois auparavant, frère Gabriel avait été réélu provincial à Venise. Entre les deux rivaux s'alluma une guerre sacrée qui bouleversa toute la famille servite. Le provincial ne négligeait aucune occasion de faire pièce au général. Le général déployait tout son pouvoir pour discréditer le provincial jusqu'à l'accuser des crimes les plus graves devant la congrégation de la réforme, le traitant d'espion et de larron et de donner au cardinal protecteur le produit de ses rapines. Il est sûr que Dardano était un mauvais drôle; que l'ambition le poussait à des injustices; mais les prêtres sont si coutumiers de déclamations et d'exagérations oratoires, sans se donner la peine de jamais produire les preuves de leurs incriminations, que, quand ils régalent de ces gentilleses leurs ennemis, nous sommes tenus en conscience d'en rabattre. Quoi qu'il en soit, Sainte-Séverine se tint pour offensé; il défendit sa créature avec toute l'ardeur que frère Lelio mettait dans l'attaque; et par suite, à Rome et chez les servites, deux factions se dressèrent en face. Malheur au monde, si les moines savaient manier les armes aussi bien que la langue! Frère Fulgence remarque que la guerre des guelfes et des gibelins, des blancs et des noirs ne sont que des enfantillages à côté des guerres monacales. Récemment, s'il faut craindre la femme et le diable, à plus forte raison les moines qui leur sont peu en comparaison. Fra Paolo aurait voulu garder la neutralité; mais, tiraillé par les deux partis et obligé d'arborer son drapeau, tant pour son honneur que par justice, il se rangea du côté

cal. Néanmoins il proposait des accommodements; il trait d'écarter la décision aux influences du pouvoir et abandonner aux libres suffrages d'un chapitre. Sur ce, frère Sante, neveu de Gabriel, disant qu'il fallait attendre les inspirations du Saint-Esprit, frère Paul lui répartit : Laissons là le Saint-Esprit, et agissons par des moyens humains. Plût à Dieu qu'il n'eût pas lâché une si terrible hérésie ! Sottise ou méchanceté, Sante le dénonça comme niant les grâces du Saint-Esprit ; et, pendant que l'inquisition de Venise avait le bon sens de ne pas tenir compte de l'accusation, un autre en saisissait le saint office de Rome, dont était membre Sainte-Séverine. De son côté, frère Gabriel renouvelait l'accusation de commerce avec des hérétiques et des juifs ; et, pour mieux porter coup, il exhuma cette malheureuse lettre chiffrée, dont j'ai parlé plus haut, et la livra aux inquisiteurs. Le saint-office ne trouva point là matière d'hérésie ; le cardinal n'y trouva point des motifs d'offense personnelle. Seulement il se plaignit que fra Paolo, qu'il aimait et estimait, montrât si peu de condescendance pour ses désirs, et de ce chef il lui portait un peu de mauvais vouloir. Sur ces entrefaites, frère Gabriel fut menacé d'une mésaventure. Heureusement que de saints personnages y étaient impliqués. Un servite, qui avait mérité le sobriquet de frère Lagrimino, par le talent qu'il avait de pleurer à son gré ; ribaud et hypocrite, s'était réfugié à Venise, fuyant la colère du général, et à ce titre était couvert de la protection du provincial. Frère Lagrimino était un brave exorciste, et savait récolter à ce métier de beaux bénéfices. Entre ses pratiques il eut la femme d'un marchand. En récompense de ce que le frère la débarrassait du diable au corps, cette femme le régala de belles pièces de satin, de mousseline et de toile fine que Lagrimino, Gabriel et monsignor le nonce se partageaient en bons amis. Le mari se plaignit du vol. Lagrimino prit la fuite, et Gabriel fut compromis dans le procès.

Le bruit en étant couru à Rome, le général Lelio le dénonça au gouverneur, qui le fit coffrer. Mais ceux qui avaient eu leur part des satins et des mousselines jetèrent les hauts cris; Sainte-Séverine fatigua le pape de ses jérémiades, et travailla si bien, que, peu de jours après, Dardano recouvra la liberté, et le général fut regardé comme un calomniateur.

Dans ce feu croisé d'intrigues, la guerre des frères ennemis se perpétuait. Le pape en avait par dessus la tête; il lançait des brefs à droite et à gauche; cardinaux, évêques, prélats et moines prenaient couleur, et les esprits étaient tellement échauffés, qu'un chapitre étant convoqué à Vicence, la police dut y envoyer un détachement de sbires. Les policiers, sachant que les frères font vœu de pauvreté, mais non d'abstinence, visitèrent dévotement la cuisine et le cellier, si bien qu'il fut aisé aux serviteurs de Marie de les désarmer. Les arquebuses furent sur le point d'entrer en jeu. Mais fra Paolo, par ses prières et ses exhortations, par l'ascendant dont il jouissait, empêcha cette folle et scandaleuse équipée.

1597. On avait convoqué pour le 1^{er} juin le chapitre à Rome. Gabriel, remplacé comme provincial par Archange Piccioni, un autre ennemi de fra Paolo, s'était fait nommer définiteur. Les deux allèrent au chapitre. Mais les frères de la faction opposée, qui ne voulaient à aucun prix de Dardano pour général, engagèrent fra Paolo à s'y rendre aussi, et à trouver un accommodement. Sans cela, ce serait à n'en jamais finir. Les menées des deux frères lui faisaient peur, autant que la lettre en chiffres et le mécontentement du cardinal protecteur. Mais ses amis le reconfortèrent, sur l'ancienne bienveillance du cardinal, sur les lettres gracieuses qu'il lui avait écrites jadis et tout fraîchement encore. Alors Sarpi rappela en plaisantant l'apologue du lion qui avait banni de son royaume tous les animaux à cornes. Le renard l'apprenant, prit la fuite en disant : Si le lion veut

que mes oreilles soient des cornes, qui le contredira? Néanmoins, il se décida au voyage, bien pourvu de lettres de recommandation pour l'ambassadeur de Venise et des prélats de la cour. Il y était d'ailleurs encore appelé par les sollicitations de Bernier, cardinal d'Ascoli, son vieil ami depuis le séjour de Mantoue, actuellement de la congrégation du *saint-office*, qui lui garantissait le meilleur accueil.

En effet, Sainte-Séverine le reçut avec beaucoup de bienveillance. Seulement il se plaignit que Sarpi eût épousé avec trop de chaleur la cause du général Lelio. La justification de fra Paolo ayant satisfait le cardinal, l'Éminence voulut le réconcilier avec Gabriel. Mais le pauvre frère subit une nouvelle déconvenue devant l'opposition des Vénitiens et Lombards, et des Florentins aussi. Chacun des deux partis présentant son candidat, il fallut que le pape, qui avait bien d'autres soins en tête, prit un parti. Le 30 mai, il nomma Ange Marie Montorsi, ermite des serfs du monte Senario, près de Florence, lequel n'accepta qu'après menace d'excommunication. Les querelles ne furent pas assoupies pour cela, mais elles n'ont plus rien de commun avec la vie de Sarpi. J'ajouterai seulement que, au décès de Montorsi, en 1600, Dardano fut encore exclu du généralat, qui échut à Archange Tortelli, de Parme. Celui-ci étant mort l'année suivante, Dardano, sur l'injonction du cardinal de Sainte-Séverine, fut, contre les règles de l'ordre, nommé général *ad interim*, et confirmé dans un chapitre tenu à Rome, le 24 mai 1603. Mais il ne jouit pas longtemps d'une charge qu'il avait pourchassée par tant d'intrigues : il mourut à Venise, le 27 février 1604. Frère Fulgence assure que ses brigues lui avaient coûté 40,000 ducats. C'est beaucoup peut-être, mais à Rome il faut toujours payer. Pas d'argent, pas de saints.

Le cardinal Santorio de Sainte-Séverine avait quitté le monde, le 7 juin 1603. Avec ce protecteur despote, qui disposait

comme de son bien des charges de l'ordre, disparut le principal foyer de la discorde, ainsi que l'insinue dans son langage voilé l'annaliste contemporain des servites. Cela justifie fra Paolo du reproche d'avoir été le boutefeux, en vue de devenir général ; surtout que jamais on ne voit son nom sur la liste des aspirants.

CHAPITRE VII

Des loisirs momentanés rendirent Fra Paolo à ses études. Il en fut bientôt arraché par d'autres incidents.

Pour en avoir l'intelligence, et des résultats, je dois toucher à quelques points d'histoire.

Sixte-Quint était mort au mois d'août 1590. Rome perdait un grand pape, sinon un saint, et Sarpi perdait un appréciateur judicieux et équitable. Le cardinal Castagna, qui prit le nom d'Urbain VII, mourut treize jours après son intronisation. Fra Paolo, ayant appris son élévation et sa prompte mort, s'écria : *ideo raptus est ne malitia mutaret intellectum ejus*. Grégoire XIV eut un règne d'un peu plus de dix mois, et Innocent IX de deux seulement. Il fut remplacé, le 28 janvier 1592, par Clément VIII, de la maison Aldobrandini de Florence, ambitieux, prudent, ayant l'expérience des choses et des hommes, bref, un pape tel que Pallavicino les aime, plus assorti de politique que de sainteté.

La papauté, à cette époque, était dans l'orgueil de sa force, mais travaillée par les guerres de religion, et l'opposition toujours croissante du protestantisme. En France, après de sanglants combats entre huguenots et catholiques, la ligue croulait, Henri IV triomphait, et, moitié orthodoxe, moitié hérétique, il inquiétait le saint siège. La réforme était victo-

rieuse en Hollande, menaçante en Belgique; elle luttait en France. L'Italie n'était pas sans inspirer des soupçons, grossis par la cruauté des inquisiteurs. Les princes supportaient mal l'excès de la prépondérance pontificale, qui violait tous leurs droits et leur dignité même; seulement, étreints par les nécessités actuelles, ils obéissaient en rongant leur frein. Les intérêts politiques entraient dans la religion, qui bien souvent n'était qu'un prétexte aux ambitions. Aussi, mêlée à tous les événements, la cour de Rome était ballottée entre l'espoir et la crainte. Parmi tant de passions et de réactions, les successeurs de saint Pierre avaient un extrême besoin de sagesse et de prudence pour esquiver un échec qui les compromit sérieusement; car le fanatisme est aveugle; il faut les yeux de la raison pour embrasser un large espace. Dans ces embarras, Clément se conduisit avec dextérité; il fit des choses utiles et des choses louables; il réconcilia Henri IV avec l'Église, et ensuite avec l'Espagne et le duc de Savoie; il soudoya la guerre contre les Turcs; il soutint les prétentions romaines sans les pousser trop loin; et, ce qui dans un autre âge, lui eût mérité des autels, il opéra l'agrandissement du patrimoine de saint Pierre.

Son pontificat était pourtant prédestiné à préparer les causes occultes d'un événement qui, révélant au monde les arcanes de la papauté, devait être le germe de sa décadence. De tous les États catholiques, Venise fut toujours le plus obéissant envers les pontifes romains. Dans leurs périls, c'était en la seigneurie surtout que les papes mettaient leur confiance. De temps à autre, il est vrai, surgissaient des brouilles. Jamais la république ne voulut tolérer l'intervention du pouvoir ecclésiastique dans son administration intérieure. D'habitude, ces brouilles finissaient par des accommodements amiables. Mais après que, par l'invasion de Ferrare, les domaines du pape se trouvèrent en contact avec les frontières de la république, aux querelles

canoniques se joignirent des débats bien plus vifs concernant les limites, le commerce, les douanes, les privilèges, les stipulations anciennes; ils prirent parfois un aspect menaçant. Accommodés ou assoupis par une sagesse réciproque, ils laissèrent néanmoins dans la cour de Rome des ferments de malveillance et une certaine disposition à des hostilités qui, sous le règne suivant, provoqua une rupture éclatante. J'en dirai les causes principales.

1592. Pendant que les Vénitiens étaient harcelés par les Uscoques, pirates cruels qui occupaient Segna, en Dalmatie, domaine de la maison d'Autriche, de nombreux bandits, conduits par des chefs audacieux, infestaient l'État romain et le royaume de Naples. Ermolao Tiépolo, général vénitien, voulant combattre un mal par l'autre, les prit à sa solde, au nombre de cinq cents, et les transporta dans l'Istrie. Cette transaction, dès qu'elle lui fut connue, irrita le pape, qui exigea l'extradition des brigands. Le sénat répondit que Sa Sainteté devait être bien contente d'en être débarrassée, sans qu'il lui en coûtât rien. Mais le pape ne se tint pas pour satisfait, et il poussa les choses au point de rappeler son nonce. Le sénat lui envoya des ambassadeurs afin de justifier sa conduite; finalement, ne voulant pas rompre pour un sujet aussi futile, il fit transporter les bandits partie en Candie, partie à Cerigo, où ils furent dévorés par le climat et les maladies.

1595. Ce nuage passager fut suivi de deux années de paix et bonne amitié, jusqu'en 1595, qu'il surgit une querelle grosse en apparence des conséquences les plus sérieuses.

Cénéda est une seigneurie assez importante de la Marche trévisane, dont les chances de la guerre donnèrent la souveraineté tour à tour aux rois de Hongrie, aux princes de Carare, aux Scala, aux Visconti, mais surtout aux Vénitiens, qui en reprirent souvent possession tantôt par les armes,

tantôt par traité. Le domaine utile en appartenait aux évêques, qui étendirent leur juridiction temporelle sur diverses terres des environs. Mais vexés par les seigneurs laïques et par la commune de Trévise, en 1357, ils se reconnurent vassaux directs de Saint-Marc, à des conditions qui subirent différentes modifications successives. En 1346, justifié par les plaintes des Cénédains et la rébellion de l'évêque, le sénat lui enleva toute juridiction temporelle, et chargea le podestat du gouvernement de la ville et du district. Ce nonobstant, les évêques tentèrent plusieurs fois de ressaisir leur autorité, et prétextant que Cénéda était un fief de l'église, ils intéressèrent à leur cause les papes, toujours prompts à saisir les occasions d'intrusion et d'agrandissement. La constance de la république rendit inutiles les efforts de l'orgueil sacerdotal. Mais Antoine Mocenigo, élu évêque en 1388, ressuscita les prétentions de ses devanciers. Il ne se fit plus appeler évêque et comte, mais évêque et prince de Cénéda; il agit en souverain indépendant; il défendit aux Cénédains de recourir aux tribunaux séculiers, et les soumit au for ecclésiastique, avec appel au saint siège, comme seigneur suzerain. Le pape, content du cadeau, donna sa procuration au nonce, à Venise, et soutint les actes illégitimes de Mocenigo.

Les Cénédains, lésés de cette usurpation, adressèrent leurs plaintes au sénat. Celui-ci blessé dans ses droits, annula les actes du nonce et de l'évêque, et envoya des députés à Rome exposer le véritable état des choses. Clément s'opiniâtra; il recourut aux menaces, ensuite aux monitoires et finalement à l'excommunication, que les Vénitiens et les Cénédains se firent un devoir de ne pas observer. La querelle prenait un aspect menaçant, quand le pape, serré par d'autres embarras, s'arrangea avec la république. Foi de prince, tous les actes antérieurs seraient réputés non avenus, et la décision remise à un autre moment. Mais ce n'était qu'un leurre. Les curia-

listes revinrent à la charge, et l'évêque se conduisit pis que jamais. Nouvelles plaintes à Rome. Le pape proteste ne rien savoir, et annule ces nouveaux actes. L'affaire n'aurait pas eu de terme, si le pontife, pour une désobéissance de l'évêque, ne l'avait obligé, en 1598, à résigner. Le sénat le remplaça par son cousin Léonard Mocenigo. Après un sommeil passager, la querelle se réveilla en 1611.

La même année 1595, une bulle papale défendait aux Italiens de passer, sans autorisation des inquisiteurs locaux, dans les contrées d'outremonts, habitées par des hérétiques, et cela sous peine d'excommunication. Cette défense étrange excita un vif mécontentement chez les Vénitiens. S'ils la respectaient, c'était la ruine des commerçants, que leurs affaires appelaient en Angleterre, Suisse, Allemagne, Hollande et ailleurs. Mais le gouvernement, pour ne pas aigrir les humeurs, se contenta d'ordonner aux inquisiteurs de ne pas recevoir les dénonciations qui leur viendraient de Rome, ni de delà les monts.

La même année fut témoin d'une autre contestation. Par un bref, Clément exigea que, même à Venise, l'on respectât les prohibitions de l'index. Cela causait un extrême préjudice à la librairie. Le sénat en épousa les intérêts. Il consulta fra Paolo. Quelques mémoires de lui servirent d'instructions au gouvernement et à son ambassadeur près le saint siège. Enfin, le procès fut arrangé, l'année suivante, par un concordat à la rédaction duquel le servite eut une large part, et que les papes essayèrent de violer, comme je le dirai.

1596. Cependant les Uscoques tourmentaient les Vénitiens et les Turcs. L'Autriche les protégeait. Pour se venger, les Turcs portèrent la guerre en Hongrie, pendant que Venise luttait contre les pirates. Le pape qui couvait le projet d'une ligue entre l'Autriche, la Pologne et Venise contre le croissant, — afin de prolonger la résistance de Uscoques et de semer la

discorde entre la république et les Ottomans, — envoya aux bandits, en 1596, des secours d'armes et de munitions. Venise s'en plaignit par ses ambassadeurs; le pape s'excusait et proposait la ligue. Mais cette proposition ne pouvait convenir aux Vénitiens. Outre l'interruption de leur commerce au Levant, une guerre avec la Porte pouvait devenir dangereuse à la seigneurie, avec l'assiette chancelante de l'Europe, avec la puissance de l'Espagne en Italie, qui, maîtresse de la Sicile, de Naples, Milan et des présides de la Toscane, pesait sur les petits États, et aspirait à la souveraineté de la Péninsule.

Malgré ces mécontentements intimes, la république n'interrompait point ses témoignages d'amitié; et elle rendit encore d'importants services à Sa Sainteté. Elle s'employa surtout avec beaucoup de chaleur à réconcilier Henri IV à la communion catholique, et l'on peut lui attribuer une influence prépondérante sur la résolution de ce monarque. Mais un litige en enfantait un autre. Maints intérêts lésés provoquaient des querelles et des dégoûts. Chacun à part n'était rien; réunis, ils accroissaient des défiances réciproques.

1598. En vertu de la fausse donation de Constantin, type des donations de Pépin, de Charlemagne, et de ses successeurs, les papes élevèrent des prétentions sur le duché de Ferrare, possédé par la maison d'Este. Depuis Grégoire XIV, on avait entamé des intrigues pour exclure de la succession D. César et y appeler les neveux du pape; mais elles échouèrent devant l'opposition du grand-duc de Toscane. Alphonse II étant mort en 1597, Clément VIII, par l'excommunication, mais surtout par les armes, obligea César à lui céder, l'année suivante, Ferrare et son territoire, et à se contenter de Modène et Reggio. La même année, le pape fit encore occuper Comacchio et sa vallée, fief impérial, usurpation sur laquelle l'empereur Rodolphe se montra coulant, distrait qu'il était par

l'invasion musulmane en Hongrie, et ayant besoin du pape. Après quoi celui-ci, ou par vanité ou pour imposer aux peuples par la pompe pontificale, alla visiter ses nouvelles conquêtes, suivi d'un cortège splendide.

Pour lui faire honneur, le sénat l'envoya complimenter par une députation des principaux patriciens et prélats, entre autres Léonard Mocenigo, élu évêque de Céneda, et qui devait demander au pape sa consécration. Ce prélat emmena Sarpi, qu'il avait choisi pour son maître de droit canonique. Là Sarpi eut occasion de voir Gaspar Scioppius, jeune homme de vingt-deux ans, d'un esprit délié, et qui acquit de la célébrité plus tard par son érudition, par ses médisances et son inconstance. Scioppius était luthérien; mais il songeait à sa conversion, et suivait la cour du pape son protecteur, qui l'éleva ensuite à la dignité de chevalier et de comte palatin.

Débarrassé de cette affaire, fra Paolo fut engagé dans une autre. Depuis longues années déjà couvait la fameuse dispute entre jésuites et dominicains, au sujet de la grâce. Car telle est la fatalité de la religion, d'être toujours exposée à des tribulations par le génie turbulent des théologiens. Louis Molina, jésuite espagnol, avait publié en 1518 un livre intitulé : *Concorde du libre arbitre avec les dons de la grâce divine*. Sur ce sujet abstrus, écueil des anciens et des modernes, l'auteur émet une doctrine qu'il dit nouvelle, encore qu'elle ne le soit pas tant, où faisant d'assez larges concessions au libre arbitre, il restreint d'autant les secours de la grâce. Et comme, rivaux envieux, les moines ne savent écrire sans se donner des coups de bec, Molina ne se gêna pas pour attaquer les opinions du docteur angélique, saint Thomas, la gloire des jacobins. Dans leur ressentiment, ceux-ci soulevèrent un violent orage contre le jésuite. Beaucoup de théologiens attaquèrent, beaucoup d'universités condamnèrent le molinisme, défendu par les jésuites avec une égale ardeur. La cause fut

portée à Rome, et le pape en remit l'examen à la congrégation *de auxiliis*, ainsi nommée de l'objet de sa mission. On y avait adjoint Hippolyte Massarini, théologien servite, plus tard évêque de Montepeloso, qui s'adressa à Sarpi comme à l'homme le plus savant qu'il connût en théologie, le plus profondément versé dans la connaissance des pères, dans les ténébreux systèmes des scolastiques, et lui demanda des lumières sur l'objet de la controverse.

Cette question obscure, peu comprise même des disputants, si un philosophe devait la résoudre, il dirait que l'expérience journalière prouve que le libre arbitre dans l'homme est absolu ; que par la justice ineffable de Dieu il est également prouvé que sa grâce se répand toujours également sur le juste et sur l'impie, dans tous les temps, dans toutes les occasions ; qu'il a donné à l'homme la raison pour distinguer ce qui est honnête de ce qui ne l'est pas ; qu'il y a témérité à vouloir pénétrer plus avant, et que scruter la façon dont Dieu prévoit le salut ou la damnation d'un individu, c'est l'effet d'aveugles vermisseaux qui veulent voir dans l'immensité de la lumière divine. Mais saint Augustin, cervelle africaine, avec plus d'imagination que de raison, infecté du manichéisme dès sa tendre jeunesse, et incapable de s'en dépouiller complètement, essaya de le concilier, du moins en partie, avec la théologie orthodoxe. Entraîné par les circonstances à combattre une hérésie toute contraire, suivant la fougue de son tempérament, il nous laisse douter si, quand il attaque les uns, il n'embrasse point l'opinion des autres ; et il est remarquable que beaucoup de ses opinions, adoptées par les calvinistes, sont des hérésies aux yeux des catholiques, et que sa doctrine sur la grâce et le libre arbitre, reproduite par Jansénius, soit condamnée à Rome.

Cette matière fut encore embrouillée par les scolastiques, qui, prenant Aristote pour une autorité, se perdirent dans de

tels raffinements de métaphysique, que c'est un véritable chaos.

De toutes les notes communiquées à Massarini par fra Paolo, il ne reste trace aucune. Seulement nous pouvons induire son opinion d'un petit traité, où l'on voit qu'il opine en faveur des dominicains, et réproûve le livre de Molina. La congrégation ayant extrait de ce livre vingt et une propositions, et les ayant ensuite condamnées comme hérétiques, — ce qui fut sur le point de provoquer la révolte des bons pères contre le saint siège, — on peut rapporter à ce fait la première origine de la haine que lui vouèrent les jésuites, pour avoir, bien qu'indirectement, coopéré à cette sentence. Cela lui était indifférent; et ce n'est pas ce qui lui valut le refroidissement du pape; ce sont les démêlés de Rome avec la république.

Pendant le séjour du pape à Ferrare, des pêcheurs vénitiens exerçaient leur industrie dans le biez du Pô, appartenant à la république. Le légat les fit saisir, du chef des prétentions qu'il élevait sur cette partie du fleuve. De là des représailles et des rixes entre les limitrophes. Le sénat se plaignit, il envoya sur les lieux des galères protéger les propriétés des sujets et les recettes du trésor; enfin, sans qu'il y ait eu arrangement, les prisonniers furent restitués de part et d'autre.

Mais bientôt nouvelle querelle plus sérieuse. Venise, depuis les temps les plus reculés, s'attribuait la souveraineté de l'Adriatique. En vertu de ce droit, elle obligeait tous les bâtimens de commerce à toucher au port de Venise, où ils payaient une gabelle. Les Vénitiens, jouissant de la franchise, pouvaient opérer les transports à meilleur marché, et ils accaparaient le commerce de ces parages. D'après une ancienne coutume aussi, les navires qui allaient charger des huiles dans la Pouille, devaient faire escale à Venise, d'où cette marchan-

dise se répandait dans la Péninsule. Par tolérance ou autrement, les ducs de Ferrare avaient obtenu l'exemption; et leur pavillon entraînait directement par la passe de Goro dans les terres de Ferrare. Les papes réclamèrent la même tolérance, mais comme un droit. Ce n'était pas assez. On fit comprendre au pape toute la prospérité qu'il assurerait au commerce de ses États s'il établissait à Ferrare un marché qui, avec le temps et des facilités, pourrait rivaliser avec Venise. Afin d'arriver à ce but, Clément demanda la franchise de droits pour toutes les barques qui entreraient dans le Ferrarais par la passe de Goro. Cette demande insolite, ruineuse pour le commerce vénitien, fut repoussée; et les pontificaux persistant, le sénat envoya des navires armés forcer au respect des pratiques accoutumées, et traiter en contrebandiers les fraudeurs. De son côté, le pape avait songé à dériver jusqu'à Comacchio un bras du Pô, construire sur la plage de bonnes fortifications, afin de protéger ses sujets et repousser le pavillon des Marches.

On était dans toute la chaleur de la querelle, quand une autre s'y greffa. Les atterrissements continuels portés par le Pô et ses affluents dans les lagunes agrandissaient les bas-fonds, et menaçaient de rendre la navigation toujours plus difficile. Pour y pourvoir, le sénat imagina une œuvre gigantesque. C'était de dériver dans un lit artificiel une partie des eaux du fleuve; et le pape de s'y opposer et dire que l'entreprise nuirait à ses États. Déjà les deux gouvernements faisaient appel aux armes. Mais des nécessités politiques firent plier le pape. Ni l'Espagne, ni le grand-duc de Toscane n'avaient vu de bon œil la conquête de Ferrare, et ils s'étaient déclarés en faveur de la maison d'Este. Ne voulant pas grossir le nombre de ses ennemis, et ayant d'ailleurs besoin de la république, le cardinal Aldobrandini persuada son oncle de consentir à un accommodement.

1601. Courte fut la concorde. Le doge avait le droit de confirmer les évêques, élus, suivant l'usage antique, par les peuples. Élus, ils ne pouvaient entrer dans la possession de leurs biens temporels et de leur pouvoir avant d'être reconnus par le chef du gouvernement et d'en avoir reçu l'investiture. Les papes plus tard s'arrogèrent le droit de les confirmer, et même de les obliger à se rendre à Rome pour recevoir la consécration, après examen et serment de fidélité au saint siège. Néanmoins, la république ne cessa point de considérer le patriarcat de Venise comme son patronage; et les patriarches nommés et institués par le sénat et consacrés par les évêques de la province exercèrent toujours les droits de leur siège, sans aucune opposition des papes. Mais, par un décret de Clément VIII, tous les évêques de l'Italie, quelles que fussent leurs prérogatives, furent astreints à se rendre à Rome pour y subir un examen, comme si à Rome les nominations étaient vierges de toute influence de faveur ou d'intérêt. En conséquence, après la mort du patriarche Laurent Priuli et l'élection de Mathieu Zane par le sénat, le pape voulut le soumettre au nouveau décret. Le sénat fit opposition, et produisit ses anciens droits; et le pape persistant, pour en finir, on trouva un terme moyen : que Zane irait à Rome uniquement pour rendre ses respects, et non par obligation, et sans se soumettre à aucun examen.

Dans ces dissentiments, fra Paolo fut consulté plusieurs fois, mais officieusement; et plusieurs de ses travaux inédits me paraissent de cette époque, et font allusion à ces circonstances. Le secret n'était pas tel que la connaissance pût en être dérobée au pape, qui, à coup sûr, ne devait pas en être satisfait. Nous en verrons les effets dans le chapitre suivant.

CHAPITRE VIII

Au couvent, fra Paolo trouvait peu de facilités pour l'étude; il rencontrait des obstacles dans les préjugés monastiques, la régulière distribution des heures, les exercices claustraux qui lui volaient un temps précieux, auquel il aurait pu donner un emploi bien plus utile que la psalmodie. En outre, souvent consulté dans des affaires publiques, qui touchaient aux intérêts de Rome, sa position de simple frère n'était pas sans dangers. Tenu à beaucoup de ménagements, il ne pouvait rendre ces libres services que son âme républicaine aurait voulu. Cet inconvénient était compris par ceux qui voyaient en lui un vaillant défenseur de la république dans ses fréquents débats avec la cour. Par ces motifs, ils l'engagèrent à s'affranchir de cette dépendance, à solliciter un siège épiscopal, lui promettant leur appui. Lui non plus, tout modeste qu'il fût, ne devait pas s'estimer indigne de la crosse, ou croire qu'il portait trop haut ses visées, depuis qu'il avait avec tant de réputation occupé les premières charges de l'ordre, été une fois proposé par le cardinal protecteur, honoré par de grands personnages ou d'illustres prélats, et même par le pape qui souvent parlait de lui avec éloge aux ambassadeurs de Saint-Marc.

La mort d'Ange Caffarino laissait vacant le siège de Caorle, dont la nomination appartenait au sénat et l'institution au pape. Caorle est une île des lagunes, vers le Frioul, d'environ six mille habitants, épars en dix villages. Elle possède un évêque, le premier en dignité de la Vénétie maritime, et, par l'étroitesse du diocèse et des revenus, le plus misérable de la république. Aussi ce siège était-il habituellement conféré à des

moines. Sarpi, excité à y aspirer, le demanda au collège, nous voulons dire au conseil d'État, lequel ne manqua point de le recommander à Rome. Mais Offredo Offredi, nonce apostolique à Venise, voulant servir son confesseur Louis de Grigis, franciscain, écrivit au pape de ne pas agréer fra Paolo, auteur déjà de tant de conseils et de notes au sénat, préjudiciables aux intérêts de Sa Sainteté, homme qui ne croyait pas en Aristote, qui provoquait un décret imposant certaines restrictions à l'enseignement de sa philosophie dans l'université de Padoue, et qui, dans l'académie de Morosini, niait l'immortalité de l'âme. Sur ces recommandations, Grigis reçut l'évêché. Bien que le sénat ressentit l'affront, désireux d'éviter des bronilles pour des motifs privés, ou de peu d'importance, il se tut.

Cette accusation relative à l'immortalité de l'âme était vraie, mais présentée avec malignité et ignorance. Voici le fait.

A cette époque, l'université de Padoue était divisée en deux camps, les philosophes empiriques et les aristotéliens. Parmi ces derniers figurait César Crémonini, qui était venu occuper sa chaire en 1589, et mourut en 1631. Adoptant les opinions de Pomponace et de Porzio, il mettait en doute, sur l'autorité du Stagirite, l'immortalité de l'âme, disant qu'elle ne peut être démontrée par la raison, qu'il faut s'en rapporter uniquement aux saintes écritures et aux enseignements de l'Église. Par respect pour le grand Aristote, idole des scolastiques, et sans qui, d'après Bellarmin, la foi est perdue, cette doctrine était tolérée. Mais fra Paolo ne la goûtait pas, comprenant le danger des conséquences qu'elle renfermait. Il apportait à cette opinion de légères modifications, acceptées déjà par différents pères de l'Église, et soutenues par des métaphysiciens modernes, c'est à dire que l'âme par essence est un être mortel; car, si elle a eu un commencement, elle doit avoir une fin, et si elle doit sa naissance à Dieu, la raison veut qu'elle

ne soit pas éternelle, cette qualité n'appartient qu'à Dieu. Cela n'empêche pas qu'elle ne soit immortelle, non d'elle-même, mais par concession, nous dirions presque, par une nécessité de la justice divine, qui seulement ainsi peut donner dans une vie future aux bons et aux méchants les peines ou les récompenses qu'ils méritent.

Que l'âme soit un être immatériel, c'est une idée indéfinissable qui échappe à la connaissance et à l'intelligence. Qu'est-ce qui n'est pas matière, indivisible, sans dimension, sans occuper un espace? C'est une chimère, un néant. Mais si l'âme est dans le corps, elle doit absolument avoir ses dimensions, et occuper un espace, et par suite supposez une substance aussi subtile, aussi simple que vous voudrez, imperceptible aux sens, impalpable, et donnez-lui le nom qu'il vous plaira, encore est-elle matière. Que l'art ou la nature la fasse passer par une infinité de transformations, la matière est néanmoins indestructible; et, par conséquent, réduite à la simplicité de ses éléments, elle doit avoir des principes ou des esprits perpétuels et inaltérables.

Ces opinions ne sont nouvelles ni contraires à la foi; elles ne sont pas en contradiction avec l'écriture; elles ont été professées par les plus illustres docteurs de l'Église, qui, non seulement ont supposé l'âme corporelle, et *per se* mortelle, mais sont allés jusqu'à faire aussi Dieu corporel. Saint Justin, martyr, le déclare en termes exprès : « Nous disons Dieu » incorporel, non qu'il le soit, mais parce que nous sommes » habitués à désigner par les termes les plus honorables les » attributs de la divinité. L'essence de Dieu n'étant pas » cessible aux sens, à la vue, au tact, nous la disons imma- » térielle. » Non moins explicite est le langage de Tertullien, d'Origène, de Méliton, de Clément d'Alexandrie et des autres théologiens de l'antiquité.

Aristote et les péripatéticiens admettaient que l'âme finit avec

le corps. Fra Paolo voulait donc que l'on ne permit l'enseignement de ce philosophe qu'avec certaines réserves. Nonobstant, un nonce du pape n'était pas obligé de prendre la chose du bon côté, surtout qu'il avait à faire prévaloir un intérêt personnel; et, à Rome, où Aristote était réputé le plus ferme boulevard de la foi, bien que niant la vie future et l'immortalité de l'âme, il était juste de soupçonner d'hérésie l'homme qui ne voulait pas admettre la psychologie de ce païen.

1601. Fra Paolo, ignorant peut-être les motifs cachés de cette exclusion, et encore une fois encouragé par les patriciens ses amis, quand vint à vaquer le siège de Nona, autre petit évêché de Dalmatie, suffragant de Spalatro, avec vingt-huit paroisses, s'adressa de nouveau au collège par une supplique du 17 octobre 1601, de la teneur suivante :

« Sérénissime prince, illustrissimes et excellentissimes seigneurs. — Il a plu à votre sérénité et à vos seigneuries, l'an passé, lors de la vacance du siège de Caorle, d'agréer ma supplication et d'apostiller en faveur de ma personne, frère Paul des servites de Venise, des lettres de recommandation à l'illustrissime seigneur ambassadeur à Rome, pour me faire obtenir cette charge; et si l'on n'en avait été empêché par égard pour monsignor le révérendissime nonce de Sa Sainteté, qui en voulut gratifier son confesseur, j'aurais été pourvu, grâce à la souveraine bonté de votre sérénité. Comme j'ai la conviction qu'elle conserve les mêmes gracieuses dispositions à mon égard, actuellement que le siège de Nona est venu à vaquer, je vous supplie de nouveau de vous intéresser à ma personne, me favorisant de votre recommandation auprès de votre illustrissime ambassadeur : ce que je désire pour l'unique motif de vaquer à mes études avec plus de loisir, et de me montrer en toutes occasions ce respectueux et dévoué serviteur que j'ai tou-

« jours été, et que je me montrerai aussi longtemps que Dieu
« me prêtera vie. Je me recommande très humblement à la
« bonne grâce de votre sérénité et de vos excellences. »

Le Sénat, afin de ne pas s'exposer, lui, ni le servite, à un nouveau refus, chargea son ambassadeur à Rome, Jean Mocenigo, de tâter le terrain et de sonder l'esprit de Clément VIII. L'ambassadeur fit de vives instances au pape, lui parla de l'injustice dernière, de la complaisance de la république envers Sa Sainteté, des mérites de fra Paolo, de sa probité, de sa religion, de son savoir. A quoi Clément répondait : Je sais que c'est un homme éminent par la science, mais il hante des hérétiques. C'était une défaite, indigne du bon sens de ce pape, lequel justement alors avait pour médecin le célèbre André Césalpin, qui passait publiquement pour matérialiste. Mais ce prétexte cachait le véritable motif. Car, outre qu'il était peu disposé à être agréable à la république, à cause de leurs contestations, il était froid envers Paolo, sachant les avis qu'il avait donnés dans les démêlés de Ferrare et de Ceneda, et en dernier lieu à propos de l'examen du patriarche et du concordat relatif à l'index. Il craignait que, devenu évêque, dans un diocèse de l'État vénitien, le frère ne voulût demeurer toujours vénitien. Autant il était facile de peser sur un frère, autant il deviendrait difficile de tenir tête à un prélat qui à la grandeur du titre unirait celle du savoir. Il n'était peut-être pas éloigné de consentir à son élévation et de capter sa bienveillance, surtout qu'il le connaissait personnellement et l'estimait ; mais il aurait voulu se donner les gants de ce bienfait, le pourvoir dans les États pontificaux ou dépendants de Rome. Enfin, après avoir tergiversé près de six mois, pressé par Mocenigo, il donna une de ces réponses ambiguës, si faciles à Rome, qui paraissait favorable et pouvait être hostile. Se fondant là-dessus, le Sénat manda à son ambassadeur de recommander officiellement fra Paolo. Mais ce n'étaient pas

seulement les antipathies du pontife qu'il fallait vaincre. Les jésuites haïssaient Sarpi cordialement pour les consultations qu'il avait fournies à la congrégation *de auxiliis*, et pour ses opinions hostiles à la société. Aussi les bons pères de Venise sonnèrent-ils l'alarme chez les bons pères de Rome et les mirent au courant du caractère de l'homme, du danger de le voir élevé à cette haute dignité, et de la nécessité d'enrayer par tous les moyens possibles. Encore que Clément ne les vit pas de bon œil, ils étaient très puissants à la cour; leur malveillance trouva des auxiliaires dans la jalousie de certains confrères de Paolo, dans le mauvais gré du nonce Offredi, qui, pour renforcer ses vieux mensonges, en forgea de nouveaux. Par tous ces motifs réunis, Sarpi fut donc encore une fois exclu. Tel est le sort des princes. Trop souvent ils cèdent à des impulsions étrangères à leur cœur, hostiles à leurs intérêts, et dont ils ne savent point prévoir les conséquences.

Les dignités avaient peu d'attraits pour fra Paolo. Nous l'avons vu dès sa tendre jeunesse admiré des princes et d'illustres personnages; à Venise, des savants, des prélats et des ambassadeurs; à Rome, apprécié des cardinaux et des papes. Il semble que la fortune se plaisait à l'allécher de ses faveurs, alors qu'il les dédaignait, plus habile à éclairer son esprit qu'à se grandir par les honneurs, prix de la vertu rarement, de la bassesse souvent.

Avec tout cela, il avait ce juste et généreux orgueil qui relève les grandes âmes : orgueil aussi éloigné de la sotte apathie des âmes froides que de la suffisance des esprits vains et présomptueux; qui a sa source dans la connaissance exacte de son propre mérite, sûr de ne pas trop présumer en aspirant à un témoignage de l'estime publique, et qui, loin de là, souvent est sacrifié à d'envieuses jalousies ou à de vulgaires passions.

Ces deux refus immérités n'entretenaient chez lui aucun sentiment de rancune; mais il enveloppa sa vie de plus de prudence encore, afin de la dérober à la malignité. Il sentit profondément la gêne de l'homme contraint à vivre parmi des hypocrites et des ignorants; et si la fortune ne s'était pas complue à le sortir de la nullité à laquelle on voulait le condamner, fra Paolo, poussé par sa modestie et sa circonspection naturelle à se cacher alors plus que jamais aux yeux du monde, serait inconnu de la postérité, comme tant d'autres nés dans des circonstances moins propices.

Le pape Clément ne vécut pas assez pour reconnaître la lourdeur de sa bévue. Peut-être, s'il avait vécu ou s'il avait eu un successeur de sa trempe, rien ne serait arrivé des événements qui ont suivi. Bellarmin l'avoua bien quand après l'interdit il se plaignit que la cour n'eût pas songé à gagner un homme dont on pouvait attendre d'éminents services. Je ne sais pas si le cardinal a tort ou raison. Car si fra Paolo demeura pur dans la foi, rien n'autorise à soupçonner qu'il fût descendu jusqu'à soutenir les intérêts de la cour. Il est fort difficile qu'avec une éducation aussi libérale, tant de lumières et un jugement aussi géométrique, un homme puisse devenir complice des préventions ou des doctrines des prélats. Tout au plus aurait-il changé, s'il avait été élevé à la papauté. De toutes les conditions, c'est la seule qui ait la puissance de renouveler le vieil homme. Quelles qu'aient été les pensées d'un individu, si on le coiffe de la tiare, il se transforme en un être tout nouveau. Il renie les opinions de l'homme et prend celles du pape. Ce n'eût pas été un miracle que, après tout ce qu'il écrivit contre l'interdit, fra Paolo, assis dans la chaire de saint Pierre, eût chanté une solennelle palinodie. Pie II en avait déjà donné l'exemple. Cardinal, Prosper Lambertini riait de beaucoup de superstitions; pape, Prosper Lambertini les soutint. Lambertini, il haïssait

l'inquisition; Benoit XIV, il la protégea. En changeant de nom, on change de nature. Le célèbre Ganganelli est le seul peut-être qui soit demeuré au Vatican ce qu'il était au couvent. C'est peut-être aussi pour cela que les Romains le renient à voix basse et que le nom de Ganganelli est plus connu que Clément XIV.

Quand on veut mal interpréter les actions d'un homme, qu'il agisse comme il voudra, ses intentions, même innocentes, trouveront toujours des interprétations malignes. Les curialistes ont toutes prêtes des échappatoires pour justifier Urbain VIII, qui voulut récompenser le Sicilien Boi de son habileté aux échecs en lui conférant un gras évêché; pour excuser Jules III, qui donna le chapeau de cardinal à un vagabond, sans autre talent que de bien apprivoiser un singe. Ils font un reproche à Sarpi d'avoir aspiré à un siège de quelques centaines de ducats, afin de gagner plus de loisirs pour ses études. Saint Paul écrit que désirer l'épiscopat, c'est désirer une bonne chose; mais est-ce, disent-ils, pour vaquer à l'étude qu'on doit le désirer? Non certainement, dis-je, mais pour avoir une bonne mense, tel étant le titre pris de la désignation des revenus épiscopaux. Et Sarpi tombait dans l'hérésie de préférer l'étude à la table.

L'envie pharisaïque le surveilla davantage et l'entoura d'un espionnage assidu. Mais elle ne put trouver à mordre à ses mœurs, puisqu'elle ne trouva à reprendre que des niaiseries. Elle l'accusa d'hérésie, parce qu'à la messe il ne récitait pas le *Salve regina*. C'était vrai. Dès 1579, Grégoire XIII avait aboli ce rite; mais un chapitre d'une trentaine de frères, à la barbe du pape, l'avait rétabli. Sarpi était donc hérétique d'obéir au pape plutôt qu'au chapitre. La façon de sa barette fut aussi un objet d'accusation. Elle était, disaient-ils, rebelle à une bulle de Grégoire XIV. Finalement, dans un chapitre tenu à Vicence, le 11 mai 1605, il fut accusé par le père

Archange Piccioni, maître en théologie et ex-provincial, de porter des sandales non canoniques. Ses sandales mises en jugement furent examinées dans toutes les formes par le vicairé général, et les reconnaissant orthodoxes, au milieu des rires de la moinerie, il prononça la sentence en latin : *exemptionem nullius esse momenti, et planellam decere religiosos*. Ce qui fit passer en proverbe chez les servites que les sandales de fra Paolo avaient été canonisées.

C'est un miracle, dans un siècle de préjugés et de superstitions, où le saint-office voyait partout des magiciens, des sorcières, des enchanteurs, que fra Paolo ait échappé à la prévention de magie, ou tout au moins de théurgie. Probablement faut-il l'attribuer à sa circonspection ; et je ne trouve pas naïve la conjecture de Bayle que c'est le motif pour lequel il dissimula ses découvertes anatomiques. Car bien que l'inquisition de Venise eût les griffes rognées et n'ait pu se donner le plaisir de rôtir un hérétique, il ne fallait que le fanatisme d'un moine pour l'inculper de sortilège, ainsi qu'il advint à Vésale. Il n'y échappa pourtant pas tout à fait. Ne pouvant croire qu'un savoir aussi étendu fût chose naturelle, plusieurs imaginèrent qu'il avait un esprit familier. Cardan et tel autre fou s'en est vanté. Le Tasse croyait avoir le sien. Mais Cecco d'Ascoli fut brûlé vif, Pierre d'Albano, en effigie. Pétrarque dut s'en purger devant Clément VI. Thomas Campanella en porta la peine en prison, et je ne sais comment le franciscain Bacon s'y déroba. Quand je songe à ces faits, je m'afflige de voir la destinée des grands hommes en butte aux traits de la sottise.

CHAPITRE IX

Avant de décrire les grandes batailles qui changèrent les destinées du monde, les historiens ont coutume de décrire la position respective des deux armées, leurs forces matérielles et morales, les moyens d'attaque et de défense, afin que le lecteur puisse juger des généraux et des soldats, et des causes qui décidèrent la victoire. De même, actuellement que je vais raconter une lutte fameuse de l'intelligence humaine, qui eut tant de conséquences sur la société et ajouta tant de gloire au nom de fra Paolo, je crois convenable de faire précéder ce récit de deux épisodes nécessaires. Dans l'un, je dirai comment naquit la puissance des papes, comment elle grandit et déchut; dans l'autre, quelles ont été les règles du gouvernement vénitien et par quels moyens, seul entre tant de royaumes et de républiques, il s'est maintenu invulnérable aux foudres de Rome.

La papauté, aussi bien que la vieille Rome, cache son origine dans de ténébreuses traditions. Aucun monument contemporain ou voisin de l'époque ne nous atteste le voyage de saint Pierre à la capitale du monde, la fondation de sa chaire et son martyre. Aucun ne constate la réalité de l'existence de ses quatre successeurs, ni la durée de leur pontificat. Seulement, on peut admettre que saint Paul, arrivé à Rome vers l'an 57, y fonda une petite congrégation, composée presque toute de Levantins, et en laissa la direction à Aquila, prosélyte juif qu'il connut en Épire, et à Priscille, sa femme.

Historiquement, Aquila et Priscille devraient occuper la première place dans la série des papes. Aucune bonne raison ne nous autorise à croire que Lin, Clément, Clet et Anaclet (si pourtant ces deux derniers ne sont pas le même individu)

se soient succédé au siège de Rome. Il paraît, au contraire, qu'ils vécurent presque en même temps et ne furent que les papes ou anciens de petites communions que chacun rassemblait dans sa maison. L'Église ayant partout emprunté les formes de la société civile, et à Rome le culte étant confié à un collège de pontifes, les chrétiens remirent le gouvernement de leur cénacle à un collège d'anciens; et ce ne fut que vers les derniers jours du premier et les premiers jours du second siècle que Rome adopta le régime de l'Église d'Achaïe, en se donnant un inspecteur, en grec *episcopos*, évêque. Dans les trois premiers siècles, cette Église fut composée presque exclusivement de Grecs, Syriens, Africains, qui affluaient dans la capitale. Ses évêques furent presque tous des Orientaux, et ce n'est que dans la seconde moitié du III^e siècle qu'elle commença à compter des Romains.

Dans ses débuts, elle était si obscure qu'elle n'eut aucune part aux affaires des autres Églises; si humble, que l'hérétique Marcion, excommunié par son père, évêque, étant, vers 150, venu à Rome pour se faire absoudre, les pasteurs, loin de s'arroger cette autorité sans borne qu'ils usurpèrent des siècles plus tard, le renvoyèrent à son évêque, confessant que lui seul avait le droit de le réhabiliter; elle était si pauvre, que jusqu'en 220 les vases sacrés étaient de bois. Zéphyrin, évêque de Rome à cette époque, fut le premier qui usa de vases de verre. Environ dix ans après, un successeur les remplaça par des vases d'argent, juste au moment que l'empereur Alexandre Sévère prohibait l'argenterie au culte païen comme une pompe inutile et un faste mondain. En 254, le siège était devenu assez riche pour tenter l'ambition. Corneille et Novatien se le disputèrent, et l'élection leur donna à tous deux le même titre. Dès lors, pendant près de 150 ans, il y eut deux évêques à Rome, et même trois ou quatre, c'est à dire, que chaque secte avait le sien, jusqu'à ce que Damase, protégé du préfet

et des premiers sénateurs, bien que païens, réussit à dominer seul.

En 167, nous avons le premier exemple de l'intrusion des évêques de Rome dans les affaires générales de l'Église. Les chrétiens ne s'accordaient pas sur la date de la Pâque. Ceux de la province d'Asie, du Pont et de Cappadoce, appuyés sur la tradition des apôtres Jean et Philippe, la célébraient un jour ; et ceux de l'Achaïe et de l'Occident, invoquant la tradition des apôtres Pierre et Paul, la célébraient un autre jour : preuve de l'incertitude qui avait déjà envahi les traditions apostoliques. Saint Polycarpe, évêque d'Éphèse, alla trouver saint Anicet, évêque de Rome ; ils ne purent s'entendre ; mais ils se séparèrent amis.

La dispute se renouvela vers 198. Victor, Romain, en qui commençait à poindre l'esprit de domination, excommunia les Asiatiques, et ceux-ci excommunièrent Victor. Saint Irénée, évêque de Lyon, lui reprocha sa conduite, et saint Polycrate, évêque d'Éphèse, écrivit contre lui une catilinaire. La cause demeura indécise jusqu'au concile de Nicée, en 325.

Vers 256, saint Étienne, évêque de Rome, eut une vive altercation avec saint Cyprien, évêque de Carthage, touchant la validité du baptême conféré par les hérétiques. L'Africain le déclarait nul ; le Romain le tenait pour bon ; ils échangèrent une violente polémique, ils s'excommunièrent. Saint Augustin dit que Cyprien eut raison de soutenir son droit ; qu'Étienne avait tort de prétendre dicter la loi sur une matière qui n'avait été résolue par aucun concile.

Vers le même temps, deux évêques espagnols déposés recoururent à Étienne, qui les rétablit. C'était contraire à la discipline en vigueur : les causes des prêtres devaient être jugées dans leur province, et les appels étaient défendus. Les prélats d'Espagne se plaignirent à Cyprien, qui répondit de ne pas faire attention aux paroles d'Étienne ; et que les deux

léposés avaient commis un nouveau péché en recourant à un évêque étranger.

Vers 311, en Afrique, se déclara le schisme des donatistes. L'empereur Constantin, au tribunal de qui fut portée la cause, la soumit, en 313, à l'examen de Melchiade, évêque de Rome, et d'autres prélats gaulois. Leur jugement ayant déplu aux donatistes, qui déclinaient la compétence des juges, l'empereur renvoya l'affaire, l'année suivante, à un concile réuni à Arles. Mais les donatistes appelèrent de la sentence au tribunal de l'empereur, qui prononça définitivement à Milan, en 316.

Ces exemples suffirent à montrer que l'évêque de Rome n'avait pas une puissance supérieure. Bien plus, la prééminence hiérarchique fut, pendant bien deux siècles, attribuée à la chaire d'Alexandrie, et Éracle, pasteur de cette ville, mort en 251, fut le premier qui prit le titre de *béatissime pape*. Ce titre fut donné ensuite à saint Cyprien aussi, qui, au dire de saint Grégoire de Naziance, occupa, tant qu'il vécut, le rang de premier évêque et de président de l'Église. Il est bon de dire que cette qualification ne se donnait qu'aux morts, suivant l'usage des Romains qui divinisaient les empereurs défunts. Saint Jérôme, le premier, par adulation ou par emphase, la prodigua même aux vivants, à saint Augustin, d'Hippone, à saint Ambroise, de Milan, à Chromace, d'Aquilée, Damase, de Rome, en général, à tous ses amis et protecteurs. Sirice, successeur de Damase, en 384, fut le premier qui se l'attribua dans une décrétale à Himère, évêque de Tarragone.

On sait que le grand pontife était le chef du culte national des Romains : dignité illustre, récompense de ceux qui avaient parcouru les offices les plus insignes de la république, devenue plus illustre encore depuis Auguste, qu'elle fut inséparable du principat. Constantin, qui se disait évêque des chrétiens, était à la fois pontife des gentils, et le pontificat continua chez ses successeurs, jusqu'à Gratien qui refusa,

pour incompatibilité. Les évêques de Rome ne furent aussi délicats. Les païens de l'époque d'Ammien Marcellin nommaient grands pontifes des chrétiens; ils n'eurent de décliner un titre qui impliquait grandeur et puissance fait, l'opinion publique accoutumée à confondre le pontificat avec la dignité impériale, se fit à mettre l'évêque de Rome relativement aux chrétiens, sur le même pied que l'empereur relativement aux autres. Dans la suite des temps, les papes voulant s'égaliser à la dignité impériale, usurpèrent les titres de très saint, de très saint, qui n'appartenaient qu'aux Augustes, et de là encore la pourpre, la chlamyde, l'étole, la ceinture, et autres insignes.

D'autre part, Rome était le centre de l'empire, le siège de l'autorité. Comme si les autres cités n'étaient que des bourgs, elle seule se nommait la ville. Fût-ce aux confins de la Perse, quand on disait la ville, c'est Rome qu'on avait en vue. Dans les historiens du temps, ou dans les édits des empereurs, elle est presque toujours indiquée par l'antonomase de ville éternelle ou de cité maîtresse. Elle était la cité sainte des païens et des chrétiens; et parmi ces derniers circulait une prophétie qu'avec Rome finirait le monde. Aussi, quand elle fut prise et saccagée par Alaric, en 408, l'épouvante fut universelle, et saint Jérôme atterré écrivit que le dernier jour était proche.

Après ces préliminaires, je rappellerai ce que j'ai dit plus haut, que le gouvernement ecclésiastique emprunta ses formes extérieures au gouvernement civil. Les évêques de la métropole, où siégeaient les gouverneurs, commencèrent, entre le second et le troisième siècle, à prendre la qualité d'évêques du premier siège, plus tard de métropolitains, et à s'attribuer la primauté sur les évêques provinciaux. De là, une fois accepté le principe que l'Église est Une mystiquement, la conséquence inévitable, c'est que le centre de cette unité mystique devait être Rome.

Au quatrième siècle, survinrent les troubles suscités par l'hérésie d'Arius. Les évêques de Rome en tirèrent avantage pour étendre leur influence sur des Églises lointaines en se posant en arbitres, épaulant tantôt l'une, tantôt l'autre faction, profitant de toutes les concessions faites à leur autorité ou par l'adulation ou par le besoin, et les convertissant en droit. Il était de jurisprudence que les causes ecclésiastiques fussent jugées sur les lieux et par les évêques de la province. Mais les conciles, dominés alors par des coquins, avaient perdu toute force. Cela permit à Osius, évêque de Cordoue, de faire accepter au concile de Sardique, en 347, un canon (à moins qu'il n'ait été falsifié, plusieurs années après, comme le croient beaucoup d'érudits), qui est la pierre angulaire de la monarchie papale : « Les évêques, dit-il, voulant appeler d'un concile, pourront honorer, s'il leur plaît, la chaire de saint Pierre et déférer au jugement de l'évêque romain. »

Cet acte, purement provisoire, d'un concile qui n'eut jamais aucune autorité, et dont l'application était laissée au libre vouloir des appelants, fut par les papes converti en une loi obligatoire. Un siècle après, Zosime voulut s'en prévaloir contre le clergé d'Afrique, lequel, encouragé par saint Augustin, rejeta le canon, et déclara nuls les appels d'outre-mer. Mais les papes ne trouvant pas toujours et partout une égale résistance, à force de revenir à la charge, réussirent à enraciner l'abus des appels à leur tribunal.

Vingt-cinq ans après le concile de Sardique, Damase obtint de l'empereur Valentinien I^{er} la faculté de juger ses collègues ; et Léon I^{er}, dit le Grand, obtint de l'empereur Valentinien III d'autres rescrits encore plus larges et plus profitables à son siège. Il ne faut pas toujours rejeter la faute de ces faveurs sur l'imbécillité des princes ou l'astuce des pontifes ; il faut les reporter à des circonstances naturelles et aux besoins du temps et de la politique. Le clergé commençait à imposer au

peuple, et dans la décadence de l'empire et le désordre des provinces avivé par les discordes cléricales, il devenait utile à la cour impériale de grandir les évêques de Rome, plus voisins du trône et plus sujets, et de concentrer en eux et dans leur conseil toute la puissance sacerdotale chrétienne, comme le sacerdoce païen concentrait sa puissance dans le grand pontife et son collège.

En Orient, où le christianisme se consolida plus tôt, nombre de sièges se disaient fondés par les apôtres et beaucoup de cités luttèrent de grandeur et de richesses. De là rivalité des évêques; et la religion étant troublée par des hérésies, aucun ne put s'élever jusqu'à dominer les autres. Les pasteurs d'Alexandrie et d'Antioche avaient une certaine prépondérance, il est vrai, mais bientôt l'évêque de Constantinople se mit à leur niveau; ensuite, en 381, il obtint du concile de Constantinople le premier rang après Rome. En 451, au concile de Chalcédoine, sa dignité et sa puissance fut égalée à celle des évêques romains, malgré les protestations du pape Léon I^{er}. Cette superbe du patriarche byzantin excita l'envie d'Alexandrie et d'Antioche qui, par vengeance, se déclarèrent en faveur de la suprématie romaine.

Dans l'Occident, le christianisme s'introduisit à tâtons. Entre le II^e et le III^e siècle, des communautés chrétiennes, colonies de Grecs d'Asie, s'établirent à Paris, à Lyon et à Vienne en Dauphiné; mais elles ne prospérèrent pas, et tombaient en décadence quand, vers le milieu du IV^e siècle, Fabien, évêque de Rome, y envoya une autre colonie de missionnaires latins. La nouvelle foi avait été un peu plus heureuse en Espagne. Mais les Italiens, au temps de Constantin, étaient encore plongés dans les ténèbres du paganisme; et cinquante ans plus tard, les masses demeuraient fidèles au vieux culte. Les églises étant rares et éparpillées, les évêques de Rome purent se fortifier à leur aise et dominer sans rivaux; et quand,

vers le milieu du iv^e siècle, les églises de Milan, Aquilée et Ravenne surgirent, la réputation de Rome était déjà faite. A ce temps, la juridiction des papes ne sortait pas des provinces suburbicaires, c'est à dire, d'un rayon de cent milles autour de Rome. C'était la juridiction du préfet de la ville. L'évêque de Milan étendait son pouvoir sur tout le vicariat d'Italie, c'est à dire, du Rubicon aux Alpes, jusque dans la Rhétie, la Bavière, la Pannonie. Il avait le pas sur le patriarche d'Aquilée, et les deux se consacraient tour à tour. Ceux de Ravenne se disaient autocéphales, c'est à dire, indépendants; et beaucoup de cités de Toscane, de la Flaminie et du Picentin dans le vicariat de Rome, leur prêtaient obéissance, comme à leur métropolitain.

Outre les avantages que nous avons déjà mentionnés, les papes avaient encore un privilège bien puissant, la richesse. Par là, ils acquirent de nombreuses clientèles dans la grande Grèce, en Sicile, en Sardaigne, dans l'Illyrie, les Gaules, dans presque tout l'Occident. En 485, ils s'étaient déjà élevés à une puissance telle qu'Odoacre, roi d'Italie, en prit ombrage, et promulgua une loi qui défendait d'élire aucun pontife sans l'assentiment royal. Théodoric, qui annula tous les actes de son prédécesseur, conserva cette loi, encore qu'elle déplût aux Romains. Amalasunte, sa fille, pour les consoler, abandonna au tribunal des papes certaines causes entre membres du clergé et entre prêtres et laïques. A la déchéance des Goths, les empereurs grecs non seulement maintinrent la loi d'Odoacre, mais ils en aggravèrent les dispositions et même soumirent à une taxe la confirmation des papes.

Mais la fortune continua à favoriser la papauté. L'église de Milan, splendide rivale de Rome, tomba dans une décadence soudaine. Après saint Ambroise, et après la destruction de la ville par les Bourguignons, en 559, ses évêques, près d'un siècle durant, fixèrent leur résidence à Gênes. Aquilée, ruinée

par plusieurs dévastations, fut, par surcroît, déchirée par un schisme; l'église de Grado s'en détacha; et les papes, s'entre-mettant dans leurs contestations, manœuvrèrent si bien que, vers 595, Grégoire I^{er} disposait de leurs revenus et du choix de leurs pasteurs. Les prélats de Ravenne se soutinrent plus longtemps par la protection des exarques; mais ces vice-rois et les empereurs ayant trop souvent besoin d'amadouer les papes, ils furent contraints plus d'une fois de leur sacrifier la dignité des autocéphales, lesquels ne purent jamais prendre une indépendance décisive et finirent par être subjugués par le siège de Rome.

De 590 à 795, c'est à dire de l'élection de Grégoire I^{er} à Léon III, le pontificat était une dignité dont nous ne pouvons donner une idée exacte. Le pape était élu militairement, à peu près comme les pachas des barbaresques. Le clergé, la noblesse et le peuple se réunissaient armés sur une place ou dans une église, chacun sous la bannière de son quartier, de son école ou frérie, chaque bande conduite par ses chefs, nommés juges. Si l'on ne tombait pas d'accord sur le candidat, les partis décidaient la question à coups de sabre ou de hallebarde. L'élection faite, le nouveau pontife montait à cheval, et conduit processionnellement à l'église de Saint-Jean-de-Latran, il était intronisé. La procession était un mélange de militaire et de religieux. Avec les étendards de guerre marchaient les croix et les bannières de paroisse. Avec les sons belliqueux des trompettes se confondaient les antiennes et les psaumes. Au milieu d'hommes armés chevauchaient les prêtres en tunique et en étole. La troupe était précédée d'enfants des deux sexes vêtus de blanc, portant en main des branches d'olivier; et pendant que les soldats entonnaient des chants guerriers, le chœur des femmes répétait des litanies.

Gouvernement civil et gouvernement religieux ne faisaient

qu'un. A la tête se trouvait le pape, magistrat strictement constitutionnel. Il ne décidait aucune affaire d'importance sans l'assentiment de l'assemblée, dite concile. A ce concile intervenaient non seulement les prêtres, mais les premiers des nobles et du peuple. Outre l'autorité politico-sacerdotale restreinte au seul duché de Rome, ou, suivant les circonstances, à l'Italie romaine, les pontifes très fréquemment étaient consultés sur des cas de conscience par des évêques des Gaules ou de l'Espagne, d'Angleterre ou de Germanie; ils recevaient la visite ou les députations de princes barbares, anglo-saxons surtout, qui envoyaient de riches offrandes au tombeau de saint Pierre. Si les papes n'arboraient point cette puissance absolue qu'ils s'arrogent aujourd'hui, ils avaient une puissance d'opinion qui ne rencontrait pas d'opposition; et par le conseil et l'action ils exerçaient leur influence sur tout l'Occident.

Chez les Grecs, ils ne jouissaient pas du même prestige. Les empereurs par dépit, les patriarches byzantins par rivalité, les auraient voulu humilier. Mais les forces ne répondaient pas aux désirs. En Italie, le pouvoir des papes était de beaucoup supérieur à celui des Augustes de Constantinople, lesquels, par intérêt et politique, étaient contraints à les traiter avec égards et à ménager leurs susceptibilités. De leur côté, les pontifes se reconnaissaient sujets de l'empereur; ils obéissaient à leurs lois et respectaient leurs décisions.

Dans la constitution de l'empire, les Augustes étaient chefs de la société civile et religieuse. Par suite, comme le remarque l'historien Socrate, les empereurs, dès qu'ils eurent reçu le baptême, eurent la haute main sur l'Eglise; ils disposèrent des conciles, expressément convoqués par eux, présidés par eux; eux seuls avaient le droit d'en approuver les canons. Et ce qui aujourd'hui serait une monstruosité à faire horreur à tous les bons prélats, si est-il que le deuxième concile de Nicée

fut convoqué (787) par une femme; sur ses ordres transféré de Nicée à Constantinople; elle s'en fit lire les décrets et les approuva; elle congédia le synode et remercia les pères. Cette femme, c'est l'impératrice Irène; ce concile, c'est le septième parmi les œcuméniques, c'est à dire inspirés par le Saint-Esprit.

Les empereurs avaient du reste la main haute sur la discipline intérieure ou extérieure. Ils portaient des lois sur les évêques et les clercs, les moines et les églises, les fêtes et les rites; ils donnaient des dispenses de mariage, ils décidaient même du dogme. Ainsi l'empereur Théodose (381) s'étant fait remettre les confessions de foi des nicéens et des ariens, il les lut, et de sa propre autorité proclama la croyance légale. A leur tribunal ressortissaient les accusations contre les évêques. Ainsi Constantin jugea saint Sylvestre, et Valentinien, Damase. Ils en firent autant dans les querelles de compétence à propos de schisme; ainsi l'empereur Honorius prononça entre Boniface et Eulale, et le roi Théodoric entre Symmaque et Laurent, qui se disputaient le siège de Rome.

Mais pendant les deux siècles que l'Italie fut disputée par les Grecs aux Lombards, à cette école de l'adversité les papes apprirent la prudence et la sagesse; ils gagnèrent l'amour des peuples et se rendirent presque nécessaires. Les Italiens haïssaient les Lombards, barbares et féroces; et le gouvernement grec, fléchissant tous les jours davantage, n'avait plus la force de les protéger contre les rapines incessantes de ces sauvages Germains. Les papes redoublèrent de zèle et d'autorité pour défendre les terres qui avaient échappé à la souveraineté lombarde, et par là leur considération s'accrut à ce point que, vers le milieu du viii^e siècle, ils apparaissent comme les appuis de ce fantôme nommé l'empire, et les protecteurs des républiques fédératives de l'Italie romaine. Choisis parmi des hommes façonnés de bonne heure aux lettres et aux affaires,

aucune époque n'offre une succession aussi continue de grands hommes que les pontifes qui régnèrent de la décadence de l'empire d'Occident vers 440 jusqu'à sa résurrection en 800.

Ce fut alors une révolution européenne. Il n'entre pas dans mon plan d'en raconter les biens et les maux. Je dirai seulement que jusque-là les papes s'étaient grandis par des œuvres bienfaisantes ou louables ; mais, après Charlemagne, la prospérité, les richesses, le faste, l'orgueil les corrompit, et ils corrompirent le monde. La cause principale de la dépravation de l'église, de ce bouleversement du bon ordre et de toute discipline régulière, ce fut une solennelle imposture, ce furent les fausses décrétales. Élaborées entre le ^{viii}^e et le ^{ix}^e siècle, elles furent pendant plus de huit cents ans la règle de l'église ; et quand la fraude fut dévoilée, les conséquences n'en subsistèrent pas moins. Grâce aux fausses décrétales, s'effaça l'autorité des évêques et des métropolitains, fut amoindrie l'autorité des synodes généraux, oubliés les synodes provinciaux, bouleversée l'antique discipline. Les règles du gouvernement mondain furent appliquées au gouvernement spirituel ; les excommunications eurent des effets civils, et les papes outre mesure exaltés usurpèrent la monarchie universelle. De tous ces résultats il sera bon de toucher quelques mots.

Les évêques, ou inspecteurs de l'église, institués dès le temps des apôtres, étaient élus par le peuple, et sacrés par trois évêques de la province. Encore que l'église fût une, chaque pasteur, comme dit saint Cyprien, avait reçu sa part *in solidum* et la gouvernait indépendamment. Pour les affaires de la paroisse, comme on disait alors, ou du diocèse, comme on dit aujourd'hui, l'évêque convoquait une assemblée de tous ses prêtres et diacres, chacun avec droit de vote. Pour les affaires de la province, le métropolitain convoquait en concile tous les évêques et prêtres, et la décision était prise de com-

mun accord. Les affaires générales de l'église étaient discutées dans les conciles généraux, convoqués par l'empereur. Les causes des prêtres ne pouvaient être instruites hors de leur province; c'était violer les canons que d'appeler d'un métropolitain à un autre. Mais par ces causes, dont j'ai parlé déjà, les papes commencèrent à allonger le bras et s'arroger une autorité au delà des limites que leur traçaient les lois ecclésiastiques. Les évêques d'Occident, pasteurs de troupeaux barbares, tantôt par ignorance, tantôt pour donner du poids à leurs résolutions, avaient coutume de s'entendre avec l'évêque de Rome, qui chez des peuples simples avait la réputation d'un oracle céleste. Mais le conseil demandé prit peu à peu un air de commandement; une déférence spontanée devint une obligation. En France particulièrement, les prélats se chamaillaient toujours, et dans leurs querelles chaque parti cherchait à mettre dans la balance le suffrage de Rome. L'indiscipline gagna aussi les prêtres; et ne voulant pas obéir à la sentence de leurs évêques, ils avaient recours au pape. Ces abus se multiplièrent; et par suite, de fait sinon de droit, les appels, en abomination à l'église, étaient intronisés. Les causes portées à Rome n'intéressaient pas seulement le clergé, mais le siècle, les laïques et même les princes. Dans les dernières années du x^e siècle, elles montaient déjà à un chiffre si haut, la vénalité et la cupidité des tribunaux romains étaient si scandaleuses, qu'ils provoquèrent les plus vives plaintes des évêques français réunis au concile de Reims.

Les empereurs d'Orient donnaient, à titre d'honneur, des manteaux de pourpre, qu'ils nommaient pallium, de la même façon que le padicha distribue des castans. Les prêtres, qui ont la fureur des distinctions dans les titres et dans les habits, firent du pallium un insigne particulier de leur hiérarchie. Avec le temps, les papes en changèrent la forme. Le manteau

rouge fut transformé en un collier de laine blanche chargé de croisettes noires, préparé avec cette recherche de cérémonies, avec laquelle Rome a le talent de donner de l'importance à des bagatelles. C'est la laine d'un agneau béni par le pape, le jour de sainte Agnès, ensuite nourri dans un couvent de nonnettes. La toison est enlevée par des mains sacrées, filée, puis tissée par des mains sacrées. Le pallium ensuite est déposé en solennité sur le tombeau de saint Pierre; il y passe toute une nuit, afin que le prince des apôtres mette la dernière main à la fabrication.

Le premier des pontifes qui conféra le pallium fut Symmaque, qui, vers 500, le donna à Césaire, évêque d'Arles; mais cette décoration était tellement du droit des Augustes, que le pape n'osa pas la distribuer sans en avoir demandé la permission à l'empereur Anastase. Environ quarante ans après, Vigile en gratifia Ausone, successeur de Césaire; mais dans le diplôme, il employa une de ces duplicités familières à la chancellerie romaine. Il dit que les seuls empereurs peuvent distribuer le pallium; que les très cléments princes Justinien et Théodora le conféraient à Ausone, sur les instances du glorieux et excellentissime patrice Bélisaire, et (faites attention) lui, pape Vigile; en donnait l'usage par l'autorité de saint Pierre: subterfuge qui servit à ses successeurs, et principalement à saint Grégoire, pour décerner le pallium, même sans recourir à la cour de Constantinople. La vanité en fit une décoration indispensable des métropolitains. Dans le début, les papes l'envoyèrent; ensuite, vers 1000, ils obligèrent les métropolitains à l'aller prendre à Rome. A cette fin, l'on falsifia un canon du huitième concile général. Cela ne fait pas grand honneur à la cour romaine que le faux soit si souvent l'instrument de sa grandeur. Elle falsifia les canons de Nicée, afin d'interpoler ceux de Sardique qu'elle voulait accréditer. Elle est faussaire dans la donation de Constantin pour duper

Pepin et Charlemagne, etc., et afin d'acquérir un domaine temporel; elle est faussaire dans les décrétales, pour asseoir son despotisme. Les papes ont raison de se cacher dans le mystère, et d'abhorrer les curieux qui prétendent soulever le voile.

Le pallium entraîna une importante conséquence. Au concile de Francfort, en 742, Boniface, archevêque de Mayence, non seulement contraignit les métropolitains des Gaules et de la Germanie à demander le pallium, mais encore prescrivit à tous les prélats un serment de respect envers le saint siège. Au siècle suivant, la formule de Boniface reçut de nouvelles clauses par le fait de Nicolas I^{er} et de Jean VIII; et dans le xi^e, Grégoire VII la réduisit en un véritable serment de féauté et vasselage. Le même Grégoire VII, après avoir obligé les métropolitains à venir à Rome prendre le pallium, obligea au voyage les autres prélats pour être examinés et sacrés. Outre l'exaltation de l'autorité, ces innovations accroissaient encore les richesses du pape. Car le pallium et les ordinations ne s'accordent pas gratis. En 1190, un évêque français déboursa pour sa consécration sept cents marcs d'argent.

Les curialistes disent que l'examen sert à exclure les ignorants, et à maintenir la bonne discipline. Il vaut mieux dire que c'est un moyen de ravalier les évêques, les tenir dans la sujétion, et faire sentir la distance infinie qui les sépare du vice-Dieu. « Les ordinands, dit Scipion de Ricci, sont à genoux
« au milieu d'une nombreuse assemblée présidée par le pape,
« pendant qu'ils sont interrogés par les examinateurs, moines
« d'ordinaire. Du reste, quiconque a l'habitude de cette for-
« malité n'ignore pas que les examinateurs communiquent
« précédemment les questions, et même les livres dont ils
« consentent que l'on tire la réponse. Car la terreur qu'ils
« ont d'être mis dans la nasse et de faire pauvre figure n'
« pas moindre que celle que peut avoir l'examiné. »

fausses décrétales accréditant la maxime erronée que les conciles œcuméniques, provinciaux et diocésains n'ont aucune, s'ils ne sont validés par le pape, il s'arrogea le droit d'envoyer des légats auxquels il attribuait la puissance des évêques et le droit de présider et diriger les conciles. Cette nouvelle servitude répugnait aux prélats. Après une vive opposition, ils cessèrent de convoquer aucune assemblée. Cette négligence laissa la porte ouverte aux abus et à la discipline sacerdotale.

Les canons prohibaient la translation d'un siège à l'autre ; on ne pouvait de deux sièges, le partage d'un diocèse en deux, impossible sans le consentement du métropolitain ; mais la cupidité ou l'ambition poussait les évêques ultramontains à se marier avec une épouse pauvre pour s'unir à une autre mieux dotée et afin de donner à l'abus une apparence de légalité, ils avaient coutume d'invoquer la sanction de Rome. Ensuite l'invasion des Normands et des Sarrasins, les villes étant dévastées, les habitants en fuite, les églises en ruine, les diocèses à l'abandon, cette situation fit recourir aux papes. Ils transféraient le gouvernement d'un diocèse à un évêque voisin, transférant provisoirement deux menses pauvres. Parfois une ville, en raison d'une étendue trop vaste, de guerres entre les seigneurs, ou de querelles entre l'évêque et le clergé, était partagée en deux par le pape, d'accord avec le métropolitain. Mais ces fausses décrétales donnèrent aux pontifes une pleine autorité sur les translations, unions ou partages. Ce fut une source de désordres, de simonies et de toutes sortes de corruptions.

Ces fausses décrétales, vu la puissance illimitée qu'elles attribuaient aux pontifes, furent légalisées toutes les prétentions exorbitantes des clercs touchant leurs immunités et leurs privilèges. Constantin fut le premier qui permit à l'église d'acquiescer aux acquisitions d'immeubles par donation ; et cinquante ans après,

l'avidité des clercs avait été si loin, que² (en 370) Valentinien I^{er} leur défendit d'accepter des legs même par personne interposée : loi qui mérita la chaleureuse approbation de saint Ambroise et de saint Jérôme. Néanmoins, elle fut abolie plus tard, et les prêtres, tirant parti de la superstition qu'ils prêchaient, non seulement ils s'enrichirent, mais entourèrent leurs richesses d'un vernis de sainteté et de propriété divine, et en déduisirent la conséquence qu'elles étaient inviolables. Encore que saint Ambroise et Grégoire le Grand, d'autres historiens et docteurs, attestent que les biens de l'église payaient le tribut, les prêtres des royaumes ultramontains, appliquant la théorie hébraïque et le système féodal au gouvernement de l'église, introduisirent les dîmes et les prémices à charge des laïques, et les exemptions d'impôts en faveur des clercs, prétendant que leurs biens appartenant à Dieu ne pouvaient être grevés par des gouvernements séculiers. Aussi, les prêtres acquérant toujours et ne contribuant pas aux charges, l'église s'enrichissait d'une manière effrayante, l'État s'appauvriissait, les arts et l'agriculture dépérissaient.

Salomon dit qu'il y a trois choses insatiables, et une quatrième qui ne dit jamais : Assez. Ce sont le tombeau, la femme stérile, la terre toujours altérée de pluie, et le feu auquel nul aliment ne suffit. Si le roi moraliste avait vécu vingt siècles plus tard, il aurait dû en ajouter une cinquième, beaucoup plus gourmande que les quatre ensemble. Car le clergé, quoi qu'il ait acquis de richesses et de puissance, et par suite de vices, n'a jamais dit : Assez.

* Constantin le Grand, vers 313, dit fra Paolo, exempta les ecclésiastiques des charges publiques, personnelles, curiales. Constance et Constant, ses fils, y ajoutèrent l'exemption des impôts sordides et du cens; ils enlevèrent les évêques à la juridiction des tribunaux séculiers : le reste du clergé continuant à ressortir au juge civil ou criminel. Sur le même sujet,

il y a d'autres lois, une de Valens et Gratien, vers 380, l'autre d'Arcade et Honorius, vers 400 ; mais en 420, Honorius et Théodose II, et plus tard le même Théodose et Valentinien III cédèrent le jugement des clercs aux évêques, si les deux parties y consentaient ; mais si l'une récusait le prélat, le jugement demeurait au magistrat. Ce qui fut confirmé par Martien vers 460, et par Léon son successeur. Nouvel amendement sous Justinien, vers 560. Dans les causes civiles, les gens d'église devaient être soumis à l'évêque ; au juge laïque, dans les causes criminelles. Cela dura jusqu'en 650 qu'Héraclius les exempta des magistrats tant au civil qu'au criminel, sauf pourtant toujours l'autorité des délégués du prince. Jusqu'à la division de l'empire, cette règle fut toujours observée, et elle demeura la règle de l'église grecque tant que subsista la croix sur les coupoles de Byzance.

Mais l'empire d'Occident et sa législation furent enveloppés sous les mêmes ruines. Les rois barbares ne sachant pas lire, et n'entendant rien aux disputes des prêtres, les laissèrent faire. Peu à peu le clergé constitua dans l'État un État indépendant ; il se gouverna par ses lois et ses tribunaux, et il y fit comparaitre le siècle. Si un laïque plaidait contre un prêtre, il devait se soumettre au jugement des prêtres. Si un clerc se plaignait d'un laïque, il l'entraînait devant le tribunal ecclésiastique ; et là les procès toujours longs rencontraient des juges corrompus par la partialité et l'avarice. Ensuite, les prêtres s'arrogeant le droit de prononcer sur tout ce qui tient à la religion — et bien ou mal il n'y a rien où la religion ne se mêle — ils devinrent sous ce prétexte les maîtres absolus de toutes les relations, de toutes les transactions sociales ; et pour grouper autour d'eux de nombreuses clientèles et des instruments de pouvoir, non contents d'avoir affranchi leurs personnes des charges publiques, et des tribunaux ordinaires, ils en exemptèrent aussi leurs familles et leurs dépendances, dites

de ce chef personnes privilégiées. Les théologiens décrétèrent que même les concubines des prêtres appartenaient au for de l'église. Ce n'est pas une plaisanterie, ni une invention de fra Paolo, comme plusieurs l'ont cru; c'est un point de jurisprudence canonique, noté par les glossateurs : *uxor non legitima, cum est de familia sacerdotis, est de foro ecclesiæ, sicuti et alii qui sunt de familia ejus.*

A cela contribua la superstitieuse soumission que les nations germaniques professaient pour leurs druides ou prêtres. Le christianisme prêché par des missionnaires ignorants, qui n'étaient pas toujours désintéressés ni sincères, alla se fondre dans le druidisme, et de la fusion sortit un culte métis qui avait du christianisme le nom et les apparences, mais qui était une belle et bonne idolâtrie. Cela arriva surtout dans les Gaules et dans la Bretagne, où les druides supplantés léguèrent au clergé leur prépondérance et leurs richesses. Les richesses engendrèrent la corruption, puis la discorde et les guerres, qui firent sentir la nécessité d'un juge indépendant. L'archidruide était le grand pontife des Celtes; seul interprète des secrets divins, il exerçait sur le sacerdoce subalterne et sur les laïques une autorité pleine, absolue, redoutable. Cette religion disparue, les évêques reprirent le rôle des druides, et, aux yeux des barbares, l'archidruide fut remplacé par l'évêque de Rome, d'autant plus vénérable qu'il se cachait dans un lointain mystérieux; divinité mortelle, mais absorbée dans des contemplations célestes, glorifiée par les prêtres et les pèlerins qui visitaient la cité sainte et qui, en ignorant la fragilité, la voyaient et l'adoraient parmi les rayons d'une imposante pompe religieuse.

Finalement, les fausses décrétales, révolutionnant l'ordre des choses, posèrent la maxime que la dignité pontificale est supérieure à la dignité impériale. Comme nous l'avons dit, le pontife nouvellement élu ne pouvait exercer son office avant

d'être confirmé par un rescrit de la cour de Constantinople. L'empire ayant été restauré en faveur de Charlemagne et de sa famille, non seulement le même usage fut maintenu, mais plusieurs fois les empereurs francs, en personne ou par commissaires, jugèrent les papes accusés d'un crime, ou dans leurs procès contre des évêques ou abbés. Les trois Othon furent très jaloux de ce droit; mais leurs successeurs n'y mirent point la même vigilance; peu à peu les papes en prirent l'occasion de s'émanciper, et Grégoire VII de déclarer cette dépendance tout illégitime, en se fondant sur la raison que les empereurs recevant des papes la couronne leur étaient naturellement inférieurs, et non supérieurs. De fait, Charlemagne fut couronné à Rome par Léon III, en 800; mais ce prince, prévoyant le danger dont la continuation de ce rite pouvait menacer ses successeurs en relevant l'importance du clergé, voulut que son fils Louis, déclaré empereur à Aix-la-Chapelle, en 815, se posât lui-même la couronne sur la tête. Mais Louis, débonnaire et bigot, ne put se persuader qu'il fût un empereur légitime, tant que le pape Étienne V, appelé par lui en France en 816, n'eût renouvelé la cérémonie dans la cathédrale de Reims. Même préjugé chez les autres empereurs, et ainsi s'enracina l'opinion qu'aux papes seuls appartenait de conférer la dignité impériale. Et comme dans le droit public du temps, l'empereur était réputé le chef et le supérieur de tous les autres rois et princes, on en tira la conséquence que tous aussi étaient inférieurs aux pontifes, lesquels pouvaient disposer des couronnes et des domaines d'autrui, les reprendre et les donner à qui leur plaisait.

Il est étrange que la puissance des papes continuât à grandir dans l'opinion des ultramontains, alors qu'à Rome elle courait grand risque d'être réduite à néant. Au ^{x^{me}} siècle, les comtes de Tusculum, s'étant rendus maîtres de la cité et du château Saint-Ange, mirent la papauté aux abois. Pire

encore devint la situation sous les Othon qui tinrent l'Italie de 960 jusqu'à la fin du siècle. Voulant établir leur capitale à Ravenne et jaloux des papes, ils les dépouillèrent de toute puissance temporelle et de toute influence dans Rome; ils les effacèrent, ils en firent des instruments de leurs desseins. Mais quand la race des Othon fut éteinte, les Italiens, qui avaient grandement pâti des cruautés des Allemands, songèrent à se gouverner en communes. On n'avait pas encore atteint la première moitié du XI^e siècle, qu'un grand nombre de villes s'étaient constituées en autant de républiques. Les papes alors se redressèrent, et secondant cet élan de liberté, ils acquirent bientôt une puissance formidable.

Le célèbre moine Hildebrand, « élevé et instruit dans Rome, « dit le Microloge, scruta soigneusement les traditions apostoliques (c'est à dire les opinions favorables à la grandeur « papale), et après les avoir recherchées, il s'appliqua soigneusement à les mettre en pratique. » Il essaya ses premières armes sous les pontificats de Léon IX, Victor II, Étienne IX, Nicolas et Alexandre II, dont il fut le secrétaire, ou, pour mieux dire, le directeur; ensuite, pape lui-même, de 1073 à 1086, sous le nom de Grégoire VII, il y mit la dernière main. Il trouva dans les passions du temps, dans la haine des Italiens contre les empereurs allemands et dans l'ambition de la fameuse comtesse Mathilde, sa protectrice, autant de puissants éléments de succès. Il humilia un empereur; il fut lui-même persécuté et malheureux; il mourut exilé, toujours fier et intraitable. Les Romains en ont fait un saint; pour les ultramontains, c'est un grand coupable; mais certainement, c'est un grand homme, et sinon le créateur, du moins l'organisateur de la monarchie papale. Ayant recueilli et fécondé les germes semés dans une longue suite de siècles par le talent et la fortune, il en modéla un système complet, et, pour me servir des paroles de Baronius, «

« réduisit à vingt-neuf articles les maximes reçues et pratiquées jusqu'alors, afin de réprimer l'audace des évêques et des tyrans. »

Ces maximes, les voici :

Seule, l'église romaine est une fondation de Dieu, le pape, le seul évêque universel ; lui seul, à son gré, peut déposer et absoudre les évêques, les transférer d'un siège à l'autre, créer de nouveaux sièges, les scinder, les unir, en somme faire des lois comme il lui plaît et imposer aux évêques telle obligation qu'il lui plaît. Sans son assentiment, aucun concile n'est légitime, aucun livre saint n'est canonique ; il peut juger tout le monde, et nul ne peut le juger. Toutes les causes majeures de l'église doivent être portées à son tribunal, et commet un péché celui qui blâme un appel au siège apostolique. Il peut réformer les sentences de chacun, et personne ne peut réformer les siennes ; car le chef de l'église romaine est infaillible et le pape canoniquement élu est saint. Son nom est le seul qui doive être récité dans l'église et qui soit sacré au monde.

Le pape seul peut porter les insignes de l'empire, créer et déposer les empereurs, délier les sujets du serment de fidélité. Tous les princes sont tenus de lui baiser les pieds. Celui qui n'est pas en communion avec l'église romaine et qui ne professe pas ces maximes, n'est pas catholique ; et celui qui est excommunié du pape doit être repoussé de tout le monde.

Les esprits s'étaient faits par une longue habitude à regarder comme des vérités incontestables des erreurs aussi énormes. Aussi ne devons-nous pas être surpris que, mises en pratique légale, elles aient obtenu créance et l'adhésion des jurisconsultes et des théologiens. Burchard, ensuite Ives, et finalement Gratien les insérèrent dans leurs canons, qui devinrent le code de toute l'Europe. D'autres papes les accrurent, d'autres glossateurs les interprétèrent et amplifièrent, et l'autorité des papes devint égale et supérieure à celle de Dieu.

Outre les droits que nous avons énumérés, en se disant patrons de tous les bénéfices ecclésiastiques, ils s'arrogèrent le droit de les conférer, de les donner en commende, de les grever de pensions, les soumettre à des regrès et des réserves, ou des permutations. Se disant patrons de tous les biens meubles et fonciers des églises et lieux saints, ils prétendirent au pouvoir d'en disposer seuls ou de permettre à l'État de lever des décimes ou impôts; ils s'attribuèrent à eux seuls la faculté d'accorder des exemptions, dispenses ou privilèges aux clercs, aux ordres religieux et aux laïques, de disposer par testament des biens de l'église; ils s'arrogèrent le droit d'hériter des dépouilles des bénéficiés, ou d'exiger à leur profit des cens, décimes et annates; de légitimer ou invalider le mariage, de dispenser des degrés de parenté, de changer les dernières volontés, d'approuver les notaires, d'ériger des universités, de leur concéder des privilèges ou exemptions, de conférer titres et juridiction aux princes et des immunités aux sujets. Ils allèrent plus loin. Imputant à eux seuls le pouvoir d'ouvrir les portes du ciel et le non moins incroyable pouvoir de convertir le mal en bien, ils usurpèrent les droits imprescriptibles et éternels de la justice. Jean XXII, en 1320, inventa les fameuses taxes de la chancellerie romaine et Benoît XII, en 1336, celles de la pénitencerie, par lesquelles à un prix fait, le pape s'attribuait le pouvoir de dispenser de tous les devoirs qu'imposent la conscience et les lois. Et non satisfaits de l'exercice d'un empire exorbitant sur les vivants, ils l'étendirent aux morts. Dès 1093, Urbain II avait introduit la vente des indulgences, que ses successeurs multiplièrent à l'infini, jusqu'aux derniers scandales de Léon X, en 1516, que commença la révolte de Luther.

Il me resterait beaucoup à dire encore, si je voulais rappeler tous les excès auxquels l'orgueil, l'adulation, l'avarice et l'infatuation d'infailibilité entraînèrent les papes, et les tristes

conséquences qui en furent les fruits, schismes, hérésies, corruption de la foi publique, guerres, soulèvements et révoltes, toute sorte de désordres et de crimes. J'en rappellerai seulement un encore, les excommunications qui se multiplièrent et devinrent redoutables aux rois et aux empereurs. Souvent elles les précipitèrent du trône ; souvent elles soulevèrent le fils contre le père, les frères contre les frères, elles légitimèrent l'usurpation, sanctifièrent le régicide. Les prêtres de Rome, alors qu'ils étaient puissants, furent ennemis des rois ; à présent, leurs flatteurs, s'ils regagnaient leur puissance, ils retrouveraient toutes leurs haines. La cour de Rome n'a oublié aucune de ses orgueilleuses prétentions ; seulement, elle les dissimule par astuce, ne pouvant, dans sa faiblesse, les faire valoir.

L'excommunication chassait de la communion spirituelle de l'église (de là son nom) le chrétien qui en était frappé ; mais chez les ultramontains, par suite des préjugés des masses, elle prit un caractère bien plus grave. Païens, l'anathème de leurs druides brisait tous les liens sociaux de respect, d'obéissance, d'amitié, de rang. Les évêques trouvèrent du bon dans cette superstition ; ils la recueillirent et la renforcèrent par l'exemple des anathèmes hébraïques qui emportaient la peine de l'extermination. Quand le clergé fut nanti de ses immenses richesses, les barons, qui ne valaient guère mieux que des chefs de brigands, se jetaient sur les biens ecclésiastiques, les mettaient à sac, rançonnaient les couvents, dépouillaient les églises et introduisaient dans les dignités cléricales qui leur plaisait. Contre ces violences, les clercs n'ayant pas les moyens matériels de résistance, recouraient à leurs propres armes, et par l'excommunication mettaient au ban de la société ceux qu'ils voulaient punir. Chacun pouvait faire main basse sur l'excommunié et s'en approprier les biens. Dans un siècle de férocité et d'ignorance, prompt aux armes et aux rapines,

facile à la sédition et au vice, ces dogmes subversifs de tout bien public trouvaient des excuses dans l'avarice, l'ambition, dans les passions, les haines et les vengeances.

A cette époque, où la guerre agitait tous les rangs, aller armé et à cheval était le signe distinctif de l'homme libre. A quiconque était frappé d'une pénitence publique, les canons défendaient ce privilège. Par là, les prêtres montraient que l'excommunié, tant que durait sa peine, avait encouru la dégradation. Cette maxime bien enracinée dans le peuple, il ne fut pas difficile de l'appliquer même aux princes. La première victime fut en Espagne, en 684, le roi Wamba; plus audacieuse fut la tentative renouvelée en France, en 855, quand une poignée d'évêques séditieux, voulant colorer de religion une impie conjuration, soumirent à la pénitence l'empereur Louis le Débonnaire, le privèrent de sa dignité et le reléguèrent dans un couvent. Mais l'acte parut si nouveau qu'il révolta les esprits, et pourtant cet imbécile de monarque, et les autres rejetons abâtardis de Charlemagne poussèrent l'humilité jusqu'à se reconnaître inférieurs en dignité aux évêques, et ceux-ci en vinrent à ce point d'orgueil de statuer, au concile de Troies, en 878, que le roi ne doit pas s'asseoir en leur présence, sans en avoir reçu le congé.

Ce progrès de l'opinion en faveur du clergé seconda Nicolas 1^{er}, qui fut pape de 858 à 867. Ses entreprises sur les prélats et les princes servirent de base à celles du moine Hildebrand. Ce furent les matériaux du système où il formule la théorie de l'autocratie papale. Nicolas fut le premier parmi les pontifes qui prétendit soumettre les monarques, affirmant qu'ils ne régnaient pas en vertu du droit public, mais par l'autorité du saint siège. Et entre tous les actes par lui posés l'histoire rappelle l'excommunication de Lothaire, roi de France, qui avait répudié Teutberge pour épouser Valdrade. Cette sentence trouva faveur chez les frères et les vassaux du

roi, qui briguaient ses domaines, et chez les peuples, dont ses actes lui avaient aliéné les sympathies, surtout les mauvais traitements qu'il exerçait envers la reine répudiée. Lothaire dut céder, bien à contre cœur. Le pape mort, il reprit Valdrade ; mais les anathèmes sacerdotaux perpétuant les désordres dans son royaume, il se rendit à Rome pour se justifier auprès d'Adrien II, en 870 : premier exemple d'un monarque humilié devant la tiare. La mort de Lothaire et de plusieurs courtisans survint peu de semaines après une apparente réconciliation avec le pontife, et fut considérée par le vulgaire superstitieux et proclamée par les prêtres un châtiment de leurs parjures. De là recrudescence des excommunications, surtout après qu'elles furent maniées par l'habile et inflexible Hildebrand, et accréditées par les miracles romanesques de son ami Pierre Damien. Les effets en devinrent terribles et dangereux à l'extrême : déchéance de toutes dignités et honneurs, incapacité de tester ou hériter, ou de poser aucun acte public, d'administrer ses biens ou en disposer, d'exiger ses créances, d'user de ses droits civils. L'excommunié était mis hors la loi ; tous les bras devaient s'armer contre lui ; tout le monde avait droit sur ses domaines, sa vie et sa liberté. Jean XXII, Jules II et Paul IV, dans leurs anathèmes fulminés, les deux premiers contre les Vénitiens, l'autre contre le roi et le parlement d'Angleterre, n'eurent pas horreur de recommander, pour la plus grande gloire de Dieu, de détruire les établissements de commerce de ces réprouvés, de saccager leurs maisons, massacrer leurs personnes, ou au moins les réduire en esclavage et les vendre sur les marchés publics. A cet excès d'atroce folie se précipitèrent des hommes qui se proclament infallibles.

Les excommunications produisirent les interdits, avec cette différence que l'excommunication damne celui qu'elle frappe ; l'interdit le sèvre seulement des secours de la religion. Spirituellement, l'excommunication est plus terrible ; car, fût-il un

saint, l'excommunié est une proie sûre de l'enfer : le pape lui a fermé les portes du paradis et commandé à Dieu de ne pas le recevoir. Pour les résultats temporels, l'interdit cause un plus grand scandale. Car il prive du culte toute une communauté ; il trouble les consciences pieuses, écorne les profits du prêtre, foment l'irréligion, suscite des inquiétudes et donne lieu à des désordres infinis. Aussi les interdits sont-ils blâmés même par les canonistes romains, détestés de l'Église, et rarement respectés.

Le premier exemple de l'interdiction du culte nous fut donné, en 870, par Hincmar, évêque de Laon, contre son diocèse. Il en fut cruellement puni par les autres prélats français. Ensuite Jean VIII, pape, dont le règne de 872 à 882 fut bien agité, fit un tel gaspillage des excommunications, qu'on ne les prenait plus que pour une simple formalité. Il fulmina un interdit contre Rome, en 878, à la suite de son arrestation par Lambert, duc de Spolète, et les bannis romains. Deux ans plus tard, il en lança un second contre Naples, parce qu'Anastase, évêque et duc de cette république, avait fait alliance avec les Sarrasins. Si cette espèce de censures ne devint pas plus fréquente, et que si elle fut en France également repoussée par le clergé et par le parlement, elle ne laissa pas d'exciter des séditions, des tumultes et des scandales. La glose à l'article *Alma mater* au VI^e l. des décrétales, parle d'un pays des Marches, où l'interdit eut une durée si longue, que la population avait perdu tout souvenir du culte. Aussi quand il cessa, et que les prêtres recommencèrent la messe, on se moqua d'eux.

La puissance illimitée des papes depuis le XI^e siècle, et le mauvais usage qu'ils en firent ; les mœurs corrompues du clergé et l'avarice de la cour ; les turbulences continuelles des ordres religieux, soulevèrent les plaintes d'hommes célèbres. *Mais trop de gens prenaient intérêt à un état de choses qui*

embrassait un dixième de la population mâle. Cette multitude répandue en divers royaumes formait un empire indépendant, régi par un chef qui se disait, aux applaudissements de ses sectateurs, supérieur aux rois, égal à Dieu. En vain les Albigeois, Wiclef, Arnould de Brescia, Marsile de Padoue, frère Dulcin, etc., essayèrent-ils d'ébranler ce monstrueux édifice; les temps n'étaient pas mûrs, et leurs efforts furent taxés d'hérésie. En vain Nicolas de Clamenges, Guillaume Ockam, Guillaume Durand, Jean Gerson, et jusqu'à saint Bernard, éclatèrent-ils contre les désordres; leur faible voix fut étouffée par la corruption universelle. Le grand schisme d'Occident, qui dura de 1378 à 1428, offrit le scandaleux spectacle de deux et même de trois papes à la fois, de deux conciles œcuméniques, Romains contre Romains, de papes et de conciles s'injuriant et s'excommuniant à l'envi, chacun sous l'inspiration du Saint-Esprit. Ce scandaleux spectacle ne put affaiblir le crédit des papes, tant les préjugés étaient fortement enracinés. Cependant, la mauvaise graine se disséminait. Le joug, qui ne pesait pas trop à l'Italie, parce qu'elle devait à la présence des papes une partie de ses richesses et de ses avantages, devenait tous les jours plus insupportable au delà des Monts. Chaque année, la cour de Rome absorbait d'incommensurables tributs; les bénéfices les plus opimes étaient réservés aux Italiens, qui se dispensaient de la résidence. Cela se faisait sentir plus durement encore aux Allemands, qui, pauvres, simples et dévots, étaient grugés et houspillés par un clergé avide et rusé. Aussi les masses se groupèrent avec empressement autour de Luther, qui, pour des motifs politiques, trouva des adeptes protecteurs parmi les grands. Si la monarchie papale ne s'affaissa point sous ses coups, elle doit en savoir gré à la foule d'intérêts mondains qu'elle tenait liés à son existence.

Le haut clergé ultramontain était fort riche, et prenait part

au gouvernement. Il avait entrée aux États, comme membre de la représentation nationale. Cette prérogative, jointe à celle dont il jouissait comme membre de l'église, le rendait non seulement puissant, mais nécessaire. La réforme, dérogeant au système hiérarchique; aux privilèges, aux exemptions et aux biens des clercs, on ne pouvait l'introduire en France, en Espagne, ou autres monarchies constitutionnelles, sans bouleverser l'assiette de l'État. Surtout qu'en Allemagne, comme il y avait plusieurs villes libres, et que celles qui étaient sujettes jouissaient de nombreuses franchises, la réforme prenait toutes les allures d'un gouvernement populaire et faisait craindre aux princes des innovations dangereuses.

Il est bien vrai, qu'en Angleterre, introduite et maniée par la main despotique de Henri VIII, consolidée par la prudence d'Élisabeth, elle prit une autre tournure et conserva la hiérarchie. Mais bien que de longue main cette île fût dans une tout autre condition que les royaumes du continent, encore les sectes populaires des puritains et des presbytériens ne tardèrent-elles pas à s'insurger contre les évêques, et ce fut l'origine de longues et malheureuses guerres civiles. Si la réforme n'avait visé qu'aux abus de la monarchie papale, elle aurait embrassé le monde entier. Mais ébranlant tous les intérêts du clergé et, par ricochet, même les institutions politiques, le sacerdoce et l'empire, pour le besoin de la conservation personnelle, furent obligés de se prêter un appui mutuel.

C'est cet enchevêtrement d'intérêts qui permit aux papes de retirer de si beaux avantages du concile de Trente, après avoir craint de rencontrer dans cette assemblée la ruine de leur puissance. Tout le monde voulait une réforme dans le chef et dans les membres, mais personne ne la voulait à son préjudice. A cette époque, le clergé était complètement émancipé du pouvoir laïque, ou sa dépendance était restreinte à peu

de chose. Presque partout, il ne payait à l'État aucun impôt, sauf quand il plaisait au chef suprême. De ce côté, les innovations luthériennes auraient convenu aux princes, s'ils n'avaient pas redouté les autres conséquences. Les évêques eussent été contents d'être soustraits à la domination romaine, mais ils tremblaient pour leurs biens, leurs franchises, et avaient peur de la suprématie du laïc.

En France, depuis le concordat de François I^{er}, la collation des bénéfices appartenait à la couronne. Outre que le roi pouvait ainsi payer le dévouement de ses féaux et exercer sur le clergé une sorte d'empire, il tirait un revenu des bénéfices vacants. D'autres émoluments lui étaient encore réservés : avantages qu'il perdait si l'on ressuscitait la Pragmatique-Sanction. Le cardinal de Lorraine eut la pensée de détacher la France de Rome et de se déclarer patriarche de l'église gallicane. Ce projet avait des chances, s'il n'avait pas été traversé par d'autres ambitions et par les turbulences des règnes de François II et de Charles IX.

En Espagne aussi, le roi avait le droit de nommer aux évêchés, mais les chapitres recrutés dans la noblesse étaient presque tous de collation papale. Par suite, quand le besoin se faisait sentir d'imposer des décimes, ou d'aliéner des biens cléricaux au profit de l'État, les évêques, à cause de leur double dépendance, étaient coulants, les chapitres, intraitables. Les rois désiraient donc soumettre les chapitres aux évêques; mais ils redoutaient d'accroître la puissance épiscopale, de peur d'avoir à lutter contre autant de papes et de revenir aux temps où un concile déposait les rois et était l'arbitre du royaume. Le joug romain était donc regardé comme un frein utile à la puissance orgueilleuse du clergé national. D'un autre côté, l'inquisition, indépendante de Rome, était un terrible, mais commode instrument dans la main du roi, pour contenir ou dépouiller les familles puissantes, ou d'illus-

tres prélats que la justice ordinaire n'eût pas atteints. Le *saint office* était donc aux mains du roi ce qu'était à l'empire germanique la fameuse chambre Wéhmique, et à Venise le conseil des Dix.

La couronne tirait aussi beaucoup d'argent de la vente de la *crusade*. Ce sont des indulgences débitées à prix fixe, dont le produit était destiné à soutenir la guerre contre les mahométans; mais le plus souvent il payait les armes dressées contre les chrétiens. A un peuple corrompu il fallait des moyens faciles de faire taire les reproches de la conscience; et, bien que ce trafic scandaleux eût été la cause de l'insurrection de Luther, l'ambassadeur espagnol à Trente demanda que la *crusade* ne pût être distribuée gratis. Cette demande souriait à la cour de Rome; elle y trouvait une excuse à son commerce d'indulgences.

En Allemagne, les évêques et les abbés, princes temporels, cumulaient plusieurs évêchés, jouissaient de nombreuses prébendes, partant entraînés à soutenir un régime aussi favorable, et à s'opposer à une réforme qui aurait écorné leur gros budget et rabaisé leur puissance.

La papauté attirait en Italie un courant de richesses intarissables. Le savoir et l'ambition trouvaient à la cour de Rome un utile patronage. C'était, surtout pour les esprits actifs, un énergique stimulant que la parfaite égalité du mérite. Un obscur frère, sorti d'un humble berceau, montait aux premiers honneurs de l'église, et par son faste le disputait aux princes, ou même posait sur son front la tiare; et, au faite de la puissance, il dominait les trônes. Aussi accouraient-ils à Rome, tous, hommes doctes, artistes éminents, clercs besogneux ou cupides. Les prélats, les évêques pauvres, servaient à la table ou dans les antichambres les prélats bien nantis, et ces humbles débuts étaient l'échelon du rang suprême. Cependant, l'on attrapait un gras bénéfice en commende, une pen-

sion sur un bénéfice, l'expectative d'un vieux prébendaire qui, retenant le titre, vendait le fonds à rente. D'innombrables bénéficiés courtisans répandus sur tout le monde catholique, dans toute cité, je dirais bien toute maison, reconnaissaient devoir à la cour leur aisance, ou des promesses, ou des espérances. De là cette plainte générale, en Angleterre surtout et en Allemagne, que les meilleurs bénéfices fussent bafrés par des Italiens, lesquels, pour ce motif précisément, défendaient comme des articles de foi les prérogatives romaines. Les papes ne négligeaient pas non plus de caresser l'orgueil national, en montrant le lustre que le saint siège réfléchissait sur la patrie commune, pour les engager à repousser l'ignominie dont les menaçaient d'orgueilleux ultramontains, des barbares.

Autre élément de force : les moines mendiants qui, quel que fût le climat et la langue de leur naissance, étaient tous papistes et si nombreux, qu'ils dépassaient les cinq cent mille. Les franciscains seuls, du temps de Sabellicus, comptaient soixante mille individus, et quand Pie II projeta son expédition contre les Turcs, le général de l'ordre lui offrit les bras de trente mille frères. Aux moines joignez leurs cliens, les cagots qui jettent sur tout un vernis de religion, les femmes qui exercent dans le ménage une influence si forte; joignez leur action sur les masses par la prédication, les influences occultes du confessionnal, vous reconnaîtrez que les papes devaient exercer sur l'opinion un empire universel, absolu, redoutable. Ils le savaient si bien que, dans une situation fort critique, Clément VII excommuniait Henri VIII, roi d'Angleterre; Paul IV lançait une excommunication plus brutale contre la reine Elisabeth; Pie IV citait à son tribunal Jeanne d'Albret, reine de Navarre, et le fier Sixte-Quint excommuniait et privait du trône Henri III, roi de France, Henri IV, roi de Navarre et de France, et Condé, prince du sang.

Avec tout cela la réforme gagna du terrain; elle enleva de

belles, riches et fructueuses provinces à la monarchie sacerdotale. Mais les papes, plutôt que de transiger avec les rebelles, les retranchèrent de l'Église et les ayant damnés éternellement, ils songèrent à étançonner la grandeur de la tiare. Sortis avec gloire du tumultueux concile de Trente, devenu le code du nouveau droit papal, ils contractèrent une alliance plus intime avec le clergé, asservi par de nouvelles lois; ils multiplièrent les réguliers, qui devinrent leur troupe de ligne; ils se fortifièrent des jésuites, qui devinrent leurs gardes du corps; ils établirent des séminaires pour fonder chez les clercs l'unité de doctrines, telle qu'il la fallait à leurs besoins; ils semèrent partout les collèges de jésuites pour façonner la jeunesse aux mêmes principes; ils créèrent à Rome les collèges germanique, hongrois, anglais, grec, maronite; à Lorette, le collège illyrique; à Milan, le collège helvétique; mesures profondément calculées pour l'avenir, afin de regagner les peuples par la marche du temps, lente mais sûre; ils renforcèrent l'inquisition et en ramenèrent tous les fils à la congrégation de Rome; ils instituèrent la congrégation de l'Index, afin d'amortir l'audace des intelligences, les conséquences irréligieuses de la science; et, par ces mesures adroites, la papauté se redressa plus puissante, à ce point que Pie V, canonisé ensuite, osa publier, en 1568, sa fameuse bulle *In cœna Domini*, ainsi nommée parce que, le jeudi saint, un cardinal diacre en faisait la lecture en présence des cardinaux et du pape; et le saint père, la lecture achevée, jetait sur la place un cierge ardent, en signe de malédiction. L'origine de cette bulle est ignorée. Quelques-uns l'attribuent à Martin V en 1420; mais des Clémentines, Ch. *Dudum Bonifacius*, et de la glose sur ce chapitre, on conclut qu'elle existait déjà avant Clément V, c'est à dire avant 1305, et les érudits en retrouvent des traces avant 1180. L'on peut en remonter les premiers filons à Grégoire VII, dont j'ai plus haut reproduit les maximes, et qui mourut en

1083. Il y a apparence qu'avant Martin V, l'usage était de la lire trois fois l'an, au jeudi saint, à l'Ascension, à la dédicace de saint-Pierre, que depuis ce pape l'usage a prévalu de la lire au jeudi saint seulement. Cette bulle a eu plusieurs auteurs, chaque pape en ayant grossi les dispositions suivant les circonstances, jusqu'à ce qu'en 1773 elle fut, non supprimée, mais mise aux oubliettes par Clément XIV. De nos jours la cour a fait mine de la ressusciter.

Elle contenait quelques articles louables, tels que l'excommunication des pirates, des assassins, des larrons, des faussaires; quelques articles passables, — car enfin un pape doit penser en pape — tels que l'excommunication des hérétiques; mais en général elle ne tendait à rien moins qu'à subordonner toutes les puissances temporelles. C'était un cas d'excommunication majeure d'appeler du pape au concile, de traduire les clercs devant les tribunaux séculiers, d'empêcher les appels à Rome, d'imposer le bien des clercs, de fournir des armes et des munitions aux Turcs, d'entraver l'introduction des subsistances et des munitions dans les États pontificaux, ou d'en troubler le commerce par des lois de douanes. C'était un cas d'excommunication de charger les peuples de nouveaux impôts, de grossir ou exiger les anciens sans une dispense du pape. Pie V dissimulait si peu son ambition de la monarchie universelle, qu'à une personne qui lui remontrait que cette bulle était subversive de tout bon gouvernement et contraire aux droits de toute société politique, il répondit : C'est à moi qu'incombe la charge de gouverner les peuples, et nous ne souffrirons pas qu'ils soient tyrannisés. Si les princes ont besoin d'impôts, ils n'ont qu'à nous demander l'autorisation de les lever.

Avec cette bulle il était impossible, ainsi que le fait observer fra Paolo, qu'aucun prince, pour dévot qu'il fût, ne fût pas sous le coup de quinze ou vingt excommunications. Le jésuite Comitolo en comptait trente-six à charge de la république de

Venise. Mais il en fut comme de tous les excès. La bulle *In cæna Domini* fut une cause de grands troubles, surtout en Italie; mais elle ne fut pas observée. Elle contribua seulement à rendre beaucoup plus indociles les clercs, plus séditeux les moines, plus mécontents les peuples et à faire haïr aux princes la tyrannie sacerdotale. Si, par aventure, elle avait pu sortir tous ses effets, les pontifes romains devenaient plus grands que jamais, et rabaissaient les rois au vasselage.

Mais ils avaient perdu la faveur des circonstances. L'âge était passé où les clercs seuls savaient lire et écrire. La presse multipliait les livres, assurait la perpétuité des connaissances; la découverte du nouveau monde accroissait les besoins et les industries; la réforme subsistait puissante et opposait à la papauté une opiniâtre résistance. De ces trois éléments dans leurs combinaisons variées résultait une civilisation nouvelle, avec de nouveaux penses et de nouvelles institutions; elle repoussait ou contrariait d'une main invisible, à peine sentie, mais avec une force toujours croissante, tous les moyens que l'industrie romaine avait su inventer pour s'élever à sa première grandeur.

Les papes eux-mêmes par leur arrogance contribuèrent à cet abaissement. Car cette intrusion perpétuelle dans la politique et l'administration des États, cette persévérance à excommunier les rois, les priver de leurs royaumes, à relever les sujets de leurs serments, cet abus continuel de la religion, afin de couvrir une ambition personnelle ou l'ambition des neveux, accréditèrent les accusations des protestants. Cette mauvaise réputation fut affirmée par le concile de Trente, dont maints canons lésaient les droits de l'empire, les coutumes ou les libertés des peuples. Cette assemblée avait prouvé trop clairement que la cour avait moins à cœur les intérêts du christianisme que de se rehausser au dessus de la puissance temporelle. Les catholiques en prirent ombrage, et

il se forma chez eux un parti puissant par le génie et la science, qui, conservant intacts les dogmes de l'église, donna la main aux protestants pour restreindre les limites de l'autocratie papale. Cela arriva principalement en France, dans les troubles du règne de Henri III. Les erreurs et les crimes de la ligue fomentée par Sixte-Quint, par les prêtres et les moines de la théocratie; l'assassinat de Henri III par un dominicain, les attentats contre Henri IV, firent détester de toute conscience non pervertie par le fanatisme la doctrine qu'il est licite de tuer l'hérétique excommunié, et que le pape peut disposer des trônes. Les débats auxquels donna lieu dans le parlement l'acceptation du concile de Trente et les anathèmes fulminés contre deux rois suscitèrent une foule d'écrivains hostiles à la prélature, et leur éloquence populaire, déclamatoire, passionnée et saupoudrée d'injures, — c'était l'éloquence du temps, — fut accueillie avec faveur. La puissance papale fut soumise à l'examen; on en scruta les sources. L'inquisition persécuta les écrivains, brûla les livres, en inscrivit les titres dans l'index. Mais d'autres écrivains se dressaient, d'autres livres pullulaient, et, comme aujourd'hui, en dépit des vigilantes polices, alors en dépit du *saint office*, ils franchissaient les frontières des États; ils confondaient l'ignorance monastique; ils éclairaient les peuples et mettaient les esprits sur la voie.

Telle est la situation de la cour de Rome au commencement du quinzième siècle. Deux forces occultes poussaient en sens contraire l'esprit humain : le papisme et la civilisation. L'un a plus de moyens mécaniques, l'autre agit par l'intelligence. Ils se balancent. Fra Paolo fit pencher la balance du côté de la civilisation.

CHAPITRE X

Mais la puissance ecclésiastique, formidable à toute l'Europe, trouva toujours une digue plus ou moins forte dans un coin de l'Adriatique.

L'origine de Venise date du cinquième siècle, que la Vénétie continentale, florissante par l'industrie, fut désolée et détruite par les invasions des barbares. Les populations fugitives cherchèrent pour leurs personnes et leurs richesses mobilières un asile dans les lagunes. Leur organisation sociale ne sortit point parfaite de ses langes. La forme en était démocratique. Chacune des îles agissait avec indépendance; mais la nécessité leur imposa une sorte de lien fédératif, en acceptant un gouvernement central exercé par leurs magistrats particuliers.

La faiblesse et les dissensions inséparables d'un régime aussi désordonné suggéra, sur la fin du septième siècle, l'idée d'un chef unique, le duc ou doge, dignité empruntée aux Grecs d'Italie. On ne connaissait alors d'autre constitution que celle d'un premier magistrat électif, cumulant, sans limites, tous les pouvoirs civil, militaire et judiciaire, modéré pourtant par le concours de l'assemblée générale. Dans un gouvernement si informe, le peuple, s'il est actif et jaloux de sa liberté, est agité de troubles continuels. Car le prince tend à l'usurpation, le peuple à la résistance, et il en résulte une lutte d'intérêts hostiles, dont, quand le peuple est sage, surgit toujours une liberté réelle.

En fait, les fréquentes révolutions de Venise dans l'espace de cinq siècles, toutes causées par les abus des doges, dont sur cinquante, dix-neuf au moins subirent la mort ou l'exil, suggérèrent les remèdes. Au douzième siècle, il fut défendu

aux doges de s'associer leurs fils. Pour restreindre leur autorité, on leur adjoignit deux conseillers, sans lesquels ils ne pouvaient poser aucun acte. On créa, pour l'administration de la justice, une magistrature de trois citoyens, présidés par le doge, lequel gardait encore le droit de juger en appel.

Au siècle suivant, l'aristocratie fit de nouveaux progrès, et mit de nouvelles limites à la puissance dogale. La multitude, éloignée des affaires publiques, fut remplacée par un grand conseil de quatre cent soixante-dix, qui concentra le pouvoir souverain. Les deux conseillers du doge furent portés à six. Le prince ayant coutume, dans les cas ardu de consulter quelques membres du grand conseil, auxquels le peuple dans son dialecte donna le nom de Pregadi, il fut décidé que le choix de ces individus ne serait plus déterminé par les circonstances, mais qu'ils formeraient un corps permanent de soixante, non choisis au gré du doge, mais au scrutin du grand conseil. De là le Sénat ou les Pregadi.

La justice civile ou criminelle fut administrée par un corps de quarante citoyens, dit pour cela *la Quarantie*. De ses attributions judiciaires il ne demeura donc plus au doge que la décision de petites causes et le recours en appel de quelques tribunaux subalternes d'institution populaire.

Ainsi au quinzième siècle, alors que les autres peuples n'avaient pas encore de gouvernement, ou avaient un gouvernement tumultueux, la république de Saint Marc s'était donné une constitution sage, pas aussi métaphysique certainement que d'autres d'invention moderne, mais d'une pratique plus utile et moins embarrassante. Au peuple, le droit d'élire ses représentants annuels; les représentants, ou trop nombreux, ou distraits par leurs affaires personnelles, incapables de vaquer à tous les besoins du jour, déléguaient partie de leur pouvoir au sénat, choisi dans leur sein, lequel par sa permanence était un frein à l'ambition des doges. Le doge élu par les représen-

tants avait toute l'autorité nécessaire à la tranquille et prompt administration de la paix ou de la guerre; il n'était dépouillé que du malheureux pouvoir de nuire. Les six conseillers formaient le ministère; la quarantie, le pouvoir judiciaire; la la division du pouvoir et des attributions fut donc trouvée par les Vénitiens, longtemps avant les autres nations.

Cette constitution subit une importante modification dans les premières années du xiv^e siècle. Venise, par l'étendue de son commerce et la protection accordée à l'industrie, attirait grand nombre d'étrangers. Elle était le refuge des proscrits, tantôt guelfes, tantôt gibelins, noms inconnus dans les lagunes; ils y apportaient des capitaux et des industries nouvelles et recevaient protection et naturalité. Mais les républiques éprouvent toujours des scrupules fort jaloux à donner aux étrangers une part dans le gouvernement. De là cette révolution connue dans l'histoire sous le nom de Clôture du grand conseil. D'abord les vieilles familles s'appliquèrent à concentrer chez elles toujours davantage la direction des affaires. Ensuite le doge Pierre Gradenigo fit passer la loi qui réservait à un certain nombre de maisons l'entrée au grand conseil; et comme tous les offices étaient réservés aux membres de ce corps, il en résultait que l'État tout entier était investi entre des familles privilégiées. Telle fut l'origine de l'aristocratie.

Cette révolution, à laquelle la république se préparait depuis longtemps, fut sur le point de la verser dans le précipice. Boémond Tiépolo, noble, ambitieux, chef de nombreux mécontents, conspira, sous le prétexte de rétablir la démocratie, en réalité pour se donner le pouvoir. Il était près de réussir quand, prévenu par le doge, il fut vaincu et banni. La conjuration donna naissance au fameux conseil des Dix.

Mon but n'est pas d'écrire l'histoire du gouvernement de Venise; je me bornerai à dire ce qu'il était au commencement du xvii^e siècle.

La population était partagée en trois classes : patriciens, bourgeois et populaires. La souveraineté résidait tout entière chez les patriciens ; l'administration, partagée avec les bourgeois. Le grand conseil, corps législatif et souverain, se composait de tous les patriciens qui avaient accompli leur vingt-cinquième année ; de six cents au moins pour qu'une résolution fût légale, ils arrivaient rarement à neuf cents. Il élisait à toutes les charges, ou directement, ou sur la proposition du Sénat, ou du collège ; tous les actes législatifs étaient portés ou validés par lui. Il délibérait à la majorité des suffrages, qui étaient affirmatifs, négatifs ou douteux. On comptait les oui et les non, les douteux ne servaient qu'à compléter le nombre légal ; mais il fallait pourtant que primât le chiffre des deux premiers, sinon la délibération demeurerait suspendue jusqu'à nouvelle épreuve. Il en était de même dans toutes les magistratures.

Le sénat, ou corps exécutif, se composait de cent vingt membres, élus par le grand conseil. Leur mandat était annuel, mais d'habitude prorogé, de sorte que la fonction pouvait être regardée comme viagère. Y avaient aussi entrée le doge et son conseil, les procureurs de Saint Marc, le conseil des Dix, la quarantie criminelle, les avogadors, les censeurs et plusieurs magistratures, tous avec voix délibérative ; d'autres magistratures avec voix consultative ; enfin les sénateurs de droit, tels que les ambassadeurs au retour de leur mission et les expodestats de Brescia, en sorte que le sénat formait un total de près de trois cents. Mais la proposition, ou, comme nous disons, l'initiative, émanait du doge seul, de ses conseillers et sages du conseil.

Au sénat appartenait toute l'administration intérieure, les relations étrangères, les transactions de paix ou de guerre. Il choisissait les conseillers du doge et diverses autres magistratures.

Le doge, nommé à vie, magistrat suprême, était élu par un corps de quarante électeurs sortis de différents scrutins du grand conseil. On lui rendait les honneurs souverains ; palais magnifique, mais liste civile médiocre, et quoique les actes fussent en son nom, son autorité était restreinte à ce point de ne pouvoir ouvrir la correspondance sinon en présence des conseillers, tandis que ceux-ci avaient ce droit en son absence. Néanmoins le doge avait tant de prérogatives, que, avec de la capacité et la faveur de l'opinion, il pouvait donner à la république la direction qui lui plaisait.

Les procureurs de saint Marc, dignité viagère la plus courue après le dogat, mais purement honorifique, étaient les administrateurs de l'église, fabrique et trésor de Saint Marc, et les tuteurs naturels de tous les orphelins. Quoique sénateurs de droit, ils n'avaient pas entrée au grand conseil. Leur nombre était fixé à neuf ; mais, dans ses embarras financiers, la république multipliait cette dignité en la vendant. On en compta une fois jusqu'à quarante-deux. Mais les surnuméraires, à leur mort, ne furent pas remplacés.

Les procureurs étaient élus par le grand conseil ; les six conseillers du doge par le sénat, confirmés ensuite par le grand conseil. Les conseillers duraient une année en charge, huit mois en exercice près du doge ; dans les quatre suivants, ils présidaient la quarantie criminelle, en suppléant les chefs, occupés la plupart du temps au sénat. D'où la dénomination de conseillers de dessus et conseillers de dessous. En corps, ils pouvaient beaucoup de choses sans le doge ; sans eux, le doge ne pouvait rien.

Ce que les Vénitiens nommaient la seigneurie, ou conseil ducal, se composait du doge, des six conseillers et de trois chefs de la quarantie criminelle, en tout dix. Elle différait du collège, où étaient admis les six sages du conseil, ou les sages grands, qui étaient comme les ministres d'État, les cinq sages

terre ferme et les cinq sages aux ordres, dits aussi sages la mer. Ces derniers, jeunes gens introduits pour former l'éducation politique, n'avaient pas voix délibérative.

La justice était administrée par trois cours supérieures et un nombre de tribunaux secondaires. Chacun avait ses attributions précises. Les cours étaient la quarantie criminelle, cour d'assises, et d'appel au civil, et les deux quaranties civiles, ancienne et la moderne.

Les trois *advogadors* de la commune, élus par le sénat, confirmés par le grand conseil pour six mois, portaient ce nom, parce que leur mission était de faire respecter les lois et de maintenir l'ordre et les règles où l'intérêt public était en jeu. Pour cela ils étaient investis de l'autorité tribunitienne, pouvant opposer leur veto aux délibérations et aux décrets qu'ils croyaient contraires aux lois et au bien public, les suspendre ou les reporter à une autre session. Partant leur présence était nécessaire dans tous les grands corps de l'État. Au grand conseil et au sénat, ils avaient voix délibérative et veto ; au conseil des Dix et dans la quarantie, le veto seulement.

Le conseil des Dix, si fameux dans l'histoire vénitienne, fut créé, en 1310, à l'occasion de la conjuration de Bomond Téliépolo. Institué d'abord pour juger les crimes d'État, il sut par son activité tellement élargir ses attributions, qu'il en vint à balancer et même dominer le sénat ; surtout quand il se fit adjoindre cette giunta dont je parlerai. Il alla jusqu'à condamner un doge à mort, un autre à la déposition ; il conclut des traités de paix, consentit des cessions de territoire, promulgua des lois civiles, administratives, judiciaires, de police, en somme posa tous les actes de la souveraineté ; il devint la magistrature la plus ambitionnée et la plus redoutable.

Son nom lui venait du nombre de ses membres, auxquels il faut joindre le doge, président de droit, et ses conseillers, tous ayant voix délibérative, un des *avogadors*, au moins, avec

voix consultative, mais le droit d'interrompre ou de suspendre les résolutions ou de les porter devant une autre autorité; de plus les secrétaires, au nombre de quatre, sans droit de suffrage, mais nommés à vie (alors que les fonctions des Dix ne duraient que dix-huit mois), et, au courant de tous les secrets, de tous les précédents, ils pouvaient, surtout dans les procès, exercer une influence indirecte, il est vrai, mais presque aussi puissante que celle des conseillers. Aussi, préventions à part, il n'existait pas encore de tribunal aussi nombreux, et qui, pour la qualité des juges, promit plus d'impartialité. En réalité, l'histoire ne lui reproche que deux injustices, la déposition du doge François Foscari et la persécution de son fils, effets plutôt de rancunes personnelles que du vice du tribunal.

Il est vrai qu'à la fois législateur et juge, n'étant astreint à aucune forme de procédure, lié par aucun précédent, il était dans la mesure de ses châtiments bizarre ou arbitraire, et, comme l'observe Daru, il s'attachait à effrayer plutôt qu'à proportionner exactement la peine au délit. Convaincu qu'un crime avait mérité la mort, il en considérait l'atrocité, les circonstances ou la qualité du coupable, et dans le supplice n'avait en vue que l'exemple. De là le même fait était condamné tantôt au gibet, tantôt écartelé ou noyé dans un sac. Il punissait de la réprimande ou de l'expulsion l'étranger qui se permettait quelques propos contre le gouvernement; de quelques coups d'estrapade le plébéien de Venise; d'une grosse amende, incapacité de fonctions ou relégation le patricien; de la prison ou l'exil un prêtre ou un moine. Assidu, prompt, inexorable, il était l'effroi des méchants et la garantie du peuple contre la prépondérance des nobles. Aussi, en 1668, quand les jeunes patriciens en conspirèrent la suppression, la plèbe se souleva et menaça d'incendier leurs maisons. En revanche, elle célébra par des fêtes et des illuminations la résistance de

quelques vieux nobles, entre autres Baptiste Nani, l'historien sénateur.

Enveloppé de mystère, éclairé par de nombreux espions, il était continuellement sur les traces du délit. Peu d'intervalle entre la faute et le châtiment; la prison ou la mort suivait immédiatement.

Depuis 1543, par suite de la conjuration du doge Marino Faliero, qui fut décapité, on adjoignit au conseil une junte de vingt membres, réduits plus tard à quinze avec voix délibérative, au choix du grand conseil, et pris dans le sénat. C'est l'époque la plus brillante de l'histoire décenvirale; alors le conseil arriva à un degré de puissance tel que, s'il avait continué, il eût absorbé toutes les autorités. Mais en 1582, il fut ramené à la forme primitive, qui se perpétua jusqu'à la chute de la république.

Le tribunal des inquisiteurs d'État, institué en 1590, et non, comme le veut Darn, en 1454, était une succursale de ce conseil. Cet historien en a fait une chimère qui n'existe que dans son imagination. Il va jusqu'à prétendre en avoir découvert les statuts, produit apocryphe, plein de contradictions, de faussetés et d'anachronismes, qui n'aurait pas dû tromper un critique aussi fin. Plus mystérieux encore que les décenvirs, leur nom seul inspirait l'épouvante. Les formes de leur justice étaient ignorées; on croyait que leurs attributions étaient illimitées, qu'ils savaient, qu'ils voyaient tout; et mille récits, répandus et accrédités par leurs agents, circulaient dans le vulgaire sur sa puissance et la terreur de leurs actes. La réalité n'allait point jusque-là. Il pouvait faire arrêter, poursuivre, imposer des peines correctionnelles et des bans individuels, mais non des édits généraux ni des peines graves; il ne pouvait infliger la torture sans l'autorisation du conseil. Les inquisiteurs étaient au nombre de trois, deux décenvirs et un conseiller du doge, et un suppléant (*di rispetto*) qui pou-

vait siéger, au cas que l'un des trois fût absent, ou traduit devant la justice de ses deux collègues. Les deux premiers étaient nommés les inquisiteurs noirs, de la couleur de leurs vêtements, à la mode de Venise; le troisième était l'inquisiteur rouge, de la veste rouge des conseillers du doge. Dans leurs jugements ils devaient être unanimes. Leurs fonctions étaient annuelles, sauf le conseiller du doge qui n'exerçait que pendant les huit mois qu'il restait dans la seigneurie. Ils avaient un secrétaire perpétuel, tiré des secrétaires des Dix, et après 1628 de ceux du sénat, et un appariteur, dit le garçon des inquisiteurs, qui portait les assignations.

La bourgeoisie se partageait en deux classes : bourgeois de naissance et bourgeois naturalisés par une longue résidence. Dans cette dernière étaient compris tous les sujets de terre ferme. La classe bourgeoise, bien qu'elle ne votât point dans les conseils, avait une part très active dans l'administration. Les emplois qui lui étaient réservés étaient les plus lucratifs.

D'abord le grand chancelier, dont les fonctions étaient viagères, honoré presque autant que le doge, supérieur aux sénateurs, inférieur seulement aux procureurs et aux conseillers du doge. Il recevait deux mille ducats (10,000 fr.) de traitement, mais tant de bénéfices qu'il pouvait aisément s'enrichir. Il avait siège à tous les conseils; il souscrivait les actes publics; il était le chef de toute la bourgeoisie et principalement de la secrétairerie et de la chancellerie d'État. Cette dignité était si ambitionnée, que Marc Ottobon, père du pape Alexandre VIII, pour n'y pas renoncer, refusa le patriciat.

Venaient ensuite les quatre secrétaires des décemvirs, les vingt-quatre du sénat, les notaires du doge, qui montaient à plus de soixante, et le corps nombreux des chanceliers. Tous ces offices étaient réservés aux bourgeois seuls.

Dans la seconde classe des bourgeois on puisait les notaires publics, qui formaient un collège sous la direction du grand

chancelier; les auditeurs des comptes, les avocats fiscaux dont chaque tribunal (et il y en avait cent au moins) avait le sien, et les secrétaires des magistrats de province, des généraux, des provéditeurs.

Bien que l'exercice du barreau ne fût pas interdit aux patriciens, il était d'ordinaire abandonné aux bourgeois. Les avocats à Venise formaient un ordre distinct.

Les bourgeois seuls, non les patriciens, pouvaient avoir grade ou commandement dans l'armée de terre. Dans la marine, toute personnelle aux patriciens, les bourgeois pouvaient encore obtenir le commandement d'une galère, mais à la noblesse exclusivement appartenaient les grades supérieurs.

Les ambassades étaient partagées entre patriciens et bourgeois. Les premiers allaient à Rome, à Paris, à Vienne et à Madrid, avec le titre d'ambassadeurs, mais l'honneur était balancé par la dépense. Car ils ne recevaient de l'État qu'un don de mille séquins sur les trois ans de leur mission. Seul le baile de Constantinople, autre ambassade patricienne, obtenait de larges compensations. Car, outre les droits nombreux qu'il tirait de son office, il avait à sa disposition de grosses sommes à distribuer en cadeaux à la Porte, aux visirs, aux pachas. Cette distribution échappait au contrôle.

Les autres légations avec titre de résidence, étaient desservies par des bourgeois choisis parmi les secrétaires du sénat. Ils allaient, aux frais de l'État, à Naples, à Milan, en Suisse, chez les Grisons. Turin, La Haye et Londres recevaient un envoyé pris dans la classe noble ou bourgeoise, suivant les circonstances ou la nature de la mission. Ensuite, comme les secrétaires étaient admis à tous les secrets de l'État, on leur confiait les missions secrètes et l'initiative des traités.

Les bourgeois fournissaient encore les drogmans près le gouvernement ou les ambassadeurs du Levant, et les drogmans fournissaient les consuls d'Alger, Tripoli, Tunis et Maroc, le

premier avec 3,500 ducats, les autres avec 1,000. Nulle des deux classes n'était exclue des autres consulats, au nombre de plus de trente, parmi lesquels celui d'Alexandrie, de 4,260 ducats, et les autres de 2,000, 1,500, descendant jusqu'au dessous de 100. Plusieurs mêmes ne touchaient que les taxes consulaires.

En somme, à la classe bourgeoise étaient réservés beaucoup plus d'emplois qu'à l'occasion peut-être il n'y avait d'aspirants. Que si le patricien avait la gloire d'être souverain, cette gloire était une véritable servitude. Il ne pouvait sortir du duché, c'est à dire de l'étroite circonférence des lagunes, sans permission du gouvernement; sans autorisation spéciale, il ne pouvait voyager en pays étranger ni dépasser la limite de son congé; il ne pouvait, sans payer une amende, refuser les charges dispendieuses auxquelles il était élu; épouser une étrangère sans perdre ses privilèges; aspirer aux dignités ecclésiastiques sans nuire à sa famille plus ou moins; lui seul était exclu du bénéfice commun d'être jugé dans les causes criminelles par les tribunaux ordinaires, d'où, grâce à ses relations, il aurait pu facilement se tirer avec peine légère ou nulle : les patriciens étant immédiatement soumis au tribunal dur et implacable des Dix. Ils ne payaient pas d'impôts en temps de paix, mais en revanche ils devaient desservir beaucoup de charges et d'emplois sans profit et même à perte. En temps de guerre, ils étaient grevés exorbitamment, arbitrairement, suivant leurs facultés, et les rentrées étaient poursuivies avec une inflexible rigueur; tandis qu'avec les bourgeois et la plèbe on procédait avec règle et mesure. Il ne faut donc pas s'émerveiller que dans cette république la roture n'a jamais cherché à changer de condition.

Un autre élément de concorde était le système de vie domestique. Nobles et bourgeois, — sauf les magistrats en exercice et quelques dignités particulières, — avaient le même cos-

tume. Des lois sévères prohibaient toute distinction, tout luxe personnel, à l'intérieur ou au dehors. A ce point qu'à la forme de l'habit, à la couleur et aux harnais de la gondole, l'étranger n'aurait su distinguer du plus humble des citadins le plus illustre des grands. Les deux classes conversaient ensemble, hantaient les mêmes lieux, jouissaient des mêmes délasséments; et l'usage très commun d'aller masqué dans les salles de jeu, à la foire, au café, parut introduit dans le dessein de confondre tous les rangs. Une insulte à un masque était un crime de la compétence des Dix. Le lecteur comprend.

De droit, les patriciens étaient égaux, mais non de fait. On distinguait les nobles des vieilles maisons et des maisons nouvelles. Les premiers aspiraient aux dignités sédentaires et de représentation; les autres, plus actifs et souvent plus riches, aux charges dispendieuses, et spécialement aux ambassades, parce qu'elles donnaient de l'importance et de la considération, et qu'en retour elles ouvraient la porte du sénat, accroissaient l'influence par la pratique des affaires, étaient un échelon aux suprêmes dignités. Du reste, les jalousies trouvaient un frein dans le conseil décemviral, mortifiant tantôt les uns, tantôt les autres, et plus souvent les anciens que les nouveaux.

Une distinction plus positive était celle des nobles pauvres et des nobles riches. Les premiers, nommés par le vulgaire *harnabotti*, parce qu'ils habitaient le quartier de Saint-Barnabé, étaient dans une condition pire que la plèbe. Car l'indigence leur défendait d'aspirer aux premières charges du patriciat; exclus par leur naissance des places réservées aux bourgeois, ils étaient réduits à d'humbles emplois dédaignés par les nobles, à vivre de la charité ou du patronage de leurs pairs plus puissants. Aussi auraient-ils été des artisans de révolution si leur abaissement l'eût permis, si l'influence prépondérante des autres nobles et des bourgeois intéressés au système, et le peu de considération que leur accordait la plèbe, n'eût

mis un frein à leurs aspirations. Du reste, le gouvernement avait fondé d'utiles établissements pour leurs filles, leur assurant une dot pour le mariage ou le couvent. De plus, les mariages n'étant pas défendus entre patriciens et bourgeois, souvent il arrivait qu'un bourgeois riche, afin d'étendre ses relations dans les conseils, grâce à la parenté, donnait sa fille à des nobles pauvres. Il arrivait que des patriciennes épousaient des bourgeois opulents ; car dans cette classe il y avait beaucoup de familles qui, pour les richesses et les relations, n'avaient rien à envier aux patriciens. Quelquefois même le gouvernement arrangeait de ces alliances, soit pour relever un noble pauvre ou flatter l'orgueil d'un riche bourgeois.

Il est vrai que les enfants issus de ces mariages n'étaient point patriciens, loi nécessaire sans laquelle en peu de générations les deux classes se seraient confondues ; mais néanmoins ces mariages contribuaient à maintenir la concorde et une sorte d'égalité. Et comme la bourgeoisie s'alliait avec la plèbe, il arrivait que plébéiens et patriciens, séparés par la loi politique, étaient unis par les liens du sang, et cette union amenait ce résultat que la société se gouvernait comme une famille.

A proprement parler, les plébéiens ne formaient pas une caste à part. Eux aussi appartenaient à l'une des deux classes de bourgeois, et avec les mêmes privilèges. Merciers, artisans ou marins, c'était la fortune qui établissait la distinction. Néanmoins, la classe infime jouissait encore de beaucoup d'avantages. On lui réservait les petits emplois subalternes. Les arsenalotti (ouvriers des arsenaux) formaient de droit la garde du doge, et en certaines circonstances recevaient des gratifications. Par dessus tout, le gouvernement se montrait attentif à prévenir les besoins de la plèbe, à lui procurer des distractions et des plaisirs. Les riches bourgeois et patriciens y contribuaient, fournissant gratuitement des logements, des meu-

bles, des habits, des vivres, de l'argent. Les bourgeois seuls dotaient plus de quinze cents jeunes filles chaque année; les patriciens autant ou plus, et la plèbe aimait un gouvernement où elle trouvait l'abondance et des avantages.

Comprenant sous le nom de peuple la bourgeoisie et la plèbe, cet ordre composait une république toute particulière, où les patriciens n'avaient aucune action. C'étaient les confréries laïques, en grand nombre, parmi lesquelles six, distinguées par la richesse, se nommèrent *souole grandi*, sous l'inspection du conseil des Dix. Des magistrats indépendants veillaient au bon ordre et jugeaient les procès. Les patriciens les plus illustres, et jusqu'aux ambassadeurs, s'y faisaient inscrire; mais le gouvernement et l'administration en était tout populaire. Les confréries tenaient des assemblées, élisaient les prieurs; les trésoriers contrôlaient les comptes; elles avaient des statuts, un costume, un drapeau, des fêtes spéciales, des églises et des oratoires. Avec leurs fêtes, elles étaient pour le Vénitien d'une importance égale à celle du théâtre pour le peuple athénien, et du cirque pour les Romains.

Le bas peuple était ignorant, si par instruction l'on entend la science des écoles. Mais il avait une éducation pratique, formée par les traditions orales, par ses divertissements, par ses habitudes mêmes. Aussi le vulgaire, bien qu'il sût à peine lire, était le seul en Europe qui eût une littérature. Les fastes de la république, les époques les plus mémorables de son histoire, ses fêtes et leur origine, les guerres du jour ou des anciens temps, de ses différends mêmes avec les potentats, pourvu qu'ils eussent quelque importance, étaient rimés en patois et confiés à la mémoire. Le peuple, par ce moyen, était instruit des principaux événements de sa patrie. Non seulement les poèmes de l'Arioste et du Tasse, ceux de Virgile, d'Horace, de Juvénal, étaient traduits dans son dialecte et appropriés à son intelligence, mais encore des relations d'his-

toire et de voyages, et les œuvres morales de Cicéron et de Sénèque. Aussi le spirituel Ganganelli disait-il avec raison : Il n'y a presque pas un Vénitien qui ne soit éloquent. Le théâtre était une autre école, sinon de décence, au moins d'esprit et de pratique du monde. Les comédies, les tragédies, le drame pastoral, presque toujours en vénitien ; en tout, Venise célébrée par dessus les autres pays du monde ; le peuple s'était fait à la regarder comme le seul où il pût vivre, le seul où il y eût un air et un soleil bon pour lui. Ce n'était peut-être pas à tort, si l'on considère que là il menait une vie active et facile, tandis que dans tous les autres États la plèbe gisait opprimée, morne et tyrannisée par la misère et le soupçon.

Presque partout stationnaire, à Venise les voyages continuels au Levant lui fournissaient des éléments d'instruction, de distraction et de profits. Peu qui n'eussent visité Constantinople, Smyrne, la Syrie, l'Égypte ou tout au moins les colonies grecques. Sur la terre ou la mer, en paix ou en guerre, le peuple vivant presque continuellement mêlé aux patriciens, participait à toutes leurs fiertés, s'intéressait à leurs plaisirs ou leurs souffrances ; les prospérités et les disgrâces étaient communes. C'est à cette complication artificielle et morale des choses, qui, occupant toutes les passions, des plus élevées aux plus basses, les dirigeait vers un but unique, que le gouvernement doit la tranquillité intérieure dont il ne cessa de jouir. Les hommes étaient pour ainsi dire enlacés dans un système d'habitudes qu'ils ne pouvaient briser sans désordre.

Les religions anciennes, bien que fausses, avaient l'avantage d'être identifiées avec le système politique, et d'en former le nœud principal, tandis que le catholicisme, non par sa faute, mais par celle des hommes, a constitué un intérêt égoïste en dehors de l'État, et parfois en hostilité. Le clergé, hiérarchie spéciale, s'est organisé par des institutions qui souvent blessent directement les droits nationaux. De là deux gouver-

nements dans un État, et deux espèces de sujets, dont l'une obéit au chef naturel et prochain, l'autre à un chef étranger et lointain : mode d'existence qui peut servir au clergé, mais nuit à l'État, l'affaiblit et en embarrasse la marche, comme l'expérience des siècles l'a prouvé.

Mais à Venise, religion et État formèrent toujours un corps tellement identifié avec les mœurs du peuple et les moyens du gouvernement, que l'un ne pouvait exister sans l'autre. Toutes les institutions publiques dérivèrent de ces deux principes. Les solennités religieuses devaient leur origine à des événements politiques ; les fêtes nationales se rapportaient à la religion, qui était pour les Vénitiens leur histoire traditionnelle. Les cérémonies, les rites, tout le culte extérieur était devenu une habitude ; les saints, les images, les reliques étaient les dieux lares de Venise ; il y avait ainsi communauté d'intérêts et d'opinions entre les gouvernés et le gouvernement, et vu la confiance des sujets dans son infailibilité, toute parole d'opposition était réputée une hérésie politique. Par suite, l'excommunication qui faisait pâlir les rois, qui soulevait des royaumes, était pour les Vénitiens un outrage à la nation.

Venise avait toujours suivi les croyances catholiques, et malgré le concours de toutes les sectes, malgré une tolérance générale, on n'a pas d'exemple qu'un Vénitien ait jamais renié la foi maternelle ; et cela, sans *saint office*, sans frères inquisiteurs, sans le funèbre spectacle des bûchers ; les schismes ni les hérésies n'y pénétrèrent jamais, et le clergé lui-même si turbulent, si porté aux querelles religieuses, ne prit jamais parti pour les schismes étrangers. Les papes se firent la guerre ; les conciles s'insurgèrent contre les conciles ; Venise, immobile dans sa foi, vit avec indifférence ces luttes impies, et elle se tut.

Le catholicisme était d'ailleurs utile aux intérêts nationaux. La république, limitrophe de la Turquie, souvent en guerre

contre le Croissant, aurait eu peine à résister à un peuple martial et féroce, sans les subsides des princes catholiques, et l'appui chaleureux que leur prêtaient les papes. Aussi le sénat ne laissait-il échapper aucune occasion, sauf ses droits, de montrer son respect et sa déférence envers le saint siège, d'entretenir vif dans le peuple l'attachement à une religion pompeuse et magnifique, et qui, devenue le signe caractéristique de l'esprit national, le rendait dans les campagnes contre les Mahométans brave, résigné aux désastres du commerce, et au paiement des impôts nécessaires pour combattre un ennemi odieux, supérieur en forces et en ressources.

Nonobstant, Venise sut distinguer à temps l'église du clergé, et la religion des intérêts du prêtre. L'église, être spirituel, en dehors du monde, agit spirituellement sur la société; elle n'est pas essentielle à l'existence de la société, qui peut vivre avec d'autres croyances; elle est acceptée par des adhésions volontaires, et qui peuvent changer. Aussi à Venise toutes les opinions religieuses, — et beaucoup par des traités avec l'État, — étaient-elles tolérées tant qu'elles ne blessaient pas l'ordre public.

Le clergé donc n'exerce que le ministère, et ne peut avoir plus d'attributions que n'en comporte son office. Et comme personne ne peut donner que ce qu'il a, l'église étant purement spirituelle ne peut donner à ses ministres la puissance temporelle. D'ailleurs, malgré leur profession, ils ne cessent point de faire partie de l'État, et d'être soumis à tous les devoirs qu'il prescrit. Et posé, ce qui est indubitable, que l'église est reçue dans l'État par une tolérance volontaire, et non pas l'État dans l'église, il en résulte par une conséquence nécessaire que les lois publiques doivent avoir le pas, que les lois ecclésiastiques ne subsistent que par l'État qui peut encore les abroger.

Il est naturel que tout culte extérieur a besoin de revenus

soutenir et alimenter ses ministres. Mais de quelque qu'il y soit pourvu, si le culte est national, il est certain que ses revenus appartiennent à la communauté, et que l'église n'a aucun droit sur les choses matérielles. Les donations ont été faites sans aucune réserve du donateur, en vue de l'utilité publique; et le gouvernement, qui est la volonté nationale, qui a l'obligation d'en connaître les besoins et d'y pourvoir, a le droit de disposer de ces biens quand ils dépassent le proposé, ou que des besoins plus urgents le réclament.

Il faut bien le dire, toujours habile à consacrer ses avances temporels, le clergé a établi des canons tout différents; mais ils ne furent jamais reçus à Venise sans réserve. Elle les fit bien repoussés tout à fait; mais la puissance des papes, déjà pris trop d'empire, quand la république débuta sur la scène du monde, et les abus étaient si bien entrés dans les mœurs, que la sagesse de l'époque ne suffisait pas à les corriger. Toutefois Venise retint ses antiques maximes, que le clergé n'était sujet de la puissance civile, et les lois des clercs subordonnées à celles de la nation. Ayant acquis la conviction que le ministère ecclésiastique est incompatible avec les affaires du monde, et que le clergé, formant une hiérarchie à part, pouvait devenir dangereux à l'État, Venise le mit complètement hors de l'ordre civil et l'exila du maniement de la chose publique.

La même prudence dans les autres républiques d'Italie, surtout Florence et à Gènes. Mais là, bien que les prêtres fussent chargés de charges et des emplois, cependant comme la défiance qu'on leur portait était fort grande, ils exerçaient l'influence de l'intrigue : tandis qu'à Venise, un clerc était absolument mort pour la politique, et ne pouvait sortir de cette position qu'il s'était choisie. De sorte que le clergé n'ayant la moindre part à l'action publique, bien plus, étant comparé par des lois très sévères, la puissance laïque jouissait

d'une pleine indépendance, et sa volonté ne rencontrait pas d'obstacle. Le peuple s'était habitué à ne connaître qu'elle, et le clergé ne pouvant réagir dans un sens contraire, il en résultait le bienfait, rare dans ces siècles, d'une parfaite harmonie entre le gouvernement et les sujets.

Anciennement, la seigneurie nommait à toutes les dignités épiscopales, le pape confirmait les nominations. Mais elle perdit ce droit par ses traités avec Jules II, après la ligue de Cambrai. Elle tenta de le revendiquer sous Clément VII; mais après de longues discussions avec la cour, elle céda, à condition que les bénéfices fussent conférés à des sujets vénitiens. Elle se réserva pourtant toujours la nomination aux deux patriarchats de Venise et d'Aquilée, aux évêchés de Ceneda, Torcello, Chiozza, Caorle, Scardona et Macarsca, au primicieriat et au chapitre de Saint-Marc, du patronage du doge, et à plusieurs autres bénéfices; elle se réserva même un droit plus substantiel : ce fut que nul bénéficiaire, — sauf ceux qui étaient nommés par des congrégations monastiques, — ne pourrait entrer en possession du temporel sans être investi par le gouvernement auquel il payait une taxe proportionnelle aux revenus. Cela signifiait dans la pensée des Vénitiens que les biens de l'église étaient soumis au gouvernement temporel. Ces biens même payaient un tribut nommé *le décime*, et le paiement était exigé par un officier exprès. Ainsi, d'après une coutume établie, ils ne pouvaient être grevés extraordinairement sans le bon plaisir de Rome. A cet égard, la république ne se montra pas toujours scrupuleuse, et de là des mésintelligences avec la puissance ecclésiastique.

Les mêmes règles presque étaient appliquées aux ordres réguliers. Personne ne pouvait être supérieur ou administrateur qui ne fût sujet vénitien. Leurs écoles et leurs congrégations étaient soumises à l'inspection des magistrats publics.

Pour contenir dans des bornes légitimes un corps ambi-

tieux, actif et avide, le gouvernement déploya toujours une vigilance sévère, et ce fut une pensée de haute politique de confier cette mission au conseil des Dix. L'inquisition dans les domaines de Saint-Marc était purement restreinte aux cas patents d'hérésie obstinée; elle ne pouvait instrumenter ni juger sans l'assistance des magistrats laïques, qui d'habitude en annulaient les sentences. Contre les bulles papales Venise n'avait ni le placet royal ni les autres privilèges; mais quand une bulle ne plaisait pas, le gouvernement en suspendait l'exécution, et entamait des négociations avec Rome. La cour, après quelque résistance, venait à composition, sachant qu'elle ne trouverait pas d'agents. Car exécuter la bulle, ou se résigner à la prison ou l'exil, c'était tout un. Si le pape récaltrait on prolongeait la suspension, jusqu'à ce qu'il vint un pontife de bonne volonté. De l'excommunication prononcée par l'ordinaire, chacun pouvait appeler au magistrat civil; et juste ou non, l'excommunication était immédiatement suspendue quant aux effets civils. Même prononcée par le pape, elle était sans effet, faute de l'assentiment de l'État, qui ne le donnait jamais; et si un clerc, fût-il évêque, osait s'émanciper, le conseil des Dix intervenait, et la prison, l'exil ou la confiscation était tout le profit qu'en retirait l'oint du Seigneur. Les Dix annulaient jusqu'aux testaments en faveur de corporations religieuses, sur la plainte des héritiers, et des symptômes de captation. Le fraudeur, par dessus le marché, était sans autre formalité banni à l'instant. Les jésuites eurent plus d'une fois à essuyer de ces mortifications. Nul ne pouvait rechercher des grâces ou des bénéfices de Rome que par l'intermédiaire du gouvernement, et à l'ambassadeur dans cette capitale il était défendu d'accepter dignité ni bénéfice ecclésiastique sans le consentement du sénat. Si, même malgré lui, il contrevenait à la loi, il subissait un exil perpétuel et la confiscation, et tous ses parents étaient exclus des conseils. La défiance contre la

curie allait si loin que, s'il s'agissait d'une affaire où elle fût intéressée, on faisait sortir des conseils les papalistes, c'est à dire ses partisans, ou ceux qui avaient des parents dans le clergé.

Du reste, le clergé vivait fort à l'aise; les réguliers nommément, débarrassés de la sujétion qui ailleurs rendait insupportable la monotonie du cloître, y résidaient volontiers, et en portaient le cœur gros.

Pour dire un mot des provinces, le gouvernement y était assez bien assis. Elles se réglaient d'après des statuts spéciaux. Avec de larges libertés municipales, divers privilèges, une administration économe et paternelle, des impôts modérés; profitant du commerce de la capitale, les peuples vivaient contents et affectionnés, surtout en se comparant à la condition malheureuse des provinces limitrophes, tyrannisées par l'inexorable et avare Espagne; soumises à de petits princes voluptueux, fastueux ou guerriers, qui pour payer leur luxe, leurs plaisirs ou leurs soldats appauvrirent les sujets; sujettes de l'église, où le gouvernement pouvait être doux, plus facile à la dépense qu'aux exactions, mais travaillées par l'intolérance religieuse et l'espionnage continuel des consciences. Partout donc l'odieuse domination des prêtres; partout la sanguinaire inquisition, de sorte qu'à cette époque celui qui vivait dans les États de Venise semblait respirer un air libre et heureux. A coup sûr, c'était le pays le plus libre de l'Italie.

CHAPITRE XI

1605. Reprenons notre récit. Clément VIII mort, Léon XI ne régna que vingt-deux jours, et fut remplacé, le 15 juin, par Camille Borghèse, né à Rome, d'une famille de Sienne. Le nouveau pontife prit le nom de Paul V. Élevé dans les

naximes de la cour, et ayant exercé avec une rigueur inaccoutumée la charge d'auditeur de la chambre apostolique (c'est l'exécuteur de toutes les sentences et censures), le pape croyait sa conscience engagée à soutenir les prétentions romaines dans ce qu'on appelle les immunités et les franchises de l'église. Plein de ces doctrines et blâmant l'insouciance de ses prédécesseurs qui avaient laissé ces armes se rouiller dans leur arsenal, il se mit en devoir de les fourbir, et de mortifier, comme il disait, la présomption des princes. Mais son entrée en campagne fut retardée par une singulière infirmité, qui vaut la peine d'être notée.

L'astrologie judiciaire trouvait beaucoup de faveur à la cour de Rome. L'incertitude de l'avenir gêne les vœux de l'ambition. On conçoit donc que les courtisans aiment à tirer des pronostics heureux, à former des calculs de grandeur prochaine ou lointaine, d'existence plus ou moins longue, afin de régler la mesure de leur dévouement.

Paul V donnait en plein dans ces superstitions; et une prédiction ayant circulé que Clément VIII aurait un successeur nommé Léon, et celui-ci un Paul, tous deux d'une existence fort rapide, il s'abandonna cinq mois durant à des appréhensions telles que, soupçonnant le poison partout, il n'osait prendre même les mémoires qu'on lui présentait, et tremblant les laissait tomber par terre. A ce mal étrange on trouva le remède convenable. Ses parents convoquèrent tout ce qu'il y avait d'astrologues dans la ville sainte, lesquels déclarèrent que l'influence maligne des étoiles était épuisée, et que le pape pouvait se promettre de longs jours. Sur cette garantie, il reprit sa sérénité et ses projets.

D'abord, il commença par taquiner la France au sujet de l'acceptation du concile de Trente, et l'abrogation des libertés gallicanes. Presque au même temps, il eut maille à partir avec l'Espagne. Le roi voulait soumettre les jésuites, tout comme le

clergé, au payement des décimes, et les jésuites regimbaient. Le pape les appuya, et le roi céda. — Avec Naples, à cause d'un magistrat qui avait rempli son devoir en réprimant l'audace des clercs. Il voulut le faire livrer à l'inquisition, et sa volonté l'emporta. — Avec Malte, à propos de bénéfices qu'il voulut, contre toute justice, donner en commende à son neveu, et le neveu fut pourvu. — Avec Parme et la Savoie, en matière bénéficiaire et de juridiction. Parme et la Savoie se donnèrent pour vaineux. — Et plus particulièrement avec les républiques de Lucques et de Gènes.

Beaucoup de bourgeois de Lucques avaient embrassé les nouvelles croyances; et pour le libre exercice de leur foi, émigré chez les protestants. Mais ils entretenaient des correspondances avec les parents et les amis. Ce commerce de lettres fut défendu par un édit. Le pape approuva la défense, mais elle n'était pas du ressort de la puissance séculière. Il s'agissait de matière ecclésiastique. C'est à lui qu'il appartenait d'y pourvoir. Ce n'était qu'une mesure de police, n'ayant rien de commun avec la religion, n'importe; le pape ne l'entendait pas ainsi, et Lucques, petite et faible, céda comme l'Espagne, Naples et la Savoie; elle révoqua son édit, qui fut renouvelé au nom du pape. A Gènes, les administrations de confréries et œuvres pies, accusées d'avoir distrait à leur profit l'argent dont elles étaient dépositaires, furent appelées à rendre compte devant le magistrat. Les jésuites avaient institué une de leurs sodalités accoutumées. Là, sous couleur d'exercices spirituels, ils réunissaient une foule de citoyens, auxquels les bons pères faisaient prêter serment de ne voter que pour les membres de la société. C'était livrer aux jésuites le gouvernement de la république. Conspiration téméraire et digne d'un sévère châtiement. Le gouvernement se contenta de défendre la sodalité. Dès que les faits furent venus à la connaissance de Paul, il s'écria que c'était un attentat contre la liberté ecclésiastique :

la congrégation devait être rétablie; les malversateurs remis au for ecclésiastique; sinon, l'excommunication. Gênes eut encore la faiblesse de céder.

Tout fier de ces tentatives heureuses, le pape tourna ses pensées contre Venise. Nous avons déjà vu quelles rancunes assoupies couvaient entre la seigneurie et la cour. Le nouveau pontife les réveilla. Outre plusieurs reproches aux ambassadeurs venus le complimenter, il n'eut que des réponses sèches à leurs différentes requêtes. Terminer le différend de Ceneda? Le temps n'était pas venu. Accorder les décimes habituels sur le clergé? Il aviserait. Dispenser du voyage de Rome le patriarche Vendramin? Refus net.

De son côté, la république refusait de contribuer de ses subsides à la guerre de Hongrie contre les Turcs, et d'abolir une loi récente concernant la traite des huiles et la navigation de l'Adriatique sous pavillon étranger, pour le compte de compagnies vénitiennes établies à l'étranger. Cela gênait le commerce des denrées dans les domaines de l'église. La république avait raison, car les compagnies n'étaient qu'une fraude des étrangers pour éluder la douane. Le pape n'avait pas tort, et pouvait négocier un adoucissement ou suggérer un autre remède. Mais affirmer que l'État de l'église est sacré; que d'entraver par la douane l'entrée des subsistances, c'est un péché contre l'église; c'est, même pour un pape, une absurdité bien grosse.

Ce qui blessait surtout, c'étaient deux lois : l'une de 1537, renouvelée en 1439, 1513-56, 1560 et confirmée en 1603, défendait d'ériger des églises, hôpitaux et monastères, sans le congé du gouvernement, et d'introduire de nouveaux ordres religieux, sous peine d'exil et de confiscation. L'autre, de 1555, confirmée pour la ville et le duché de Venise en 1556, et étendue à toute la république en 1603, défendait, sous des peines très graves, de nouvelles acquisitions au clergé. La

première loi était fort sage. Il y avait déjà trop d'églises, d'hôpitaux et de monastères, de prêtres et de moines; des églises étaient presque désertes, et des monastères sans ressources. L'autre loi était commandée par une impérieuse nécessité, sollicitée par les peuples, attendu que le clergé possédait à lui seul le quart et même le tiers de tous les immeubles qui, exempts d'impôts, en reportaient le fardeau sur les séculiers. Sans compter que les prêtres et les moines n'étaient jamais à bout de fraudes pour capter les testaments, les propriétés, cens et rentes, et c'était une chaîne sans fin de procès.

Quoi qu'il en soit, réclamer contre des lois anciennes, sanctionnées par un long usage, c'était réellement chercher noise, et les Vénitiens avaient raison de regimber.

Ce qui envenima la querelle, c'est qu'un chanoine Scipion Saraceno, de Vicence, avait brisé les scellés apposés au palais épiscopal; ensuite, n'ayant pu faire céder à sa passion une dame sa parente, il la voulut diffamer en collant à sa porte des affiches d'une brutalité outrageante. La dame recourut au conseil des Dix, et le chanoine, pour ces deux délits, fut enfermé dans les prisons décevrales.

Le pape en fut informé par son nonce Horace Mattei. Il s'en plaignit amèrement à l'ambassadeur Augustin Nani. C'était, disait-il, une violation de la liberté de l'église; il fallait remettre le chanoine au for ecclésiastique. Outrager une femme, briser des scellés, ce n'est pas un crime atroce qui mérite d'être appelé devant les tribunaux séculiers. Ensuite, il se gendarmait contre les deux lois. C'étaient des hérésies; il fallait les abroger. L'ambassadeur, dans sa réplique, rappela que Clément VIII aussi avait défendu de nouvelles acquisitions à la Santa Casa de Lorette; et Paul de répondre : que beaucoup de choses sont permises aux papes qui ne le sont pas aux princes; que c'est un péché de s'autoriser de leur exemple; que les papes sont les maîtres du monde, supérieurs à toutes

les lois ; qu'ils tiennent de Dieu le pouvoir de lier et délier. Quant au reste des mortels , toutes les vertus chrétiennes ne sont rien , si l'on ne respecte point la franchise des clercs , si l'on n'augmente point leurs richesses.

Pendant que le pape insistait pour l'élargissement du chanoine et le retrait des deux lois, le sénat persévérant dans sa résistance, il survint un autre événement qui monta les esprits bien davantage. Le comte Brandolino, abbé de Nervesa en Frioul, avait été plongé aussi dans les prisons décenvirales, pour une série de crimes qui font frémir. Il avait accéléré la mort de son père ; il avait fait assassiner ses frères, afin de donner leur patrimoine à ses bâtards ; il avait fait assassiner plusieurs de ses rivaux en amour, et des maris dont il guettait la femme ; il avait fait assassiner ses complices ; il avait séduit sa sœur ; il était coupable de viol, de violences, de rapines, de concussions de toute sorte dans les terres de son abbaye ; car au Frioul il existait encore des fiefs, mais rares, et les feudataires privés d'autorité. Ce n'étaient sûrement pas des crimes bien atroces, mais des privilèges de l'église, puisque le pape entra dans une si grande fureur que, le 10 décembre, il manda au nonce deux brefs. Par l'un il exigeait l'abrogation des deux lois ; par l'autre, l'extradition des prisonniers, déclarant que le sénat avait encouru l'excommunication, s'il n'obéissait pas. La besogne se faisait dans le cabinet du pape avec une précipitation si fiévreuse que les secrétaires s'embrouillèrent, et ne remirent au courrier que le premier bref, mais en duplicata, sans s'apercevoir de l'erreur. Le nonce, voyant que la république envoyait à Rome un ambassadeur extraordinaire, prit sur lui de surseoir, détermination qui lui valut d'aigres reproches du pontife, avec l'ordre de s'acquitter de sa mission sur l'heure. Il adressa le bref le jour de Noël, pendant que le doge Marin Grimani était à l'agonie, et que le sénat assistait à une messe solennelle, avec le corps diplomatique. Le doge étant

mort la nuit même, les brefs, suivant l'usage, ne pouvaient être reçus qu'après la nouvelle élection. Le nonce, au nom du pape, se présenta devant la seigneurie, intimant la défense de procéder à l'élection, puisqu'ils étaient excommuniés, et par suite incapables d'aucun acte public. Les Vénitiens n'en firent que rire, et nommèrent, le 10 janvier 1606, Léonard Donato, procureur de Saint-Marc, versé dans les affaires et connaissant très bien Rome où il avait été sept fois ambassadeur. On raconte que dans une de ces missions, le cardinal Borghèse l'entretenant des fréquents démêlés du saint siège avec Venise, lui dit : Si j'étais pape, à la première occasion je vous excommunierais. Et moi, si j'étais doge, répliqua Donato, je me moquerais de l'excommunication. La fortune voulut qu'ils furent l'un et l'autre en situation de réaliser leurs paroles.

1606. Janvier. Les lettres du pape ayant été ouvertes, le sénat comprit que dans une affaire aussi délicate, où il était résolu de tenir tête, il était indispensable de procéder avec prudence et mettre de son côté l'opinion. Dans les cas graves, sa coutume constante était d'entendre un consultant en droit. Il en avait alors deux en titre, et à l'occasion un troisième; mais il fallait un théologien, un canoniste, pour bien ménager la défense de ses droits, sans se laisser prendre en défaut. On jeta les yeux sur fra Paolo, déjà connu par d'autres services rendus à la république, et qui, outre le savoir, offrait la garantie d'une réputation intacte, de mœurs irréprochables, une religion sévère, qui, ayant été à Rome plusieurs fois, avait la pratique des usages de cette cour, y avait obtenu l'estime de plusieurs personnages, et par son intégrité possédait l'amour et le respect du clergé et du peuple.

Dès les premiers nuages, il avait été officieusement consulté. Pour mieux diriger sa conduite, il écrivit à un ami, Trajan Boccalini, qui exerçait un office à Rome, de lui rendre compte de l'humeur de la cour et du pape. Le 22 novembre 1605,

Trajan avait répondu : « Que Paul V était un pontife de mœurs
« angeliques, d'un esprit droit, mais infatué des préjugés de
« la cour, et possédé de la pensée de fonder l'autocratie du
« siège apostolique. En quoi, ajoutait-il, il trouvera peut-être
« plus d'obstacles qu'ils ne s'y attendent, lui et ses courtisans.
« La curie et le pape sont irrités contre la république et
« l'église gallicane, qui chaque jour leur rogne les ongles.
« Le Saint-Père est résolu d'en venir à un éclat. Il n'y serait
« pas naturellement porté, qu'il y serait poussé par les clercs,
« dont beaucoup haïssent la république ; et, pour chatouiller
« le faible du pape, la plupart du matin au soir se plongent
« dans la théologie et le droit canon. »

Connaissant ces détails, Paolo s'aperçut que la crise offrait des chances douteuses, et l'obstination des parties était capable d'aboutir à des résultats dangereux. Il conseillait donc les voies d'accommodement, avant de s'engager plus avant. Réellement, le sénat ne négligea aucun moyen. Il expédia plusieurs ambassades extraordinaires au pape, il écrivit aux cardinaux de Vicence et de Vérone, vénitiens, d'intervenir pour amener Sa Béatitude à des conditions raisonnables. Mais Paul V, tant par sa propre exaltation que par les instigations des courtisans, qui tenaient le triomphe pour sûr, ne voulut entendre à rien. Cependant, comme je l'ai dit, le premier bref avait été présenté par le nonce Mattei. Les sages du conseil voulurent entendre fra Paolo sur les mesures à prendre, et le prièrent de donner un avis écrit. Mais le frère, qui savait qu'à Rome on pardonne tous les péchés, hors le sacrilège de rogner le manteau du pape, s'excusa en alléguant sa condition et les périls auxquels il ne pouvait se dérober. Il se borna à des conférences verbales, à des rapports concis, rédigés avec une souveraine prudence, où les décisions théologiques étaient mitigées par la phraséologie banale de vénération pour le saint siège. Mais, dans son assemblée du 14 janvier, le sénat, par

un décret spécial, le prit sous son patronage, le garantissant contre toute persécution d'où qu'elle provint. Cette décision communiquée à Sarpi, on le requit de répondre à cette question : Quels remèdes contre les foudres de Rome?

Fra Paolo, rassuré par cette garantie, répondit : Qu'il y avait deux remèdes; l'un de fait, défendre la publication des censures et en empêcher l'exécution, résistant à la force brutale par la force légitime, mais sans dépasser les bornes de la défense naturelle. L'autre, de droit, l'appel au futur concile. Le premier est préférable, et, au besoin, il laisse libre encore le second, qui a été employé par d'autres princes catholiques; et la France et l'Allemagne se prononcent en faveur de la supériorité du concile. Bien qu'en Italie on soutienne une opinion contraire, la jurisprudence canonique n'est point fixée. Partant, si l'on peut, il vaut mieux s'en passer, afin de ne pas aigrir l'irritation du saint père et susciter deux querelles pour une, sans compter que l'appelant a l'air de douter de la justice de sa cause, alors que le droit de la république est évident.

Cet avis, lu au Sénat, le 28 janvier, eut un tel succès pour la clarté, l'ordre, la concision et la solidité des raisons et la prudence des conseils, qu'à l'unanimité des votes, Sarpi fut nommé théologien et canoniste de la république, avec deux cents ducats de gages (le ducat valait cinq francs; comparé au prix des denrées, il représenterait aujourd'hui une valeur double). Avant d'accepter, il sollicita l'autorisation du général, frère Philippe Ferrari, d'Alexandrie, qui alors se trouvait à Venise, et il en reçut la bénédiction à genoux.

Je crois sincère l'obéissance monacale de fra Paolo. Mais n'eût-elle été qu'une simagrée, le général se serait bien gardé d'un refus : le conseil décemviral faisait trop peur. Au reste, il faut avoir une vive démangeaison de noircir les intentions d'autrui pour soupçonner que c'est la vengeance de ses deux échecs épiscopaux qui fit accepter à Sarpi la lutte contre le

Vatican. Il faudrait soupçonner le même esprit dans la foule de ceux qui ont combattu sous le même drapeau. L'accusation habituelle qu'un tel est tombé dans l'hérésie ou le schisme, par cela seul qu'il a échoué dans la brigue d'une dignité, fait peu d'honneur au caractère des prêtres. Elle implique que d'habitude, dans le choix de leurs opinions, ils consultent moins la conscience que la vanité, et sont incrédules ou croyants selon la mesure de leurs intérêts. Ce ne sont pas toujours des motifs égoïstes qui inspirent les actions des hommes. Souvent la fortune y a sa part. Certains actes sont un enchaînement naturel d'incidents imprévus. C'est le cas justement de fra Paolo. Il connaissait très bien les dangers au devant desquels il courait, et la vanité la plus complaisante n'aurait pas deviné la brillante réputation qu'il y devait gagner. La défiance avec laquelle il risqua les premiers pas témoigne de sa répugnance à s'engager dans cette voie, et accuse l'entraînement des circonstances. Quant à sa prétendue animosité contre Rome, rien n'est plus juste que ce passage d'une lettre faussement attribuée à Boccacini « que, dans ses démêlés, fra Paolo « s'inquiétait plus de ce qu'il fallait taire que publier; et bien « qu'il fût irrité par la persécution d'une cour et d'un pape « ennemis, qui, par de perverses calomnies, essayaient de le « rendre suspect, non d'hérésie, mais de possession diabolique, avec tout cela sa plume modérée par une extrême « prudence observa parfaitement la règle de défendre la cause « nationale qu'il croyait juste, plutôt que la maxime habituelle « de la vengeance, de répondre aux calomnies. »

Dans ses nouvelles fonctions il avait besoin d'aides, les uns pour copier, les autres pour extraire ou vérifier les opinions des auteurs. En qualité de copiste, il prit à son service et conserva toujours le père Marc Franzano, servite, comme collaborateur, il appela près de lui son ami, son élève le père maître Fulgence Micanzio, de Brescia, servite aussi, alors à Bologne

lecteur de théologie scolastique. Il resserra ses liens d'amitié avec le sénateur Dominique Molino, homme d'État, entouré de l'estime générale pour son intégrité, son habileté, la pratique des affaires, la variété de ses connaissances, et avec d'autres principaux sénateurs. Il en obtenait des informations sur les moyens de gouvernement, le caractère et les opinions des magistrats, de façon à pouvoir dans ses avis concilier le bien public avec des ménagements pour les préjugés individuels.

Cependant, le sénat, affermi dans ses résolutions par son théologien, répondit au pape le même jour 28 janvier. La lettre, dont fra Paolo avait dicté les termes, était respectueuse, mais solide de raison; elle justifiait les lois qui avaient mis arrêt aux nouvelles fondations et acquisitions du clergé.

1606. Février. Au langage de la réponse le pape s'aperçut qu'une bétise avait été commise. Il en fut surpris, et l'attribua au nonce. Tout chaud de colère, il rabroua l'ambassadeur vénitien, et mit plus d'exigence dans ses prétentions. Dans les successions collatérales, les prêtres intentaient de fréquents procès aux héritiers, prétendant que la succession était grevée de rentes à leur profit, ou, à titre d'emphytéose, réclamaient la propriété, aux dépens de la ligne directe. De là incertitude des propriétés, frais pour les familles, plaintes infinies dans le public. Le sénat décréta que les biens emphytéotiques ne reviendraient pas aux clercs, mais passeraient aux héritiers, quels qu'ils fussent, à charge de desservir la rente, quand elle serait prouvée. Maintenant, le pape exigeait encore l'abrogation de cette loi. Finalement, ayant jeté son feu, il sembla condescendre à des propositions d'accommodement. Il promettait de rétablir les lois abrogées, pourvu que le chanoine fût remis à l'official : l'abbé, il l'abandonnait au bras séculier, et accordait quinze jours pour la réponse. L'ambassadeur rendit à son gouvernement compte de cette audience, et, sur la nouvelle

d'un ambassadeur extraordinaire avec pouvoir de conclure, il en avertit le saint père. Mais celui-ci n'eut pas assez de patience; il dit que l'on trainait en longueur, dans l'espoir de sa mort; qu'il ne voulait rien entendre et être obéi. Et sans attendre le nouvel ambassadeur, il transmit à Mattei le second bref concernant la remise des prisonniers, sans même y changer la date du 10 décembre, ni l'adresse au doge défunt, ordonnant de le présenter immédiatement : ce qui eut lieu le 25 février. On observa que dans son audience au collège, le nonce, pour désigner Dieu ou le pape, employait la même expression : Notre Seigneur, sans que l'application fût toujours bien évidente. Seulement, s'il s'agissait du pape, il ôtait sa barette; quand il s'agissait de Dieu, il demeurait la tête couverte.

1606. Mars. La fougue indiscrète et les caprices de sa sainteté ne causèrent pas peu de surprise au sénat. Mais ne désespérant point de le ramener à un parti raisonnable, le 11 mars il répondit en lui dépeignant tous les désordres qui dériveraient de l'impunité des ecclésiastiques; et, discutant ses droits, il se plaignait que le pape n'eût pas voulu attendre les propositions du nouvel ambassadeur; qu'il remit sur le tapis des propositions auxquelles il avait déjà en partie renoncé; et, quand on croyait toucher à un arrangement, de s'en trouver plus loin que jamais.

1606. Avril. Cependant le sénateur Pierre Duodo était en route pour Rome. Mais le pape était si monté qu'il ne voulut entendre à aucune raison; et aux cardinaux Delfinio et Valiero, vénitiens, qui conseillaient la modération et représentaient les dangers auxquels il courait, il répondit en colère : Vos discours puent l'hérésie. Des lettres de Venise l'avertissaient de ne pas exposer son autorité au mépris. On lui donnait l'assurance qu'on ne reculerait pas un pas de plus dans la voie des concessions; il valait mieux un maigre accommode-

ment de bon gré et sans scandale qu'un plus maigre encore peut-être, avec publicité et contrainte. Ses perplexités étaient accrues par la fermeté du sénat qui, avec une rare et merveilleuse concorde, votait toujours à l'unanimité des suffrages. L'ambassadeur de France l'exhortait à la paix. Mais, emporté par son mauvais génie, sans prêter l'oreille à personne, il écrivit lui-même le monitoire, le fit imprimer, et, le 17 avril, il convoqua le consistoire des cardinaux. En se rendant à la séance, il fut pris de maintes incertitudes, il eut un point d'arrêt au haut de l'escalier, et allait rebrousser chemin, quand le cardinal Arrigoni lui rendit du cœur. Funeste conseil.

Descendu au consistoire, il éclata en plaintes contre les Vénitiens; il mit en regard ses droits et leur obstination; il donna lecture du monitoire et requit les suffrages. Formalité oiseuse; car quand les affaires sont portées au sacré collège, elles sont déjà bel et bien décidées au cabinet du pape. Le cardinal de Vérone conseilla calme, maturité, réflexion. Le pape répondit qu'il avait assez réfléchi; il était sûr de son fait. Puisqu'il en est ainsi, répliqua le cardinal, je n'ai plus rien à dire. Le cardinal d'Ascoli approuva par une profonde inclination. Zapata ajouta que dans la Vénétie les prêtres étaient dans une pire condition que les Hébreux sous Pharaon; Justiniani, que les Vénitiens étaient sans excuse, et de nouveaux ménagements seraient un péché; Sainte Cécile, que la cause du pape était la cause de Dieu. Bandino promettait au pontife une gloire immortelle. Colonna, qu'il fallait traiter les Vénitiens avec la verge plutôt qu'avec la douceur. Tous, en somme, qui pour un motif, qui pour un autre, ratifièrent de leur suffrage la sentence papale, et se défièrent à qui dirait les plus grosses énormités. La palme revient à Baronius, encore que dans le principe il fût pour la paix et favorable aux Vénitiens. Il prononça un discours dont voici le sommaire : Pierre a reçu un double ministère : de paître les brebis, de tuer et manger. Cette bou-

cherie n'est pas de la cruauté, c'est de la miséricorde. C'est perdre le corps, il est vrai, mais en sauvant l'âme. Il blâmait la patiente longanimité du saint père et lui démontrait la nécessité de hâter le pas. Ensuite, tressaillant de joie à cette religieuse boucherie, il voyait renaître les beaux jours de Grégoire VII et d'Alexandre III, tous deux de Sienne, comme Paul V, qui foulèrent aux pieds les scélérats d'empereurs Henri et Frédéric. Il terminait par la promesse du triomphe, promesse qui, malgré l'esprit prophétique du cardinal, ne se réalisa point.

Le pape, persuadé par ces raisons lumineuses, ou plutôt n'en ayant pas besoin, publia le monitoire. Il y disait que le doge, le sénat, et la république de Venise, ayant promulgué telle et telle loi qui prohibait de nouvelles érections d'églises, de monastères, d'hôpitaux et de nouvelles acquisitions au clergé par donation, testament ou autrement ; et ayant emprisonné le chanoine Saraceno et l'abbé Brandolino, personnages constitués en dignité ecclésiastique, toutes choses contraires à l'honneur de Dieu, scandaleuses au monde, et entraînant la damnation de l'âme : partant, il déclarait par l'autorité de Dieu, des saints Pierre et Paul, et par son autorité personnelle, que, si, endéans les vingt-quatre jours, ils ne révoquaient pas ces lois et ne remettaient pas à son nonce les prisonniers, ils auraient encouru les censures fulminées par notre mère sainte église contre les impies violateurs des immunités cléricales ; et si, huit jours passé ce délai, ils n'étaient pas repentants et soumis, il soumettrait à l'interdit la ville de Venise, les États et les domaines de la république, de sorte qu'il y aurait péché à dire la messe, administrer les sacrements, chanter l'office, et sonner les cloches. Suivait une litanie de menaces pour cette vie et l'autre, dont Dieu garde tout fidèle chrétien.

De nos jours, ces parades font rire. L'opinion est assez

éclairée pour que même les prêtres n'osent plus les soutenir, au moins en public, et aucun pape ne serait assez osé pour fulminer une pareille menace. Mais au temps dont nous parlons, c'était chose sérieuse. Les Médicis, qui régnaient despotiquement sur la Toscane, subirent plus d'une fois les insolences de la curie, et, mordant leur frein, ils courbèrent sous le joug. Les rois de France, pour ne pas se mettre à dos l'inimitié des papes, furent obligés de plier à leurs caprices, et le souvenir était tout frais encore des funestes résultats du fanatisme religieux : Henri III assassiné par un moine dominicain ; Henri IV, prince d'un esprit viril, contraint, pour être à l'abri des foudres papales, d'abjurer le calvinisme et de recevoir l'absolution publique, dans la personne de son représentant, avec toutes les formalités avilissantes qu'y savent mettre les Romains ; les rois d'Angleterre, longtemps vassaux de la tierce, et bien que le despotisme de Henri VIII eût réussi, dès 1533, à rendre au royaume son indépendance, lui et ses successeurs eurent à soutenir une lutte fort rude contre les papistes ; Philippe II d'Espagne, le puissant, le terrible Philippe II, lui aussi obligé de s'humilier devant l'impérieux Paul IV, et le fier duc d'Albe d'aller implorer à genoux pardon d'avoir soutenu contre Rome une guerre juste. J'ai dit plus haut avec quelle complaisance cédèrent à Paul V deux républiques, et l'ordre de Malte, et l'Espagne, et Naples, et Parme. En présence d'une faiblesse si générale, si Venise seule a tenu tête, il faut bien avouer qu'elle donnait une grande preuve de courage, et devait avoir confiance dans la solidité de son gouvernement et dans l'affection de ses peuples. La résistance qu'elle opposa cette fois, si elle ne fut pas la dernière, fut au moins décisive.

1606. Mai. Les réaggraves ayant été publiés à Rome, et partout répandus, le sénat songea aux moyens de résistance. Plusieurs étaient d'avis qu'il fallait appeler du pape au futur

concile, et fra Paolo fut requis de produire les raisons qui justifiaient cet appel. En quelques pages il développa une matière sur laquelle d'autres eussent rempli des volumes. Il proposa d'abord les difficultés des curialistes et des politiques contre l'appel, et il les trancha. Ensuite, il prouva la supériorité du concile sur le pape par des faits déduits de l'histoire et de l'autorité des pères, et conclut en faveur de l'appel.

Mais quand on en vint à l'application, on rencontra des difficultés imprévues. Fra Paolo lui-même s'aperçut que, comme remède de droit, c'était peu de chose; comme remède de fait, rien. La république, sous le règne de Sixte IV et de Jules II, avait appelé du pape au concile; dans le premier cas, avec succès; dans le second, sans profit. Partant, ce moyen fut rejeté comme tout à fait oiseux. Fra Paolo consulta le droit public ecclésiastique de France. Après mûr examen, il trouva que les ressorts mis en jeu dans ce royaume n'étaient pas applicables à la république, vu la différence des institutions, et que finalement le meilleur expédient était de s'en tenir à ce qu'il avait déjà proposé, c'est à dire aux voies de fait, plus simples, et qui laissaient la porte ouverte aux accommodements.

Toutes ces raisons par lui exposées au collège, et du collège transmises au sénat, amenèrent une délibération conforme à l'avis du consultant.

En conséquence, le 6 mai, la seigneurie publia deux manifestes, dont, comme de tous les actes publics ayant quelque rapport à la théologie, Sarpi dicta la teneur et revit la rédaction : l'un, adressé aux communes, par lequel le sénat portait à leur connaissance la nécessité et l'utilité de sa conduite, les torts du pontife inspiré par de mauvais conseils, et les censures fulminées. Concluant que, comme il ne les avait méritées que pour la protection et la défense des biens et de l'honneur des sujets, ils devaient en tous cas soutenir leurs droits et ceux de

l'État. L'autre, adressé à tout le clergé. Il déclarait que le monitoire papal était contraire à l'Écriture, aux pères, aux canons de l'église; dressé au préjudice de l'autorité séculière, de la tranquillité publique; scandaleux, et partant nul et illégitime; il commandait au clergé de ne pas l'observer, de ne pas interrompre les offices divins, d'afficher cette protestation à tous les lieux publics, afin qu'elle aille aux oreilles mêmes de sa sainteté, qu'il prie Dieu d'inspirer et toucher, afin qu'elle reconnaisse ses torts.

C'était dans le langage des curialistes greffer hérésie sur hérésie; car ils tiennent l'infailibilité du pape pour un dogme aussi sûr qu'il est évident que dans tout triangle la somme des trois angles est égale à deux droits. Et si quelqu'un fait remarquer que tel ou tel pape a eu la berlue, ils trouvent des raisons pour prouver que même dans la berlue il est infailible.

Cette protestation faite, — que le nonce avant son départ eut la mortification de voir collée à sa porte, — les Dix prirent les mesures les plus vigilantes pour prévenir les troubles. Ils mandèrent aux prêtres et aux religieux de leur remettre cachetées toutes les lettres de Rome. Ils eurent l'œil sur les confesseurs, pour les empêcher d'abuser les consciences par des artifices clandestins. Quelques menaces et peu de rigueurs donnèrent la preuve que les Dix ne badinaient pas. Un curé de Venise ferma son église. La potence fut dressée devant sa porte. N'étant pas fort amoureux de la gloire du martyr, le curé ouvrit. Le vicaire apostolique de Padoue, quand il reçut l'intimation de remettre la correspondance de Rome, répondit qu'il suivrait les inspirations du Saint-Esprit. Le podestat répliqua : le Saint-Esprit a déjà inspiré au conseil des Dix de faire pendre quiconque désobéirait. Le vicaire obéit.

Les religieux mendiants reçurent de leurs généraux l'ordre d'observer l'interdit; et, s'ils en étaient empêchés, de vider le pays. Mais comme le départ leur déplaisait, ils obtinrent des

Dix un décret qui le leur défendait, sous peine de mort, et ils le transmirent à Rome.

Les ordres monastiques à Venise vivaient à leur aise. Les jésuites surtout n'étaient pas les plus maltraités. Ils avaient des collèges dans la capitale, à Padoue, à Vérone, et jusqu'en Candie, position importante pour les bons pères qui au zèle de la propagande savent joindre le génie commercial. Portant aux infidèles la vraie foi et les indulgences pontificales, ils en rapportaient en revanche des cargaisons de marchandises. Pour eux, Candie était une excellente escale, tant pour les conversions que pour le marché du Levant. Introduits à Padoue en 1546, et trois ans plus tard à Venise, en soixante ans ils étaient devenus si riches, qu'ils tiraient des domaines de la république un revenu de cent mille écus (600,000 francs) ou plus. Néanmoins, les discordes actuelles étaient en grande partie leur ouvrage. Ils avaient calculé qu'ils sauraient les dominer, et gagner à Venise cette influence sur l'État qu'ils avaient usurpée partout, et que là ils n'avaient pu conquérir. Dans cette pensée, ils assurèrent d'abord le gouvernement qu'ils ne tiendraient pas compte des censures, se flattant que leur présence servirait mieux le saint père que leur éloignement. Dans l'intervalle, leurs messages et leurs courriers trottaient de Venise et de Ferrare à Rome, et vice versa, mandant et recevant des instructions. Ils étaient en grands pourparlers avec les autres ordres, et dans leurs manèges montraient une tortuosité, une duplicité fort suspecte. Le collège, informé de leurs menées, leur signifia de déclarer nettement leurs intentions. Mis au pied du mur, ils répondirent qu'ils n'auraient aucun égard au commandement du pape; qu'ils célébreraient, comme de coutume, les offices divins, sauf la messe, qui, à cause de son excellence, n'est pas comprise dans le service divin. Ils reçurent l'ordre de déguerpir. Ils mirent en jeu leurs pénitentes, leur fournirent de l'argent, les abu-

sèrent par des superstitions ; ils saccagèrent leurs églises et leurs collèges, brûlèrent les confessions écrites et les règles secrètes ; ils détournèrent leurs meubles les plus précieux. Quatre caisses en furent découvertes dans la maison d'un marchand Franzoni ; sept ou huit autres furent saisies sur des navires de transport. Dans un recoin du couvent on reconnut des fourneaux et des creusets à fondre les métaux. Les calices, les patères, les ostensoirs, les chandeliers, les lampes d'or et d'argent, les meubles riches avaient disparu. Aux magistrats qui se présentèrent pour recevoir l'inventaire, ils ne consignèrent qu'un petit nombre d'effets sans valeur ; et leurs voleries furent si notoires que leurs séides mêmes en furent scandalisés. Les jésuites, qui ont le génie de l'hypocrisie, partirent, tous le crucifix pendant au col, prenant un air de martyrs, une contenance mortifiée et pénitente, comme s'ils emportaient le Christ dans leur exil. Le peuple, qui les connaissait, fut sur le point de leur faire un mauvais parti. Il fallut les protéger, par une escorte de sbires, entre les sarcasmes et les sifflets des masses. Ils furent suivis des théatins, un petit nombre de minimes et des capucins de la capitale, seuls dupes des séductions d'Ignace. Les capucins des provinces, où Ignace n'avait pas pénétré, tous les autres religieux demeurèrent fermes, attachés au gouvernement. Les moines de Clairvaux offrirent au Sénat cent mille ducats pour fournir à la guerre qui paraissait imminente.

Du reste, toute communication fut interdite entre Venise et Rome. L'ambassadeur et le nonce prirent congé, et le monde, étonné d'un événement nouveau et gros de conséquences, attentif et curieux, attendait le dénouement.

CHAPITRE XII

1606. Juin. Cependant du Milanais, des États de l'église et de Mantoue, qui longent différentes frontières de la république, le fanatisme des prélats et le génie félon des jésuites introduisaient des libelles, des brochures, des placards. Du haut des chaires, ouvertement, et du fond des confessionnaux sournoisement, on propageait l'accusation que Venise était une seconde Genève; que le mariage n'était plus qu'un concubinage, contracté qu'il était entre des excommuniés; que les contrats étaient nuls, le gouvernement illégitime, la rébellion légale, et les liens du sang brisés. Le jésuite Gondi, prêchant à Bologne le jour de Pâques, disait : « A cent et je ne sais
« combien de milles existe une ville où se trouvent dix mille
« juifs, dix mille schismatiques, vingt mille gourgandines et
« je ne sais combien d'hérétiques, et foule de malandrins.
« Vous tous ici présents je vous prie de prier pour cette
« ville. » A Parme, comme l'écrivit dans une lettre le célèbre historien Davila, on parlait de Venise comme d'un pays de luthériens, bien plus, de Scythes. A Brescia, on répandit un libelle qui débutait ainsi : « Race de vipères, canaille excom-
« muniée, que diable vous a fait la révérendissime compagnie
« de Jésus, cette lumière du monde? » Dans une église de Mantoue, les deux jésuites Stadera et Gagliardi entamèrent une lutte d'injures contre Venise, si scandaleuse que le duc les bannit sur-le-champ. Le langage féroce était suivi d'actes à l'avenant. Ils envoyaient des émissaires, des mouchards, des suborneurs; ils écrivaient à leurs dévotes de refuser le service à leurs maris, aux écoliers de désobéir à leurs parents. Dans cette malheureuse querelle, c'est là le grand tort de la cour de Rome, d'avoir autorisé de pareilles horreurs, dans l'espoir

qu'en bouleversant l'ordre public et poussant les sujets à la révolte, ils obligeraient Venise à se soumettre. Espérance coupable, car, — toutes opinions à part, — associer la religion au crime, c'est un péché énorme, inexpiable.

Cependant dans la république, tout demeurait tranquille, et l'on ne manquait pas de prédicateurs, hardis moines pour la plupart. Entre autres se fit distinguer un père Fulgence Manfredi, capucin, qui prêcha à Venise avec beaucoup de véhémence contre l'interdit et la cour. Quant aux écrivains, on ne saurait les compter. Quiconque, bien ou mal, savait manier la plume, voulut entrer en lice. Aussi fallut-il que le gouvernement, afin d'empêcher la fougue ou l'inexpérience de franchir les bornes, prit le parti d'instituer une censure expresse de six théologiens et de trois jurisconsultes pour examiner les livres, et deux sénateurs pour approuver. En première ligne figuraient fra Paolo et Pierre Antoine Ribetti, archidiacre et vicaire général de Venise.

Le plan du gouvernement était de s'en tenir à la simple défensive. Il ne lâcha la bride aux prédicateurs qu'après avoir été l'objet des attaques de la chaire; il ne donna la liberté aux écrivains qu'après les publications des Romains. En effet, des presses de Rome était sorti, par ordre du pape, et répandu dans toute l'Italie, un écrit de Scipion Gobelucci qui justifiait la conduite de Paul. Une feuille volante, mais sans date, avait été lancée de Milan dans tout le Bergamasque, pleine d'injures contre les Vénitiens et d'atroces maximes sur les effets des censures. On voulut répondre au premier par un fidèle exposé du procès, détaillant dans un volume bien raisonné les droits de la république et la nullité de l'interdit. Mais fra Paolo, ne voulant point paraître dans la querelle, et prétextant son inexpérience de l'italien, aima mieux en tracer l'esquisse, et abandonner la rédaction à Jean-Baptiste Léoni, écrivain agréable, ancien secrétaire du cardinal Commendon, actuellement agent

du duc d'Urbain près la république. Plus rhéteur que philosophe, et parlant d'une matière qui lui était inconnue, il énerma la force du raisonnement par ses enjolivements de style; mais son œuvre, languissante comme elle était, ne laissa pas de plaire; elle eut du débit, et fut traduite en plusieurs langues.

Pour répondre au deuxième écrit, fra Paola prit un détour. Il traduisit du latin et publia, texte en regard, deux opuscules de Jean Gerson, théologien et chancelier de Paris, fameux par la science et la sainteté de ses mœurs, qui, député de France au concile de Constance, travailla chaudement à restaurer la paix de l'église troublée par les papes. Le premier de ces traités contient douze considérations sur la puissance des clefs mystiques, et les irrévérences à leur endroit, qui encourent l'excommunication. Gerson décide qu'il y a simplicité et ignorance, et même malice pharisaïque, de penser que le pape soit un dieu, qu'il ait toute puissance au ciel et sur la terre, et qu'il n'y a aucune irrévérence à lui résister quand il abuse notoirement de sa puissance; que, dans ce cas, l'irrévérence est de son côté, et l'excommunication une violence à laquelle la loi naturelle ordonne de résister; et que *parfois pour s'y soumettre, il faudrait la patience d'un âne et la poltronnerie d'un lièvre*. Dans l'autre traité, il examine la question : s'il faut craindre la sentence du pasteur, même quand elle est injuste. Le pape saint Grégoire se prononce pour l'affirmative; mais la proposition est attaquée par le théologien français, qui la déclare erronée dans la foi, et la morale. Il montre combien elle est contraire à la raison, incompatible avec la justice, subversive de tout droit naturel ou public, en vertu desquels, dit-il, on peut craindre, mais on ne doit pas respecter l'iniquité tyrannique; au contraire, il faut la braver et la combattre.

Ces deux écrits, très courts, pleins de solidité et de piété,

et qui semblaient faits pour la circonstance, furent imprimés à Venise, mais sans nom de lieu ni d'imprimeur. Le traducteur dans la préface se dissimule sous le masque d'un Parisien. Mais cela ne suffit pas à le cacher.

Il parut aussi un autre opuscule sans date, nom d'auteur, d'imprimeur ni de lieu. C'était une lettre aux curés des domaines vénitiens, sous le titre : Réponse d'un docteur en théologie à un révérend son ami, touchant le bref de censures, publié par Sa Sainteté Paul V contre les Vénitiens et sur la nullité de ces censures, d'après la sainte Écriture, les saints pères et docteurs catholiques. Elle contient huit propositions qui se lient naturellement, discutées avec beaucoup de science et un bel enchainement d'idées, bien qu'embarrassées encore dans les ronces des canonistes. Elle dit en substance que les princes séculiers, et le pape aussi comme prince temporel, tiennent de Dieu leur autorité; que Jésus-Christ en terre n'a jamais exercé aucune puissance temporelle, et par conséquent n'a pu en transmettre aucune à Pierre et à ses successeurs; que l'autorité des clefs est purement spirituelle; que, bien que plusieurs croient de droit divin l'exemption des clercs, l'opinion de ceux qui la jugent de droit humain est plus saine, plus conforme à l'histoire, à l'Écriture et la doctrine des pères; que, par conséquent, la république ne pèche point en publiant des lois sur les biens ecclésiastiques et en punissant les délits des clercs; que, si le pape s'y oppose et fulmine des excommunications et des interdits, cette sentence est nulle et ne doit pas être respectée. Enfin, il aborde les paroles de saint Grégoire : qu'il faut craindre la sentence du pasteur juste ou injuste, et montre qu'elles n'ont pas trait au cas actuel. L'auteur de cette lettre est Jean Marsile, prêtre et théologien napolitain, ennemi des jésuites, auxquels il avait été affilié dans ses premières années. Elle eut grande vogue; et le succès, autant que sa valeur réelle, lui attira de nombreuses critiques.

Mais la réfutation la plus décisive fut un décret du *saint-office* de Rome, du 25 juin, qui la mit à l'index, ainsi que tous les autres écrits non publiés encore, comme contenant des propositions hérétiques, erronées, scandaleuses, offensant les oreilles pieuses : toutes ces épithètes réunies *in globo*, avec l'adverbe respectivement, de sorte que l'on ne comprenait et ne savait quelles étaient les propositions condamnées. Cette condamnation d'ouvrages inédits fit à bon droit rire fra Paolo, qui disait en plaisantant : « S'il nous était venu à l'idée d'employer le chap. XIII de l'épître aux Romains et de lui donner pour titre : Droits de la république de Venise, par ce bizarre décret de l'inquisition, saint Paul devenait auteur de propositions hérétiques, erronées, scandaleuses, etc. »

1606. Juillet. On n'osa point se permettre la même licence envers Gerson, vu la réputation dont il jouissait depuis deux siècles. Mais comme la traduction n'avait pas été faite sans intention, le pape chargea le cardinal Bellarmin de le réfuter, en même temps que les huit propositions de la lettre. Alors on fut ahuri de voir Gerson, auteur très orthodoxe, après avoir été salué par le cardinal de docteur de science et piété profonde, être traité de suspect et même évidemment erroné, ce qui en moins de mots veut dire hérétique. L'évêque Bossuet n'a pu réprimer son indignation.

Je ne veux point passer l'occasion de faire connaître une des nombreuses notes marginales d'un exemplaire de l'histoire d'André Morosini que je possède. Je traduis littéralement du latin. A côté de cette phrase de Morosini : « Le Sénat ayant ouï les conseils d'hommes très versés dans la jurisprudence, le droit canonique et la théologie, proteste que l'anathème est immérité, frivole, nul, » le glossateur écrit ces remarques bienveillantes : « Presque tous les consultants étaient connus par l'apostasie ou l'athéisme ou d'autres

« crimes très graves. Bannis de leur pays, et réfugiés à
« Venise, ils saisirent l'occasion de vomir impudemment le
« venin qu'ils recueillaient dans les bouges de cette ville. Il
« y avait en outre sept moines (dont deux prêtres), dont le
« chef était ce Paul, servite, qui, par une hypocrisie madrée,
« s'était acquis la bienveillance du sénat, et dit toutes les
« sottises du monde contre le pape. Néanmoins il s'abstint
« des opinions condamnées, pour défendre le mieux qu'il put
« la cause de la république. »

Bellarmin ne voulut pas demeurer en arrière. Dans sa réponse, il traite Sarpi de faussaire, hypocrite, ignorant, malignant, adulateur luthérien, calviniste, homme qui hait la lumière, qui se cache, qui a honte de découvrir son nom et celui de son imprimeur, parce qu'il a la conscience des erreurs et des faussetés que contient son opuscule. Injures hors de propos et peu propres à se concilier la bienveillance du public, déshonorantes même pour la personne qui les écrit. Ou Bellarmin connaissait le traducteur de Gerson, et il parlait contre sa conscience, puisqu'il professa toujours une opinion très favorable de fra Paolo, et plus tard, rougissant du passé, fit des avances de réconciliation — Ici, je dirai en passant, pour y revenir plus tard, qu'il corrigea ces sorties fanatiques par plusieurs traits généreux; — ou il ne le connaissait pas, et quelle inconvenance de maltraiter un inconnu qui pouvait être fort respectable; surtout que la charité chrétienne commande de prendre en bonne part même les erreurs de son prochain, et de croire, jusqu'à preuve contraire, que c'est la conviction et non la malice qui a dicté ce langage.

Il y avait aussi de la maladresse dans le choix du proverbe évangélique : *Qui male agit, odit lucem*, qui forme le début de sa réponse. Il courait le danger de le voir rétorquer contre lui-même, quand il publia différents opuscules pseudonymes ou anonymes; et que, pour mieux se cacher, il falsifia le nom

du lieu d'impression; ajoutant, pour se justifier, que les canons de l'église (je ne sais lesquels) défendent à un personnage de son rang de signer un livre. En outre, il tire sur les siens; car plusieurs autres anonymes ou pseudonymes s'étaient déjà mis en campagne et entraient en lice chaque jour en faveur de l'interdit. Ceux de sa compagnie, je veux dire les jésuites, prirent tous de faux noms.

1606. Septembre. Fra Paolo, blessé à un endroit si délicat, se vit, malgré lui, contraint de mettre à part tout respect et d'entrer dans la même carrière, la visière levée. Pour défendre les doctrines de Gerson et les siennes propres, il publia au mois de septembre la réponse aux critiques faites par l'illustrissime et révérendissime cardinal Bellarmin du traité et des résolutions de Jean Gerson, sur la validité de l'excommunication, sans y introduire la moindre injure, il fit le cardinal capot, qui pourtant voulut se donner la réplique.

Dans le même temps, une armée d'écrivains des deux camps lançait des livres gros et minces, bons et mauvais, sous toutes les formes, lettres, dialogues, prose, vers, sérieux, burlesques, en italien, latin, français, espagnol, allemand. On les traduisait, on les passait de main en main, on les lisait, on les oubliait. Dans les rangs des Vénitiens se tenaient, — outre une tourbe d'écrivains médiocres, — les plus doctes jurisconsultes d'Europe, parmi lesquels je citerai le célèbre Menocchio, président du sénat de Milan; César Brancadori, de Turin; tous les docteurs ès-lois de l'université de Padoue; Leschassier et Servin, avocats au parlement de Paris; Edmond Richer, docteur de Sorbonne; le savant Casaubon; Henning Harnisch, jurisconsulte de Halberstadt, Nicolas Viguier. Mais l'œuvre de ce dernier, par ses exagérations et son désaccord avec les principes orthodoxes dont la république ne voulait pas s'écarter, fut proscrite par le sénat; car, malgré toutes ses précautions, il ne lui fut pas toujours pos-

sible de retenir dans de justes bornes la fougue des écrivains. A Vicence, on alla jusqu'à afficher une invitation à se détacher de la communion romaine. On rechercha l'auteur de ce placard, et d'autres écrits de la même main. Mais on n'en put découvrir vestige. Fra Paolo pense que c'était une rouerie des curialistes, afin d'alarmer les consciences et d'effrayer le gouvernement d'une révolution religieuse.

Un des écrits qui eut le plus de vogue, c'est celui du sénateur Antoine Quirini, intitulé : *Des droits de la république de Venise au sujet des difficultés qui lui sont suscitées par le pape Paul V*, qui parut sur la fin d'août, d'un style robuste, et où, laissant de côté les chicanes, il démontre par des raisons de fait, populaires et pressantes l'invalidité des censures. Ce livre plut tellement et acquit une telle faveur auprès du public, que beaucoup d'adversaires se crurent le devoir de l'attaquer. Un autre écrivain qui mérita bien de la république fut Marc Antoine Capello, d'Este, mineur conventionnel, qui publia différents livres sans se renfermer dans une polémique particulière; et plus encore Jean Marsile, qui entra dans la mêlée avec la lettre anonyme dont j'ai parlé plus haut. Attaqué par Bellarmin ouvertement, par Possevin et d'autres sous cape, il se défendit vaillamment par des écrits pleins de science, mais où dédaignant la logique des faits et les preuves de l'histoire, il s'attacha plutôt aux autorités souvent contradictoires des canonistes, et prêta le flanc à ses adversaires.

Du côté du pape, c'étaient généralement des moines et des courtisans. Mais en dehors de la bande se dessinent le cardinal Colonna, qui écrivit en latin une sentence contre les évêques de la république qui se moquaient de l'interdit, les menaçant de châtimens dans ce monde et dans l'autre; le cardinal Baronius, qui adressa à la république une exhortation latine, aussi traduite en italien, farcie d'injures; frère Antonio Bovio, carme, qui publia bon nombre de réfutations, et en

récompense obtint le siège de Molfea ; le célèbre jésuite Antoine Possevin, qui, sous le masque toujours, écrivit des injures sans fin ; mais surtout le cardinal Bellarmin, écrivit, répliqua, réfuta, assaillant, tenant, et finalement si bien houspillé qu'il emprunta de son chapelain le nom, la patrie, la qualité, se disant Matthieu Torti, prêtre et théologien de Pavie ; et, ayant épuisé sa provision d'arguties, se soulagea par des invectives, et mérita le reproche qu'il avait adressé aux autres : *Qui male agit, odit lucem*. Fra Paolo était le but de toutes ces haines, ce fut sur lui que les papistes accumulèrent la plus grande masse d'injures. On calomnia les motifs qui lui avaient fait rechercher l'épiscopat, et l'on falsifia les motifs de son exclusion. On lui imputa les longues discordes de son ordre, fomentées, disait-on, parce qu'il ambitionnait le généralat. On lui fit un crime des ridicules procès que lui avaient intentés quatre ou cinq ignorants frocards. On l'accusa de matérialisme, de penchant déclaré vers l'hérésie de Calvin, et de haine contre la philosophie d'Aristote. Il fut traité de fauteur d'hérétiques, d'apostat, indigne du nom de religieux, plutôt impie qu'athée. La frénésie des curialistes alla jusqu'à lui reprocher sa naissance plébéienne, ce qui n'avait rien de commun avec l'interdit. Enfin un méchant poète bolonais décocha contre lui une salve d'épigrammes latines.

Mais fra Paolo, sans ressentir des outrages auxquels la dignité personnelle ne commande pas de répondre ou de faire attention, sans viser à personne en particulier, sans s'engager dans une polémique qui, à force d'introduire de nouvelles questions, fait oublier la principale, se renferma dans son sujet et publia les *Considérations sur les censures de Paul V contre la république de Venise*. Travail parfait dans son genre, émaillé d'une rare érudition, soutenue d'une dialectique pressante, où, après une nette exposition de l'état de la question, il traite à fond le droit qui incombe à tout prince de juger les

cleres, de les assujettir à ses lois, de les obliger à l'impôt, et l'obligation qu'a le clergé de s'y soumettre, et de contribuer. Delà il examine la vraie nature et la valeur de l'excommunication; il puise ses arguments dans l'histoire de l'église, les lois des princes et l'autorité des saints pères. Il y eut un déluge de réponses, entre autres, une de Bovio, qui n'était pas à dédaigner. Fra Paolo n'ayant pas le loisir de répliquer, il en chargea frère Fulgence, lui en fournit les matériaux et revit le manuscrit. De sorte qu'on peut le regarder comme son œuvre.

Fra Paolo se vantait avec raison d'avoir été le premier en Italie à soutenir et prouver cette lumineuse vérité: que le clergé ne fut jamais affranchi de l'autorité du prince, seulement de celle des magistrats; que c'est une chimère de prétendre que les immunités soient de droit divin, alors qu'elles ne sont pas même de droit humain, mais de simples concessions que le prince peut toujours retirer ou modifier.

Comme les curialistes faisaient grand fracas de la validité et de l'importance des censures et de l'impiété des Vénitiens qui n'en avaient cure, il fallut en venir à l'ouvrage le plus hardi qu'on eût entrepris jusque-là. Aux excommunications papales on avait toujours opposé l'appel au pape mieux informé, l'appel au concile, ou des protestations, ou la force, sans que personne osât jamais soumettre ces censures à un examen plus sévère, et trouver pour les attaquer non seulement un point de fait, mais un point de droit. Les études auxquelles se livrait fra Paolo le menèrent à cet heureux résultat, mais comme il ne voulait pas se risquer seul à une entreprise entourée de si grands dangers, on lui associa d'autres théologiens: l'archidiaque Ribetti et le Capello, dont j'ai déjà parlé, frère Bernard Giordano, franciscain, frère Michel Ange Bonicelli, mineur de l'observance, frère Camille de Venise, augustin, et frère Fulgence, servite, qui publièrent en nom commun (encore que fra Paolo seul eût tenu la plume)

le fameux *Traité de l'interdit*, qui devint le modèle de tout ce qu'on écrivit plus tard sur la matière. Fra Paolo ayant dû se plier aux habitudes des théologiens, le sujet n'est pas traité avec cette méthode discursive que l'on retrouve dans ses autres écrits, où des prémisses fondamentales découlent par une succession naturelle et continue les conséquences et les démonstrations; même il y a quelques superfluités qu'on aurait pu retrancher. Mais cette méthode scolastique était peut-être nécessaire pour mettre en relief les points qu'on voulait défendre et fixer sur eux l'attention du lecteur.

Il contient dix-neuf propositions, par lesquelles on prouve sur l'autorité de l'histoire, des écritures et du droit canonique que le commandement du supérieur, fût-il pape, n'oblige point, quand il n'est pas publié et intimé dans les formes; que l'interdit ne l'a pas été, par conséquent n'oblige pas, est *per se* nul; — qu'il ne faut pas obéir au commandement du pape, si l'on voit qu'il cause du scandale ou des troubles dans l'église; — que l'interdit se trouve dans ce cas, puisqu'il amènerait des dangers, des scandales et des maux infinis, que le premier devoir de tout chrétien est d'éviter; — qu'en conséquence, les théologiens enseignent que la crainte fondée excuse de l'obéissance de toute loi humaine, bien que légitime et obligatoire; — que tel est l'état du clergé vénitien qui, s'il respectait l'interdit, s'exposerait à la perte de sa liberté, de sa fortune et de la vie, et dans sa ruine entraînerait sa famille.

La puissance du pape n'est pas illimitée; elle est restreinte uniquement à l'utilité de l'église; elle a pour règle la loi divine. C'est là une opinion inébranlable; tandis que la prétention de n'être sujet aux canons ni aux conciles est contredite ou indécise. Partant le chrétien n'est dans l'obligation de lui obéir qu'en ce qui est conforme à la loi divine. La puissance n'étant donnée au pape que pour l'édification et non pour la ruine, s'il fulmine l'excommunication ou l'interdit pour une cause

injuste, l'excommunication ou l'interdit est injuste et nul. Ce sont des abus d'autorité, auxquels le prince doit s'opposer, d'autant plus que l'interdit est dans l'église une peine de création moderne et plus propre à faire du mal que du bien.

Ces doctrines actuellement vulgaires étaient pour le temps toutes neuves, ou du moins c'était un secret réservé au petit nombre, et elles ne trouvaient pas d'application. Mais recueillies dans un mince volume, exposées dans un style clair et judicieux, fortifiées des autorités les plus respectables, elles produisirent un effet merveilleux sur les peuples qui parurent sortir d'un sommeil profond.

Le *Traité de l'interdit* produisit à Rome une sorte d'épouvante. Le cardinal Bellarmin reçut l'ordre de l'attaquer; beaucoup d'autres se donnèrent cette mission, et à l'importance qu'y attachèrent les Romains on peut juger de la blessure qui les entama. Mais les réfutations furent si pauvres de raisons et si malheureuses que les Vénitiens ne les jugèrent pas dignes d'une réplique. Et les gouvernements étant naturellement inclinés à favoriser la cause de Venise, qui était la leur, et l'étendue démesurée que les romanistes donnent à l'autorité papale déplaisant à beaucoup de théologiens, en maints lieux la circulation des livres romains rencontra des obstacles, tandis que les Vénitiens trouvaient partout un accueil libre et joyeux. En Espagne, un Discours contre deux traités relatifs aux censures fulminées par Paul V contre Venise, du P. Souza, franciscain, fut prohibé par l'inquisition, et l'auteur obligé d'en retirer tous les exemplaires. A Milan, le résident vénitien fut assigné devant le *saint office* et l'inquisiteur pria le comte de Fuentes de lui prêter main-forte. Mais le comte ne se soucia pas de rendre ce service, le résident ne se soucia pas de comparaître; et le mépris de la puissance inquisitoriale fut une leçon pour les peuples.

On s'en aperçut bien à Rome, où le *saint office*, vu l'impuis-

sance des raisons que l'on opposait aux Vénitiens, voulut conjurer le danger, en défendant, par décret du 30 septembre, le *Traité de l'interdit*, les *Considérations*, l'*Avis*, et tous les autres écrits publiés ou inédits, sous peine des plus terribles excommunications et des vengeances du tribunal. Le public ne fit qu'en rire, et conclut que la curie avait tort.

Puisque j'en suis à parler des écrits qu'inspira l'interdit à fra Paolo, je ne dis rien d'un livre qui a eu de la vogue delà les monts, et qui fut même traduit en français sous le titre : *Droits des souverains défendus contre les excommunications et les interdits du pape*; qui en italien porte pour titre : *Consolazione della mente*, etc., parce qu'il n'appartient pas à fra Paolo, ainsi que je le démontrerai dans l'Appendice bibliographique. Pour le moment, il suffit de l'avoir mentionné.

Nous venons de voir plusieurs des maximes vénitiennes. Je vais les compléter pour les mettre en regard des maximes des papistes. Si le lecteur ne trouve rien de neuf dans les premières, parce qu'elles sont maintenant entrées dans le droit commun, les secondes à coup sûr lui causeront de la surprise, surtout quand il saura que les principes des Vénitiens étaient réputés des hérésies à Rome, et les principes contraires, des articles de foi.

Dieu, dit fra Paolo, a constitué dans le monde deux gouvernements, souverains et mutuellement indépendants. L'un, spirituel, c'est le ministère ecclésiastique; l'autre, temporel, c'est l'État. Il confia le premier aux apôtres et à leurs successeurs; l'autre aux princes; de façon que ceux-là ne peuvent s'ingérer dans ce qui appartient à ceux-ci. Le pape donc, chef du gouvernement spirituel, n'a puissance aucune sur les lois des princes en matière temporelle; il ne peut priver les princes de leurs États; il ne peut affranchir les sujets de leur soumission. La doctrine contraire d'interdire les royaumes, destituer les rois, exciter les sujets à la révolte, quand le prince

se trouve en lutte avec le pape, est une doctrine séditeuse et sacrilège, contraire aux écritures, à l'exemple du Christ et des saints. Les immunités des clercs sont ou des concessions du prince, et il conserve la faculté de les retirer, ou des concessions du pape, et celles-ci en certains lieux ne sont pas admises, ou admises en partie seulement, et ne valent que sous le bon plaisir de qui les admet, et tant qu'elles ne nuisent pas au repos et au bien public.

L'infailibilité du pape, continue Sarpi, est une doctrine douteuse. Sur ce point les docteurs mêmes de la curie ne sont pas d'accord. L'un la fait consister en ceci, l'autre, en cela. La puissance de lier et délier s'entend, pourvu qu'elle ne s'écarte pas du droit, Dieu commandant de suivre non son caprice, mais le mérite et la justice de la cause. Partant, dans les contestations avec le pape, si celui-ci fulmine des censures, il est permis aux princes de s'assurer, par le conseil des doctes, si elles sont justes ou injustes; et, dans le dernier cas, d'en défendre l'exécution, pourvu que l'on conserve le respect dû à l'église. Quoi qu'il en soit, l'excommunication des princes ou des peuples est, d'après saint Augustin, pernicieuse et sacrilège. L'obéissance aveugle, invention des jésuites, inconnue à l'église et aux bons théologiens, ôte à la vertu son essence qui est l'action libre et consciente. Elle expose au danger d'offenser Dieu, elle n'excuse pas la dupe du prince spirituel, elle est une source de séditions.

Les papistes débitaient des maximes toutes contraires, et si exorbitantes que plus d'un lecteur refusera d'y croire. Mais, pour ma justification; sachez que je les ai prises mot à mot dans leurs livres. Si vous voulez en avoir la preuve, vous n'avez pas besoin d'en feuilleter beaucoup, vous n'avez qu'à ouvrir le petit opuscule de Bellarmin contre les traités de Jean Gerson, et en quelques pages vous en trouverez bon nombre.

Le Christ, disent les curialistes, reçut du père puissance plénière sur toute l'église. Cette puissance, il l'a remise aux mains de Pierre et de ses successeurs. Par suite on ne peut sans hérésie appeler du pape au concile. Il s'ensuit que le pape a le pouvoir d'abroger tous les canons vieux et nouveaux; et comme l'évangile a été dicté par Jésus-Christ, et que le pape a la même puissance que lui, il en résulte que le pape a le pouvoir de dispenser de l'évangile. Réellement, sa puissance est universelle, illimitée, et telle qu'il est peu d'intelligences capables de la comprendre. Suffit de dire qu'il est le vicaire de Dieu; même ce n'est pas un gros péché de dire qu'il soit Dieu; on peut très bien au moins le réputer un Dieu sur la terre. Le mépriser au contraire, est une sorte d'idolâtrie. C'est un dogme catholique de dire qu'il lui appartient de réprimander tout prince et toute république; et s'ils n'obéissent pas, de les obliger par les canons, de les déposer ou délier les sujets du serment de fidélité. A la vérité, il a pour but le bien spirituel des âmes, et il ne s'ingère pas dans le gouvernement des princes temporels; mais s'ils abusent de leur autorité, au détriment des âmes ou des peuples, ou de la chrétienté, alors il a droit d'y mettre ordre, et de contraindre à faire ce qu'il estime juste. Qui ne croit pas cela n'est pas catholique.

En outre, le pape,—au cas qu'il soit utile ou nécessaire,— peut de droit divin disposer des royaumes et des empires, dont il est le maître, et les donner à qui lui plaît. Si un prince n'obéit pas au commandement du pape, les sujets ne doivent plus obéir au prince, mais se révolter, lui faire la guerre, lui dresser des embûches et même le tuer, parce que le pape tient de Dieu une juridiction absolue et illimitée de gouverner le peuple chrétien; et c'est pour cela qu'il a reçu les deux glaives, l'un pour le spirituel, l'autre pour le temporel; et, par suite, il a aussi le droit de poursuivre les rebelles et de les

punir de mort. La sainte église romaine étant visible, c'est principalement dans les choses temporelles qu'elle manifeste sa grandeur. La réduire au spirituel, comme ses adversaires le prétendent, c'est la réduire à zéro. Cette double puissance, la pape l'a héritée de Jésus-Christ même, qui dans sa vie terrestre ne fut pas seulement prophète et médiateur, mais vrai prince temporel. Les mages l'adorèrent non comme messie mais comme roi; les Juifs le reconnurent comme roi à plusieurs reprises; lui-même posa plusieurs actes royaux. Que s'il répondit à Pilate que son royaume n'est pas de ce monde, ce fut une réponse ambiguë pour tromper le procureur et le soustraire à un plus grand péché; ou bien il parla comme un homme qui, à la veille de mourir, ne s'inquiète plus des choses mondaines. Mais le fait est que le pape a reçu de lui les deux puissances; et le nier, c'est tomber dans l'hérésie.

Le pouvoir des princes est tout humain, dérivé ou du consentement des peuples ou du droit de la guerre, et plus ou moins limité. La puissance du pontife est toute divine; elle n'est sujette à conventions ni restrictions d'aucune sorte. Il est le monarque de l'église, le juge suprême du monde. Son tribunal est le tribunal de Dieu; ses lois n'admettent exception ni appel. Justes ou injustes, c'est à lui d'en juger. Il est vrai que, s'il abusait scandaleusement de sa puissance, il ne devrait pas être obéi; mais rien que supposer cet abus, c'est une injure énorme, un artifice des hérétiques, une malice enseignée par le diable.

Les prêtres en regard des laïques sont des dieux. Sur eux les princes n'ont aucune autorité. Ils sont exempts de toute loi et de toute juridiction humaine. Ils peuvent bien, s'ils le veulent, obéir aux lois des princes, pourvu que ce ne soit pas contre les intérêts du pape. Par exemple, si le prince commande d'acheter ou vendre le blé à tel prix, ils peuvent bien, s'il leur plaît, s'y conformer; mais s'ils n'y trouvent pas leur

compte, ils peuvent vendre ou acheter au prix qui leur va, et de ce chef il n'est point permis de les mettre en jugement. Finalement, toutes les personnes ecclésiastiques, et leurs biens, et leurs possessions, sont choses de Dieu, sacrées et inviolables; ils ne doivent reconnaître d'autre juge et maître que le vicaire de Dieu, n'obéir qu'à lui. Leurs privilèges et leurs exemptions sont de droit divin; et c'est un péché mortel d'en douter.

L'Europe aurait été dans de beaux draps, si ces articles avaient pu prévaloir. Mais heureusement la Providence a permis l'hérésie de fra Paolo.

Après avoir exposé les doctrines des deux parties, il est encore utile de noter la méthode qui fut suivie par les Vénitiens et les romanistes. Les premiers, surtout fra Paolo, partent de principes incontestables; ils ne sortent jamais du sujet; ils s'abstiennent de questions oiseuses et d'injures; ils ne s'abandonnent pas à des personnalités et ne songent pas même à se défendre des accusations dont les accablent leurs adversaires. Ils discutent avec calme, et toujours avec la logique des faits; ils marchent de conséquence en conséquence jusqu'aux dernières conclusions. Les autres perdent le temps et le font perdre avec un ennui suprême par leurs subtiles chicanes contre le sens des paroles ou des phrases de leurs adversaires, très claires pourtant, non que cela importe à la cause, mais par pur amour du sophisme. Ils font des distinctions puériles; ils éclatent en vaines déclamations; ils ne répugnent pas aux personnalités, font un emploi extrêmement sobre de l'histoire; ils s'attachent à des pétitions de principes, c'est à dire, qu'ils admettent pour démontré précisément ce qui est en litige. Aussi vont-ils au hasard, et découvrant leurs côtés faibles, laissent-ils la victoire à l'ennemi. Les Vénitiens appuyés à des principes sûrs, inspirés par un même esprit, vont droit leur chemin; ils sont d'accord entre eux, et l'un confirme les raisons de l'autre. Les papistes — autant de têtes,

autant d'avis — sans principes stables, sans autre base que le caprice ou les suggestions d'un fanatisme aveugle, se contredisent à qui mieux mieux. L'un donne pour certaine une chose que l'autre tient pour douteuse; l'un se sert d'un argument dont l'autre avoue la fausseté. L'un avance un fait comme positif, l'autre convient qu'il est fabuleux ou incertain. Les Vénitiens dans leurs répliques rapportent dans toute leur étendue les paroles de leurs adversaires; ils ne dissimulent pas les difficultés; ils éclaireissent les faits par une critique sévère; et citant les autorités, ils décrivent les cas, les circonstances, le mode, l'origine. Les curialistes au rebours ne choisissent chez leurs opposants que ce qui est favorable à leur cause; ils esquivent les difficultés; ils ne font aucun cas des conséquences, et citent les autorités sans tenir compte des temps, moins pour prouver que pour jeter de la poudre aux yeux, ne se demandant pas même si elles viennent à propos; ils mettent en avant des actes apocryphes; ils falsifient les textes; et convaincus de cette fraude, ils se trouvent tout penauds. Ils opposent aux écritures les décrétales; aux anciens pères les docteurs modernes; et égarés dans de faux sentiers ils ouvrent à la critique un champ vaste, à la raison un facile triomphe.

La différence des écrivains répondait à une différence de conduite dans les deux gouvernements. A Rome on prohibait les livres des Vénitiens, sous peine d'excommunication et de prison. A Venise, on laissait circuler ceux des curialistes; et il semble que le gouvernement, tout soupçonneux qu'il fût, voulût faciliter au peuple les moyens de comparaison.

Telle est la lutte perpétuelle de la vérité contre l'erreur. Tant que la raison aura son siège dans l'intelligence, et que les hommes ne seront pas imbéciles jusqu'à croire sur parole, pour maintenir tout édifice social qui se dressera sur des fondements erronés, il faudra comprimer la raison, c'est à dire, empêcher l'intelligence de spéculer sur la nature et sur l'ori-

gine des choses. Éternel délire de la tyrannie ! Mais le temps, dans ses infatigables évolutions, renouvelant la condition et les accidents du monde, entraîne la pensée dans son tourbillon et lui prête une force contre laquelle nul obstacle ne peut tenir debout. C'est une flamme qui, se communiquant de la génération qui se couche à celle qui se lève, grandit toujours d'intensité et d'éclat. Cette flamme, c'est ce que les modernes nomment *progrès*. Vous aurez beau, pour la concentrer ou l'éteindre, lui opposer toujours de nouveaux efforts. Les fils montent sur les épaules de leurs pères, et serviront de marche-pied à leurs neveux. Toute génération élargit son horizon ; et les institutions stationnaires, corrompues par leur stagnation, sont en opposition directe ou presque directe avec le rajeunissement perpétuel de l'esprit humain.

Tel fut le destin de la papauté. Son histoire est l'époque la plus belle et la plus lumineuse de l'histoire moderne ; elle embrasse pour ainsi dire la patrie de tous les hommes. Longtemps elle fut le seul bouclier contre la puissance du sabre. L'Italie lui doit d'innombrables misères, mais aussi une gloire brillante, et la civilisation lui doit son premier essor.

Loin de suivre ce mouvement progressif, les papes essayèrent de l'entraver, quand il ne leur fut plus utile, de le faire reculer, et de fixer des limites à l'activité de la pensée, de corrompre la morale des peuples et de régner à l'ombre de l'ignorance et du vice. Erreur funeste ! Car les grandes révolutions ne sont pas l'œuvre des hommes ; elles sont le résultat d'institutions vicieuses, qui, réagissant contre l'esprit public, en déconcertent l'harmonie. Elles sont l'effet des lois mêmes de la nature qui, dérangées par la folie des hommes, cherchent à reprendre leur équilibre. C'est d'un désordre pareil que surgirent les innovations de Luther. Les pontifes se sou tinrent, non en corrigeant les abus, mais en recourant à de nouvelles fraudes, en flattant l'orgueil et l'avidité du clergé,

les intérêts et les ambitions mobiles des princes. Ils ne s'aperçurent pas que le temps, qui détruit tout hors la vérité, minerait toujours la base de leur puissance menteuse, et qu'une fois usé l'enchantement qui la rendait redoutable ou nécessaire, une fois apaisé le bouillonnement des haines religieuses, et amenés les hommes à des sentiments plus doux et plus sociables, princes et peuples, également fatigués du joug sacerdotal, oppresseur, capricieux et avide, voudraient ressaisir leur liberté.

Peut-être en 1606 les temps n'étaient-ils pas encore venus ; mais les règnes turbulents et féroces de Paul III, de Paul IV, de Pie V, de Sixte-Quint, les désordres de la cour, les guerres civiles et fanatiques qu'elle fomenta, les guerres suscitées par l'ambition et l'avarice du népotisme, la dureté que déployèrent les pontifes du xvi^e siècle dans l'exercice de leur autorité, les attentats contre le pouvoir temporel avaient peu à peu soulevé un esprit d'opposition contre Rome. Cet esprit fut fortifié par les tendances belliqueuses d'un siècle enclin à la liberté ; — par la haine de la prépondérance espagnole qui réservait au monde la servitude, les ténèbres, l'ignorance et la superstition ; — par la presse, libre delà les monts ; — par l'étude de l'histoire, de la jurisprudence et de la critique ; — par les luttes religieuses en Europe, et plus utilement par les discussions des parlements de France relatives aux droits du prince et aux libertés de l'église gallicane ; et, si l'on n'y trouvait pas encore une disposition bien décidée à confiner la papauté dans ses justes limites, au moins la résistance des Vénitiens fut regardée avec une infinie satisfaction, et accueillie par d'unanimes applaudissements.

1606. Septembre. — La cour, ahurie d'événements si contraires à son attente, eut recours à ses armes accoutumées. Parmi tous ceux qui combattirent ses dogmes, nul n'était par son savoir, par son caractère, par l'influence, la vigueur irré-

sistible de ses arguments, plus redouté que Fra Paolo, nul n'était plus applaudi. Les deux camps s'accordaient à le croire la cheville ouvrière de ce grand mouvement. Fra Paolo fut donc cité au tribunal du *saint office*. Dans un pays où celui qui est investi de l'autorité prétend l'exercer de droit divin, il est bien juste qu'il viole toutes les formalités légales prescrites par la justice naturelle. C'était déjà une monstruosité que la cour fût juge dans sa propre cause; c'était une autre monstruosité que le cardinal Bellarmin, antagoniste de fra Paolo, siégeât au tribunal. Mais, jusqu'à la citation, — dont les inquisiteurs connaissaient la vanité et le ridicule, — où ils pouvaient sans inconvénient montrer des semblants de justice, ils voulurent déployer toutes les formes arbitraires du despotisme. Fra Paolo, sans être ouï, sans défenseur, sans être averti ni réquis, est jugé et condamné par le *saint office*. Après quoi, on l'assigne à comparoir, pour être entendu dans sa défense. Quelle ironie! Quand la sentence est déjà prononcée! et Rome n'a pas coutume de revenir sur ses pas. La vérité, c'est qu'ils voulaient le tenir à Rome, pour le pendre.

1606. Octobre. Mais, singulier contraste! pendant que l'inquisition romaine, par un décret du 20 septembre, condamnait aux flammes les livres de fra Paolo, et que les dévots inquisiteurs nourrissaient encore l'espérance de brûler l'auteur; le sénat, comme pour faire pièce aux prélats, rehaussait de ses louanges le mérite de l'humble religieux, et le comblait de récompenses. L'inquisition, derechef (impuissant soulagement de ses haines), le citait, par un autre décret du 20 octobre, à comparaître en personne, endéans les vingt-quatre jours, sous peine d'excommunication *latæ sententiæ*, d'infamie perpétuelle et de privation de tout office et dignité, pour avoir soutenu et prouvé que la république de Saint-Marc a raison, et que le successeur de saint Pierre a tort : ce qui

est une hérésie. Le décret du sénat portait : « Le révérend
« père maître Paul de Venise, continuant avec un mérite sin-
« gulier les services éminents par lesquels, entre tous, par
« ses écrits pleins d'une science profonde, il appuie sur de
« solides fondements les puissantes raisons de la république
« dans la cause qu'elle soutient actuellement contre la cour de
« Rome, préférant le bien et la satisfaction du pays à tous
« ses intérêts ; partant, il est juste, il est digne de la munifi-
« cence du sénat de lui donner les moyens de garantir son
« existence contre tous dangers et de subvenir à ses besoins,
« bien qu'il ne le réclame pas et qu'il répugne à toute marque
« de reconnaissance ; telle est sa modestie et tel son désir
« de témoigner qu'aucun espoir de récompense, mais seule-
« ment son dévouement envers la république et la justice de
« sa cause le meuvent à s'employer avec tant de zèle et de
« fatigue. » Et il concluait à porter son traitement de deux
« cents ducats à quatre cents.

1606. Novembre. Il est clair que fra Paolo, même sans ces témoignages éclatants de protection, ne se serait jamais soucié d'obéir au *saint* office. Par un manifeste latin du 25 novembre, de style modeste et respectueux, il répondit : Qu'il avait un désir sincère de leur montrer son obéissance et de justifier sa foi ; mais que ses livres ayant été condamnés contre les règles établies par les canons, sans avoir au préalable entendu l'auteur, et cela avec la formule générale de contenir des propositions téméraires, calomnieuses, scandaleuses, séditeuses, schismatiques, hérétiques, sans préciser lesquelles (de façon que, dans l'obscurité des termes, on ne saurait dire si ces taches souillent tout le livre ou seulement une partie), et la sentence définitive ayant été prononcée, il était irrégulier et il devenait inutile de l'assigner pour l'ouïr en sa défense, d'autant plus qu'il ne savait pas quels étaient les articles incriminés ; que, d'autre part, il ne pouvait recon-

naître le tribunal, vu que le cardinal Bellarmin y siégeait, lequel, pour avoir écrit contre lui, était partie intéressée; que de même qu'ils disaient ne pouvoir venir à Venise en sécurité pour l'exécution de la sentence, de même lui ne pouvait non plus aller à Rome avec sécurité pour sa défense : d'autant plus qu'alors les esprits n'étaient pas assez calmes, et confondaient trop d'intérêts en un seul pour juger impartialement. Enfin, qu'étant aux gages de la république, il ne pouvait abandonner son poste sans l'autorisation du prince; et, dans le moment, l'autorisation n'était pas facile à obtenir; que, du reste, il se déclarait bon catholique, et qu'il voulait vivre et mourir dans cette foi; que nulle part ses sentiments ne pouvaient être mieux connus qu'à Rome, où il avait vécu tant d'années; qu'eux aussi le connaissaient et avaient des preuves de son obéissance et de son attachement à la foi. Il les pria donc de prendre ces motifs en considération, et de ne point procéder illégalement contre lui. Dans le cas contraire, il protestait à la face de Dieu, et qu'il tiendrait leur sentence comme nulle et non avenue.

Les inquisiteurs sentirent la force de ces raisons; et quoique pour arriver à leur but ils eussent bien voulu le condamner comme hérétique et contumace, ils eurent peur que Sarpi, par vengeance, ne jouât un mauvais tour au Vatican et ne reprît en Italie le rôle de Luther; se rappelant que ce fut la condamnation prononcée par Léon X qui porta le moine augustin aux dernières extrémités. Aussi se contentèrent-ils de faire la chasse à ses livres, et de les brûler : signe, dit Boccacini, qu'ils sont bons.

Ils n'eurent pas les mêmes égards pour Jean Marsile et pour le franciscain Fulgence, qui, n'ayant pas obéi à la citation, furent excommuniés. Il est vrai qu'ils n'avaient pas répondu avec la modestie et le calme de Sarpi, mais avec superbe, le premier surtout.

Ce n'est pas que les cardinaux inquisiteurs, ni le pape, crussent à ces hérésies imaginaires, mais c'était un prétexte pour intimider fra Paolo, ou du moins le rendre odieux, pour le priver de la confiance du gouvernement, semer des soupçons dans les esprits faibles, des scrupules chez les superstitieux, et le contraindre à faire amende honorable. Considérant sa désertion comme le plus beau triomphe auquel ils pussent aspirer, ils mirent tous leurs ressorts en jeu pour le séduire. On expédia exprès à Venise un Hollandais qui, fréquentant la maison Secchini, où, comme on l'a dit, allait fra Paolo, aurait l'occasion de l'épier et de le tenter sous main. Le père Ferrari, général des servites, reçut les pouvoirs les plus amples; on mit en œuvre les émissaires du nonce demeurés à Venise; fra Paolo reçut une masse de lettres, principalement du cardinal d'Ascoli. Enfin, François de Castro, se rendant à Venise en qualité d'ambassadeur extraordinaire d'Espagne, amena à sa suite une longue queue de prêtres, dont plusieurs étaient chargés de traiter secrètement avec Sarpi. Mitres, chapeaux, honneurs, promesses, espérances, rien ne fut oublié. Mais la cour avait affaire à un honnête homme, désintéressé, et non moins retors. Avec toutes leurs ruses, et les prêtres n'en ont pas faite, ils le trouvèrent toujours inébranlable. La seule réponse qu'il leur donnait était celle-ci : Je défends une cause juste.

CHAPITRE XIII.

1606-1607. En présence d'un fait aussi nouveau, l'Europe, un moment incertaine, y prit bientôt un intérêt aussi vif que dans une cause personnelle. Parmi la multitude des écrits en faveur de la république, dictés par des hommes de savoir *et de réputation*; parmi le retentissement des opinions hos-

tiles à la cour, se glissaient sournoisement les voix de prêtres et moines obscurs dont les œuvres, comme l'attestent les curialistes mêmes, n'obtenaient guère de lecteurs, malgré leur distribution gratuite. Par contre, même dans les États pontificaux, en dépit de l'inquisition, les écrits des Vénitiens et de leurs fauteurs étaient recherchés à grand prix et lus avidement. Ceux de fra Paolo surtout étaient accueillis avec amour; ils volaient même au delà des Alpes, traduits en latin, en français, en allemand, à l'usage des personnes auxquelles l'italien était étranger. On n'a peut-être pas d'exemple d'un pareil enthousiasme pour un homme; mais de cet homme dépendaient les destinées du sacerdoce et de l'empire. Cependant, les moines à Mantoue, à Ferrare, à Milan, à Naples, s'évertuaient à prêcher contre le sénat, et signalaient Sarpi à la plèbe comme l'image et le précurseur de l'Antechrist. Les jésuites, plus habiles à troubler les consciences et émouvoir les peuples, étaient en correspondance avec leurs adhérents dans les domaines de Saint-Marc; ils y mandaient des agents, ils y entraient eux-mêmes sous des déguisements; ils tentaient, ils corrompaient. Le jésuite Possevin se vantait d'avoir lui seul à ses ordres plus de trois cents jeunes gens des premières familles prêts à se révolter contre leurs parents et le gouvernement. Gasconnade à coup sûr, mais preuve que la secte n'a jamais répugné à aucun moyen odieux. Leurs machinations ne se confinèrent pas aux frontières de la domination vénitienne et en Italie, mais en Espagne, en France, en Bohême, en Pologne et jusqu'en Angleterre, malgré les fréquentes mortifications qu'ils eurent à subir. Ainsi, continuant partout à diffamer le sénat, susciter des embarras à ses ambassadeurs, fabriquer de fausses lettres pour introduire la discorde dans la seigneurie, ou provoquer contre elle les armes d'autres États, à répandre dans la Vénétie des libelles incendiaires, à exciter la guerre civile, ils fatiguèrent la patience, au point

que, le 14 juin 1606, ils furent bannis à perpétuité de la république par un décret tellement sévère et accompagné de tant de formalités qu'il devenait presque impossible de le révoquer. Dix ans auparavant, ils avaient été bannis de France comme régicides, corrupteurs de la jeunesse, promoteurs de rébellion. Ce qui décida le sénat à cette rigueur, ce ne fut pas tant l'irritation qu'il ressentait de ces outrages que la certitude acquise que, pour pénétrer dans les plus intimes secrets des familles et de l'État, ils abusaient du confessionnal. Dans la précipitation de leur fuite, parmi les papiers qu'ils n'eurent pas le temps de livrer au feu, ils laissèrent quelques registres de confessions, et des fragments de correspondances criminelles et des copies à la main de *Règles à observer pour rester attachés à l'église orthodoxe*, en latin. La troisième prescrit de croire à l'église hiérarchique, quand même elle dirait que le blanc est noir ; et la dix-septième commande aux prédicateurs de ne pas trop prêcher ou inculquer la grâce de Dieu. De pareilles recommandations, bien que plus voilées, se retrouvent dans leurs règles imprimées à Rome.

L'expulsion de la secte fut une preuve éclatante de la concorde qui régnait au sénat. Les votants étaient au nombre de cent quatre-vingt, beaucoup d'anciens pénitents ou amis des ignaciens ; et bien que le scrutin fût secret, pas une boule blanche.

Ce nouveau coup fit sentir au pontife à quelles gens il avait affaire. D'autres pays, il ne lui venait pas de meilleures consolations. En Pologne, quelques Vénitiens avaient été chassés d'une église. Le roi obligea les prêtres à demander excuse, et leur infligea une amende. A Vienne, le nonce subit la mortification de ne pas assister à la fête du *Corpus Domini*, parce que la cour ne voulut pas exclure le ministre de Venise. Le roi d'Angleterre offrait ses services ; celui de France travaillait à la concorde avec loyauté. Mais en cas de guerre, il

laissait bien voir qu'il tournerait ses armes contre la curie. L'empereur applaudissait aux actes de la république; et quand il aurait voulu prêter assistance au pape, il ne le pouvait pas, travaillé qu'il était par la guerre contre les Turcs. L'Espagne seule montrait quelques symptômes favorables. Le comte de Fuentes, gouverneur de Milan, armait et menaçait les frontières, mais l'argent lui manquait pour payer les soldats; le marquis de Santa Cruz, amiral d'Espagne, parti de Naples avec une flotte, entra dans le golfe, surprit et saccagea Durazzo, sur le territoire ottoman, afin de compromettre la république avec la Porte. Mais les discordes des chrétiens étaient une musique agréable aux oreilles du sultan. Il commanda des prières et des jeûnes pour en demander au ciel la prolongation; et il remerciait Dieu d'avoir inspiré le choix d'un pape si favorable aux vrais croyants. Il ordonna aux pachas de se tenir en toutes choses prêts à servir Venise. Le grand vizir fit venir le baile, et lui dit que le temps était venu d'en finir avec les Espagnols et les prêtres, leurs communs ennemis. La république avait à s'allier avec la sublime Porte, et pendant que l'une assaillirait le pape et l'Espagne d'un côté, la Porte attaquerait de l'autre. En tout cas, Venise pouvait compter sur l'assistance du Grand Seigneur, et comme gage de sa parole, il fit sortir une flotte de cinquante galères, avec ordre au capitán pacha de s'entendre avec les Vénitiens et de se mettre à leur disposition.

Mais l'arrogance de Paul V n'était pas encore si matée qu'il ne dit avoir assez de puissance pour citer le doge au *saint office*, comme hérétique. Afin de faire croire à des dispositions belliqueuses, il demanda des secours à l'Espagne; il institua une commission militaire composée (nouveau ridicule) de quinze cardinaux, et pour fournir le trésor, il créa, hors des temps ordinaires, huit cardinaux; il créa de nouvelles gabelles, aggrava les anciennes, mit à l'encan les offices de la

curie, déponilla la Santa Casa de son argenterie et de ses ex-voto. Il arma les forteresses, bannit les étrangers, força les rentrées, leva des soldats ; pendant que des moines fanatiques prêchaient la croisade, rappelaient le pieux massacre des Albigeois, les massacres récents de France et de Belgique, et les glorieux triomphes de l'église, obtenus par l'extermination des hérétiques. Ses domaines souffrant cruellement de la disette, le saint père, pour tromper la faim, publia un jubilé. Le prétexte, c'était de priver les Vénitiens de la nourriture spirituelle qu'il distribuait, d'une main bienfaisante, à tout le monde catholique. En réalité, c'était pour nourrir le fisc, confirmer dans la foi ses adhérents et grossir son parti, pour remuer les consciences, par la confession et les dévotions, et soustraire à la circulation tous les livres et écrits qui ne plaisaient pas à la curie.

Quant à l'armée papale, c'était un ramassis de vauriens qui montaient la garde un jour, et désertaient le lendemain. La troupe de ligne se composait de 2,400 fantassins, et 350 chevaux, manquant même du nécessaire. On comptait encore quelques compagnies d'arquebusiers à cheval, mais sans monture et sans armes.

De son côté, Venise armait aussi, résolue à repousser la force par la force. Elle rappela ses vaisseaux et ses milices des colonies du Levant ; elle équipa une flotte de quatre-vingts galères ; mit l'embargo sur tous les bâtiments romains qui parcouraient l'Adriatique ; sur le revenu des prêtres résidant à Rome ; elle prohiba la sortie du numéraire, et l'entrée des céréales dans les États pontificaux ; elle les affama et en intercepta le commerce. Elle convoqua les milices, et mit sur pied une armée respectable, engagea des capitaines, nomma des providiteurs et envoya aux villes de Padoue, Vérone, Brescia, Crema cent mille écus chacune pour préparer leurs défenses. Elle tenait en réserve une levée de Turcs que l'ar-

chevêque de Philadelphie offrait de stipendier pour le compte de la république. Elle négocia avec les Suisses et les Grisons. Des princes et des généraux français offrirent leur personne et des compagnies de soldats ; la république de Hollande aussi faisait des offres. La guerre sembla au moment d'éclater, le pape voulait la déclarer.

Mais quand le jeu devint sérieux, la cour de Madrid qui, mieux que le comte de Fuentes, connaissait sa faiblesse et les dangers auxquels elle s'exposait en prenant les armes contre une cause (qu'au fond elle approuvait comme favorable au principat) qui lui mettrait à dos les principales puissances de l'Europe et menacerait ses possessions d'Italie et des Pays-Bas, se renferma dans de bonnes paroles et se borna à des espérances.

L'interdit durait depuis un an ; et les Vénitiens, loin de s'en inquiéter, en avaient fait un sujet de plaisanteries populaires. Outre les livres destinés aux classes supérieures, il circulait parmi la plèbe d'innombrables pasquilles, les uns écrits à la main, les autres sortis de la presse, d'un style familier, le grand nombre dans le dialecte vulgaire. Les censures ecclésiastiques étaient devenues le thème de chansons patoises, répétées par les gondoliers ; et la gaieté des Vénitiens s'exerçait aux dépens du saint père. Au milieu de leurs facéties, ces auteurs en prose et en vers n'oubliaient pas le solide : ils mettaient tous leurs soins à faire ressortir la pitié des Vénitiens, leurs services rendus au saint siège, et spécialement la victoire du doge Sébastien Ziani sur la flotte de Frédéric Barberousse et la tiare par ce doge rendue au pape Alexandre III : tradition historique connue des masses.

Le clergé continuait paisiblement les offices divins ; les églises ouvertes jour et nuit, et, par une singulière contradiction de l'esprit humain, fréquentées par ceux-là même qui auparavant les évitaient. La procession du *Corpus Domini* ne fut

jamais plus magnifique, et il semblait que Venise excommuniée fût devenue plus catholique que jamais.

Cela déconcertait singulièrement le pape. Il avait espéré voir la discorde déchirer la république. Au rebours, il voyait les peuples dévoués, prêts à la guerre, et la plus paisible harmonie régner entre toutes les classes. Le sénat ne montrait pas apparence de repentir; les mesures sévères prises contre les jésuites, favoris du pontife, annonçaient une volonté immuable; et aux instances les plus pressantes que lui adressaient les princes, surtout les rois de France et d'Espagne, il répondit toujours : C'est le pape qui est l'auteur des scandales; c'est le pape qui s'est fourvoyé, qui nous a fait injure; c'est à lui qu'il faut conseiller le repentir et l'amendement. Qu'il révoque ses censures, et tout est fini. Il n'est pas en notre puissance de réparer les fautes d'autrui. Paul V était dans les plus grandes perplexités. Sa conduite ne trouvait l'approbation de personne; tous les princes unanimes blâmaient son imprudence et sa folie; les cardinaux, loin de lui servir quelque consolation, lui adressaient des reproches; les courtisans, découragés, gardaient le silence; le plus précieux arcane de la papauté était mis au jour et livré au mépris. Plus durait l'interdit, plus se manifestait le discrédit de l'autorité papale. La lice demeurait ouverte à des discussions périlleuses, qui remontant à l'origine de cette autorité, jetaient sans cesse un jour plus clair sur son illégitimité ou ses abus. Dompter les Vénitiens par la force, le pape ne le pouvait sans se rendre esclave de l'Espagne, et rien ne faisait plus horreur à Paul V. Ajoutez qu'on avait la certitude que d'autres puissances se déclareraient en faveur de la république, que l'on s'exposait au danger d'une guerre générale; et loin de forcer par les armes la soumission de Saint-Marc, une ligue d'hérétiques pouvait arracher toute l'Italie au saint siège, et le renverser. Car, outre que les Italiens étaient lassés du joug de l'Escurial,

l'esprit de rébellion commençait obscurément à se glisser dans les domaines de saint Pierre et dans Rome. Les curialistes, à force de répéter que Venise aspirait à devenir une seconde Genève, que fra Paolo méditait l'espoir de devenir le patriarche d'une secte nouvelle, et de se poser comme Luther en Allemagne et Calvin en France, avaient habitué les esprits à cette idée; et outre la masse d'honnêtes gens qui secrètement en désiraient la réalisation comme un acheminement à la liberté politique et religieuse, ce résultat, pour des motifs moins nobles, était l'objet des vœux publics de maints prêtres et moines, ambitieux, ribauds, déçus dans leurs espérances, ou ennuyés du cloître. N'eût été la peur du *saint office*, la mouchardise des jésuites et l'incertitude des événements, beaucoup, éblouis des espérances de l'avenir, auraient déserté les drapeaux du catholicisme.

Cette humeur était entretenue par le mécontentement des ordres mendiants. Les quelques milliers de frères, chassés des domaines de Venise où ils faisaient chère lie, étaient devenus un fardeau fort incommode pour les maisons de Milan, Mantoue, Ferrare et Bologne. Les aumônes étaient insuffisantes à nourrir ces nouvelles bouches; beaucoup, surtout parmi les capucins, périrent de faim; d'autres s'exerçaient enfin à l'abstinence. Tous se plaignaient que le pape, pour leur remplir le ventre, n'envoyait que des indulgences. Joignez à cela les lamentations des populations de la Romagne et des Marches, dont l'interdit avait interrompu le commerce; ajoutez la cherté des vivres, la pénurie universelle, tandis que dans la république régnait la plus grande abondance. Aussi le peuple qui n'est pas théologien et qui juge des causes par les effets estimait-il juste la cause des Vénitiens, et désirait que le saint père mit fin à une querelle qui ne rapportait rien à sa sainteté, et qui affamait les peuples.

D'autres, tout en partageant l'idée que Sarpi mûrissait le

projet de détacher de Rome la république, mesuraient d'un œil plus pénétrant la profondeur du danger. Car, en la voyant persévérer immobile dans les dogmes catholiques, n'appuyer que sur les raisons de fait qui avaient été l'origine du débat; voyant la concorde du gouvernement et des sujets; avec quelle joie le monde observait la querelle; ils craignaient que la séparation de Venise ne produisit des conséquences plus fatales que le schisme de l'Angleterre et de l'Allemagne. Car si Venise, tout en conservant ses croyances héréditaires, ramenait l'autorité papale à la seule primauté connue des premiers siècles, et la bornait aux choses spirituelles, c'était fait de Rome. Tous les royaumes voudraient imiter cet exemple, funeste, puisqu'il plaisait aux métropolitains qui ressaisiraient leur antique indépendance, aux évêques, qui rentreraient dans leur autorité, au bas clergé et aux peuples qui échapperaient aux vexations de la gourmandise curiale avec les dépouilles, les dispenses, les décimes et autres griefs, et finalement aux gouvernements qui reprendraient la plénitude de l'empire.

Paul V ne pouvait effacer de sa pensée les paroles que le doge avait adressées au nonce, à l'audience de congé : « Aucun
« homme d'un esprit sain n'a pu approuver le pape, buté à
« une résolution aussi injuste, aussi précipitée, sans savoir
« comment va le monde. Certes il ne pouvait rien faire de
« plus à propos pour provoquer l'examen sur la cour de
« Rome. Songez donc, si la république se sépare de l'obéissance du saint siège, songez quel dommage ! » Ces dernières paroles semblaient envelopper une secrète menace, et quand il y pensait ses cheveux se dressaient.

Au milieu de ces incertitudes, il commença à tâter l'ambassadeur de France, et dire qu'il ne répugnait pas à la réconciliation, pourvu que les Vénitiens voulussent lui donner quelque satisfaction. Henri IV, dès le principe de la querelle, avait montré un esprit bienveillant et impartial,

et employé tous les moyens pour que le pape ne se lancât point dans une mauvaise passe; et bien que mécontent de la mauvaise grâce et de l'extrême présomption avec laquelle il avait rejeté son entremise, il écrivit à ses ambassadeurs de Fresne Canaye à Venise, d'Alencourt à Rome, et aux cardinaux français, de ne rien négliger pour amener une conciliation, de revenir sans cesse à la charge malgré toutes les rebuffades. Mais l'embarras était de savoir comment faire descendre à demander satisfaction un gouvernement qui, loin de là, se croyait en droit de recevoir satisfaction. Nonobstant, d'Alencourt s'étant entendu avec les cardinaux français, fit proposer au sénat, par l'entremise de de Fresne, les préliminaires suivants :

1° Le roi de France, au nom de la république, prierait le pape de lever les censures; néanmoins l'interdit serait observé durant quatre ou six jours;

2° Les prisonniers seraient remis au pape, par considération pour le roi;

3° La protestation serait révoquée;

4° On annulerait tous les écrits en faveur de la république;

5° Les ordres expatriés à l'occasion de l'interdit seraient rappelés;

6° Enfin, on enverrait un ambassadeur au pape, pour le remercier et le prier de lever les censures, et le jour de la levée serait fixé. Cependant les lois, cause de la contestation, seraient suspendues, jusqu'à ce que le différend fût arrangé à l'amiable.

Le projet était beau; mais il ne fut pas goûté. Le collège, ouï, comme à l'ordinaire, le consultant théologien, discuta les propositions de l'ambassadeur, et fit rapport au sénat, qui accepta la moitié de la première et refusa l'autre moitié, c'est à dire, il trouva bon que le pape fût prié de lever les censures,

mais non pas au nom de la république, qui les avait toujours regardées comme nulles; et qui, loin de les observer une semaine durant, ne les souffrirait pas même une heure. Il modifia la deuxième en disant qu'il remettrait les prisonniers, non au pape, mais au roi, en simple don, comme reconnaissance des peines qu'il se donnait en faveur de la république, et sans préjudice du droit dont jouit tout prince de juger les ecclésiastiques. Il trouva le troisième article inutile; car, les censures étant levées, la protestation tombait d'elle-même, et il était oiseux d'en parler. Quant aux écrits, il suivrait l'exemple du pape. Pour ce qui concerne le rappel des moines, c'était une affaire à traiter à part. Enfin, la querelle vidée, il députerait un ambassadeur ordinaire, et à condition que le pape prit l'engagement de lui donner le même accueil, les mêmes honneurs que de coutume. Dès lois, il n'en fallait point parler. Le pape n'avait pas le droit de se mêler du gouvernement économique des autres États; elles étaient faites, et devaient être maintenues.

Pendant ces négociations, le pape, flottant entre mille incertitudes, tiraillé à droite et à gauche, prêtait l'oreille tantôt aux ministres d'Espagne, tantôt au grand-duc de Toscane, à d'autres médiateurs, tous désireux de jouer le premier rôle dans le maniement d'une affaire aussi ardue. Les cardinaux eux-mêmes étaient divisés. L'un le talonnait d'un côté, l'autre, de l'autre. Repentant de ses propositions, il se rétractait, il tergiversait; suivant l'usage romain, chicanait sur les termes, il élevait toujours quelque nouvelle prétention. Philippe III, roi d'Espagne, avait dans l'intervalle mandé à Venise comme ambassadeur extraordinaire D. François de Castro. Par lui, le pape espérait obtenir des conditions beaucoup plus avantageuses; mais il fut déçu. Le sénat accueillit Castro et le traita avec beaucoup d'honneur, mais ne lui céda rien. Henri IV sachant les hésitations du pape et ses défiances, s'en plaignit

vivement au nonce cardinal Barberini, et le chargea de mander à sa sainteté que, puisqu'il ne se fiait pas à lui, il l'abandonnerait. Nouvelles trames pour Paul V. Il commençait à s'apercevoir que l'Espagne se mettait à la traverse pour le dominer, et soutirer des décimes sur le clergé; le grand-duc n'avait pas la confiance de la république; et les autres princes d'Italie n'étaient pas assez réputés pour s'ingérer dans la négociation. D'ailleurs, sachant que le sénat avait promis de ne traiter que par l'intermédiaire de la France, il reconnut que la meilleure voie pour sortir de ce défilé était de recourir au médiateur le plus désintéressé et en qui la partie adverse avait le plus confiance. Il fit ses excuses au roi Henri, et remit son sort entre ses mains.

Sur ces entrefaites, fra Paolo, qui était l'âme de toutes les délibérations vénitiennes, comprenant bien que le plus grand obstacle à un honorable arrangement étaient les menées artificieuses des ministres castillans, qui tenaient toujours le pape en suspens par des offres de secours, pensa au moyen de les faire battre en retraite et de détromper le pape sur leur compte. Dans les consultations fréquentes qui se tenaient ou au collège, ou dans le palais du doge, ou dans des cercles privés, ou enfin dans sa cellule, le rusé frère insinua de sonder le roi de France sur le parti qu'il suivrait en cas de guerre. Henri IV, craignant qu'une déclaration formelle ne gâtât tous ses bons offices en faveur de la paix, répondit qu'il convenait mieux de penser aux voies de conciliation. Pourtant il fit assez entendre qu'il n'abandonnerait pas la république.

Dans le même temps, Jacques I^{er}, roi d'Angleterre, était fort mécontent de la cour de Rome, pour les motifs dont je parlerai ailleurs; et il avait offert toute espèce d'assistance à la seigneurie. Fra Paolo, ami très intime du chevalier Henri Wollen, ambassadeur de ce monarque, lui persuada d'amener son prince à une démonstration plus décisive; et, par son conseil,

le sénat fit la même démarche par son ambassadeur à Londres. Réellement, le roi renouvela ses offres; il y mit plus de chaleur, et déclara en termes exprès que si la guerre était entamée, il ferait tout pour la république. C'était aussi bon que d'avoir obtenu la déclaration de la France. Ces détours diplomatiques suffirent pour faire comprendre à l'Escurial que ce n'était plus le temps de leurrer le pape de vaines promesses. Il insinua à sa sainteté qu'elle ne devait pas prêter l'oreille aux forfanteries du comte de Fuentes; le Milanais était épuisé, mieux que cela, ruiné par la soldatesque, et ne pouvait pas si facilement entamer la guerre. Le plus sûr était de s'arranger. Ensuite, le marquis d'Aytona, qui venait d'arriver à Rome en qualité d'ambassadeur, s'ouvrit plus nettement, disant que le roi catholique ne voulait pas la guerre en Italie; que c'était rabaisser la dignité apostolique que de vouloir par des moyens humains soutenir une autorité divine : amère plaisanterie, après des promesses menteuses. Le pape, voyant l'insuccès de la mission de Castro, et persuadé par plusieurs cardinaux, entre autres le Baronius, mortifié que son esprit prophétique n'eût pas vu juste, se résigna à la concorde.

1607. Il serait long de suivre tout le cours de cette négociation. Il suffit de savoir que, dans ce siècle, nulle affaire ne parut d'une importance égale. Elle occupa l'activité de dix ou douze ambassadeurs. Henri IV, le roi d'Espagne, le roi d'Angleterre, l'empereur, les ducs de Savoie, de Mantoue, de Toscane, le marquis de Castiglione, aspirèrent à la gloire de la médiation. Le comte d'Alincourt, le cardinal du Perron, de Fresne Canage, du côté de la France; D. François de Castro, D. Inigo de Cardenas et le marquis d'Aytona, du côté de l'Espagne, y jouèrent un rôle. La principale gloire fut pour le cardinal de Joyeuse, envoyé expressément par le roi de France. Malgré tous les assauts que livrèrent tant de princes et d'habiles diplomates; malgré l'innocence des satisfactions

réclamées par le pape, le sénat ne voulut pas céder d'un pouce. « On a peu d'exemples dans l'histoire, dit l'auteur des Notes, à la défense de l'Église gallicane par Bossuet, d'une autre question soutenue jusqu'à la fin avec autant de fermeté. » La raison en est simple. La cour de Rome est riche en moyens de séduction. Une mitre, un chapeau, un pallium sont des appâts auxquels résiste difficilement la cupidité ou l'ambition. Mais la résolution de Venise tenait à fra Paolo, et lui, il demeura inflexible aux flatteries, aux promesses, aux menaces. Tout en désirant la concorde, et encore que l'accommodement soit en grande partie son ouvrage, il le voulut digne de la république. Il voulut saisir l'occasion de ravir aux papes la malheureuse puissance de renouveler de semblables désordres. Mais à Rome, où l'on tient que chacun a l'obligation d'être parjure à son prince et à sa patrie, toutes les fois qu'il s'agit des intérêts pontificaux, on reprocha au consultant, quand il vit le pape dans l'inévitable nécessité de plier ou de rompre, d'en avoir profité pour inspirer au sénat les dures résolutions auxquelles il s'arrêta, et pour lesquelles sa sainteté dut condescendre à des conditions humiliantes. En revanche, ils auraient voulu que fra Paolo abusât de son office et de la confiance que sa patrie avait mise en lui, qu'il jetât un voile sur la justice, trahit l'honneur et les droits du pays pour maintenir le crédit de la cour de Rome et lui épargner une mortification à laquelle l'imprudence du pape et de ses flatteurs l'avaient obstinément condamnée.

Quand Henri IV s'aperçut que les démarches de ses ambassadeurs permettaient l'espoir d'un succès presque sûr, il manda en Italie le cardinal de Joyeuse, chargé de représenter Sa Majesté en qualité de médiateur entre les deux adversaires. Le cardinal fut reçu à Venise avec une pompe solennelle. Il s'aboucha avec le collège et les principaux sénateurs, et tâcha d'en obtenir quelques concessions, comme bases du

traité. Il se heurta contre une intraitable opiniâtreté. A grand'peine put-il obtenir l'autorisation de prier le pape, en son nom personnel, de lever les censures. Je dis en son nom personnel, car le collège déclara positivement qu'il ne permettrait jamais de le demander au nom de la république. De là le négociateur se rendit à Rome. Le peuple lui parut bien déchu dans son orgueil, humble et résigné à son destin. Il aurait bien voulu lever les censures avec la solennité accoutumée. Joyeuse lui fit comprendre qu'il fallait renoncer encore à cette simagrée. Autrement ce serait à recommencer. Il aurait voulu que les prisonniers fussent livrés sans protestation préalable. Autre impossibilité. Enfin, après de nombreuses allées et venues, d'ambassadeurs, courriers expédiés et reçus, projets conçus et évanouis, désespérant de rien obtenir du sénat, le pape et Joyeuse s'arrêtèrent à ces articles : que les Vénitiens révoqueraient les protestations, toléreraient la rentrée des religieux expulsés, et recevraient l'absolution du cardinal qui, après cela, au nom du pape annulerait l'interdit.

Quant aux mendiants, Joyeuse comptait qu'il n'y aurait pas de difficulté. Quant aux jésuites, le sénat avait positivement déclaré qu'à aucun prix ils ne rentreraient. Les ignaciens intriguaient aux cours d'Espagne et de France et à Rome, pour ne pas être soumis à l'affront de l'expulsion. Le pape y tenait beaucoup. Après avoir fait tant de fracas pour deux prêtres, c'était, pensait-il, une grande honte pour lui de subir le bannissement d'un ordre entier, aussi remarquable, aussi fidèle à la cour, qui n'avait mérité cette peine que par son dévouement. Mais la difficulté fut insurmontable. Sur ce point, le cardinal du Perron et le ministre d'Espagne persuadèrent sa sainteté de battre en retraite. Néanmoins il essaya d'obtenir par faveur ce qu'il n'obtenait pas des négociations.

Joyeuse revenu à Venise avec les pouvoirs les plus amples s'assura qu'ils étaient encore trop restreints. Le sénat ne voulut

pas entendre parler des jésuites. Prières, promesses, caresses, flatteries, tout fut en pure perte. Des autres religieux, le sénat dit qu'ils étaient partis d'eux-mêmes, qu'ils n'avaient qu'à rentrer d'eux-mêmes, à condition de respecter les lois de la république et d'en reconnaître les droits. Il ne voulut pas entendre parler d'absolution, ni commencer par révoquer la protestation; il ne voulut pas de capitulations écrites, disant que pour annuler une nullité il n'est pas besoin d'écritures. Il ne voulut pas admettre l'intervention de commissaires ou notaires pontificaux dans la remise des prisonniers; et, comme preuve plus frappante de la nullité de l'interdit, il voulut que tous les ecclésiastiques qui avaient écrit ou prêché contre, fussent compris dans l'accommodement. Le cardinal désirait que le sénat retirât les lettres écrites aux recteurs des provinces, une surtout qui avait passé de main en main, et que le sénat reconnaissait apocryphe; en outre, que la seigneurie députât deux ambassadeurs à Rome, disant que le pape le méritait bien par la grâce singulière qu'il faisait à la république. Le sénat s'obstina à ne vouloir envoyer qu'un ambassadeur, répondant qu'en d'autres circonstances il irait jusqu'à en envoyer dix, s'il s'agissait de faire honneur au pape; mais dans la circonstance actuelle, impossible. Quant à la correspondance avec les recteurs, elle était secrète; et aucun prince n'a l'obligation de rendre compte à un autre de ce qu'il mande à ses agents. Pour la lettre fausse, comme d'autres de ce genre, il n'était pas digne d'un prince de s'en occuper. Il devait suffire que le gouvernement les avait retirées et en avait recherché les auteurs.

La rédaction du manifeste par lequel le sénat annonçait la levée des censures, fut l'objet de longues discussions. Le cardinal aurait voulu que l'on dit : « Ayant retiré notre protestation, sa sainteté a daigné lever les censures. » Le collège ne voulut jamais accepter cette formule, et ce ne fut qu'après

maints projets et amendements qu'il admit la phrase : « Attendu que sa sainteté a révoqué ses censures, demeure également révoquée la protestation. »

Tout étant ainsi convenu, le 21 avril 1607, le secrétaire du Sénat Ottobon, accompagné de deux notaires de la chancellerie et d'autres témoins, conduisit le prisonnier au palais de France où demeuraient l'ambassadeur et le cardinal. Celui-ci se retira, et devant une foule nombreuse accourue au spectacle, le secrétaire adressa la parole à de Fresne Canage en ces termes : « Sa Sérénité m'a chargé de consigner à Votre Seigneurie l'abbé Brandolini et le chanoine Saraconi ici prisonniers. » « Sa Sérénité le fait par déférence pour S. M. T. C., protestant que cet acte ne doit porter aucune atteinte au droit de juridiction que la république a sur les ecclésiastiques. » Paroles où l'on évita soigneusement toute allusion aux censures, traitant cette consignation comme une affaire privée entre la France et la république. L'ambassadeur répondit : Et je les reçois ainsi. De là, il conduisit les prisonniers au cardinal, qui les remit à un prêtre romain venu là comme un simple particulier, et celui-ci pria les huissiers de les garder.

Cela fait, le cardinal avec l'ambassadeur se rendit au collège. Tous demeurant assis, la tête couverte ; Joyeuse annonça que les censures étaient levées, et pria que l'on envoyât un ambassadeur à Rome, disant qu'il prierait le pontife d'envoyer un nonce à Venise. Le doge lui remit la révocation de la protestation ; et cette cérémonie terminée, le cardinal alla célébrer une messe à laquelle aucun sénateur n'assista.

Bien que ce désastreux arrangement fût le moins mauvais auquel pût s'attendre la cour de Rome, pour sortir du borbier où l'on s'était jeté avec tant d'étourderie, il inspira aux curialistes le dépit le plus vif, surtout quand parut la révocation de la protestation, qui donna lieu à beaucoup de paroles et de commentaires. Même le pape laissa échapper cette

naïveté : Si au moins les seigneurs l'avaient tenue pour eux, sans l'envoyer ici. Pour se consoler, on fit courir le bruit que le cardinal, en entrant dans le collège, avait donné l'absolution en tapinois, cachant la main sous son camail. Peu importait aux Vénitiens, et cela fit rire fra Paolo. Les moines (hors les jésuites) rentrèrent à Venise, sans bruit et sans pompe aucune; et le gouvernement, toujours conséquent avec lui-même, défendit de célébrer par aucune fête la réconciliation.

Quelle fut la fin des deux prisonniers, on l'ignore. Le chanoine doit avoir été mis en liberté. Concernant l'abbé, je trouve dans une lettre de Sarpi, du 11 octobre 1614, ce passage : « Dernièrement le nonce a requis la torture contre l'abbé, qui avait été consigné au roi, et par lui au pape » (car le procès dure encore) et la demande a été rejetée. » Il semble donc que le gouvernement ne le considérant plus comme un de ses sujets après l'avoir donné au roi de France, ne s'en sera plus inquiété, sauf ce qui était de sa compétence dans la procédure du *saint-office*; et que le malheureux aura languï dans les cachots, jusqu'à ce que la mort le délivra.

Bossuet, dans la Défense de la déclaration du clergé gallican, parle de l'interdit et approuve tous les actes posés par les Vénitiens. Mais à la fin il va jusqu'à dire que fra Paolo sous le froc cachait le cœur d'un calviniste. C'est une singulière contradiction, qui n'est pourtant pas rare dans l'esprit humain. Assurément ce prélat ignorait qu'on porta contre lui la même accusation. Je ne veux pas y ajouter foi; car c'est une abominable malignité que de forger des conjectures sur ce qu'il y a de plus intime dans la conscience. Seulement, je veux dire que si fra Paolo avait écrit du pape ce qu'en a écrit Bossuet dans cette défense, les curialistes l'auraient proclamé hérétique cent fois, et Bossuet dans la liste des ennemis de l'église romaine aurait pris la place de Sarpi. Que si nous voulions établir un parallèle entre les deux personnages, je suis sûr que l'évêque

français n'y gagnerait pas. Bossuet, plus savant que bon, flatteur de Louis XIV, courtisan de ses maîtresses, envieux, superbe, eut des démêlés avec les plus savants de ses contemporains, dont il fut le persécuteur. A sa honte, la mémoire subsiste de la colère qu'il déploya contre Fénélon, seulement parce que la présence de cet évêque vertueux était le contraste le plus vif avec une cour dissolue dont Bossuet briguaît les suffrages et les caresses. A sa honte subsiste encore la mémoire de ses scandaleuses intrigues pour le faire condamner à Rome, et de sa joie maligne quand dans la bulle de condamnation il lut une phrase qu'il disait équivalente à *hæreticus*. Par orgueil, pour grandir en honneurs et en richesses, il combattit les protestants non avec la modération d'un apôtre, mais avec l'ardeur d'un controversiste qui veut faire parade de son savoir. En réalité, son savoir semble éminent; mais il ne marche pas toujours avec la bonne foi et la franchise d'un écrivain loyal. Il combattit les droits et les prétentions du Vatican, non par un généreux motif comme fra Paolo, mais pour plaire à sa cour et ne pas perdre ses traitements. On dit qu'il s'est rétracté. Si cela est vrai, cela fait plus de tort à son caractère, attendu que, en dépit de cette rétractation, dans les dernières années de sa vie, il retoucha la défense, donnant une nouvelle disposition aux livres et aux matières, et songeait à la faire imprimer quand il mourut. Mais son projet fut réalisé par son neveu Jacques Benigne Bossuet, évêque de Troyes. Pour cette défense, accusé par les romanistes d'une orthodoxie peu sincère, afin de s'en purger et d'effacer le scandale que donnait le faste des prélats français en présence de la tenue modeste des ministres protestants, dont le culte ne coûtait rien à l'État, et ne pesait pas sur les peuples, il conseilla un grand parjure, la révocation de l'édit de Nantes, et le massacre des hérétiques.

Tout au contraire, fra Paolo versé dans les sciences ecclé-

siastiques autant que Bossuet, plus savant que lui et plus philosophie dans les autres branches de la science, n'eut, durant sa longue existence, de querelle avec personne. Il aima tous les bons, haït tous les pervers sans distinguer à quel corps ils appartenaienl. Homme d'État, il conseilla la tolérance de toutes les opinions qui ne troublaient point la société, théologien profond, mais sans fanatisme, il vit toujours avec déplaisir les controverses sur des points obscurs du dogme qui n'importent aucunement à l'essence de la charité chrétienne, premier dogme établi dans l'Évangile. Par sentiment de justice, non par espoir de lucre ou d'honneurs (la république n'avait pas comme Louis XIV des évêchés à sa disposition) il défendit les droits de sa patrie et refusa les récompenses que la gratitude nationale lui destinait. Persécuté par une cour ennemie, outragé dans sa réputation, attaqué par le fer et le poison, il en prit la plus noble vengeance, le silence. Si c'est pour cela que Bossuet le nomme hérétique sous le froc, il faut plaindre ce prélat de n'avoir pas été un hérétique aussi.

CHAPITRE XIV.

Le christianisme, pour qui remonte à ses sources pures, est une œuvre admirable de simplicité; car destiné à tous les hommes, bon pour tous les climats, incorruptible dans l'interminable succession des siècles, ses dogmes devaient être l'expression éternelle de la raison, fondés sur des principes faciles à concevoir, et pour ainsi dire innés avec la nature humaine. Aussi les anciens pères de l'église n'avaient-ils pas tort de l'appeler la religion naturelle, connue et pratiquée des sages philosophes. Il y a pourtant une différence à l'avantage du christianisme, c'est que par l'Évangile, aidé de la foi, les

à les considérer attentivement, semblent une co-
premiers. Ce sont l'humanité du Verbe et la ré-
corps. S'ils ne sont pas enseignés par la lumière
dogmes sont pourtant de date assez ancienne, et
éparses des traces visibles dans la théologie de
mitifs. La croyance à la résurrection, une fois
inculquée et sentie, produit un effet merveilleux
également la morale et la politique. La doctrine d
si nécessaire aux anciens penseurs qui associer
phie et la religion que, ne la connaissant point
tion, ils l'inventèrent par une hypothèse ingénie
plier certains phénomènes du monde moral,
matière et des mondes, et le dualisme ou le syst
principes, le bon et le mauvais, que le christia
des nombreuses contradictions qui se rencontrent
tèmes religieux des Orientaux.

Ces dogmes, le Christ et les apôtres les ense-
simplicité; ils ne se soucièrent point de péné-
mystères de leur essence. Ils exigèrent la foi d'
n'est rien que la conviction d'une vérité morale
à la démonstration, mais est nécessaire pour les de
et les corollaires qui en dérivent. La foi posée,

laire et indépendante des grands principes, mais ils condamnaient celui qui manquait de cette divine vertu, de laquelle comme d'une riche source jaillissent toutes les autres. Aussi, bien que les gnostiques, par leurs allégories inintelligibles et par un fanatique mysticisme, introduisissent la corruption dans le christianisme, comme ils ne les présentaient que pour des hypothèses, ils ne sont pas condamnés par saint Paul; il leur reproche seulement leur science vaine et leurs interminables généalogies d'êtres allégoriques, sources de disputes.

Mais la fatalité voulut que la religion la plus libérale devînt la plus tyrannique. Quelques hommes présomptueux et inquiets se mirent à fabriquer des systèmes et prétendre y asservir les autres. De là naquirent les sectes, et des sectes les discordes. Au criterium de la raison qui seule pouvait concilier les différends, on substitua la déplorable habitude de recourir à l'autorité, ce qui contribua à éterniser les disputes, attendu que les autorités invoquées par les uns étaient repoussées des autres qui en appelaient à d'autres autorités; et à l'obstination des partis se joignant les ambitions et les jalousies, les chrétiens se déchirèrent par les persécutions et les calomnies réciproques d'infamie et d'hérésie, alors que le plus souvent le procès roulait sur des équivoques et des sophismes de grammairien. La cause de l'arianisme, fameuse et pleine de scandales, se réduisait à un mot. Les uns voulaient Omousios, les autres Omoiousios. A entendre les théologiens, il y a une haute importance dans la présence de cet I. Les historiens contemporains nous assurent que ce fut une guerre de paroles. Cela ne serait point, qu'il n'y a pas de doute que les calamités provoquées par cette malheureuse dispute dépassèrent de beaucoup le mal que devait produire l'opinion académique d'un prêtre ou d'un évêque. Autant peut-on en dire des contestations théologiques des nestoriens, des monophysites, mono-

thélites, des patripassiens, etc., dans lesquelles les arguties d'un génie chicaneur étaient combattues et défendues avec un incroyable acharnement. Le Christ peut-il se dire égal ou semblable à son père? — A-t-il deux natures ou une seule? — A-t-il une ou deux volontés? — La mère du Christ est-elle aussi mère de Dieu? — Peut-on dire qu'un membre de la Trinité a souffert sur la croix, au lieu de dire le Christ a souffert? — Toutes ces questions dégénérèrent en querelles. Les Grecs furent si amoureux de ces subtilités, que, à peine une querelle assoupie, ils en suscitaient une autre, et quand les Turcs prirent Constantinople, au lieu de défendre leurs remparts, ils disputaient si la lumière du Thabor est créée ou non.

Le parti vainqueur rédigeait sa doctrine en axiomes théologiques, et obligeait à la croire sous peine d'hérésie. La théologie devint incertaine, inquiète, sophistique; et coupable d'hérésie non seulement celui qui niait une vérité fondamentale, mais celui qui contredisait les opinions d'une école. Pour trouver des syllogismes capables de confondre ses adversaires, on étudia Aristote, et de là commence cette captieuse théologie scolastique qui obscurcit la simplicité de l'Évangile de l'une des subtilités métaphysiques, auxquelles les apôtres n'auraient jamais songé.

On ne cesse de répéter l'accusation que la philosophie et les philosophes sont les ennemis de la religion. Pourtant, toutes les hérésies et tous les schismes, et on les compte par centaines, toutes les superstitions, et elles sont innombrables, les scandales, les séditions, les discordes infinies de l'église, furent exclusivement le fait des théologiens. La scolastique corrompit les plus pures sources de la religion; les canonistes bouleversaient tout ordre social, et la morale publique ne fut jamais aussi souillée que par les casuistes, lesquels, au dire du profond Gravina, ont fait à eux seuls plus de mal à l'église que tous les hérétiques ensemble. L'histoire ecclésiastique contient

le corps du délit et les témoignages irrécusables de tout ce que j'avance. C'est une chaîne sans fin de guerres sacerdotales où de rares exemples de vraie et de solide vertu sont perdus dans un gouffre de vices et d'erreurs, et de preuves effrénées de l'avarice, de l'ambition et de l'orgueil humain. C'est ce qui fait dire au Persan de Montesquieu : « J'ai lu l'histoire ecclésiastique pour m'édifier, et j'ai été scandalisé. »

Dans l'Occident, les disputes théologiques durant les huit premiers siècles, ne furent guère que le ricochet ou la conséquence de celles des Orientaux. Mais là, si le christianisme était corrompu par les théologiens, ici il l'était par les conditions particulières de la société. Car, bien qu'il fût devenu la religion commune, les royaumes barbares n'avaient de l'Évangile que l'écorce. Les missionnaires tolérèrent et adoptèrent toutes les vieilles superstitions; ils n'améliorèrent pas les mœurs; ils christianisèrent les noms païens, et du paganisme gardèrent les idolâtries et les mauvaises habitudes. Du mariage des deux cultes et du redoublement de l'ignorance se composa peu à peu une religion dite romaine, parce que le pontife romain en fut la divinité et le dogme principal, le véritable objet de l'adoration, et l'unique source de toutes les vérités, la lumière du monde. Le pape, disent les glossateurs du droit canon, est supérieur à toute loi; il est en dehors de tout droit naturel ou positif; il peut dispenser des préceptes de l'Évangile et de l'Apôtre; il peut transformer le juste en injustice. Corneille Musso, archevêque de Bitonto, prêchant devant les pères rassemblés au Concile de Trente, substitua le pape à Jésus-Christ, et fut applaudi : *Quis erit tam injustus rerum æstimator, qui non dicat : Papal lux venit in mundum, sed dilexerunt homines tenebras magis quam lucem.* Quel serait l'homme assez mauvais juge pour ne pas dire : la lumière du pape est venue au monde, et les hommes ont préféré les ténèbres à la lumière.

Malgré les efforts de la raison contre un système qui, comme les palais enchantés, devait son existence au prestige, Rome avait toujours vaincu parce qu'elle avait toujours réussi à faire accroître aux masses que ses adversaires étaient des hérétiques. Ce mot, auquel les moines attachèrent une signification non seulement odieuse, mais atroce, fut le talisman qui valut aux papes la puissance de provoquer la haine de leurs ennemis, et de les accabler sous le poids de la malédiction de Cham. Qu'était un hérétique aux yeux du vulgaire (et tout le monde est le vulgaire de la superstition), sinon un ennemi public condamné par les lois humaines et divines, réprouvé de Dieu et victime vivante de l'enfer? Il était utile à la cour de Rome d'envelopper dans une pareille ignominie la république de Venise et de la séparer de l'église, ainsi qu'elle avait fait des protestants. Mais l'opinion, reine du monde, et même des despotes, fit craindre à Rome la désertion de tout le catholicisme. Aussi sa paix avec la seigneurie fut un immense échec pour son autorité. Afin de s'en relever, elle tourna toute sa haine contre le consultant, et pour le discréditer et lui faire le renom d'hérétique, elle ne négligea ni artifices, ni pièges, pour iniques et exécrables qu'ils fussent. Jusqu'à ses vertus devinrent des vices. Vittorio Siri répétant ce qu'il entendait dire en France au nonce et aux curialistes, dit : « L'œil des hommes, aussi profond qu'il peut plonger, voit en fra Paolo toutes les vertus morales, chrétiennes et ecclésiastiques qui obtiennent d'ordinaire les respects des hommes d'intégrité, de probité et d'innocence. » Mais ces vertus que pouvaient-elles être jamais, continue Siri, qu'une fine hypocrisie pour tromper les hommes les plus pénétrants? Les romanistes s'élevant en juges des intentions les plus intimes, qui n'apparaissent qu'aux regards de Dieu, employèrent tous les efforts imaginables pour faire croire au monde que Sarpi, rigide catholique en apparence, était calviniste au fond du cœur. Le

cardinal Pallavicino alla plus loin : il l'accusa positivement d'être un homme sans religion , un véritable athée. Sextigue porta la même accusation contre le cardinal Bellarmin.

Mais toutes les calomnies des curialistes furent impuissantes. L'interdit sortit toutes ses conséquences, plus funestes à la monarchie des papes que les innovations de Luther. Luther élagua quelques branches de la vieille souche ; mais la tige parut reprendre une nouvelle vigueur. Frappée à la racine par la hache de fra Paolo, elle fut atteinte de cette lente consommation dont elle meurt. L'interdit produisit dans ce siècle une impression difficile à guérir ; il détruisit le préjugé que l'on ne pouvait résister aux lois de Rome sans être hérétique. Catholiques et protestants furent également surpris du nouveau mode de controverse, qui , sans toucher aux questions spéculatives, circonscrit le débat à des faits positifs et les examine avec calme et profondeur. Ces matières étant le plus souvent traitées en latin, le peuple, surtout en Italie, en ignorait le premier mot, on n'en savait que ce que les moines voulaient bien en apprendre. Sarpi employant la langue vulgaire et un style simple, répandit partout ses idées. Ses livres furent dans les mains de tout le monde : lumière nouvelle pour une génération plongée dans les ténèbres les plus profondes. Les controverses religieuses, allumant d'ardentes colères, inspièrent un langage hérissé d'injures. Les plus importantes questions étaient défigurées par un langage violent et fanatique, plus propre à échauffer les passions qu'à convaincre la raison. Mais les écrits de fra Paolo, robustes, froids, pleins de dignité, renfermés dans leur sujet, beaux de leur simplicité et d'une faconde naturelle et tranquille, soutenus d'une critique toute neuve, d'observations et de découvertes inattendues, signalèrent une époque nouvelle dans cette branche du savoir humain. Les objets par lui discutés appartenaient à ceux qui intéressent le plus la vie sociale. Ce sont la perpétuelle pré-

pondérance de l'église, les griefs des laïques, les querelles du siècle contre le clergé concernant les privilèges et les exemptions des gens d'église. Aussi l'application des principes de Sarpi devait produire des conséquences infinies et avec le temps changer, comme elle l'a fait, la constitution des États catholiques. En effet, quand il eut remué cette cuve immense du droit public ecclésiastique, on se mit à scruter l'origine de tant de prérogatives, dont chacun sentait l'injustice, et que pourtant on voulait faire regarder comme descendues du ciel. Dans la nécessité de repousser ses adversaires, fra Paolo se trouva dans l'obligation d'examiner attentivement des points d'histoire et de jurisprudence; il lui fut aisé de voir la fausseté des vieilles décrétales, les nombreuses altérations opérées par les curialistes dans les livres anciens, la foule d'erreurs disséminées dans le corps de droit canon, les exagérations des glossateurs, et l'invalidité de maints faits dont les romanistes faisaient grand étalage. Ces tentatives heureuses aplanirent les voies à d'autres critiques et jurisconsultes tels que Casaubon, Vossius, Grotius, et plus tard Blondel Pagi et de Marca, Tommasini, Bossuet et Van Espen.

L'autorité des papes commença à décliner. Pour la première fois ils furent obligés de confesser qu'ils ne sont pas infailibles, et, découverte fatale, qu'ils ne sont pas invulnérables. Il s'évanouit le prestige qui depuis tant de siècles éblouissait le monde; et dans le cours de peu d'années, tous les États catholiques, l'un pour un motif, l'un pour un autre, suivirent l'exemple de Venise, et réussirent. A la fin du *xvii^e* siècle, la puissance pontificale n'inspirait plus de crainte qu'aux petits États. La chétive république de Lucques qui, en 1603, plia sous la volonté superbe de Paul V, trente-cinq ans après s'opposa à la volonté non moins superbe d'Urbain VIII. La cour de Turin, qui avait cédé en 1603, eut une contenance toute différente en 1615. Car le nonce ayant excommunié le prési-

dent Galiani pour violation de quelques fiefs ecclésiastiques, le conseil ducal déclara nulle l'excommunication, vint-elle du pape.

Bien plus audacieuse fut la cour d'Espagne, qui s'était lâchement soumise aux impérieuses exigences de Paul V. En 1610, le conseil de Castille mit au ban les *Annales* de Baronius, coupable d'avoir maltraité l'Escorial, et cherché à détruire les privilèges du tribunal de la monarchie de Sicile. Cet acte d'autorité, nouveau pour l'époque, et contre un ouvrage favori de la curie, qu'elle proclame l'évangile de l'histoire, placé sous la protection immédiate de la congrégation du *saint-office*, laquelle avait écrit à toutes ses succursales d'Italie de veiller à ce que l'on ne dit et ne publiât rien contre les *Annales*; cet acte, dis-je, fut on ne peut plus mortifiant pour le Vatican, qui invoqua, mais en vain, l'intervention des Tuileries.

L'archevêque de Saragosse étant mort, en 1611, le pape réclama sa dépouille, et sur l'opposition des cortès d'Aragon, le doyen promulgua, au nom du pape, un interdit sur le diocèse. Les cortès, résolus à soutenir leurs droits, en appelèrent au conseil de Madrid, qui bannit le doyen, séquestra ses revenus, séquestra quarante mille écus destinés à la chambre apostolique, remit l'administration des dépouilles au magistrat séculier pour payer les dettes du défunt, et disposa du surplus suivant les lois d'Aragon. Enfin, il commanda au nonce de lever l'interdit, et le nonce obéit. Son auditeur, qui faisait le récalcitrant, fut chassé du royaume.

Le conseil alla plus loin. D'après les lois espagnoles, aucun étranger ne pouvait obtenir dans l'État bénéfice ni pension ecclésiastique. Mais la cour de Rome, féconde en expédients, afin d'é luder la loi, grevait la prébende d'une pension, en faveur d'un Espagnol résidant à Rome, à charge par celui-ci d'en laisser la jouissance à un autre favori, d'habitude Italien.

Le conseil de Madrid fit entendre au pape qu'il ne voulait plus de pension sur la tête d'un Espagnol, au profit d'un Italien; il exigea l'abolition de l'usage des dépouilles, auxquelles on substituerait une compensation annuelle. Il exigea que le roi nommât à tous les évêchés de ses royaumes, même en Italie; enfin, que toutes les causes ecclésiastiques, même en appel, fussent jugées, non plus à Rome, mais en Espagne. Ces exigences n'étaient pas de nature à être digérées par la curie; elle essaya d'y échapper; elle inventa des subterfuges, traîna en longueur; mais finalement elle dut composer à son dam.

Pour tenir en appréhension la cour de Rome, à laquelle les prélats de haute naissance font peur, parce qu'elle ne peut les dominer, le roi d'Espagne avait donné la tonsure à son troisième fils et lui avait confié une abbaye en Portugal, qui valait cent mille écus ou plus. Cela faisait plaisir à fra Paolo, parce que, celui-là, disait-il, avec le temps absorbera « non « seulement une grande partie des revenus ecclésiastiques, « mais encore l'autorité; et comme il sera de maison royale, « il ne sera pas trop dans la dépendance de Rome. »

Déjà circulait le bruit que cet infant serait agrégé à l'ordre des cardinaux. Il vint aux oreilles de Savary de Brèves, ambassadeur de France à Rome, qui dit, qu'en ce cas on ferait le même honneur au frère de son roi. Et là fra Paolo ajoutait : « Ce serait fort bien; ainsi on aurait trois papes. C'est une idée « à ruminer. »

Vingt ans après sa mort, apparut la secte fameuse des jansénistes, dont Sarpi fut le vrai précurseur. Partant de principes contraires aux jésuites, autant ceux-ci montraient de complaisance pour toutes les faiblesses humaines, autant les jansénistes prêchèrent une rigide morale. Autant les jésuites flattaient le pape, autant les jansénistes voulaient mettre des limites à ses excès, et tâchaient de restaurer les antiques lois de l'église, bouleversées ou corrompues par la cour de Rome.

La lutte entre les deux sectes dura plus d'un siècle, et se termina par la chute des jésuites, conséquemment, par une grave blessure à la curie.

En 1682, le clergé gallican réduisit à quatre les maximes de son église, qui furent défendues par le célèbre Bossuet. Cet évêque reproduisit sous des traits plus larges et avec une érudition rare toutes les doctrines du servite. On obtint plus tard la renonciation de Louis XIV; mais les propositions reverdirent un siècle plus tard, et le Vatican fut obligé de les reconnaître et de les sanctionner, dans le concordat français de 1801. Aussi Benoît XIV disait et avec grand sens : Nous avons fait tant de tapage pour les quatre propositions du clergé gallican; nous devrions nous croire bien heureux, si les princes voulaient s'en contenter.

Réellement après la guerre pour la succession d'Espagne un grand mouvement ébranla la vie sociale des peuples, et tous les princes à l'envi se mirent à réformer les abus de leurs États. On rognait les ongles du *saint-office*; on donna de meilleurs règlements à la matière bénéficiaire; on limita les acquêts de la main morte; on supprima, ou restreignit les privilèges des clercs; on répondit aux excommunications par les armes, et les bulles de Rome n'eurent plus de valeur.

Dès 1674, le cardinal Noris écrivait : « Un petit nombre de bulles descend vers l'Adriatique, à cause des maximes laissées dans le testament de fra Paolo. » Mais vers 1760, les cendres du grand homme semblèrent se ranimer; il sembla que son esprit envahit toute la Vénétie, et de là se propageât en Italie et delà les monts. Les réformes introduites dans la république furent des plus hardies que l'on ait osé jusqu'alors. Elles concernaient les biens des églises, les privilèges et les immunités des clercs, le droit d'asile, l'inquisition du *saint-office*, les couvents, les fêtes, l'abus des messes et des indulgences, les paiements des bulles et autres objets précieux pour

la grandeur romaine. Presque en même temps, les jésuites furent chassés du Portugal, de l'Espagne, de la France, peu d'années après leur compagnie fut supprimée. Vers 1773 commencèrent les réformes radicales de Léopold, grand-duc de Toscane, et de Scipion de Ricci, évêque de Pistoie et Prato qui ne fit que mettre en pratique les maximes du servilisme fameux. Si vous comparez aux œuvres du moine les mémoires du célèbre et vertueux prélat, vous y rencontrerez la même conformité d'idées. Souvent l'évêque ne fait que reproduire les idées de Sarpi, avec les mêmes expressions, ou en les donnant du développement.

Actuellement, la papauté est à l'agonie. Dans les dernières quarante années, son existence a chancelé cinq fois. En 1793 elle fut abattue par la révolution française; en 1800, les alliés foulaient ses ruines et nourrissaient la pensée de rendre irréparables; ils en furent détournés par les victoires Français. La papauté relevée en 1801, fut de nouveau renversée en 1809. En 1814, elle dut à Napoléon son existence, car, s'il avait prolongé la prison de Pie VII, on peut dire que la sainte alliance fût disposée à lui rendre ses États. En 1817, deux puissants princes d'Italie convinrent de partager les domaines pontificaux. Le pacte avorta, grâce aux agitations extérieures, et à cause du besoin que ressentirent les rois de se concilier le sacerdoce. Nonobstant, la papauté, consciente de ses erreurs toujours croissantes, a tout à craindre des gens du passé et des hommes de l'avenir.

Parmi tant de dangers, et dans l'abaissement où la tiennent ceux qui feignent de la caresser, Rome continue à se repaître des illusions de l'orgueil; elle parle et écrit de la puissance des papes et de son autorité sur le temporel des rois, comme elle aurait écrit et parlé aux temps d'Innocent III; elle se glorifie des triomphes, elle médite des conquêtes. Désertée des masses, elle s'applaudit de quelque conversion individuelle. L'Espa-

et le Portugal, jadis si dévots, secouent le joug. En Belgique, fermente de nouveau le jansénisme, mais plus tolérant et plus sociable; la Suisse s'agite, l'Allemagne se détache, et l'Italie inquiète aspire à une autre existence. La France est le centre du grand tourbillon des opinions. Pour remplir les vides de l'esprit et les besoins du cœur, cette France cherche à se refaire une religion et une morale; mais à un siècle penseur, ce n'est pas assez d'un culte qui n'a plus de prestiges que pour les yeux. Les vieilles liturgies incomprises deviennent ridicules; le célibat des prêtres vicieux est un scandale; les ordres monastiques sont un anachronisme social, la hiérarchie est en contradiction avec tous les systèmes politiques, libres ou absolus; le jésuitisme ressuscité redoute une seconde mort, et la société vivante aspire à voir renaître, dans sa splendide beauté primitive, le christianisme purifié des passions et de l'avarice des hommes.

La papauté a grandi tant qu'elle fut populaire, tant qu'elle fit la grandeur de l'Italie. Elle tomba quand elle s'allia aux rois et perdit la sympathie des peuples, sympathie qui faisait sa force. Dans un vain délire, elle rêve le retour du moyen âge, époque de liberté et de vie, qui ne pourra plus se reproduire en sa faveur, sinon dans les mêmes circonstances. La papauté est décrépité; toute révolution sociale est un chant funèbre qui l'accompagne à la tombe. Pourrait-elle rajeunir? Ce serait un phénomène, impossible non, mais bien extraordinaire. Ce miracle ne pourrait être attendu que d'un pontife qui, connaissant le siècle et sa situation, quitterait la fausse route que depuis longtemps parcourent ses prédécesseurs, rassemblerait autour de lui la grande famille chrétienne, désolée et divisée, et se ferait l'interprète des vœux des peuples. Je dis une parole neuve, mais vraie. Les libéraux, successeurs du parti guelfe, si utiles jadis, actuellement si hostiles à la papauté, seraient les premiers à se ranger sous ses bannières.

Et ceux qui aujourd'hui décrient les bulles et les anathèmes de Pie VII contre les carbonari deviendraient les champions de la bulle et des anathèmes de Jean XXIV contre les occupants de l'Italie.

Ces considérations, pour parler franc, n'ont pas un rapport immédiat avec la vie de fra Paolo. Je les ai données, parce qu'elles sont la démonstration ou la conséquence des grands principes qu'il a établis. Je pense que la vie des génies extraordinaires doit être considérée sous le double aspect des vieilles erreurs qu'il leur a fallu vaincre et des vérités futures qu'ils ont devinées. A côté de cela, c'est peu de chose que leurs actions mesurées au temps et entraînées dans le courant social. Manger, boire, dormir, se reproduire, se mouvoir, se reposer, sont des actes communs à tous les animaux. Des aventures plus ou moins bizarres sont des accidents de la fortune, et la vie qui en présente le plus n'est que le roman d'un homme, si les effets qui en résultent sont purement individuels. Mais la pensée est une propriété céleste; c'est dans la pensée et ses effets que consiste l'immortalité du génie. Pourquoi serait-il immortel, si ses créations ne le sont pas? Que nous importe la vie matérielle de Galilée, de Newton, de Vico? Moins peut-être que celle d'un paysan; et la maigre histoire personnelle de Dante ne nous offrirait qu'un vulgaire jeu des factions. Mais l'homme prodigieux qui créa une littérature, ou qui rassembla en lui les pensées de tout un siècle, et les transféra aux siècles à venir, est un rayon lumineux du grand soleil; c'est un anneau de la chaîne scientifique qui rattache les êtres humains au trône de Jupiter; c'est pour cela que dans mes récits, je me suis parfois égaré dans des épisodes qui semblent superflus, mais qui, je crois, cadrent bien avec mon sujet. Si je me suis trompé, j'aurai ajouté un ennuyeux livre de plus à tant d'autres, et ce sera ma faute.

CHAPITRE XV.

1607. Le caractère d'un peuple est le fruit immédiat du climat et des impressions continues qu'il reçoit des objets. La civilisation ou la barbarie le modifient en mieux ou en pis, mais ne détruisent pas le type original établi par les lois de la nature, qui sont immuables. De là toutes les institutions, aussi bien que les religions, doivent plier leurs formes extérieures au gré des penchants nationaux.

La nature en Italie est très riche; mais elle n'est pas si généreuse qu'il ne faille la contraindre à donner ses richesses. Splendide, elle n'est pas assez romantique pour exciter la fantaisie à l'animer de ses créations. Par suite, l'Italien, ayant contracté l'habitude de tout assujettir à un calcul matériel, ne voudrait pas subir l'ennui de chercher hors du monde une divinité mystérieuse, quand il peut aisément s'en procurer une, palpable et familière. Lui attribuant une partie de ses passions, il s' imagine pouvoir mieux la séduire à ses vœux, s'il emploie les moyens qui séduisent les puissants : les prières et les dons.

Le christianisme à proprement parler n'est que le déisme affirmé par la révélation. Entre l'être suprême, unique objet d'adoration, et l'homme, il n'admet pas de divinité intermédiaire. Mais ce culte si simple exige, pour être conçu, une profonde application de l'âme, dont s'effraient les masses. Jugeant le gouvernement du monde invisible d'après celui du monde matériel, elles partagèrent la terre entre différents dieux, comme elle est divisée entre différentes nations, et supposèrent au ciel une diversité d'occupations, de hiérarchie et de rangs, comme sur la terre. La mythologie du moderne polythéisme, éclosée des froids cerveaux monastiques, le céda

de beaucoup aux ingénieuses fictions antiques, sous lesquelles les poètes et les philosophes voilèrent les secrets mystères de la nature ou de la religion. Car le goût des peuples dans le moyen âge n'était pas vierge comme chez les nations de l'antiquité qui de l'état de nature s'étaient, à l'aide de la religion et de la poésie, avancées vers la civilisation. Il était matériel par la lourdeur de l'intelligence, et dépravé par des souvenirs multiformes de traditions, tels qu'ils pouvaient être dans une société en décomposition, assauvagée par de violentes révolutions, et dans laquelle, à mesure que pâlissaient les connaissances et que l'on oubliait la littérature d'une génération polie, pénétraient désordonnées et confuses les mœurs et les souvenirs de cent générations barbares. Là donc les hommes vivant dans la pauvreté et les souffrances, dans un état de guerre continue, sans agriculture, sans arts, sans les aises de la vie ni les attraits de la liberté, environnés partout de solitudes, abattus par les épidémies et les famines, atterrés par les prodiges de la nature, dont ils ignoraient les causes; toute chaleur manqua à l'imagination, la pensée fut glacée; et incapable de suivre les sublimes inspirations du christianisme, elle s'abaissa à une servile imitation du vieux polythéisme. Les noms des divinités furent changés, mais les attributs demeurèrent. Ainsi à Rome, la Bonne Déesse fut transformée en sainte Marie Aventine; Vénus Victorieuse, en sainte Marie à la Fosse Peinte; Isis, en sainte Marie dans l'Equirio; Vesta, en sainte Marie des Grâces; Minerve, en sainte Marie près de la Minerve; Apollon, en sainte Apollinaire; Martia, en sainte Martine. On canonisa saint Bacchus, saint Quirin, sainte Romule et sainte Redempta, sainte Concorde, sainte Nymphé, dite de la nymphe Égérie, saint Mercure. Le Panthéon, temple dédié à tous les dieux, fut consacré à tous les saints. A Minerve, déesse de la science, fut substituée sainte Catherine; à Lucine, sainte Anne; à Vulcain, saint Éloy; à Diane,

saint Hubert; aux Diôscures, saint Elme; à Pan, saint Wendelin, à Mars, saint Georges, à Esculape, saint Luc. Je ne dis rien des dieux qui président aux maladies, des dieux propres à chaque nation, des patrons de ville et de village, des lares auxquels tout individu et toute maison voue une dévotion privilégiée. Comme le droit de proclamer la sainteté appartenait au peuple, il est à croire qu'il aura canonisé des saints assez ridicules. Par exemple, le mont Soracte, près de Rome, anciennement consacré à Apollon, fut changé en un saint Oracte, qui devint ensuite saint Oreste, et d'une sorte de tabard de saint Aubain, dit amphibole, on fit un saint Amphibole, évêque et martyr.

Ces petits désordres engagèrent les évêques d'abord, et ensuite les papes, à s'arroger le droit exclusif de patenter les saints, et de leur assigner le degré de vénération qu'ils méritent, ou de créer des divinités populaires. En 993, Jean XV fut le premier pape qui exerça ce droit dans la canonisation de saint Ulric, évêque d'Augsbourg. Ensuite, en 1179, Alexandre III décréta que nul ne devait être vénéré pour un hôte du paradis, fit-il des miracles, sans l'autorité du pontife romain.

Outre ce partage des attributs divins à des hommes élevés aux honneurs de l'apothéose, la religion romaine, inspirée par un goût plus raffiné, accepta du paganisme les habits sacerdotaux, les rites, les solennités, toutes les pompes qui regardent le culte extérieur. Tout ce que peuvent fournir les arts du dessin et de la musique; tout ce qui peut satisfaire la délicatesse des sens, fut associé au catholicisme, à ce point que culte catholique et culte des beaux-arts sont presque synonymes.

Les Italiens se sont identifiés à cette forme de religion. Les hommes instruits y trouvent le vrai; et les masses, le beau. Tous cèdent au génie national; et quelle que puisse de-

venir la religion qui dominera nos descendants d'ici à vingt siècles, j'ose dire que les formes du culte seront à peu près les mêmes qu'aujourd'hui et qu'elles furent il y a vingt siècles.

Sans faire attention à ces considérations, les protestants, les réformés de Genève surtout, s'imaginèrent que l'interdit était l'aurore d'une rénovation religieuse en Italie, une porte ouverte aux conquêtes de leur secte. Sans disputer avec les théologiens si le pape a raison ou Calvin, je pense, pour les motifs que je viens d'énoncer, que le culte du second, aride et métaphysique, ne pourra jamais fleurir en Italie. Il ne le pourrait surtout à Venise, où le culte de la Vierge et des saints, les espérances du purgatoire et les solennités des rites sont appropriés à la vie de ces peuples. La république se serait séparée du pape, que ses habitudes religieuses n'auraient point changé.

Avec tout cela, les calvinistes, persuadés que Venise allait dresser en Italie un autel rival du Vatican, voyaient déjà les images brûlées ou brisées, les reliques foulées aux pieds; fra Paolo allait être le prophète d'une nouvelle loi; ses disciples, le sénat et le peuple tout entier, assouvir leur haine contre les prêtres. Ils se félicitaient mutuellement; ils échangeaient des correspondances; ils tiraient des pronostics, et dans cette manie de prosélytisme, fièvre de toutes les religions naissantes, surtout quand l'esprit de propagande est exalté par la haine d'une secte rivale, il y eut des zélés qui coururent de Genève à Venise, bravant les dangers du *saint-office*, qui pouvait les saisir au passage. Sans perdre leurs illusions, en présence de la réalité, ils ne cessaient de se repaître d'espérances. Tout badinage à l'adresse du pape, toute raillerie contre la cour, ils les recueillaient avec enthousiasme et les considéraient comme des signes infaillibles de la chute du catholicisme. Le célèbre Jean Diodati, ministre de Genève, en était si convaincu que, cette année 1607, il publia exprès une nouvelle édition de son

élégante traduction de la bible. Il la destinait à Venise, et comptait bien en faire un élément fécond de prosélytisme.

On savait tout cela à Rome, et la cour n'en était pas à son aise. Les louanges que les protestants prodiguaient à fra Paolo étaient autant de preuves de son penchant vers l'hérésie, et du plan sérieux de l'introduire à Venise. Pour prévenir ce mal, ils recoururent à leurs artifices accoutumés. Ils calculaient que, sorti vainqueur de cette lutte si difficile, son amour-propre se contenterait de cette satisfaction; et que, s'ils persévéraient dans leur système de séductions, ils réussiraient à l'attirer à Rome. Là, où Sarpi se rétractait, et la cour obtenait un plein triomphe; ou il demeurait intraitable, et elle en tirait une vengeance éclatante. Ils espéraient encore qu'à force de l'envelopper dans de secrètes pratiques, ils trouveraient le moyen de le rendre suspect au gouvernement, de rendre sa position difficile. De quelque côté qu'il se tournât, il ne pouvait échapper à sa perte.

Les qualités personnelles et le rôle honorable du cardinal de Joyeuse nous font croire qu'il ignorait des intrigues si tortueuses, et qu'il agissait de bonne foi et par amour de la concorde quand, avant de quitter les lagunes, il fit entendre à Sarpi, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de France, qu'il serait charmé de l'entendre, ayant à lui parler en particulier. Mais le frère, qui devinait bien sur quoi roulerait l'entretien, et quelles conséquences il devait produire, en informa le collègue, qui remit à sa prudence le soin de décider. Alors il fit observer qu'étant un simple frère et se trouvant seul en face d'un cardinal, de si grand nom, quelles que fussent ses paroles, il dépendait d'autrui de les commenter à son gré, de lui faire dire plus ou moins; on pouvait répandre le bruit qu'il s'était excusé sur ce que ses écrits lui avaient été arrachés par la violence; qu'il avait blâmé la raideur du sénat; qu'il s'était rétracté, ou tout autre langage blessant pour son honneur ou

l'honneur de la république. Le collège décida qu'il ne pouvait accepter cette audience.

Les curialistes firent courir le bruit qu'à Rome on voulait l'excommunier, s'il n'allait pas y présenter sa justification. Fra Paolo recueillit un grand nombre d'hérésies formelles et de doctrines pernicieuses enseignées dans les livres des papistes; il mit en regard les textes de l'écriture, des conciles, des pères de l'église et des papes mêmes : ajoutant que, quant à lui, il n'était pas loin de comparaître, si, mettant de côté les expressions vagues de propositions hérétiques, erronées, scandaleuses, blessant les oreilles pieuses, qui, ainsi rassemblées *in globo*, ne signifient rien;—ils voulaient bien spécifier dans la citation le reproche adressé aux propositions extraites de ses livres, comme il venait de faire pour les livres d'autrui; et qu'on lui assignât un lieu dans un pays catholique où il pût compter sur l'impartialité du jugement, et où les juges seraient à l'abri de toute passion. Du reste, peu lui importait son adversaire. Quiconque lui démontrerait son erreur, il était prêt à la retracter.

Il confia cet écrit à François Contarini, qui fut doge plus tard, et qui alors se rendait à Rome en qualité d'ambassadeur. Contarini le montra confidentiellement tantôt à l'un, tantôt à l'autre, jusqu'à ce que par cette voie indirecte il vint à la connaissance du pape. Mais n'ayant pas envie de s'engager dans une nouvelle discussion de principes, qui pouvait aboutir à des comparaisons désavantageuses, et soulever une controverse peut-être pire que la précédente, Sa Sainteté commanda le silence pour le moment. Seulement, on répandit le bruit que l'excommunication avait été fulminée en secret.

Cependant était en route pour Venise le nonce Berlinghiero Gessi, évêque de Rimini, plus tard cardinal, et l'un des sept sages qui, vingt-cinq ans plus tard, condamnèrent Galilée pour la fameuse hérésie du mouvement de la terre et de l'im-

ilité du soleil. Le pape lui avait donné des instructions prudentes : « Il me semble, disait-il, que je puis vous recommander de procéder avec douceur, et vous faire observer que ce grand corps doit être traité avec une main paternelle. » Pourtant, il éprouvait un désir ardent de voir en son pouvoir le terrible frère ; et le nonce reçut la recommandation spéciale de faire en sorte que fra Paolo, et van Marsile, et les autres séducteurs fussent livrés au saint-office, ou au moins abandonnés de la république, et privés de leurs gages. Mais le nonce trouva la chose si épineuse qu'il ne voulut pas même la tenter.

Il chercha d'autres voies. Il demanda au collège une entrevue avec fra Paolo, disant que la chose était convenue avec l'ambassadeur Contarini. Le collège voulut au préalable entendre Sarpi. Celui-ci leur démontra qu'il y avait autant d'inconvénient à s'aboucher avec Gessi qu'avec Joyeuse. Néanmoins les sages, voulant complaire au nonce, réglèrent la formule du colloque, les points à éviter, les points auxquels on pouvait répondre ; mais il surgit tant de difficultés, — parce qu'ils ne pouvaient deviner ce qui passerait par la tête de Gessi, — qu'ils finirent par ne rien conclure.

La cour ne se découragea pourtant pas. Toutes les fois qu'un prélat de qualité annonçait son voyage à Venise, on le chargeait de saisir tous les prétextes imaginables de voir Sarpi, et d'essayer de lui faire abandonner le service de la république, lui mettant toujours sous les yeux la clémence du pape, les honneurs que Rome pouvait lui accorder, le danger de ses foudres, l'inconstance des gouvernements, et la vanité du patronage qu'on lui avait assuré, lequel pouvait lui manquer suivant le temps et les intérêts. Le plus grand nombre fut obligé d'aller le visiter dans sa cellule. Pourtant il accepta l'invitation que d'autres lui firent d'aller chez eux, quand il estima ne courir aucun risque. Tous reconnurent en lui le

même esprit. Même le cardinal Pinelli, inquisiteur général à Rome, lui fit écrire par le procureur des servites d'aller dans cette capitale où il serait bien caressé, et où il terminerait sa cause à sa propre satisfaction et celle de la république. Mais le frère, qui connaissait les roueries des saints, ne se laissa point prendre.

Cependant le zèle, le désintéressement et la prudence qu'il avait mise dans les affaires, lui valurent la confiance illimitée du gouvernement. Voulant d'abord récompenser ceux qui l'avaient servi le plus fidèlement, aux cent ducats dont jouissait frère Fulgence, il en ajouta cent, et l'on augmenta aussi les gages de Sarpi, de combien, je l'ignore. Seulement, comme il cumula l'office de consultant en droit avec celui de consultant en théologie, on peut supposer qu'il cumula les deux traitements. On lui ouvrit l'entrée des archives secrètes, fort secrètes à Venise, où ne mettaient le pied que le chancelier et les secrétaires d'État, enchaînés par les serments les plus sévères. A cette époque, les archives vénitiennes étaient, aujourd'hui les restes précieux qui en subsistent sont encore un vaste magasin de connaissances historiques, et les plus riches que l'on sache. Là gisaient déposés comme dans un sanctuaire, — outre les actes du gouvernement intérieur, ses relations et ses traités avec les étrangers, — les observations faites sur les lieux par les ambassadeurs, résidents et consuls que la république entretenait dans les diverses capitales, les mémoires des voyageurs, les histoires secrètes et les correspondances diplomatiques. Sarpi, ayant à sa disposition cet immense arsenal de documents politiques, se mit avec ardeur à les étudier, à en dresser des inventaires et des extraits, qui, disposés suivant l'ordre des temps et des matières, lui servirent à répondre aux informations qu'on lui demandait avec une admirable célérité, et en entrant dans les détails des faits et des circonstances.

Mais il ne tarda pas à être distrait de ses travaux ; car la curie, ne pouvant le tenir vivant, essaya de l'avoir mort.

CHAPITRE XVI.

1607. Immédiatement après la réconciliation, Trajan Boccalini écrivait à Sarpi : se félicitant avec lui de la marche prudente qu'il avait imprimée à l'affaire, et d'avoir, en amenant un bon accord, déjoué la calomnie d'aspirer à se poser en chef de secte, il terminait : « Votre paternité doit réfléchir » qu'elle a offensé par la langue, par la plume et par les » conseils, un pape, un collège de cardinaux, une cour de » Rome et un siège apostolique. Si tous vous pardonnent, il » n'est pas jusqu'aux gentils qui n'embrassent l'évangile. De » grâce, ne vous endormez pas, car la cour, à quelque prix » que ce soit, voudra ôter aux Vénitiens leur conseil. Le bras » des prêtres est long, parce qu'ils ont entrée partout, et l'on » reçoit le coup avant de l'entendre. Je parle avec franchise, » parce que je vous aime, que votre vie est nécessaire au » monde et précieuse à vos amis.

Boccalini vivait à la cour de Rome ; il parlait d'après ce qu'il voyait et entendait. Fra Paolo n'en tint compte. Vinrent d'autres avis. Gaspar Scioppius, qu'il avait connu à Ferrare, avait suivi le pape à Rome et avait eu avec Sa Sainteté et les principaux de la cour de secrètes conférences, relatives aux protestants d'Allemagne. Lors de son passage à Venise, il rendit visite à Sarpi, pour lequel il avait reçu des commissions. Après avoir parlé histoire et philosophie, et particulièrement doctrine du Portique, sur laquelle Scioppius, l'année précédente, avait publié un traité, il l'avertit de se mettre sur ses gardes ; que le pape avait le bras long ; qu'il pouvait, s'il le voulait, le faire assassiner ; mais que son intention était de

s'emparer de sa personne. Il lui insinua qu'il serait beaucoup préférable de se réconcilier avec Sa Sainteté, et il offrit sa médiation.

Sarpi répondit : J'ai défendu une cause juste. Je suis marri que le pape, bien qu'à tort, en soit offensé. Paul V a juré les articles de la réconciliation, et j'y suis compris. Je n'oserais croire qu'il voulût manquer à la foi publique. Je conçois que l'on tende des pièges à la vie des princes et des grands personnages, mais d'un humble frère ! Si pourtant le cas se présente, je m'en remets complètement aux décrets de la providence. Si l'on me prend vif, avant d'être aux mains du pape, ma vie est entre mes mains, je me l'arracherai plutôt que de faire une chose indigne. Et il le remercia de l'avertissement.

Scioppius, deux jours plus tard, accusé par un compatriote d'avoir écrit des satires contre la république, fut soumis à une détention de quelques jours, et de là conduit aux frontières. Bayle, en rapportant ces dernières paroles de Sarpi, a raison d'observer que fra Paolo avait embrassé la doctrine du stoïcisme, lequel en certains cas regarde le suicide comme légitime. Je ne sais pas s'il étendait la théorie à tous les cas prévus par Zénon ; mais il me semble que l'église ne le condamne pas, quand il s'agit de sauver son honneur et qu'il n'est pas d'autre ressource. Il est vrai qu'à ce mot honneur on attache des idées bien différentes ; les unes peut-être essentielles, peut-être chimériques. Par exemple, sainte Apollonie, vierge et martyre, qui n'était pas une jeunesse, loin de là, à qui l'on arrache les dents (si elle en avait encore), non avec des tenailles, mais à coups de poing, se jeta dans un bûcher sans motif, uniquement pour faire voir qu'elle n'avait pas peur de la mort. L'acte a reçu l'approbation des écrivains ecclésiastiques, et la pieuse suicide fut canonisée. Je louerai plus volontiers cette dame romaine qui, plutôt que de se

laisser souiller par le tyran Maxence, se tua. Néanmoins saint Jean-Chrysostome vante beaucoup Sara d'avoir, pour sauver son mari, partagé la couche d'Abimelech, et il en propose l'exemple aux dames. Beaucoup de casuistes permettent le suicide en divers cas. Pour moi, je le blâme, sauf là où l'homme au pouvoir d'autrui craint, par la force des tourments, de parler ou agir contre sa conscience.

Cependant les indices s'accumulaient. L'ambassadeur Contarini écrivait au conseil des Dix, le 29 septembre, qu'un certain Rutilio Orlandini partait pour Venise, avec le projet de commettre un crime. Cet Orlandini avait commencé par être moine au couvent de S. Paul à Rome; mais ses violences et ses scandales l'avaient fait chasser, ou il avait jeté le froc, après avoir volé, à main armée, sur la voie publique, deux moines du monastère de Farfa. Il s'engagea sous les drapeaux de la république. Accusé d'intelligences avec les papalins, pour leur livrer Rovigo, il fut condamné à la prison et au bannissement. Il revint à Rome, et exerça le métier de bandit, de bretteur et d'assassin, trouvant asile dans la maison du duc Orsini de San Gemini. A cette époque, les hôtels des grands jouissaient du privilège de donner asile aux plus viles écumes de la société. Ce beau gibier cherchait des associés pour une affaire à conclure à Venise, par ordre, disait-il, de nos patrons, et pour laquelle on lui avait promis cinquante mille écus. Il avait obtenu du pape (disait-il, ou son dénonciateur), mais plus probablement de la pénitencerie, une absolution qu'il montra à des amis, entre autres à un Flavio de Sassoferrato qui révéla tout à Contarini. Il se vantait d'avoir parlé au pape. Peut-être n'est-ce pas vrai; mais il est sûr qu'il allait souvent chez un Faccioli, secrétaire de la consulte, près de qui, à peine entré dans l'antichambre, il était introduit. Avant de quitter Rome, il reçut cent soixante-dix ou cent quatre-vingts écus, qu'il eut bientôt dissipés avec des femmes. A Ferrare, on lui compta

huit mille ducats, peut-être pour débaucher et payer des compagnons. Tous ces détails sont fournis par l'ambassadeur. Mais les chiffres de cinquante et de huit mille me semblent exagérés, et ce peut être une erreur du manuscrit que je copie. Quoi qu'il en soit, la lettre de l'ambassadeur ne put arriver que peu de jours avant l'assassinat de fra Paolo. Orlandini mettait à peine le pied sur le territoire de Saint-Marc qu'il fut arrêté, et conduit dans les prisons décenvirales, où probablement le bourreau aura terminé une vie déjà souillée de tant de crimes.

On ne sait pas bien quelle était la mission du terrible sicaire. Sassoferrato assurait que ce devait être un assassinat, ou, comme il semble résulter de son récit, un enlèvement. Il ajouta qu'il y avait à Venise d'autres émissaires expédiés de Rome qui, sollicités par de larges promesses, songeaient à des entreprises de ce genre. Le fait est que les inquisiteurs d'État aussi reçurent des avis, et ne manquèrent pas d'avertir fra Paolo; mais l'imperturbable servite s'obstina toujours à regarder ces bruits comme des commérages et à n'en tenir compte. Il lui paraissait impossible que la prélature voulût se déshonorer par un crime désormais inutile. Ce qui le confirmait dans cette insouciance, c'était son penchant au fatalisme. Les hommes, disait-il souvent, ne peuvent rien contre les déterminations de Dieu. Aussi était-ce pour ses amis plutôt que pour lui-même qu'il prenait quelques précautions. Vittorio Siri affirme avoir appris de frère Fulgence que le consultant se faisait escorter d'un frère armé d'un mousqueton, et qu'il avait essayé de vêtir sous ses habits une cotte de mailles; mais il y renonça, n'en pouvant supporter le poids. Le fait n'est pas invraisemblable; mais Siri, écrivain plus fécond que judicieux, et trop facile à recueillir les contes du vulgaire, n'est pas une autorité assez imposante. Ce qui y aura donné lieu, c'est que de tant de coups de poignard que reçut Sarpi,

trois seulement portèrent, et à la tête. Frère Fulgence, dont l'on invoque le témoignage, se borne à dire que fra Paolo se faisait d'ordinaire accompagner de lui, de Marino, frère lai, son secrétaire, et d'un autre, homme de courage. Déjà depuis plusieurs jours, ils avaient remarqué certaines physionomies sinistres, qui s'arrêtaient à les observer; qui se parlaient ensuite du clin de l'œil, et par signes mystérieux. Frère Fulgence en fit la remarque au consultant, lequel repoussa leurs superstitions, disait-il; ces gens ne songeaient pas à eux.

C'était le 3 d'octobre, vers les vingt-trois heures d'Italie (cinq heures du soir); Fulgence et son compagnon, par cas fortuit, avaient pris une autre rue, comptant rejoindre fra Paolo au palais ducal, avant qu'il ne reprit le chemin du couvent. Mais diverses circonstances ralentirent leur marche. Un opéra nouveau avait attiré grande foule au théâtre de Saint-Louis; la rue de Sainte-Fosca, où était la maison des servites, et les rues voisines, étaient vides de leur circulation accoutumée. Fra Paolo s'en revenait seul avec Marino, et en compagnie d'Alexandre Malipiero, patricien d'un âge presque décrépité; il touchait au pont voisin des *Fondamenta*, non loin du couvent. Alors, — était-ce à cause de l'étroitesse du passage ou d'obstacles exprès, — Malipiero marchait quelques pas en avant; fra Paolo fut à l'improviste entouré d'une bande d'assassins; l'un saisit dans ses bras frère Marino; l'autre mit la main sur le sénateur; un troisième tira vivement quinze ou vingt coups de stylet sur Sarpi, qui lui criblèrent le chapeau et le collet; trois seulement pénétrèrent, deux au col, et l'autre traversant l'oreille droite sortait par la fossette entre le nez et la joue. Ayant percé l'os, le fer y demeura fixé. Fra Paolo tomba comme mort. A ce spectacle, des femmes aux fenêtres crièrent au meurtre. Les assassins voyant arriver du monde déchargèrent leurs arquebuses pour faire peur, et gagnèrent au large. Frère Marino, à peine libre, ne songea qu'à sauver sa per-

sonne. Malipiero avec les gens accourus s'approcha de Sarpi qu'il croyait mort, arracha le poignard, et trouvant le blessé respirant encore, le fit transporter au couvent.

La nouvelle s'étant répandue, on ne saurait se faire une idée des démonstrations de sollicitude et d'intérêt que donnèrent les Vénitiens. Les sénateurs, à cette heure réunis en conseil, levèrent la séance et coururent presque tous au couvent pour recueillir des détails de la bouche de la victime. Les Dix, demeurés seuls dans la salle du sénat, se constituèrent en tribunal et avec leur promptitude ordinaire donnèrent des ordres pour l'arrestation des assassins. Le théâtre fut abandonné. Une foule immense stationnait autour du monastère, et le bruit ayant circulé que les assassins avaient trouvé asile chez le nonce, la plèbe furieuse courut au palais pour y mettre le feu. L'évêque de Rimini courait les plus grands dangers, si les Dix n'avaient pas immédiatement expédié des soldats pour sa protection, et si les principaux magistrats se mêlant au peuple ne l'avaient calmé par de douces paroles, garantissant l'existence de fra Paolo. Les cris et les imprécations contre les papistes montaient jusqu'au ciel. Malheur à qui aurait montré son visage. Chez les gens de tout âge, de toute condition, une curiosité insatiable, de la pitié, une colère unanime. L'évêque de Rimini et sa maison demeurèrent plusieurs jours sans sortir, tant ils avaient peur des vengeances populaires.

Le gouvernement envoya des fonds au couvent, afin que l'on pourvût à tout et promptement. Les ambassadeurs, les résidents de la république en reçurent avis comme d'une affaire d'État. On en fit part à toutes les cours. Les docteurs les plus habiles furent appelés : Acquapendente, professeur à Padoue, et Antoine Spiegel, chirurgien célèbre, reçurent l'ordre de ne pas s'éloigner du couvent, tant qu'ils ne pouvaient se prononcer sur l'issue, fatale ou salutaire; car les craintes de mort étaient assez fondées. Sarpi aurait voulu se

contenter de Louis Rageza, jeune chirurgien assez expert, en qui il avait pleine confiance; mais il dut se soumettre à la volonté du gouvernement, et douze médecins au moins furent consignés à la cure d'un homme à l'existence duquel la république attachait la plus haute importance.

Sa présence d'esprit ne l'abandonna pas une minute. Le soir même, entendant que le poignard était là, il voulut le prendre en mains, et après l'avoir tâté, il dit : il n'est pas fourbi, insinuant par là, que l'arme aurait déchiré les chairs, et rendrait le traitement plus difficile. A peine le premier appareil posé, l'avogador de la commune vint s'enquérir des faits. Sarpî répondit qu'il ne se connaissait pas d'ennemi; et comme il pardonnait à qui l'avait offensé, de même il pria le conseil des Dix de suspendre toutes poursuites. Sur le bruit de l'arrestation des coupables, il s'en montra troublé et fort affligé. Car, disait-il, ils pourraient bien faire des révélations qui causeraient grand scandale et préjudice à la religion.

Le lendemain matin, l'intensité de la fièvre faisait craindre une issue fatale. Il se munit de tous les secours de la religion, et appela dans sa cellule tous les frères auxquels il demanda pardon de ses fautes, et réclama l'assistance de leurs prières. La maladie dura deux mois, incertaine et menaçante durant plusieurs semaines, et le malade tellement abattu par sa faiblesse naturelle et la perte de sang que, pendant bien vingt jours, il demeura au lit incapable de mouvement, même de lever la main. Le nombre des médecins avait aussi une influence fâcheuse. Les uns, à l'aspect de la lividité des lèvres, soupçonnèrent une arme empoisonnée, et lui administrèrent la thériaque et d'autres antidotes en usage, qui aboutirent à une inflammation. Les autres, craignant des apostèmes, employèrent le bistouri pour sonder et tailler; et le patient entendant tour à tour les pronostics les plus contradictoires, dut accepter les martyres que suggéraient l'art ou le caprice. Au

milieu de ses souffrances, son humeur badine ne l'abandonna point. Un soir, Acquapendente en le pansant disait qu'il n'avait jamais vu blessure plus étrange. Fra Paolo en souriant répondit : Et pourtant le monde veut qu'elle ait été faite *stylo romanæ curiæ*. C'est la seule parole qu'il laissa échapper de sa bouche ou de sa plume sur cet attentat.

Les médecins eurent ordre de faire chaque jour rapport au collège. Le sénat envoyait fréquemment un de ses secrétaires demander de ses nouvelles. En décembre, Sarpi se trouva capable de reprendre ses travaux, bien que la guérison ne fût pas complète, et qu'il sentit à la tête des pesanteurs et des douleurs, qui se prolongèrent longtemps. Car l'os de la mâchoire ayant été brisé, l'expulsion des esquilles provoqua des abcès et des inflammations accompagnées de fièvres violentes, au point qu'en juillet 1608, il fut presque en danger de perdre l'œil droit. Néanmoins il guérit parfaitement, Acquapendente fut récompensé du titre de chevalier, et d'une coupe d'argent du poids de quarante ducats (environ 50 $\frac{2}{3}$ onces poids de marc) qu'on avait fait fondre exprès, aux armes de Saint Marc. Les autres chirurgiens eurent des récompenses proportionnelles.

Les Dix, n'ayant pu réussir à mettre la main sur les brigands, lancèrent contre eux un ban des plus terribles. Qui les prendrait morts ou vifs, — et l'on donnait le nom de chacun, — recevrait, pour le chef de la bande, une prime de quatre mille ducats, et, pour les complices, de deux mille, plus d'autres grâces encore. Une fois pris, ils devaient être conduits sur le théâtre du crime, là, la main droite tranchée, ensuite traînés à la queue d'un cheval jusqu'aux colonnes de Saint Marc, décapités, puis coupés en quartiers. Peine de mort à qui ne les dénoncerait pas, ou les recélait dans le domaine de la république. Cette sentence fut expédiée par courriers accélérés au comte ou gouverneur de l'île de Lesina, aux

provéditeurs de la flotte, à l'ambassadeur à Rome, à tous les recteurs de province, leur enjoignant les perquisitions les plus vigilantes.

Voilà pour le passé. Pour les soupçons et les périls à venir, un décret du sénat, du 27 octobre, où Sarpi est qualifié de sujet de science éminente, de bonté exemplaire, ayant bien mérité de la seigneurie, et qui nous est grandement cher, promettait à celui qui, si le cas se présentait d'une nouvelle agression, viendrait à son aide, et sans respect de personne ni de lieu, tuerait les assassins, deux mille ducats par assassin mort, et quatre mille par assassin vivant; deux mille ducats à qui dénoncerait des machinations contre la vie de Sarpi, et la même prime, jointe à l'impunité, acquise aux complices révélateurs.

Dans le décret on avait introduit exprès les mots de « personnes de quelque rang et condition que ce soit », expressions qui avaient l'air de couvrir une obscure menace contre les attentats de l'inquisition romaine, et la ferme résolution de livrer au bourreau qui que ce fût, nonce, cardinal, évêque, prêtre ou moine qui oserait provoquer l'indignation du gouvernement. Pour être plus expéditif, on autorisait par de riches récompenses à faire justice sommaire.

On aurait cru que tant de précautions et de menaces feraient renoncer à l'idée d'un complot contre ce moine redoutable et odieux. Mais la rage de la vengeance chez les uns, l'habitude du crime chez les autres, et l'appât des plus riches promesses l'exposèrent à de nouveaux dangers. Néanmoins, le décret du sénat crié publiquement, affiché partout, répandu dans toutes les provinces, joint à l'amour que les Vénitiens portaient à fra Paolo, servit d'un admirable contrepois à l'animosité des fanatiques qui le poursuivaient. Fontanini raconte avoir entendu dire à quelques vieillards que, quand le frère passait dans la rue populeuse de la Mercerie; les marchands se ran-

geaient sur le seuil de leurs boutiques, comme une garde, criaient aux passants : place à fra Paolo.

Le sénat, dès le 9 octobre, c'est à dire, quatre jours après le coup, avait décrété cent ducats pour les frais de la maladie. Le 27, il vota une allocation annuelle de quatre cents ducats pour couvrir la dépense d'une gondole, destinée au consultant et garantir sa sécurité. Les sages du collège reçurent ordre de lui fournir, aux frais de l'État, un logement commode sur la place Saint-Marc, contigu au palais ducal. On lui donnait la faculté de partager cette habitation avec son ami, frère Fulgence et tout autre compagnon à son choix. Pour subvenir à ces dépenses et aux primes, on dérogea à une loi du 24 mars 1567, qui défendait d'employer les fonds de l'État au profit des particuliers. Mais Sarpi refusa modestement les quatre cents ducats, et comme il ne fut pas possible de lui faire quitter le couvent, on ajouta à sa cellule quelques chambres et des meubles, pour qu'il pût étudier à l'aise, placer une bibliothèque, conserver des papiers, avoir un local convenable pour son copiste et les autres personnes qui aidaient à ses travaux. On pratiqua une issue qui de sa chambre aboutissait à un corridor et un escalier dérobé, d'où il montait en gondole sans voir la rue ni les cloîtres de la maison. Il ne voulut jamais accepter l'escorte d'un garde armé : distinction de grande valeur, rarement accordée, et dans des cas particuliers, à des personnes de condition. On lui conseillait encore d'avoir sa cuisine ; mais il préféra la table commune. Rien enfin ne fut négligé pour conserver des jours si précieux à la république, et si menacés.

Touché de tant de soins pieux, Sarpi en rendit grâce au collège par la lettre suivante :

Sérénissime prince ! Les bienfaits des princes la plupart du temps dépassent les mérites du serviteur qui les reçoit, et ses espérances. Mais la munificence de Votre Sérénité à mon égard

est supérieure à tout ce que j'aurais pu désirer. Je n'ai jamais aspiré qu'à être honoré du titre de serviteur de Votre Sérénité, et elle m'a non seulement favorisé de cette grâce, mais deux fois, coup sur coup, elle accumule sur ma personne dons et honneurs. Pour comble, elle a bien voulu condescendre à croire que je vis content des récompenses qui me sont accordées. De cette faveur, la plus grande que je puisse recevoir actuellement, je rends les grâces les plus senties et les plus respectueuses; elles devront être pour le monde le témoignage d'une grande vérité, c'est que je sers par devoir, avec religion et conscience, et non par aucune espérance mondaine. Quant aux éloges dont il lui a plu d'honorer mon humble personne, ne reconnaissant pas en moi le mérite qui en soit digne, je les reçois comme un avertissement de ce que je devrais être et de tout ce que je devrais faire. Aussi chercherai-je à me former sur le modèle que Votre Sérénité me présente ainsi, afin de devenir un serviteur non inutile de cette auguste république et de Votre Excellence.

Il rendit aussi grâce à Dieu du danger auquel il avait échappé, et dont sa joue garda la trace. Le fameux poignard, que Malipiero aurait voulu conserver, fra Paolo l'appendit à un crucifix de l'église des servites avec cette inscription : *Dei filio liberatori*. Il est actuellement dans la possession de Lorenzo Giustiniani.

Par ce guet-apens fra Paolo fut contraint d'embrasser une vie plus retirée. Il ne sortait plus que pour aller au palais, jamais à pied, toujours en gondole, et débarquait au Rialto. Il ne lui restait plus pour arriver à Saint-Marc que la rue de la Mercerie, où la circulation garantissait sa sécurité, et il se permettait volontiers cette route, en guise d'exercice. A l'intérieur, il était presque continuellement assisté de frère Marino, frère Marc son copiste, et frère Antoine autre copiste et barbier, dont je parlerai ailleurs. Il les payait tous généreu-

sement ; il faisait des largesses au cuisinier, au pannelier, au sommelier, à tous ; il versait au profit du couvent les émoluments dont il jouissait, et par ses libéralités gagnait amour et confiance. Il mit encore plus de réserve dans ses visites, ne recevant que des connaissances, ou des gens accompagnés d'un ami.

CHAPITRE XVII.

1607. Le lecteur, sans doute, éprouve la curiosité de connaître les assassins, et la main qui les arma. J'ai voulu réserver pour un chapitre spécial les renseignements que j'ai recueillis, inconnus jusqu'ici aux biographes de fra Paolo.

Les sicaires furent : Rodolphe Poma, vénitien ;

Alexandre Parrasio, anconitain, depuis deux ans banni de sa patrie pour l'assassinat de son oncle, et sa complicité dans d'autres méfaits. Réfugié à Venise, chez des marchands du nom de Gottard, parents de lui et de Poma, il y enseignait l'escrime avec talent ;

Michel Viti, prêtre, de Bergame, demeurant à Venise, officiant dans l'église de la Trinité. Il avait quelque liaison avec frère Fulgence, auquel il rendait de fréquentes visites, sous couleur de s'éclairer relativement à des cas de conscience et autres points de théologie ;

Pascal de Bitonto, parent aussi de Poma, et Jean de Florence, bannis de divers lieux, soldats au service de la république ;

Hector d'Ancône, neveu de Parrasio, dont, — bien qu'il ne figure point dans le ban des Dix, — on voit le nom mentionné dans la correspondance de l'ambassadeur Contarini ;

Plusieurs dont j'ignore les noms.

Le bruit courait alors, — et le temps ne l'a pas démenti, —

que l'assassinat avait été tramé par la cour de Rome. Sans rien affirmer, je reproduirai avec candeur les détails que j'ai extraits des dépêches de François Contarini, ambassadeur à Rome, à qui le gouvernement avait recommandé les investigations les plus diligentes; — de quelques lettres d'Augustin Dolce, résident à Naples; — et de la correspondance interceptée de Poma avec sa famille.

Avant tout, je dois relever quelques erreurs de Grisellini. En partie, il les puisa dans l'histoire de de Thou, ami de Sarpi, sans doute, mais qui n'en put obtenir le moindre renseignement. Sur ce fait, fra Paolo s'obstina à garder un silence inviolable. En partie, il se fonde sur quelques prétendus rapports transmis par l'ambassadeur de la république près le saint siège aux chefs du conseil des Dix, et par ceux-ci communiqués au sénat. D'après lui, les auteurs du crime furent les jésuites, qui en commirent l'égociation au père Possevin, lequel obtint du cardinal Borghèse les pleins pouvoirs de mettre en œuvre tous les moyens qu'il jugerait les plus sûrs. D'après ses conseils, le *saint-office* procéda contre fra Paolo, l'excommunia publiquement par un bref du pape; et l'accusé ayant fait défaut, il fut, comme rebelle et contumace, condamné à mort, et l'exécution remise à Rodolphe Poma, dont Possevin tenait les deux fils en otage. A ce bravo l'inquisition donna de l'argent et des lettres-patentes pour lui et ses *collaborateurs*. Je crains fort que ce ne soient autant d'inventions de Grisellini. Le document sur lequel il se fonde n'a pas l'air authentique, bien qu'il dise le tenir du comte Wrachien, consultant d'État. Il n'indique pas même le nom de l'ambassadeur à qui il attribue la découverte de cette intrigue. Mais Grisellini fixant la date de 1612, ce doit être Thomas Contarini, revenu de la mission de Hollande, et, en 1611, envoyé à Rome. Je ne connais pas sa correspondance; il se peut qu'il ait recueilli ces nouvelles comme des bruits populaires, et

comme tels, le consultant Wrachien les aura communiqués à Grisellini, lequel les aura arrangés à sa mode. Je dois pourtant relever les inexactitudes suivantes : 1° Aucun bref d'excommunication ne fut jamais lancé, au moins publiquement, contre fra Paolo; même le gouvernement vénitien fit entendre au pape qu'une excommunication, qui n'aurait d'autre motif que les écrits du frère relatifs à l'interdit, il la considérerait comme une insulte personnelle, puisque Sarpi n'avait fait que soutenir le droit du gouvernement. Il fut appuyé par l'ambassadeur de France. 2° L'histoire des deux fils de Poma, laissés en gage à Possevin, bien qu'adoptée par de Thou, est une fable. Quand Poma vint à Rome, un de ses fils demeurait à Bitonto, l'autre à Padoue. 3° Il est bien vrai qu'en France on parlait de procédures secrètes entamées par le *saint-office*, et d'une croisade organisée par les jésuites pour en exécuter la sentence. Mais fra Paolo, qui devait être au courant, doutait de ces croisés, et observait qu'en Espagne ni en Italie les jésuites ne se mêlaient d'inquisition. « Nonobstant, ajoute-t-il, je sais « que les curialistes m'ont mis sur le dos un procès secret; « et c'est sur ce fondement qu'ils justifient les sicaires qui « m'ont assailli. » Je gagerais que c'est dans ces paroles que Grisellini a puisé tous les éléments de son récit.

Rodolphe Poma, négociant en huiles, etc., avait un magasin à Bitonto, dans la Pouille, et étendait ses relations dans tout le royaume de Naples. Il était demeuré veuf avec six enfants : deux fils et quatre filles, deux religieuses, l'une à Padoue, l'autre à Venise; les deux autres, fort jeunes, vivaient chez leurs tantes. Plus tard, par les soins d'Honorat Imberti, vicaire de l'évêque de Padoue et son ami, lequel était aussi maître du cadet des garçons, âgé de quatorze ou quinze ans, nommé Rufin, — elles entrèrent au couvent pour y recevoir leur éducation. L'ainé, nommé Jean-Baptiste, marié et père de trois fils, habitait Bitonto.

Poma, contraint à la faillite, quitta Venise entre mai et juin, pour aller poursuivre à Naples la rentrée de quelques créances. Arrivé à Rome, il rencontra Alexandre Franceschi, prêtre vénitien, qui avait été son agent, jeune ambitieux, intrigant, et qui, poussé à Rome par l'envie de faire fortune, afin d'attirer l'intérêt sur sa personne, se disait expatrié pour avoir voulu respecter l'interdit. Il fréquentait les antichambres du cardinal Borghèse et de monsignor Metello Bichi, évêque de Soana, auditeur du pape, élevé ensuite à la pourpre. Je n'ai pu m'assurer du lieu où fut conçu le projet d'assassinat; mais il est probable que Rodolphe aura exposé au prêtre ses malheurs, sa ruine, le besoin de se relever, l'abandon de sa famille et toutes ses misères; et que, passant d'une idée à l'autre, il aura imaginé cet expédient facile de restaurer rapidement sa fortune. Comme le crime a ses degrés, Poma, réputé honnête à Venise, dut avoir déjà des antécédents coupables, ou l'avidité l'aura tellement aveuglé qu'il n'aura pas vu les dangers auxquels il s'exposait, lui, ses enfants, sa mère, et le peu de biens qui lui demeuraient.

A cette époque était très répandue, soutenue à Rome comme un dogme, inculquée par les moines et les prêtres, surtout par les jésuites, la maxime que le meurtre d'un hérétique vaut des indulgences plénières. Le crime, loin de se montrer sous sa face hideuse, revêtait aux yeux des fanatiques, un caractère religieux. Vous en trouverez pleins les livres de Bellarmin, Becanus, Mariana, Suarez, Tolet, Bonarsch, Azor et cent autres. En furent victimes Henri III et Henri IV, le prince d'Orange, et peu s'en fallut la reine Elisabeth, le roi Jacques et Duplessis Mornay, que le couteau d'un pieux ermite vint chercher jusque dans son lit. Clément VIII, pape qui n'était rien moins que fanatique, permit par un bref à des bourgeois de Rieti de tuer les meurtriers de leur père : excès naturel chez des hommes que l'adulation

avait infatués de l'idée qu'ils sont les égaux de Dieu en pouvoir et en autorité. Ce n'est donc pas merveille que Poma, déchu, besogneux, avec la honte d'une faillite, avec le désir de rétablir sa fortune, entouré de casuistes insidieux et féroces, séduit par de splendides apparences, par la facilité du projet, par les mérites qu'il aurait acquis envers l'église, par l'avidité d'argent et l'ambition des honneurs, se soit laissé éblouir jusqu'à consentir au crime. Entre ses conseillers théologiens, nous avons de bonnes raisons pour compter un provincial des dominicains de Venise, qui alors se trouvait à Rome, et qui eut avec lui de fréquents entretiens. Il y a apparence que les premiers engagements ont été pris chez l'évêque de Soana. Rodolphe s'aboucha encore avec le cardinal Borghèse; mais là les murs n'ont pas eu d'oreilles. A dater de ce moment, sa correspondance avec Venise est pleine de châteaux en Espagne. Ses affaires prennent une bonne tournure; bientôt, il sera plus riche que jamais; dans le cardinal neveu il a trouvé un généreux protecteur, qui lui a promis de placer noblement dans un monastère ses deux filles cadettes, et d'élever son petit Rufin aux premiers honneurs de l'église.

Poma employa quatre mois à combiner son plan. C'était, comme on le lui avait recommandé, de prendre fra Paolo vivant, de l'envelopper dans un sac, le jeter dans une barque et le transporter dans l'État pontifical. Si l'enlèvement échouait, de se défaire de lui. Bien garni d'argent, il partit de Rome au mois de septembre. Il rentra secrètement dans sa patrie, et semble avoir concerté ses dernières mesures à Padoue, dans le monastère où vivait sa fille, avec ce vicaire Imberti que j'ai déjà nommé, et d'autres prêtres et religieux. Il comptait enlever Sarpi dans une des visites accoutumées qu'il rendait aux professeurs ses amis.

Poma s'était entendu avec Parrasio et les autres. Il engagea divers bandits, et frêta une péotte avec trois marins, auxquels

il donna à entendre qu'il voulait aller à Lorette d'abord, et puis dans la Pouille. Ayant besoin d'un homme qui épiât, sans inspirer de soupçons, les allées de fra Paolo, il trouva Michel Viti, prêtre de religion et de piété, dit monsignor l'évêque Fontanini; mais le projet d'enlèvement dans les eaux entre Venise et Padoue étant devenu d'une réalisation impossible, parce que Sarpi, averti par les inquisiteurs d'État, ne sortait plus de la capitale, Poma résolut de le relancer à Venise. Calculant bien que le gouvernement confisquerait tout son avoir, avant de mettre la main à l'œuvre, il embarqua sur sa péotte les meubles les plus précieux qui lui demeuraient encore. Il ne désespérait pas de se rendre maître de sa victime vivante. A cette fin, il apostâ des satellites en divers endroits, qui, au signal d'un coup de pistolet, devaient accourir. Mais celui qui avait la mission de donner le signal manqua de cœur; et les autres, pressés par les circonstances, frappèrent fra Paolo, comme je l'ai dit. Ensuite, ils se dispersèrent pour se rejoindre au lieu convenu. La péotte les attendait au Lido. Là, s'embarquèrent Michel Viti et Poma. Chassé par la fureur du peuple dont il entendait les cris lointains, et tout éperdu sautant dans la barque, il jeta son manteau et son arquebuse; et, prenant aussi la rame en mains et encourageant les gondoliers, il dit : Malheur à nous, nous serons mis en pièces. L'un des marins, qui peut-être était secrètement de la partie, répliqua : Signor, vous n'avez rien à craindre tant que vous me voyez. Ayant abordé sur un autre point, ils prirent Parrasio et les autres. Mais dans cette précipitation, ils ne purent tous échapper par la fuite. Celui qui avait manqué le signal ne fut point reçu dans la péotte, malgré ses supplications. Aussi, dans la soirée même, plusieurs furent arrêtés et révélèrent aux Dix ce qu'ils savaient et les noms des complices. Poma, mis à terre dans un endroit où l'attendait un cheval, courut à Padoue prendre son fils

Rufin, et rejoignit ses compagnons à Rimini. Ceux-ci, pendant la nuit, arrêtés par des vents contraires, n'avaient pu continuer leur route; ils étaient descendus à terre et dormaient sur le rivage, quand passa près d'eux, sans les voir, la gondole des Dix lancée à leur poursuite. Tout effarés, ils firent tous leurs efforts pour s'éloigner de ces dangereux parages.

Abordés aux États du pape, ils se glorifiaient du meurtre, et montraient un passeport délivré par le cardinal Giustiniani, légat de Bologne, qui leur permettait de porter toutes sortes d'armes. Réellement, ils étaient chargés de pistolets, d'épées, d'arquebuses, et voyageaient en deux voitures. Un reproche sur la conscience est une mauvaise compagnie. A peine eurent-ils entendu la terrible proclamation des Dix, promettant l'énorme somme de quatre mille ducats à qui tuerait Poma, et deux mille pour les autres, ils furent saisis d'une telle épouvante qu'ils ne déposaient plus leurs armes, même à table. En un siècle dévot, alors que l'inquisition proscrivait les livres et persécutait les hérétiques, infligeait de sévères punitions à qui romprait les jeûnes officiels, une religion vénale et abâtardie, des lois impolitiques et iniques, une profonde ignorance répandaient une telle contagion que, la morale n'ayant plus de boussole, l'assassinat ne faisait horreur à personne. La main du noble n'en était pas plus pure que celle du vilain. Dans maints cas, les théologiens lui accordaient une facile absolution, et les gouvernements faibles et cruels y cherchaient le moyen de satisfaire à la justice contre des coupables puissants qui se dérobaient à la vindicte publique. Ils ne s'apercevaient pas qu'ils punissaient le crime par le crime; et que, mettant à prix la tête d'un malfaiteur, ils offraient une prime à qui voulait débiter dans la carrière. Les mariniers qui avaient ramené les sicaires, alléchés par la récompense, essayèrent de surprendre le prêtre Viti. D'autres, et nommément les aubergistes, se lamentaient de n'avoir pas connu le

ban plus tôt. A Ancône, où les assassins cherchèrent leur refuge, le bruit circulait déjà que Parrasio, pour qui le crime était une habitude, et qui les hébergeait, ne tarderait guère à se débarrasser de Poma.

A peine averti que Rodolphe se trouvait à Ancône, le prêtre Franceschi lui envoya, par un domestique allemand, une lettre de change de mille ducats, à laquelle fit honneur Jérôme Scalamonti, agent du pape. Je ne sais pas qui avait fait les fonds. On dit aussi qu'à Ferrare le cardinal Spinola gratifia Poma d'une somme égale. Il vaut encore la peine de noter que Parrasio, aussi bien qu'un nommé Louis, venu avec lui de Venise, tous deux bannis d'Ancône, furent non seulement accueillis, mais eurent la liberté de circuler dans la ville; que toute la bande allait armée de pistolets, stylets, arquebuses, encore que le port de ces armes fût strictement défendu dans les États pontificaux; et l'on disait que ce privilège leur était laissé par permission expresse du gouverneur. Même à Rome l'on répétait qu'ils étaient sous la sauvegarde de sa sainteté. Aussi y eut-il de grands murmures. On ne trouvait pas honnête qu'on leur donnât si ouvertement asile et sécurité. Personne ne mettait en doute la complicité de certains personnages, entre autres le cardinal neveu, et le cardinal légat de Ferrare.

Aussi les instigateurs, quels qu'ils fussent, reculant devant la pudeur publique, cajolèrent leurs agents, et achetèrent leur discrétion par de belles promesses. Un jour qu'à Ancône on demandait à Parrasio par qui il avait été poussé, il répondit : « Par le Saint-Esprit. » Et Poma écrit dans une lettre à un ami : « qu'il n'y a pas de chrétien au monde qui n'en eût fait autant, et Dieu le fera bien voir. » Il ajoutait, tant il était enivré de ses espérances, que bientôt il serait assez riche pour apaiser tous ses créanciers, écus sonnants; et il priait son ami de consentir à les convoquer par crieur public. Il fit aussi

répandre le bruit qu'il préparait une brochure. On y verrait que ce n'était pas à l'instigation des hommes, mais pour le service de Dieu, qu'il s'était dévoué.

Après un séjour de quelques semaines à Ancône, ils allèrent à Rome. Ils y entrèrent à la dérobée, peut-être pour échapper aux regards des agents de l'ambassade vénitienne. Ils prirent gîte dans l'hôtel du cardinal Colonna. Encore que le pape fit divulguer qu'il ne voulait pas les tolérer même une heure dans sa capitale, ils y prolongèrent leur résidence pendant plus d'une année, secrètement d'abord, mais ensuite se montrant partout, jusque dans les lieux les plus fréquentés. La police, il est vrai, les chercha les premiers jours; mais, à en juger par les résultats, ce n'était point par ordre des supérieurs; elle ne voulait que faire acheter sa tolérance.

Quand le cardinal inquisiteur Pinelli apprit la tentative d'assassinat, et que la voix publique en accusait la cour, il dit au secrétaire de la légation vénitienne : qu'il espérait que les sénateurs ni personne à Venise n'accueilleraient pas opinion aussi fausse. Car dans aucun siècle on ne trouverait d'exemple, en paroles ni en actions, que l'église marche dans ces voies perverses et diaboliques. Et tenez pour certain que, s'ils ont été trois à commettre le méfait, et que l'on en attrape un, on saura encore par d'autres voies la vérité.

Il est vrai que l'église ne marche point dans ces voies diaboliques, mais bien les inquisiteurs; et je voudrais savoir si la façon d'attirer à Rome et de tuer Matteo Franco, Ferrante Pallavicino, Francesco Celaria, le Carnesecchi, fra Fulgence le cordelier, l'archidiacre Ribetti, l'abbé Dubois et cent autres, vaut mieux que de les faire assassiner. En outre, les coupables n'étaient pas trois, mais six, ou huit, ou dix, et l'inquisiteur, s'il avait voulu, pouvait les prendre tous dans ses filets; et il leur laissa le champ libre.

Pour dissiper l'opinion que la cour avait provoqué l'assas-

inat du redoutable Sarpi, on convint, dans un consistoire de cardinaux, de répandre que Poma n'avait exercé qu'une vengeance. C'était à Sarpi qu'il devait sa déconfiture. Mais s'étant aperçus de leur sottise, ils revinrent sur leurs pas. Ils semèrent le bruit que le motif avait été une jalousie de femme. Comment cette excuse est-elle venue à l'esprit des éminences ?

Le pape ne fit pas la moindre allusion à l'ambassadeur vénitien ; mais à celui de France, il dit : que l'accident lui déplaisait, non qu'il n'eût désiré le châtiment de fra Paolo, mais l'autre façon : parce que les méchants ne se feront pas faute de malignes interprétations ; et si c'était le zèle qui avait inspiré l'acte, c'était un zèle indiscret et maladroit.

Mais il était inconséquent ; ou il en savait plus qu'il n'en voulait montrer. Car la nouvelle de l'attentat étant parvenue en France, et ayant soulevé partout la colère et l'horreur, le pape qui, à ce qu'il disait, désapprouvait le crime, sollicita l'intervention d'Henri IV pour que le gouvernement vénitien cessât toute perquisition.

Ce qui troublait encore le pape, c'était l'exaspération que le crime avait causée à Venise, dans tous les rangs, qui lui faisait craindre le discrédit de son autorité et de sa réputation, après le déchet qu'elle avait déjà subi. Ce qui le troublait, c'était le ban fulminé contre ces coquins, parmi lesquels un prêtre. Il ne savait quel parti prendre. Parler ou se taire lui semblait également dangereux. Aussi un cardinal en vint à dire : Si au moins ils s'étaient bornés à donner le nom de Michel Viti, sans dire sa qualité de prêtre, sans dire à quelle église il officiait.

Ce ban pesait sur l'esprit des prélats. Ils disaient qu'en faisant un semblable étalage des qualités et des vertus d'une personne qui avait encouru l'excommunication, on avait eu l'intention expresse de blesser la dignité pontificale et la congrégation du *saint-office*, que la république s'arrogeait le droit de pren-

dre une décision qui n'était pas de son ressort, et empiétait sur le for ecclésiastique; que nommer fra Paolo un homme de mœurs exemplaires, c'était insulter la cour romaine qui en pensait tout autrement, et que le louer d'une science éminente c'était prétendre que sa doctrine valait mieux que celle de Rome; et finalement qu'en parlant de personnes de tout rang et de toute condition, c'était faire croire qu'ils y comprenaient hautement encore la congrégation du *saint-office*, si elle songeait à faire le procès à fra Paolo.

Rome était pleine de ces *clabauderies*. Dans les antichambres des cardinaux, on se demandait si le pape, fût-il complètement étranger au crime, pouvait accorder aux bravi un sauf conduit. Les opinions étaient partagées. Ceux qui avaient plus de sagesse et d'indépendance murmuraient; les fanatiques, les courtisans soutenaient qu'il y était tenu, parce qu'ils s'étaient attaqués à un hérétique. Frère Bovio, évêque de Molfetta, qui avait écrit contre Sarpi, se trouvant dans l'antichambre du cardinal Borghèse, prononça sans scrupule qu'en bonne conscience cet assassinat était licite. Quelqu'un lui ayant fait observer que Sarpi n'avait pas encore été déclaré hérétique, il ajouta : Suffit qu'il soit tenu pour tel à cette cour.

Quelles que fussent les opinions, dit l'ambassadeur vénitien, le vœu général, même de ceux qui condamnent le fait, c'est que le coup eût réussi.

Il semble néanmoins que le pape, au fond du cœur, ressentait une certaine honte que sa capitale servit d'asile à des misérables chargés des malédictions de toute l'Europe. Car, quelles que soient les opinions, le crime est toujours crime. Il avait donc recommandé à son nonce à Naples d'entamer quelques pratiques avec le vice-roi; de négocier pour les cinq malheureux un accueil sûr, et une assignation annuelle de quinze cents écus sur certains biens dans la terre de Bari, dont

la propriété était disputée entre les deux gouvernements. C'était un moyen de masquer le patronage que la chambre apostolique accordait aux assassins. Le vice-roi, espagnol, fauteur des jésuites, consentit facilement au sauf conduit; mais la pauvreté du trésor (dans un pays si riche), fruit des dilapidations et de l'insatiable avidité des administrations, ne permettait pas de satisfaire au second point. Nonobstant, Poma profita de la circonstance pour se transporter à Naples, afin de réaliser, s'il était possible, ses créances. Mais son existence était si peu sûre que, venu une fois avec Parrasio près de Gaëte, ils furent avertis que des bravi les guettaient. Saisis de frayeur, ils revinrent sur leurs pas. A partir de ce jour, ils ne sortaient plus, ils ne se mettaient plus en route, sinon avec les plus grandes précautions, et dans le plus grand secret.

1608. Alexandre Parrasio, voyant que les effets étaient loin de répondre aux promesses et aux espérances, sollicita du cardinal Borghèse, par l'entremise de monsignor Napi, qu'il avait intéressé à son sort, une récompense appropriée au service rendu. N'ayant obtenu que de bonnes paroles, il se laissa aller à quelques expressions indiscrètes. Il fut jeté en prison. Ce n'était, dit-on, qu'un prétexte. Le motif réel, c'était de retirer de ses mains quelques lettres. Le fait est qu'en prison même il fut traité honnêtement et relâché après quarante jours, avec une promesse de deux cents écus que lui consigna le cardinal Tonti, auditeur du pape, et son confident intime. Il reçut ordre de franchir la frontière et de ne rentrer qu'avec l'autorisation du pape. Il ajoutait que le cardinal Borghèse l'avait comblé de promesses et d'offres. Il se rendit à Naples.

Poma s'y trouvait. N'ayant pu recouvrer les créances sur lesquelles il comptait, sous la menace continue du couteau, il retourna plus qu'en hâte à Rome dans son asile à l'hôtel Co-

lonna. Les subsides qu'il recevait de tel ou tel cardinal, et sous main de la chambre apostolique, baissaient. L'indignation et les cris de toute l'Europe avaient du retentissement même à Rome, et avertissaient la cour d'être plus réservée. Les plus prudents, les calculateurs, rougissaient qu'on eût prêté une protection si longue et si ouverte à ces bandits. Les autres lâchaient la main peu à peu, sans se faire faute de promesses. Les jésuites, malgré la faveur dont ils entouraient Poma, mettaient plus de lésinerie dans leurs rapports. A Naples, ils avaient promis de recevoir son fils; mais ayant honte d'avoir dans la société le fils, bien qu'innocent, d'un homme aussi mal famé, ils lui fermèrent la porte. Ils firent d'autres promesses, et ne les tinrent point. D'ailleurs, le coup était manqué; le crime, inutile; la vengeance, non satisfaite; il fallait au moins gauchir le déshonneur de la complicité.

Tous ces coquins menaient donc une existence inquiète, précaire, pleine de dangers et de misères. Les trois mariniers, talonnés par l'indigence, le remords et le désespoir, et alléchés par la récompense promise, offrirent à l'ambassadeur ou de tuer Poma, ou d'en fournir l'occasion. Contarini jugea que son honneur lui défendait d'agréer de pareilles offres. D'autres s'entendirent avec le résident de Naples pour se débarrasser de Parrasio ou de Pascal de Bitonto. En effet, à peu de temps de là, le dernier succomba. L'implacable conseil des Dix négociait la tête de l'odieux Poma, et déjà la nouvelle de sa mort avait circulé dans Venise. Poma ensuite et Parrasio se tendirent des embûches réciproques et se déclarèrent la guerre. Les filles du premier et ses amis lui écrivirent de Venise de se tenir sur ses gardes, et de ne point sortir de Rome; qu'ils savaient parfaitement que Parrasio méditait sa mort. Douloureuse position des coupables qui, flagellés par la conscience, ont toujours devant les yeux l'image de leurs crimes et du supplice.

A ces tortures se joignait chez Poma l'infortune de sa famille à Venise, réduite à une si extrême indigence, qu'elle ne trouvait plus de secours même près des parents les plus proches. Lui-même à Rome vivait péniblement au jour le jour, nourri plus d'espérances que de pain, se dépouillant un à un des objets les plus nécessaires, ou mendiant quelque chétif secours de ses plus chauds protecteurs. Il confessa lui-même avoir passé un des plus rudes hivers sans voir le feu. Malheureux, désespéré, il blasphémait les saints, se voua au diable, dont il se fit une image, la dressa sur un petit autel, disant qu'il n'espérait plus qu'en lui. Une inspiration diabolique lui suggéra de nouveaux crimes. Il songeait à rassembler une bande, armer une barque, descendre le Pô, courir les frontières de Venise et intercepter un des riches chargements de marchandises ou d'argent, qui circulent sans cesse de la capitale aux provinces, et *vice versa*. On lui insinua l'idée d'une seconde tentative contre fra Paolo. Hors de lui jusqu'à braver un danger évident et une mort terrible, il accepta le parti, et s'y employa avec la plus grande activité. Le projet était de saisir l'homme vivant et de l'amener à Rome. On choisirait un jour de solennité que tous les prêtres et les religieux accompagnaient la procession, et la foule s'entasse en certaines places. Sarpi demeuré dans une maison presque déserte, il était aisé de l'enlever et de le jeter dans une gondole. Franceschi, tombé lui aussi dans un tel dénûment qu'il dut écrire à sa mère de lui envoyer quelques mouchoirs, et un jour fut contraint de mettre au lombard pour un jule (un demi-franc) une paire de manches en brocard, fut l'entremetteur de l'évêque de Soana; et, pour encourager Poma, reparut sur la scène ce provincial de dominicains, dont j'ai parlé déjà.

A dater de ce moment, le prêtre Franceschi retourna fréquenter la maison de l'évêque; il sortait avec lui en carosse et en recevait de l'argent. Il introduisit près de lui J. B. Poma,

fil de Rodolphe, arrivé à Rome. L'évêque lui fit un accueil gracieux, se plaignant, mais sans aigreur, que son père eût manqué une si belle affaire. Jean-Baptiste l'excusa en rejetant la faute sur les exécuteurs et déplora sa ruine, la perte de sa patrie, de sa fortune et de sa famille. Une discrétion jalouse a voilé le reste du colloque; mais il est clair qu'il roula sur le nouveau projet de Poma. Car Jean-Baptiste dit au prélat que son père avait l'intention de gagner Ferrare; que dans ce voyage, afin de garantir une existence assiégée de tous côtés, il était indispensable d'avoir un port d'armes, même pour les hommes de sa compagnie. Le port d'armes fut promis, et monsignor, en le congédiant, l'encourageait et l'exhortait à la confiance en Dieu.

En même temps deux autres prêtres de Venise, Tonino et Léonard, ayant un jour croisé Sarpi et échangé des saluts, se mirent à parler entre eux des moyens de le tuer; que c'était faisable. Tombés d'accord, Tonino se rendit à Rome, rencontra le prêtre Franceschi, s'ouvrit à lui du projet. Il se faisait fort d'empoisonner le servite. Sa mère, servante dans la maison d'une veuve, parente de Sarpi, et à laquelle il rendait d'assez fréquentes visites, lui prêterait les facilités nécessaires, ou de le poignarder de sa main, en s'embusquant sous l'escalier. Il était si sûr de son fait que (l'on était alors au mois de juin) il engagea sa parole d'en avoir fini au mois d'août. Cependant il disait que, afin de ne pas éveiller les soupçons, il retournerait à pied et mendiant. Entretemps il demandait soixante écus, non pour le voyage, mais pour se ménager, après le coup, les moyens de fuite les plus expéditifs.

D'après des lettres interceptées par le conseil des Dix; d'après des informations qu'il avait demandées à Rome et les révélations d'un certain Alexandre de Magistrati, il semble qu'une autre tentative d'empoisonnement était concertée entre le cardinal Gaétan et un nommé Croce, génois, médecin du

noncée à Venise. C'était à Rome un mouvement perpétuel parmi les prêtres; c'était à qui mieux mieux machiner des complots, promettre de l'argent, écouter ou proposer des plans, tenter des bandits. Confessionnaux, cour, antichambres, tavernes, couvents, c'étaient autant de conventicules où les ministres de l'autel traitaient avec la plus vile canaille afin de réussir une fois à se défaire de fra Paolo. Peut-être n'existe-t-il pas d'autre exemple d'un homme qui ait amassé sur sa tête autant de haines, et inspiré d'aussi ardents désirs de vengeance. Il est sûr du moins que la cour de Rome, dont les rancunes sont implacables, n'a jamais poursuivi de ressentiments aussi profonds, aussi persévérants, aucun autre ennemi, pas même Luther et Calvin.

Franceschi affermit dans son projet l'abbé Tonino, et en parla, dit-il, au cardinal Borghèse. Cela ne semble pas croyable. Tout au plus aura-t-il parlé à un camérier, et il ne paraît pas qu'il en ait reçu réponse. Réellement, le Tonino n'avait pas l'air d'un homme sur qui les persécuteurs de Sarpi pussent faire fonds. Néanmoins il reçut douze séquins, et continua ses pratiques avec Poma.

Il est bien certain que le cardinal Borghèse se fit introduire dans la maison d'un Alviso Crisantich, d'Almissa, avec qui il eut un entretien. C'était un officier esclavon, déserteur des drapeaux de Saint-Marc, homme de grand courage, prêt à braver tous les risques, pourvu qu'il y gagnât de l'argent. Il était venu de Naples avec le fils de Poma, et avait aisément consenti à s'affilier à la bande. Pour Crisantich tout était bon. Il ne reculait pas devant la piraterie qui lui promettait un bon butin; il aurait avec aussi peu de façons assassiné Poma, comme il en eut la pensée, pour gagner la bonne aubaine de quatre mille ducats; il aurait assassiné Sarpi, afin d'en recevoir autant du cardinal Borghèse. Bref, c'était un homme à tout faire. L'abbé Tonino était parti pour Ancône, afin d'être à même

d'établir les concerts préalables avec l'abbé Léonard, demeuré à Venise. Il semble qu'il s'était arrêté à l'idée de tuer Sorpi de sa propre main, si les autres manquaient l'occasion de s'en emparer vivant. Mais pendant qu'ils tramaient ces machinations impies, et que Poma continuait les préparatifs de sa nouvelle expédition, dans laquelle s'étaient engagés trois cordeliers, Thomas Zanni, un des mariniers de la péotte, s'entendant avec le secrétaire de la légation vénitienne, guettait Poma pour l'amener dans sa nasse et le livrer avec toute sa bande aux mains des Vénitiens. Les assassins devaient s'embarquer à Ferrare, pilotés par Thomas. Comme ils voyageaient de nuit, et que personne n'avait connaissance des localités, il aborderait à telle ou telle rive où seraient apostées des embuscades. Comme ils étaient tous gens désespérés, et dans une situation à se battre sans merci, Thomas avait songé à mouiller la poudre, de façon à rendre leurs armes inutiles, et la proie serait facile à saisir. Cette négociation fut conduite avec tant de discrétion et de prévoyance qu'elle ne pouvait faillir. Mais au beau milieu de l'exécution, il survint un hasard imprévu qui brouilla tout.

1608. Aux premiers jours de novembre, par ordre du pape, on signifia à Poma de débarrasser les États pontificaux. Plusieurs fois il s'était plaint de l'abandon où on le laissait. J'ai ruiné ma maison, disait-il, j'ai perdu des milliers de ducats, et l'on se moque de moi, et l'on ne fait rien pour moi. Alors il renouvela ses plaintes, et dit qu'il ne partirait pas si l'on ne venait à son aide. On lui fit offre de deux cents ducats et de placer son fils Rufin dans un séminaire de Rome. Il ne s'en contenta pas ; il cria ; il laissa échapper des paroles indiscreètes, alla jusqu'à menacer, dit-on, la personne du pape. Le lieutenant de justice, avec ses sbires, cerna l'hôtel Colonna, et y pénétra sans cérémonie. Poma et les siens firent résistance ; on échangea des coups d'arquebuse. Lui et son fils Jean-

Baptiste et son petit-fils, demeurèrent blessés, puis jetés dans une voiture et transférés en prison. A quelque temps de là, le fils et le petit-fils furent élargis. Rodolphe, après qu'on l'eut débarrassé de toute sa correspondance, fut conduit à la citadelle de Civita Vecchia, où il finit ses jours dans la rage.

Les Colonna se fâchèrent du peu de considération qu'on avait montré pour les privilèges de leur hôtel. Il semble que la police avait dépassé les limites de son mandat; même le lieutenant disait que, si ses prisonniers étaient condamnés, il réclamerait la prime promise par le gouvernement vénitien. Bien loin de là, il fut destitué de son emploi, et un sbire, accusé d'avoir fait feu, subit un emprisonnement.

Sur ces entrefaites, Alexandre Parrasio, revenu à Ancône, envoyait à Rome un de ses frères demander un secours. Il disait que des deux cents écus qu'on lui avait promis en l'éloignant de Rome, le cardinal Tonti en avait retenu cent quatre-vingt. On peut en douter, puisque lui-même disait à Naples avoir reçu deux cents écus. Le pape manda au gouverneur d'Ancône de le saisir, et de l'envoyer à Rome. Parrasio termina donc aussi ses jours dans les cachots.

L'abbé Michel Viti, qui se trouvait alors malade à l'hôtel Colonna, ayant repris quelque force, prit la route d'Ancône, souffreteux et misérable. Il avait l'intention de chercher un refuge dans la maison de Parrasio. Peu de temps après, on s'empara de sa personne, on le ramena à Rome, où il fut enfermé dans la tour de Nona, et plus tard dans la citadelle de Civita Vecchia. Il y mourut, après avoir perdu la raison.

Le prêtre Franceschi, tout dépenaillé et misérable, disparut de Rome. J'ignore comme il finit. Il est vraisemblable qu'ayant été acteur dans beaucoup d'intrigues, on aura craint ses indiscretions.

Des autres sicaires, l'un fut décapité à Pérouse, l'autre assassiné par des bravi.

Je n'ai pu connaître la destinée des deux abbés Tonino et Léonard, du vicaire Imberti, et du provincial dominicain. Mais le conseil des Dix, au courant de toutes leurs trames, était trop sévèrement implacable pour ne pas les frapper de sa colère. Le moindre mal qui ait pu leur arriver, c'est l'exil ou les galères. Des autres assassins et complices, ceux qui étaient tombés au pouvoir des décemvirs, ne virent plus le jour. Les autres menèrent une vie vagabonde, livrée aux remords, à l'épouvante, et l'achevèrent dans la misère ou à la potence.

Le malheur s'attacha même aux enfants. La nombreuse famille de Poma demeurée à Venise traîna des jours pénibles entre l'indigence, la haine et le mépris. Une fille entrée au couvent y mourut de consommation; les deux qui avaient leur éducation à faire furent entretenues par les religieuses et les subsides de quelques dévots, tant que leur père fut en état de nourrir les espérances du fanatisme; mais ces espérances s'évanouirent, personne ne paya plus leur pension, elles furent mises à la porte et abandonnées à elles-mêmes. Rufin, le Benjamin de son père, son compagnon inséparable, partit pour Naples avec son frère; ils n'y trouvèrent aucune ressource. Laisse à l'abandon, entre le désespoir et la faim, il perdit la raison. Conduit à Venise, mendiant et à demi nu, il devint un jouet cruel de l'enfance et de la canaille.

Probablement que le lecteur doit être curieux de savoir les motifs du revirement du pape dans sa conduite. Le cardinal Mellini, légat en Allemagne, pour assister au couronnement de l'empereur Rodolphe, et traiter des intérêts du saint siège, revenu à Rome, raconta à Paul V le scandale des catholiques et les satires des protestants contre une cour qui entourait d'une protection si manifeste des gens en exécution au monde.

qui avait une haute idée de sa personne, fut saisi de
et commanda résolument de purger la ville de ces scé-
Pour Parrasio, on saisit le prétexte qu'il avait rompu
1. Quant à Poma, la première pensée fut de l'expulser;
1 jugea qu'il valait mieux s'assurer de sa personne.

FIN DU PREMIER VOLUME

1

2

3

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER.

INTRODUCTION	5
Naissance de fra Paolo. Sa première éducation. 1532.	7
Il entre dans l'ordre des servites. 1534.	8
Théologien du duc de Mantoue. Progrès de ses études 1570-1574.	10
Il écrit un dictionnaire des conciles	11
Camille Oliva.	12
Dispute sur la pâque	13
Astrologie judiciaire	14
Séjour de fra Paolo à Milan. 1574	15
Charles Borromée	id.
Fra Paolo accusé au saint office. Explication d'un passage de la Genèse	id.
Il retourne à Venise. Aventure avec un barbier. 1575	17
Il enseigne la philosophie et la théologie. 1575-1578.	id.
Arnould Ferrier.	18
Fra Paolo perd sa mère	id.

CHAPITRE II.

Origine du monachisme	18
Des mendiants	19
Des servites	21
Leurs révolutions	22
Vicissitudes du gouvernement monastique	24

Démoc	endiants	25
Const		26
Règle a	tin	27
Vœux d		28
Subordin	mi les frères.	29
Différenc	ères et moines	id.
Tertiaires		30
Funestes résultats de l'institution des mendiants.		id.
Constitution des servites		33
Prieur		id.
Provincial.		id.
Général.		34
Protecteur de l'ordre		id.
Procurateur de l'ordre.		35
Définiteurs		id.
Chapitres et assemblées		36
Habit des servites		38
Chant choral		id.

CHAPITRE III.

Fra Paolo nommé provincial. 1579.	39
Mandé à Rome pour reviser les constitutions de l'ordre.	41
Retour à Venise. 1580-82.	42
Envoyé définitif à Rome. 1583.	43
Procurateur à Rome. 1585.	id.
Comment il est traité par Sixte-Quint.	id.
Cardinal de S ^{te} Séverine	id.
Cardinal Castagna	id.
Rédaction des décrets du concile de Trente	54
Le jésuite Bellarmin et le docteur Navarro	id.
Fra Paolo va à Naples comme vicaire général.	id.
J. B. Della Porta.	id.
Études de fra Paolo à Rome.	id.

CHAPITRE IV.

État de la philosophie en Italie. 1575-1605	45
Bernardin Telesio	47
Jérôme Cardan	id.
Giordano Bruno et Thomas Campanella	id.
Philosophes novateurs d'Italie, leurs mérites et leurs défauts.	49
Études philosophiques de fra Paolo	54

Ses idées sur la physique.	51
Il devance Galilée, Kepler, Gregory, Cavalieri et Barron en différentes découvertes.	id.
Ses observations sur les miroirs ardents.	53
Ses observations relatives à la circulation du sang	id.
Sur la transfusion du sang, et les effets de l'air sur le sang.	54
Impression des objets sur la rétine	56
Dédain subi par la philosophie italienne.	id.
Découvertes de Sarpi relatives aux phénomènes magnétiques	57
Porta et Gilbert	58
Études de fra Paolo sur l'algèbre de Viète	61
Son amitié avec Galilée. Il est peut-être l'inventeur du thermomètre	id.
Il étudie la philosophie ancienne et la scolastique. Il se range du côté des stoïciens.	62
Analyse d'un traité sur l'art de penser	63
Ses autres écrits métaphysiques	66
Il tient registre de ses défauts	id.
Ses autres connaissances scientifiques	id.
Il étudie le droit français. Sa correspondance avec d'illustres ultramontains	68
Accusé de pente au calvinisme.	69
Il dédaigne la poésie	id.
Il étudie les historiens.	70

CHAPITRE V.

Habitudes de fra Paolo.	71
Il ne s'occupe pas de confession	72
Son assiduité à l'étude.	id.
Ses récréations	73
Ses amis	id.
Marin Ghetaldi	74
Fra Paolo honoré des étrangers et du gouvernement.	id.
Mot du cardinal du Perron.	75
Sobriété de fra Paolo	id.
Origine des titres d'abbé, père et frère	76
Frère Ganganelli	id.
Portraits de fra Paolo	77
Son système d'hygiène	79
Son impressionnabilité	id.
Sa conversation	80
Son désintéressement.	81
Aigreur envers la cour de Rome	82

CHAPITRE VI.

Martin Bragadino. 1590	83
Plaisanterie de Sarpi	84
Fra Paolo à Bologne pour juger les discordes des frères	id.
Autres discordes	85
Gabriel Dardano.	86
Opinion de Sarpi et de Scipion Ricci sur la cour de Rome	87
Quatrième voyage de fra Paolo à Rome. 1592	88
Le capucin Joyeuse.	id.
Fra Paolo proposé au siège de Melipotamo. 1593. Pourquoi il ne réussit pas.	89
Continuation des discordes monacales, 1594-1597.	id.
Nouvelle accusation portée au <i>saint-office</i> contre fra Paolo	91
Frère Lagrimino	id.
Cinquième voyage de fra Paolo à Rome. Fin des discordes monacales	93

CHAPITRE VII.

Parole de fra Paolo sur Urbain VII.	94
Clément VIII, pape.	id.
Situation de la papauté	id.
Débats entre Rome et Venise à propos des Uscoques. 1592.	96
Démêlé à propos de Cénéda. 1593.	id.
Bulle contre ceux qui voyagent en pays hérétiques	98
Index des livres défendus.	id.
Encore les Uscoques. 1596	id.
Acquisition de Ferrare par le pape. 1598.	99
Fra Paolo à Ferrare	100
Gaspar Scioppius	id.
Controverse au sujet de la grâce	id.
Traité de fra Paolo sur ce sujet.	102
Contestations entre Venise et le pape, au sujet des frontières et des douanes du Ferrarais	id.
Venise maîtresse de l'Adriatique	id.
Examen du patriarche. 1601.	104

CHAPITRE VIII.

Fra Paolo demande l'évêché de Caorle, et ne l'obtient pas. 1600	105
Il est accusé de nier l'immortalité de l'âme. Réflexions sur ce point.	106
Il demande l'évêché de Nona. Il lui est refusé encore. 1601.	108
Parole de Bellarmin.	111

angeant de nom, les papes changent d'opinion.	111
le accusation contre fra Paolo.	112
contre ses sandales.	113

CHAPITRE IX.

e de la papauté	114
ers temps de l'église de Rome	115
ères disputes des papes.	116
le pape.	117
i de la grandeur des papes	id.
e de Sardique	119
ges accordés par les empereurs	id.
ristianisme en Orient se consolide plus tôt que dans l'Occi- i	120
ces suburbicaires	121
on des papes soumise au prince.	id.
papes élus militairement	122
naissance	id.
opereurs règlent toutes les affaires de l'église	124
es décrétales	125
èques tombent dans la dépendance des papes.	id.
lium	126
cations des papes	127
nt et examen des évêques	128
es provinciaux. Translation de sièges	129
nités des clercs	id.
igion des druides contribue à la puissance des clercs	132
papes se déclarent supérieurs à l'empereur	id.
nt de décadence	133
re VII. Ses maximes	135
s exagérations papales	id.
de la chancellerie et de la pénitencerie	136
munications	137
s I ^{er} et Lothaire	138
age proclamé par les papes	139
its.	id.
des papes	140
as de la résistance qu'éprouvent en France, en Espagne et en ie les innovations de Luther	141
e de Trente profitable aux papes	id.
pauté avantageuse à l'Italie	144
endiants, force des papes.. . . .	145

Colléges institués pour les papes	
Bulle in Coena domini	
Opposition de la France à la papauté	

CHAPITRE X.

Origine de Venise et de son gouvernement	
Grand conseil	
Sénat	
Doge et procureurs	
La seigneurie et le collége	
Tribunaux. — Avogadors.	
Conseil des Dix	
Inquisiteurs d'État	
Bourgeoisie	
Grand chancelier et secrétaires.	
Ambassadeurs	
Esclavage des nobles	
Distinctions parmi les nobles.	
Barnabotti.	
Peuple	
Confréries.	
Éducation du peuple	
État de la religion , ...	
Condition des provinces	

CHAPITRE XI.

Paul V, pape. Son caractère et sa superstition. 1603	
Ses démêlés avec différents princes	
Avec les républiques de Lucques et de Gènes	
Ses hostilités contre Venise	
Il demande aux Vénitiens l'abrogation de deux lois	
Le chanoine Saraceno	
L'abbé Brandolino	
Le pape menace la république	
Léonard Donato, doge. 1606, janvier	
Fra Paolo consulté par le collége	
Lettre de Trajan Boccalini	
Premier rapport de fra Paolo	
Il est nommé théologien de la république	
Il fait venir près de lui fra Fulgence	
Le sénat répond au pape	

Nouvelles demandes du pape. Février	180
Malproquo du nonce	id.
Notre réponse du sénat. Mars	181
Le pape exhorté à la concorde. Avril	id.
Consistoire.	182
Le pape publie l'interdit	183
Protestation du gouvernement vénitien. Mai	185
Mesures du conseil des Dix	186
Conduite des jésuites	187
Ils partent de Venise, avec d'autres mendiants.	188

CHAPITRE XII.

Prédications contre les Vénitiens. Juin	189
Fr. Fulgence, franciscain.	190
Fra Paolo président du conseil de censure	id.
Arrêt de J. B. Leoni	id.
Opuscules de Jean Gerson	191
Lettre de Jean Marsile.	192
Décret du <i>saint-office</i>	193
Jugement d'un curialiste. Juillet	id.
Bellarmin attaque fra Paolo	194
Réponse de ce dernier. Septembre.	195
Auteurs qui écrivent en faveur de Venise	id.
Avis d'Antoine Quirini.	196
Fra Paolo publie les <i>Considerazioni</i>	197
Traité de l'interdit	198
Livre du P. Soza prohibé	200
Nouveaux décrets du <i>saint-office</i>	201
Doctrines des Vénitiens	id.
Doctrines des papistes.	id.
Différentes méthodes employées à Venise et à Rome par les écrivains et les gouvernements	205
Fra Paolo cité à comparaître à Rome	209
Récompensé par le gouvernement. Octobre.	id.
Il répond à l'inquisition de Rome	210
Jean Marsile et frère Fulgence excommuniés	211
Embûches dressées contre fra Paolo	212

CHAPITRE XIII.

Les jésuites bannis de Venise. 1606-1607.	214
Perplexité du pape	id.
Offres des Turcs à la république	215

La république et le pape se disposent à la guerre.	•
Jubilé	•
Dangers du pape.	•
Il propose un accommodement.	•
Fra Paolo fait déclarer le roi d'Angleterre	•
Le cardinal Joyeuse vient en Italie. 1607	•
Accommodement.	•
La cour se plaint de l'accommodement	•
Fin du chanoine et de l'abbé. 1607	•
Parallèle entre fra Paolo et Bossuet	•

CHAPITRE XIV.

Esprit libéral du christianisme	•
Corrompu par les théologiens	•
En Occident, il dégénère en culte du pape	•
Calomnies contre fra Paolo	•
Conséquences de ses écrits	•
Décadence de la puissance papale	•
Annales de Baronius prohibées en Espagne.	•
Autres attentats de l'Espagne contre l'autorité papale.	•
Jansénistes.	•
Les quatre propositions de l'église gallicane	•
Réformes ecclésiastiques	•
Scipion de Ricci	•
Agonie de la papauté	•

CHAPITRE XV.

Pensées sur le culte des Italiens. 1607	•
Moderne polythéisme	•
Canonisation	•
Espérances que l'interdit fait concevoir aux protestants.	•
Le cardinal Joyeuse veut s'aboucher avec fra Paolo.	•
Écrit de fra Paolo porté à Rome	•
Berlinghiero Gessi, nonce à Venise.	•
Nouvelles embûches	•
Nouvelle gratification de la république à fra Paolo. Les archives de l'État lui sont ouvertes.	•

CHAPITRE XVI.

Avis de Trajan Boccalini. 1607.	•
Conversation de Scioppius avec fra Paolo	•

Opinions sur le suicide	254
Le bravo Orlandini.	255
Imperturbable assurance de fra Paolo	256
Il est poignardé	257
Sollicitude des Vénitiens pour lui. Dangers du nonce	258
Courage et bonté de fra Paolo	259
Mot plaisant de lui	260
Décret du conseil des Dix contre les assassins	id.
Munificence du sénat	261
Lettre de fra Paolo au doge	262
Précautions qu'il prend	263

CHAPITRE XVII.

Qui furent les assassins. 1607	264
Erreurs de Grisellini et de Thou.	265
Rodolphe Poma	266
De qui il reçoit l'inspiration d'assassiner Sarpi	267
Clément VIII permet un assassinat.	id.
Accueil fait à Poma dans les États pontificaux. Après l'assassinat	270
Mot du cardinal Pinelli	272
Expédient des cardinaux	273
Horreur que l'assassinat de Sarpi inspire aux Français	id.
Opinions des curialistes	id.
Le pape envoie les assassins à Naples.	274
Emprisonnement de Parrasio. 1608.	275
Misère de Poma et de ses compagnons.	277
Nouveau projet d'assassinat.	id.
Intrigues des prêtres	id.
Le prêtre Tonino médite l'assassinat de Sarpi	278
Le cardinal Borghèse suspect	279
Fin de Poma et des autres assassins	280
Motifs qui obligent le pape à l'emprisonnement des assassins.	282



BRUX. — Typ. A. LACROIX, VERBORCKHOVEN et C^{ie}, r. Royale, 3, impasse de Parc



BRUX. — Typ. A. LACROIX, VERBORCKHOVEN et C^{ie}, r. Royale, 3, impasse de Parc

G. H.
d'A
W-EX
PLI
— MI
— II
In-I
— II
Z z
— Lo
Tale
PHEE
In-B
J. H.
SOIR
K. EV
Les
fort
— Les
HIS
Lore
F. D
refe
sup
les
XIII
— Na
tree
de E
les Z
Paia
A. Sin
they
resn)
J. LEL
cross
Ging
sori
Z. LAL
rqui

BIOGRAPHIE
DE
FRA PAOLO SARPI

historien et consultant d'État de la République de Venise

PAR A. BIANCHI GIOVINI

TRANSLATEUR EN LA DEUXIÈME ÉDITION

PAR N. L. VAN NIEUWERKE

Il aura beaucoup d'héritiers, et il
partagera les dépouilles des forts, parce
que son âme a été livrée à la mort, et
qu'il a été rangé parmi les malfaisants.

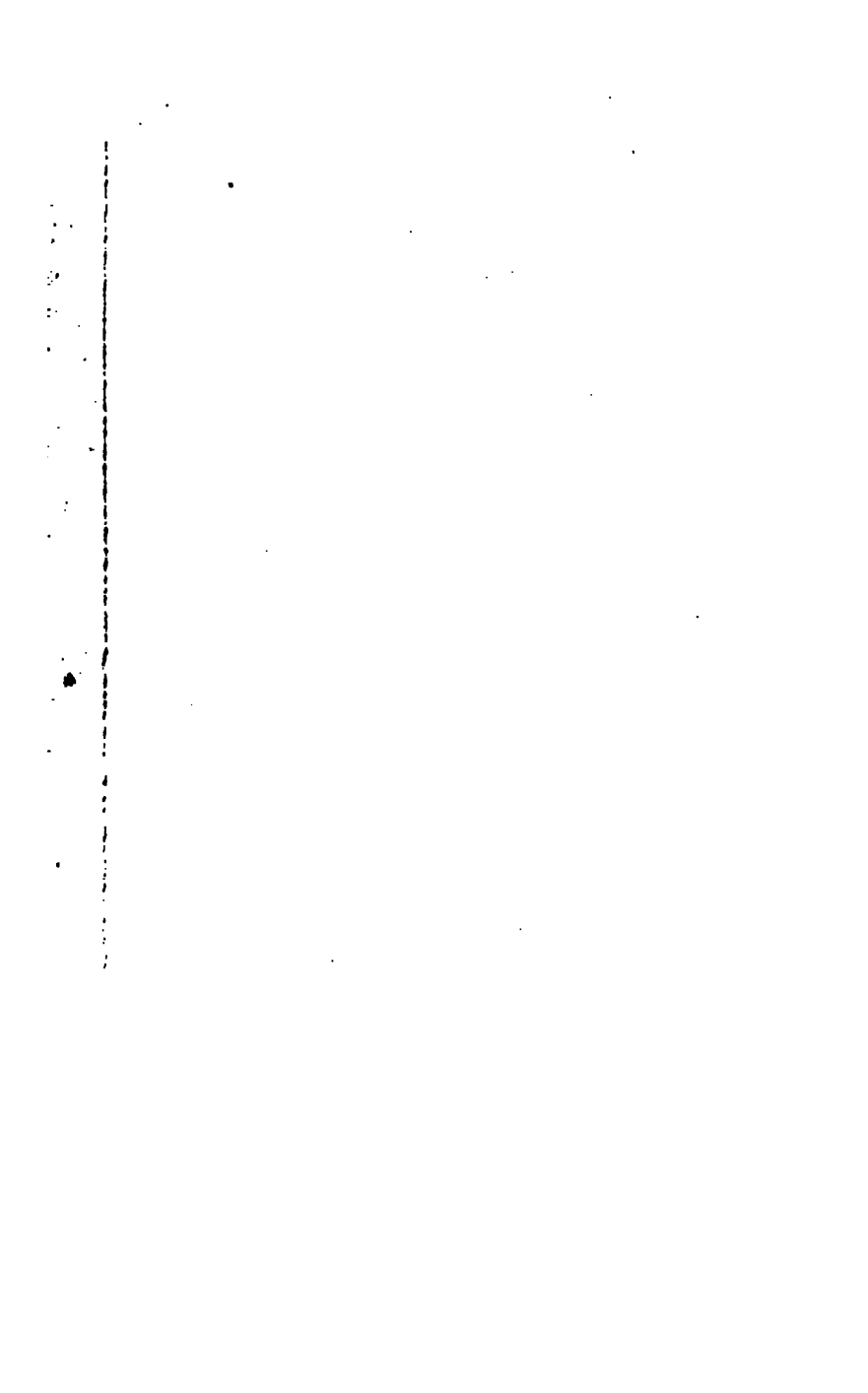
It. tom. 12.

TOME SECOND.

PARIS
LIBRAIRIE INTERNATIONALE
10, RUE DE GRAMMONT, 10
A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C^o, ÉDITEURS
À BRUXELLES ET LEIPZIG

1863

Droits de reproduction réservés



FRA PAOLO SARPI

Bruxelles. — Typ. A. LACROIX, VIELBOECKHOVEN et C^{ie}, rue Royale, 3, impasse du Parc

BIOGRAPHIE

DE

FRA PAOLO SARPI

théologien et conseiller d'État de la République de Venise

PAR A. BIANCHI GIOVINI

TRADUITE SUR LA SECONDE ÉDITION

PAR N. L. VAN NIEUWERKE

Il aura beaucoup d'héritiers, et il
partagera les dépouilles des forts, parce
que son âme a été livrée à la mort, et
qu'il a été rangé parmi les malfaiteurs.

Is. LIII. 12.

TOME SECOND

PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE

49, RUE DE GRAMMONT, 49

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C^{ie}, ÉDITEURS

A BRUXELLES ET LEIPZIG

—
1863

Droits de reproduction réservés

CHAPITRE XVIII

1608. J'ai parlé ailleurs de la mort du patriarche Matteo Zane. Le sénat lui substitua François Vendramin que le pape ne voulut pas reconnaître. Suspendue par la querelle de l'interdit, la question ne revint sur le tapis qu'en 1607, et se termina le 20 février de l'année suivante. Le pape prétendait obliger Vendramin à venir à Rome subir un examen. Matière à longue correspondance. Fra Paolo consulté par son gouvernement répondit : que le pape ne peut soulever aucune exception, si l'évêque se trouve dans les conditions voulues par les canons. Raisonnablement, il ne peut se prévaloir du précédent de Matteo Zane : c'était un cas exceptionnel, et même on sauta par dessus les règles établies par la bulle de Clément VIII ; l'examen n'eut lieu que pour la forme. Le patriarcat étant un patronage de la république, confirmé par une antique et incontestable possession, reconnu par les papes, S. S. n'a pas le droit de refuser l'élu du sénat. L'examen n'apporte aucun préjudice à l'autorité de l'État, et, dans ce cas, rien n'empêche de tolérer tous les examens que le pape exigerait.

Fra Paolo donnait cet avis avant octobre 1608. L'on voit qu'il n'était pas encore tellement hostile à Rome, que, pour ménager une parfaite réconciliation, il n'inclinât à la con-

descendance, en tout ce qui ne touchait pas à l'autorité civile. Si la cour avait eu la force de tempérer son fanatisme, elle aurait pu, sinon le gagner, au moins ne pas s'en faire ce formidable ennemi qu'elle rencontra toujours debout devant elle, pendant dix-sept ans, et dont l'esprit immortel ne cessa d'exercer sa puissance invisible contre le saint siège, jusqu'à le réduire à ce spirituel seul, que les curialistes nomment un zéro.

Justement au beau milieu des négociations, survint l'assassinat du consultant. Le sénat, irrité d'un pareil attentat, se montra intraitable à tous les accommodements, opiniâtre au maintien de ses droits. Pourtant l'intervention de la France le fit condescendre au même mezzo-terme que pour Zane. Mais la cour, avec la connivence du patriarche, fut infidèle aux conventions, et à la mauvaise foi ajouta l'insulte. Elle donna pour examinateur au patriarche un jésuite ; excellent moyen de réconcilier avec la république les ignaciens. Paul V sentit sa bévue, et pour en amortir l'inconvenance, il combla Vendramin de tous les honneurs possibles, et lui remit un bref qui affranchissait les patriarches du voyage de Rome. Mais l'astuce romaine se cachait sous le voile des caresses. L'exemption ainsi n'était pas la reconnaissance d'un droit ; elle devenait une concession papale. Le sénat manifesta son mécontentement ; sans repousser le bref, il protesta de l'inviolabilité de ses droits, et décida que dorénavant, le veuille ou non le pape, aucun patriarche n'irait plus à Rome.

La question à peine vidée, la cour, rusée et tenace dans ses maximes, en suscita une autre. Pour effacer toute cicatrice des anciennes blessures, pour fonder une paix franche et solide, elle demanda la prohibition des livres publiés durant l'interdit, et de leur débit. Demande insidieuse. Si elle y consentait, Venise confessait implicitement son tort. L'examen en fut confié à fra Paolo. Dans une consulte, qui est

imprimée, il fit sentir la rouerie, le tort qu'en souffrirait la cause de la république, et les conséquences pernicieuses qu'en déduirait la cour. Il mit en regard les maximes soutenues dans ces livres, conformes aux droits de l'État, avec les maximes contraires soutenues par les Romains, dont il donna de longs extraits textuels.

Ce catalogue de solennelles hérésies, préconisées comme des articles de foi par les avocats de la prélature, par Bellarmin surtout, eut pour la gloire de ce dernier un fâcheux résultat. Car le cardinal Passionei l'ayant reproduit sous Benoit XIV, alors qu'il s'agissait de la béatification de ce jésuite, cela suffit pour l'exclure de l'aristocratie du paradis.

Il faut savoir encore que, vers 1600, sous le pontificat de Clément VIII, une congrégation de cardinaux et de théologiens avait été chargée de la correction des livres, c'est à dire, d'enlever des rituels et des auteurs le plus en renom, qui ont traité du droit canonique, toutes les expressions malsonnantes aux oreilles de la cour, et d'y substituer un texte plus complaisant. Fra Paolo fit observer que du seul petit livre intitulé *Practica papiensis* on retrancha plus de dix passages qui reconnaissent la liberté et l'autorité temporelle des princes. « Il est connu
« de tout le monde, dit-il, que le pape Léon IV, vers 850,
« composa une oraison où l'on disait : *Deus, qui beato Petro*
« *apostolo tuo, collatis clavibus regni cœlestis ANIMAS ligandi*
« *atque solvendi potestatem tradidisti*, etc., c'est à dire,
« Dieu qui, en remettant les clefs du royaume des cieux à
« Pierre, ton apôtre, lui as donné le pouvoir de lier et de
« délier les âmes etc. C'est le texte qu'on a lu dans l'église
« pendant 750 ans; c'est le texte imprimé dans tous les bré-
« viaires et missels. Aujourd'hui, après 1600, le cardinal
« Baronius a éliminé le mot ANIMAS et veut que l'on dise
« *ligandi atque solvendi* absolument, avec l'arrière pensée
« d'étendre cette puissance au temporel : tandis qu'avec le

« mot *animas*, le pouvoir n'embrasse que les choses spiri-
« tuelles. Partant, l'ordre fut donné de glisser cette leçon dans
« tous les missels et bréviaires. Après un laps de temps rai-
« sonnable, malheur à qui voudra rétablir le texte primitif.
« Immédiatement il sera noté comme hérétique. » Il finit en
disant que la demande pourrait être équitable, si les papistes
aussi prohibaient les livres en leur faveur ; mais en mainte-
nant l'orthodoxie de leurs doctrines, et l'hérésie de leurs
adversaires, ils se posent en juges dans leur propre cause. Ce
serait matière à remettre à une commission de personnes
doctes et pieuses, choisies dans les deux camps ; si cette pro-
position n'est point repoussée par l'ennemi, elle est acceptable.

Cette offre fut reçue par la cour comme un nouvel affront ;
elle souleva la colère du pape ; les prélats ne savaient plus se
contenir. Le nonce Gessi, en septembre, se présenta au col-
lège ; il exhala son ressentiment contre la presse et contre fra
Paolo : les livres étaient hérétiques ; il fallait en purger le
monde. Il montra une lettre, de qui je ne sais, qui invoquait
tout le passé en faveur de ses prétentions. Le sénat répondit
par un refus solennel ; et la discussion alla si loin que, dans
sa colère, le nonce, en prenant congé, dit : Si vous persistez
dans votre volonté, vous pouvez rappeler votre ambassadeur.
Une rupture était imminente. Fra Paolo fourbissait ses armes,
et n'était pas fâché de venger par la plume le sanguinaire
affront du poignard.

Donc les rancunes s'envenimaient. Rome se plaignait de la
violation perpétuelle de ses franchises ; Venise, d'injustes pré-
tentions sans cesse renaissantes. Les prêtres et les religieux
qui avaient pris parti pour la république, les uns par amour
du droit, les autres par passion, craignant la rigueur du *saint-*
officé, exaspérés d'ailleurs par d'incessantes persécutions, con-
tinaient leurs prédications audacieuses. Sans y applaudir, le
sénat fermait l'œil, et laissait la lice ouverte, pour épouvanter

Rome de la menace d'une séparation. La cour n'était pas sans inquiétude ; elle ne se dissimulait pas les dangers et les conséquences du schisme ; mais aveuglée par l'ambition et le ressentiment, elle poussait à un éclat. Elle s'imagina gagner beaucoup à semer la défiance entre le clergé et le gouvernement. Si seulement elle pouvait entraîner à Rome les principaux écrivains et leur arracher une rétractation, quelle glorieuse satisfaction ! Le nonce Gessi eut ordre de n'épargner l'argent ni les promesses, mais en les mesurant à la qualité des personnages. Pendant ces menées intestines du nonce, au dehors les jésuites ne demeuraient pas inactifs, le P. Possevin surtout, dont la vieillesse (il était plus que septuagénaire) n'avait pas amorti l'esprit intrigant. Durant l'interdit, dépêchant lettres sur lettres, des agents et des fonds, il avait réussi à faire désertier plusieurs des moines qui s'étaient prononcés pour la cause de la république. Le 17 octobre 1606, il écrivit de Bologne au P. Capello, un des sept théologiens officiels, l'exhortant dans un style pieusement hypocrite à quitter aussi le territoire, lui offrant argent, protection, sécurité, avantages et honneurs. Capello publia la lettre de Possevin et l'accompagna, sous la date du 5 novembre, d'une réponse dont la modération n'excluait pas la vigueur, où il relève les raisons du jésuite, justifie les siennes et la conduite de la république. A la paix, il fut cité à Rome. Confiant dans son innocence et les conditions de l'accommodement, il obéit à la citation, malgré son grand âge et les conseils de ses amis. Il fut arrêté. Un procès lui fut intenté, et l'on voulut par les menaces lui extorquer une rétractation. Ils se vantèrent même de l'avoir obtenue. Le fait est qu'il fut un temps en prison, mais traité avec douceur. Les prélats voulaient faire montre de mansuétude. Capello, vieux et ami du repos, consentit à une abjuration secrète, et l'échangea contre sa liberté et une pension, dédommagement des pertes qu'il faisait à Venise.

Cette générosité fut une amorce pour d'autres prêtres et moines. Car la cour offrait toujours aux ambitieux des espérances que Venise refusait. Mais moins imprévoyants et désintéressés que Capello, ils stipulèrent avec le nonce le prix de leur retour. Les plus considérables d'entre eux furent le P. Fulgence Manfredi, franciscain, et l'archidiacre Ripetti.

Fulgence s'échappa de Venise le 8 août 1608, bien pourvu d'argent, avec un sauf conduit de monsignor Gessi. A Rome il fut reçu comme en triomphe; il obtint un traitement splendide, de longues et familières audiences du pape. On lui proposa une abjuration publique. Sur son refus, ils se contentèrent, pour faire parade d'indulgence, d'une abjuration secrète.

L'archidiacre, déjà vieux, considéré dans sa patrie, recevant un traitement de l'État, mais cédant à la peur des menaces, mais alléché par les promesses et la courtoisie de l'accueil fait à Fulgence, se laissa aussi entraîner à la désertion, le 3 décembre 1608. Il ne fut pas moins fêté que Fulgence, sinon mieux, vu la différence de condition. Il reçut un emploi de la cour, une pension de cinq cents ducats et d'autres largesses : tous artifices tendus en vue de fra Paolo. Dans la même intention, les prélats répandirent dans Venise le bruit que le départ de ces gens était agréable à la république, satisfaite d'être dégreuvée de leurs traitements et des embarras du patronage. Pour les démentir, le sénat majora de deux cents ducats les gages de ceux qui demeuraient. Fra Paolo refusa.

Ce refus fit sentir aux monsignori que l'intérêt était un mauvais appât. Ils essayèrent de la vanité. Pendant qu'à Paris le cardinal Barberin (qui fut pape sous le nom d'Urbain VIII) disait que des indulgences plénières étaient acquises à quiconque tuerait fra Paolo; pendant qu'à Rome on conspirait pour gagner ces indulgences; d'autres tartufes se donnaient

les semblants de prendre sa défense. Ils accusaient l'injustice de Clément VIII. Sa sainteté avait eu tort de négliger un homme d'un si haut mérite, de ne pas lui donner la mitre ou le chapeau. Les agents secrets du nonce à Venise répétaient ces propos, faisant grand étalage de la haute estime que professait pour lui le cardinal neveu (il en portait les marques à la joue), et même le pape, dont ils prênaient la clémence et la justice. Ils condamnaient la tentative d'assassinat; mais la cour y était étrangère; mais Sarpi devait toujours craindre le fer d'un fanatique. Ils vantaient la bienveillance de l'accueil fait à Fulgence et à l'archidiacre, les honneurs qu'ils avaient reçus, la clémence déployée à leur égard. Fra Paolo, s'il voulait suivre leur exemple, pouvait porter ses espérances bien plus haut. Lui seul, par cette démarche, garantirait une pleine concorde entre la république et la cour. Mais Sarpi avait vécu à Rome; il n'était pas moins retors que les prélats, et leur miel ne lui cachait pas l'amer breuvage.

Tout en se parant de ces dehors aimables, afin de le prendre au piège vivant, ils ne renonçaient pas, nous l'avons vu, à leurs machinations occultes, pour s'en débarrasser par le poignard. Et après que l'expérience et deux années d'embûches eurent prouvé qu'il voyait le loup sous la peau d'agneau, ils résolurent de satisfaire leurs rancunes, au moins sur les imbéciles qui avaient eu foi dans leur parole. Le franciscain Fulgence fut arrêté à l'improviste, livré à l'inquisition, et étranglé le 5 juillet 1610. Le 27 septembre, l'archidiacre, invité à dîner chez monsignor Tani, camérier secret du saint père, fut, de retour à la maison, saisi de coliques accompagnées d'une violente dyssenterie et de douleurs atroces. En moins de deux heures il était mort. Peu d'années après, Tani, tombé dans la disgrâce de la cour, mourut aussi de poison.

Les autres plus obscurs furent délaissés dans la misère, toujours mouchardés par le *saint-office*, dont ils finirent par

devenir la proie. Marc Antoine Capello, dépouillé de sa pension, instruit par l'exemple, sauva ses jours en prenant la défense du pape (1610) contre le roi d'Angleterre. Il vivait encore en 1625 qu'il publia un assez docte traité sur la pâque de Jésus-Christ.

La cour tenait beaucoup aussi à être maîtresse de la personne de Jean Marsile. Elle réussit au moins à le faire empoisonner. Je ne sais comment Grisellini accuse du crime le jésuite Possevin, décédé à Ferrare, le 26 février 1611, tandis que Marsile vécut jusqu'au 5 mars de l'année suivante.

Pour ne pas interrompre le fil de l'histoire, j'ai anticipé la destinée de ces victimes. Je reprends.

Fra Paolo qui mettait, et avec justice, une sorte d'orgueil au triomphe de Venise, était dépité de voir les curialistes répandre sous cape, manuscrits et imprimés, des libelles où la vérité était radicalement outragée, et qui tournaient à la honte de la république. Pour l'instruction de ses amis de France, il avait rédigé un mémoire sur ces événements; en même temps il prêchait au sénat la nécessité de prendre à cœur la dignité du pays, blessée par les mensonges des jésuites. Son langage fut entendu. Au mois de juin, la résolution fut prise de publier une histoire véridique de l'interdit, et la rédaction fut confiée à fra Paolo. Celui-ci, ayant repris ses mémoires, mit tant d'ardeur au travail qu'il avait terminé au mois d'octobre. Il intitula son œuvre : *Histoire particulière des choses qui se sont passées entre la république vénitienne et le pape Paul V dans les années 1603, 1606 et 1607*, divisée en sept livres. Le but de l'auteur est de donner une relation circonstanciée des nombreux incidents que fit éclore ce mémorable événement. La narration est simple, mais souverainement diffuse, et n'est pas toujours attrayante. Toute l'Europe avait été attentive au débat; et les contemporains pouvaient trouver de l'intérêt aux détails minutieux des manœuvres diplomatiques. Pour

nous, à la distance de plus de deux siècles, ces détails sont fastidieux, et nous aimerions mieux voir réunis en groupe les faits de même nature, suivre plutôt l'ordre des matières que des temps. Le lecteur n'y doit pas chercher la peinture des caractères historiques. La seule figure qui ressorte, — et elle est tracée de main de maître — c'est le principal acteur, le pape. Il y a d'autres traits lumineux et dignes de Sarpi ; mais au total, il n'atteint pas la même perfection que dans d'autres productions. Il ne serait pourtant pas équitable de lui faire un reproche de certains défauts, les plus nombreux peut-être. Entretenant un travail de commande, il dut suivre les inspirations de différents membres du collège, s'appesantir tantôt sur un fait, tantôt sur un autre. Lui-même nous apprend la collaboration de son ami Dominique Molino, auteur spécialement du long et ennuyeux épisode des négociations avec les Grisons et les Suisses, que Sarpi avait resserré dans un cadre plus étroit. Au reste, cette histoire, outre la richesse des renseignements, a le mérite de la vérité, qui ne lui fut jamais contesté, même par les Romains ; et quand Sarpi n'eût pas suivi les inspirations de sa franchise naturelle, il était obligé à la véracité par le voisinage des faits, les acteurs de ce drame ecclésiastique étant encore vivants. Il finit par un appendice sur les conditions de l'accommodement, complètement conforme à tout ce que j'ai lu dans les délibérations du sénat et du collège. Il démontre que les Vénitiens ne voulurent jamais admettre l'intrusion du pape dans les actes du gouvernement ; condescendre à aucune soumission, entendant n'avoir aucun tort ; que nulle absolution ne fut demandée ni donnée. Le sénat ne crut pas l'impression opportune dans les circonstances actuelles ; mais il laissa circuler le manuscrit, ce qui avait un air de mystère et de menace. La première édition parut à Lyon en 1624, un an après la mort de Sarpi.

Nombre de copies cependant avaient pénétré en France, et

de là à Rome. La lecture enflamma la colère du pape, et, pour assouvir sa vengeance, il voulait faire brûler l'ouvrage. Il fut détourné de cette sottise par l'ambassadeur de France. Venise, d'autre part, menaçait de représailles, et pour des commérages mesquins, on allait en venir à une rupture plus violente. Un moine refusa l'absolution à un patricien qui s'accusait d'avoir lu le livre de Querini. Les Dix le condamnèrent au bannissement, le menaçant de la corde, s'il rompait son ban. Le pauvre frère dut s'humilier, supplia, implora grâce. La rigueur de la peine fut adoucie; on se contenta d'une réclusion temporaire dans un couvent. Le nonce se plaignit. Les Dix lui répondirent par des poursuites plus sévères contre d'autres qui, au lieu de s'en tenir aux coupes spirituelles, profitaient du confessionnal pour épier les secrets de l'État et porter le trouble dans les consciences. Plusieurs prêtres furent emprisonnés comme complices de la désertion de l'archidiacre, ou pour d'autres motifs. En moins de deux ans, plus de quarante habitaient la prison. En 1610, le nombre en arrivait à la centaine. Avant l'interdit, on en comptait un sur deux ans. Ce sont les épaves de la cour de Rome, disait fra Paolo, après la tourmente qu'elle a soulevée. Un prêtre convaincu d'un crime capital fut envoyé au gibet. Un abbé Cornaro, de maison patricienne, attaqua une gondole, précipita le mari dans le canal, enleva la femme, et, après l'avoir déshonorée, il trouva un asile dans les États pontificaux. Il fut condamné à mort par contumace. Les Dix ne négligeaient aucune occasion de prouver qu'ils étaient résolus à exercer leurs droits. Rome était furieuse; le nonce perdait la tête.

Sa prudence le retenant derrière le rideau, il eut l'adresse de mettre en scène le vicaire patriarchal. Celui-ci prétendit avoir le droit d'intervenir aux interrogatoires des ecclésiastiques traduits devant les décemvirs. Fra Paolo fut consulté. Il répondit que réellement cet usage existait au tribunal des

avogadors de la Quarantie; mais qu'il ne pouvait être étendu aux décemvirs, tribunal suprême. Cette nouveauté était inadmissible, et deviendrait le premier anneau d'une chaîne de prétentions. Si l'on tolère, par grâce, dit-il, la présence du vicaire, avec le temps il l'exigera comme un droit. Assistant à l'instruction, il voudra assister à la sentence; finalement, les clercs voudront être les seuls juges, et leur présence compromettra le secret de l'instruction. L'intervention du vicaire suppose le for ecclésiastique; et celui-ci, le pouvoir du pape : de façon que l'autorité du tribunal, supplantée par celle des prêtres, serait confisquée.

Un projet échoué, il en surgissait un autre, semblable au serpent qui se roule et se déroule en replis tortueux. Un clerc condamné à mort, disaient-ils, avant l'exécution doit recevoir la dégradation. Nouvelle tentative d'intervenir de biais dans les causes criminelles, et d'entraver le libre cours de la justice séculière. Cette difficulté fut encore soumise à fra Paolo, qui répondit : la dégradation est d'invention moderne. Elle a été inspirée par l'exemple des capitaines qui dégradaient, pour sauvegarder l'honneur militaire, pour répandre l'idée que le châtiment tombe sur un coupable péquin, non sur un soldat. Rien n'empêche de laisser à l'évêque cette satisfaction; mais, s'il refuse, la sentence doit recevoir son exécution, absolument comme lorsque le soldat repousse le prêtre, ou que le confesseur refuse son ministère. Il est évident que la confession a plus d'importance que la dégradation.

Nouvelle controverse à la fin de 1608, et au commencement de 1609. Les paroisses et les couvents, afin d'attirer par la pompe du luminaire l'affluence du monde et des offrandes, avaient fait prévaloir la mauvaise coutume de prolonger les offices, pendant les fêtes solennelles, fort avant dans la nuit. Les églises étaient devenues des lieux de rendez-vous pour les femmes qui se vendent, et les jeunes gens qui les achètent,

des écoles de corruption pour les vierges, des théâtres de querelles entre rivaux, qui souvent en venaient aux armes. Le gouvernement s'en émut, et ordonna la clôture des églises à l'approche du soir. Le pape n'aurait osé nier la moralité de cette mesure de police; mais il la condamna comme un attentat aux franchises, et soutint que le magistrat avait encouru l'excommunication. Surtout il ne voulait pas que fra Paolo pût dire que les séculiers se faisaient un droit de la tolérance papale. Belle franchise, disait Sarpi, qui aboutit à la profanation du saint lieu!

En 1609, le servite Fulgence prêcha le carême. Son éloquence attira la foule, où l'on compta une fois jusqu'à soixante patriciens. Mais comme il négligeait les controverses dogmatiques et les légendes que l'habitude, l'ignorance ou l'avarice des prédicateurs avaient mises en vogue; comme il se renfermait dans la morale, et insistait sur les enseignements de l'Écriture, le nonce se plaignit, accusant le religieux d'être infecté d'hérésie; il exigeait que la chaire lui fût fermée. Le pape aussi se plaignit à l'ambassadeur vénitien: Autant vaut, disait-il, être hérétique que s'attacher à l'Écriture.

Au milieu de ces conflits mesquins et de ces colères réciproques, la vie du consultant fut exposée à un nouveau danger, en mai 1609; et, le croirait-on, avec la complicité de quelques religieux de son ordre. La correspondance fut surprise et portée à fra Paolo. Par générosité naturelle, pour l'honneur de la religion, il aurait désiré que l'on ensevelît dans un profond silence ce coupable dessein. Mais Fulgence, qui devait partager sa destinée, ou du moins le craignait, n'eut pas la même grandeur d'âme et livra les papiers aux inquisiteurs d'État. A l'en croire, le pape, le cardinal Borghèse, le général des servites, et plusieurs prélats et cardinaux trempaient dans le complot. Pour le pape, la chose n'est pas vraisemblable; mais il n'est pas impossible que les autres, et même

le cardinal neveu, ayant engagé son nom. L'agent de Borghèse était un P. Bernard, de Pérouse, son intime; le correspondant de Bernard, un P. Jean François, aussi de Pérouse, mais qui habitait la maison de Padoue; et celui-ci corrompit frère Antoine, barbier, copiste de fra Paolo, et très familier avec lui. On promettait neuf cents écus comptants, et douze mille, l'affaire finie. Trois plans avaient été conçus : ou frère Antoine se chargeait de l'assassinat; il en avait de fréquentes facilités; car Sarpi, à cause de sa maladie du rectum, se tenait fort propre, et pendant que son attention était ainsi distraite, le frère n'avait qu'un coup de rasoir à donner. Le cœur lui manqua. Ou l'on essayait du poison. A cette fin, on aurait envoyé de Rome à frère Antoine un excellent cordial; mais le moyen ne lui plut pas davantage. Frère Antoine consentait bien à prêter son ministère au crime, mais non pas à être l'exécuteur; il tenait à sa personne. Sans cela, à quoi lui servaient les douze mille écus? On s'arrêta donc au dernier moyen : prendre l'empreinte des clefs de la cellule de fra Paolo, et P. Jean François y introduirait nuitamment deux ou trois sicaires.

F. Antoine, depuis quelque temps, avait éveillé des défiances, parce qu'il entretenait avec des physionomies suspectes des colloques mystérieux. Sarpi même lui donna plusieurs avertissements, qui ne le firent point venir à résipiscence. Mais il arriva qu'en remettant l'empreinte des clefs, il laissa, par mégarde, tomber de sa poche une liasse de lettres; Sarpi en prit lecture, et P. Fulgence, et les inquisiteurs d'État.

P. Jean François et ses complices furent enfermés dans les prisons décenvirales. Sarpi employa les supplications les plus ardentes, jusqu'à se mettre à genoux devant le conseil, pour arracher leur grâce. L'inexorable tribunal condamna P. Jean François à la corde; mais touché des prières de fra Paolo, il consentit à commuer la peine en une année d'emprisonne-

ment, et le bannissement perpétuel, si le coupable faisait de complètes révélations. P. Jean François accepta ce parti; il fit des aveux; il consigna sa correspondance, écrite en chiffres, et cachée dans le couvent de Padoue. La lumière pénétra dans cette trame abominable, où, d'après Vittorio Siri, le cardinal Lanfranc, secrétaire du pape, était ouvertement compromis. Fra Paolo, qui en parle dans une lettre du 30 mai 1609, met beaucoup de noblesse et de modération dans son langage. « J'ai échappé, dit-il, à une dangereuse conspiration, « qui avait recruté des complices jusque parmi les gens de « ma chambre. Il a plu à Dieu qu'elle avortât; mais je suis « affligé des arrestations. Je ne saurais prendre goût à la vie, « que j'ai tant de peine à conserver. »

On lit dans l'épître de saint Jacques : « La foi, sans les « œuvres est morte. Montre-moi la foi sans les œuvres, et moi « je te montrerai ma foi par les œuvres. II. 17, 18. » Si la morale de l'Évangile n'était souvent contraire à l'enseignement de la théologie, ce serait ici le lieu d'établir un parallèle entre un religieux et un pape. Je m'en dispenserai, me bornant à en fournir l'occasion, et avertissant le lecteur que, s'il veut risquer la comparaison, et qu'il penche en faveur du religieux, il n'oublie pas que c'était un *hérétique* et un *hypocrite*.

Un certain Barthélemi Lanceschi, de Sienne, un charlatan, un aventurier, arrivé à Paris, se faisait passer pour un neveu de Paul V. Il se donna un logement magnifique, une table somptueuse, un riche train, une cour splendide; et la prodigalité de ses dépenses lui rendit le crédit facile. Ses mensonges étaient accrédités par un dominicain et un autre compère. Le nonce porta plainte à Henri IV, et rendit compte à Rome. Le pape entra dans une si belle colère qu'il écrivit au roi de punir de mort le fourbe qui déshonorait sa maison. Le bon Henri jugeait la peine un peu forte; mais le saint père y mit une insistance chaleureuse; il multiplia les mémoires; il

aggrava le fait, disant que l'imposteur était coupable de magie et d'alchimie; qu'il avait beaucoup de partisans; qu'il était protégé par les ennemis de la sainte église : bref, la mort seule était capable d'expier un pareil forfait. Il se remua tant et si bien que le pauvre diable fut pendu le 22 novembre 1608. De ses deux complices, le laïque alla ramer sur les galères du roi, le jacobin fut emprisonné dans un couvent de son ordre.

La nouvelle conspiration contre fra Paolo n'adoucissait pas l'humeur des Vénitiens. Loin de là; elle aheurta le gouvernement dans la résolution de réprimer à tout prix la licence du clergé. A Rome, les vengeances, toujours avortées, exaspéraient les colères; et si, avant l'interdit, les curialistes disaient que la condition du prêtre à Venise était pire que celle des Israélites sous Pharaon, que le lecteur se fasse une idée de leur langage, après le supplice, la prison, le bannissement de tant de toutsurés, le rebut de tant de prétentions, après des lois nouvelles sur le clergé, les charges pesant sur leurs biens, et la vigueur d'une main de fer dont ils ne pouvaient briser les étreintes. Le pape lui-même n'était pas épargné : ils accusaient sa faiblesse. Peu s'en fallut qu'ils ne fissent peser sur sa tête l'accusation d'hérésie. On lui reprochait d'avoir trainé dans la poudre le manteau de saint Pierre, et trahi le secret qui rendait audacieuse et puissante la cour romaine : « L'animosité de la prélature contre la république, écrivait l'ambassadeur Contarini, est telle qu'ils voudraient entraîner le pape à une nouvelle campagne; ils attisent le peuple, par leurs calomnies et leurs artifices, à lui faire prendre en haine le nom de Venise. » Paul V aussi ressentait l'amertume de sa situation. Son humiliation avait été trop profonde; il aspirait à une éclatante réparation de sa dignité et de son crédit, et à faire sentir l'autorité papale à l'orgueilleuse république. Fra Paolo était son cauchemar, toujours debout devant ses regards, le suivant comme son ombre. « Ils sont

« fiers, disait-il à M. de Brèves, l'ambassadeur de France, « parce qu'ils ont ce théologien; mais je démontrerai les « erreurs de sa doctrine; je prouverai qu'il est schismatique, « et le livrerai à l'inquisition. »

L'ambassadeur, en réprimant un sourire, tâchait de radoucir sa sainteté. Enfin une occasion se présenta que le saint père saisit au bond, et qui fut sur le point de le plonger dans un abîme plus profond.

Sur ces entrefaites, mourut François Loredan, abbé de Sainte-Marie de Vagandizza, riche bénéfice de douze mille écus annuels, dans le comté de Rovigo, sur les frontières de Ferrare. C'était un beau morceau pour un neveu, et, sans mot dire au sénat, Paul V le conféra en commende au cardinal Borghèse, qui avait déjà un revenu de cent quarante mille écus (près d'un million de francs, et plus, comparé à la valeur actuelle de l'argent). Cela fournit à fra Paolo le sujet d'un parallèle curieux. « Pie V, en cinq ans, dit-il, dota son neveu « de 25,000 écus; en treize ans Grégoire XIII donna à un « neveu 30,000 écus; à un autre, 20,000; Sixte-Quint en cinq « années et demie gratifia son unique neveu de 9,000 écus. « Clément VIII ne dépassa pas les libéralités de Grégoire; et « Paul, en quatre ans de règne seulement a déjà enrichi Bor- « ghèse de 140,000 écus. A quel total s'arrêtera-t-il? Dieu « le sait. » C'est de ce règne que date la fortune de la maison Borghèse. Le cardinal Scipion, à lui seul, cumulait un revenu de plus de deux cent mille ducats, investis en plus de trente bénéfices. C'est ainsi que l'on respecte à Rome le concile de Trente. Du parallèle que nous venons de voir nous pouvons conclure une autre vérité, un peu hérétique peut-être; mais il faut bien se rendre à l'évidence des chiffres : c'est que de cinq papes, le plus économe administrateur des biens de l'église, ce fut le moins saint.

Je reviens à Vagandizza. La collation, certes, accusait une

cupidité assez brutale, sans compter la violation du droit. La nomination appartenait aux camaldules de Venise, qui, par un abus passé en usage, réservaient l'abbaye en commende à un de leurs pères, pourvu qu'il fût Vénitien, seule obligation dont ils fussent tenus envers le gouvernement. De fait, sans s'inquiéter de la collation papale, ils procédèrent à l'élection suivant leurs rites, et installèrent abbé un P. Fulgence de Padoue. Le pape contestait les privilèges des camaldules; mais, dans tous les cas, il était pape, et ne pouvait être enchaîné par des actes qu'il avait le pouvoir d'annuler. Fulgence était un intrus, et encourait l'excommunication pour sa désobéissance irrévérencieuse. Il fallait le chasser. Le gouvernement se tenait en dehors de la querelle. Il fit entendre qu'il ne tenait pas à l'abbé; que, si Fulgence déplaisait, le pape n'avait qu'à le remplacer; seulement, le choix ne pouvait se porter que sur un sujet de Saint-Marc. Du reste, à lui de s'entendre avec les camaldules. Mais l'orgueilleux pontife, dans un accès de colère, — et ces accès, pour son malheur, étaient trop fréquents, — laissa tomber de sa bouche cette boutade inconsidérée : Avant de demander des grâces, les Vénitiens devraient s'en rendre dignes. Un autre n'aurait point relevé cette imprudence; mais Contarini, ami de fra Paolo, mécontent de la cour, ne la cêla point dans sa correspondance. Le sénat déclara qu'il prendrait en mains la cause des Camaldules. Maints sénateurs disaient qu'ils n'avaient point demandé de grâce; qu'ils n'avaient pas besoin de grâce; qu'ils avaient fait grâce au pape en recourant à lui, quand il n'était pas nécessaire; que le pape était un brouillon, soulevant toujours de nouveaux embarras; que son propos était une injure; ils n'étaient pas des hérétiques, que le saint siège dût exclure de toute faveur; il fallait en finir. Même les moins ardents se sentaient offensés. Le pape s'aperçut de son étourderie; il accusa Contarini d'avoir mal interprété sa pensée, mal rendu

ses paroles; et pour se donner l'air de procéder avec justice, il manda le général des camaldules, le réquit de lui exposer les droits de la maison de Venise, s'en rapportant à la décision de la rote. La rote naturellement se prononça contre les moines; elle décida que leurs privilèges étaient caducs. Le pape, étant maître de tous les bénéfices, pouvait disposer de l'abbaye de la Vagandizza. Les moines, ou séduits par ses promesses, ou épouvantés par les menaces, plièrent. Mais le sénat tint ferme. Ne voulant pas qu'un aussi gros bénéfice passât dans les mains d'un étranger, il en séquestra les revenus. D'autre part, chose singulière, le désir du pape trouva plus d'adhésion à la cour des opposants. Voyant que le neveu accaparait la cause, ils chauffaient la querelle, et, sous cape, applaudissaient la résistance des camaldules et du sénat. Cela faisait rire Paolo. Ainsi donc, disait-il, l'envie niche même chez les saints.

Le lecteur aura bien deviné que dans cette affaire il joua un rôle fort actif. Pendant plus de huit mois de l'année 1609, il fut occupé à écrire dans l'intérêt du gouvernement, dans l'intérêt des moines, à fouiller les archives, à tenir le sénat au courant de la jurisprudence romaine, au cours de la procédure de la rote. Or, comme le droit de l'abbaye de Vagandizza, le droit canonique, public, féodal, était fort embrouillé et sujet à controverse, il reçut l'autorisation de consulter des jurisconsultes français. Différentes lettres de lui à Jean Leschassier roulent sur ce sujet. Ses nombreux écrits sur Vagandizza, malgré l'érudition variée qui y règne, sont de faible importance pour notre âge; et font regretter que l'abbé ait dû dépenser son temps et son génie à des objets d'un

formerait un utile appendice à son histoire des bénéfices ecclésiastiques, dont je parlerai.

Le terrible frère, aigri par les outrages, espérait dans cette circonstance frapper d'un nouveau coup l'avarice romaine. Il ne songeait à rien moins qu'à tarir la source où les pontifes puisent leurs immenses revenus. Il ne s'agissait plus d'indulgences, plus du purgatoire. C'était la collation des bénéfices qu'il aspirait à remettre tout entière sous la main du gouvernement, lui assujettir le clergé et ses biens. En France, en Espagne, écrivait-il, l'omnipotence pontificale dans la collation des bénéfices est limitée par les lois; il n'y a que l'Italie où elle soit arbitraire. Je saurai y fixer des bornes, si le procès est entamé. Il ne put réaliser son espérance. Les temps n'étaient pas mûrs; mais ses doctrines lui survécurent, et elles portèrent fruit.

La cour de Rome, à force de tracasser la république, s'était rendue odieuse, insupportable. Les plus éclairés et les plus courageux des patriciens et bourgeois, fatigués d'un joug opiniâtre et d'une prélature avide, indiscrete, qui voilait du masque de la religion les calculs impurs de l'intérêt, désiraient s'émanciper d'une domination qui fermait les yeux aux enseignements de l'histoire, qui paraissait défier l'abîme, et avec laquelle il n'y avait à espérer ni paix ni trêve. Les classes inférieures aussi perdaient de leurs préjugés, éclairées, outre les événements de l'interdit, par les récentes liguees avec les Grisons et les Suisses hérétiques, et par la présence de ces étrangers. D'abord, le nom de luthériens et de calvinistes soulevait une telle horreur qu'on les mettait au niveau des Turcs. Mais, dans leurs relations journalières, on les trouva de braves gens, accommodants et pieux; et voyant que lui aussi on le flétrissait des mêmes noms, le peuple s'aperçut bientôt que l'on traite d'hérétiques tous ceux qui ne tolèrent point les usurpations sacerdotales. Ainsi les curialistes par leur mala-

dresse allaient contre leur but. Loin d'appeler le mépris sur leurs adversaires, ils les mettaient en relief. Et ce qui fortifiait le peuple dans sa nouvelle tendance, c'étaient les luttes continuelles avec le pape, c'étaient les nombreux attentats contre fra Paolo. Double motif de scandale. Car Rome s'associait au déshonneur de la cause dont elle embrassait la défense; et la religion protégeant les assassinats d'un homme dont on admirait la piété et la vertu, la conscience publique était alarmée, et la religion déclinait.

La cour cependant ne manquait point de partisans : les uns attachés à ses opinions par l'intérêt de la personne ou de la famille, investis déjà des dignités de l'église, ou les voyant en perspective. Avec elle tenaient encore l'apathie accoutumée des masses, les vieilles habitudes, l'antipathie contre les nouveautés, les esprits faibles ou superstitieux qui du prêtre ne regardent que la robe et non pas les mœurs, et les hypocrites pour lesquels la dévotion n'est qu'un métier.

Mais fra Paolo, tenace en ses desseins, ayant l'expérience des gouvernements, de la république surtout, savait par quelles voies indirectes ou même la multitude à des résolutions imprévues, inévitables. Son coup d'œil pénétrant, parcourant de vastes espaces, voyait l'Espagne grande, mais besogneuse de la paix; la France puissante, avec des aspirations belliqueuses; le roi d'Angleterre, attentif à des controverses théologiques; les princes d'Italie, faibles, incapables de maintenir la paix, de soutenir la guerre; le duc de Savoie seul ayant une force militaire, mais péchant par l'inconstance et la ruse, nécessité de sa position entre l'Espagne et la France, mais par l'excès de ces défauts nuisant à ses intérêts et ceux de sa maison; le pape ambitieux de la grandeur du saint siège et de la maison Borghèse, n'ayant cure des besoins de l'Italie; la charbonnerie des jésuites (je ne trouve pas d'expression plus juste pour caractériser la secte) répandue, puissante, faisant presque en

tout prévaloir sa politique, et donnant le branle aux mouvements diplomatiques et sociaux du siècle : digue réelle au flot de la réforme, obstacle à la civilisation, corruption, comme toutes les sectes, de la morale publique, malaise des peuples. Au milieu de tant de passions contraires, Venise devait se tenir en garde contre les armes du Turc, contre les menées de l'Espagne, contre la malveillance du pape et les intrigues d'Ignace. Soucieuse de la tranquillité italienne, elle ne pouvait à elle seule la garantir ni tenir la balance dans la Péninsule. Henri IV, qui couvait des projets de conquêtes, amorçait le duc de Savoie par l'appât du duché de Milan, et pressait l'alliance de la république. Cette alliance n'allait pas à fra Paolo : « Il ne veut, disait-il, des égaux ni des inférieurs; il ne veut que des instruments. Il n'est pas bon de l'avoir pour ennemi, mais dans l'état des choses, tant qu'il subsiste, l'amitié actuelle suffit. Si l'on ouvre la chasse au Milanais, il faudra bien prendre parti pour la France ou l'Espagne. » Favoriser les projets conquérants de Henri l'effrayait. Il se rappelait les malheurs de la république, quand elle s'unit à Louis XII pour chasser Louis le More; il se rappelait la ligue de Cambrai, qui en fut la conséquence, et poussa Venise à deux doigts de sa ruine. Il se défiait de Henri, ambitieux et guerrier, et qui, pour beaucoup de raisons, obligé de se tenir en de bons termes avec les jésuites, non seulement les favorisait dans son royaume, mais les recommandait à la république. Il imite le renard, disait le malin frère, qui ayant laissé sa queue au piège, conseille aux autres de s'en débarrasser. Il pressentait les résultats de cette impolitique faveur, qui, durant les règnes suivants, provoqua tant de désordres en France, et spécialement cette triste bulle *Unigenitus*, qui porta le trouble dans les consciences et peupla les prisons de plus de quatre-vingt mille malheureux. Fra Paolo n'avait point confiance dans la réussite des desseins de la France. Il était impossible d'en

attendre d'heureux effets, parce qu'ils exigeaient le concours de trop d'éléments hétérogènes, le pape, les jésuites, les catholiques, les protestants, chacun avec d'arrière-pensées secrètes.

Quoi qu'il en soit, au milieu de tant de courants divers et de négociations, il trouvait du danger pour la république à demeurer dans l'isolement; et, le jour où elle devrait prendre un parti, à être sans amis. Dans la situation, la république ne pouvait rencontrer d'amitiés opportunes que chez les protestants, défenseurs de la liberté, et, par suite, également jaloux de la France et de l'Espagne. Les Hollandais, après une longue guerre contre leurs anciens maîtres, avaient réussi à fonder leur indépendance. Fra Paolo fit sentir aux principaux membres du collège et du sénat, fit sentir à ses amis, tous influents dans le maniement des affaires, l'avantage qui résulterait d'une alliance entre les deux républiques, tant pour les relations commerciales que pour les chances de paix et de guerre. Mais la dignité de Venise lui défendait de faire les premiers pas, elle ancienne et connue, et d'expédier des ambassadeurs à un État nouveau, d'une existence encore précaire; elle laissa fra Paolo préparer les voies. Il en écrivit à son ami Philippe du Plessis Mornay, calviniste célèbre, assez influent en France, considéré de Barneveld et du prince d'Orange, les deux principaux pilotes de la jeune république. Persuadés par eux, les états généraux envoyèrent une ambassade à Venise, à la tête de laquelle ils mirent le gendre de Barneveld, Corneille Vander Myle, accompagné du fils du grand pensionnaire et de six autres personnages de qualité. Cette nouveauté ne plaisait pas grandement à la France; elle déplaisait à l'Espagne; elle portait ombrage au pape, et les jésuites jetaient les hauts cris. Les ambassadeurs des deux puissances, le nonce et leurs partisans, se démenèrent beaucoup pour que le Hollandais ne fût pas reçu, ou ne le fût pas avec les honneurs dus à son

rang. Mais fra Paolo et ses amis, plus puissants, triomphèrent de cette opposition. Dans l'incertitude, Vander Myle prolongeait son séjour à Paris; mais quand il eut l'assurance d'un accueil convenable, il se mit en route, et arriva à Venise, le 13 novembre. Il eut son audience du sénat avec le même cérémonial que les ambassadeurs royaux; il eut à sa disposition un palais; il fut entretenu aux frais de l'État; on lui donna pour cicérone un des plus illustres patriciens, des fêtes, des spectacles à la mode vénitienne; on lui fit présent d'un superbe collier. Il eut audience du collège et du sénat et de nombreuses conférences, publiques et privées, avec fra Paolo, à qui il apportait des lettres et des compliments du prince d'Orange, de Barneveld, qui lui recommandait son fils, et d'autres seigneurs de France et de Hollande. Il demanda aussi une audience privée du doge, à qui il voulait proposer confidentiellement un traité de commerce et d'alliance. Mais le doge ne put la lui accorder. Il s'en ouvrit donc à fra Paolo, qui en référa au collège; mais les pouvoirs de Vander Myle ne l'autorisant pas à une négociation publique, et le collège ne tenant point de ses attributions le droit de traiter seul, la négociation fut ajournée, et réservée à Thomas Contarini, chargé de la correspondance avec les états généraux. Fra Paolo promit d'employer son influence. En effet, peu d'années après, fut conclue entre les deux républiques une ligue défensive, dont Venise tira grand profit. Vander Myle partit le 10 décembre, ayant consacré deux jours au consultant pour s'entretenir d'affaires publiques.

Parlant de cette ambassade, fra Paolo écrivait : « Si, en accordant à la légation hollandaise les mêmes honneurs qu'aux représentants des couronnes, l'on a servi la considération de la république naissante, en revanche, notre république, qui pouvait se passer de ces honneurs, peut s'attendre à des services aussi avantageux pour son pavillon

« et d'autres intérêts. Si elle n'avait pas eu un ambassadeur
« en Angleterre; si le roi Jacques n'avait pas été représenté
« près du doge, Venise, dans sa querelle avec Paul V, n'aurait
« pu obtenir cette déclaration royale qui fut peut-être
« une des principales causes de l'accommodement, fort honorable
« pour la chose publique. »

Tout en s'occupant de ces relations avec la Hollande, Paolo suivait d'un œil attentif la marche des événements, songeait à en tirer parti pour la cause de sa patrie.

En cette année 1609, était mort sans postérité le duc de Clèves, Berg et Juliers. Les princes d'Allemagne se disputant cet héritage se groupèrent en deux partis : les catholiques soutenus par la maison d'Autriche, et favorisés, sous prétexte de religion, par le pape et l'Espagne; l'autre parti, plus faiblement épaulé par le roi de France et la Hollande, se composait de princes et des villes libres protestantes, qui, unis aussi par l'esprit religieux, formèrent une ligue à Halle, ayant pour chefs les deux prétendants principaux, le marquis de Brandebourg et le palatin de Neubourg. Fra Paolo vit dans cette union une circonstance favorable à la république et voulut disposer à en épouser les intérêts. D'après lui, il fallait ajouter plus de prix à l'amitié des Allemands, plus loyaux, et étrangers à la tortueuse et fausse politique de la France et d'autres monarchies; jaloux d'ailleurs de leurs libertés et de leur religion, ils les défendaient avec courage; ils n'avaient pas d'intérêts en Italie, et pouvaient trouver des ressources dans les richesses de Venise. Une amitié mutuelle était utile aux deux parties. Il chercha donc à nouer des rapports avec les réformés allemands. Mais la ligue de Halle, par suite d'intérêts divergents s'étant affaiblie par ses divisions, la prévoyance de fra Paolo n'aboutit à aucun résultat utile.

A peu près vers l'époque où Vander Myle était à Venise, le palatin y envoya Léonard Butten avec des lettres au sé-

dans lesquelles il exposait ses droits à la succession de Juliers, et sollicitait l'appui de la seigneurie. Mais cette mission individuelle ne plut pas à Fra Paolo ni à ses partisans, et Butten quitta la ville sans en rien emporter que de bonnes paroles et des protestations d'amitié.

L'année suivante (que le lecteur me pardonne de ne point scinder cet épisode) le marquis de Brandebourg et le palatin, craignant que, rassurées par l'assassinat de Henri IV et la faiblesse de la régence, les deux maisons d'Autriche ne joignissent leurs armes contre eux, envoyèrent à Venise Jean-Baptiste Linck exposer les droits de la ligue de Halle, leurs titres à la succession de Clèves, et prier le sénat de ne pas ouvrir aux Espagnols le passage par les terres de la république. Mais le peu d'accord qui régnait entre ces alliés, les incertitudes de la politique européenne, empêchèrent le sénat de prendre part à ces discordes lointaines, et Linck obtint aussi de belles paroles, de vagues promesses, et rien de plus.

C'est ici le lieu de parler d'une anecdote que Daru a puisée dans le magasin historique du professeur Lebreton et jusque-là inconnue de tous les biographes de Sarpi. Il dit donc que Linck noua une connaissance intime avec un avocat vénitien du nom de Possenti. Celui-ci lui dit en confidence qu'il y avait à Venise une association secrète de plus de dix mille personnes, dont trois cents des principaux patriciens, disposés à se détacher de Rome; que le nombre en croissait chaque jour, et qu'elle avait pour chefs les deux pères Paolo et Fulgence.

Pour s'assurer de la vérité, Linck interrogea l'ambassadeur d'Angleterre. Celui-ci lui confirma le fait, et le présenta aux deux servites. Après avoir complimenté Sarpi sur ce que sa renommée avait passé les Alpes, il lui exprima le vœu que Dieu bénit leurs efforts. Paolo répondit qu'il était flatté que son nom fût connu des hommes qui les premiers avaient vu la lumière. Il s'expliqua ensuite sur le peu d'accord des théolo-

giens, notamment au sujet des paroles : *Hoc est corpus meum*. Linck lui ayant demandé par quelle voie il espérait la réussite de ses desseins, le servite répliqua que le succès était entre les mains de Dieu; qu'il fallait propager la réforme dans les provinces allemandes, limitrophes de la Vénétie, surtout dans la Carinthie et le Carniole, qui séparent l'Italie et le Frioul vénitien; qu'il importait aux princes protestants d'entretenir des relations plus intimes avec la république, accréditant à Venise des agents, lesquels exerceraient leur culte; car le prêche des ministres sortirait d'excellents effets, en ouvrant les yeux du peuple, qui ne met aucune différence entre luthériens et mahométans. Autrefois, ajouta-t-il, ici on ne prenait pas les Anglais pour des chrétiens; mais depuis qu'ils y entretiennent un ambassadeur, le vulgaire est guéri de son aveuglement. Et depuis la querelle avec le pape, le calme n'est pas tellement rétabli que tout ressentiment soit assoupi; et il serait facile d'en tirer avantage.

Ici finit l'anecdote. Daru en suspecte l'authenticité et la bonne foi du rapporteur. Je ne garantis ni l'une ni l'autre. Car si certains traits du dialogue semblent rentrer dans les idées de fra Paolo, d'autres circonstances du colloque et du récit sont ou invraisemblables ou fausses. L'écrivain français a de la peine à admettre cette association de dix mille protestants, et cette franche confession du consultant. Je ne saurais l'admettre non plus; et je ne comprends pas davantage comment fra Paolo pouvait compter sur l'influence du prêche, sachant mieux que personne qu'à Venise le culte public des réformés a toujours été prohibé par des lois sévères. Leurs exercices religieux étaient tolérés, mais à huis clos, dans des lieux écartés. Après l'interdit, les protestants s'étaient attendus à voir Venise voguer à pleines voiles dans la réforme. Vaines illusions! mais elles duraient encore, et ils ajoutaient créance aux plus étranges cancan; ils inventaient des nouvelles, ou exa-

géraient la portée de certains faits. Pour ce qui regarde fra Paolo, leurs préventions étaient plus grandes encore. Tous voulaient l'avoir entretenu, connu sa pensée et ses opinions. Et cet homme était si renfermé qu'après plusieurs années d'espionnage, les curialistes ont désespéré de le surprendre. Au jugement des uns, c'était un triple tartufe dont la pensée était impénétrable. Au jugement des autres, c'était un honnête religieux, qui ouvrait son âme au premier venu. Entre ces deux opinions contraires, il est certain qu'en fait de théologie, c'était un libre penseur, ne marchant sous la bannière des catholiques ni des protestants ; mais si, sur des points délicats de controverse, on lui demandait son avis, il s'exprimait en termes généraux, ou mettait en regard les opinions pour et contre, et laissait dans l'incertitude quant à son opinion personnelle. C'est ce qu'il aura fait, à propos du texte : *Hoc est corpus meum*, pierre de touche des différentes sectes ; mais il ne serait pas étonnant qu'un fervent luthérien, tout infatué de son credo, l'eût compris suivant ses désirs, et y eût ajouté, pour embellir le récit, des détails chimériques. Malgré toutes mes investigations, nulle part je n'ai découvert trace de cette anecdote ; et d'après d'autres faits de ce genre, que j'ai pu élucider, et que je rapporterai plus tard, le lecteur verra ce qu'il en doit croire.

Reprenons le fil de notre histoire. Avant même l'arrivée de l'ambassade hollandaise, les difficultés principales entre la république et le saint siège s'étaient aplanies.

Henri IV, chef d'une grande nation qui venait de sortir d'une longue guerre, dont l'effervescence n'était pas encore refroidie, qui avait conservé le goût des armes, divisée, pour comble, entre deux factions religieuses, songea, afin de la contenir à l'intérieur, à lui donner la diversion qui plaît toujours aux Français, à les occuper au dehors. Il avait résolu d'abattre l'Autriche, et de chasser d'Italie les Espagnols. Il s'était

entendu avec l'Angleterre, la Hollande, les princes protestants d'Allemagne, le duc de Savoie ; il lui restait à entraîner Venise et le pape. Longtemps il s'était entremis pour accorder leurs différends. Enfin, poussé par la nécessité, il reprit sérieusement le rôle de médiateur, et par ses ambassadeurs, Champigny à Venise, Savary de Brèves à Rome, il fit entendre : au sénat, qu'il ne fallait pas être aussi pointilleux ; qu'il devait se prêter à une concorde mutuelle, et rendre au souverain pontife l'obéissance légitime ; au pape, de ne pas semer le vent, s'il ne voulait pas récolter la tempête ; de restreindre ses prétentions dans de justes bornes ; de considérer les dangers auxquels il exposait le saint siège, et le besoin qu'il avait de l'amitié de la république ; que vouloir obstinément fra Paolo à Rome, c'était une énormité blâmable, surtout après la brutalité des poignards ; que ni l'honneur ni la justice ne lui permettaient d'être juge dans sa propre cause ; qu'il devait contenir la fougue de ses prélats, et empêcher les scandales qui trop souvent n'avaient abouti qu'au détriment de sa réputation et de la religion.

Le pape ne tarissait dans ses doléances : les Vénitiens refusaient de lui faire le plaisir d'une abbaye vacante ; ils abusaient de sa bonté paternelle ; ils méprisaient son nonce ; emprisonnaient les prêtres. Les hérétiques ne s'en permettent pas tant. Bien plus, s'écriait-il, ils stipendient trois ou quatre théologiens pour écrire contre nous. Mais je les châtierai. Et ce frère Paul ? J'ai fait éplucher ses livres, et j'y ai trouvé huit hérésies formelles. Frère Fulgence aussi a prêché, ce carême je ne dirai pas des hérésies, mais au moins comme un franc schismatique. Le sénat ne veut pas prohiber les livres de ces théologiens, et il en autorise la vente publique. Même je sais je suis certain qu'ils ont fait venir de Genève beaucoup de livres hérétiques. L'ambassadeur anglais et les gens de sa légation pratiquent ouvertement les principaux patriciens, ils le

entretiennent de religion et parlent sans horreur de Luther et de Calvin. Hélas ! disait en terminant le pape à M. de Brèves, autrefois cette république était fille obéissante de l'église. Maintenant, petit à petit, elle court à la damnation. Je verserais mon sang pour la ramener ; mais comment ? s'ils ne m'en facilitent pas les moyens. Il ne me reste donc qu'à tirer vengeance de tant d'outrages et d'une désobéissance si opiniâtre. Je ne suis pas né au milieu des camps ; je ne connais pas l'usage des armes ; mais je suis résolu à me mettre à la tête d'une armée, convaincu que Dieu défendra sa sainte cause. Ces paroles, dit l'ambassadeur, il les prononçait avec tant de chaleur qu'il semblait hors de lui ; et la passion le fit peut-être aller plus loin qu'il ne voulait.

Les sujets de plaintes ne manquaient pas aux Vénitiens non plus : le pape les avait outragés par un propos injurieux ; il protégeait tous les prêtres ribauds, au grand scandale des peuples, au préjudice des mœurs et de la justice. Le nonce et le patriarche employaient les manœuvres les plus coupables pour semer la discorde ; par l'appât de l'or et des pensions, ils provoquaient la désertion des hommes qui avaient défendu la cause nationale ; ils enjoignaient aux confesseurs de refuser l'absolution aux personnes qui lisaient des livres écrits pour sa défense ; ils corrompaient les prédicateurs, tentaient la loyauté des citoyens, etc., etc.

Le pape disait qu'il serait content, si on lui accordait la prohibition des livres et la comparution de fra Paolo. Quant au second point, refus net ; quant à la prohibition des livres, le sénat y consentait, mais à charge de réciprocité. La concorde semblait donc impossible ; au fond, elle était dans les vœux des deux parties. La république craignait que l'assiette de l'Italie ne fût inopportunément troublée par de petites causes, vu surtout les préparatifs de guerre que continuait Henri IV, et la nécessité d'y tenir l'œil. Le pape savait qu'il

ne pouvait compter sur l'assistance de ce monarque, et il ne voulait pas se mettre à la merci de l'Espagne. Ce serait devenir, disait-il, d'évêque meunier. Ce qui ne lui causait pas moins d'appréhensions, c'étaient les intelligences avec la Hollande, et la prochaine arrivée d'un ambassadeur des Pays-Bas à Venise; c'étaient les pratiques avec les protestants d'Allemagne, la ligue de Halle, la succession de Juliers qu'il voulait arracher aux hérétiques. Avec tout cela, il était toujours mordu de la rage de tenir fra Paolo dans ses griffes. Malgré les nombreux échecs de ses ruses, il voulut encore tenter l'épreuve. Par le moyen de son nonce, il mit en avant l'ambassadeur de France Champigny qui, jouant le rôle d'un ami officieux, fit dire au consultant que le pape était disposé à une bonne amitié, mais trouvait des obstacles dans les susceptibilités de sa cour; et qu'il serait sage de se résigner à une transaction. Le frère répondit : qu'il ne pouvait en traiter sans le consentement de son prince, et que c'était au prince qu'il fallait s'adresser. Champigny répliqua qu'il le savait très bien; mais avant d'en parler officiellement, il tenait à connaître l'opinion du consultant; qu'il s'entremettait comme un chirurgien bienveillant, désireux de cicatriser cette vieille plaie de l'interdit. A cette proposition saugrenue, Sarpi répondit par une plaisanterie qui dissimulait une menace : « Quand une plaie est incurable, mais pansée de façon que le malade ne la sent point, enlever le bandage, alors qu'on n'a pas un remède sûr, c'est irriter le mal et nuire au patient; qu'il devait donc réfléchir et s'assurer qu'au lieu de servir le pape il ne lui porterait pas une blessure mortelle. »

Assurément cette réponse ne dut pas satisfaire beaucoup. Paul V ne voulut pas courir les risques de la conclusion, et se décida à mettre fin au litige. Contarini avait été rappelé. Son successeur fut Jean Mocenigo, ami des prêtres, agréable à

la cour ; aussi Sarpi le traite-t-il de papiste. Le but de Mocenigo était d'obtenir pour le fils d'un ami l'abbaye si disputée de Vagandizza : ne s'inquiétant guère , pour réussir, de sacrifier les droits et l'honneur de son gouvernement. Mais à Venise il y avait un homme qui devinait ses visées, et savait les rembarrer. Sarpi faisait tout son possible pour que l'accommodement fût conclu suivant ses vœux, c'est à dire honorable pour Venise. Après différentes propositions , le pape se réduisit à celle-ci : le sénat reconnaîtrait en qualité de commendataire le cardinal neveu, et celui-ci payerait à l'abbé élu du sénat une pension convenable. Simonie pour simonie. Mais le sénat n'y acquiesça point, et s'arrêta à cette conclusion : que les droits des camaldules seraient saufs à l'avenir, et pour cette unique fois il élirait l'abbé à charge de payer à Borghèse une pension viagère de cinq mille ducats. Ainsi sauvés les droits des uns et satisfaite l'avidité des autres, Matteo Priuli fut élu.

Pour les autres différends, la meilleure transaction était le silence. De nouveaux déboires n'eurent aucune importance, et Paul V, entièrement préoccupé du soin de faire de l'argent et d'enrichir sa famille, ne songea plus à Sarpi. Même avec le temps il en vint (miracle chez un pape) à en concevoir une bonne opinion.

Avant de terminer ce chapitre, je veux rapporter une autre anecdote pour montrer de quelle façon parfois a été écrite l'histoire, et nommément celle de Sarpi. J'emprunterai les paroles de Voltaire qui la cite et la réfute, dans une note au chap. CLXXIV de son *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations*. « Daniel (jésuite français) raconte une particularité « qui paraît bien extraordinaire, et il est le seul qui la raconte. « Il prétend que Henri IV, après avoir réconcilié le pape « avec la république de Venise, gâta lui-même cet accommodement, en communiquant au nonce à Paris une lettre in-

« terceptée d'un prédicant de Genève, dans laquelle ce prêtre
« se vantait que le doge et plusieurs sénateurs étaient protes-
« tants dans le cœur, qu'ils n'attendaient que l'occasion favo-
« rable de se déclarer; que le père Fulgence, de l'ordre des
« servites, le compagnon et l'ami du célèbre Sarpi, si connu
« sous le nom de fra Paolo, travaillait efficacement dans cette
« vigne. Il ajoute que Henri IV fit montrer cette lettre au
« sénat par son ambassadeur, et qu'on en retrancha seulement
« le nom du doge accusé. Mais après que Daniel a rapporté
« la substance de cette lettre, dans laquelle le nom de fra
« Paolo ne se trouve pas, il dit cependant que le même fra
« Paolo fut cité et accusé dans la copie de la lettre montrée
« au sénat. Il ne nomme point le pasteur calviniste qui avait
« écrit cette prétendue lettre interceptée. Il faut remarquer
« encore que dans cette lettre il était question de jésuites,
« lesquels étaient bannis de la république de Venise. Enfin
« Daniel explique cette manœuvre qu'il impute à Henri IV
« comme une preuve du zèle de ce prince pour la religion ca-
« tholique. C'eût été un rôle bien étrange dans Henri IV de
« mettre ainsi le trouble dans le sénat de Venise, le meilleur
« de ses alliés, et de mêler le rôle méprisable d'un brouillon
« et d'un délateur au personnage glorieux de pacificateur. Il
« se peut faire qu'il y ait eu une lettre écrite, vraie ou sup-
« posée, d'un ministre de Genève, que cette lettre même ait
« produit quelques petites intrigues fort indifférentes aux
« grands objets de l'histoire; mais il n'est point du tout
« vraisemblable que Henri IV soit descendu à la bassesse
« dont Daniel lui fait honneur. Il ajoute que quiconque a des
« liaisons avec les hérétiques est de leur religion, ou n'en est
« point du tout. Cette réflexion odieuse est même contre
« Henri IV, qui, de tous les hommes de ce temps, avait le
« plus de liaisons avec les réformés. Il eût été à désirer qu'
« le père Daniel fût entré plutôt dans le détail de l'adminis-

de Henri IV et du duc de Sully que de ces petitessestrent plus de partialité que d'équité, et qui décè-
eureusement un auteur plus jésuite que citoyen. »
écrit de Daniel il y a un fonds de vérité, mais tel-
suré qu'il ne conserve pas même l'apparence de sa
belle. Voici le fait :

les querelles avec Rome, fra Paolo correspondait
avec différents amis, dont plusieurs calvinistes. Sa
mce arrivait sous le couvert de l'ambassadeur
Une lettre, je ne sais comment, tomba entre les
once à Paris, Robert Ubaldini, qui la transmit à
Rome à Venise. Elle n'avait en réalité aucune im-
quelques traits piquants contre la curie; d'autres,
une sorte de blâme sur le collège, étaient com-
l'éloge du sénat. Cela n'eût rien été, s'il n'eût été
ar d'autres passions. La lettre fut communiquée
nt le séjour de l'ambassadeur hollandais à Venise.
ission, provoquée surtout par fra Paolo et par le
ntrariait singulièrement les Espagnols, les pape-
mpigny et ceux des patriciens qui sympathisaient
le consultant n'était pas en faveur près du collège
si, assailli d'une tempête aussi imprévue, il ne fut
i près de sa ruine; et peut-être était-il perdu, si
des premiers du patriciat, impliqués dans la
e, n'eussent pas cru de leur intérêt de le soutenir;
vant le convaincre d'hérésie, on voulait l'accuser
d'État. Mais l'accusation ne reposait sur aucun
; elle n'avait d'autre base que des inductions et
ns suggérés par l'animosité. On parla beaucoup,
mit grand nombre de personnes puissantes,
ge même. Le Conseil des Dix se mit à la traverse;
la lettre; pour la forme, il rabroua fra Paolo; il
ence à tous. Le frère, devenu plus prudent,

n'écrivit plus désormais de sa main, sauf de très rares exceptions, à des hétérodoxes. Le roi Henri ignora complètement ce commérage, et Champigny, qui y avait joué un rôle pour obliger le nonce, fit bientôt présenter ses excuses au consultant, par l'intermédiaire de l'ambassadeur de Hollande, et lui demanda un entretien pour se justifier. Le frère dédaigneux répondit par un refus.

CHAPITRE XIX.

1609. Durant ces brouilleries avec Venise, le saint siège était préoccupé d'une affaire de tout autre importance. J'en parlerai, parce que fra Paolo y est mêlé.

Rome n'avait jamais perdu de vue la conquête de l'Angleterre, royaume autrefois si profitable à son trésor. Le schisme fut prononcé par Henri VIII, et pour des motifs qui auraient pu être plus avouables; la réforme fut accomplie par son fils Édouard VI. Les sœurs d'Édouard, Marie, fille de Catherine d'Aragon, naturellement attachée au catholicisme; Élisabeth, fille d'Anne de Boleyn, naturellement amie de la réforme, lui succédèrent à leur tour. Marie ressuscita le culte de Rome; Élisabeth l'abolit de nouveau. Jacques Stuart, son successeur, annonçait plus de ménagement envers l'ancienne communion. Mais les catholiques, joués dans leurs espérances, s'exaspérèrent jusqu'aux complots, entre autres la fameuse conspiration des poudres, qui se proposait de faire sauter le roi et le parlement, et d'exterminer d'un seul coup une multitude de personnes réputées favorables à la réforme. Cet attentat, où le nom des jésuites fut encore compromis, rendit les catholiques odieux, encore qu'à la partie la plus saine cette atrocité ne causât pas moins d'horreur qu'aux protestants. Néanmoins le roi, pour plus de sûreté (surtout que Clément VIII venait

d'instituer une congrégation de cardinaux pour diriger les affaires d'Angleterre, et qu'on pouvait soupçonner Rome d'avoir conçu la pensée de la conspiration), obligea les sectateurs de la foi romaine à un serment, modèle de celui que les monarques imposent aujourd'hui à leurs sujets, c'est à dire qu'ils sont princes légitimes, que le pape n'a aucune autorité sur leurs États, qu'il ne peut les excommunier ni déposer, ni délier les peuples de leurs serments, et que les sujets révéleront toute conspiration contre l'État. Paul V prétendit que ce serment était contraire à la foi, fait pour la perdition des âmes, et, le 21 septembre 1606, alors que la paix n'était pas encore conclue avec Venise, il défendit par un bréf de le prêter.

Cette défense parut si étrange à la plupart des catholiques que, pour l'honneur du pape, ils suspectèrent l'authenticité du bref, et induits par les exhortations et les démarches de Georges Blackwell, archiprêtre d'Angleterre et d'Écosse, presque tous se soumirent à l'ordre royal. Le pape se tint pour offensé, et, l'année suivante, au 22 septembre, il expédia un second bref, confirmatif du premier. Le cardinal Bellarmin, qui avait connu l'archiprêtre, lui écrivit aussi, le 28 du même mois, l'exhortant à se raviser, s'il ne voulait pas encourir la damnation. L'archiprêtre ne s'en émut point. Bien plus, en dépit des persécutions qui lui furent suscitées par des fanatiques, il persévéra dans sa ligne. Ses conseils et son exemple engagèrent les autres ecclésiastiques dans la même voie, et il répondit au cardinal que les prétentions et les conseils du pape n'étaient bons qu'à ruiner ce qui restait du catholicisme en Angleterre.

Le roi Jacques I^{er}, qui avait la réputation d'un bel esprit et d'un savant théologien (beau mérite pour un roi), atteint de la fièvre polémique du siècle, se crut tenu, puisqu'il s'agissait d'une affaire de conscience, de se défendre par un livre latin intitulé : *Triple coin pour un triple nœud*, ou, *Apologie*

du serment de fidélité, contre les deux brefs de Paul V et la lettre du cardinal Bellarmin, publiée sans nom d'auteur sous la date de 1607. Bellarmin, instigateur des énormités papales, répondit au roi sous le pseudonyme habituel de Matteo Torti. Le roi alors (1609), publia de son livre une deuxième édition; il la signa et y ajouta une *admonition aux princes chrétiens*, dans laquelle il les invitait à se mettre en garde contre un ennemi commun, qui les attaque tous l'un après l'autre, dans l'intention de soumettre à la tiare toutes les couronnes. Cette façon de guerre n'allait point à fra Paolo; il aurait désiré une réponse un peu plus royale. « De quelle disgrâce, s'écriait-il, le siècle est affligé! On se croirait dans un temps de peste, où toute maladie se teint du caractère de l'épidémie régnante. Actuellement, la religion est le sujet de toutes les controverses. N'y aura-t-il pas d'autre motif de guerre? » Et disant qu'au théâtre on applaudit l'acteur qui joue bien son rôle, il s'étonne que le roi, pouvant se défendre par les armes, comme il convient à un roi, perde le temps à manier la plume, qu'il devrait laisser à qui n'a rien de mieux à faire. Il n'entre pas dans mon plan de raconter les péripéties de cette publication, les réfutations et les apologies, les traductions, les réimpressions, la vogue d'un côté, de l'autre les soucis du pape pour en interdire la lecture, les menées des jésuites pour en brûler les exemplaires ou le réfuter. Je dirai seulement que le roi Jacques, afin d'engager les autres dans sa querelle, en manda un exemplaire à tous les souverains amis, le recommandant par des lettres autographes, faisant sentir l'injustice du pape et le danger des maximes qu'il prétendait ériger en articles de foi. Le roi de France donna son exemplaire au P. Cotton, pour le combattre; le duc de Toscane, à son confesseur pour le brûler; le duc de Savoie, qui voulait faire la guerre avec des soldats et non avec la plume, aurait accepté, si c'était une lettre de change; mais c'était de la théologie; il refusa. Le

pape en grossit l'index ; et les Vénitiens, fertiles en ressources, pour plaire au roi sans déplaire au pape, acceptèrent le livre, et par un décret pompeux, le firent enfermer comme un précieux cadeau, dans une cassette à clefs, dont il ne sortit plus.

J'ai raconté ces minuties, nécessaires pour relever une erreur de Gilbert Burnet. Dans sa biographie de Bedell, en parlant de fra Paolo, il dit : que, durant l'interdit, désireux de détacher du saint siège la république, il supplia le chevalier Wotton de présenter le livre du roi Jacques, dans l'attente qu'il porterait coup sur l'esprit des sénateurs. Ce livre, avons-nous dit, est la réfutation de deux brefs du pape et de la lettre de Bellarmin. Or, cette lettre porte la date du 28 septembre 1607, c'est à dire six mois après la levée de l'interdit. La première édition de l'apologie, tout en portant la date de 1607, ne sortit des presses qu'en 1608, et ce ne fut pas l'édition que le roi Jacques distribua entre les couronnes. Ce fut la seconde édition, de 1609, deux années après la querelle de Paul avec la république. Si le lecteur n'a pas oublié quels ont été les rapports de fra Paolo avec Wotton pendant l'interdit, il verra où l'erreur de Burnet a pris son origine.

Voici ensuite le jugement que porte de l'œuvre royale fra Paolo dans une lettre à Leschassier, du 25 janvier 1610.

« Le roi eût bien fait de ne s'occuper que de ses droits, et
« de s'abstenir de matières théologiques. En voulant rendre
« compte de ses croyances, il sape les fondements de la foi,
« et donne prise au bruit qu'il la veut bouleverser. Quant à
« nous, il nous faut une autre façon de traiter les affaires.
« Nous ne voulons pas confondre le ciel et la terre, les choses
« humaines et divines. Les sacrements, et tout ce qui appar-
« tient à la religion, nous les laissons à leur place, ne sou-
« geant qu'à défendre le souverain dans ses droits, qui lui sont
« reconnus par les Écritures et les pères. »

Ce passage important nous montre que fra Paolo, dans ses relations avec les réformés, était ami, comme on dit, *usque ad aram*, c'est à dire d'accord avec eux relativement à la réaction politique et l'abaissement de la puissance papale; mais qu'il ne tenait pas à leurs innovations dogmatiques.

Puisque j'ai parlé de Burnet, je grouperai ici d'autres de ses mensonges relatifs au consulteur, copiés aveuglément par Bayle, par Le Courayer, et malignement adoptés par Bossuet et les siens. Il dit donc que William Bedell apprit de fra Paolo la langue italienne, et en échange lui traça un précis de la grammaire anglaise; lui traduisit la liturgie anglicane, laquelle plut tant au frère qu'il dit la vouloir faire adopter à Venise; que fra Paolo, de son aveu, omettait beaucoup de parties de la messe, et profitait de la confession afin de retirer ses pénitents des superstitions romaines. Burnet ajoute qu'après la tentative d'assassinat, les étrangers n'étaient admis à visiter fra Paolo qu'après avoir été fouillés, pour s'assurer qu'ils ne cachaient point d'armes; que Bedell seul était exempt de cette humiliante formalité; qu'à son retour en Angleterre il emmena Marc Antoine de Dominis et emporta le manuscrit de l'*Histoire du concile de Trente*.

Burnet dit tenir ces détails et autres de la bouche de Bedell. La chose est impossible. Les uns sont des faussetés évidentes les autres ont un fonds de vérité; mais Burnet a été trompé par sa mémoire, ou il a sciemment altéré ses souvenirs.

Sir H. Wotton fut ambassadeur du roi Jacques à Venise de 1604 à la fin de 1610, qu'il fut remplacé par Dudley Charleton. Il avait pour chapelain Guillaume Bedell, plus tard évêque de Kilmore en Irlande, homme savant et pieux, le quel eut des relations d'amitié avec fra Paolo, mais pas avant 1607, semble-t-il. Entre deux théologiens, il est naturel que la conversation, surtout après l'interdit, s'occupât d'érudition ecclésiastique, alors principal objet des études de fra Paolo.

Il est croyable encore que fra Paolo ait désiré la traduction de la liturgie ; mais il n'y a pas apparence qu'il dût en faire si grand cas, puisque, sauf la langue, elle ne diffère en substance pas beaucoup de la romaine. Il se peut qu'il en ait loué la simplicité ; mais mettre en sa bouche qu'il voulait en recommander l'adoption à Venise, c'est faire peu d'honneur à son orthodoxie, encore moins à son bon sens. Curieux de tout connaître, il fit traduire du bohémien la confession des hus-sites, de l'allemand divers livres protestants. Peut-on en conclure qu'il désirât en introduire les doctrines à Venise ? Jamais Sarpi n'a pu dire qu'il retranchât telle ou telle partie du canon. Il disait la messe tous les jours, en présence de religieux et de laïques ; et sur le long espace de sa vie, alors qu'une bande d'espions, disposés à son égard à tout plutôt qu'à l'indulgence, ne cessaient de le guetter, personne ne s'aperçut du retranchement. De la confession, c'est pis encore. Le P. Bergantini a eu la patience de feuilleter les registres des patriarches où sont consignées les licences de confession. Il n'en trouva aucune au nom de fra Paolo. C'est que réellement il n'exerça ce ministère que pendant ses premières années de sacerdoce. Même peu de personnes voudront se persuader qu'à un homme aussi occupé il demeurerait du temps à former un disciple italien, lorsque lui-même ne connaissait la langue que par la lecture des auteurs, non par l'étude de la grammaire. Je ne saurais non plus que faire de cette grammaire anglaise du chapelain Bedell, vu que Sarpi (c'est lui qui nous l'apprend) ignore toujours cet idiome, et que, traitant avec des Anglais, s'ils n'avaient pas de langue commune avec lui, il avait besoin d'un interprète. Tout au plus aura-t-il demandé un traité de la prononciation, surtout des noms propres. Je l'induis de l'*Histoire du concile de Trente*, où il conforme aux sons italiens les noms anglais, sans suivre la barbare et irrégulière orthographe nationale. Je suis aussi porté à croire qu'il

se fit traduire par Bedell des abrégés ou des extraits d'histoire contemporaines du concile, puisque les livres anglais, peu connus aux bords de l'Adriatique, seuls ont pu lui donner le renseignements qui concernent la Grande Bretagne.

Après l'assassinat, il ne fut plus permis aux étrangers de visiter fra Paolo, sans être accompagnés d'une personne respectable et connue. Bedell, connu depuis longtemps déjà, avait eu ses entrées franches. Mais que les étrangers fussent souillés, mais que fra Paolo eût des gardes à sa cellule, ce sont de pures imaginations de Gilbert Burnet, qui s'en permet parfois d'étranges et d'ingénieuses.

Il est bien vrai que Bedell emporta en Angleterre différents écrits de fra Paolo, mais non pas l'*Histoire du concile*, ni le *Discours sur l'inquisition*. Il n'est pas vrai qu'il y emmena Dominis, qui ne gagna Londres que six ans plus tard. En 1610, l'histoire n'était pas entamée, ou était à peine sur le métier. Le discours fut écrit en 1613, cinq ans après le départ de Bedell. Qu'il lui ait été envoyé plus tard, la chose n'est guère probable, puisque Paolo lui-même nous apprend que depuis il demeura toujours sans nouvelles de Bedell. Leur amitié n'aurait donc pas été aussi intime que Burnet voudrait le faire croire; car Sarpi n'avait pas coutume d'interrompre son commerce de lettres avec ses amis lointains. Je ne prétends pourtant pas nier qu'il lui refusât son estime. A raison de son savoir, il le traite d'homme distingué; mais rien n'autorise à dire qu'il en ait reçu des leçons de théologie, ainsi que Burnet voudrait l'insinuer.

Parmi les écrits de fra Paolo importés en Angleterre par Bedell, il y en a un dont je saisis l'occasion de parler, parce qu'il est de ceux qui sont égarés. Le célèbre Jacques Auguste de Thou, auteur d'une histoire de son temps fort estimée, avait sollicité l'intervention de l'ambassadeur Augustin Naupour pour obtenir de fra Paolo des informations exactes sur divers

circonstances d'Italie, particulièrement de Rome et Venise. C'est un service que fra Paolo ne pouvait lui refuser; mais avant de les expédier, il communiqua ses notes au sénat, qui les retint pour différents motifs. Elles vinrent aussi sous les yeux de Bedell, qui voulut en prendre copie. Sarpi donna son consentement, pourvu qu'elles fussent immédiatement traitées, afin de ne pas se compromettre avec le gouvernement. Dans l'intervalle, de Thou renouvelait ses démarches auprès de fra Paolo. Celui-ci l'informa de ce qui s'était passé, lui transmit en 1612 une lettre adressée à Bedell, dont il ignorait la résidence, ajoutant qu'il serait facile de la savoir par le chevalier Wotton, alors en Allemagne. Ou les démarches nécessaires furent négligées, ou elles n'aboutirent pas. Le fait est que de Thou n'eut jamais communication des notes. Voilà tout ce que j'ai pu recueillir de vrai concernant les rapports de fra Paolo avec Bedell.

Henri Wotton fut un ami beaucoup plus intime. Versé dans les sciences et les arts libéraux, affectionné à la seigneurie, il avait une telle répugnance pour les disputes de religion qu'il les nomma la gale de l'église, et voulut que ce sentiment fût exprimé dans son inscription tumulaire. Après son départ de Venise en 1610, résidant tantôt en Allemagne, tantôt en Hollande, il n'interrompit jamais sa correspondance avec fra Paolo. Il lui procura d'Allemagne nombre de documents, de livres de controverse, des histoires contemporaines ou relatives au concile de Trente. En 1617, envoyé à Turin en mission extraordinaire, il voulut à son retour passer par Venise exprès pour revoir de vieux amis, et surtout fra Paolo.

Les écrivains vénitiens trouvent fort difficiles ces amitiés avec des ambassadeurs étrangers et le personnel de leurs légations. Ils se fondent sur une loi décenvirale de 1542, qui prohibait sous des peines très sévères, aux patriciens, secrétaires, consultants et autres personnes publiques de commu-

niquer avec des ambassadeurs étrangers ou personnes de service et de leur confiance. Mais aux temps dont nous parlons, on s'était relâché de cette rigueur. Tout au plus, l'exactitude de la loi n'était-elle exigée que vis-à-vis des Espagnols. On n'y tenait guère vis-à-vis des autres, spécialement de France et d'Angleterre, vu l'étroite amitié qui unissait ces deux puissances à la république, vu les bonnes dispositions personnelles de leurs représentants, notamment des Français, Hurault de Maisse et de Fresnes Canaye, et de l'Anglais, qui portaient à Venise une sincère affection et avaient gagné l'amitié des principaux seigneurs ; et le consultant logien pouvait sans péril et sans désobéissance cultiver son entretien. Peut-être aussi cette tolérance était-elle un trait de la politique du gouvernement. Il voulait par là donner à ces deux puissances un témoignage de confiance illimitée, faire vis-à-vis des autres un mérite de son intimité. Rappelons encore que fra Paolo ne traitait d'affaires d'État, ni oralement ni par écrit, avec personne sans l'assentiment du conseil de régence. La loi susmentionnée fut remise en vigueur, sanctionnée par des pénalités plus sévères après la conspiration de 1617. J'en parlerai au chapitre XXV.

Le 14 mai 1610, Henri IV tomba sous le couteau de Ravaillac. Cet assassinat est un fruit des doctrines fautes de ce temps. Cet événement eut une grande importance pour Venise ; et chez fra Paolo réveilla de nouvelles craintes contre la cour romaine qui encourageait le régime des jésuites qui le prêchaient publiquement. Cette secte criminelle poussa l'effronterie jusqu'à en faire l'apologie. Car, dans cette même année, le jésuite Eusebio imprima la défense de son coreligionnaire Henri IV, accusé complice de la conspiration des poudres ; et le cardinal

omme une maxime catholique. Ce livre, publié peu de mois après l'exploit de Ravallac, fit dire à Sarpi : Je soupçonne, non sans de puissants motifs, qu'en apprenant la mort du roi, Rome ordonna la publication de ce livre, après afin de rétablir une réputation perdue.

Avec l'assassinat de Henri IV s'évanouirent les desseins conquérants de la France, les frayeurs des deux maisons d'Autriche; et le royaume, livré à un gouvernement faible, songeait bien plus à satisfaire son besoin de repos qu'à porter l'inquiétude à l'étranger. A Henri avait succédé Louis XIII, son fils, mineur, sous la tutèle de Marie de Médicis. Cette femme, légère et vaine, incapable de manier une génération remuante, couva deux factions à la cour. L'une pactisait avec l'Espagne et désirait la paix; l'autre avait des tendances contraires. Et, bien que les jésuites eussent le nom d'avoir contribué à l'assassinat du roi, par leur habileté, par leur empire sur l'esprit d'une femme superstitieuse, ils avaient eu le talent de tellement s'insinuer, qu'ils s'étaient rendus presque nécessaires. Grâce à eux, la faction espagnole gagnait du terrain.

La monarchie castillane, composée de peuples divers séparés par la langue, les institutions et les mœurs, soumise à des rois sans énergie, dirigée par d'ambitieux ministres, tournait dans le cercle d'une politique vicieuse, visant à tout envahir, à détruire toute liberté, à établir et consolider le principe du pouvoir absolu, à l'ombre des superstitions et de l'ignorance. Ce plan jurait avec les tendances du siècle. Il en résultait que la guerre, heureuse ou malheureuse, était pour cette couronne toujours également funeste. Un autre ver secret la rongeaît : pauvreté du fisc, mauvaise administration, mauvaises lois, épuisement des peuples. Mais elle profitait du prestige de sa puissance, de sa faiblesse presque égale des autres États, et surtout de la

lâcheté des princes italiens, à laquelle pour le moment joignait la bassesse non moins grande de la France. Sans craindre pour elle les conflits armés, elle les évitait grâce aux artifices d'une tortueuse diplomatie, à des manèges de cour, à l'astuce, à des menées de prêtres et de moines. L'Espagne, habituée à couvrir son ambition du manteau de la religion, avait mis à la mode ces étranges diplomates. Les moines, confesseurs des princes et des grands, au courant de tous les secrets d'État, les passaient à l'envi de couvent en couvent, par correspondances ou messagers, de sorte que les maisons religieuses étaient devenues le cabinet où se discutaient toutes les affaires publiques. Prêtres et moines galopèrent d'une cour à l'autre, négociant la guerre, la paix, les alliances, les mariages et autres affaires d'importance. C'était là surtout le triomphe des jésuites qui, Espagnols par leur fondateur, par la majorité la plus illustre de leurs membres, trouvaient dans la situation et dans la politique de Madrid un précieux appui de leurs ambitions. Animés de l'esprit de la cour, ils tendaient aux mêmes fins, et pour les masquer, ils employèrent les mêmes voiles. Pendant que l'une, sous prétexte de religion, aspirait à la domination politique, sous le même prétexte, les autres visaient à asservir l'intelligence, à fonder une monarchie d'un genre nouveau qui, si elle avait pu réussir, aurait assujéti tout l'Occident à la théocratie d'une secte, porté le général des jésuites à la puissance des papes au moyen âge, et rabaisé le pontife au rang d'un subalterne. Mais comme la France et les protestants furent un obstacle perpétuel aux progrès des Espagnols, les protestants furent un obstacle aux progrès des jésuites : motif de plus pour Ignace de resserrer sa ligne avec l'Escurial. Et comme les ignaciens par l'esprit de corps, par le génie actif et intrigant, par l'éducation qu'ils donnaient, la direction qu'ils imprimaient aux consciences,

avaient des moyens de propagande fort puissants, ils trouvaient grande considération et faveur à la cour de Madrid, qui par eux comptait bien assurer sa prépondérance parmi les cabinets : ce qui faisait dire à fra Paolo que, pour abattre l'influence espagnole, il fallait bannir du monde les jésuites, et que, sans les jésuites, l'Espagne était comme une salade sans huile.

Mais depuis que la seigneurie s'était imposé la règle que, pour arrêter la décadence de la liberté italienne, il fallait entraver les desseins du Vatican et de l'Escurial, les papalins, — sans compter qu'ils avaient juré à la république une haine dont nous verrons bientôt les effets, — s'attachaient par tous les moyens imaginables à l'envelopper dans des embarras capables d'absorber toute son attention.

Les souvenirs étaient encore tout frais des discordes de Rome et de la seigneurie. Cependant les dispositions amicales du sénat se prononçaient chaque jour davantage ; et le pape, fatigué de tracasseries, s'attachait à la paix et ne souciait sa pensée que du soin d'augmenter la fortune de sa famille. D'autre part, les curialistes et les jésuites couvaient leurs ressentiments ; et fra Paolo et ses adhérents pouvaient aussi mériter le reproche de viser toujours à blesser la cour au cœur. Pour comble, joignez-y les mauvais offices d'Alonso de la Cueva, marquis de Bedmar, qui, dès 1607, représentait à Venise le roi d'Espagne, savant, rusé, hypocrite, dissimulateur profond, ennemi acharné de S. Marc.

1611. Le terrain ainsi préparé, en 1611, se réchauffa la querelle de Ceneda, dont j'ai mentionné les débuts au chapitre VII. Léonard Mocenigo, successeur de son cousin Marc Antoine, ne prit point le titre de prince, pas même de comte ; il s'intitula tout simplement évêque de Ceneda. Mais cette simplicité cachait un piège. Car l'évêque, en qualité d'évêque (tel était le droit actuel) n'étant pas soumis à la puissance

séculière, mais au pape seulement, pouvait faire tout ce qu'il voulait, en se dérochant à l'autorité du sénat. En 1541, il publia de nouveaux statuts qui, taisant les actes sous le nom de la république, les abrogeait implicitement. Il les remplaçait par les actes des évêques ses prédécesseurs, et à la justice séculière substituait le for ecclésiastique, en première instance et en appel. Ainsi revinrent sur le tapis les prétentions : que Ceneda était un fief de l'église ; — que les évêques ne dépendaient pas de la république ; — au contraire que la république était vassale des évêques. Le pape, cette chose est toute naturelle — se prononça en faveur du clergé et s'adjudgea la propriété de Ceneda.

Cette usurpation donna beaucoup de besogne à la république. Pour la défense des droits de la seigneurie, il lui fallut fouiller les archives poudreuses, déterrer les vieux parchemins, discuter la matière avec toutes les lumières que fournissaient la jurisprudence, débrouiller les principes souvent contradictoires du droit canonique, féodal et municipal, qui, dans la course des siècles passés, trop souvent se heurtaient et s'entrechoquaient. Le traité imprimé concernant Ceneda n'est qu'un pauvre canevas. Parmi les manuscrits inédits, il y en a trois sur le sujet est développé dans toute son étendue. Un sur les droits de la république, publié par Léonard Mocenigo ; un autre sur la proclamation de Jean Grimani, évêque en 1541, cassée par le sénat et révoquée par Mocenigo ; le troisième aborde les prétentions du pape. Avec plusieurs autres mémoires et minutes, le tout formerait un gros volume in-folio. Je ne veux pas ennuyer le lecteur d'une analyse, qui n'offrirait plus aucun intérêt. La république persistant courageusement, le pape, avec des tergiversations équivoques, retira ses prétentions, et l'évêque dut se soumettre.

1612. L'année suivante renouvella les querelles de juridiction entre la Vénétie et le Ferrarais, allumées, assouviées et non éteintes en 1599.

Les alluvions du Pô, entraînant des sables immenses, forment des bancs et des îlots qui, par une coutume immémoriale, furent toujours reconnus domaines de la république. Elle les vendait ou affermais à des pêcheurs. Les Ferrarais en revendiquèrent la propriété; ils enlevèrent les bornes, établirent une gabelle, dite *ancorario*, et obligèrent les sujets vénitiens au paiement. Le sénat envoya le capitaine du golfe avec quatre galères, qui chassa les gabelous, releva les poteaux frontières. Ensuite, comme les barques pontificales refusaient de se soumettre aux taxes imposées par les Vénitiens, il eut ordre de saisir et expédier à Venise les bâtiments surpris en fraude, et de relâcher les autres moyennant une amende. Les tribunaux de Ferrare et de Rome, avec leurs formules accoutumées, amalgamées de spirituel et de temporel, assignèrent le capitaine et deux autres officiers de marine, mais d'une façon si équivoque que fra Paolo ne put s'empêcher d'en rire. Au lieu d'énoncer le nom, le grade, la patrie et autres signalements individuels, on citait N. N., avec des indications qui pouvaient s'appliquer à mille autres sujets.

Dans le même temps, les Ferrarais entrèrent sur le Laredo vénitien; ils abattirent les bois, s'emparèrent des pâturages, et dressèrent des cabanes, prétendant droit sur ce territoire. Le capitaine du golfe envoya des soldats dans ces bois, dans ces pâturages; il en chassa les usurpateurs et brûla les huttes. Les Ferrarais prirent les armes pour la reconquête et la revanche. Le sénat lança contre eux des compagnies de cavaliers et de piétons; il y eut des deux côtés dévastations, prisonniers et dommages, tant que les deux gouvernements, après une année de souffrances réciproques, expédièrent des commissaires à un congrès au village des Papozze, où les différends furent aplanis.

Ces incidents multipliaient les labeurs de fra Paolo, consulté à chaque instant sur les droits de la république et sur les

moyens de les soutenir. D'autres questions hydrographiques s'y joignaient. Car les Ferrarais prétendaient pratiquer une coupure dans le Pô, par laquelle ils allaient toucher au territoire vénitien; et les Bolonais projetaient de joindre ce fleuve au Reno, par une coupure qui le réunit au Panaro : entreprises préjudiciables aux Vénitiens. Ensuite, disputes de limites pour la possession d'eaux et de pêcheries, courses réciproques, enlèvement de bestiaux, usurpations de pâturages ou de bois, rixes armées entre voisins, sans cesse renaissantes, durant les années de 1610 à 1617. Tantôt c'étaient des Bergamasques, des Brescians, des gens de Créma ou de Vérone, avec les sujets voisins des duchés de Milan ou de Mantoue; tantôt les Vicentins, les Frioulais ou les Istriotes, avec les bourgades de Carinthie ou de Croatie. En voyant ces incidents, occasionnés par des droits féodaux incertains, pour des frontières mal reconnues, les ravages et les représailles qui en étaient la suite, on se croirait en pleine Tartarie. Mais par là plus que par la description des batailles, on apprend quelles furent les lois et les mœurs du temps.

La cour de Rome, toujours adroite à tirer parti des plus petits riens, — car elle sait qu'ils sont un échelon aux grandes choses, — avait tenté plusieurs fois d'établir sa suprématie sur les Grecs, sujets de Saint-Marc. Cela l'aurait conduite à étendre sa juridiction sur les chrétiens du Levant, qui ne la connaissaient point ou guère. Déjà par des intrigues ourdies avec le gouvernement napolitain, elle était parvenue à contraindre les papes de la Pouille à recevoir à Rome l'ordination d'un évêque romain, tandis qu'auparavant ils venaient à Venise, où résidait plus libre un évêque de leur rite. Plus tard (1612), deux Candiotés étaient en procès pour une cause matrimoniale. L'un, soutenu par l'archevêque latin de Candie, interjette appel à la nonciature à Venise, et le nonce saisit avec empressement cette occasion de juger les causes des

Grecs. Mais il rencontra un obstacle dans le gouvernement, qu'avait invoqué la partie adverse patronnée par les évêques grecs de Philadelphie et de Candie. Le consultant, appelé à discuter cette matière, la développa en différents écrits, dont on n'a imprimé que des ébauches ou des extraits informes; mais dont la publication complète serait désirable, vu qu'ils contiennent une exposition historique très savante, et un parallèle du droit grec et latin relatif à la discipline ecclésiastique en général, et les causes matrimoniales en particulier. Les morceaux suivants, bien qu'imparfaits, serviront à en donner une idée :

« Quand la communion chrétienne, dit-il, embrassait l'orient et l'occident, l'église unanime reconnaissait que le prince était, après Dieu, le premier dans l'église, et que, par commandement divin, étaient tenus de lui obéir non seulement les séculiers, mais les ecclésiastiques, les évêques mêmes et les patriarches. Le prince réglait la discipline, et ses lois ne rencontraient contradiction aucune chez les prélats grecs ou latins. Grevés par les prélats, c'était au prince que prenaient leurs recours clercs et séculiers, et cela ne souffrit jamais difficulté. Après le schisme d'Orient, on vit poindre chez les Latins la prétention d'indépendance, et ils arrivèrent à se soustraire à l'obéissance. Mais les Grecs se maintinrent dans les voies antiques, reconnaissant la suprématie des monarques et leur empire sur la discipline. Ils ont tenu cette coutume jusqu'au dernier empereur Constantin Paléologue; et, depuis la chute de Byzance, les chrétiens du rite grec qui ont un maître de leur communion le tiennent pour supérieur au clergé comme au monde; ils acceptent ses lois; ils ne prétendent à aucune exemption; et, hors les matières de foi, ils ne font aucune distinction de causes spirituelles et temporelles; en toutes, même celles qui regardent la discipline, ils reconnaissent l'État.

« L'église latine s'est saisie des causes matrimoniales, sous

prétexte qu'elles sont spirituelles, parce que le mariage est un sacrement; mais les Grecs ont fait la distinction du contrat et de la bénédiction, et ils tiennent le contrat pour chose véritable.

« Aussi toutes les lois qui concernent le contrat ont-elles été promulguées par les empereurs; elles font encore partie du corps de droit, et continuent à être observées par les Grecs.

« Les lois matrimoniales sont fort différentes chez les Grecs et les Latins. Chez les Grecs, il y a des empêchements nombreux que nous ne connaissons pas; nous en avons beaucoup qui ignorent. Chez eux, il est illicite de convoler en quatrième nocces; est nul le mariage contracté avec une fille au-dessous de vingt-cinq ans, sans le consentement paternel. Après la sommation du mariage, chacun des époux est libre d'entrer dans une autre religion, laissant à celui qui demeure dans le monde la liberté de contracter de nouveaux liens. Chez nous, ce mariage est nul, fût-il contracté avec le consentement de l'époux comme au seigneur. Il y a plus de vingt cas semblables, où l'on peut signaler non seulement des différences, mais des contradictions.

« Ce code de l'église grecque, si différent du nôtre, dans le temps de l'union des deux églises, a été observé par les Orientaux, au vu et au su des Latins, qui ne les condamnèrent point et demeurèrent unis en paix et en charité. De plus, au concile de Florence, en 1459, quand on traita de la réunion des deux églises, on voulut aussi introduire l'uniformité dans les lois matrimoniales; mais les Grecs s'y opposant, le pape Eugène IV et les pères du concile consentirent à ne point s'occuper de cette matière, tout en poursuivant l'accommodement sur les autres. »

Les deux partis mirent beaucoup d'ardeur à défendre leurs droits; mais, malgré l'insistance du nonce et de Rome, le gouvernement voulut maintenir les Grecs dans leur li-

religieuse; et il en donna la preuve dans une autre circonstance encore.

Des Grecs, accusés d'hérésie, avaient été plongés dans les cachots du *saint-office*. Ils parvinrent à s'évader, grâce, semble-t-il, à la connivence ou l'assistance du gouvernement, ou de ses agents. Les inquisiteurs et le nonce firent entendre leurs doléances, et demandèrent la réintégration des fugitifs, et l'arrestation de ceux qui avaient contribué à l'évasion. Le gouvernement procédant avec son flegme ordinaire, interrogea le consultant, et, comme on doit s'y attendre, son opinion fut qu'il fallait répondre par un double refus. Il rappela un bref de Pie V, canonisé depuis, qui prononce l'excommunication de tout individu qui brise les fers du *saint-office*, essaie ou favorise une évasion; et égalant le premier cas au crime de lèse-majesté le punit de mort, de la confiscation, condamne la descendance à l'infamie perpétuelle, à l'incapacité de recevoir aucun héritage, legs, donation, ou honneurs aucuns. Il fait remarquer l'outrecuidance de ce bref; il représente l'inquisition comme l'instrument mis en œuvre par la cour de Rome pour asseoir son autorité, et assujettir à ses lois tous les peuples; il fait sentir la nécessité de la surveiller et de la contenir, de n'approuver aucune de ses prétentions. Car si maintenant vous autorisez les poursuites contre les auteurs de l'évasion, une autre fois elle voudra agir contre le geôlier, puis contre le magistrat, et finira par tout mettre à ses pieds.

La curie ne mettait presque pas d'intervalle dans ses chicanes, aussi infatigable à les greffer une sur l'autre, que la république à y tenir tête. On remit sur le tapis la bulle de Clément VIII, concernant le séjour des catholiques en pays hérétiques, et le commerce des Vénitiens avec les Turcs. En réponse, Sarpi défila un long catalogue de bulles papales qui permettaient le commerce dans les pays infidèles. Un franc penseur comme fra Paolo aurait mieux fait de recourir aux

principes de droit politique, qui refusent aux papes la capacité de porter des lois sur les relations et le commerce des peuples; mais sa façon d'argumenter montre que, afin d'éviter des complications, il se servait d'arguments *ad hominem* quand ils suffisaient à lui faire atteindre le but, et, dans ce cas, il accordait aux papes une autorité beaucoup plus grande que les jurisconsultes modernes.

A ces vexations curiales les Vénitiens ripostaient par des mortifications, suivant l'usage solennel. L'inquisition avait emprisonné un Castelvetro, neveu du célèbre Louis. Les Dix sous prétexte de faire chose agréable à l'ambassadeur anglais l'arrachèrent à la prison, sans rien dire aux jacobins, et le firent sortir du pays. La terreur qu'inspirait ce tribunal était telle que le nonce même n'eut pas le courage d'ouvrir la bouche. Un théatin refusa l'absolution à un pénitent, qui peut-être s'était accusé de la lecture d'un livre défendu. Les Dix mirent en pénitence. Quelques moines de Padoue, seigneurs d'un fief, avaient établi une juridiction sur leurs paysans, le gouvernement la leur enleva. Le vicaire de Padoue excommunia des religieuses pour des motifs temporels, il fut banni par les Dix. Le pape demanda grâce, mais en vain; il invoqua l'intervention du duc de Mantoue, avec le même succès. Tant d'offenses et de rebuffades, il essaya de se venger à une promotion de cardinaux, en n'y comprenant aucun Vénitien. C'est une vengeance dont nous devons lui savoir gré, dit Sarpi.

Les moines pour provoquer une réaction dans le peuple eurent recours à leurs fourbes habituelles. Ils subornèrent quelques jeunes dévotes, qui se mirent à faire étalage de visions, de révélations et de miracles, et même à suer du sang pour les péchés du monde. Les désœuvrés étaient en l'air, les incrédules et dévots couraient au spectacle des prodiges; le peuple en parlait avec l'admiration accoutumée. Les jésuites

de loin manœuvraient les ficelles, s'applaudissaient du succès; mais le doge fit enfermer les saintes filles dans un couvent, et, la friponnerie étant découverte, les prodiges cessèrent.

Cette même année, parut, sous la rubrique de La Mirandola, un petit livre intitulé : *Squittinio della libertà veneta*. L'auteur essayait de prouver que cette liberté originaire, dont vantent les écrivains de Venise, n'a jamais existé. Au contraire, la république reconnut tour à tour la loi des empereurs romains, des rois goths, des Augustes bysantins et finit par s'approprier même point tout à fait à celle des empereurs allemands. La petitesse du volume, l'érudition choisie, la précision de l'histoire et de la jurisprudence, une exposition claire des faits ou points en litige, assurèrent la vogue à cet ouvrage. En réalité, à s'en tenir à la maxime de droit public, que la possession dans les uns et le consentement des autres constituent le droit, le Squittinio ne devait avoir aucune importance pour Venise; et réveiller ces vieilleries n'était chez l'auteur qu'une pédanterie de légiste. Mais laissez de côté l'orgueil que les Vénitiens mettaient à leur éternelle liberté, thèse qui à la rigueur pourrait être défendue, à cette époque on supposait que les droits de l'empire étaient imprescriptibles, et que ni force des traités, ni longueur des siècles ne pouvaient les éteindre. Cela posé, les Allemands, alors prenaient le titre d'empereur romain, — encore que souvent ils n'eussent pas aperçu l'ombre de Rome, — pouvaient étendre leurs prétentions sur tous les États de l'Europe. D'un autre côté, en admettant l'imprescriptibilité d'une possession originaire — si l'on mettait en question le droit de tous les monarques, — pas un seul ne serait plus légitime. C'était cette jurisprudence absurde que les Allemands mettaient en avant certains publicistes et ministres allemands, pour nuire à la république, l'inquiéter dans sa sou-

veraineté de l'Adriatique et plusieurs de ses possessions Frioul et de la Dalmatie, autrefois appartenant à l'empire à la Hongrie. C'est une opinion répandue que ce livre l'œuvre du marquis de Bedmar, diplomate d'une érudition exquise, d'une grande expérience politique, et qu'il fut l'inspirateur à la publicité alors que la seigneurie était exposée à des différends assez sérieux avec l'Autriche et l'Espagne, à cause des Uscoques, de la navigation de l'Adriatique, de la ligue des Grisons et les Hollandais, des secours qu'elle prêtait tant au duc de Mantoue, tantôt au duc de Savoie, et d'autres entraves mises aux visées des deux maisons d'Autriche. Pour en avoir l'intelligence, il faut une courte digression.

Venise, depuis les temps les plus anciens, se proclamait reine de l'Adriatique. Réellement, pour qui considère sa position, l'étendue de ses possessions sur le littoral, la nécessité de la défense qui lui rendait absolument indispensable l'empire de cette mer, les dépenses énormes et les guerres qu'elle avait soutenues et soutenait encore pour la purger de pirates ou pour en écarter les Turcs, il faut avouer que sa prétention était assez raisonnable. Mais déjà depuis plusieurs années l'Adriatique était infestée d'un fléau qui en troublait la sécurité, qui en troublait le commerce. Des proscrits, connus sous le nom d'Uscoques, pirates audacieux et cruels, si jamais il en fût, chassés du territoire ottoman, s'étaient réfugiés à Segna, ville du littoral, appartenant à l'archiduc d'Autriche, duc de Carinthie, et de ce repaire, leurs meurtres et leurs rapines désolaient les marchands. Leurs ressentiments s'en prirent d'abord qu'aux Turcs. Sur la plainte hautaine de ces derniers, la république, craignant de rompre avec ce puissant et redoutable voisin, ordonna à ses bâtiments de croquer les Uscoques. En revanche, les Uscoques ne respectèrent plus le pavillon de Saint-Marc; ils se jetèrent sur les côtes de la Dalmatie et les terres de l'Istrie, et les désolèrent.

le pillage, le meurtre et l'incendie. Le sénat s'en plaignait à l'archiduc; mais un peu mauvaise volonté du prince, un peu d'avarice des commissaires envoyés sur les lieux, et des gouverneurs qui faisaient de moitié avec les larrons, on ne put jamais en venir à une conclusion. Cependant l'Adriatique était un parage aussi dangereux pour la croix que pour le croissant. Les Turcs finirent par en venir aux armes, et attaquèrent la Hongrie en 1592. La guerre dura quatorze ans, au grand détriment de l'Autriche, qui y perdit la moitié de ce royaume et la meilleure part de la Croatie. En 1602, Joseph Rabatta, gentilhomme d'une réputation intègre, fut envoyé par l'archiduc à Segna, afin de mettre ordre aux pirates. Il fut d'une justice sévère. Il en envoya à la potence; d'autres furent dépaysés. Mais Rabatta fut assassiné par les intrigues de ceux dont la ruine des Uscoques écornait les profits. Les brigands revinrent à Segna, et leurs rapines durèrent jusqu'en 1612, que l'on essaya, inutilement encore, d'y mettre un nouveau frein. Les Vénitiens, craignant la colère des Turcs, qui faisaient des courses sur leurs territoires, et avaient mis le feu à plusieurs villages, redoublèrent de vigueur dans la poursuite des Uscoques; et, la raison ni les menaces n'exerçant aucun empire sur l'archiduc, ils en vinrent à une guerre ouverte, qui dura jusqu'en 1617. Comme, séduits par les brigues de l'Espagne, les princes d'Italie avaient défendu à leurs sujets de s'enrôler sous les drapeaux de la république, elle fut obligée de se tourner du côté des Grisons et des Hollandais, avec lesquels elle conclut des traités d'amitié et d'assistance réciproques.

Le mauvais vouloir de l'Autriche tenait à la souveraineté du golfe. La branche de cette maison qui régnait en Allemagne y prétendait, du chef de son littoral de l'Istrie et de la Hongrie. La branche qui régnait en Espagne, et possédait Naples, la Sicile et Milan, y prétendait, du chef de son litto-

ral de la Pouille. Les monarques de Madrid, stupides, vicieux et dévots, qualités qui souvent marchent de compagnie, satisfaits des adulations d'une cour toute cérémonieuse, abandonnaient le maniement des affaires à leurs ministres; et les gouverneurs envoyés dans les États d'Italie y arrivaient avec une autorité aussi absolue que des pachas. Ambitieux et cupides, ils tracassaient les États voisins pour en préparer l'asservissement; ils tyrannisaient les populations pour s'enrichir; ils mettaient leur orgueil à l'agrandissement de la monarchie, dont ils auraient voulu faire peser la verge sur toute la Péninsule. Mais la constante et adroite politique de la seigneurie se jetait à la traverse. Jalouse de son indépendance, elle suscitait tantôt ouvertement, tantôt sous main, des obstacles à ces rapaces étrangers. De là une haine implacable, et les satrapes ne laissaient échapper aucune occasion de lui nuire, jusqu'à soulever contre elle les Turcs. Avec plus de moyens, et de volonté de faire mal se montraient les gouverneurs de Milan et le vice-roi de Naples. Ces derniers surtout embrasèrent ouvertement la cause des Uscoques.

A toute plainte du sénat, les ministres autrichiens répondaient en exigeant d'abord la libre entrée du golfe pour les vaisseaux de guerre d'Autriche et d'Espagne. La république, attentive à soutenir ses droits par les armes, ne négligea point de les défendre par la plume. Pour servir de fanal au gouvernement, et d'instructions aux diplomates, fra Paolo composa, par ordre du collège, cinq mémoires sur la souveraineté de la mer Adriatique, trois imprimés et deux inédits, et plusieurs autres avis, notes et extraits, qui tous ensemble forment un volume in-folio. Dans le nombre il n'en faut pourtant pas comprendre un opuscule sur le *Jus belli* de la seigneurie. Cet opuscule n'est de fra Paolo, ni par le style ni par l'argumentation.

Un autre travail inspiré par ces événements, c'est l'*Histoire*

des Uscoques, commencée par Minuccio Minucci, archevêque de Zara, et continuée par Sarpi. Aux actes dont se plaignaient les Vénitiens, les Autrichiens répondaient par l'incrédulité ou le doute; ils les excusaient ou en accusaient l'exagération. Fra Paolo à ces échappatoires opposa le témoignage authentique de l'histoire.

C'était l'usage du temps de donner aux livres, ayant un but politique, un air mystérieux, d'en laisser circuler des copies, jusqu'à ce que l'avidité d'un libraire en donnât une édition furtive. Cette méthode fut employée aussi pour l'*Histoire des Uscoques*. La continuation de fra Paolo forme un livre de l'œuvre de l'archevêque. Ensuite reprenant le récit de plus haut, il y attacha un supplément qui conduit la narration jusqu'à la fin de ces fâcheux et cruels pirates, dont je saisis cette occasion de peindre le caractère et les usages.

Il est étonnant qu'une poignée d'hommes ait pu tenir si longtemps. Car les Uscoques n'arrivèrent jamais à plus de six ou sept cents, propres aux armes, à mille, compris vieillards, enfants et femmes. Ils se divisaient en trois classes : les *casalins*, c'est à dire les natifs de Segna, une centaine; — les *stipendiés*, Croates, Morlaques, et autres Slaves ennemis naturels des Turcs, à la solde de l'Autriche, pour défendre Segna, deux centaines environ; de stipendiés, ils n'avaient que le nom, vu que la pauvreté de l'archiduc ne lui permettait pas beaucoup d'exactitude dans le prêt. Aussi, à sa honte, le brigandage était une nécessité pour cette misérable garnison. La troisième classe des Uscoques étaient les *aventuriers*, échappés des galères de Venise ou de Naples, bandits de la Pouille ou des États pontificaux, la pire écume du monde. Ils avaient des chefs nommés *voivodes*. Pour toutes armes, une légère arquebuse, une hache; quelques-uns aussi un stylet. Aucune saison n'interrompait leurs courses; mais leurs grandes expéditions étaient fixées à Pâques et à Noël. Ils lançaient à

la mer de petites barques montées de trente, rarement de quarante hommes. Les fonds étaient faits par les chefs soldats riches, les femmes riches, les prêtres et les moines tous participant au butin en raison de la mise; sauf le prince, qui revenait au prince, à sa cour, au gouverneur de Segna au ban de Croatie. Souvent il arrivait que les pirates avaient une expédition non pour leur compte, mais par permission, et l'on vit sur les épaules des premiers officiers l'archiduc les pierreries et les riches parures enlevées au commerce; de sorte qu'il serait difficile de désigner le véritable brigand. Des commissaires envoyés à Segna pour réprimer le désordre arrivaient déguenillés, portaient avec des vêtements chargés d'or. L'avidité autrichienne trouvait dans la piraterie une mine inépuisable, et ce fut le principal obstacle au rétablissement de l'ordre.

Comme les proscrits de Segna manquaient de femmes, ils renouvelèrent l'exemple des Romains : ils allaient à la mer, dans les îles vénitiennes de la côte dalmate, donnant la préférence aux jeunes filles de bonne maison, afin d'avoir un prétexte de réclamer la dot. Un refus eût été un motif de prétexte de saccager les propriétés des parents. Bien que recevant de la part réservée du butin, leur tribut de pierreries, de riches étoffes; laissées dans de longs loisirs sans autre soin que d'augmenter la famille, elles s'arrangeaient aisément de cette vie paresseuse, commode et licencieuse. Quand les courses étaient empêchées, elles stimulaient leurs maris à des traits d'une audace désespérée, ou les accusaient de leur mépris. Les hasards des combats, de la mer, de la potence, amenaient de fréquents veuvages; mais les veuves étaient vite comblées, et parfois l'héritage de plusieurs familles valait aux veuves d'immenses richesses. Le sexe faible était à la féroce des brigands. L'on a vu des femmes lécher le sang du malheureux Rabatta.

La cruauté des hommes dépasse toute créance. Ils assassinaient leurs ennemis avec un implacable sang-froid, souvent avec tous les raffinements de la barbarie; ils les rôtissaient, sur mangeaient le cœur, ils buvaient leur sang, ils mettaient sur la table les têtes sanglantes, et les gémissements des martyrs formaient leurs délices, leurs concerts.

Audacieux sur mer, souvent on les vit avec leurs frères squifs défier les tempêtes les plus épouvantables, glisser au milieu des écueils et des syrtés, où il semblait que les ondes devaient les briser. Poursuivant avec rapidité les navires chargés, ils se dérobaient avec une égale célérité aux bâtiments armés; ils se clapissaient dans les criques les plus étroites. Tapis dans ce labyrinthe d'écueils dont est hérissée la mer de Liburnie, ils épiaient leur proie, ils esquivaient la chasse. En présence d'une impérieuse nécessité, pour effacer toute trace de leur pillage, ils coulaient à fond leurs barques sur une plage déserte, se blottissaient dans les bois ou les cavernes, pour reparaitre quand on s'y attendait le moins.

Mais leur courage était brutal, aimant mieux braver les dangers des flots ou du crime que de généreux combats. A la vue lointaine d'une escadrille, ils ne songeaient qu'à la fuite. Mis à la garde d'une place, ils se rendaient à la première attaque. Cette faiblesse a deux causes : la première, la nature de leur armement, qui ne leur permettait pas la résistance devant des soldats formés et aguerris; la seconde, la conscience de leurs méfaits, et, prisonniers, la certitude d'une mort infâme. Mais si la lutte était inévitable, alors le désespoir exaltait leur courage.

De cette population brute fut évêque, pendant plusieurs années, le célèbre Marc-Antoine de Dominis, qui déploya tous les efforts imaginables pour les arracher à la vie sauvage. Mais il fut loin d'être secondé par son clergé. Fournissant aux frais des caravanes, participant aux produits, prêtres ou

religieux trouvaient là un moyen plus commode de s'enrichir que par le mesquin commerce des messes. Aussi, les ennemis ne manquèrent-ils point de théologiens pour les justifier, et prouver que c'étaient les meilleurs chrétiens du monde. Le Saint-Père en conscience leur devait sa protection, et qu'ils combattaient pour la bulle *in Cœna domini*.

Tel est le peuple dont fra Paolo a donné l'histoire. Cette histoire peut être divisée en trois livres : le premier contient l'œuvre de l'archevêque de Zara, Minuccio Minucci, sur l'origine des Uscoques jusqu'à l'année 1602, après l'assassinat de Rabatta; le second contient le travail de l'archevêque de Zara de 1602 à 1612; le troisième est le supplément, qui va jusqu'à 1616. Avec quelques pages encore, l'histoire serait complète. Tout l'ouvrage est écrit avec une franche simplicité, mais dans la part de l'archevêque, il règne beaucoup de parti pris, et parfoi s percent les préjugés du prêtre et de la cour. Dans le texte de Sarpi, c'est l'homme d'état qui prédomine. Du reste, cette histoire dans son ensemble est souverainement prolixe, et pour notre époque n'offre qu'un intérêt assez puissant. Sarpi lui-même l'a reconnu, et en donne la raison en disant qu'il écrivait non pour la postérité, mais pour les contemporains, et qu'il a dû toucher à tout, coup de minuties afin de donner des informations complètes et mettre le lecteur en état de porter la sentence. Le second des deux écrivains fut de présenter une relation exacte des brigandages et des violences des pirates; des tergiversations de la cour de Gratz qui les protégeait, de la mauvaise foi de l'avidité de ses ministres; des dommages soufferts par le commerce des chrétiens, par la chrétienté tout entière, par la ruine des Turcs et les dangers de leurs conquêtes, et que les Uscoques furent la première cause; enfin, le tort qu'il avait fait à la religion et à la morale, vu que Segna et ses environs étaient devenus le repaire d'un abominable libertinage et de c

monstrueuses. La barbarie des Uscoques avait ressuscité sur les rivages de l'Adriatique, l'atroce commerce des esclaves, détesté par l'église. Aussi le lecteur pourra comprendre la justice avec laquelle la république demandait la destruction de ce bouge infâme, et l'iniquité des prétextes que l'Autriche y opposait.

Malgré ces défauts, l'histoire est assez curieuse pour en justifier la lecture. Si quelques longueurs fatiguent, on trouve un dédommagement dans plusieurs traits d'héroïsme barbare; et plus d'un lecteur peut-être reportera sa pensée aux origines de Rome et des vieilles cités grecques. Assurément, si les Uscoques n'avaient pas été placés en face d'un ennemi irréconciliable comme Venise, ils seraient devenus une république de formidables pirates; s'ils avaient eu de meilleures lois, ou le temps d'en sentir le besoin et le prix, une puissante et glorieuse république.

Nul gouvernement n'était aussi méthodique, aussi grave que celui de Venise. Voulant que tous ses actes parussent fondés sur les règles de la justice, il n'entreprenait chose d'importance sans ouïr l'avis de ses consultants : excellent procédé pour entraîner la multitude qui, bien que composée de nobles, peut sans injustice être supposée n'avoir pas du côté de l'intelligence une grande supériorité sur le manant. Du reste, chacun a ses préjugés. Heureux le gouvernement qui sait bien s'en emparer! Ainsi voulant contracter une ligue avec les Grisons et les Hollandais protestants, et calmer les consciences des esprits faibles, le collège proposa au consultant la question : est-il licite à un prince catholique de contracter alliance avec des hérétiques? Le lecteur devine la réponse. Parmi ses preuves, il n'oublia pas l'exemple de maints papes, et en particulier de Jules II et de Paul I^{er}, qui joignirent leurs drapeaux au Croissant pour combattre les chrétiens.

quant aussi sur les duchés d'Autriche et de Carinthie, à
époques les deux gouvernements établirent des règ
pour la nomination des prélats, et convinrent, au c
Autrichiens, que l'élection appartiendrait aux deux al
vement. Mais le patriarche vénitien, spontanément ou d
gence avec le sénat, pour éluder l'accord, se choisit u
juteur avec droit de survie; chacun de ses successeu
autant, de sorte que les princes autrichiens furent t
frustrés dans la nomination. Ils se plaignirent; ils
gèrent à diverses reprises; ils défendirent à leurs sujets
au patriarche, et sollicitèrent du Saint Père une sépar
diocèses. Toutefois, Venise sut toujours gauchir ce
la question dormait depuis soixante ans, quand elle fu
chie dans cette circonstance, afin d'augmenter les e
de la république, et la faire consentir à la libre navig
l'Adriatique. Elle chargea son consulteur de sa dél
exhuma des archives tous les documents, histoires
qu'il put, de façon que ses écritures, avis et minut
ment un gros volume manuscrit. Mais la controver
une solution qu'en 1749, que l'impératrice Marie-T
voulant soustraire ses sujets à la dépendance spiritue

tort d'en prendre ombrage, et de soupçonner que l'on y cachait tout autre chose qu'un but littéraire. Par ce motif, pendant que le peuple invectivait dans ses chansons contre l'auteur, le gouvernement en commettait à fra Paolo l'examen et la réfutation. Il entreprit donc une étude particulière des chroniques d'André Dandolo, le plus ancien et le plus diligent collecteur des souvenirs nationaux. Mais, soit qu'il trouvât la réfutation difficile, et bonne seulement à remettre en discussion un état sanctionné et validé par la raison et le consentement universel, soit qu'il fût distrait par d'autres occupations sur ce sujet il ne fit que recueillir des matériaux et et tracer d'imparfaites ébauches.

Je trouve répété dans plusieurs livres que le marquis de Fontenay Mareuil, dans son ambassade à Rome, passant à Venise, eut un entretien avec fra Paolo; qu'il en apprit que le *Squittinio* était une vengeance de la prélature; que, chargé d'en préparer la réfutation, il avait dit au collège qu'il n'était pas bon de remuer cette matière; et qu'à la place il présenta son *histoire du Concile de Trente*, et ajouta : Publiez cette histoire, et la cour de Rome devra plutôt songer à la défensive. A quoi Fontenay répondit : Père, c'est répondre à un soufflet par une estocade. — S'il est vrai que le marquis ait inséré cette anecdote dans ses mémoires, cela prouverait que les ambassadeurs ne disent pas toujours la vérité. La mission de Fontenay à Rome est de 1641. Avant cette époque, il n'avait pas vu l'Italie, et depuis dix-neuf ans fra Paolo était mort.

Au milieu de tant de travaux, le consultant jouissait—pour sa constitution délicate — d'une bonne santé. En juillet 1612 — il entra dans sa soixante et unième année, — assistant à une conférence sérieuse chez le chevalier Servilio Treo, autre consultant d'État, il fut surpris de la fièvre, qui, croissant en intensité, accompagnée d'une inappétence complète, l'ap-

damné. A sa visite du lendemain, Sarpi le plaisantait ne voulait plus lui tendre le poulx, disant : Vous avez prononcé ma condamnation, et aujourd'hui vous me caresser. Le médecin lui conseilla le lait d'ânesse. Quel conseil d'ami, répliqua-t-il, maintenant que je passe la semaine, me faire le frère d'un âne ! Enfin, au bout de dix jours, il était sur pied.

Quand on connut le danger du consultant, ce fut une grande affaire à Rome. On voyait la main de Dieu levée sur la tête du pape. A chaque courrier, ils espéraient la nouvelle de sa mort. Le pape ne dissimulait pas sa joie, comme si Pierre avait garanti aux papes et à leurs courtisans la possession légitime de l'immortalité, ou que le genre de mort, une exécution plus ou moins longue, fussent des preuves de vertu et de sagesse. Les fanatiques ont d'étranges préjugés. Le moins d'incrédulité n'est pas de croire que Dieu épouse leurs passions. Quant à fra Paolo, la fortune ne leur valut qu'une mort plus promptement arrivée ; mais ils se consolèrent par la mort du doge. Il fut frappé d'apoplexie, dans la matinée du 16 juillet, en sortant du collège, il rendit l'esprit, à l'âge de soixante dix-sept ans. Homme pieux, excellent, de bonne renommée, consommé dans la pratique des affaires, il laissa Paolo dans la

jésuitiques. Jusqu'ici ils n'ont rien gagné; dans l'avenir, il n'y gagneront rien, j'espère. A Donato succéda dans la dignité ducale Marc Antoine Memmo.

CHAPTIRE XX

1609-1613. Ce n'est pas chose rare de voir une personne approfondir une branche de l'encyclopédie. Mais la profondeur de Sarpi dans le cercle des connaissances était telle qu'on ne saurait discerner en quelle science il brillait davantage. A considérer les nombreux volumes, imprimés ou manuscrits, sortis de sa plume sur des objets très divers : fiefs, bénéfices, juridictions; querelles de frontières; fermages, cens, droit de patronage; procès particuliers de clercs et laïques; for mixte; navigation, commerce; endiguement de fleuves; coupes de bois, droits de pacage; franchises municipales; causes de confréries, de religieuses, de jésuites, grecs, juifs, turcs; politique, ligues, transactions, concordats; lois, coutumes et mœurs des nations; en somme tous les cas que peut présenter l'administration intérieure ou extérieure d'un pays réglé par une législation aussi vaste et aussi compliquée, où il fallait une exacte connaissance de l'histoire, de la géographie, de la topographie, du droit public, civil, municipal, féodal et canonique; de la diplomatie, des traités généraux et particuliers; de l'arpentage, de l'hydraulique, etc.; à considérer, dis-je, tous ces points et la nécessité de compulsier les archives, dérouler des parchemins, collationner, examiner, concilier, déduire des principes avant d'écrire quatre lignes, on ne peut qu'être surpris non seulement de l'activité de Sarpi, mais encore de sa prodigieuse mémoire et de la clarté d'idées qui rarement s'associe à cette faculté.

Quel que soit le sujet par lui traité, on observe toujours une franchise, une connaissance aussi sûre que s'il n'avait jamais tourné ses études ailleurs. L'exquise faculté qu'il avait d'envisager un sujet sous son vrai point de vue, de le dégager des accessoires et de le ramener aux termes les plus simples et les moins controversés; le talent de vêtir ses idées de formes claires, efficaces, concises, lui permettaient de concentrer en peu de pages ce qu'un autre n'aurait pu développer que dans un gros volume. Il inspirait ainsi une conviction bien plus ferme, parce que la brièveté laisse présente dans la mémoire la valeur des preuves.

Comme de tous ceux que l'on connaissait alors, le gouvernement vénitien était celui qui dans son administration procédait avec le plus de méthode, ce n'est pas merveille qu'il professât tant d'estime de Sarpi. Tout était réglé dans cette république, tout s'écrivait, jusqu'aux choses les plus indifférentes; tout se lisait, tout se conservait, et la plus grande partie des écritures aboutissant au collège, qui avait séance tous les matins pour les lire et les discuter, la brièveté et la concision étaient des qualités indispensables.

Quand une question était soumise à Sarpi, il esquissait l'argument sur le papier. S'il contenait plusieurs points, il les distinguait, et en regard de chacun opposait les objections et les réponses. Puis il consacrait à la matière un examen plus mûri, cherchant le développement dans des raisons décisives et le cortège des faits nécessaires. Dans le style aucune élégance; pas de préambule ni de péroraison; rien en somme pour l'ornement ni l'éloquence; mais ordre, clarté et force unie à la plus sévère sobriété de paroles; juste l'érudition indispensable. Pas de questions subalternes, pas de preuves superflues; et si peu de recherche dans la diction, que toutes les fois que la même idée se représente, il ne change rien à la première rédaction. C'est qu'il avait conçu

la pensée sous la forme la plus lumineuse, et que cette forme y demeurait gravée. Que le rhéteur, pour échapper aux idées, s'amuse à des vocables et des circonlocutions; le philosophe doit viser à la réalité, non à l'ornement.

Mais tout brefs que soient ses écrits, bien qu'ils laissent un vaste champ ouvert aux réflexions qu'il a le talent d'éveiller, ils suffisent à la conviction. Sa logique est vive et pressante; ses théorèmes, fondés sur des faits et des principes incontestables, apparaissent si clairs qu'ils se démontrent d'eux-mêmes. Il rappelle tous les points historiques essentiels; il fixe l'attention sur le nœud de la question, et par des déductions simples il conduit à des conclusions géométriques et si naturelles qu'elles excluent le doute. Or, les premiers ordres du gouvernement, le collège, le sénat et le conseil des Dix, auxquels allaient aboutir toutes les affaires, et qui avaient si peu de temps à perdre, devaient mettre à haut prix un consultant encyclopédique qui leur épargnait ennui et fatigue par des avis qui ne coûtaient pas une heure de lecture, rarement plus de quelques minutes, satisfaisant à toutes les exigences, prévenant toutes les objections, leur mettait sous les yeux un exposé compendieux de tous les documents qui menaient au but, dont, la plupart du temps, la connaissance leur était révélée alors, et leur fournissaient les moyens de juger sainement et sûrement des objets en cause. Ce n'est donc prévention ni fanatisme, c'est un égoïsme bien calculé qui rendait cher aux Vénitiens un homme dont le travail et le savoir devenaient si utiles à l'expédition des affaires.

Un autre point important, c'étaient les tracasseries perpétuelles du saint-siège. Il était donc indispensable d'avoir un consultant théologien et canoniste, inattaquable dans sa religion, assez pour jouir de la confiance publique; assez indépendant pour être insensible aux appâts de la curie. Aucun genre de corruption n'avait prise sur fra Paolo. Aussi, malgré

l'estime générale, il ne put échapper, même dans Venise, sinon aux inimitiés des moines, à la froideur de certains patriciens et bourgeois qui n'avaient pu lui arracher un jugement de faveur. Il était si inflexible que le cardinal Priuli, fils du doge, ayant reçu un bénéfice ecclésiastique conféré par le pape,—et plusieurs considéraient le fait comme défendu par les lois du pays,—fra Paolo consulté, bien qu'il eût l'air de laisser la question indécise, en se prévalant de certaines ambiguïtés de la loi, fit pourtant assez entrevoir sa véritable pensée.

Ce fut toujours une coutume de la république dans les graves questions de consulter des jurisconsultes. Mais leur mission n'étant que temporaire et accidentelle, l'entrée des archives secrètes leur était interdite, et ils recevaient leurs matériaux des secrétaires. Aussi leur était-il impossible d'avoir une connaissance des droits de la république aussi parfaite qu'un homme spécial. A cette époque surtout, où les besoins se reproduisaient chaque jour, vu les contestations incessantes à propos de fiefs, juridiction, navigation de l'Adriatique, qui surgissaient avec l'Autriche, les États pontificaux et le Milanais, parce que les frontières étaient parfois encore indécises; et plus encore par suite des nombreux empiétements du clergé. Partant, l'on reconnut quelle utilité retirait l'État d'avoir conféré à un homme tel que Sarpi l'office de consultant, puisque, lui mort, il fallut payer deux remplaçants, l'un pour le droit public, l'autre pour le droit canon. Aussi Sarpi fut encore utile par un autre travail immense. Les papiers des archives gisaient sans ordre, dispersés çà et là, de sorte qu'il était malaisé de se retrouver dans ce chaos. Lui, les rassembla en dossiers séparés, avec des titres ou sommaires indiquant le sujet à la première vue, disposés convenablement dans les rayons. Grâce à cette œuvre laborieuse, les futurs consultants pouvaient être guidés presque par la main vers le document opportun.

C'est aussi peut-être par les conseils de Sarpi que le sénat voulut un double de tout cet immense attirail historique et diplomatique, et déposa en des locaux différents les originaux et les copies : afin de neutraliser les dangers de l'incendie qui avait déjà détruit bien des trésors. Cette coutume fut toujours suivie depuis.

A l'époque où il fut nommé consultant, il partageait ces fonctions avec trois jurisconsultes, tous avec un traitement égal. Ceux-ci morts, un seul leur fut substitué, le chevalier Servilio Treo. Celui-ci ayant à son tour payé le tribut, Sarpi suffit à toute la besogne, tant il était infatigable, malgré une santé chétive, bien qu'il descendit la pente de la vie, touchant aux soixante-dix ans. Réellement cet homme extraordinaire montra toujours une passion si dévouée au bien de la république, qu'il en est peu qui marchent ses égaux, et personne ne le devance. Il brille parmi les plus illustres Vénitiens qui ont consacré toute leur existence à la patrie. Et quoique les républiques aient la réputation (peut-être imméritée) d'être injustes, et que Venise l'ait été plus d'une fois, elle ne le fut pas envers fra Paolo. Tant qu'il vécut, sauf les richesses qu'il refusa toujours, elle lui accorda tout. Après sa mort même, elle fut si jalouse de la gloire de son consultant qu'elle ne toléra jamais dans ses domaines la circulation d'aucun livre qui jetât sur son nom la moindre défaveur. La sagesse de ses conseils prouvée par les résultats, son expérience consommée, un désintéressement sans bornes, une indépendance absolue, l'avaient rendu l'oracle du public. De l'administration intérieure, des relations extérieures, pas un point important sur lequel on ne fit appel à sa science, et où son avis ne fit loi. Les hôtels des grands, le palais du doge lui étaient ouverts; et il n'était peu qui ne fussent fiers de l'honorer. Le collège l'appelait souvent à ses séances; les Dix et les chefs de la quarantie se consultaient avec lui; avec lui correspondaient les

ambassadeurs, implorant ses lumières. Il était, pour ainsi dire, l'âme de l'État.

Il semble incroyable que dans une république aristocratique, où l'individu avait si peu d'influence, et le prêtre n'en avait aucune, un moine d'origine plébéienne soit monté si haut que, sans sortir de son cloître, il ait dirigé pendant dix-sept ans, les affaires principales de l'État. Les écrivains vénitiens, imprégnés de l'orgueil aristocratique, ou aveuglés par des préventions, se sont ingéniés à lui contester cette gloire. Ils se fondent sur les attributions assez restreintes des consultants, qui étaient de répondre aux questions que leur soumettait le gouvernement. Mais c'est un fait constant ; il ressort non-seulement de l'histoire, mais des écrits dictés par ce théologien homme d'État. Sarpi n'était pas un consultant ordinaire. Lié d'une amitié intime avec les grands, admis à leur conversation pendant plusieurs heures de la journée, il connaissait leurs pensées, il échangeait les siennes, en méditait les résolutions, en dirigeait les opinions. Prudent, avisé, expert, jouissant de la confiance du gouvernement et du peuple, s'il ne donnait pas son suffrage dans les conseils, il y exerçait, ce qui vaut mieux, une influence prépondérante, continue. Car là où l'autorité réside dans la multitude, l'exercice du pouvoir ne réside pas dans le droit, je dirais volontiers dans l'opération mécanique de verser une boule dans l'urne, mais dans l'art de diriger la main du votant.

Comme écrivain, si nous regardons le sujet de ses écrits, nous regretterons que la plupart ne concernent que des objets actuels et locaux, et n'offrent aujourd'hui qu'une utilité médiocre ou nulle. Mais si nous songeons aux résultats permanents, il est sûr que peu d'écrivains ont rendu autant de services au bien de l'humanité et de la religion. Pour mesurer l'immense série des bienfaits qu'on lui doit, des maux qu'il a fait disparaître, le lecteur n'a qu'à repasser dans sa mémoire

es pages qu'il a parcourues. Fra Paolo ne transmit pas à la postérité beaucoup de livres, mais beaucoup de vérités ; il occupa moins de les écrire que de les introduire dans les cœurs. Né dans un siècle plein de superstitions et d'abus, qui, sous la pression d'une main de fer, avilissaient l'espèce humaine, il eut le courage de les attaquer de front, de les combattre, de les abattre et de préparer aux générations futures des avantages infinis. Les gens de la curie peuvent bien aboyer contre la mémoire de fra Paolo et le proclamer un impie. Leur haine est juste : il a blessé leurs plus chauds intérêts ; et juste est notre admiration pour l'homme qui a balayé une si grande masse d'erreurs. Car la religion ne se mesure pas au profit qu'en retirent ses ministres, mais à la somme de biens qu'elle fait refluer sur la société, et au degré de justice et de prospérité qu'elle procure aux nations.

En dépit des distractions importunes, ce fut un bonheur que la nature de ses recherches conduisit aussi fra Paolo à dicter des livres dignes d'être transmis à la postérité. Les controverses en matière bénéficiaire durant les années 1609 et 1610, entre la seigneurie et le Vatican, portèrent le consultant à une étude profonde de cette matière embrouillée dans laquelle la république n'avait pas, comme la France, une jurisprudence nationale, mais agissait suivant les cas. Sarpi aurait voulu trouver un principe de droit, inviolable, déduit de la nature même des choses : recherche assez dangereuse dans un temps où la cour de Rome s'arrogeait à elle seule la puissance législative pour tout ce qui touche au clergé, et faisait un crime d'oser porter la sonde dans les abîmes de son pouvoir.

Avant fra Paolo quelques individus s'étaient aventurés dans ce chaos informe de lois arbitraires. Mais ces auteurs appartenant à la France, se bornèrent à des cas propres à ce royaume, sans s'inquiéter de remonter à l'origine et d'en déduire des conséquences d'un usage plus général. Il fallait pour

Une fois les abus consacrés par le temps, les font à les respecter; ils en sentent les inconvénients, mais, biaisant avec leurs préjugés, ils se torturent l'esprit pour donner à l'abus une cause respectable. Car il est impossible qu'une loi si ancienne, si durable, puisse être la moindre imperfection, et l'erreur jette des racines profondes encore, si elle renferme quelque mélange de bien et de mal, le vulgaire nomme religion.

Cette vérité se manifeste surtout dans la matière des cérémonies ecclésiastiques, qui, durant de longs âges, furent le fondement de la monarchie papale, et demeura le fondement de son existence et de l'indépendance du prêtre en fait.

Jésus-Christ prêcha l'amour de la pauvreté et le mépris du monde. Les prêtres, qui se disent ses ministres, et qui se proclament ses vicaires, déjà depuis plus de dix siècles ont inventé mille moyens de faire de l'argent. On voit autant Jésus-Christ a travaillé pour établir une religion désintéressée et céleste, autant le clergé s'est ingénié à la corrompre et y substituer une religion avare et digne du monde et de ses retors. Dans les gros volumes qui composent le code canonique, parmi tout ce fatras de décrets, constitutions, papes qui furent promulgués du ix^e siècle à nos jours, on trouve à peine une ligne qui ait trait au perfectionnement

Durant toute son existence, Jésus-Christ pratiqua la plus sévère pauvreté. L'administration des aumônes que lui et les siens recevaient des fidèles était commise aux soins de Judas. Les apôtres, pour se réserver tout entiers à la prédication, instituèrent les diacres, et leur conférèrent spécialement la charge du temporel de l'église. C'est tout le contraire maintenant, dit fra Paolo. Les prélats ne songent qu'au temporel, et laissent aux moines et aux prêtres infimes l'enseignement de la parole de Dieu. Pendant plus de quatre siècles, les biens de l'église furent regardés comme le patrimoine des pauvres; les évêques, prêtres et diacres, n'en étaient que les tuteurs et les économes. Seulement, ils avaient le droit d'en distraire la part indispensable à leur entretien. Vers 470, s'introduisit dans l'Occident la coutume d'en faire quatre parts, et alors du premier rang les pauvres tombèrent au quatrième. Le premier lot était pour l'évêque; le second, pour les prêtres, les diacres et autres ministres; le troisième, pour la fabrique de l'église, qui comprenait encore l'habitation de l'évêque et des clercs, et les asiles des veuves et malades.

La distinction étant inconnue entre l'ordre et l'office, la résidence et la non-résidence; quiconque était ordonné prêtre contractait l'obligation d'exercer le ministère près de l'église qui l'avait consacré. Mais, vers 600, les guerres et le déluge de barbares chassèrent de leurs diocèses beaucoup de prêtres et d'évêques, qui durent se réfugier ailleurs, et la plupart cherchèrent un asile aux principales églises, telles que Rome, Ravenne et Milan. Là, ils aidaient au service divin, et recevaient le vivre. Delà ils reçurent la qualification d'*incardinati*, c'est à dire affiliés à cette église, à la différence de ceux qui y avaient reçu l'ordination; delà le titre de *episcopi cardinales*, de *presbyteri cardinales*. Telle serait l'origine des cardinaux, suivant fra Paolo. Moi, je pense qu'à Rome et dans les deux autres églises, il y avait une différence entre les évêques et

auxquels le peuple donne le titre de monsignori
reste. Les cardinaux de l'église de Ravenne exist
l'an 1545, qu'ils furent supprimés par une bulle
Quant aux évêques cardinaux de Rome, signalés
mière fois par le bibliothécaire Anastase vers
semble que c'étaient les premiers et les plus anc
de la province romaine, d'Ostie, Porto, de Selva
jourd'hui Sainte-Rufine, d'Albano, de la Sabine, c
ou Frascati, de Préneste ou Palestrine. A l'origin
naux ne différaient aucunement des évêques ou p
portaient le costume. Mais, en 1059, Nicolas II
l'élection du pape, qui d'abord appartenait à tout
au peuple. Ce fut le principe de la grandeur de
En 1244, ils reçurent d'Innocent IV le chapeau ro
vers 1500, ils ne furent point supérieurs aux évêq
dit Barbosa, aucun évêque ne voulait accepter le
pour ne pas déchoir. Mais après Clément V et
non seulement les cardinaux prêtres, mais les dia
sèrent au dessus des évêques, et comme, en costu
chaient confondus avec les autres prélats, afin d
guer, Paul II, en 1470, leur donna la barrette
concession, restreinte d'abord aux séculiers, f
rois XIV étendue même aux réguliers. Enfin L

qu'on prendrait la qualification pour une épigramme. Il se bécota donc à les nommer *éminentissimes* et *voire éminence*. Ce qui fit dire à Camus, évêque de Belley, que les cardinaux avaient abandonné aux évêques la qualification d'*illustrissime* et de *révèrendissime* comme ils régalaient leurs valets de chambre de leur défroque violette et de leur linge sale.

En 1277, il n'y avait que sept cardinaux. On en comptait vingt en 1551. Au temps de Léon X, le nombre s'éleva à soixante. Enfin Sixte-Quint, en 1586, statua qu'ils seraient soixante-dix, en l'honneur des septante disciples, parmi lesquels quatre au moins seraient choisis parmi les ordres réguliers. Il y avait, comme je viens de le dire, sept cardinaux évêques; actuellement, ils sont réduits à six, parce que les deux évêchés de Porto et de Sainte-Rufine ont été réunis. Cinquante ont le titre de cardinaux prêtres, bien qu'évêques ou archevêques, et quatorze cardinaux diacres, encore que parfois ils n'aient que les ordres mineurs. Le prince Albani, nommé en 1801, se fit ordonner sous-diacre seulement en 1825, afin de pouvoir entrer au conclave (qui élut Léon XII), d'où sont exclus les laïques. Mais le nombre de soixante-dix n'est jamais plein, parce que les papes en gardent toujours *in petto*, ou prolongent les vacances, afin d'amorcer l'ambition ou le zèle de leurs courtisans.

Les évêchés devenus en France des dignités temporelles, et ayant usurpé toutes les richesses de l'église, les prêtres, pour vivre, introduisirent, vers 800, l'usage d'imposer aux laïques la dime des fruits de la terre. Ils avaient puisé dans la bible l'idée de cet impôt, qui ne tarda guère à peser sur l'Italie.

Vers le même temps, fut, suivant fra Paolo, introduit l'usage des précaires. C'était un contrat par lequel un laïque cédait à l'église la survivance de son bien, moyennant la jouissance viagère et une redevance double. S'il cédait l'usu-

Depuis l'introduction du système féodal, les rois avaient coutume d'accorder à leurs vassaux, et les grands vassaux à leurs fidèles, des terres et des serfs, au prix de certaines prestations de denrées, soldats, chevaux, et d'accompagner le prince en campagne. Donner ou acquérir de semblables possessions, c'était donner ou acquérir un bénéfice. Les biens de l'église suivirent la règle commune, parce que les clercs les acquéraient avec leurs charges, suivant la coutume et la législation en vigueur. Par suite les évêques et les abbés, élus les uns par le peuple, les autres par leurs moines, devenus seigneurs féodaux, furent nommés par les princes, et l'empereur Othon, vers 960, introduisit l'usage de les investir par la crosse et l'anneau. Ce fut l'origine de la fameuse querelle des investitures qui commença en 1076, sous le pontificat de Grégoire VII et le sceptre de Henri IV, et dura, dit Sarpi, cinquante-six ans, sous six papes, avec d'innombrables excommunications et d'innombrables victimes, sur soixante-six champs de bataille, sous Henri IV, et dix-huit sous Henri V, son fils. *Tantæ molis erat* de jeter les fondements de cet édifice. Car le différend fut arrangé si bien que l'avantage demeura aux papes.

Depuis 1124, c'est à dire depuis la renonciation des investitures par Henri V, jusqu'à 1145, « il fut presque partout « établi, continue fra Paolo, que l'évêque étant mort, le successeur était choisi par le chapitre, et confirmé par le « métropolitain; l'abbé étant mort, le successeur était élu par « les moines, confirmé par l'évêque, si le monastère n'était « pas exempt; dans ce cas, la confirmation appartenait au « pape. Les bénéfices *de jure patronatus* étaient conférés « par l'évêque sur la présentation du patron; tous les autres, « à la libre disposition des évêques. Restait le pontificat « romain qui, le prince exclu, paraissait devoir retourner à « la libre élection populaire. Mais, en 1145, Innocent II se

« brouille avec les Romains, et chassé de la ville, par rep
« sailles, il la dépouille du droit d'élire les papes. Dans
« troubles qui suivirent, beaucoup de cités soulevées par
« évêques, qui faisaient cause commune avec les papes,
« révoltèrent contre l'empereur; et les évêques demeurés
« maîtres, usurpèrent les droits de la couronne et du f
« A l'époque de l'accommodement, l'usurpation avait jeté
« si profondes racines, que le prince fut contraint de la r
« fier. De là ils acquirent les titres de duc, marquis, com
« comme il y en a beaucoup en Allemagne de nom et de f
« et en Italie de nom seulement. Ce qui enrichit les prêt
« d'une masse de biens séculiers; et cet agrandissement
« remarquable, non seulement dans les troubles dont m
« avons parlé, mais dans ceux qui suivirent sous les em
« reurs souabes. »

Autre cause d'agrandissement : les croisades. En prem
lieu, le pape et les autres évêques garantissant par les c
sures ecclésiastiques les biens des croisés, acquirent l'autor
de tuteurs et curateurs des veuves et mineurs. En seco
lieu, grand nombre de seigneurs vendirent leurs terres a
prêtres, afin d'avoir de l'argent pour gagner la Terre-Sain
Enfin, ce fut l'origine des religions militaires. Cela dut par
tre fort étrange que des religions pour tuer les gens; m
comme elles se substituaient aux moines et aux prêtres d
crédités par leurs vices, en peu de temps elles acquirent
vastes richesses.

Comme je l'ai dit, anciennement on ne distinguait pas en
ordre et office. C'était une maxime reçue que *beneficium*
datur propter officium, c'est à dire pour le service que
clerc rend aux fidèles dans son ministère. Mais les riches
s'étant multipliées outre mesure, ainsi que l'avidité, après 117
commença la distinction entre bénéfices de résidence et
non résidence, compatibles ou incompatibles. Les bénéfices

avec obligation de résider étaient ceux qui avaient charge d'âmes, comme les évêchés et les cures; et l'on inventa les bénéfices simples, c'est à dire sans obligation de résidence, avec la charge seule de jouir des revenus. Étaient incompatibles deux bénéfices de la première espèce, investis sur une même tête : car un homme ne peut se couper en deux pour résider en deux ou plusieurs lieux. Était incompatible la possession de plusieurs bénéfices simples, ou d'un bénéfice curial et d'un ou plusieurs bénéfices simples. Mais pour ménager jusqu'à un certain point l'axiome *beneficium datur propter officium*, on imagina un expédient digne de la subtilité romaine. On avait donné le nom d'office aux heures canoniques, dites vulgairement le bréviaire. Une rente destinée au service et à l'utilité de l'église fut détournée à repaître l'oisiveté des courtisans, avec l'unique obligation de lire chaque jour quelques pages.

Une fois admise la distinction entre bénéfices compatibles et incompatibles, la maxime s'impatronisa que le pape avait le droit d'en conférer plus de deux, si deux ne suffisaient pas pour vivre. « Mais la mesure, dit fra Paolo, est évaluée fort « largement par les canonistes. Car, pour les simples prêtres, ils disent qu'elle comprend le vivre non seulement du « bénéficiaire, mais de sa famille, de ses parents, de trois « serviteurs et un cheval, et le moyen d'héberger des hôtes. « Pour les évêques, c'est incroyable ce qu'ils disent; et pour « les cardinaux suffit ce propos de cour : *aequiparantur regibus*. »

En 1227, Grégoire IX publia son livre de décrétales, fondement de la monarchie romaine et le code principal des bénéfices. Environ quatre-vingts ans auparavant, Gratien avait publié son décret, dans lequel il recueillit et disposa toutes les autorités vraies ou fausses, entières ou mutilées, sur lesquelles peuvent se fonder les prétentions des clercs. Quoique très

favorable à la cour, ce livre fut jugé bien maigre par Grégoire, et la gourmandise des prêtres croissant toujours, ses décrétales subirent le même sort. En 1298, Boniface y ajouta le livre sixième, dit simplement le *Sixte*; Clément V le grossit des *Clémentines*, et Jean XXII des *Extravagantes*, de plus en plus fort. Ce livre avec les gloses volumineuses qui les accompagnent forment le corps du droit canon, où l'on rencontre beaucoup plus de dispositions relatives aux acquêts, qu'à l'éducation des âmes. On y a mis de côté le mépris des richesses, l'humilité et la charité chrétienne recommandée par le Christ. On ne parle que d'inventions toujours nouvelles propres à grandir le clergé et à élever la puissance du pape au dessus de Dieu, appauvrir et opprimer le monde. Et ce livre, que le cardinal Pallavicini et autres écrivains de la cour nomment sacré et vénérable, est précisément la satire de l'évangile.

Les expectatives, c'est à dire la collation d'un bénéfice non vacant faite par la cour de Rome, avaient commencé avant le treizième siècle. D'abord, les papes priaient les évêques de conférer à un protégé une prébende de leur diocèse. De la prière ils passèrent au commandement, et du commandement à la violence, en instituant des exécuteurs chargés de réaliser les grâces consenties par la cour, et de punir l'évêque récalcitrant. Cet abus alla si loin qu'il ne restait plus aux évêques la disposition du moindre bénéfice, parce que les ambitieux couraient à Rome, et là on obtenait tout pour de l'argent. En 1240, Grégoire IX commanda à l'archevêque de Cantorbéry et aux évêques de Lincoln et de Salisbury de pourvoir trois cents Romains des premiers bénéfices vacants dans leurs diocèses, suspendant toute autre collation, tant que ces créatures n'étaient pas nanties. Et comme la majeure partie des intrus étaient étrangers au pays et à la langue, la parole divine était négligée, ont celui qui devait la prêcher ne résidait pas; loin de là, il demeurait à Rome à briguer de nouvelles faveurs, de nou-

velles dignités, ou de plus grandes richesses. De façon que, vers le milieu du seizième siècle, cette ville était devenue le centre de tous les ambitieux du monde, avarés, simoniaques, sacrilèges, concubinaires, incestueux et toutes pareilles monstruosité, comme l'écrivait saint Bernard au pape Eugène III. En 1252, en Angleterre s'organisa une ligue de clercs et de soldats contre les Romains qui avaient accaparé tous les bénéfices de l'île : ce qui donna naissance à tant de désordres, que le roi Édouard fut contraint de chasser le nonce, sans pour cela guérir le mal. Car la curie modérait ou suspendait pour un moment ses excès ; mais à la première occasion favorable, elle revenait à la charge, et sa persévérance fléchissait la victoire.

La corruption des dispenses pour occuper plusieurs bénéfices alla si loin, les scandales devinrent si énormes que Jean XXII, l'un des papes les plus avarés et les plus adroits à battre monnaie, la nomma une licence effrénée, et par une décrétale de 1320, limita la dispense à deux bénéfices, l'un avec, l'autre sans charge d'âmes.

Mais la cupidité et l'avarice sont le péché mignon de la cour romaine. La loi du pape Jean ne fut qu'un nouveau leurre, pour s'emparer de tous les bénéfices. D'abord conférés par les évêques ou patrons, avec une dispense papale, ensuite reconquis par la cour, elle les donnait à titre d'union, de commende ou de réserve.

Par l'union, le pape investissait une seule personne de deux ou plusieurs bénéfices, même avec charge d'âmes, mais la chose était si bien manigancée que les bénéfices semblaient n'en plus former qu'un seul.

Voici l'origine des commendes. A la vacance d'un évêché, d'une abbaye ou tout autre bénéfice, les malheurs du temps empêchant de les pourvoir, ils étaient recommandés à une personne probe, avec la mission de les garder et d'en admi-

nistrer les revenus, jusqu'à l'élection. Cet office n'était qu'une charge gratuite; mais l'interimataire bientôt se lassa de son désintéressement. Finalement, la commende alla jusqu'à l'abus: la vacance fut prolongée indéfiniment pour prolonger la jouissance du curateur. La collation fut réduite à six mois, pour les évêchés; mais les papes ayant proclamé leur toute puissance, ils se réservèrent la collation viagère, et beaucoup d'offices furent recommandés à perpétuité, c'est à dire passant d'un commendataire à l'autre.

Les réserves sont une autre fraude introduite par la cour. Elle s'attribua le droit de se réserver, avant la vacance, les bénéfices qui lui plaisaient le mieux, et les distribuait ensuite à ses favoris. Ajoutez la résignation *ad favorem*, c'est à dire qu'un bénéficiaire renonçait en faveur d'un frère, d'un ami, ou même de son bâtard, et disposait ainsi des biens de l'église, comme d'une propriété.

L'invention des annates appartient au même Jean XXII, en 1306. Tout bénéficiaire avant d'entrer en possession devait verser à la chambre apostolique le revenu d'une année. Cette nouveauté ne devait durer que trois ans; mais ces trois ans ne sont pas encore écoulés.

Comme beaucoup de bénéfices, unis à des monastères ou à des lieux pies, n'étaient pas sujets à vacance, la cour, pour ne rien perdre, leur imposa l'annate tous les quinze ans: cela fut appelé le *quindennium*.

Toutes ces innovations tournaient encore au profit de la daterie. Parfois la collation d'un seul bénéfice donnait lieu à cinq ou six bulles, cinq ou six dispenses, et cinq ou six annates. Je suppose, par exemple, qu'un bénéficiaire veuille résigner en faveur de son bâtard, mineur. La dispense est nécessaire pour la résignation, la dispense pour l'âge du gamin, la dispense pour l'illégitimité de sa naissance, et l'annate exigible. Le pape conférait un bénéfice à un tel,

condition de renoncer à la possession d'un autre. Celui-ci, il le donnait à un second, auquel il enlevait encore le sien, et ainsi successivement pour trois ou quatre. A chacun, il fallait une bulle, à l'un ou l'autre une dispense, et tous avaient une annate à payer. Une incertitude planait-elle sur la légitimité du titre et de la propriété? survenait-il un conflit entre la cour et le collateur ordinaire? la cour présentant un candidat, et le collateur le sien. La décision était portée à Rome. Dans ces circonstances, la cour parfois nommait un troisième bénéficiaire *ad interim* jusqu'à la fin du procès. Cet intérimaire payait néanmoins bulles, dispense et annate. Et quelle féconde source de contestations que le style tortueux et double de la cour qui, avec les formules *per concessum*, *per fiat*, *motu proprio*, *anteferri*, etc., donnait plus ou moins de valeur aux bulles. Plusieurs rivaux obtinrent chacun une bulle pour le même bénéfice. Matière à procès. Et la cour avait trouvé le moyen de rendre les procès interminables en en grevant les successions. En somme, la cour était un gouffre sans fond qui par mille artifices frauduleux engloutissait les trésors de l'univers.

Ces usurpations ne passaient pas toujours inaperçues. Les princes, les magistrats, les évêques, les peuples tour à tour vexés et mécontents protestaient par leurs réclamations et la révolte. Mais la cour, semblable à un fleuve débordé, si elle rencontrait une digue, se précipitait sur l'autre rive. Elle s'effaçait un instant, et à la première occasion se redressait plus audacieuse que jamais. Le désordre fut à son comble dans les cinquante années que dura le schisme d'Occident. Car chacun des papes rivalisait d'inventions, soit pour grossir son trésor, soit pour assouvir la cupidité de ses partisans. A cette époque, il y eut trois papes, Jean XXIII, qui avait été corsaire, Grégoire XII et Benoît XIII. Le concile de Constance, en 1417, obligea le premier à donner sa démis-

sion; il déposa les deux autres, et élut Martin V. Tout le monde désirait encore une réforme radicale dans la matière bénéficiaire. Mais les pères fatigués de tous les embarras d'une longue session, s'ajournèrent à un autre concile à Pavie, dans cinq ans. Ce concile à peine ouvert fut transféré à Sienne, et expédié avec une prompte célérité. En 1451, fut inauguré le concile de Bâle qui entreprit hardiment l'abolition des expectatives, des annates et autres exactions de la cour; mais le pape Eugène IV, voyant que l'assemblée écornait son pouvoir, et sa bourse, en prononça la dissolution. Par représailles, le concile excommunia le pape. De là nouveau schisme dans l'église.

Le concile de Bâle fut reçu en France et dans une partie de l'Allemagne. Le roi Charles VII publia la fameuse pragmatique sanction qui rendit aux évêques et aux chapitres la collation des bénéfices. L'Allemagne se donna une législation analogue. Mais en Italie prévalut l'autorité pontificale qui, malgré des résistances, essaya avec des chances diverses de franchir les Alpes, et dépassa même les vieux excès. Car Jules II et Léon X introduisirent les réserves *in petto*, c'est à dire vacant un bénéfice, que le collateur en eût disposé, ou qu'un amateur fût en instance, la daterie répondait que le pape l'avait réservé. Les résignations *in favorem* prirent cette extension : le renonçant abandonnait le titre et conservait la rente, ne laissant à l'acheteur que le titre et l'attente de la succession. Pour ne pas trop blesser les droits du collateur légitime, l'acheteur n'acquerrait pas le même privilège que le vendeur. S'il venait à mourir ou à résigner, le collateur rentrait dans la libre disposition du bénéfice.

Mais cette clause fut bientôt annulée par l'invention des regrès et des coadjutoreries. Par les regrès, celui qui résignait un bénéfice avec l'intention d'en obtenir un meilleur, s'il réussissait pas, rentrait en possession du premier, comme

de rien n'était. Par la coadjutorerie, un bénéficiaire se donnait un coadjuteur, à qui la succession était assurée. Celui-ci, à son tour, en faisait autant, et ainsi de suite, de façon que le bénéfice devenait propriété privée d'une personne ou d'une famille au préjudice du collateur légitime. Jamais aucune classe ne fut aussi active à propager les abus, aussi tenace à les maintenir. Les coadjutoreries furent imaginées sous le prétexte d'avoir un aide dans le soin des âmes; mais bientôt elles furent étendues même aux bénéfices simples, qui assuraient à leurs possesseurs un béat loisir.

Finalement, la pragmatique sanction chagrinant beaucoup les papes, ils manœuvrèrent si bien que Léon X, dans l'entrevue qu'il eut à Bologne en 1515 avec François I^{er}, réussit à en obtenir l'abrogation, et à y substituer un concordat qui rendait à la cour de Rome une grande partie de ses avantages. Le parlement remontra, mais l'obstination du roi et du pape fut plus puissante.

Le concile de Trente, dont les décrets furent publiés en 1565, abolit les unions viagères, les regrès, les coadjutoreries successives, et promulgua d'autres réformes. Mais si la cour de Rome est ferme en ses desseins, elle l'est surtout dans la religion de l'argent; elle y met des scrupules. Les décrets tridentins étant pour la plupart embrouillés et équivoques, Pie IV et ses successeurs défendirent de les interpréter, sauf à la congrégation des cardinaux interprètes du concile, et il ne se passa guère de temps qu'ils n'eurent ramené à Rome toute la moisson des bénéfices. Tantôt sur un, tantôt sur un autre prétexte, ils restaurèrent tous les vieux abus, et même les accrurent. Car, comme l'observe fra Paolo, jamais la cour ne se laisse entraîner à corriger un abus qu'elle n'en ait préparé un pire, et plus profitable. On conserva donc les coadjutoreries; on introduisit les pensions, invention qui vaut à elle seule toutes les autres. Sous ce titre, la cour se résér-

avait la faculté de grever un bénéfice de la charge de payer à tel ou tel favori une pension de quelquefois la moitié, ou les deux tiers, même les trois quarts du revenu. Les pensions étaient distribuées non seulement à des prêtres, mais à des laïques, des bambins, des courtisans, des soldats, et parfois, mais avec un certain mystère, à la maîtresse du pape ou d'un cardinal. Les pensions étaient déjà en usage avant le concile; mais il n'y eut jamais pire gaspillage qu'après cette assemblée.

Jusqu'ici nous avons parlé des vivants. C'est le moment de parler des morts, parce que le pape *est super vivos et mortuos*. Quand les biens de l'église étaient propriété des pauvres, et que le clergé n'avait droit qu'à son nécessaire, il est naturel de croire que les clercs ne laissaient pas de fortes économies. Quand l'église eut pris la place des pauvres, les épargnes d'un bénéficiaire mort retournaient à l'église. Plus tard, en vertu soit des lois, soit des dispenses papales, plus souvent en conséquence de l'avarice individuelle, les bénéficiaires purent disposer de leurs économies par testament. Mais cette pratique n'était pas générale. Enfin, vers 1378, d'après Thomassin, à l'occasion du schisme entre Urbain VI, pape de Rome, et Clément VII, pape d'Avignon, le premier ayant la jouissance du patrimoine italien, le second, pour se maintenir lui et les trente-six cardinaux de son parti, imagina de se réserver les plus gras bénéfices et les *dépouilles* des évêques des abbés et de tous les bénéficiaires. Cet usage qui faisait couler des millions d'écus chaque année dans le trésor pontifical, encore qu'introduit par un schismatique, par un anti-pape, fut trouvé très légal, continué et amplifié par les papes légitimes et vraiment infaillibles. De sorte que Pie IV en 1560, statua que sous le nom de *dépouilles* on devait comprendre toute économie de clercs, réalisée même par des moyens illicites, à tel point que si un prêtre s'était enrichi par l'usure ou la contrebande, en tenant un brélan ou p

ces gains infâmes appartenaient de droit au saint-

les furent les sources où Rome et le clergé puisèrent
calculables richesses; et ils furent aussi heureux dans
de les conserver. Autrefois les biens de l'église étant
és au soulagement des pauvres, l'évêque pouvait les
r, aussi bien que les vases sacrés, toutes les fois qu'il
ait d'une bonne œuvre, comme dans les temps de
, de peste, de disette, en cas d'incendie, pour la rançon
ves, tout acte de philanthropie. Mais après que ces
furent réservés à la jouissance des prêtres, et tombés
la main du pape, ces bonnes œuvres devinrent des
s, et il fut décrété que les biens ecclésiastiques seraient
ables. Il arriva donc que le clergé acquérant toujours
se dessaisissant jamais, ils devinrent maîtres des trois
des immeubles dans presque tous les royaumes chré-
sans compter une richesse incalculable en meubles et
sselle d'or et d'argent. Ce fut par cette voie que les
s prélats de la cour de Rome purent, dans les temps
, déployer un luxe près duquel le faste et la superbe
onarques d'Orient n'est rien. Chose remarquable, les
de l'église destinés à soulager l'indigence eurent ensuite
destination de satisfaire la gloutonnerie du prêtre. C'est
cela qu'au bénéfice d'un évêque on donne le nom de
épiscopale; à celui d'un cardinal, le nom de plat car-
sque; d'un simple curé, portion congrue, c'est à dire
ni suffit, c'est à dire qui ne sert qu'à lui, et rien pour
tres.

ut-être plus d'un de nos lecteurs sera curieux de con-
e à peu près la quantité de trésors que tant d'extorsions
ient couler dans les coffres du Saint Père. Le sujet est
inement curieux; mais je ne connais personne qui en ait
é. Je me contenterai de quelques indications.

En 1248, le pape tirait d'Angleterre soixante mille marcs. Ce qui équivalait à cent vingt mille louis d'or, et relativement à la valeur des denrées, quatre ou cinq fois autant. C'était une somme égale au revenu d'un roi.

En 1554, Jean XXII, en mourant, laissa dix-huit millions de florins d'or comptants, et sept millions de vaisselle d'or et d'argent. Le florin d'or vaut le sequin de Florence, dont huit font une once, poids de marc, chacun représentant la somme d'environ onze francs et demi au taux actuel. Mais à cette époque la valeur des métaux était bien plus supérieure, comparée au prix des denrées. Il est évident que tous les monarques contemporains ne possèdent pas autant d'argent. Cette énorme quantité de vaisselle prouve nous donne idée du luxe de la cour pontificale. Il convient d'observer d'ailleurs que Jean XXII ne fut pas moins dissipateur que les autres papes, et que les économies furent réalisées en dix-huit ans, que dura son pontificat.

Jean de S. Romain conte que, durant le règne de Pie II, de 1458 à 1464, la France paya à la chancellerie romaine pour annates, bulles et dispenses, environ deux millions et demi d'écus, quinze millions de francs.

En 1461, le parlement de Paris observa que sur trois ans pour causes bénéficiaires, Rome avait absorbé quatre millions.

Suivant Hume, les annates et les prémices en Angleterre, de 1487 à 1550, produisirent à la chancellerie romaine cent soixante mille livres sterling.

Au temps d'Alexandre VI, qui régna de 1492 à 1505, la création d'un cardinal valait 10,000 florins à la chambre, et ce pontife, sur les onze années de son règne, en ayant créé quarante-trois, ils lui ont rapporté de quatre à cinq cent mille florins d'or. Il retira soixante mille florins d'or de quatre-vingts copistes de bulles, auxquels il vendit leur emploi. Les autres charges vénales de la cour, on peut calculer qu'elles

produisirent au moins quarante à cinquante mille florins annuels.

Le cardinal de Rouen, ministre de Louis XII, roi de France, mort en 1510, assure que, dans les dix années qu'il fut légat *à latere* dans le royaume, il toucha plus de trois millions de francs pour dispenses données par l'autorité apostolique.

Au temps de fra Paolo, il y avait à la cour de Rome plus de deux cents offices vénaux, c'est à dire vendus au profit de la chambre, quelques-uns à des prix énormes; par exemple, l'auditeur de la chambre apostolique achetait son poste environ soixante-dix mille écus, et en retirait annuellement douze à quinze mille. La présidence coûtait trente mille écus, autant la charge de sommistre; de quinze à vingt mille, celle de notaire de l'auditeur (il y en avait dix); trois mille, celle de secrétaire des brefs (il y en avait vingt-quatre). Le sous-diacre, qui porte la crosse devant le pape, payait cet honneur environ trois mille écus. Tout compté, la chambre apostolique tirait annuellement de la vente de ces offices de soixante-dix à quatre-vingt mille écus, et les acheteurs en retiraient le double ou le triple, sur la taxe des bulles pour dispenses, indulgences, collation de bénéfices, expédition des causes, ou les épingles fixées par un tarif régulier : usage pratiqué pour presque tous les actes de la cour, et en particulier pour les promotions. La promotion d'un cardinal coûte encore actuellement, rien qu'en épingles, plus de quatre mille écus au taux le plus modéré. Mais les personnes qualifiées, ou qui ont peur de Pasquin, sont obligées à des largesses plus considérables.

En 1755, le cardinalat était encore cher. Charles Rezzonico, fils d'un riche banquier vénitien, et qui fut ensuite pape sous le nom de Clément VIII, acheta son chapeau trois cents mille francs environ.

Vers 1760, deux archevêchés et quatre évêchés de Toscane versaient chaque année, à titre de pensions, environ vingt-

neuf mille francs. Les couvents payaient une taxe annuelle de sept pour cent sur une somme fictive établie par la cour de Rome. Ainsi à elle seule la petite Toscane lui fournissait en pensions, quinquenniums et taxes monastiques cent bons mille francs et plus encore.

En 1768, par un calcul très exact, la république de Venise constata que de ses domaines la cour de Rome tirait annuellement la somme de plus de deux millions de francs. Cette république formait un quarantième de l'Europe catholique, laquelle à ce taux aurait dû fournir quatre-vingt millions environ. Mais ce chiffre est fort au dessous de la réalité. Car la république ne tolérait pas l'exaction des annates et des dépouilles, ni des dimes conventuelles, ce qui aurait produit un énorme total. Beaucoup de brefs étaient taxés par le gouvernement lui-même; d'autres étaient prohibés, bien qu'ils eussent cours en d'autres pays; enfin les bénéfices ecclésiastiques dans les domaines de Saint-Marc n'étaient pas des plus gras; la majeure partie était maigre, tandis qu'en France, en Espagne, et surtout en Allemagne, abondaient les évêchés et les abbayes de cinquante, cent et deux cent mille écus de rente, les canonicats et les prévôtés de deux, trois ou quatre mille. A cela il faudrait ajouter tout ce que Rome tirait de l'Amérique, la contribution des ordres militaires, inconnue à Venise. Tellement que je ne croirais pas exagérer en disant qu'à la moitié du siècle dernier la cour extorquait aux royaumes chrétiens un revenu annuel de cent cinquante millions de francs. Si ensuite nous nous transportons aux temps qui précédèrent Luther, que la puissance papale était incontestée, florissant le trafic des indulgences, et nulle opposition à une insatiable cupidité; si à la matière bénéficiaire et des indulgences on joint le commerce des reliques, l'absolution des cas réservés, les sommes énormes versées par les canonisations ou la béatification des saints, ou l'authenticité des miracles, les

gains incommensurables amassés tous les vingt-cinq ans par la publication du jubilé, la dime des moines et autres profits des marchandises spirituelles, il est presque impossible de se faire une idée du total. Mais il est certain qu'au moins le pape recueillait à lui tout seul un revenu qui égalait ou dépassait la liste civile de tous les princes de l'Europe ensemble.

Le jubilé, imitation des jeux séculaires, fut inventé par le pape Boniface VIII, en 1300. Le second jubilé était fixé à 1400. Mais Clément VI, en 1349, devança l'époque de cinquante ans. Urbain VI, se trouvant mal en fonds, afin de tenir tête à son rival Clément VII, pape d'Avignon, en 1389, baissa l'intervalle jusqu'à trente-trois ans; et finalement Paul II, en 1470, voulut quatre jubilés par siècle. Cette solennité attirait à Rome quatre cent mille pèlerins; et Clément VI avait bien raison d'appeler les indulgences distribuées à cette occasion le *trésor de l'église* : car elles versaient dans ses caisses de quarante à cinquante millions, pour ne pas exagérer. Le dernier jubilé de 1823 n'a fait accourir dans la capitale du monde chrétien que trois ou quatre mille dépenaillés. Abomination de la désolation !

Parmi les cardinaux du xvi^e siècle était pauvre celui dont les rentes n'atteignaient pas les dix ou douze mille écus. La chambre apostolique lui passait, pour ce que dans la langue curiale on nomme le *plat* des cardinaux, une pension de quatre mille écus. On voit que le jeûne de Jésus-Christ et des apôtres ne va point à ces habits rouges. La table de Pie VI coûtait cent écus par jour; et quand il vint habiter la chartreuse de Florence, les dévots furent scandalisés de le voir manger gras, lui et sa suite, les vendredis et les quatre-temps.

Dans cet abrégé de l'histoire des bénéfices, j'ai donné une analyse suffisante de celle qui a été écrite par fra Paolo, lequel a reçu de Ricci, évêque de Pistoie, l'éloge suivant : « célèbre écrivain recourant aux sources des saints pè

janvier 1610, qu'il en envoya une copie à ces deux an
l'édition imprimée il est intitulé : *Traité de la mati*
ficiaire; mais le vrai titre est : *Histoire des bénéfices*
siastiques; car c'est en réalité une histoire, et non
un traité.

Une autre indignité introduite dans l'église, sous
texte d'honorer la religion, mais en réalité afin d'ent
plus de respect et de puissance la caste sacerdotale
l'asile assuré aux criminels dans les lieux saints. Les
avaient des cités d'asile pour les homicides involontaires
certains cas aussi les païens faisaient respecter leurs
Cette coutume, dans l'état de la législation et avec le
des peuples, pouvait être raisonnable. Mais à ce ra
ment du passé les clercs ajoutèrent tant, que l'imit
pernicieuse, incompatible même avec l'esprit du christ
qui abhorre non seulement le crime, mais en repousse
l'ombre et la pensée, et qui, destiné à la félicité m
peuples, ne s'ingère pas dans l'économie politique sur
se règle la société. Mais les prêtres, modelant toujou
gile sur les institutions humaines, firent ce raisonne

dans leurs églises ou monastères. Une loi d'Arcade et Honorius, de 590, y mit un frein sans l'extirper. Car à mesure que la nuit de l'ignorance, auxiliaire formidable des superstitions, s'épaissit sur l'Europe, les prêtres, y trouvant leur avantage, donnèrent à l'abus toute l'extension possible; et le déclarant le droit divin, ils traitèrent de sacrilèges et d'excommuniés ceux qui s'y opposaient. Dans cet âge d'or du clergé, assassiner un homme était un péché que l'on expiait au prix de deux sols d'or payés à l'église; mais arracher l'assassin du sanctuaire pour le livrer au bourreau était un crime capital, qui entraînait la damnation. Au temps de Sarpi, les asiles commençaient à peser aux gouvernements, et les deux pouvoirs avaient souvent maille à partir. La république de Saint-Marc spécialement leur était hostile, et ne manquait jamais l'occasion d'en resserrer les limites. Mais on avait de si obscures notions sur l'origine et la pratique de ce droit; les canonistes l'avaient embrouillé tellement par des mensonges historiques et des préventions religieuses; les usages des peuples présentaient des différences si tranchées, que souvent ce qui est réputé bon chez les uns, est jugé mauvais par les autres. On agissait suivant les circonstances et l'indignation publique plus que d'après des règles fondées de jurisprudence.

Un petit événement fournit au consultant l'occasion de traiter avec sa perspicacité habituelle et sa clarté cette matière encore vierge. En novembre 1609, un habitant d'Orcinovo lança une satire contre les magistrats de la province. Quand la police vint pour s'emparer de sa personne, il se sauva dans le couvent des Franciscains, et le gardien, pour plus de sûreté, le mena dans l'église, près du tabernacle, et lui mit en main l'hostie consacrée. Le lieutenant embarrassé de sa suite, recourut au provéditeur. Celui-ci se rendit en personne sur les lieux, et ne pouvant, par de bonnes raisons,

convaincre l'obstiné gardien de retirer sa protection, arracha l'hostie des mains du coupable, et le remit aux sbires. Mais le moine insolent marchait derrière criant à tue tête que le provéditeur était excommunié. Les Dix le firent coffrer. Alors le nonce entra en jeu ; il réclama contre la violation des lieux saints, contre le sacrilège commis par le provéditeur qui avait osé porter une main laïque sur l'encensoir. Il ne s'apercevait pas de la contradiction ; car c'était le moine qui était coupable du sacrilège ; le magistrat n'avait agi que par une légitime nécessité. Tant il est difficile aux théologiens d'avoir une logique droite !

Requis de donner son opinion, le consulteur la donna dans une note courte. Plus tard, en vue d'offrir une règle en cas d'éventualités semblables, il composa un traité complet des *immunités des églises*, suivant surtout les pratiques de la jurisprudence romaine. Quoiqu'il ne forme qu'un discours, sans distinction de livres ni de chapitres, il est coupé naturellement en deux parties, et l'on pourrait le subdiviser en chapitres et paragraphes. La première partie, ou livre, contient l'histoire canonique du droit d'asile et de son introduction parmi les chrétiens ; des lois impériales qui l'ont admis ou circonscrit ; de la façon dont ces lois furent entendues ou plutôt bouleversées par les canonistes ; des principes sur lesquels il faut asseoir l'interprétation. Posées ces bases historico-légales, il passe dans le second livre à examiner quels, suivant les maximes des canonistes, seraient les lieux saints qui mettent à l'abri de la justice ; quels les individus ou les méfaits qui peuvent y trouver sécurité, et quels les moyens d'extraire les coupables. Il touche ensuite une bulle de Grégoire XIV sur l'immunité des églises, il en éclaire le sens et l'application, et termine par un résumé bref mais érudit sur les asiles des Hébreux, des Grecs et des Romains ; il en fait une judicieuse comparaison avec ceux des chrétiens. En

forme de récapitulation suit une note distinguée en vingt-quatre chapitres pour servir de guide aux magistrats, afin qu'ils puissent voir d'un coup d'œil quels sont ou ne sont pas les cas d'asile. En substance, fra Paolo considère comme un abus cette prétendue immunité des églises. Vu les préjugés du temps, il en conseille la tolérance, mais en la restreignant par tant de clauses, qu'il réduit les franchises aux seuls débiteurs insolubles, pourvu qu'ils ne soient pas frauduleux, et au crime involontaire. Tous les autres, les uns à un titre, les autres à un autre, tombent sous la main de la justice. La raison n'avait pas encore fait un pareil progrès; et ce traité, malgré son mince volume, à lui seul suffit à faire voir combien fra Paolo était supérieur à son siècle. Quand depuis de longs âges les erreurs ont disparu, que les vieilles opinions sont vaincues, on s'étonne qu'elles n'aient pu exister, et l'homme en être capable. Pour porter un jugement sur le premier qui a chassé les ténèbres, il faut se faire une idée des obstacles moraux qui le cernaient, et qu'il a dû renverser. A nous, le droit d'asile nous semble absurde; mais quand le monde était persuadé que c'était un sacrilège de transférer de l'église à la prison, assurément qu'il fallait une pénétration d'esprit plus qu'ordinaire pour dissiper l'ignorance universelle, et un grand courage pour la signaler. Car rien de dangereux comme de prêcher une vérité contraire aux préjugés religieux, enracinés de longue date, et au patronage desquels se rattachent beaucoup d'intérêts. Cela posé, on ne sera pas surpris que le *Traité des immunités des églises* ait été condamné comme hérétique à Rome, et enregistré dans l'index. C'était une nouvelle brèche à la puissance cléricale.

Mais les personnes sensées en portèrent un tout autre jugement. Il reçut l'admiration du docte publiciste Grotius. Frickeburg, qui le traduisit en latin, sous le titre : *De jure asilorum*, le considère comme le manuel le plus beau et le

complet que les juriconsultes pussent souhaiter. Le sénat de Milan y régla la pratique du duché. Autant en firent les autres États d'Italie et d'Allemagne. Le livre eut la plus grande vogue et porta des fruits bienfaisants. Aujourd'hui les églises sont des lieux d'adoration, et non le refuge du crime.

Bien que le motif qui l'inspira ait cessé, la lecture en est curieuse encore; car il fait connaître certaines circonstances de la société et de la législation.

L'original italien est peu connu, bien qu'imprimé dans les collections des œuvres de l'auteur publiées à Vérone et à Naples. Par l'ignorance de ces éditions, il y figure comme une œuvre distincte de la tradition, nous venons de mentionner, parce que Frickell l'a prise sur un exemplaire de Milan où l'on avait introduit quelques modifications propres au pays, et omis plusieurs passages. Cela induisit en erreur Marc Foscarini (et, sur son conseil, Grisellini) qui, n'ayant vu que la version latine, dit, d'après certains passages, que l'auteur, bien que Vénitien, a voulu se faire passer pour Milanais. Ces passages ne sont point dans le texte de fra Paolo, qui non seulement proclame sa patrie, mais adresse son traité à la seigneurie. Frère Fulgence observe avec raison que le traité *De jure asylorum* a moins d'étendue.

Cette opposition constante de fra Paolo aux visées de la cour renouvela les haines mal assoupies. Peu de mois après la conjuration monacale, furent ourdies deux ou trois tentatives contre sa vie, dont nous n'avons que d'obscurs indices dans sa correspondance, vu sa coutume prudente de ne révéler jamais chose qui pût nuire à autrui. « Quant aux complots contre ma personne, écrit-il, le 8 juin 1609, à un ami qui lui demandait des détails, ils ne font pas faute, mais je fais tout pour les dérober à la publicité, dans l'opinion que ce silence n'est pas seulement pour moi un devoir spécial, mais sert encore à beaucoup de bonnes fins. » Ceux

qui pour d'autres bonnes fins conspiraient sa mort n'avaient pas une égale patience. Ils tentèrent une nouvelle entreprise sur la fin de 1609; et au mois d'avril suivant, il fut averti de se garer de Rome. On ne le laissa pas longtemps en paix. Aux premiers jours de septembre 1612, arrivèrent des lettres de l'ambassadeur vénitien à Rome avisant qu'il avait découvert un complot sérieux contre la vie de frère Paul. Celui-ci fut aussitôt mandé au collège; on lui donna communication de la lettre et l'avis de se mettre sur ses gardes, et on lui offrit tout ce qu'il pouvait désirer pour sa sécurité personnelle.

Cette nouvelle trame avait été secrètement révélée à l'ambassadeur par un cardinal. J'ose soupçonner Bellarmin : car il eut la générosité, propre aux grandes âmes, d'avertir plusieurs fois fra Paolo de veiller à ses jours. Il fit plus : un mauvais moine, Félix de Vicence, avait composé un libelle diffamatoire sous le titre : *Vie de fra Paolo*; et dans l'espoir d'une belle récompense, il le présenta au pape, qui le fit lire à Bellarmin. Après lecture, celui-ci dit : « Très Saint-Père, ce libelle est un tissu de mensonges. Je connais fra Paolo; je le sais homme de bien et de mœurs irréprochables. Si nous tolérons la publication de pareilles calomnies, c'est sur nous que retombera le déshonneur. »

Le lecteur croira-t-il jamais qu'il y ait eu au monde un évêque qui a trouvé blâmables ces traits d'éclatante vertu et qui, les regardant comme d'énormes péchés, a fait tous ses efforts pour prouver que Bellarmin « très saint homme, n'a pu faire assez peu de cas des censures ecclésiastiques pour saluer fra Paolo, notoirement excommunié et contumace, espèce de gens avec lesquels il est interdit d'avoir aucun commerce, et même de leur donner le bon jour. » Cet évêque, c'est Juste Fontanini, et les paroles se trouvent dans son *Histoire secrète de fra Paolo*, p. 107. En parlant du livre du P. Félix, dont nous venons de parler, il s'en faut peu que

l'évêque ne maudisse le cardinal d'en avoir dissuadé l'impression. Il dit : « Plût au ciel que nous eussions cette *Vie de fr*
« *Paolo*, écrite par le frère Félix de Vicence ! Nous y décou
« vririons peut-être des choses qui ne sont pas venues à notre
« connaissance, bien que nous sachions déjà assez de ses sot
« tises pour faire horreur à quiconque a une étincelle de
« piété et de religion. »

—
Tout ce qui ne vient pas de la clarté sans ombre,
Du ciel pur, ce n'est pas lumière, mais nuit sombre,
Ce ne sont que brouillards, ou poisons de la chair.

CHAPITRE XXI.

1609-1615. — Ce n'est pas d'hier que le clergé, dont l'histoire est une suite interminable de scandales, s'est fait un devoir de calomnier la philosophie. Pour la bannir du monde, et la supplanter par une pieuse stupidité, instrument passif de la superstition, ils tâchent de gagner l'esprit soupçonneux des rois, en rejetant sur elle les secousses intestines, conséquences naturelles d'une situation en désaccord avec les besoins de la société. Vive la république ! crient les uns. Vive la monarchie ! acclament les autres. Mais l'esprit des peuples ne s'attache à l'une ni à l'autre de ces formes ; il aspire à une honnête liberté qui laisse à l'homme l'usage de ses facultés intellectuelles, pour atteindre, autant que possible, son perfectionnement ; il aspire à cet ordre légal qui ne garantit pas uniquement les privilèges d'un seul, ou du petit nombre, mais la paix et la sécurité universelle ; qui ne soit pas un obstacle au bien, par une réglementation ou une précaution excessive. Quiconque adoptera cette simplicité de gouvernement qui

s'adapte à tous les systèmes obtiendra un résultat bien rare, l'objet de tous les vœux, je veux dire l'union du peuple avec le prince, qui n'est jamais un effet de la force, toujours un effet de la raison.

Si nous reportons la pensée en arrière de plusieurs siècles nous verrons que jamais le pouvoir civil ne fut exposé à plus d'inquiétudes et d'embarras qu'à l'époque où les peuples obéissaient à l'empire des prêtres. Alors pleuvaient les anathèmes; alors les princes étaient chassés de leurs États, les révoltes et les guerres fréquentes et féroces, le régicide converti par les théologiens en dogme religieux. Alors les casuistes, subtilisant les circonstances les plus menues qui accompagnent les actes, trouvèrent l'art sophistique d'endormir le remords, et inventèrent cette religion mécanique qui aux vertus utiles subroge des pratiques indifférentes qui ne coûtent aucun sacrifice au cœur, qui ne sont pas redoutées du vice et sont favorables à l'hypocrisie. Voici une morale fort singulière : celui qui délivre une âme du purgatoire acquiert la presque certitude de n'être pas damné. Cette âme, par reconnaissance, priera toujours pour lui. Rien de plus facile que de gagner un pareil avantage. Vous faites dire une messe à un autel privilégié, et le purgatoire doit lâcher immédiatement un de ses prisonniers. Nous avons à ce sujet des indults de papes, et particulièrement de Grégoire XIII et Clément XIII. Le pis qui puisse arriver c'est que ces messes privilégiées (elles coûtent le double) étant supérieures au chiffre de la mortalité, il est probable que le purgatoire est vide pendant la majeure partie de l'année. Toutefois l'avoir est inscrit au compte courant à la colonne du crédit. De toute façon, il y a cent moyens, et tout aussi économiques, de se sauver infailliblement. Ce sont entre autres la dévotion au sacré cœur de Jésus, à sainte Philomène, l'oraison de sainte Brigitte, les indulgences plénières, les indulgences *in articulo*

le héros et sauveur du malheureux saint Stock, général des armées chrétiennes, assassiné comme l'enfer, au dire même de saint Bernard. XIV

En se demandant ce que me suis demandé souvent : les religions, les dogmes, les idées, les rites, ont contribué au bien ou au mal de l'humanité, j'ai pensé à courage et le patriotisme. Comment une religion qui se dit d'origine celeste a-t-elle pu engendrer des idées si opposées ? Pourquoi l'évangile du bon plaisir a-t-il été organisé en code de cupidité ? Pourquoi la religion de la charité a-t-elle causé tant de discordes et tant de flots de sang ? Les orateurs de la chaire peuvent bien enjoliver leurs périodes de déclamations sonores ; mais combien de mille hérésies, au moins dix mille schismes, cinquante mille batailles, pour des motifs de religion, et le tribunal du *saint office*, avec un million de victimes, sont pourtant les fruits incontestables d'un mot — et ce mot est inconnu à l'évangile — l'intolérance.

Si la religion doit uniquement consister dans la tendance à l'imitation de Dieu, il n'y aurait pas beaucoup de disputes sur ses principes fondamentaux. Car la raison suffirait à nous faire reconnaître comme vraie la religion qui mène la société au plus haut degré de perfection morale. Tels sont les caractères du christianisme. La religion pure et immaculée aux yeux de Dieu, dit le nouveau testament, est celle-ci : Être miséricordieux, et se garder pur des souillures du siècle. Jamais législateur n'a donné en moins de paroles un précepte qui renferme autant de conséquences. Tout corps social qui le mettrait en pratique arriverait à la plus grande félicité possible ; mais l'homme étant gouverné par les passions — parmi lesquelles priment l'ambition et l'avarice — elles favorisèrent la créance que la richesse et la puissance plaisaient à Dieu même. En conséquence, parmi les institutions et les lois de l'église, imaginées depuis huit cents ans, il y en a peu qui

n'aient pour fin la domination des consciences et de faire de l'argent. Les mérites spirituels devinrent des richesses transmissibles. Le prêtre en étant dépositaire, il les vendait; les laïques, en ayant besoin, les achetaient; et le pape, vicaire de Dieu, sur la terre, égal à Dieu en puissance, justice et infailibilité, source de tous les biens, devint le principal objet du culte. Ses lois méritaient la même vénération. Il est naturel de croire qu'il n'en proclama aucune à son détriment.

Malgré la bonté du système, et les raffinements dont on sut l'assaisonner, il était toujours exposé à de nombreuses vicissitudes, surtout si une indiscrete curiosité se donnait la peine de comparer au présent le passé. Le Christ et les apôtres, en rédigeant le nouveau testament, laissèrent échapper des paroles qui ne sont pas du tout orthodoxes. Aussi, pour parer à l'inconvénient, la cour romaine décida-t-elle que la lecture n'en serait permise qu'en latin, les apôtres ayant mal fait d'écrire dans la langue du peuple. Et Dieu ne s'étant pas expliqué assez clairement, il appartenait à un homme, son vicaire, d'en corriger les obscurités et d'en fixer le sens.

Si l'esprit humain, s'abandonnant tout entier à la tutelle des prêtres, se fût contenté d'une pieuse ignorance, le monde européen n'aurait peut-être pas fait tant de progrès vers une civilisation pleine d'anxiétés et de périls; il jouirait de cette quiétude passive qui endort les Thibétains sous le sceptre paternel du grand lama, autre dieu anthropomorphe, semblable à notre pape. Ou si les novateurs du xvi^e siècle ne se fussent occupés que de questions spéculatives, c'eût été une guerre de plume entre théologiens; elle n'aurait point dépassé ce cercle. Sa sainteté le pape Alexandre VI, encore qu'il défendit la lecture du coran, avait du penchant pour la religion de Mahomet, ainsi que le prouvent ses mœurs et sa correspondance : se qui n'était pas incompatible avec la qualité de vicaire Christ. Avant Luther, l'athéisme pratique était la religion

de la cour de Rome, des plus grands princes et des plus beaux génies de l'Italie; mais c'était une erreur invincible, tolérée parce qu'elle considérait comme indispensables les prérogatives de la sainte cour. Mais les novateurs, déclarant la guerre au purgatoire, aux indulgences, aux dispenses, à la hiérarchie, et surtout à la puissance du pape et aux biens du clergé, points essentiels de la foi, toutes les parties intéressées se trouvèrent dans l'obligation de les poursuivre comme farons guettant les trésors du sanctuaire.

Macchiavel observe que les hommes oublient le meurtre de leurs proches, jamais les atteintes à leur bourse; que les princes, difficiles à pardonner, le sont bien davantage encore, s'ils sont blessés dans leur amour-propre. Telles furent, en effet, les fautes inexpiables dont s'était rendu coupable le consultant. Les curialistes, dans la conviction sincère que le véritable évangile, ce sont les décrétales, que les choses spirituelles sont un beau zéro sans les temporelles, que l'église de Dieu est violée là où ses ministres n'ont ni privilèges ni richesses, et doivent obéir aux lois profanes, avaient raison de le traiter *stylo romanæ curiæ*, puisqu'il niait ces vérités sacrosaintes, et voulait gagner le monde à son opinion. C'est pour cela qu'ils le disaient un grand imposteur, un grand impie, un grand ennemi de Dieu et des princes, serpent muet qui empoisonne en secret, athée, hypocrite, mauvais, misérable, semblable à Cham qui mérita d'être maudit. Telles sont les épithètes dont ils prenaient plaisir à le qualifier, et dont leurs livres sont pleins.

Connaissant les ressources de son génie, et la puissance des armes qu'il maniait, ils ne déposèrent jamais la pensée de se débarrasser d'un ennemi aussi dangereux. Frustrés dans toutes leurs tentatives de l'avoir mort ou vif, ils aiguisèrent leur esprit à propager sa réputation d'hérétique et à le perdre de cette façon. Leurs embûches vinrent de loin; et la

cour de France, ce qui ne lui fait guère honneur, s'y prêta. Mais sous l'empire d'une femme vaine et bigote, en proie aux factions, la France était une dupe facile des intrigues sacerdotales.

J'ai déjà dit plusieurs fois que le consultant entretenait une correspondance avec divers savants de France, entre autres un François Castrino, calviniste, en faveur à la cour, docte, agréable, officieux. Tous les auteurs font de lui un Français; mais c'était un Italien, de Ferrare probablement, où il avait un frère et quelques biens. Ses opinions religieuses l'avaient banni. Il avait été recommandé au servite par M. de l'Isle; et Paul mis en relation avec lui, et l'ayant trouvé honnête et prudent, d'une obligeance prompte, il l'avait choisi pour intermédiaire de sa correspondance avec d'autres amis et pour se procurer les livres et les nouvelles qui convenaient à ses occupations. En 1610, le personnage devint équivoque, et fra Paolo fut averti d'interrompre son commerce. Réellement, vers le milieu de cette année, se trouvant menacé d'une disgrâce, et peut-être aussi pressé par le besoin, Castrino crut s'attirer la bienveillance du nonce Robert Ubaldini, en lui portant quelques lettres de fra Paolo; mais il n'en tira aucun profit. Car peu de mois après, ayant perdu son emploi, tombé dans la pauvreté, après diverses infortunes, rentré en Italie et capturé par l'inquisition, il finit misérablement ses jours à la potence.

Du jour qu'il vint remplacer en France le cardinal Maffeo Barberini, vers la fin de 1607, Ubaldini avait la mission d'épier la correspondance du consultant, de découvrir quels étaient ses amis, et de rechercher soigneusement les intelligences et les projets qu'il entretenait avec les hérétiques d'outre-monts. Ayant appris que Jean Diodati, ministre de Genève, faisait réimprimer en petit format le nouveau testament, traduit par lui en italien avec une rare élégance, et qu'il

pensait en envoyer quelques exemplaires à Venise, Ubaldini en écrivit à Rome au mois de février 1608. De Rome on avisa le nonce Gessi, si le nouveau testament arrivait, de le faire proscrire, parce que c'est un livre hérétique.

Un mois après, Ubaldini sut que Gianfrancisco Biondi, secrétaire de la légation vénitienne, expédiait à Venise un ballot de livres pestilentiels. Tout éperdu il court implorer l'intervention du ministre Villeroi; il écrit à Rome. Il lui semblait qu'une armée de huguenots allait descendre en Italie, et que ces trente ou quarante volumes en latin, allaient pervertir les consciences même des cardinaux et des ouvriers de l'arsenal. C'étaient des livres de controverse, de politique, ou des nouveautés littéraires, dont le cardinal de Paolo avait commandé l'achat.

A voir la consternation des prêtres, aussitôt qu'apparaît un livre qui ne cadre pas avec leurs opinions, on doit soupçonner qu'ils n'ont pas foi dans leurs doctrines. Car, s'ils avaient la conviction d'enseigner la vérité, ils seraient bien aises de la voir discutée. La vérité étant une, inaltérable et éternelle, les sophismes les plus ingénieux mis en regard pâlissent comme la lumière d'une lampe en plein midi. C'est justement le reproche qu'Arnobé, un des pères de l'église, adresse aux prêtres païens, quand ils voulaient condamner aux flammes les œuvres de Cicéron, parce que les chrétiens y puisaient des arguments pour démontrer les absurdités du paganisme. « Si réellement « vous êtes certains de votre religion, réfutez-le, prouvez qu'il « a tort; mais en supprimer les œuvres ou prohiber la lecture, « ce n'est pas défendre les dieux, c'est avoir peur de la « vérité. » On dirait qu'Arnobé avait deviné la congrégation de l'index.

Le nonce fit beaucoup d'embarras des intelligences du consultant avec Antoine Foscarini, ambassadeur de Venise à Paris; et bien que les lettres qui lui avaient été livrées par

Castrino ne lui fournissent aucune lumière, toutefois il crut avoir fait une importante trouvaille; il les transmit à Rome où quelques phrases qui, d'une autre plume, auraient paru fort innocentes, semblèrent puer l'hérésie. Malheur à Sarpi si, comme le cardinal Bembo, il avait traité de *niaiseries* les épîtres de saint Paul; s'il avait dit que les mots *fides* et *excommunicatio* étaient des termes barbares, et y avait substitué *persuasio*, et *aquæ et ignis interdictio*; s'il avait appelé la madone *déesse*. Malheur à lui, s'il avait écrit à un Turc dans le style des lettres adressées par Alexandre VI à Bajazet II. Toute la cour aurait crié au mahométisme. Que le lecteur se rappelle la lettre chiffrée que frère Gabriel avait livrée à l'inquisition romaine, où l'on ne trouva motif d'accusation. Mais les temps étaient changés. La cour qui voulait à toute force faire de fra Paolo un hérétique, manigançait les moyens de remettre au collège, par la voie diplomatique, les lettres interceptées par Ubaldini; mais le nonce Gessi s'était rendu important; il fallait lui trouver un second qui donnât aux prêtres plus de poids et d'autorité.

On écrivit à Ubaldini de solliciter l'intervention des Tuileries. Il prêcha à la reine Marie et à Villeroi qu'ils rendraient à la religion un service signalé, s'ils unissaient leurs efforts aux siens afin de dépouiller de son emploi, de sa réputation et de la vie un impie tel que fra Paolo. Parmi les nombreuses lettres qu'Ubaldini doit avoir transmises à Rome, il y en a plusieurs où l'auteur parle du roi Henri, de la France et des Français, d'un ton assez dédaigneux. Mais l'injure n'entrant point dans le style de Sarpi, et ce langage étant contraire à l'opinion qu'il avait du prince et de la nation, je soupçonne ses ennemis d'avoir intercalé ces passages dans les copies, afin de mieux indisposer contre lui la régente et la cour.

Ces pratiques durèrent quelque temps; car enfin, ce n'était qu'un commérage; et, malgré sa bigoterie, la cour de France

ne pouvait y mettre la même chaleur que pour une affaire d'état.

Aux derniers mois de 1611, Champigni avait été remplacé dans l'ambassade de Venise par Léon Brûlart, de parti, espagnol; de caractère, double; de religion, hypocrite. Soit qu'il eût des intelligences avec le nonce et les jésuites, ou qu'il suivit les inspirations de sa propre malignité, à peine arrivé à sa résidence, il rechercha l'amitié de fra Paolo pour en épier les actes et les pensées, et lui escamoter quelque papier qui pût servir à sa ruine. Sous le prétexte de lui remettre deux lettres, dont il était porteur, une entre autres du président de Thou, il se mit à sa disposition, pour lui faire passer sa correspondance sous le convert de la légation. Il ne tarda pas à sentir qu'il désirait continuer l'amitié qu'eurent pour lui le duc de Maisse et Desfré, Canaye; qu'avec sa permission il lui rendrait visite. Mais Sarpi qui, avant l'arrivée de Brûlart, s'était enquis de sa personne et de son caractère, et le savait plus enclin au mal qu'au bien, reçut les lettres, ne lui confia point les réponses, et lui fit dire que sa qualité de consultant lui défendait ces relations. De quoi Brûlart dépité ne s'en soucia pas davantage, et écrivit en France que fra Paolo était un homme sans religion, sans foi, sans conscience, incrédule à l'immortalité de l'âme.

Sur la fin de 1612, Brûlart reçut ordre de Villeroi de s'entendre avec le nonce pour présenter au collège les lettres dont j'ai parlé, et de manœuvrer de façon que fra Paolo fût détrôné, au moins d'épier ses relations et les moyens d'intercepter sa correspondance. Gessi et Brûlart se consultèrent; mais ils s'aperçurent que le consultant était trop bien ancré au cœur des Vénitiens, sa réputation trop solidement assise. Pour chose qu'ils fissent, ils ne sauraient l'ébranler. Et puis la circonstance n'était rien moins que propice; car les querelles de frontières, de juridiction, de souveraineté, et autres incidents politiques, rendaient non seulement utile mais néces-

saire à la république la personne de fra Paolo. Surtout que cette année avait paru le fameux Squittinio, cauchemar des Vénitiens. Les deux diplomates reconnurent que ces lettres étaient parfaitement insignifiantes, et, parce qu'elles étaient adressées à des huguenots, il ne s'ensuivait pas que l'auteur eût embrassé leur hérésie. Ils s'arrêtèrent donc à la résolution de ne les point présenter; car ils auraient joué un rôle ridicule, et plus avantageux que nuisible à fra Paolo; mais de les faire circuler, avec une malignité mystérieuse — en déplorant les périls de la religion et l'aveuglement des sénateurs — parmi les bigots, les papistes, les ennemis de Sarpi, et de soigner ainsi la propagande souterraine de la calomnie.

De tout quoi Brûlart rendit compte au ministre, ajoutant que fra Paolo, depuis plusieurs mois, n'entretenait plus de correspondance avec des ultramontains, probablement depuis la trahison de Castrino; qu'intercepter ses lettres à Venise ou en Italie était chose impossible, attendu qu'il les expédiait avec les dépêches des ambassadeurs, par la connivence de secrétaires très affidés, et protégées par de bons sceaux; mais qu'il n'était pas difficile en France de dévaliser le courrier; et il indiquait les agents convenables.

Ces ministres caillettes ne reculèrent pas devant un acte aussi odieux; et ils eurent le talent de rendre complice de la trame Giustiniani, qui avait succédé à Foscarini, dans l'ambassade. Les dépêches lui étant adressées, il pouvait aisément violer les lettres du consultant, et en laisser prendre copie au nonce. Mais le résultat ne répondit point aux espérances. Sarpi, à qui ces pièges n'étaient pas inconnus, et savait que les inquisiteurs de Milan et de Trente avaient mission de veiller sur les livres en destination des Lagunes, écrivait rarement de sa main, presque toujours en chiffres, surveillant prudemment sa plume; et la plupart du temps ne correspondait que par ordre du gouvernement ou avec son autorisation.

que des copies, fournies aussi par Castrino, en qui l'ambassadeur mettait grande confiance. Mais comme on a soin de faire disparaître les originaux, il n'est pas étonnant de soupçonner que les honorables larrons se sont permis de faire des interpolations à leur fantaisie. J'ai déjà parlé de passages blessants pour la France. Il y en a d'autres qui sentent le gouvernement de Venise. Mais on ne croit pas que de pareilles phrases puissent tomber de la plume d'un homme de spectacle de fra Paolo. Outre qu'il était profondément convaincu que ces passages ne répondent ni à son caractère, ni à son talent d'écrire. A quiconque réfléchira sur sa réserve et sa dignité, et l'iniquité des moyens dont se sont prévalus ses ennemis, on fera malaisément croire qu'un fragment de lettre de Giustiniani n'a pas été fabriqué exprès pour irriter l'ambassadeur et le fléchir à leurs vœux. Voici ce passage tel qu'il est rapporté par le cardinal Pallavicino : « Le nouvel ambassadeur (Giustiniani) est un homme de grande capacité, intelligent, prudent, modeste, brave, vaillant, courageux, indépendant, ferme, constant, sage, mais papiste, et non par ignorance, mais par choix. Aussi doit-on s'en garder d'autant plus. Il se confie, il entretient avec lui une correspondance publique, mais il ne se fonde pas sur son fond, il s'en défie. Cet ambassadeur tâchera de se faire un parti, un casaubon, avec C. (Castrino), lesquels feront

et comme chaque parti a essayé de les adapter à ses vues, cette lettre, horriblement lacérée et mutilée, se lit encore parmi celles qui ont été imprimées à Genève. C'est la 120^e. Le texte est conforme à celui de Pallavicino, avec cette notable différence : « il tâchera de se lier avec des protestants, avec » Casaubon, etc. » Dans mon exemplaire, au lieu de protestants, il y a des *lettrés* : ce qui non seulement change la pensée, comme on voit, mais donne une suite plus naturelle. Le texte de Pallavicino n'a l'un ni l'autre mot.

Puisque le fil du discours m'a conduit à nommer les lettres genevoises, la raison veut que je m'étende un peu sur le sujet. C'est le corps du délit, sur lequel la tourbe des curialistes a fondé le procès d'hérésie qu'ils intentent à la mémoire de fra Paolo.

Le lecteur a déjà vu que, pour des motifs divers, les scribes de la curie ont tâché de le faire passer pour un protestant : ils espéraient ainsi amortir la force des vérités qu'il enseigna, tandis que les protestants s'ingéniaient à prouver que, catholique, il partageait leurs doctrines. Car ce grand théologien ayant, par sa science et la sainteté de sa vie, mérité la considération de toutes les personnes doctes et débarrassées des préjugés de la communion romaine, les protestants comptaient sur son autorité pour affaiblir les préventions en leur défaveur, et grandir leur parti. Ce fut dans cette vue que l'on publia, en 1675, à Genève, sous la rubrique *Vérone*, un recueil de lettres italiennes de Sarpi, écrites la plupart à Groslot, seigneur de l'Isle. Jean-Albert Portner, magistrat de Strasbourg, s'en était procuré une copie, qu'il manda au libraire Chouet, de Genève. Malheureusement, l'auteur de cette transcription y introduisit d'énormes balourdises, soit qu'il n'entendit pas l'italien, que l'autographe fût en chiffres, ou dévasté par le temps et l'incurie. Il omit des mots, des phrases et des noms propres, des périodes entières; il com-

pose une lettre de fragments divers ; il décompose, déränge, fait un assemblage monstrueux, quelquefois insipide, souvent inintelligible. Et comme si c'était peu de chose qu'un pareil chapelet de coqs-à-l'âne, d'autres bévues innombrables sont le péché de l'imprimeur, ignorant, lui aussi, de la langue, à désespérer le philologue le plus patient qui voudrait ramener ces lettres à une leçon raisonnable. Pour couronner l'œuvre, la méchanceté y voulut mettre aussi son grain de sel, en interprétant des noms, falsifiant des phrases, et prêtant à l'auteur des tournures qui lui donnent des semblants toujours plus hérétiques, et dédaignant les apparences jusqu'à lui faire dire des absurdités. Par exemple, en deux endroits on met dans la bouche de fra Paolo qu'il voudrait des ministres protestants à Venise, parce que leur prédication ouvrirait bientôt les yeux du peuple, surtout s'ils étaient Grisons ; car ceux-ci font l'exercice en italien. Or, il est incroyable que le consultant ait tenu ce langage. J'ai déjà dit que le culte public des hétérodoxes était défendu. Cela ne serait pas, quelles lumières pouvait jamais tirer le peuple de ministres français ou allemands prêchant dans une langue étrangère ?

Quant aux Grisons, il est bien vrai qu'il y a dans ce pays quelques bourgades, avec une population d'environ cinq mille âmes, où l'on parle italien et l'on suit la religion réformée. Mais de quel avantage pouvait être le petit nombre de ceux qui vivaient à Venise, pauvres, sans littérature, artisans pour la plupart, et ne songeant qu'à l'exercice de leur industrie ? Fra Paolo ne pouvait ignorer que la majeure partie des Grisons italiens étaient non seulement catholiques, mais superstitieux, comme ils le sont encore, et que la grande masse des réformés se composait d'Allemands ou de Romands, ces derniers parlant un idiome fort rapproché de l'italien, mais qu'il n'est pas facile d'entendre sans étude.

Ces défauts, et mille autres, induisirent les critiques veni-

tiens, et d'abord le doge Foscarini, jaloux de l'orthodoxie de leur fra Paolo, à croire que les lettres de Genève étaient apocryphes; mais elles lui appartiennent sans doute aucun. A travers les corruptions, les nombreuses altérations, on y aperçoit toujours ce style original, énergique, sentencieux, épigrammatique, sarpien en un mot. On y aperçoit sa syntaxe plus vénitienne que toscane; et, qui est fait à la lecture de ses œuvres, rencontre dans les lettres la plus grande uniformité de pensée et de langue. Foscarini, car les autres n'ont guère fait que le copier, s'appuie principalement sur divers gallicismes, des fautes de grammaire, des phrases inintelligibles; mais cela n'a rien à faire avec le texte. C'est la faute d'un ignorant imprimeur. On ne saurait nier que dans les lettres il y ait maintes lacunes; que le copiste a laissé dans la plume des phrases et des lignes entières; qu'à plusieurs manque la fin ou le commencement; que d'autres ont subi des mutilations plus ou moins longues; et qu'ailleurs on a intercalé des fragments qui devaient appartenir à une autre lettre. La même incurie a défiguré presque tous les noms propres ou communs, à ne pas savoir ce qu'ils représentent. Quant aux gallicismes, ils résident plus dans l'orthographe employée par le copiste ou l'imprimeur que dans les mots mêmes, et encore faut-il voir s'ils n'ont pas été interpolés par une main ignorante. Je ne sais comment Foscarini a pu tomber dans la conjecture, ou, pour mieux dire, dans l'illusion ingénieuse que les lettres ont été primitivement écrites en latin et traduites par un maladroit Italien sur une version française. Il se fonde sur une « lettre latine de fra Paolo, adressée à François Hotman, abbé de Saint-Médard, et ensuite conseiller au parlement de Paris. C'est l'avant-dernière parmi les italiennes de l'édition de Vérone; et là, non seulement elle a changé de langue, mais de destination, adressée qu'elle est à Gillot. Nous avons lu (continue-t-il) la même lettre en français; et

« une apostille annonçait qu'elle avait été traduite d'une copie anglaise. » Tout cela est très vrai ; mais le docte critique aurait dû faire observer que la lettre de l'édition genevoise, si vous en élaguez les fautes d'impression et l'adresse, est autographe, et les autres ne sont que des versions. Si, ensuite, on compare ces genevoises avec les autres italiennes du même auteur, publiées ou inédites, adressées à Ant. Foscari, ambassadeur à Paris, à François Priuli, ambassadeur à la cour impériale, à François Castrino, on y reconnaîtra le même fond, les mêmes phrases, les mêmes façons de dire, la même tournure de périodes, le même vêtement de la pensée. Enfin, dans toutes on rencontre les mêmes traits, les mêmes points brèves, épigrammatiques, spontanées, qui ne peuvent venir d'une première et encore moins d'une seconde traduction.

Il n'est pas sûr qu'elles soient toutes adressées, comme le porte le titre, à Groslot : ce qui importe peu. Mais il importe d'observer qu'elles n'appartiennent pas toutes à fra Paolo. Plusieurs sont évidemment de frère Fulgence, comme la signature en fait foi ; d'autres, reconnaissables au style et à la lâcheté de la pensée, doivent être d'une main étrangère, et n'ont rien de commun avec le consultant.

Enfin, quelle que soit la part de fra Paolo, comme ces lettres ont été outrageusement maniées par les copistes, les imprimeurs, les falsificateurs intéressés, en bonne critique, on n'en peut tirer, comme on l'a fait, de conclusion positive touchant ses opinions religieuses.

Si fra Paolo, pour prouver que les papes ne sont pas infail-
libles, avait posé que saint Marcellin tomba dans l'apostasie, en sacrifiant aux idoles dans le temple de Vénus ; que saint Innocent commit un sacrilège en allant avec les prêtres païens sacrifier aux dieux du Capitole, pour en obtenir la délivrance de Rome assiégée par Alaric ; les curialistes s'empresseraient de répondre que le premier fait est douteux, et même nié

par de doctes critiques ; que l'autorité du bréviaire n'est point sans appel, puisqu'il contient nombre de faussetés, encore qu'il soit destiné à l'édification des prêtres ; que le second n'a pour garant que Zosime, auteur païen, ennemi et calomnieux des chrétiens, et, par suite, témoignage suspect.

Il est juste de ne condamner personne sur des faits obscurs ou des preuves douteuses. Cependant d'ordinaire les hommes ont de leurs préjugés une conviction si facile, qu'ils trouvent bons tous les arguments favorables, sans penser aux arguments contraires ni aux contradictions. C'est ce qui arrive aux ennemis de fra Paolo. Un homme sans passion, un critique passable aurait fait ce raisonnement : de ses lettres, personne n'a vu les originaux ; les copies sont évidemment falsifiées, ou produites par des ennemis. Ce sont des témoignages suspects. Les autres, au rebours, aveuglés par la passion, rejettent un témoignage qui parle contre eux, parce qu'il est douteux ou partial ; ils en acceptent un, au profit de leur cause, quoiqu'il soit douteux ou partial.

Outre ces lettres de Sarpi, il en est beaucoup d'autres écrites en latin. On n'a publié que celles adressées à Jérôme Gillot, à Jacques Leschassier, et deux à Isaac Casaubon. Restent inédites plusieurs de cette catégorie et toutes celles qu'il écrivait à Du Plessis Mornay, et peut-être beaucoup d'autres ignorées des bibliophiles. Ces lettres latines roulent sur des matières canoniques, bénéficiaires surtout. Elles sont courtes, érudites, pleines de critique, et d'une lecture assez agréable et profitable. Le style est pur, énergique, sentencieux à l'ordinaire, plein de chaleur et de naturel. Malgré la simplicité et certains mots nouveaux, introduits ou par la science ou par le besoin d'un style familier, elles révèlent une profonde connaissance de la langue et de ses beautés, une grande aisance à la manier et à la plier à tous les sujets. Il faut croire que le cardinal Pallavicino ne les avait pas lues, ou lui supposer une

bonne dose d'impertinence, quand il ose dire que fra Paolo n'entendait pas grand chose au latin.

Ces lettres pourtant n'ont pas été à l'abri de mutilations ni d'interpolations. Parmi celles qui ont été livrées à la presse, le lecteur peut en voir un exemple dans la seconde à Lesschassier, laquelle est un fragment de la dix-neuvième, et dans la trentième, où est enchâssé un lambeau d'une autre, non seulement hors de propos, mais qui embrouille le sens tout à fait. L'épître septième à Gillot est aussi horriblement maltraitée.

La correspondance de fra Paolo offre une lecture agréable par nombre d'anecdotes curieuses et par l'enjouement du style, et elle est fort utile pour la connaissance de l'époque. Car, les italiennes surtout, roulent sur les événements du jour. Aussi je pense que l'on ferait chose utile si l'on s'occupait de recueillir toutes celles que l'on connaît. Et, comme les originaux sont perdus, et qu'il n'y a pas grand espoir de ramener le texte à sa véritable leçon, il faudrait allumer le flambeau de la critique, corrigeant les erreurs d'impression ou de transcription, remplissant les vides où il est possible, retranchant les interpolations manifestes, notant les douteuses, et remettant à leur place les passages transposés.

J'ai dit que les originaux sont perdus. Il semble que catholiques et protestants y ont une part égale, chacun dans l'intérêt de faire disparaître des monuments de ses vices. Beaucoup ont parlé de leur existence, mais comme du phénix, sans l'avoir vu. Le cardinal Pallavicino rapporte dans l'introduction à son *Histoire du concile de Trente* quelques fragments épistolaires de Sarpi, avec un circuit tortueux de phrases alambiquées et équivoques; il voudrait nous faire accroire qu'il a vu les originaux; mais il est facile de le convaincre de fausseté. J'ai aussi une copie de ces lettres. D'une, j'ai déjà rapporté les variantes. Il en cite une autre, du 15 avril 1611; dans mon recueil elle

du 8 juin 1610, et les événements dont elle parle contiennent ce chiffre. L'erreur de date est une preuve que Pallavicino n'a point vu l'original. Il cite une lettre latine sans date. Cette omission doit nécessairement être imputée au copiste. Dans mon manuscrit, elle est du 17 août 1610. Les autres noms comme l'Éminence dans ses préliminaires sont identiques à celles qui furent imprimées à Genève, et le cardinal ne dit pas qu'elles lui furent transmises de France, sans indiquer quel fut le copiste. En confrontant ces fragments avec les originaux on n'y voit pas de différences notables.

Paolo avait des relations et des correspondances à Rome, à Naples, en Sicile, dans tous les pays où la république entretenait des représentants, et en France, en Hollande, en Allemagne, en Angleterre, jusqu'en Espagne et dans les contrées barbares de la Turquie. Ses lettres roulent sur des objets familiers, nouvelles politiques ou littéraires, jurisprudence, histoire, droit civil et canonique, théologie, sciences, lettres et arts. Il y sait convenablement enchâsser des anecdotes curieuses, relatives aux faits du jour, au caractère des grands personnages, des facéties et des bons mots. De toutes choses que l'on regrette le plus, j'entends les scientifiques, à Rome en reste-t-il une. Toutes sont dispersées; mais ce que nous déplorons surtout, c'est la disparition des lettres écrites par Galilée.

Le catalogue de ses amis et correspondants serait fort long. Il y a pourtant un devoir de faire connaître les principaux. Galilée, tout ce qu'il y avait d'illustre par le savoir, la pratique des affaires, et une bonne réputation, était du cercle de Paolo. Presque tous les patriciens en mission et leurs collègues correspondaient avec lui, entre autres Antoine Caraccioli, ambassadeur en France et puis en Angleterre; François Contarini, ambassadeur à Rome; Thomas Contarini, ambassadeur en Hollande et puis à Rome; Grégoire Barba-

rigo, ambassadeur à Turin et en Suisse, et enfin à Londres, où il mourut; François Priuli, ambassadeur à la cour impériale de Prague; Jean-François Sagredo, consul général en Syrie, et maints autres.

Parmi les hommes d'État étrangers, outre ceux que j'ai nommés dans le courant de l'ouvrage, Ferrier, de Maisse, dont il eut la douleur d'apprendre la mort, le jour même où il tombait sous les poignards, Defresne Canaye, Wotton, Vander Myle; il faut ajouter Jacques Bongars, conseiller de Henri IV et employé à d'importantes missions à Rome, en Allemagne, Hongrie, Bohême, à Constantinople, lettré, critique, érudit; — le grand pensionnaire de Hollande Barnevelt, et, suivant quelques témoignages, le grand pensionnaire Heinsius; mais par dessus tous Philippe Mornay, seigneur de Plessis-Marly, de famille illustre, alliée aux Bourbons, ministre et ami de Henri IV, gouverneur de Saumur. Parmi les érudits, critiques, philologues, théologiens, jurisconsultes et historiens de renom, je signalerai Isaac Casaubon, qui ne dédaigna pas de le consulter sur sa traduction de Polybe, et en reçut des détails sur la personne et le caractère du cardinal Baronius, et des matériaux pour ses *Exercitationes* sur les *Annales* de ce chapeau rouge. On en fit des reproches à Sarpi, comme d'un crime contre le dogme: « N'est-ce pas une preuve de sa tendresse pour l'hérésie, disait un monsignor, que d'avoir fourni au calviniste Casaubon des documents contre les *Annales* de l'éminentissime cardinal Baronius? » Je rappellerai Hugues Grotius, Claude Saumaise, Jean-Gérard Vossius, le président de Thou et Jean Meursius. Il y a apparence que ce dernier fit la connaissance de fra Paolo, quand il accompagna, dans son voyage en Italie, en 1609, le fils de Barnevelt.

Parmi les jurisconsultes et les canonistes, Jérôme Groslot, seigneur de l'Isle, et bailli d'Orléans, dont fra Paolo fit la

connaissance à l'époque de l'interdit, durant sa résidence à Padoue et Venise; Jacques Leschassier, avocat au parlement, et ancien secrétaire de l'ambassade de Pologne sous Gui du Faur, seigneur de Pibrac, le même qui représenta la France au concile de Trente, et dont l'amitié lui fut acquise par Groslot; Jacques Gillot, chanoine de la Sainte-Chapelle, et conseiller du roi au parlement, de qui, aussi bien que des deux frères Pierre et Jacques du Puy, et de Simon Vigor (neveu du théologien qui assista au concile), il obtint de précieux documents pour servir à l'histoire de ce synode; Jean Hotman, seigneur de Villiers, conseiller clerc au parlement de Paris, et abbé de Saint-Médard de Soissons; le célèbre syndic de Sorbonne, Edmond Richer, auteur d'une histoire estimée des conciles œcuméniques, et d'autres écrits où brillent, éclairées par la science, les maximes contraires à la cour romaine; — Jean, fils de Guillaume Barclay, Anglais né en France et mort à Rome, — et les avocats français Arnauld Buchel, aussi docte antiquaire, Louis Servin et Pierre de la Martellière, connu par son plaidoyer contre les jésuites, — d'autres avocats en renom, à cette époque, Dollot, Leidresser, Dumoulin, Orman et Éloi Hasenmuller, jésuite défroqué, auteur d'ouvrages contre la société, qui ont fait quelque bruit.

Enfin, dans le cercle des sciences, il comptait parmi ses amis Alexandre Anderson, mathématicien écossais, disciple de François Viète et auteur d'un supplément à l'*Apollonius Redivivus* de Marino Ghetaldi; Jacques Aleaume, autre mathématicien que lui fit connaître Ghetaldi, et le célèbre philosophe anglais François Bacon de Verulam, le père de la philosophie expérimentale, génie vaste et original, comme fra Paolo, comme lui ennemi des obstacles que présentaient les mauvaises méthodes de l'aristotélisme mal entendu, l'investigateur des secrets de la nature.

Ce choix précieux d'amis avait été formé non seulement parmi les hommes les plus distingués par l'élévation du génie, mais encore les plus respectables par les vertus sociales; catholiques, de ceux qui s'opposaient aux exagérations de la cour romaine; hétérodoxes, recommandés par la modération, l'esprit de conciliation, qui se rapprochaient de la communion romaine. Ainsi Casaubon, dont les protestants craignaient la défection tous les jours; Grotius, accusé d'indifférentisme, parce qu'il ne voulait pas s'engager dans les luttes furieuses des Gomaristes; Dailly, Saumaise, Vossius, qui à une exquise érudition joignaient un jugement sain et impartial; et le dit Plessis Mornay, surnommé le pape des huguenots, très modéré lui-même, ennemi des controverses, et, comme tous les protestants éclairés, plus hostile aux abus qu'aux pratiques du catholicisme. On retrouve le même esprit chez Wotton, Bedell et autres amis de fra Paolo; et, par ce juste milieu dans le choix de ses amis, beaucoup mieux que par d'arbitraires présomptions, on peut juger de la mesure de ses opinions religieuses.

CHAPITRE XXII.

Partant de la maxime fondamentale de l'évangile, que la pureté des mœurs et l'amour de Dieu et des hommes — ce qui comprend le rigoureux accomplissement de tous nos devoirs domestiques et sociaux — sont le premier dogme et le dogme suprême; que l'essence de la loi de Dieu ne consiste point dans de vaines opinions ni dans l'observance de certains rites, mais dans la pratique de la vertu; que les disputes sont filles de la curiosité et de l'orgueil, et mènent à la discorde et au fanatisme, fra Paolo mettait la moralité de la conduite bien au dessus des spéculations théologiques; et pourvu qu'on fût

honnête homme, il ne se souciait pas de savoir si on croyait au mérite *de congruo* et *de condigno*; aux cinq causes des sacrements et à leur nombre septénaire, prouvé par les sept planètes et, autres maximes pareilles, dont les théologiens proclament la vérité, sur la foi d'Aristote, mais qui pourraient bien être oiseuses, puisqu'elles ont été inconnues à Jésus et à ses apôtres.

L'évangile commande d'adorer Dieu en esprit et en vérité. Saint Paul réproouve le culte des images. Les chrétiens des premiers siècles les eurent en abomination, comme aujourd'hui les musulmans. Eugène, évêque de Laodicée, qui florit du temps de Constantin, fut le premier à tracer des peintures sacrées dans le vestibule et autour des portiques de son église.

Saint Paulin, évêque de Nôle, mort en 431, imita cet exemple et introduisit les peintures même dans l'église; mais il en fut blâmé. Vers 595, saint Grégoire, pape, écrivit à Sérénus, évêque de Marseille, de condamner le culte des images, tout en les tolérant dans l'église, comme des monuments de l'histoire. Ce culte prévalut d'abord chez les Orientaux, ensuite parmi les Latins, favorisé par l'ignorance des moines, qui donnaient à Dieu une figure humaine. La vénalité ou l'impos-ture multiplièrent chez les Grecs certaines images que l'on attribuait au pinceau de saint Luc ou des anges, ou tombées du ciel. La superstition fit de tels progrès, qu'on ne rendait plus hommage à Dieu, que l'on n'adorait plus que des simulacres de bois, ou des toiles. L'empereur Léon l'Isaurien, en 726, en purgea les églises; cela lui valut de la part des dévots le titre hérétique d'iconoclaste, et lui fit perdre ses provinces d'Italie, qui chassèrent de Ravenne les exarques, de Rome et de Naples les ducs, et proclamèrent leur indépendance. Le pape Grégoire II, en défendant l'iconolâtrie, disait que la peinture peut représenter les martyrs, mais la trinité, impos-

sible. Quelques siècles plus tard on n'y trouva plus la moindre difficulté. Le culte des images, combattu pendant plus d'un siècle, par six empereurs et de nombreux conciles, triompha, grâce à deux femmes, les impératrices Irène et Théodora. Le concile de Francfort, convoqué par Charlemagne en 794, auquel assistèrent plus de trois cents évêques, anathématisa le second concile œcuménique de Nicée et condamna ce culte lequel néanmoins l'emporta dans les siècles suivants. Sans en reconnaître la nécessité, les théologiens sont fort zélés à jeter à la tête de quiconque risquerait une parole hostile le nom d'hérétique ou du moins de novateur. Ils enseignent que l'on peut dire à une femme peinte sur la muraille : Notre père, qui es au ciel, et à un moine taillé en bois : Salut, ô reine, mère de Dieu; et comme fra Paolo ne voulait pas dire père à une femme, ni mère à un moine, et qu'il ne possédait aucune image, sauf un crucifix, et une petite toile représentant le *Christ au jardin*, il fut accusé d'impiété. C'était au moins un scandale qui pouvait préjudicier aux offrandes, prodiguées aux saints plus qu'à Dieu.

Je crois que dans tout le monde catholique il n'y a pas un temple consacré à Dieu seul. Les romanistes ont bien plus peur du déisme que du polythéisme; et quoique le déisme soit la religion de Jésus et des apôtres, ils ne le mettent pas à une grande distance de l'athéisme. En effet, un être qui peut tout et n'a besoin de rien n'est pas fort propice aux offrandes, et la caisse en souffre. Entre les divinités de la religion romaine la madone occupe le premier rang; et si elle n'est pas supérieure à la trinité, il s'en faut peu. Les épithètes sonores qui lui sont prodiguées dans les litanies donnent une idée de puissance illimitée. A Rome, sur deux cents églises, cinquante au moins lui sont dédiées. Partout ailleurs, même proportion. C'est réellement la divinité qui fait le plus de miracles. C'est elle qui inspira tant de fois le génie sublime de Raphaël et

Corrége, la muse pathétique de Pétrarque et la muse pensive de Manzoni. Il ne semble pas que fra Paolo lui fût très dévot. Je ne l'affirme pas ; mais le lecteur peut voir ce qu'il en dit dans le livre II de son *Histoire du concile de Trente*, parlant de l'immaculée conception. Le cardinal Pallavicini en fut terriblement scandalisé, et il prouve, sur l'autorité d'Aristote et des jurisconsultes, que la madone est née sans le péché originel.

L'auteur de l'évangile borne à sept versets l'oraison dominicale ; et il dit que les longues prières sont verbiages de païens. Avec le temps, cette maxime parut erronée ; et l'on reconnut que cette oraison était mesquine et trop courte ; que Dieu, semblable aux mortels, quelquefois fait le sourd, et n'entend pas, à moins qu'on ne l'importune. On inventa donc le moyen de revenir au verbiage païen, en la répétant quinze fois et en l'assaisonnant de cent cinquante *Ave Maria*. Mais Sarpi, disait un bon papiste, était si impie qu'il s'en tenait à la doctrine de Jésus, et ne récitait pas le rosaire.

« S'il fallait ajouter foi à toutes les reliques, disait le « pieux Ganganelli, il faudrait souvent se persuader qu'un « saint a eu dix têtes et vingt bras. » Il semble que fra Paolo était du même avis. Autre crime d'hérésie. Mais ce qui dépassa toutes les bornes, ce qui excita au vif la sainte horreur des curialistes, c'est qu'à l'article de la mort, Sarpi ne réclama point les indulgences que le Saint Père daigne accorder aux moribonds, comme un passeport pour l'autre monde.

Saint Paul est si contraire à l'esprit de controverse, qu'il le condamne au moins en vingt endroits et recommande la tolérance et la patience, seules capables d'entretenir la charité. Notre théologien aussi se plaint souvent de la passion de son siècle pour les controverses. Il ne conçoit pas qu'on en vienne à se haïr pour des niaiseries, et qu'on perde son temps à sonder l'abîme, alors que les dogmes de l'évangile sont textuels et

très simples. Il pense d'ailleurs que toutes les opinions, sauf l'athéisme, peuvent être tolérées par les gouvernements; mais dans un intérêt purement politique, et pour le repos de la société. Car l'indifférence n'allait pas au caractère de Sarpi; il faisait un crime aux jésuites de l'insinuer. Il ne croyait pas qu'un homme pût changer de religion, sans un motif intéressé, qui implique l'indifférence pour le culte qu'on adopte et celui qu'on abandonne. Il avait beaucoup moins de répugnance pour l'impiété que pour la superstition. L'impie, disait-il, ne fait tort qu'à lui; il ne s'inquiète pas de propager sa doctrine. Il le voudrait qu'il ne pourrait. C'est un monstre pour l'intelligence, et il entrainera fort peu de pervers. Mais la superstition est contagieuse; et qui en est infecté voudrait l'inoculer au monde.

Tous les hommes, disait-il encore, et particulièrement les princes, sont obligés en conscience au maintien de la religion. Ils doivent regarder comme un bienfait de Dieu d'être nés dans la communion catholique; comme un signe de sa colère, d'en être séparés. Il reprochait aux protestants leurs préventions, qu'il traitait de superstitieuses, parce qu'ils ne distinguaient pas le vrai catholicisme, simple, noble, tolérant, du catholicisme falsifié et marchand. Il reconnaissait des abus dans la communion romaine, mais c'était la faute des hommes. Car les princes négligent l'étude de la religion; ils se contentent d'en avoir une sans la connaître, et tolèrent par intérêt ou convenance que leurs peuples, sous ombre de piété, soient dupés par des rites et des inventions toujours nouvelles, sans considérer que chaque rite emporte avec lui sa créance; et ainsi la religion s'altère, et elle se plie à l'avantage de qui la remanie.

L'Église, continuait-il, ne se compose pas des prêtres seulement. Dans ce cas, ce serait une république terrestre, et non une chose céleste; mais elle se compose de l'union de

tous les fidèles, et elle n'a d'autre but que leur bien spirituel. Elle n'a rien de commun avec le temporel. Le pape est le chef de l'Église; mais il est en même temps prince temporel. A ce titre, depuis plus de cinq siècles, il vise à l'empire, de l'Italie au moins, et y toucha. Il ne faut donc pas s'émerveiller qu'il use de tous les moyens d'agrandir son autorité. Le pontife romain a la charge de la religion, des affaires de l'Église et du gouvernement de ses États; et le cumul de ces fonctions produit des maux infinis. Il y a trois espèces de canons, selon qu'ils regardent les choses spirituelles, temporelles et mixtes. Les premières sont du ressort du clergé. Le pontife, hors de ses États, ne peut s'ingérer dans les secondes. Quant aux troisièmes, les princes ont l'obligation de s'en occuper autant, et même plus que les ecclésiastiques. Au spirituel, qui constitue l'essence de la société catholique, il n'est licite à personne d'apporter la moindre modification. Mais l'abus du temporel a donné naissance à beaucoup de troubles; car la cour romaine s'en est servie toujours pour sa grandeur temporelle. Il en fut de même des mixtes; car les princes, par faiblesse, ont laissé prononcer leur exclusion: ce qui n'arriverait pas, s'ils savaient distinguer ce qui appartient à la foi, immuable, de ce qui regarde la discipline et l'administration des biens et affaires du monde.

Il félicitait l'église gallicane de posséder les moyens de résistance aux usurpations de Rome, et de maintenir les droits de la nation et du prince. Il ajoutait qu'elle aurait dû prendre le nom d'Universelle et non pas de Gallicane, et que, si l'on savait l'origine de ses institutions et de ses privilèges, tout le monde suivrait son exemple. Ce n'était pas, suivant lui, un système parfait, mais il était bon. Il blâmait Charlemagne d'avoir trop grandi la puissance des papes, et d'avoir ainsi préparé le malheur de l'Occident. Quiconque, écrit fra Paolo, aura connaissance de l'antiquité et de l'histoire, ne niera ja-

mais la primauté du siège de Rome ; mais ce qu'ils veulent, ce n'est pas d'être les premiers, c'est d'être tout, c'est à dire que, contre tout ordre, tout soit attribué à un seul. La source des abus, ce n'est pas la plénitude, mais l'exagération, mais l'exorbitance du pouvoir. Si l'on y mettait des limites, on assurerait la paix de l'Église, et la réunion des nombreux partis qui la déchirent. Cela est dur, mais c'est la vérité.

Car la cour de Rome aurait aisément maintenu l'unité, si elle avait voulu de bonne foi renoncer à ses prétentions de grandeur mondaine. Les vœux du monde tendaient à une réforme radicale des mœurs, et demandaient le mariage des prêtres, pratiqué tant de siècles durant ; la communion du calice, dont l'interruption était si récente ; la liturgie dans la langue nationale ; l'amendement du culte des images et des saints dégénéré en idolâtrie ; de la doctrine du purgatoire souillée de tant de fables ; ils voulaient restreindre la multitude des moines et leurs privilèges ; restaurer l'autorité des évêques ; abolir les indulgences, causes de tant de scandales ; diminuer les jours de fêtes qui fomentaient la paresse et la misère ; la juridiction de Rome, si nuisible à la justice et aux intérêts privés ; les immunités cléricales, qui centuplaient les charges des laïques ; la simonie et tant d'autres vices énumérés dans les Cent Griefs présentés par les Allemands à la diète de Nuremberg. Mais ces vices une fois corrigés, le nerf de la puissance ecclésiastique était brisé, la source de leurs trésors tarie. Aussi la cour de Rome s'y opposa-t-elle et le concile de Trente ne s'en occupa point ; il commença ses séances à réciter le *Credo*, à disputer sur la grâce, à défendre l'autorité de son grand théologien Aristote ; à établir qu'il doit y avoir quatre degrés de parenté qui empêchent le mariage, attendu qu'il y a quatre humeurs dans le corps ; à prouver que la confession est fort ancienne, et que même les patriarches se confessaient. A preuve les paroles *confiteor, confitemini*, et

confitebor si fréquentes dans l'Écriture : toutes choses qui pouvaient occuper agréablement les loisirs de ces vénérables pères, mais sans importance aucune pour l'édification des peuples.

Le consulteur observe que l'orgueil et l'adulation ont tellement fasciné les papes, qu'ils se sont laissé nommer dieux, qu'ils se sont crus égaux à Dieu, infailibles, supérieurs à toutes les lois, toutes les juridictions. Maximes qui causèrent des maux infinis à l'église et au monde. Et parce que nous à Venise, disait-il, nous avons osé ranger la puissance du pape au dessous de celle de Dieu, nous sommes des hérétiques; et nos têtes sont vouées à l'anathème. Il ajoutait que le pape est l'objet de plus d'articles de foi que toute la religion chrétienne, et il racontait du jésuite Comitolo que, dans un livre intitulé *Responsi morali*, il soutient comme articles de foi catholique et divine que tout pape fut vrai et légitime, qu'il fut baptisé, orthodoxe et mâle. Laissant à part l'histoire de la papesse Jeanne, qui est une fable assurément, encore que Sarpi laisse la question indécise, on peut, les yeux fermés, croire au dernier point, attendu les preuves irréfragables de paternité que donnèrent grand nombre de papes.

Une grande hérésie de fra Paolo, c'est d'avoir attaché à la cour de Rome les épithètes de Babylone et de prostituée. Devant un pareil scandale, les bons curialistes se voilent la face. Je pense que mieux vaudrait un peu plus d'indulgence pour les paroles, un peu plus de sévérité pour les actes. Il n'est que trop vrai que là où elle méritait les plus justes reproches, Rome s'est montrée le plus incorrigible. Bien des siècles avant fra Paolo, Dante chantait aux oreilles des papes ses contemporains :

Saint Jean songeait à vous quand parut à sa vue,
Impure courtisane, au lit des rois vendue,
Celle qui se tenait assise sur les mers ;

Qui paraît en naissant sept têtes et dix cornes
Et de tout y puiser une force sans bornes
Avec un époux digne et comme elle innocent.

L'or et l'argent, voilà les dieux que vous vous faites.
Vous aimez les païens; ils sont ce que vous êtes.
Que dirai-je? ils n'ont qu'un dieu, vous, vous en prenez cent.

Tout le monde sait par cœur deux terribles sonnets de Pétrarque, où la cour de Rome est traitée de Babylone qui a comblé le monde de la colère divine et où le poète invoque la flamme du ciel pour détruire Rome et Gomorrhe. Tout le monde a présente à l'esprit la nouvelle où Boccace raconte que, venu à Rome, un jeune homme reçoit le baptême, disant que le christianisme n'est qu'une institution divine, puis qu'il se maintient dans la religion que le spectacle de Rome est propre à corrompre la religion.

Après que Luther eut fait peur aux papes, ils apprirent à corriger leurs mœurs. Les cardinaux sont pauvres. Trois ou quatre peut-être, dit Stendhal, écrivain très réservé et parfaitement au courant de Rome, ont une maîtresse, dame respectable et d'un certain âge; douze ou quinze couvrent d'une exquise prudence des goûts passagers. A la cour de Pie VI la galanterie pouvait encore être de mode, et l'on ne se récriait point, parce qu'une princesse de Sainte Croix passait quelques moments en catimini avec un pape qui se vantait de sa beauté, et à juste titre. Mais aucun pape de nos jours ne voudrait se donner le spectacle de cinquante filles nues, dansant dans un salon de son palais, comme le faisait Alexandre VI. Les neveux ont perdu de leur prix, depuis que les papes sont dans l'impuissance de les enrichir. Malgré cela, la cour de Rome n'a rien changé d'essentiel à son système. Seulement la marchandise a perdu sa vogue.

Je cite encore Ganganelli. Bon religieux et meilleur pape,

c'est dommage que la haine des jésuites ne lui permette pas d'aspirer aux honneurs de la sainteté. « La philosophie, » disait-il, est la base de la vraie religion, qui est la foi appuyée sur la raison. Sans la philosophie, je veux dire cette science qui combine, analyse, raisonne, il n'y a principes ni conséquences, ni bonnes œuvres, ni bonne législation. » Mais par combien de misères et de douleurs l'esprit humain ne dut-il point passer pour que cette vérité pût se manifester sans crainte? Par combien ne devra-t-il point passer encore avant qu'elle ne s'asseie sur son trône victorieux? Fra Paolo, parlant de la situation contemporaine, disait : « Le génie ne manque pas aux Italiens, mais ils ne savent pas en tirer parti. » Fatalité de l'Italie! Cette pensée s'applique à notre époque affranchie de l'inquisition monacale, mais soumise à l'inquisition politique, non moins vexatoire et brutale. Il y a progrès pourtant; et bien que le cours des événements paraisse lent à notre imagination, parce qu'ils ne vont pas aussi vite que nos désirs, le progrès pourtant a acquis une telle rapidité, qu'une génération ne ressemble pas à la précédente, et l'absolutisme, ce monstre qui se repait de ses propres chairs, est chaque jour contraint à de nouvelles concessions et cède à l'empire de la nécessité. Écrivez, disait Ugo Foscolo naguère; écrivez, criait fra Paolo aux Italiens, il y a deux siècles. Il faut cultiver et féconder par de bons écrits les opinions vraies et utiles. Il encourageait l'étude de la jurisprudence civile et canonique, parce que l'émancipation intellectuelle et politique en dépendait. « L'étude des lois, disait-il, tombe chaque jour » de mal en pis. La cour romaine abhorre toute littérature » polie, et s'attache des dents et des ongles à la barbarie du » barreau. Et que ne fait-elle pas? Elle dérobe tous les bons » livres; ensuite, elle proclame hardiment que le pape est » l'égal de Dieu, qu'il peut tout, qu'il tient tous les droits » dans les plis de son manteau, qu'il peut précipiter dans

« l'enfer à son gré, et carrer le cercle. Mettez de côté cette
 « jurisprudence fallacieuse et vous renverserez cette tyrannie.
 « Mais abattre l'une en respectant l'autre, impossible. C'est
 « à Dieu qu'il appartient de remettre les deux dans la bonne
 « voie, quand il lui plaira. » Il y a si peu d'exagération dans
 ces accusations, qu'il suffit, pour former sa conviction, de jeter
 un coup d'œil sur l'index des livres prohibés, imprimé à
 Rome. On y verra proscrit, du chef d'impiété, tout ce que
 l'homme a pensé et écrit de plus juste, de plus utile et de plus
 saint. Là gisent foudroyés par l'anathème, le *Traité des*
délits et des peines, la *Science de la législation*, l'*Esprit des*
lois, les *Leçons de commerce* du pieux Genovesi, et les œuvres
 immortelles des Grotius, des Puffendorf, des Bentham, de
 Pagano, de Gioja et tant d'autres. En considérant ces faits, le
 célèbre Scipion Ricci, évêque de Pistoie, disait : « La cour de
 Rome ne peut avoir que l'ambition ou l'intérêt pour fonde-
 ment de la religion. Ce sont les seuls mobiles de son zèle fan-
 tique. »

Du concile de Trente, fra Paolo pensait qu'Apollon même
 ne saurait deviner le sens d'après le texte. Trois théologiens,
 Soto, Catarino, Vega, qui discutèrent les dogmes à cette
 assemblée, s'engagèrent dans une guerre de plume, soutenant
 chacun que c'était son opinion qui avait été adoptée, et pour-
 tant ils se ressemblent comme un triangle à un cercle. Ce
 fait, ajoute fra Paolo, nous ravit l'espérance de connaître la
 pensée du Concile. Si ceux qui y ont joué le principal rôle ne
 s'entendent point, que sera-ce des autres? Il est un fait
 incontestable, c'est que dans la rédaction des canons et dé-
 crets, — la plupart du temps les pères étant d'opinions diffé-
 rentes, — il fallut tantôt retrancher, tantôt ajouter et em-
 ployer des expressions ambiguës, afin de concilier tous les
 avis. Aussi le pape Pie IV défendit-il de publier aucuns
 commentaires; et pour en interpréter les obscurités, il érigea

une congrégation de cardinaux chargés de l'éclaircir *ad libitum*. Presque tous les éclaircissements, continue fra Paolo, sont contraires au texte, comme la glose au décret. On trouve sous la plume des cardinaux interprètes *distinxit... conjunxit*, comme dans les décrétales : *non potest, non vult*. Et ce qu'il y a de plus étrange, c'est que les interprétations sont souvent contradictoires. Et cependant, cette congrégation est le grand arcane qui gouverne Rome, accapare la richesse, la puissance et la souveraineté universelle de l'Église, et assure l'asservissement des États. Il aurait encore pu ajouter que ces interprétations sont tellement ridicules ou absurdes, qu'é lorsque le bénédictin Marcille et, après lui, Jean Gallemart, en eurent entrepris la publication, la cour en eut honte et renia son œuvre. Quand ensuite le clergé de France travaillait à introduire le concile dans le royaume, fra Paolo dit qu'il travaillait à son malheur, et que, fatigué de la liberté, il voulait se mettre aux fers. Il confessait néanmoins que le synode avait corrigé divers abus, surtout dans la législation des bénéfices ; mais l'institution des séminaires, qui a été l'objet de nombreux éloges, ne lui souriait pas. Il les considérait comme n'ayant d'autre but que de consolider ou grandir la puissance des prêtres. De nos jours, ils ne sont pas tant des pépinières de bons prêtres que des écoles d'immoralité et de préjugés. Dans beaucoup de contrées de l'Allemagne où le clergé se forme aux universités, il est plus docile, plus instruit et affranchi de préjugés. Je n'ai jamais vu de gens plus respectables que les prêtres allemands.

L'abus que faisaient de leur éloquence populaire les orateurs sacrés, les moines surtout, en déclamant contre les gouvernements, en suscitant des séditions, avait dégoûté fra Paolo jusqu'à lui faire désirer l'interdiction de la chaire. « C'est chose bien grave, disait-il, que dans tous les États les prédicateurs s'insurgent contre les gouvernements. Le monde se

verra dans la nécessité d'y pourvoir, s'il veut échapper danger. » Il n'était pas le seul à se plaindre de ce de La France en souffrit pendant tout le xvi^e siècle, et poursuivant, et l'on compte plus de dix décrets du pape pour réprimer la hardiesse et la turbulence des prédicateurs. Charles IX, en 1565, ferma la chaire à tous les prêtres étrangers. Henri IV, en 1595, condamna les prédicateurs séditieux au bannissement, après avoir eu la tête percée. Le duc de Florence, le duc d'Ossone, viceroi de Naples, et autres princes d'Italie, furent plus d'une fois obligés de bannir ou emprisonner les orateurs sacrés. Ricci, dans le dernier siècle, se plaignait « de la doctrine saine que répandaient généralement tous ces prédicateurs de carêmes. Il n'est que trop connu que les apôtres « bords exercent d'une manière si vile leur saint ministère « que, comparés à ceux qui vendent leurs talents, les « représentations théâtrales, ils ont été appelés par le peuple « les histrions sacrés. » Il ajoute « qu'ils avaient « exposé aux plus grands périls la pureté de la religion, « tranquillité des États; que tout récemment encore « eu en Allemagne et en Toscane de nouvelles preuves « l'énorme abus par lequel la chaire de vérité et les « missionnaires étaient devenus des moyens d'exciter « contre leur souverain et contre leurs pasteurs légitimes. Il faut que le mal soit bien ancien puisque Dante au xiii^e siècle « du *Paradis* fait des prédicateurs de son temps une classe qui n'est guère avantageuse.

Fra Paolo recommandait l'étude des saintes écritures pour faire connaître la religion dans ses vraies sources. Les protestants, traditions, il tenait un juste milieu entre les catholiques et les protestants. Ceux-ci les repoussent toutes, ceux-là les acceptent toutes, pendant que nombre de leurs rites sont compatibles avec les traditions les plus certaines.

Des pères de l'église il recommandait la lecture, non sans faire observer que plusieurs sont souvent tombés dans des exagérations oratoires; qu'ils avaient retenu beaucoup des préjugés de leur temps, et des opinions du paganisme dont ils sortaient. Partant il faut les lire avec circonspection, d'autant plus que pour convertir les gentils ils s'ingéniaient à donner aux mots anciens une signification différente de l'acception reçue, de façon que pour en avoir la droite intelligence il faut plutôt songer à la pensée générale qu'au sens particulier des mots. Observation neuve pour cette époque, mais qui fut depuis répétée par tous les critiques. L'on voit ainsi quelle étude profonde il en avait faite, et comme il connaissait la langue dans laquelle ils écrivaient, et le sujet qu'ils traitaient.

Fra Paolo, en fait de théologie spéculative, fut un vrai janséniste, avant que le fameux Jansénius eût tant fait parler de lui. Son estime de la philosophie des stoïciens, qui admettent le fatalisme, le fit pencher vers la doctrine de la prédestination enseignée par saint Augustin, par saint Thomas, par Jean Scot et les scolastiques : c'est à dire que Dieu dès l'origine a déterminé le nombre des élus, hors desquels tous les autres sont des réprouvés. Néanmoins, chacun doit s'efforcer de se rendre digne d'entrer dans le premier troupeau, encore que, s'il n'est pas prédestiné, toutes ses bonnes œuvres seront en pure perte. J'ignore jusqu'où il allait, et comment il entendait cette doctrine difficile, qu'il nomme mystérieuse et secrète, et sur laquelle il se montre fort sobre de paroles; mais il me semble qu'il en tempérerait la terrible sévérité, qui enlève tout mérite aux œuvres, en rapportant toutes choses aux mérites infinis du Christ, à la grâce et à la miséricorde divine.

Les jésuites professent une doctrine contraire, et à dire la vérité, plus raisonnable. Mais l'austère servite nomme leur opinion un encouragement à la présomption humaine, un

sacrifice à l'apparence, bonne pour des capucins plus que pour des théologiens.

Comme les jansénistes, il était ennemi déclaré des jésuites. Il les appelait la peste des peuples, les ennemis de la vraie religion, auteurs de scandales, et d'une morale perverse. Cette antipathie ne tenait pas seulement aux dissidences théologiques; elle tenait beaucoup plus peut-être à des raisons politiques. J'ai dit plusieurs fois que les jésuites ont été la milice la plus déterminée de la monarchie papale, les appuis les plus vaillants de la couronne d'Espagne (comme ils le sont aujourd'hui de l'Autriche), ces deux géôliers de l'Italie, les perturbateurs de l'Europe. Il n'y avait pas de machination politique, de mouvement, de trouble populaire, où l'on ne sentit la présence des ignaciens : secte active qui, se multipliant et prenant toutes les formes, se trouvait partout, comme l'hydrogène et l'oxygène, puissances occultes de la nature. Ils étaient comme le mauvais ange de la république. Dans la cause de l'interdit, ce sont eux qui allument toutes les colères; dans toutes les cours, ils se donnent des peines infinies pour peindre Venise sous l'aspect le plus odieux; à Madrid, à Varsovie, à Vienne, ils causèrent de grands embarras aux ambassadeurs vénitiens; à Naples, ils dressèrent leurs écoliers à poursuivre de leurs outrages dans les rues la famille du résident; dans la Pouille, ils nouèrent des trames pour que les navires des Marches, au retour du Levant, ne fussent pas reçus dans les ports. A Londres, ils n'omirent rien pour soulever les catholiques contre le représentant de Saint-Marc et même contre le roi Jacques, parce qu'il favorisait la république. Ailleurs, j'ai esquissé quelques traits de leurs prédications féroces. Satires, libelles, prophéties répandues partout, respiraient le plus sanguinaire fanatisme. Aussitôt après l'accommodement, ils tâchèrent de raviver les haines entre Venise et Rome, à propos de l'examen du patriarche. Ils conseillaient au pape de

refuser les décimes accoutumés sur le clergé, et d'exiger que la seigneurie mît à exécution une bulle de Sixte-Quint, qui soumettait toute espèce d'hérétiques au tribunal de l'inquisition. En 1609, ils intriguèrent à la cour de France, inventant des calomnies et falsifiant des actes diplomatiques pour envenimer contre la seigneurie le roi Henri. Ils renouvelèrent leurs intrigues sous la faible régence de Marie de Médicis. En 1613 et 1616, à l'occasion de nouveaux mécontentements, ils ne manquèrent pas d'attiser le feu de la discorde et d'employer toutes leurs ruseries pour indisposer l'esprit du pontife. La flotte vénitienne ayant besoin de prendre port à Ancône, ils suscitèrent des oppositions et des difficultés, disant qu'elle apportait la contagion. Dans cette même année 1616, pendant qu'à Madrid ils soufflaient la guerre contre la république, ils donnaient à l'archiduc-Ferdinand, qui avait déjà dressé ses étendards contre elle, un subside de quarante mille florins, et dans leurs églises de Gratz et de Clagenfurt, à la célébration de la messe, ils avaient introduit une oraison, qui commençait ainsi : *Dirigantur actus nostri non ad pacem, sed ad majorem Dei gloriam et ad depressionem inimicorum nostrorum*. Que nos actions ne tendent pas à la paix, mais à la plus grande gloire de Dieu et à l'abaissement de nos ennemis.

Un décret du sénat, du 18 août 1606, imposait aux sujets vénitiens la défense sévère d'envoyer leurs fils aux collèges des jésuites. Ils ne laissèrent pas, en 1611, de négocier avec le marquis de Castiglione delle Stiviere l'installation d'un collège dans son fief de Castiglione. Étant situé au centre de Brescia, Desenzano, Pozzolongo, Vérone, et Asolo, possessions de Saint-Marc, ils espéraient d'y attirer, en dépit des lois, bon nombre d'élèves vénitiens, ou du moins d'y établir un poste avancé pour chagriner le territoire et y insinuer leurs embûches. Fra Paolo ne manqua pas de relever tous les inconvénients de cette fondation, et le gouvernement adressa

des réclamations au marquis. L'année suivante (16 mars) les avogadors défendirent toute communication avec les bons pères, et ordonnèrent de remettre au collège toute correspondance qui viendrait de cette source.

Ces précautions sévères ne découragèrent pas la persévérance des fils de Loyola. Au commencement de 1615, ils proposèrent au pape de fonder une jésuitière à Raguse, et d'obliger à y contribuer tous les évêques de la Dalmatie. Cette manœuvre ayant encore échoué, grâce aux représentations de la seigneurie, ils réussirent finalement à fonder un établissement à Gorlitz, sous les auspices de l'archiduc, en vue des possessions vénitiennes de la Carinthie et de la Carniole.

Fra Paolo disait qu'antérieurement à leur général Acquaviva, les jésuites étaient comparativement saints, et ne songeaient pas à dominer les princes; que nombre de leurs actes étaient commandés par le pape ou le roi d'Espagne, mais qu'ils ne devaient qu'à eux-mêmes leurs œuvres les plus iniques; que le jésuite prend tous les masques, marche par tous sentiers tortueux : Protéés que personne ne peut saisir, auxquels il est permis de revêtir de faux noms, un faux habit, une fausse profession, et non seulement d'exercer, mais de prôner le mensonge; de réputer honnêtes tous les moyens, pourvu qu'ils mènent à ce qu'on nomme une bonne fin. Aussi, rien de plus contraire à la vraie religion que leurs maximes. Tout vice trouve dans leur morale un patronage; les avarés, des excuses pour pratiquer sans remords le commerce des choses spirituelles; les superstitieux, les petites images qu'ils baissent, suppléant ainsi à l'exercice des vertus chrétiennes; les ambitieux, auxquels un tort de la fortune défend de parvenir autrement que par des œuvres perverses, y trouvent le voile de la religion qui couvre leurs méfaits; là, les paresseux ont de quoi pallier l'insouciance de leur salut. Les contempteurs du Dieu du ciel ont le pape, dieu visible, dont les jésuites exal-

tent le culte, par dessus toutes choses ; enfin , il n'est pas de tromperie , de fraude , de rapine , de parjure , de sacrilège , d'inceste ou de parricide , qu'ils ne couvrent du manteau de la piété.

Au temps où nous vivons , on croira peut-être que ce tableau est exagéré , et que la secte est victime d'imputations fausses ; que les individus sont coupables plutôt que la société. Fra Paolo lui-même , en apprenant les coquinerie des jésuites , confessait qu'en Italie ils n'avaient pas encore atteint une pareille perfection. Mais la morale unanimement enseignée par leurs casuistes rend toute accusation croyable. Une fois posé leur probabilisme , et leur distinction entre le péché philosophique et le péché théologique , ils inventèrent la religion la plus propre à donner le paradis à moins de frais. « La conscience doit être tranquille , dit Henriquez , quand , contre « ses scrupules , une personne s'arrête à une opinion probable , « encore qu'elle en estime plus probable une autre ; et le « confesseur doit , contre sa propre conviction , se conformer « à celle de son pénitent : car il a son excuse vis-à-vis de « Dieu. » Par là , chacun considérant comme probable ce qui favorise le mieux ses intérêts , peut aisément soulager sa conscience. Un larron , par exemple , concluant que c'est probablement un péché de voler , mais que probablement ce n'en est pas un , s'en tient à cette conclusion qui va mieux à ses goûts ; le confesseur doit s'y ranger , et dire : *Vole , mon fils , vole ; et ego te absolvo a peccatis tuis.*

Il se pourrait bien trouver une conscience assez timorée , assez peu assouplie , pour ne pas se contenter de ces probabilités. Voici le remède : Un acte , disent les jésuites , peut être méchant quand on veut. Si l'individu qui le commet ne pense pas alors à Dieu , ou n'a point l'intention d'offenser Dieu , il ne pèche point ; car c'est un péché purement philosophique. Mais s'il pense à Dieu et agit avec l'intention expresse

de l'offenser, le péché devient théologique. Parmi beaucoup d'autres je choisirai les paroles du P. de Rhodes : « Il n'y a
« point de péché mortel ni véniel si, en posant un acte coup-
« ble, la raison ne pense point qu'il y ait malice ou danger
« de malice morale. Même en ce cas, ce n'est pas un péché
« mortel, si cette considération n'est pas pesée dans toutes
« ses parties. Et il est à noter qu'il faut cette considération
« pour que, dans l'acte, il puisse y avoir péché mortel. »
Partant de ces principes généraux, il n'est plus de culpabilité qui, par une opinion probable ou une légère distraction ne se puisse justifier. Qui dérobe, ou tue, ou viole, au lieu de penser à la loi de Dieu, n'a qu'à penser au moyen d'esquiver le gibet, les travaux forcés ou au moins la bastonnade.

La fornication, suivant les jésuites, n'est pas un péché, l'adultère, peu de chose. Si le galant, surpris en flagrant délit, tue le père, le mari ou le frère de la dame, c'est une défense légitime. L'assassinat d'un ennemi franc ou secret, ou supposé, l'assassinat d'un dénonciateur, des juges qui vont prononcer la sentence de mort, même juste, est licite. Le mensonge, la calomnie, pour échapper à une accusation, est nécessaire. Le vol domestique, pourvu qu'il ne soit que la compensation de services mal rétribués, est justifié. Le parjure, le faux serment, le serment équivoque ou avec restriction mentale, forment une partie distinguée de la morale jésuitique, et leurs casuistes recommandent chaudement aux confesseurs de bien instruire leurs pratiques de la manière de s'en servir. La simonie n'est pas un péché, même quand le bénéfice a été acheté au prix de la prostitution d'une sœur. La sodomie n'est pas un péché pour les prêtres. L'onanisme, l'avortement, l'usure, le duel, le sacrilège, le blasphème, la rébellion, l'insubordination, la contrebande, la fraude, l'homicide, le suicide, le régicide, et cent mille autres peccadilles, ou

trouvent leur justification, ou sont déclarés licites, en certains cas, obligatoires.

Aimer Dieu, ce n'est pas un devoir, mais un pur acte de politesse. Les commandements de Dieu et de l'église n'obligent personne. Une confession ou communion sacrilège procure la même satisfaction que la plus dévote. On peut ajouter ou refuser créance à la révélation, aux prophètes, aux évangiles, aux miracles, du Christ même, disent-ils; ils sont croyables, il est vrai, mais non d'une vérité évidente. Le seul dogme nécessaire, c'est : qu'il y a un Dieu, que Dieu est rémunérateur. Tout le reste est accessoire ou oiseux. Et cela n'est pas même nécessaire, à la rigueur. Car le parfait athéisme peut encore être excusable.

Prêtres et moines s'entendent pour nous épouvanter du diable, en le peignant avec une queue et des cornes; il y a une sorte de défi entre les peintres à qui le fera plus horrible, et parmi les déclamateurs sacrés, à qui plus mauvais. Pour comble d'injure, et pour lui enlever tout moyen de défense, ils le nomment : le calomniateur. Pourtant, il n'y a personne au monde qui ait jamais été plus calomnié que le diable. Les jésuites, eux, ne font pas grand cas de l'enfer; ils débarassent le purgatoire de ses fourneaux et de ses chaudières, et ils nous le décrivent précisément comme Homère nous a décrit les Champs Élysées. « C'est un lieu, dit Bellarmin, très splendide, très fleuri, et comme une prison de sénateurs. » De façon qu'à tout prendre on ne s'y trouve pas trop mal. Il y en a un autre moins gai, pour les gueux; mais là les âmes les plus pécheresses ne séjournent pas plus de dix ans. C'est donc une solennelle sottise à certains prédicateurs d'infliger au moindre petit mensonge une amende de sept années de purgatoire. Si cela était vrai, pauvres prédicateurs!

Non moins heureux furent les jésuites dans leurs peintures du paradis. Car sachant que la masse des hommes ne se con-

tente pas d'une béatitude contemplative, ils l'ont figuré tout sensuel, comme celui des mahométans. Même le P. Pomey va plus loin. Pour flatter ses compatriotes, les Français, qui ont l'esprit porté aux fêtes, aux banquets et à la galanterie, afin de leur donner le goût de la gloire céleste : Oui, leur dit-il dans son catéchisme théologique, oui, dans le paradis, l'oreille sera réjouie des douceurs de la musique, l'odorat du parfum des odeurs, le goût des délices des saveurs ; finalement rien ne manquera de ce qui peut solliciter le sens du toucher. A un pareil raffinement de volupté, saint Hilarion même se laisserait séduire.

Attendu que les jésuites, suivant leurs constitutions, ne peuvent avoir d'opinions personnelles, et doivent tous régler leur pensée sur un patron uniforme, vouloir et penser ce que veut et pense le supérieur, il s'ensuit que ces doctrines sont celles de la société, surtout que l'enseignement en a été unanime et constant chez leurs plus célèbres docteurs, approuvé par les théologiens commis à l'examen des livres de la compagnie, par leurs provinciaux et leurs généraux, par les mains desquels passent tous les manuscrits destinés à la presse, afin, disent les constitutions, qu'ils ne livrent au public que des œuvres capables de l'édifier. Il faut bien que ces doctrines soient édifiantes, puisque jamais la cour de Rome ne les a condamnées, et ne les condamnera pas, disait fra Paolo, les jésuites étant le pivot de son empire ; qu'avec eux elle se débarrasse de ceux qui ouvertement osent ne pas l'adorer, et tient en bride ceux qui auraient la même velléité, n'était la prudence.

Je saisis l'occasion de dire quelques mots de leur institut, modèle de société secrète, car jamais plan ne fut conçu plus profond, plus habile, pour réduire l'homme à n'être qu'un rouage, sans action personnelle, mais obéissant au mouvement du mécanisme général, et transmettant à chacun l'im-

pulsion qu'il reçoit : tous par leur action propre concourant au plan de l'ouvrier.

Née en 1540, quand la liberté de plusieurs États d'Europe tombait sous les coups de Charles-Quint, la compagnie de Jésus ne représentait ni la féodalité des bénédictins, ni la monarchie des mendiants, mais une autocratie ambitieuse, comme celle que rêvait l'empereur. Un chef à vie, le général, de résidence habituelle à Rome, est l'autorité suprême d'où émanent toutes les autorités subalternes, et, bien que la société se soit réservé ce qu'on pourrait nommer le pouvoir législatif, ce pouvoir est exercé par un si petit nombre de représentants, que la volonté du général regagne sa toute-puissance, d'autant plus que les représentants sont, pour la majeure partie, ses créatures, et que son assentiment est indispensable à la sanction des lois. Ces assemblées, d'ailleurs, n'ont pas de convocation périodique, mais dépendent de l'arbitraire du chef.

Le nom de compagnie lui fut donné par son fondateur Ignace de Loyola, ancien soldat, qui voulut instituer une compagnie de milice en l'honneur de la Vierge et de son Fils. Elle était répartie en provinces, chacune embrassant de vastes territoires, comme la province d'Italie, de France, d'Allemagne, d'Espagne, des Indes. Chacune avait son provincial choisi despotiquement par le général. Les provinces se subdivisent en maisons professes et en collèges. Dans les maisons habitent ceux qui ont prononcé les vœux solennels, les vrais jésuites. Les collèges sont leurs maisons d'éducation et les couvents des novices.

Le concile de Trente permit aux moines mendiants de posséder des immeubles. Les capucins refusèrent cette concession, déclarant vouloir persévérer dans leur pauvreté primitive. Jacques Laynez, général des jésuites, fit la même déclaration pour son ordre ; mais il la rétracta le lendemain, par une dis-

inction si subtile, qu'il eut de la peine à échapper au ridicule. Il dit que les maisons professes vivaient dans une pauvreté volontaire, mais que les collèges continueraient à jouir de leurs cens et rentes, pour les employer à l'éducation de la jeunesse. Maison ou collège, qu'importe, pourvu que l'ordre soit riche. Les jésuites étaient fort riches, et firent d'immenses acquisitions. Cette argutie de Laynez n'était qu'un leurre pour tromper les simples et valoir à son ordre tous les privilèges concédés par les pontifes aux mendiants.

Les jésuites distinguent les vœux simples des vœux perpétuels. Les premiers, inconnus aux autres fréries, consistent dans l'obligation d'observer la pauvreté, la chasteté et l'obéissance, suivant les lois de la compagnie (que d'ailleurs il n'est pas donné de connaître); mais l'obligation est restreinte au temps que l'individu demeure dans la société; elle cesse au cas qu'il en sorte. A ces vœux, qui doivent être renouvelés chaque année, est jointe la promesse formelle, jurée et écrite, de n'abandonner jamais la société, et de s'y faire inscrire en qualité de profès aussitôt qu'il plaira au général. Outre ces trois vœux simples, il y a une autre formule du même nom, mais grosse de plus ou moins de clauses, suivant le grade. Sommairement, elle consiste à jurer une aveugle obéissance au général ou à ses délégués, à ne pas aspirer à un grade plus élevé.

Les vœux solennels sont les trois vœux de pauvreté, obéissance et chasteté, transformés en obligation perpétuelle et indissoluble; de plus, un quatrième vœu, particulier aux jésuites : c'est de partir immédiatement pour quelque pays que commande Sa Sainteté, et d'accomplir les obligations commandées par le culte divin et le bien de la religion chrétienne. A ce propos, je dois relever l'erreur de celui qui croit que les jésuites professent une soumission absolue à toute volonté du pape. Ce quatrième vœu ne concerne que

missions. En réalité, on les voit souvent, et plus que les autres religions, résister aux bulles pontificales, se moquer des décisions du saint siège, les combattre, les réfuter et aller jusqu'à menacer le pape, s'il ne les révoque. Mais leur vouement aux missions et cette obéissance illimitée sur des objets aussi vagues et d'une signification si indéterminée, et des conséquences fort avantageuses aux papes. La position où se trouva la compagnie dès sa naissance, en lutte continuelle avec les autorités civiles et ecclésiastiques, avec les universités et les ordres, la fin même que s'étaient proposée les fondateurs de soutenir le chancelant empire de Rome ébranlé par les novateurs ultramontains, obligea les suites à se jeter à corps perdu dans le curialisme le plus frénétique; et autant la réforme et les parlements cherchaient à briser la puissance pontificale, autant les fils d'Ignace exaltaient et l'exagéraient.

Les jésuites se divisent en cinq classes : profès, coadjuteurs, écoliers, indifférents et novices.

Ces derniers, à parler exactement, ne sont pas membres de la société, et il leur est interdit de prendre cette qualité. Les suites préfèrent les jeunes gens, parce qu'ils les peuvent gouverner dans leur éducation. Cependant ils ne rebutent personne, à leur convenance, et encore que les constitutions ont stipulé certaines incapacités, par exemple, les individus mariés ou liés par une promesse de mariage, ou nécessaires à leurs parents, ou coupables d'un délit emportant peine d'injure, d'une naissance illégitime, ou qui aient professé des opinions hérétiques ou erronées, appartenir à un autre ordre religieux, même sans avoir prononcé les vœux (les constitutions disant qu'un bon chrétien doit être ferme dans sa première vocation, ce qui veut dire que les jésuites veulent un caractère inébranlable); malgré ces incapacités, quand, dans le sujet, ils remarquent *dona aliqua Dei illustriora*, c'est à

dire de grandes richesses, une illustre naissance, un savoir éminent ou d'autres qualités utiles, l'examineur, avant de le repousser, doit consulter le supérieur, lequel, si le cas est grave et qu'il ne puisse prendre sur lui la décision, en écrit au général; et, si l'admission est avantageuse et que le supérieur ne soit pas maître de sa volonté comme fils de famille, ou qu'il soit souillé de quelque délit, — on l'expédie à un noviciat lointain où les parents ne puissent suivre ses traces et où la souillure soit ignorée.

Quand un postulant se présente, il est retenu quinze jours ou trois semaines dans une maison de probation sur le pied d'un simple hôte. Entretemps d'adroits examinateurs l'interrogent longuement et avec un air d'indifférence concernant sa condition, sa vie et ses mœurs, et en cela les constitutions recommandent la plus profonde duplicité, en adressant des questions captieuses sans insister beaucoup sur la même, afin de ne pas éveiller les soupçons. Jugé acceptable, le postulant est agrégé à la maison de probation et assujéti à un noviciat d'une année. Dans cet intervalle, il est exploré et sondé attentivement. Pour pénétrer les replis les plus intimes de son cœur, ils se servent de la confession, l'engageant de temps à autre à une confession générale, que le confesseur met par écrit et transmet au supérieur. Celui-ci les confronte toutes et s'assure s'il y a contradiction. Afin de mieux surprendre la conscience du novice, ils ont l'habitude de le changer de confesseur ou de résidence. Durant l'année, on lui communique quelques extraits des constitutions, qu'il doit étudier, et on les lui relit à divers intervalles. Il est ici à remarquer que, dans tous les ordres réguliers, le novice peut, à la fin du premier jour, connaître la constitution et les règles; là, toutes choses étant communes, au premier chapitre conventuel, il est introduit et assiste aux délibérations à l'égal des plus anciens pères. Mais chez les jésuites tout est

mystère. Personne ne peut connaître l'administration intérieure que les membres qui y président, tenus au plus rigoureux secret. Personne ne connaît la législation de la société que les profès les plus vieux et les plus éprouvés, et il n'en est guère qui en aient une connaissance parfaite. Chaque catégorie de jésuites, chaque emploi, chaque dignité a ses règles propres, qui seules lui sont communiquées par écrit, laissant dans une ignorance complète des règles des grades supérieurs, spécialement de l'administration générale.

Le noviciat ne finit pas au bout d'un an, comme dans les autres ordres, mais dure une deuxième et quelquefois plusieurs années consécutives, sous divers prétextes; car, sur ce point, les jésuites n'ont pas de règle fixe, mais se gouvernent suivant les circonstances, la qualité et le caractère de la personne, et les avantages que l'on s'en peut promettre avec une certitude morale. Au terme de la première année, le novice passe de la maison de probation au collège; il est admis au cours commun d'études, ou employé suivant sa capacité. Dans ces deux années, il ne prononce aucun vœu; mais, s'il le désire, moyennant l'autorisation des supérieurs, ou s'il leur convient de l'enchaîner, ce sont les vœux simples. Les deux années d'épreuves étant subies, chacun s'oblige par les vœux simples et commence dès cet instant à compter parmi les membres de la société. Alors on entre dans la classe des écoliers, ou des coadjuteurs, ou des indifférents. Ces derniers sont ceux dont on ne connaît pas bien encore les aptitudes et qu'on ne sait à quel usage appliquer. Ils sont éprouvés dans l'enseignement, dans la confession, la prédication et dans toutes les autres branches pour lesquelles ils montrent quelque disposition, jusqu'à ce que l'on voie à laquelle ils excellent et il convient de les fixer. Les écoliers sont de deux sortes : les scolastiques, que l'on met à l'épreuve dans un enseignement provisoire; les autres, sous le nom d'approuvés,

sont de vrais maîtres, destinés au professorat sous la direction des supérieurs.

De deux sortes aussi sont les coadjuteurs : temporels et spirituels, au choix du général ou de son vicaire, muni d'un pouvoir spécial. Les coadjuteurs temporels sont les frères laïcs des autres ordres, employés aux offices serviles des maisons professes ou des collèges ; ou, s'ils en ont la capacité, ils viennent en aide aux administrateurs des biens de la société, ou remplissent les devoirs de scribes.

Les coadjuteurs spirituels doivent être prêtres et suffisamment instruits dans les lettres ou la théologie. Suivant leur habileté, ils sont destinés à suppléer les profès dans les travaux du sacerdoce ou de l'enseignement. C'est déjà un grade distingué ; et c'est parmi eux d'ordinaire que l'on prend les recteurs de collèges, les professeurs de sciences, les procureurs provinciaux ou généraux (même les procureurs ne peuvent être profès), et parfois ils sont même députés à la congrégation générale et y ont vote, sauf dans l'élection du général. Si le mérite est éminent et le caractère bien approfondi, aussitôt finies les épreuves biennales — pourvu que le sujet ait reçu le sacrement de l'ordre — il est (exception bien rare) immédiatement classé parmi les coadjuteurs spirituels ; mais d'habitude on n'y parvient pas sans beaucoup d'épreuves en qualité de scolastique approuvé, et les autres dignités ne s'acquièrent que par un long exercice de fonctions subalternes.

Encore que, au terme des épreuves biennales, le novice puisse être admis à la profession solennelle, il est excessivement rare que le général le permette à ceux qui n'ont pas été tâtés pendant six ou sept ans dans la classe des scolastiques approuvés ou des coadjuteurs spirituels, et il ne le permet pas avant de s'être assuré que l'individu n'a aucun héritage à espérer. Tant que dure cette espérance d'une suc-

cession, il n'est pas même admis dans la classe des coadjuteurs qui, même en prononçant les vœux simples, doivent renoncer à leur patrimoine, qui devient propriété de la compagnie, et ils ne peuvent plus faire de nouvelles acquisitions. Cela était indispensable, en premier lieu, pour tenir les coadjuteurs dans la dépendance des profès, secondement pour conserver entre eux l'égalité, finalement pour empêcher qu'un coadjuteur riche n'eût par la corruption les moyens de se frayer la voie aux dignités, de se créer un parti, de répandre la discorde dans la société. Cela n'était pas à craindre des écoliers qui, bien qu'opulents ou liés par le sang à d'illustres personnages, sont tenus au rang de pupilles, ne peuvent correspondre avec leurs parents sans que leurs lettres ou les réponses ne passent sous les yeux du supérieur ou du délégué, rien conserver ni administrer sans sa licence; même quand un écolier est personne d'importance, et que ces précautions deviennent difficiles, les jésuites ont coutume de l'envoyer dans une maison éloignée ou à Rome, sous les yeux du général, avec l'excuse de le faire voyager ou de perfectionner son éducation.

Les profès aussi sont de deux sortes : les uns — ce sont les jésuites par excellence, — se disent profès des quatre vœux; les autres, un tant soit peu inférieurs, sont les profès des trois vœux, parce qu'ils ne prononcent pas le quatrième relatif aux missions. Cette disposition était nécessaire pour ne pas mettre à la disposition du pape trop de monde, et peut-être les meilleurs sujets, auxquels le général songe à donner toute une autre vocation, jugeant plus utile d'en faire un chapelain de cour, un confesseur de femmes riches, un professeur dans les collèges ou un banquier, que de l'envoyer prêcher l'Évangile aux Peaux-Rouges ou aux Chinois. De toute façon, les profès forment la grande minorité de la compagnie.

A la profession solennelle des trois ou des quatre vœux, le

jésuite est encore obligé de jurer une autre formule de vœux, dits simples : c'est de se maintenir fidèle aux constitutions de la compagnie, de les maintenir immuables ; de ne briguer aucune dignité de l'ordre, de ne prétendre à aucun bénéfice ni dignité hors de la compagnie, et même de n'en accepter aucun, à moins d'y être contraint par le général ; de dénoncer au général quiconque agirait contre ces prescriptions, et enfin, promu à une dignité de l'église, de se conduire toujours suivant les conseils et la volonté du général ou de la personne que le général lui donnerait pour mentor, cela fût-il contre sa volonté personnelle.

C'était une adroite prévision chez les fondateurs du jésuitisme, pour que personne ne pût aspirer aux dignités de l'église, ni convoiter celles de l'ordre, car rien de plus pernicieux aux sectes que l'ambition des individus. Elle brise l'esprit de corps et l'unité de dessein ; elle porte à partager ses affections ou à trahir les intérêts de la société. D'ailleurs, il est excessivement difficile à quiconque est élevé à un poste éminent de se tenir rigoureusement fidèle aux principes épousés par le corps auquel il appartient, et qui peuvent être en contradiction avec son plus grand avantage. Les jésuites en firent une fatale expérience dans le cardinal Martinez qui, sorti de leur compagnie pour devenir archevêque de Tolède, se déclara leur ennemi. Dès lors, aussitôt qu'un jésuite entre dans la classe des coadjuteurs, on lui prescrit entre autres obligations le serment de n'accepter jamais aucun bénéfice ecclésiastique, sauf uniquement le cardinalat, parce qu'il contribue au lustre de la compagnie. Toutes les sociétés secrètes ont péri justement parce qu'elles n'avaient pas fait de l'homme une expérience suffisante ; qu'elles n'avaient pas dompté les appétits personnels, qu'elles avaient laissé la porte ouverte aux ambitions, et même aidé leurs membres à devenir courtisans ou ministres, ce qui revient à changer d'esprit et d'horizon.

Dans toutes les sociétés monastiques, aussitôt prononcés les vœux, le religieux acquiert le droit de n'être plus exclu. Ce droit, le jésuite ne l'acquiert jamais, ni par des mérites souverains, ni par la durée des services. Le général peut à son gré toujours le renvoyer. Assurément, après les épreuves réitérées d'un long noviciat et des divers grades, il est difficile qu'il s'introduise dans la société un homme capable de la trahir. S'il en existe un assez concentré pour se dissimuler cinq ou six ans, ils ont toujours le temps de le congédier avant qu'il ne pénètre leurs mystères. Mais encore la chose peut arriver. Dans ce cas, si c'est un profès ou un coadjuteur d'importance, ils tentent d'abord tous les moyens de le corriger sans l'aigrir; ils l'envoient dans des régions lointaines ou lui donnent des occupations conformes à ses goûts. Rencontrent-ils une invincible obstination, ils le font consentir à une séparation sans bruit, et lui assurent une pension secrète. Voilà pourquoi parmi tant d'individus sortis de la société, il en est si peu qui lui déclarent la guerre. Mais s'il arrivait que, malgré tous leurs ménagements, ils ne puissent se garantir de la mauvaise volonté de l'apostat, alors ils tournent contre lui toutes leurs batteries; ils le discréditent, ils le persécutent, si bien qu'il peut se regarder comme un homme perdu.

Si celui qui veut rentrer au monde, ou qu'ils veulent congédier, est un simple écolier ou un individu de peu d'importance, ils le laissent aller en paix, tâchant seulement de le surveiller de le favoriser, ou contrarier, selon qu'ils le voyent hostile ou favorable.

Le système d'éducation des jésuites tend à dépouiller l'homme de tout ce qu'il a de spontané, pensée, inclinations, affections, tempérament, volonté même, de le subordonner et de l'imprégner d'un complet égoïsme de corps, hors duquel il n'existe plus rien. Pour les assouplir à cette abnégation absolue, ils habituent les novices à parler de leurs parents, de

leurs frères et de leurs amis comme de morts. Au lieu de mon père, mon frère, ils doivent dire : le père, le frère que j'avais. Pour dénaturer les vieilles inclinations, énerver le jugement et accoutumer à l'obéissance passive, ils répètent que le vrai jésuite doit se modeler sur Abraham qui n'hésita point à égorger son fils pour obéir à Dieu, sans demander pourquoi; et afin de s'assurer que le néophyte profite de ce leçon, ils le soumettent à des épreuves analogues. Ils habituent à dissimuler et mentir, à moucharder, ce qui les fait aux ruses, aux fraudes et à cette finesse d'esprit qui observe le caractère et les opinions d'autrui, à l'art de les deviner. Tout jésuite doit renoncer à ses propres idées pour celles de la société; tous doivent penser et agir comme un seul homme. Aucune secte n'a pu mieux être comparée au corps humain. Le général, c'est l'âme ou la pensée; de lui tous les membres reçoivent leur impulsion. Cette homogénéité de sentiments et de vouloirs, cette conformité d'action était si parfaite, que la compagnie, encore qu'elle eût un total de vingt mille individus (et en 1609, elle comptait vingt et une maisons professes et deux cent quatre-vingt-treize collèges, nombres qui plus tard s'élevèrent beaucoup), elle est la seule société monastique qui offre le spectacle unique d'une paix domestique continue.

Les jésuites ne se soucient pas de chanter au chœur, comme les autres moines; ils sont même dispensés du bréviaire et de la messe, quand ils sont en voyage ou livrés à d'autres travaux. Les abstinences, les jeûnes et les mortifications sont abandonnés au gré de chacun, et tous leurs devoirs sociaux et religieux se réduisent à un seul, inculqué presque à chaque page de leurs statuts : procurer par tous les moyens possibles le plus grand avantage de la compagnie. Le plus parfait, c'est celui qui y réussit le mieux; le crime le plus grave, c'est d'y paraître insouciant.

J'allais oublier un fait curieux, raconté par fra Paolo :

Dans une chambre de leur maison à Venise, ils firent peindre un enfer avec tous ses supplices, les feux, les poêles, les fourches, etc., et peuplé d'âmes condamnées à ces tourments. Ils y conduisaient leurs dévots, afin de les rendre plus soumis par la terreur, et en leur montrant les âmes, ils disaient : ceci est un tel, cela, tel autre. De là est venu chez nous le proverbe : les jésuites le mettront dans la chambre du diable. Un jeune étudiant en droit me racontait qu'il avait été conduit dans cette salle et qu'on lui avait dit que de ces âmes l'une était Albéric de Rosate; une autre, Roseto; une autre, Covarruvias; et ce qui me fit le plus rire, c'est qu'on lui montra dans les flammes une place vacante, réservée à l'âme de Menocchio, qui n'était pas encore défunt. Ces farces font rire. C'est pourtant avec ces farces qu'ils exercent leur tyrannie. Il n'y a pas de doute que, si les jésuites ont fait peindre parmi les damnés ces célèbres jurisconsultes et poussé la bonté jusqu'à réserver sa place au président Menocchio, ils n'auront pas manqué d'en faire autant pour fra Paolo. Avec ces impostures, qui ne sont pas sans effet sur les âmes tendres de leurs élèves, ils les façonnent de bonne heure aux préjugés et à la haine des écrivains qui leur font peur.

Dans les autres religions, tout était constitutionnel; chez les jésuites, tout est despotique. Le général, de résidence habituelle à Rome, choisit les provinciaux, les procureurs, les recteurs de collège, les professeurs, lesquels ne possèdent que la part d'autorité qu'il leur délègue, et peut accroître ou restreindre à son gré. Sans sa participation, aucun novice n'est accepté; lui seul peut admettre les coadjuteurs, lui seul décider de la profession des vœux solennels, et s'il convient de prononcer les trois ou les quatre. Il prolonge ou abrège les épreuves; il dispense des empêchements mis à l'entrée de la société ou des prescriptions imposées pour

monter à la classe ou tel grade; il destine aux missions, à la chaire confessionnelle, à l'enseignement. Toute l'administration des biens réside dans ses mains; chaque collège est obligé d'adresser régulièrement ses comptes; les provinces lui envoient chaque année un procureur chargé de l'informer oralement de la situation du pays et de leur situation personnelle et économique. Les Indes, pour être lointaines, n'envoyaient cette députation que tous les quatre ans. Il peut révoquer ou punir tous les subalternes, procureurs, recteurs et chargés des études ou de l'administration, s'ils ne font pas leurs devoirs ou s'ils ne connaissent pas les hommes, il reçoit un rapport de confessions non seulement de ses jésuites, mais des hommes d'État et des grands personnages. Le professeur jésuite est tenu de coucher sur le papier les confessions qu'il reçoit et d'en adresser rapport au général, lequel, par cette voie, est informé des plus graves intérêts publics ou privés, dont la connaissance peut profiter à la compagnie. Même, pour y mieux pénétrer, ils cultivent les femmes et les domestiques, qui leur révèlent tous les événements du foyer.

Les jésuites ne reconnaissent aucun pouvoir politique ou ecclésiastique autre que leur général, lieutenant de Dieu sur la terre, second pape. Même le pape ne peut se prévaloir de leur coopération que par l'intermédiaire du général.

Près du général réside un conseil de cinq assistants, choisis habituellement parmi les profès, chacun ayant son département spécial, c'est à dire, l'Italie et la Sicile, la France, la Germanie, l'Espagne, le Portugal et les Indes. Encore que le général soit tenu de les consulter dans les affaires les plus graves, pourtant il peut s'en dispenser, ne pas leur communiquer la correspondance qu'il reçoit directement, ou prendre d'autres conseils, ou, après les avoir consultés, suivre un avis

contraire. Ils ont le droit d'accuser le général, s'il nuit aux intérêts de la compagnie, et même de le déposer provisoirement jusqu'au jugement de la congrégation. Mais c'est un droit illusoire, d'abord à cause de la masse de formalités requises et des dangers auxquels la tentative expose. En second lieu, le général peut, sans être astreint à tant de formalités, déposer les assistants et leur faire leur procès. Finalement, ils doivent bien leur nomination à la congrégation générale; mais elle est convoquée rarement, et toujours au gré du général; et si, dans l'intervalle un assistant vient à manquer, le général est maître de lui donner un successeur. Il est vrai que la nomination doit recevoir l'approbation des provinciaux; mais, de crainte de perdre leur position, ils ne se permettent jamais un refus. Ainsi l'on peut dire que les assistants aussi sont des créatures du général, et moins un contrepoids à son despotisme que des instruments.

Cette société secrète, illustre par quelques grands hommes, fameuse pour avoir pendant deux cent trente ans harassé l'Église et l'État, fut, à la demande de toute l'Europe, supprimée le 21 juillet 1773, par le célèbre Clément XIV, Ganganelli. Mais les jésuites ne se crurent pas tenus à l'obéissance; ils perpétuèrent leur existence en Prusse, sous la protection de Frédéric II, en Russie, sous l'égide de Catherine II. Pie VII légalisa leur position en Russie, par son bref de 1801; et les rétablit au royaume de Naples, par un autre bref de 1809; enfin, le 7 août 1814, il ressuscita l'ordre dans toute l'Europe par une bulle qui, bien que *ad perpetuam rei memoriam* n'en est pas moins en contradiction flagrante avec la bulle de Clément, aussi *in perpetuam memoriam*. Mais ce fut une résurrection éphémère; deux ans plus tard, ils furent bannis de Russie, comme séditeux et turbulents; en 1828, chassés de France, où ils s'étaient glissés sournoisement, et d'Espagne en 1835. Partout ailleurs haïs ou

bafoûés, rainent une existence précaire et pleine de dangers.

L'Autriche a longtemps persévéré dans l'exclusion des jésuites; ils mirent une telle habileté, une telle ferveur à la servir as ses intérêts, à en seconder les actions et les réactions politiques, qu'ils réussirent enfin à s'ouvrir la brèche. Comme dans notre siècle la monarchie autrichienne a repris le vieux rôle de l'Espagne, les jésuites se sont rangés sous ses drapeaux; ils sont devenus ses plus audacieux janissaires, et sous son égide, dans d'autres pays et s'y maintenir. Malgré les efforts de leurs adversaires qu'ils ont reçues de la Sardaigne, ils sont à la tête de la faction autrichienne, ennemie du bruit court que dans les dernières années il seconde les intrigues de Vienne pour exclure d'ence de Carignan.

Il en est qui prétendent que les jésuites modernes sont fort différents des anciens. Ce qu'il y a de sûr, c'est que quand Pie VII voulut introduire quelques amendements dans leurs statuts, leur général Karen lui répondit : *Sint ut sunt, qui non sint*. Ce qu'il y a de sûr, c'est que, malgré leur persévérance, malgré les patronages qu'ils mendient, ils ne pourront jamais restaurer leur vieil empire. Comme faction politique, ils ne sont qu'une société secrète au service de l'absolutisme, et l'Autriche qui les emploie a eu le talent de les manier à sa guise, et de contrecarrer leurs propres tendances, en ayant l'air de les protéger. Comme faction religieuse, ils sont ridicules; et les puériles inventions auxquelles ils recourent pour se mettre en crédit peuvent allécher quelque femmelette; mais loin de rehausser, comme ils en ont la prétention, la religion romaine, ils contribuent bien plutôt à la ruiner par le mépris. D'ailleurs, ils ne sont plus riches; ils manquent d'hommes de génie, pendant qu'on en rencontre d'éminents chez leurs adversaires. Ils ont de puissants ennemis dans la partie la plus

éclairée du clergé, dans les religieux, dans le peuple, dans la presse, même à la cour de Rome, surtout dans le génie du siècle. Ils vivent dans le mépris, ignobles instruments de police dans les monarchies absolues, honnis dans les États libres; et après tant de hontes subies, discrédités par leur nom seul, ils ne peuvent plus aspirer à faire fortune dans le monde.

Les constitutions des jésuites se composent de beaucoup de parties. Ce sont les lettres apostoliques qui contiennent les bulles et les privilèges octroyés, et sont comme le fondement de la société; — un abrégé de ces privilèges destiné à ceux à qui il est interdit de connaître le tout; — les constitutions avec leurs éclaircissements qui en sont la glose et ont une autorité égale au texte. — Elles sont précédées d'un opusculé intitulé : l'*Examen*, qui est une instruction particulière et très déliée, touchant le mode d'examiner les novices pendant la durée de leur probation. — Les règles à observer pour les jésuites, chacun dans son poste. Ainsi il y a la règle du provincial, des recteurs, du jésuite en voyage, du jésuite destiné aux missions ou à la chaire, du portier, de l'infirmier, du cuisinier, et de toute autre dignité, grade ou emploi, du plus haut au plus infime. Chacun garde écrite la règle qui le concerne, et, s'il est nécessaire, un abrégé des constitutions; car elles ne sont communiquées en entier qu'aux chefs de l'institut; — les décrets ou congrégations générales; — le sommaire de ces décrets sous le titre de canons, à l'usage de ceux à qui la connaissance du tout est interdite; — les formules de ces congrégations; — la raison et l'institution des études, qui comprend leur système d'enseignement; — les ordonnances des généraux, et les instructions qui sont un supplément aux constitutions et aux règles; — le manuel, les instructions du père Claude; — les exercices spirituels de saint Ignace, et le directoire des exercices, qui contiennent leur système de direc-

tion des consciences; et enfin, les lettres des généraux. Tous ces documents ont été plusieurs fois livrés à l'impression; mais chaque fois les jésuites y ont introduit des variantes, plus ou moins importantes, que doit connaître celui qui veut écrire une histoire approfondie de l'ordre. Avec tout cela, rien n'est plus difficile que de se procurer un de ces livres. Fra Paolo, était fort curieux de les avoir, afin de pénétrer les mystères de la secte; il lui fallut bien de l'adresse, bien des peines et des années de recherches, par lui ou ses amis de France ou d'Italie, avant de pouvoir se procurer les lettres apostoliques, les constitutions, les ordonnances et quelques lambeaux des règles. Après les avoir lues, il dit que, quelle que fût l'idée qu'il s'était faite de l'astuce et de la coquinerie des jésuites, elle était bien au dessous de la réalité; et il prédit que ces documents, une fois connus des gouvernements, seraient la ruine des jésuites. C'est ce qui arriva en France, en 1762.

Outre les livres mentionnés, les jésuites en avaient d'autres qu'ils se gardaient d'imprimer, et dont ils ne communiquaient qu'avec une réserve jalouse des copies aux chefs seuls, qui verbalement en distillaient le suc aux subalternes. Tels sont les fameux *Monita secreta*, dont l'authenticité est incontestable, tant les témoignages sont nombreux. Un exemplaire ayant été surpris, on ne sait par quelle main, ils furent imprimés en Allemagne, en 1608; mais les jésuites mirent une telle activité à en faire disparaître les copies, que cette première édition demeura presque inconnue. Aujourd'hui il n'en reste plus trace. Fra Paolo se donna beaucoup de peines pour en avoir une copie, même manuscrite; et pour cela il dut harceler de ses réclames ses amis de France, de Hollande, et même d'Angleterre. Mais les *Monita* furent réimprimés en 1713, par les soins du P. Henri de saint-Ignace, carme; et les jésuites eurent beau faire, les éditions se multiplièrent; ils furent traduits dans toutes les langues, et sont aujourd'hui fort communs.

Ce petit livre contient la quintessence du jésuitisme, qui s'affublant du manteau de la piété, n'a d'autre but que la domination et la richesse. Là sont subtilement expliqués les principes qui dirigent la société, quand elle veut fonder un nouveau collège; la façon d'acquérir et de conserver la familiarité des princes et des grands; de se rendre agréable aux personnes qui, sans être riches, ont de l'autorité dans l'État, et peuvent être utiles; la marche tracée aux prédicateurs ou directeurs des grands, et envers les autres ecclésiastiques; l'art de se faire bien venir des veuves riches, et de les diriger dans l'administration et la disposition de leurs biens, tant pendant la vie qu'après la mort; de les circonvenir, de les détourner du mariage, de donner aux filles le goût du couvent, aux fils le désir d'entrer dans la compagnie; les moyens de grossir les revenus des collèges; le traitement à infliger aux jésuites qui ne travaillent pas au profit de la société; la conduite à tenir pour discréditer ceux qui en sont renvoyés; quels sont les individus qu'il faut attirer et conserver; quels sont les jeunes gens à séduire, et les moyens d'y réussir; le parti à tirer de la confession, tant pour le règlement intérieur que pour l'avantage de l'ordre; les règles de conscience à observer par le directeur envers les religieuses et ses pénitentes; comment, pour gagner de grandes richesses, il faut en afficher le mépris; enfin tout ce qui peut contribuer à favoriser et grandir la société. On y voit dans tous ses développements une science de fraudes aussi profonde que pouvait l'imaginer l'astuce la plus raffinée et l'hypocrisie la plus trompeuse. A la lecture de ces *Monita*, le fourbe le plus roué demeure mortifié de sa nullité en présence de maîtres aussi insignes.

La curiosité qu'avait fra Paolo de pénétrer les mystères des jésuites se manifesta encore dans ses longues investigations pour avoir le livre intitulé : *De Modo agendi jesuitarum*,

livre qui ne semble pas avoir été imprimé, et qui doit lui avoir été procuré manuscrit par l'ambassadeur de Venise à Londres..

La haine qu'il portait à l'ordre, une opposition ferme, et non sans animosité contre la cour de Rome, ses sympathies pour les réformés et le désir d'en voir prospérer la cause, tenaient à ses opinions politiques. L'Espagne, prenant la tutelle du catholicisme, représentait notre faction rétrograde; le protestantisme constituait le parti libéral. Entre les deux venaient les *pacifiques*, c'est à dire, ceux des protestants qui inclinaient à se réunir aux catholiques, moyennant certaines conditions, et les parlementaires, c'est à dire, les catholiques qui s'opposaient aux excès de la cour de Rome et en exigeaient le redressement. Or, l'Espagnol, oppresseur de l'Italie, trouvait sa force dans l'institut de Loyola; le Vatican, pour des motifs de religion ou des intérêts qui en prenaient le masque, était complice des deux, et les trois formaient un pouvoir occulte qui pesait sur l'esprit humain; tandis que le protestantisme réagissait en sens contraire. Et comme la république de Venise, depuis la mort de Henri IV, était le seul des États catholiques qui formât une opposition politique à l'ambition de l'Espagne, fra Paolo, par patriotisme et par sentiment, devait épouser les mêmes idées et les pousser aussi loin que le permettait la force de son génie. En réalité, il avait horreur de cette monarchie, il jubilait à toutes ses déconvenues, à tous ses revers, fût-ce contre les Maures. Ces temps ressemblaient aux nôtres; car les mêmes causes produisent les mêmes effets. L'absolutisme espagnol, comme aujourd'hui la Sainte-Alliance, dépendait de la paix, ou plutôt de la tranquillité sépulcrale de l'Italie. Partout la cour de Madrid repoussait toute idée de guerre, et par la force ou l'intrigue elle en assoupissait le moindre mouvement. Fra Paolo avait pénétré cet arcane politique, mais il voyait l'impossibi-

lité de rendre la liberté à l'Italie, tant qu'il existait à Rome un pape et une cour intéressés à perpétuer l'ignorance, les abus de l'esclavage et, pour un vil gain ou par orgueil, prêts à partager avec tout étranger qui ouvrirait la bourse. Il lui semblait que, si une grande guerre éclatait dans la Péninsule avec l'alliance des protestants, elle amènerait une heureuse révolution. La dispersion du jésuitisme, le renversement de la domination espagnole, la liberté de la pensée et de la parole, devaient, à son sens, en être les premiers résultats.

« Le pape et sa cour, écrit-il, font tout leur possible pour « éloigner de l'Italie la guerre, car les armes interrompraient « les exploits de l'inquisition. L'Italie se remplirait de gens « hostiles à la religion romaine; sans doute aucun, c'en sera « fait de la cour, si la guerre dure deux ans. Il y aurait « même deux guerres, l'une de plume, l'autre au canon; et « la cour serait triomphante dans la seconde, qu'elle aurait « à coup sûr le dessous dans la première; car elle ne pour- « rait plus, pour opérer des convictions, mettre en œuvre ses « arguments favoris, les bûchers et les gibets. »

Fra Paolo, convaincu que la vérité à elle seule suffit pour agir sur les intelligences les plus obtuses, ne pouvait comprendre que la violence aidât à la réforme des abus. Convaincu que l'église romaine est un système d'erreurs, dressé par l'ignorance, il disait : Faites connaître ces erreurs, dissipez cette ignorance, et l'édifice croule de lui-même. C'était une façon qui désespérait les romanistes, lesquels ne peuvent soutenir l'épreuve et sont forcés de suivre une voie toute contraire. Sarpi voulait le libre examen de la cause et des témoignages; eux, ils recommandaient de fermer les yeux et les oreilles et de baisser la tête. Il appelait la raison à son secours; eux, ils accusaient l'impuissance de la raison et lui substituaient leur propre autorité : vous devez croire, parce que nous le disons; et tout ce que nous disons, nous, est vrai.

Conséquent avec ses principes de tolérance et de modération, Sarpi ne trouvait pas applicables à l'Italie les motifs qui avaient provoqué le schisme de l'Allemagne et de l'Angleterre : « Vu qu'il y a des lois et des usages qui, sans être tout à fait bons, doivent être maintenus, de peur que les esprits, amorcés aux changements, ne veuillent un complet bouleversement. » Il entendait par là les matières abstraites et relatives au culte populaire, où les innovations précipitées sont dangereuses et grosses de discordes. Visant toujours à la réformation de la cour romaine, comme au point essentiel, il ajoutait : « Peut-être que Dieu veut dans ce siècle éteindre la tyrannie des abus par un moyen plus doux que celui qui a été essayé dans le siècle dernier. Alors on ébranla les fondements, et l'on échoua. Que l'on commence aujourd'hui par le faite. Qui sait si l'on ne réussira pas mieux ? »

Pendant longues années, fra Paolo caressa ces pensées, et ses vœux étaient peut-être entretenus par l'orgueil de devenir le prophète et le réformateur des Italiens. Cet orgueil perçait dans plusieurs passages de ses lettres. Mais les petites guerres qui se succédèrent dans le Piémont, en Lombardie, dans la Valteline et le Frioul, de 1612 à 1617, encore qu'elles amenèrent en Italie quelques régiments protestants, grâce à la politique doctrinaire de l'époque, ne produisirent pas un résultat conforme à ses désirs. Et cette leçon lui apprit que la guerre n'est pas un bon moyen de régénérer un peuple qui, opprimé par de longs malheurs et par tant de tyrannies diverses, avait perdu jusqu'à la mémoire de sa dignité, et que, pour le réveiller, il fallait une forte secousse qui remuât en lui de nouvelles idées et s'emparât de toutes les puissances de son âme. Ce ne pouvait être qu'un changement de religion, c'est à dire, suivant la pensée de fra Paolo, la ruine violente du matérialisme romain ; et n'y voyant guère de possibilité, plein d'une noble colère, il dégorgeait son dépit dans une

lettre du 14 avril 1617 : « Serait bien aveugle qui ne verrait
« pas le joug qui menace l'Italie. Mais la fatalité guide celui
« qui veut suivre ; elle entraîne celui qui résiste. Avec nombre
« de superstitieux, il y a un plus grand nombre de vicieux
« qui aiment mieux le repos de l'esclavage que les agitations
« de la liberté. Ajoutez la contagion du *diacatholicon* (la poli-
« tique espagnole). A ce troisième mal, pas de remède ; au
« second, il faudrait une bonne bourrade, capable de réveil-
« ler ; au premier, pas de remède. Voilà deux ans que la
« guerre est dans le Piémont ; un an dans le Frioul, et l'on
« n'a pas porté le moindre coup à la superstition. Malgré la
« présence de trois mille Hollandais, on n'espère plus,
« comme on le croyait, que la guerre soit un moyen d'intro-
« duire la vérité. Il faut donc attendre le bon plaisir de Dieu,
« et s'il ne prépare pas une circonstance qui permette de
« faire bien, tout paraît disposé pour l'établissement de deux
« esclavages, des corps et des âmes. »

Précisément vers cette époque, tant d'espérances déçues, tant de vengeances frustrées, la vieillesse, l'amour du repos, la nature humaine, qui se lasse de tout effort qui l'inquiète et surtout d'une haine continue, contre nature, si elle n'est pas alimentée par des passions orageuses et des stimulants extérieurs, semblèrent rapprocher les deux Pauls. Le pape, attentif à conserver ses États, à accroître la fortune de ses neveux, embellir Rome, restaurer son crédit par des travaux pompeux, dépose petit à petit ses rancunes contre fra Paolo, dont plusieurs ennemis étaient disparus du monde, d'autres tombaient sous le poids des années, et sa constance commençait à trouver des admirateurs parmi les personnages de la cour. La superstition populaire le regardait comme un être prodigieux, l'objet des partialités de la Providence, qui l'avait tiré sain et sauf, presque par une série de miracles, de tant de dangers. De son côté, fra Paolo, en descendant l'extrême pente de la vie

blanchi sous la multitude des affaires, commençait à éprouver cette fatigue, ce besoin de la paix et de la solitude qui d'ordinaire succède à de bruyantes agitations. Il commença à se rasséréner et à regarder le pape d'un œil moins hostile. Nous en avons la preuve dans les divers avis et les consultes, où il montre un vif désir de mettre fin aux dissidences, chaque jour renaissantes, entre les deux gouvernements. Un petit fait semble avoir contribué à remettre en estime réciproque le pape et le religieux. L'évêque de Tenos, accusé de malversation par les syndics du Levant, fut cité à Venise. Peu d'années auparavant, un pareil incident eût soulevé une grosse querelle entre Rome et Venise. Mais le pape, instruit par l'expérience, ferma l'œil et laissa faire. La cause fut renvoyée à l'avis de fra Paolo. Sur son rapport, l'évêque fut absous et honorablement renvoyé. Avant de rentrer à son siège, il voulut aller à Rome saluer le pape, qui lui demanda des nouvelles de son procès et de fra Paolo. L'évêque rendit compte des faits, se louant du consulteur, et le pape laissa échapper de sa bouche ce témoignage, qu'il savait combien c'était un homme juste et modéré. Cet éloge, bien que marmotté entre les dents, c'était beaucoup quand il s'agit de fra Paolo et du pape; et quand il fut rapporté au servite, il s'y complut et dit : « Maintenant, nous avons un pape ami. Je prie Dieu qu'il vive plus que moi; car tous ses successeurs seront mes ennemis. » Il fut prophète.

CHAPITRE XXIII.

1615. La persévérance dans les desseins — malgré des tentatives malheureuses — est un des traits les plus caractéristiques de la papauté. Un droit — quand elle l'a mis une fois en avant — elle l'identifie à son existence; elle en fait,

non une acquisition du temps, mais un héritage de Dieu. Et si, par des conventions ou des échecs, elle est contrainte à reculer, elle le fait avec tant d'art, elle sait se replier avec une telle souplesse de langage, qu'elle a l'air de n'avoir pas consenti à une renonciation, mais à une interruption momentanée, par complaisance, et entretemps elle guette l'occasion de reconquérir le terrain perdu. Mais après que ces droits, ou, pour mieux dire, ces usurpations, se furent multipliés au point de léser toute liberté civile et la puissance des princes, comme ils n'avaient d'autre base que l'ignorance, il fallut inventer un moyen de comprimer l'esprit et d'asservir l'opinion. Ce fut le *saint office*.

Ils ont tort ceux qui reprochent aux musulmans d'avoir propagé leur religion par la violence. Car personne plus que les chrétiens n'a mis en œuvre cette logique puissante. Il est vrai que la méthode a son avantage; c'est la mieux accommodée à l'intelligence du clergé. Car ce dilemme : crois ou je te tue, est si simple qu'il faut être bien stupide pour ne pas avouer une conviction immédiate. Néanmoins, quoique dès l'âge de Constantin le fanatisme les employât à la conversion des païens, les mesures coercitives furent inconnues à l'église pendant quatre siècles; elle ne déployait contre les hérétiques que les armes spirituelles. Il est vrai que l'on rencontre des cas où le bras laïque s'est levé contre les manichéens; mais leur hérésie était plutôt un crime politique; car cette secte, née dans la Perse, et peut-être à l'origine n'ayant que peu de chose ou rien de commun avec le christianisme, avait le nom de tenir avec les Perses, éternels ennemis de l'empire. La première victime de l'intolérance religieuse fut Priscillien, qui, accusé par Ithace, un mauvais évêque, eut la tête tranchée en 385. Mais l'horreur qu'inspira le supplice montra que les chrétiens n'étaient pas encore disposés à nommer saint, l'office destiné à défendre l'évangile avec l'éloquence du bourreau.

La monarchie des Visigoths s'était établie en Espagne. Le génie bigot de la nation, la faiblesse des rois, et d'autres raisons locales valurent tant de puissance au clergé que, là plutôt qu'ailleurs, il parvint à disposer de tout, même du trône. L'ignorance générale, les factions incessantes, la férocité des mœurs et les fréquentes révolutions donnèrent naissance à ces lois captieuses, dures, intolérantes, que Montesquieu considère comme le modèle du code inquisitorial. Le clergé s'en prévalut pour dépouiller les juifs, tantôt pour conserver ses richesses mal acquises, tantôt pour réprimer les progrès du mahométisme qui de la Mauritanie s'infiltrait en Espagne. Mais il n'y avait pas encore de tribunal religieux; la mort n'était pas bien fréquemment appliquée; et les peines étaient presque douces, quand la religion n'offrait pas un prétexte.

Au XII^e siècle, la Provence avait par l'industrie et le commerce atteint un degré de civilisation fort avancé. La civilisation y porta les lumières, et les lumières amenèrent les peuples à voir avec scandale la vie licencieuse des clercs et les discordes du sacerdoce et de l'empire. De là ils conçurent des idées plus justes de la religion, et introduisirent des mœurs plus châtiées. Il se forma chez eux une société de gens pieux, de la vie la plus austère, dont l'exemple fut imité, et en peu de temps, toute la Provence partagea leurs opinions. Tour à tour, ils abolirent paisiblement diverses superstitions; ils réformèrent quelques préceptes qui semblaient trop abstrus ou mal assurés. Les prêtres s'aperçurent de la diminution des aumônes; et ils crièrent que l'église allait à sa ruine. Les moines surtout s'émurent. Car un peuple industrieux n'engraisse pas volontiers ces consommateurs improductifs. Ils adressèrent à Rome des plaintes fort vives. Alors s'élancèrent contre les Albigeois les fameuses croisades qui, en peu d'années, couvrirent de ruines une des plus florissantes provinces de l'Europe, exterminèrent par le fer et le feu plus de cinq

cent mille habitants. Et dans cette occasion (en 1204) le pape Innocent III institua le tribunal du *saint office* contre la perversité hérétique. Le premier inquisiteur fut le moine Pierre de Castelnau, tué peu de temps après. L'inquisition en devint plus féroce, et Dominique de Guzman, espagnol, travailla à constituer cet horrible tribunal, avec tout le zèle d'un bon chrétien et d'un saint. Aussi reçut-il en récompense une place distinguée dans le paradis; et à l'ordre des dominicains, par lui fondé, fut presque exclusivement réservé l'office inquisitorial. Je dis presque, car les franciscains y ont eu part aussi.

La tache d'hérétique infligée aux révoltés de la sainte église avait une telle puissance, qu'un tribunal aussi monstrueux, hostile à l'autorité des évêques, dont il était indépendant, à la puissance laïque, sur laquelle il s'arrogeait la juridiction, en peu d'années envahit toute l'Europe, et s'enracina tellement qu'il fallut tous les efforts de plusieurs siècles pour l'extirper. Il en subsiste encore une image, en mémoire du passé, et comme un épouvantail de l'avenir, si les circonstances deviennent favorables.

A Venise, malgré les efforts des papes, le *saint office* ne put pénétrer avant 1289. Nicolas IV obtint ce triomphe, mais avec de telles restrictions que l'on n'avait plus grand'chose à craindre de l'arbitraire du tribunal. Car on stipula la présence aux séances de deux magistrats laïques, à peine de nullité de tous les actes. Les informations étaient restreintes aux délits tenant aux dogmes purement et rigoureusement. A la juridiction du *saint office* étaient soustraits les juifs, les Grecs, les magistrats, le doge, les accusations de blasphème, maléfice, sortilège. Défense d'instruire contre les absents. L'ignorance invincible, une excuse; la simple rétractation, motif d'absolution. Ces restrictions ne plaisaient pas aux moines; car pendant qu'ailleurs le *saint office* se rendait agréable à

Dieu par de nombreux sacrifices humains , à Venise il végétait sans gloire , sans le mérite de brûler un seul hérétique. Aussi cherchèrent-ils à s'étendre, surtout dans les provinces, mais ils furent toujours réprimés par un gouvernement vigilant. Après l'interdit, le *saint* office, stimulé secrètement par le pape et la cour, se permit des actes d'autorité ; et mettant en avant des cas extraordinaires et des exceptions non prévues dans les concordats, il essaya de s'émanciper de la puissance séculière, spécialement pour la censure des livres, attribuée à l'inquisition par les papes, depuis le concile de Trente.

La prohibition des livres fut inconnue à l'église pendant plus de quinze siècles. Il est vrai qu'en 494 le pape Gélase, dans un concile tenu à Rome, dressa un catalogue de livres, dont il déclara les uns apocryphes et à rejeter, les autres corrompus, non complètement inutiles pourtant, et dont la lecture était tolérée encore. Mais d'abord ce concile ne s'attribue aucune autorité coercitive, attribut de la puissance civile seule. En second lieu, ce catalogue ne comprenait que des ouvrages rentrant essentiellement dans le domaine religieux, par exemple, des livres sacrés apocryphes, des actes de martyrs fabuleux, des légendes de saints ou fausses ou entachées de faussetés ; et malgré la foule des livres d'hérétiques ou païens contre le christianisme, aucun ne figure dans le décret de Gélase. Cette liberté continua dans l'église pendant les siècles suivants jusqu'à la découverte de l'imprimerie et la réforme de Luther : deux événements qui changèrent la situation du saint siège.

La scolastique, voulant ajuster le christianisme à la philosophie d'Aristote, se perdit dans un océan d'investigations métaphysiques, où elle eut pour boussole l'imagination plutôt qu'une saine logique. Les mystères les plus abstrus de la théologie chrétienne furent par eux soumis à de curieuses discussions ; ils prétendirent analyser jusqu'aux plus menues particularités, d'où naquit une infinité d'opinions

et de définitions dogmatiques inconnues aux anciens. D'autre part, les moines, marchant de superstitions en superstitions, inventèrent des rites nouveaux; les papes, d'abus en abus, s'arrogèrent une autorité sans limites. Mais la souveraine avidité des clercs fatigua la longue crédulité, et l'intelligence humaine, débouchant peu à peu d'un âge de ténèbres vers la lumière, les esprits les plus perspicaces se mirent à substituer l'examen personnel à l'obéissance obligatoire. Wiclef et Jean Huss ouvrirent la voie à Luther et à Calvin et aux autres réformateurs du xvi^e siècle, qui, profitant du bienfait de l'imprimerie, assaillirent de front les doctrines scolastiques, et, remontant aux enseignements de l'écriture, embarrassèrent leurs adversaires acculés dans leur fort, le pouvoir papal. Le pape, à son tour, fut battu en brèche, et l'histoire démontra l'origine récente de sa puissance.

Mais les réformateurs passèrent d'un extrême à l'autre. Pour vouloir trop raffiner, ils tombèrent dans une théologie non moins fanatique que celle dont ils prétendaient s'affranchir. Quand l'esprit humain est lancé dans la voie des découvertes, aucune entrave n'est capable de l'arrêter; comme, engourdi dans la paresse, il n'est puissance capable de le remuer. Les égarements du protestantisme se dissipèrent avec le temps; le bien qu'il apportait demeura et produisit un immense bienfait. L'histoire, la critique, la jurisprudence, l'archéologie, cultivées avec génie par les protestants, et en conséquence par les catholiques eux-mêmes, devinrent dangereuses à la papauté, et vu l'extrême liaison et l'action réciproque de toutes les branches du savoir, elle vit un ennemi dans chacune des sciences.

Une puissance abusive ne pouvant subsister en face de la raison, force est bien de la soutenir par la violence, et la liberté de penser se mesure aux sympathies qu'inspire le gouvernement. Mais la cour de Rome savait par expérience

qu'elle court les plus grands dangers en présence de cette liberté. Il fallait donc mettre les hommes sous un joug nouveau et en diriger arbitrairement les opinions. Paul IV, pape très féroce, comprit que les arguments des théologiens étaient impuissants à convertir les hérétiques; que la controverse nuisait aux intérêts du saint siège, et il recourut à un remède plus expéditif. Sous son pontificat et le suivant, l'inquisition brûla des milliers de victimes, et glaça l'univers d'épouvante. Non satisfait, il publia, en 1564, son index des livres prohibés, table de proscription littéraire, portant non seulement les livres hérétiques, mais grand nombre d'autres qui appartiennent aux sciences et aux arts, et le fit précéder d'un code de règles, garanties par les excommunications accoutumées, et si minutieuses que, qui voudrait les observer, ne pourrait lire même le catéchisme ou le *Pater*, traduit en langue vulgaire, sans l'avis de son confesseur. Il le manda à tous les princes pour être mis à exécution; et, afin que son plan n'avortât point, il le commit à la vigilance des évêques, des prêtres et des moines, et, par dessus tout, au *saint office*, auquel les libraires, dans un délai déterminé, devaient remettre les livres proscrits à brûler ou garder, au gré des révérends.

Voilà pour le passé. Pour l'avenir, aucun typographe ne devait imprimer rien qu'après censure des inquisiteurs, si bien que tout le monde était condamné à penser comme il plairait aux frocards.

Ici ne s'arrêtèrent point les mesures de Rome. Remarquant que nombre d'auteurs célèbres, d'une orthodoxie incontestée, antérieurs à 1514, avaient exprimé des opinions peu favorables à la cour, et que leur autorité pouvait exercer une influence dangereuse, elle institua (comme je l'ai déjà dit) une congrégation chargée de reviser ces ouvrages, c'est à dire d'en éliminer ces opinions et de les remplacer par d'autres plus accommodées à ses propres intérêts. Par cette fraude, elle les

faisait parler à sa guise. Au chapitre XVIII j'en ai donné un exemple. Je saisis l'occasion d'en rapporter un autre. Léon Alberti, dans son traité d'architecture, recommande de n'ériger qu'un autel dans les églises, suivant l'usage des anciens. Mais cela est contraire à l'usage moderne, parce que, ainsi que l'observe l'évêque Scipion Ricci, beaucoup d'autels, beaucoup de messes; beaucoup de messes, beaucoup de prêtres : ce qui tourne au profit de la cour de Rome. Ce passage fut supprimé dans les éditions postérieures, parce qu'il sent l'hérésie.

Des mesures aussi despotiques amenèrent les résultats prévus, la ruine de l'imprimerie et l'ignorance universelle. Mais à Venise, le commerce de la librairie était une branche d'industrie lucrative, qui non seulement contribuait au lustre de la république, mais, ce qui est plus important, à l'aisance de beaucoup de ménages. Et, comme les prêtres ne mesurent les choses qu'à leur intérêt, si le gouvernement avait accepté leur censure et l'index, la ruine des libraires était inévitable. Il refusa. Mais Clément VIII ayant, en 1593, reproduit l'index avec de nouvelles additions, et pressant la république de l'accepter, on stipula un concordat spécial, qui apporta aux règles des restrictions fort étendues. La révision fut permise au clergé pour les choses purement dogmatiques, mais l'approbation et la condamnation était réservée aux magistrats laïques.

Avec tout cela, les ministres romains, toujours adroits à saisir le bénéfice des circonstances, ne voulurent laisser imprimer que soixante copies du concordat. Ils calculaient qu'avant peu elles seraient ou détruites ou égarées; les clauses oubliées des libraires, oubliées des magistrats, et, avec le temps, du sénat. Alors l'inquisition pourrait se redresser et la cour reproduire ses prétentions.

La cour ne perdit pas le temps. Nous avons vu les embû-

ches qu'en 1608 elle avait tendues pour la prohibition des livres contre l'interdit. N'ayant pas réussi, elle revint à la charge plusieurs fois, et en 1609, à propos du livre du roi d'Angleterre. La république en défendit la vente, mais continua à laisser le marché libre pour les autres dont le pape réclamait la proscription. En 1610, nouvelles plaintes au sujet d'autres publications désagréables à Rome; mais le gouvernement vénitien n'avait pas changé d'esprit. En 1612, Bellarmin lança son traité de la Puissance des papes. Le conseil des Dix le prohiba. Rome fit entendre ses doléances, mais en vain. Finalement, en 1615, parut à Venise un traité qui, entre autres vices sociaux, appelant une réforme, signalait les conséquences immorales du célibat des prêtres. Tout le guépier clérical fut en émoi. L'inquisition prétendit mettre la main sur le livre, l'auteur et l'imprimeur; elle était appuyée par le nonce qui, au nom du saint père, soulevait la question de l'index. Le gouvernement tint bon. Il demanda au consultant à quelles conditions avait été admis le *saint office*, à quelles lois il était soumis, et comment lui donner une assiette définitive, afin qu'à l'avenir il ne sortit plus des bornes; enfin son opinion sur la censure des livres; jusqu'où entraient-elle dans les attributions du clergé, jusqu'où du magistrat. Ce fut alors que le consultant écrivit son *Discours sur l'origine, les lois et l'usage de l'office de l'inquisition à Venise*, qui peut se diviser en trois parties : la première comprend une récapitulation des décrets du sénat et du conseil des Dix, distribuée en trente-neuf chapitres ou règles à observer dans la pratique de ce tribunal. Dans la seconde, il expose l'histoire du *saint office* et de son introduction en divers États. La troisième est un commentaire des trente-neuf chapitres; et, outre les explications, il démontre par la raison et l'expérience la nécessité de les adopter. L'ouvrage est l'un des plus courts consacrés à ce sujet; il ne parle point des atrocités inquisitoriales; mais

tout ce qui regarde l'histoire ou la jurisprudence de ce tribunal y est traité avec ampleur et profondeur. Curieux par diverses anecdotes ou nouvelles ou peu connues, il est indispensable à quiconque veut connaître la législation et la politique de Venise.

Le cardinal Albizzi, plus de soixante ans après, se donna la peine inutile d'une réfutation. Son in-quarto git négligé dans la poussière des bibliothèques, pendant que le discours du consultant fut traduit en plusieurs langues, réimprimé en divers lieux, à différentes époques.

Dans un autre opusculé, intitulé : *Discours sur la presse*, fra Paolo rappelle les concordats de 1596 avec Clément VIII. Il fait remarquer les roueries des Romains pour les éluder, et expose les règles à suivre pour les observer sans préjudice aucun de la librairie, sans tracasseries des libraires et des auteurs. Dans un court écrit, relatif au *saint office*, il disait : « On ne mettra jamais assez d'attention à surveiller les inquireurs, à ne leur permettre sous aucun prétexte d'allonger leurs griffes, appuyés qu'ils sont sur les instructions de la cour romaine, qui tâche ainsi d'étendre son autorité sur les princes et de surprendre leurs secrets. »

C'est chose merveilleuse que dans un siècle superstitieux et barbare, dans un siècle où jusqu'aux hommes les plus éclairés croyaient à la magie, aux sortilèges, aux enchantements; où les jurisconsultes écrivaient de gros livres sur la démonomanie et racontaient le plus sérieusement du monde les histoires les plus incroyables; où les théologiens publiaient des traités sur l'art des exorcismes; où il n'était point de pays qui ne livrât au bûcher les malheureux atteints et convaincus d'avoir hanté le diable, traversé les airs sur un manche à balai, pris la forme d'un loup, d'un chat ou d'un chien noir; attiré la grêle ou la foudre; c'est chose merveilleuse, dis-je, qu'un religieux ait eu le courage de nommer la sorcellerie une sot-

tise, une simplicité de femmelette, qui a plus besoin des leçons du catéchiste que des rigueurs du magistrat. Un jurisconsulte français, Henri Boguet, qui publia en 1608 un long discours sur les sorciers avec des instructions pour les juges, fut tellement scandalisé que la république se fit scrupule de condamner à mort, quand le sortilège n'est pas prouvé à l'évidence, qu'il ne daigne pas même prononcer le nom de Venise. S'il avait entendu fra Paolo traiter la sorcellerie de superstition puérile, je ne sais jusqu'où serait montée sa colère.

1615-1618. La guerre contre l'Autriche, dans laquelle la république s'était engagée à raison des Uscoques; le besoin de se garder des embûches de l'Espagne; les dépenses nécessaires à l'entretien des troupes, avaient obligé d'accroître les charges publiques. Voulant que les contributions fussent également réparties entre toutes les classes des citoyens, le gouvernement assujettit le clergé au paiement. Motif de nouveaux litiges avec le Vatican. Depuis 1614, ils se prolongèrent avec des intermittences pendant quatre années. Entre les divers écrits rédigés par le consulteur à cette occasion, se trouve un excellent opuscule où il raconte l'origine des immunités réelles des clercs, et deux autres dans lesquels il éclaircit et développe le sens de la loi du 26 mars 1603, qui défendait l'aliénation d'immeubles en faveur des personnes ou des lieux ecclésiastiques. Le lecteur se rappelle que cette loi fut une des causes de l'interdit. Mais le clergé avait réussi à l'éluder, en chargeant les biens d'hypothèques. Par là, au lieu d'un immeuble, ils possédaient une rente, ou, si l'on voulait s'en affranchir, un capital. Le gouvernement résolut de mettre une digue à ces nouvelles rapines : il demanda à Sarpi si le texte de la loi pouvait s'étendre jusqu'à la prohibition des rentes. Sarpi répondit par l'affirmative dans deux consultes, dont on n'a imprimé que des fragments ou des extraits. De là il passa, en 1618, à parler aussi des décimes (c'est le système de per-

ception des contributions payées par le clergé); il en signala les défauts; il proposa des améliorations, sans déroger aux bulles pontificales et sans en demander de nouvelles. Dans ces petits opuscules, l'auteur montre toujours une profonde connaissance non seulement de l'histoire, mais de la jurisprudence et de l'économie politique. Cependant quoique d'habitude ses raisonnements soient justes et solides, il faut bien avouer que parfois il s'égare dans des arguties légales. Car, en certains cas, ayant besoin de ménager les préjugés de sénateurs qui, par ignorance ou bigoterie, voulaient se tenir dans les limites du droit pontifical, l'auteur était obligé de tourner la difficulté par des interprétations captieuses qu'il désapprouvait lui-même, encore qu'il en sentit l'utilité actuelle. Mais quand il peut s'abandonner à son jugement et exprimer librement sa pensée devant des hommes d'État capables de le comprendre et de l'apprécier, alors, se débarrassant de toutes les ronces d'une jurisprudence vicieuse, il pose des principes et des raisons d'une vigueur singulière. Je remarque dans ses consultes que les plus franches de préjugés sont celles adressées au conseil des Dix, composé ordinairement des personnages les plus éclairés de la république. Je mettrai au même niveau celles qui sont adressées au collège, quand elles doivent servir d'instructions pour ce corps seul. Les plus faibles, ou, pour parler à la vénitienne, les plus circonspectes, sont celles qui devaient être lues au sénat. Car là, la foule et la diversité des humeurs et des intelligences obligeait le consulteur à beaucoup de prudence. Surtout que chaque jour ce corps se recrutait d'hommes pusillanimes; d'autres commençaient à se lasser de ces luttes incessantes contre le clergé; d'autres, vieillis, effrayés par leur confesseur, commençaient à se repentir de l'opposition faite au saint père. Sarpi, dans ses lettres, se plaint à plusieurs reprises de cette décadence.

Plus d'un lecteur s'attend peut-être à ce que je lui parle d'un opuscule, contenant des conseils sur la manière de gouverner la république de Saint-Marc, communément attribué à fr Paolo, et qui a fait grand bruit. Mais il n'en est pas l'auteur, ainsi que je le dirai plus au long dans l'Appendice bibliographique.

CHAPITRE XXIV.

1609 — 1617. D'après nos derniers récits, on peut se faire une idée des nombreux travaux qui, de 1608 à 1617, occupèrent le consultant pour les besoins de l'administration, outre le temps que lui dérobaient les devoirs de son état et les avis que les citoyens venaient réclamer de ses lumières. On doit par conséquent être surpris qu'il eût encore des loisirs à consacrer aux sciences. Dans sa correspondance avec son ami Leschassier, il y a une lettre du 3 février 1610 dans laquelle il communique quelques nouvelles observations sur la déclinaison de la boussole, faites à Alep par son ami le patricien François Sagredo. Dans une autre du 16 mars, il lui décrit le télescope, construit par Galilée, dont il rapporte les découvertes dans la planète de Jupiter et d'autres constellations fixes. Dans une troisième, du 27 avril, il rend un compte détaillé de ses observations relatives aux phases que présentent réciproquement la terre et la lune, et la manière dont ces deux corps reçoivent et se transmettent la lumière; il lui parle des taches de la lune, et devant les découvertes postérieures, il les attribue à des hauteurs et des vallées; il finit en pronostiquant que le télescope changera la face des sciences astronomiques, en lui imprimant un immense progrès. Ce fut peut-être à cette occasion qu'il manda à Leschassier un essai de sélénographie, ou carte lunaire, dont une copie fut trouvée

dans ses papiers, sous la date de 1610. « On y voyait, dit « Grisellini, dans leur position réelle, avec les proportions « convenables, les grandes taches, et nombre de petites, auxquelles Hevelius et Riccioli donnèrent ensuite les noms de « Pont-Euxin, mer Méditerranée, Chalcis, etc. » Il en résulte que Sārpi fut le premier à imaginer les tables sélénographiques. Il est certain que les sciences astronomiques et les nouveaux phénomènes que montrait le télescope avaient un grand charme pour le consultant, et lui-même nous apprend qu'il allait souvent à Padoue s'entretenir avec Galilée de ses découvertes.

Il y avait deux ans que le hasard avait montré à un Hollandais la lunette d'approche, et que cette invention divulguée en Europe suggéra à Galilée le télescope. « Quand j'étais « jeune, écrit fra Paolo, parlant de la lunette d'approche, « j'avais pensé à quelque chose de semblable, et il me vint à « l'esprit qu'une lunette de forme parabolique pouvait avoir « ces propriétés. J'avais donc des principes et une démon- « stration; mais comme ils sont abstraits, et ne tiennent pas « compte de la répugnance de la matière, j'avais quelque hésitation. Je ne me suis donc pas fort obstiné à l'œuvre, et « elle aurait été fort laborieuse. Je ne vérifiai point ma pensée par l'expérience. Je ne sais si l'artisan hollandais s'est « rencontré avec mon idée. » Ce peu de paroles échappées à un homme si modeste et si sobre de vanteries donne crédit à ce que raconte frère Fulgence qu'une lunette d'approche ayant été apportée à Venise, soigneusement enfermée dans un étui, et dont le marchand demandait mille sequins, la seigneurie consulta Sarpi sur l'usage qu'on en pouvait faire; que lui, sans voir l'instrument, et rien que sur le récit des propriétés, il en devina l'artifice; et qu'ensuite en ayant conféré avec Galilée, celui-ci déclara qu'il avait touché au but. Il semble donc que la construction du premier télescope fut im-

par Sarpi, reprise et conduite à bonne fin par les deux ensemble, et que les conseils du servite vénitien ont aidé à le perfectionner. Ami intime du grand astronome, qui l'honorait et l'appelait son maître, il le soutint quand il vint inaugurer à l'université de Padoue l'enseignement du système de Copernic.

Grisellini rapporte un fragment tiré, dit-il, des papiers de fra Paolo, et qui fait allusion au voyage de Galilée à Rome quand, en 1611, il fut invité par la cour à se rendre en cette capitale et à montrer au télescope les nouvelles merveilles qu'il avait aperçues dans le ciel. Le voici : « Maintenant que
« par le sénateur Dominique Molino j'apprends que Galilée va se transporter à Rome, invité par différents cardinaux à faire montre de ses découvertes célestes, je crains
« que, si dans cette circonstance, il laisse percer les doctes
« raisons qui le portent à préférer la théorie du chanoine
« Copernic, il ne se heurte contre le génie des jésuites et des
« moines. D'une question de physique et d'astronomie, ils
« feront une question de théologie, et je prévois à mon grand
« déplaisir que, pour vivre en paix, et échapper à la tache
« d'hérétique et d'excommunié, il devra rétracter ses opinions. Il viendra pourtant le jour, j'en suis presque sûr,
« que les hommes, éclairés par des études meilleures, déplo-
« reront le malheur de Galilée et l'injustice dont ce grand
« homme aura été victime ; mais entretemps, il devra la
« subir et ne s'en plaindre qu'en secret. » Cette pièce tient beaucoup de la manière de fra Paolo, et je ne doute pas qu'il n'en soit l'auteur ; mais Grisellini doit y avoir mis la main, dans les deux dernières phrases surtout ; afin de leur donner un ton plus emphatique, qui ne se trouve jamais dans les écrits du consultant. En admettant que le fond est de fra Paolo, on voit avec quelle perspicacité il avait prévu les malheurs qui, peu d'années après, tombèrent sur son ami, et lui firent

regretter d'avoir déserté l'université de Padoue, où l'inquisition n'aurait pu allonger ses mains crochues, pour siéger dans celle de Pise, où les grands-ducs de Toscane ne lui accordèrent qu'une molle protection.

Comme je l'ai dit, la correspondance de ces deux grands hommes étant perdue, nous ne pouvons dire dans quelle mesure fra Paolo a contribué aux progrès de l'astronomie. Quant aux mathématiques pures, il dit lui-même que la multiplicité des affaires et plus encore la mort de Marino Ghetaldi, qui le stimulait, avait un peu ralenti son ardeur. Jamais pourtant il ne leur avait été complètement infidèle. Même il y revint plus tard, et méditant toujours davantage sur la nouvelle voie ouverte par Viète, il avait écrit, et, semble-t-il, amené à perfection, en 1615, un traité sur la *Résolution des équations* qui, au témoignage d'Alexandre Anderson, était attendu d'un public avide. Ici, il est bon de noter que cet Anderson et Jacques Aleaume, mathématiciens distingués de l'époque, avant de les mettre au jour, envoyaient leurs œuvres au consultant, pour connaître son jugement.

En 1617, il s'était occupé du baromètre, et de la vitesse du boulet chassé par le canon. Il écrivit encore, nous ne savons en quel temps, un traité *Sur le mouvement des eaux*, où il avait entrepris d'expliquer le flux et le reflux de la mer. Les maigres renseignements que nous possédons ne nous permettent pas d'approfondir ses idées et de calculer jusqu'où il avait poussé ses découvertes. Par frère Fulgence nous savons seulement en gros que fra Paolo fut auteur d'une hypothèse qui expliquait par un mouvement unique le système de l'univers, ce qui viendrait à coïncider avec l'hypothèse de Copernic; qu'il fût auteur de machines très ingénieuses, même de machines de guerre et d'instruments; que les mécaniciens les plus réputés ne dédaignaient point de le consulter sur leurs travaux; que l'invention du *pulsilège*, instrument pour

mesurer les battements du poulx, attribué à Sartorio, appartient à Sarpi; que c'est à ses lumières et à ses conseils que le même Sartorio doit d'avoir retrouvé les lois de sa statique. Il raconte aussi qu'Alphonse Antognini, capitaine de grande réputation et assez savant dans la stratégie, vint exprès à Venise pour conférer avec Sarpi sur la construction et l'usage des machines des anciens, et spécialement les miroirs ardents, dont on prétend qu'Archimède se servit pour brûler les navires des Romains, au siège de Syracuse; et que fra Paolo non seulement lui fournit des notes, mais lui corrigea même les dessins et les descriptions; et, à propos de miroirs, bien que depuis plus de quarante ans il ne s'occupât plus de ces expériences, il lui en démontra la possibilité par des raisons physiques et mathématiques, et lui en dessina les figures.

Parmi les papiers de Sarpi, Grisellini remarque qu'il a vu un commentaire sur le célèbre passage de Cicéron : « Il y a une admirable continuité, une série des êtres; ils paraissent se greffer les uns sur les autres, chacun comme l'anneau d'une grande chaîne (1). » La dissertation de fra Paolo roule sur l'échelle des êtres et les gradations qui rapprochent les corps inorganiques des corps organisés, et ceux-ci des animaux, par un progrès continu d'échelon en échelon. Mais l'analyse qu'il en donne semble exagérée; elle sent les doctrines modernes, de Bonnet surtout. Assurément la pensée de fra Paolo était moins systématique, et non moins ingénieuse et profonde. J'aurais préféré que Grisellini nous l'eût conservée dans son style original, plutôt que de nous l'exposer d'une façon où l'infidélité est trop visible.

(1) Est enim admirabilis quedam continuatio seriesque rerum, ut alia e ceteris aliis nexa, et omnes inter se apte colligataeque vidcantur. Cic. de Nat. D. I. 4.

Enfin, si l'on peut ajouter foi à une longue tradition, le palais Donati *alle fondamenta nuove*, et le théâtre anatomique de Padoue seraient des monuments du génie architectonique de fra Paolo.

Quoi qu'il en soit, il est hors de doute que fra Paolo surpassa en savoir et en génie tous ses contemporains, et répandit une immense lumière sur les âges futurs. Car, bien qu'il ne reste rien ou presque rien de ce qu'il a fait pour les sciences, ses essais, ses découvertes, passant de bouche en bouche, de chaire en chaire, furent des germes féconds. Ce serait un pyrrhonisme tout à fait déraisonnable de nier que Acquapendente, et peut-être plus que tous, Galilée, en ont profité, et que beaucoup de leurs découvertes sont dues à ses encouragements ou ses suggestions. Qu'un autre l'ait devancé dans une voie quelconque, on peut dire qu'il a été le premier à appliquer l'expérience et l'analyse à l'examen des mystères de la nature. Cette découverte en vaut mille; et peut-être le grand Bacon de Verulam dut-il à la correspondance qu'il entretenait avec fra Paolo beaucoup des sublimes idées dont l'application a imprimé un mouvement si rapide au progrès des sciences.

Les éloges dont il fut comblé furent au niveau de son mérite. Nous avons vu quelle opinion en eurent comme homme de science Della Porta, Acquapendente, Galilée; comme théologien, l'estime où Rome le tint longtemps est une preuve sans réplique. Comme jurisconsulte et homme d'État, le crédit dont il jouit dans sa patrie et chez les étrangers. Le célèbre Napolitain François Conforti écrit de lui ce peu de mots, mais significatifs : « De tous ceux qui ont traité du droit public, il n'est personne qui surpasse fra Paolo. » Il serait long de rapporter les éloges dont l'ont honoré les ultramontains. Un seul suffira pour tous, et ce sera celui de son ami Saumaise : « Sarpi, dit-il, consacra une existence fort active à défendre

« les libertés de son pays. Depuis la renaissance des lettres
« de longs siècles auparavant, il n'a pas surgi un génie
« heureux ; il semble que la nature ait dépensé toutes ses
« forces pour le former, et ait immédiatement brisé le moule
« afin que nul autre ne pût exister son pareil ou son égal.
Tant de louanges ne furent pas l'effet de l'adulation ou du
fanatisme contemporain. Après sa mort, une médaille frappa
en son honneur l'intitule *doctor gentium*. Au bas de son
trait que l'on attribue au pinceau de Léandre da Ponte, en
existe encore à la bibliothèque de Saint-Marc, on accompa-
gne son nom des épithètes *vir ad miraculum doctus, integer,
justus*. Les flatteuses inscriptions de sa tombe, celle sur
de Jean-Antoine Veniero, qui par décret public devait
gravée sur son monument, l'avidité avec laquelle ses écrits
furent recherchés, imprimés, lus, traduits ; sa réputation
jours croissante, malgré les calomnies et les diffamations
parti clérical, sont des témoignages de son mérite et prou-
vent que le respect de la postérité n'est pas moins juste que l'ac-
clamation de son époque. A San Vito, dans le Frioul, le culte
l'on voue à la mémoire du fils, fait conserver et l'on montre
l'étranger l'humble maisonnette où naquit le père de fra Pa-
tandre et généreux orgueil d'un peuple, rival des Mantouans
qui jusqu'au XIII^e siècle vénérèrent l'arbre au pied duquel
tradition plaçait la naissance de Virgile.

Les coups terribles qu'il a portés à la cour de Rome et les
effets progressifs de ses doctrines l'ont voué à la haine d'une
faction nombreuse et active, qui, par des moyens patent
souterrains, exerçait et exerce encore une grande influence sur
l'opinion. Mais les gens qui réussirent à rendre odieux
catholiques les noms de Luther, de Calvin, et des autres en-
nemis de la monarchie papale, quoi qu'ils aient accumulé d'ou-
trages sur la mémoire de Sarpi, n'ont pu empêcher sa répu-
tation de durer et de croître. Cela doit être attribué en pa-

à la constance du gouvernement vénitien qui, jusqu'à sa chute, a toujours défendu hardiment la gloire de son consultant; il faut l'attribuer surtout à la position heureuse que fra Paolo eut le talent de choisir dans sa campagne contre Rome. Respectant les croyances reçues, il attaqua les abus évidents et sentis, et qui intéressaient le monde de plus près. Par suite, le temps qui réforme tant d'opinions, ou en efface les prestiges, a confirmé, après deux siècles de vicissitudes et de progrès sociaux, toutes les vérités proclamées par le consultant.

Parmi tant d'honneurs, avec une telle renommée, objet d'admiration pour l'Europe, d'une haine sans bornes au Vatican, d'affection pour ses nationaux, de curiosité pour les plus illustres voyageurs, d'envie pour les princes qui l'invitaient à leur cour, et plus grand qu'eux, fra Paolo conserva toujours le même genre de vie, modeste et pauvre. Sa vertu surpassant la bassesse de ses ennemis, il en dédaignait ou plaignait les injures. Si on lui parlait d'un individu qui se donnait le méchant plaisir de l'outrager, il avait coutume de répondre : Que voulez-vous ? Il ne pouvait agir autrement, vu la cervelle qu'il a reçue de la nature, et ses intérêts.

Sachant que monsignor Zacchia, nonce apostolique à Venise, et d'autres romanistes ne prononçaient jamais son nom sans l'accoutrer de vilaines épithètes, comme s'il était le plus grand coquin du monde : Ils ont bien raison, disait-il ; il n'y a pas de comparaison entre eux et moi. Ils ont des prétentions à la perfection et à la sainteté, moi pas. Plein de dédain pour la fortune et ses prestiges, il avait souvent à la bouche cette parole : *Si spiritus dominantis super te ascenderit, locum tuum ne deseras*. Ou : qui monte sur des échasses, n'allège point sa fatigue et augmente son danger.

Sa vie était si irréprochable que M. de Villiers, ambassadeur de France à Venise, l'entendant traiter d'hypocrite par le nonce, ne put s'empêcher de dire : Monsignor, vous le

n'est pas assez vaste pour cacher le coup. La cupidité, les plaisirs sont ordinairement le but des hommes. Si la vertu de fra Paolo est une hypocrisie, j'avoue que moi-même je vois ni but ni objet.

CHAPITRE XXV.

1648. Cette année fut signalée par un événement qui se rattache à de faibles rapports avec Sarpi. Mais les faits sont présentés sous tant de faces divergentes que l'on ne peut que chercher à en montrer le côté vrai. Pour le lecteur qui veut des développements et des preuves, je le renvoie à la notice historique de Léopold Ranke, qui a fait luire le mystère jusqu'ici livré aux conjectures.

Des deux branches de la maison d'Autriche, l'une par les alliances et l'identité des intérêts, l'autre par les États héréditaires, l'autre avait reçu, avec ses possessions d'Espagne, les Indes, les Pays-Bas, Naples, Sicile. Leurs possessions enveloppaient ainsi les domaines de France, celle-là par la Croatie, la Carinthie, le F

harcelée par les Turcs et les Hongrois, par les discordes religieuses et l'esprit turbulent des peuples. Il en était autrement de l'Espagne. Là régnait Philippe III, prince stupide et mou, laissant le gouvernail de l'État au comte de Lerme, homme à peine médiocre, qui, redoutant la capacité de rivaux ambitieux, les bannissait dans les gouvernements d'outre mer. Ceux-ci, connaissant la nonchalance royale et la jalouse faiblesse du favori, en faisaient à leur guise, opprimant les sujets par les guerres et les rapines, fatiguant les princes voisins de leurs hauteurs, ne dédaignant pas, comme éléments de succès, la fraude et la trahison, légitimées par la morale perverse de l'époque. Aussi la Péninsule couvait-elle une haine ardente contre l'Espagnol, et un proverbe populaire, qui dure encore, *maladetta la Spagna*, accuse la tyrannie de ces gouverneurs. Faibles et divisés, les princes d'Italie rongeaient leur frein, mais obéissaient. Venise seule, depuis longues années, mettait sa politique à traverser les desseins de l'Escurial. Convaincue que la mauvaise administration de la monarchie lui défendait une longue guerre; que le ministre, par paresse, inexpérience des armes, jalousie des capitaines, peur de son inutilité, s'obstinait à la paix, la république aidait de son argent les princes en butte aux attaques des pachas castillans, et ne cessait dans les cours étrangères d'éveiller les soupçons ou dresser des obstacles contre les vues ambitieuses de Madrid.

De là grandit chez les Espagnols une haine sans bornes, une passion de vengeance si ardente, que la république, en pleine paix, vivait avec eux sur le pied de guerre, défiante et circonspecte. Alors était gouverneur de Milan D. Pedro de Tolède, vice-roi de Naples le fameux duc d'Ossone, ambassadeur à Venise le marquis de Bedmar, tous les trois ennemis mortels de Saint-Marc. Malhabile aux armes et aux manèges diplomatiques, D. Pedro inquiétait de ses tracasseries et de ses embûches les cités limitrophes. Ossone, audacieux et

violent, interceptait les convois, troublait le commerce Vénitiens; Bedmar, astucieux et taquin, épiait dans la ténacité les rouages mystérieux du gouvernement, ses forces, ses ressources, les humeurs des nobles, des bourgeois, du peuple, et semait les discordes.

Peu d'années auparavant, Venise, en guerre avec la République de Venise, au sujet des Uscoques et de Gradisca, avec l'Espagne à cause de l'appui prêté au duc de Mantoue, à qui l'empereur avait donné le Montferrat, rencontrant la prohibition de recruter en Italie, contracta avec la Hollande une ligue défensive. Nous avons vu les premiers germes semés par notre caractère. Elle en reçut une armée valeureuse, mais indisciplinée, qui, pendant la paix survenue en 1617, demeurait oisive et mécontente; et créancière d'un fort arriéré, inspirait des craintes de mutinerie : de sorte que le gouvernement fut obligé d'en enfermer une partie dans le Lazaret, et d'éparpiller le reste dans les garnisons.

Les guerres civiles en France avaient créé une génération belliqueuse, inquiète, audacieuse. Les uns, calvinistes, étaient ennemis acharnés de l'Espagne, et partout couraient se battre sous les drapeaux de ses ennemis. Les autres, lancés dans la carrière par le goût des aventures, ou la peur de la justice, cherchaient que le service le mieux payé. Des deux, Venise en avait stipendié bon nombre.

Parmi les gens de la seconde catégorie se trouvait Jacques Pierre, Normand, corsaire de réputation, assés connu, tendu au service de mer, d'esprit changeant, de caractère chaud, fécond en projets. Il avait fait la course contre les Turcs. Tour à tour à la solde du duc d'Ossone, puis de la France, il était revenu à d'Ossone et s'en était dégoûté. Il était entré dans beaucoup de conspirations et de projets factieux contre la Porte-Ottomane, ou l'Espagne, ou l'Autriche, ou Venise, ourdis spécialement par le fameux P. Jos.

Français de noble naissance, capucin, soldat, diplomate, brouillon, enfin confident et ami de Richelieu, c'est à dire un grand politique ne reculant point devant le crime. Jacques chercha ensuite à passer au service de Venise; mais des rapports défavorables avaient induit le gouvernement à repousser ses offres d'abord. Sur de nouveaux renseignements, il l'admit à un emploi subalterne dans la marine, seule carrière ouverte aux étrangers, avec un traitement de cinquante ducats par mois. Peu après, soit avidité de gain, soit pour mieux capter la confiance, il révéla au conseil des dix quelques intrigues ourdies par Ossone contre Venise. Mais, suivant sa mobilité naturelle, il reprit pour son compte les projets qu'il avait accusés, encouragé par la nature pacifique des Vénitiens, un gouvernement n'ayant d'autre appui que la force de l'opinion, le caractère timide des populations, les armes aux mains des mercenaires, la facilité d'une surprise et l'espérance d'un immense butin. Avec un Français, nommé Langlade, il s'adresse à d'Ossone, lui garantissant la conquête de Venise, pourvu qu'il veuille l'aider de navires, d'hommes et d'argent. Le vice roi goûta le projet, donna des fonds pour séduire les Hollandais du Lazaret, promit vaisseaux et soldats, recommandant de l'avertir du moment où le complot devait éclater. Bedmar aussi s'y prêtait. Par l'entremise d'un nommé Bruslart, son confident, son hôtel servait aux réunions. Lui se ménageait avec tant de dextérité, que, la conjuration évanouie ou éventée, il échappait au soupçon. L'on a encore des indices que Léon Bruslart, ce dévot, qui traitait fra Paolo d'hypocrite, était au courant.

Cependant Jacques Pierre explorait les lagunes, il en sondait les profondeurs, il observait les lieux favorables au débarquement; il parcourait la ville en flaneur, notant les postes où il convenait de se retrancher, l'arsenal, la Monnaie, la place de Saint-Marc, le palais, les Procuraties. Du haut du

clocher de Saint-Marc, il promenait ses regards sur le théâtre de ses desseins, la ville étendue à ses pieds, les lagunes, les châteaux et les ports. Mais inconstant, irrésolu, il changeait de plan à toute heure, et ne laissait pas que d'écrire au duc d'Ossone pour hâter l'envoi de la flottille et des hommes. Débarquer à l'improviste, faire sauter l'arsenal, attaquer le grand-conseil en séance, massacrer les patriciens, occuper les débouchés de la place Saint-Marc, lancer des fusées sur la flotte et y mettre le feu, au cri de Espagne, tels étaient les plans à réaliser à l'apparition du pavillon napolitain. Mais soit que le vice-roi voulût mieux connaître les plans et les ressources, soit qu'il entrevit de l'exagération dans les rapports, ou que ses préparatifs fussent en retard, le fait est qu'il se faisait attendre.

Sur ces entrefaites, Jacques et Langlade avaient été appelés à leur poste sur la flotte. Dans le même temps, deux des conjurés, Juven et Moncassin, capitaines à la solde de la république, trahirent le complot. Le premier, tout frais initié, était loin de connaître tous les secrets; mais le crime lui faisant horreur, sa première pensée avait été de le prévenir. A cet effet, accompagné de son camarade, il vint au palais sous le prétexte qu'il y était appelé pour son service. Comme il dirigeait ses pas vers l'appartement du doge, son compagnon lui demanda ce qu'il voulait. Je vais, répondit Juven, lui demander la permission de brûler Venise. Moncassin tout abasourdi voulait battre en retraite; mais Juven le rappela au sentiment du devoir et de l'honneur, et l'entraîna. Moncassin, conjuré de vieille date, leva tous les voiles. Il eut encore la facilité de cacher près du lieu des réunions un patricien à portée d'entendre toutes les conversations et tous les projets. Cette découverte jeta le gouvernement dans l'épouvante. Déjà depuis longtemps il connaissait l'animosité d'Ossone; il surveillait attentivement les démarches hostiles de Bedmar; il doutait de Léon

Bruslart, et suspectait Jacques Pierre, que des avis anonymes parvenus au sénat désignaient comme un émissaire du vice-roi. Or, à la vue du danger, car la conjuration n'allait à rien moins qu'à l'extermination de la république, les esprits envahis par la terreur ne laissaient plus place à la prudence. Ils ne virent pas que c'étaient des projets en l'air; que rien n'était arrêté; que Jacques et Langlade étaient sur la flotte depuis plusieurs jours; qu'ils ne pouvaient, sans désertion, et en dérochant leur présence, venir à Venise; que des conjurés parlaient pour Naples avec d'autres projets, et d'autres se dispersaient; ils ne songèrent qu'à ce ressemblément de tant d'aventuriers, épaulés par des personnages si puissants, et il leur sembla qu'ils glissaient dans le précipice. Ajoutez, pour accroître la consternation, l'esprit mutin des soldats hollandais, dont le sénat avait, il y a peu de jours, envoyé trois compagnies à Vérone; — la découverte d'une tentative de la garnison de Murano pour livrer cette forteresse aux Espagnols; — les avis reçus de quelques descentes des Napolitains sur les côtes de l'Istrie, et d'un projet de débarquement à Trieste. Toutes ces circonstances réunies indiquaient que la conjuration touchait à son apogée, qu'elle avait des ramifications fort étendues et des appuis formidables; qu'il ne fallait point perdre une minute, et que la résolution la plus prompte suffisait à peine à sauver l'État.

Le conseil des dix s'assembla précipitamment, le 12 mars 1618. Après avoir pris lecture des dénonciations et des informations; où le patricien mis aux écoutes; il considéra qu'il serait préférable sans doute de mieux approfondir le complot; mais que, le temps pressant, il valait mieux de toute façon se défaire des chefs: le salut de la république étant la loi suprême. Jacques Pierre et son compagnon Langlade furent mis à mort par le provéditeur Barbarigo; trois autres, arrêtés dans leur fuite, furent emprisonnés, jugés et envoyés à la

potence. Peu de jours après, un nommé Bérard, convaincu d'intelligences avec le gouverneur de Milan, pour lui livrer Crema, fut conduit à Venise, et le bourreau mit fin à ses jours. Ces supplices si prompts, si soudains, frappèrent de terreur tous les aventuriers. Croyant à chaque instant avoir à leur trousses le bourreau, ils s'enfuirent le plus prestement qu'ils purent, les uns à Naples, les autres à Milan.

Le peuple, croyant à la trahison et soupçonnant la part que les Espagnols y avaient prise, se souleva, et peu s'en fallut que Bedmar n'en fût vu. Le diplomate s'enfuit de Venise où il n'était plus en sûreté; il fut bientôt rappelé de cette mission, et envoyé aux Pays-Bas.

Voilà la fameuse conspiration dont l'abbé de Saint-Réal, récemment Charles Botta, ont fait un roman, retraçant l'horrible boucherie de cinq à six cents victimes, avec tant de circonstances fabuleuses que de nos jours même il n'est pas difficile de vérifier au moins en partie. Daru fait pis. Intervertissant l'ordre chronologique, il a supposé que cette boucherie était un machiavélisme des Vénitiens pour cacher leur intelligence avec Ossone, quand il aspirait à la couronne de Naples. La conspiration des mercenaires fut tramée en 1618; la pensée ne vint à d'Ossone de s'insurger contre son roi qu'en 1619. Venise, loin d'y prendre part, au premier vent qu'elle en eut, enjoignit à son résident de Naples, de ne s'en point mêler.

La précipitation que mit dans ses coups le gouvernement vénitien ne lui permit pas de bien voir au clair dans la conspiration. Malgré l'intime conviction de la complicité d'Ossone, Bedmar et Bruslart, faute de preuves, il ne pouvait rien divulguer. Entretemps le supplice nocturne de cinq ou six misérables, leurs cadavres pendus par le pied, le visage couvert d'un voile noir, signe de haute trahison; le supplice irrégulier de deux autres; en somme, la mort de sept ou huit

personnes au plus, fut, grâce à la renommée et à l'épouvante, grossie par le silence mystérieux du gouvernement, changée en plusieurs centaines de coupables étranglés en prison, noyés dans les canaux, assassinés par des bravi ; et chacun interpréta l'événement suivant la pente de ses inclinations. Le concert plus hardi que probable d'un petit nombre d'aventuriers fut transformé en une vaste conspiration où de grands personnages jouent le plus grand rôle. L'un y donnait, l'autre refusait créance. Celui-ci accusait l'Espagne d'une ambition effrénée et cruelle ; celui-là reprochait à Venise un artifice atroce, en vue de rendre l'Espagne odieuse.

Pour mettre en plein jour la vérité, le collège, au mois de novembre, ayant convoqué les deux consultants d'État, Sarpi et Treo, leur montra les papiers communiqués par le conseil des dix, et la minute d'un rapport à livrer au public. Après un mûr examen, considérant que la tache que l'on allait verser sur Ossone et Bedmar était fort grave, que les preuves étaient rares et sujettes à beaucoup d'objections ; que le gouvernement serait dans l'obligation de démentir les bruits qui, sans qu'il y contribuât avaient circulé ; que d'ailleurs la conjuration, même de la façon dont elle était exposée, offrait beaucoup de difficultés et ne semblait ni sérieuse ni menaçante ; ils conseillèrent le silence, comme présentant moins d'embarras que la publicité. C'est à ce parti que le gouvernement s'arrêta.

Voilà toute la part que Sarpi eut à cette affaire. Le récit de Gregorio Leti qu'il assista les condamnés est une fable. Grisellini est dans l'erreur aussi en parlant d'une histoire de cette conjuration écrite par Sarpi, et par lui présentée au collège. Cette assemblée lui ayant demandé s'il convenait de la publier, il aurait répondu que non. Fra Paolo n'était pas homme à écrire des choses inutiles.

CHAPITRE XXVI

L'an 1619, sortit des presses de Londres un livre écrit en langue italienne qui, par la réputation de l'éditeur, par la dignité du personnage auquel il est dédié, par le voile mystérieux sous lequel se dérobait l'auteur, enfin par la nouveauté du sujet, le style austère, sobre et profond, excita une curiosité générale et fit époque dans les fastes de la littérature. Ce point que l'année suivante parut presque à la fois quatre traductions, latine, française, allemande et anglaise. Le titre était : *Histoire du concile de Trente, dans laquelle on découvre tous les artifices de l'Église de Rome afin d'empêcher qu'on ne publie la vérité des dogmes, et qu'on ne traite la réforme de la papauté et de l'Église*, par PIETRO SOAVE LANO. L'éditeur était Marc-Antoine de Dominis, ex-archevêque de Spalatro; et la dédicace était adressée à Jacques, d'Angleterre. On voyait bien que l'auteur s'était caché sous un pseudonyme; mais dans la dédicace, Dominis le signalait comme une personne qu'il avait connue en Italie « distingué par l'érudition, le jugement, l'intégrité et la droiture, « quoiqu'il n'entendit pas volontiers les calomnies contre l'Église romaine, néanmoins abhorrait ceux qui en défendaient les abus comme de saintes institutions. » Cette œuvre ajoutait-il, connue de moi et de rares confidents, je l'ai jugé digne de voir le jour. Aussi me suis-je donné beaucoup de peine pour en tirer une copie de ses mains; et nanti de ce précieux joyau, qu'il n'estimait pas à sa valeur, j'ai cru que je ne devais pas le tenir plus longtemps sous le boisseau, bien que je ne sache pas ce qu'en pensera l'auteur, ni comment interprétera ma résolution de le publier.

Avant d'aller plus loin, il convient de dire par quelle

aventures Dominis, que le lecteur a déjà vu figurer comme évêque de Segna, était venu en Angleterre.

Né dans Arbe, ile de la Dalmatie vénitienne, de nobles parents, Marc-Antoine de Dominis reçut son instruction à Lorette, au collège illyrien, dirigé par les jésuites, dont il revêtit l'habit. Mais il abandonna la société pour suivre la carrière des dignités ecclésiastiques. Il devint évêque de Segna, puis archevêque de Spalatro. D'une grande perspicacité, d'une érudition vaste, d'une littérature variée, habile dans les langues, dans les mathématiques et la physique, auteur d'un traité où il explique le phénomène de l'arc-en-ciel, et prouve en optique des connaissances étendues, très versé dans les sciences ecclésiastiques, il était courtois, affable, franc, de belles manières, mais ambitieux, vaniteux, léger, inquiet. Honnête dans ses mœurs, rigoriste, il s'était fait remarquer à Segna par les soins qu'il se donna pour rétablir la tranquillité troublée par les Uscoques. Dans l'archevêché de Spalatro, il introduisit une discipline sévère, qui lui valut la haine d'un clergé licencieux, lequel l'accusa de partager les opinions des protestants, accusation qui à Rome manque rarement son effet, d'autant plus qu'il y avait d'autres griefs à sa charge. Durant l'interdit, il fut un des prélats qui se déclarèrent pour la république; il n'écrivit rien, mais il parla avec tant de franchise qu'il déplut au Vatican, et la porte lui fut fermée à toute élévation. Les plaintes de son clergé fomentant les ressentiments de la cour, il brisa ouvertement avec eux, à ce point que, craignant les familiers de l'inquisition, il se réfugia à Venise en 1643; il y demeura une année environ, et en disparut à l'improviste. Il passa chez les Grisons, et de Coire il écrivit au doge pour expliquer les motifs de son départ subit. Peu après, de Heidelberg en Allemagne, il adressa une lettre aux évêques, où il exposait toutes ses excuses de l'abandon de son siège, et pro-

mettait de mettre prochainement au jour d'autres œuvres utiles à l'Église. Au commencement de 1617, il était à Londres. Il y fit profession publique de calvinisme; et pour plus grand mépris de la cour de Rome, il abjura la foi catholique dans la cathédrale de Saint-Paul, vêtu des habits sacerdotaux, parodiant les cérémonies que Rome observe dans de semblables occasions. Presque dans le même temps il publia son livre : *de Republica christiana*, où avec une érudition judicieuse et choisie, il développa le système ancien du gouvernement ecclésiastique, livre estimé des savants et foudroyé par la sacrée congrégation de l'index.

Dans des temps encore fanatiques, cette apostasie, jointe à la qualité de l'homme, fit grand fracas en Europe, et contribua aux jugements divers portés ensuite sur l'*Histoire du concile de Trente*.

Un livre de cette nature, et publié dans les circonstances que j'ai dites, devait trouver des lecteurs parmi tous les partis. Le concile, clos en 1565, était considéré par la cour romaine comme la pierre angulaire de sa nouvelle existence. Mais mieux que personne, sachant toutes les peines, toutes les intrigues et tous les trésors qu'il lui avait coûtés, elle en cachait avec la sollicitude la plus jalouse les actes, et ne présentait aux peuples que les canons et décrets, comme une loi infaillible ou un mystère religieux qu'il fallait révéler sans le scruter. Les controverses soulevées en France par rapport à l'acceptation avaient réveillé le zèle de quelques jurisconsultes. Jacques Gillot, entre autres, ami de Sarpi, publia une collection de documents relatifs à l'histoire de cette assemblée, publication accrue, des années après, par les frères du Puy. Mais c'étaient des documents d'un intérêt local, et trop déconsus pour apaiser la soif des lecteurs, des protestants surtout, avides de pénétrer les secrets de cette assemblée ennemie. Il existait çà et là, dans les archives et les bibliothèques pri-

vées, de nombreux mémoires, des lettres, des journaux de témoins oculaires; mais les jésuites furent si diligents à en faire disparaître les copies partout où ils les découvraient, l'inquisition, si attentive à en empêcher la publication, que le concile, événement de fraîche date, était pour les contemporains un arcane diplomatique, comme tel obscur congrès de nos jours tenu par les princes pour le fléau des peuples : encore que, pour avoir décidé une des affaires les plus graves de la société, la religion, il fût d'un grand intérêt social. Les catholiques, dociles aux enseignements des moines, ne se souciaient guère de savoir comment la chose avait marché, convaincus qu'elle avait bien marché, puisqu'elle favorisait leurs croyances. Les protestants, eux, qui avaient été condamnés, et formaient une imposante minorité dans la famille européenne, étaient avides de saisir cette assemblée en faute, pour montrer au monde qu'elle n'était pas légitime. Par tradition, on savait les oppositions d'un parti, les brigues de l'autre, les contradictions des théologiens, les ruses des diplomates, et les scandales qui plus d'une fois s'étaient produits. Mais c'étaient des bruits vagues, dépourvus de documents irréfragables et de l'appui de l'histoire. La presse en Allemagne avait révélé quelques épisodes, outre les actes recueillis par Melanchton, Calvin, Vergier, Flaccus Illyricus, et d'autres sortis des presses de Venise. Mais sans compter que les inquisiteurs avaient aussitôt mis le grappin dessus, et en avaient rendu les exemplaires rares, ces publications ne roulaient que sur des faits isolés, pour la plupart indifférents ; et tous réunis, ils étaient bien loin de présenter un récit complet de ce grand événement. On n'était pas mieux satisfait par *l'histoire du concile de Trente* de Crabre, Paris, 1612.

Dominis répondait donc à l'attente générale par sa publication ; et la multitude des éditions, dans le cours de dix ans, deux en italien, quatre ou cinq en latin, une en français et

une en allemand, prouve l'avidité des lecteurs, et l'enthousiasme qu'elle éveilla. Tous admiraient la gravité du style, l'exacte économie du dessin, la plénitude et l'ordre des récits, la pénétration à sonder les plus secrètes pensées des princes, l'érudition singulière dans le développement des matières de dogme et de discipline. Seulement, on était fâché qu'un livre aussi excellent eût été mis au jour par une personne aussi odieuse aux catholiques, souillé d'un titre indécent et d'une dédicace satirique respirant la haine contre le saint-siège et blessant pour la communion romaine. Quelques-uns attribuèrent l'ouvrage à Dominis lui-même; mais la plupart tombaient d'accord que ce ne pouvait être son œuvre, et que ce prélat glorieux, qui avait déjà mis son nom à d'autres travaux de moindre valeur, ne se serait point dissimulé sous un pseudonyme. Ils regardèrent vers l'Italie, cherchant qui pouvait en être capable, et il ne se passa pas longtemps que la renommée n'en fit honneur à Paolo. Ses nombreux amis de delà les monts savaient que depuis nombre d'années il travaillait à recueillir des matériaux. C'était la mode de défigurer son nom dans un anagramme que les curieux se donnaient beaucoup de peine à déchiffrer. Soit que Dominis en eût fait la confidence, ou que Sarpi se fût plaint de son imprudence, surtout par rapport au titre et à la dédicace, ce qui se pourrait soutenir par des conjectures fort vraisemblables; soit enfin que la renommée de Sarpi le fit regarder comme le seul capable d'une œuvre de cette importance, le fait est que l'on ne tarda guères à découvrir dans les mots Pietro Soave Polano l'anagramme de Paolo Sarpi Veneto. La cour de Rome demeura abasourdie d'un coup aussi nouveau et aussi terrible; et faute d'autre remède elle fit saisir par l'inquisition tous les exemplaires qui tombaient sous ses regards, et mettre l'œuvre à l'index, par décret du 22 novembre 1619.

Fra Paolo est-il complice de l'impression? eut-elle lieu à

son insu, et par un abus de confiance ? Grand sujet de débats à cette époque. Une des lettres de Trajan Boccalini, publiée par Gregorio Leti (la troisième) affirme la première alternative ; et le témoignage d'un contemporain, ami de Sarpi, entraîna beaucoup de convictions. Mais cette lettre ne peut être de Boccalini, car elle contient un détail circonstancié de la vie et des mœurs de Dominis, de sa fuite en Angleterre, de son retour à Rome et de sa mort. Or, Dominis passa en Angleterre, en 1617, et mourut à Rome, en 1624, alors que Boccalini était déjà mort à Venise, en 1613. Elle ne peut non plus être d'une personne bien informée et contemporaine ; car cette biographie n'est qu'un roman, et, je crois, tout de l'invention de Gregorio Leti, écrit en vue de flageller les mœurs de la cour de Rome, sans le moindre souci des mensonges et des anachronismes.

Par contre, Grisellini nous a conservé une lettre de frère Fulgence, que je citerai tantôt, et dont on tire une conclusion tout opposée, mais conforme à d'autres lettres de Sarpi et à l'aveu de Dominis lui-même. Voici la vérité : Il faut savoir que l'archevêque eut quelques démêlés avec des Grecs sujets de la Turquie, mais qui demeuraient sur le territoire vénitien. Il prétendait les assujettir aux pratiques disciplinaires de son diocèse. La cause, portée au gouvernement, fut renvoyée à l'avis de fra Paolo, qui se prononça en faveur des Grecs. Cette circonstance, et le parti que suivit l'archevêque dans l'interdit donnèrent naissance à des relations, épistolaires au moins. Plus tard, réfugié à Venise, en 1613, l'archevêque en vint à ce point d'intimité, que le servite soumit le manuscrit à son jugement. Mais le prélat sans doute pensait déjà à désertier la communion romaine ; il se hâta de prendre une copie du manuscrit et l'emporta dans sa fuite. Sarpi n'en savait absolument rien ; et quand parut le manifeste de Dominis imprimé à Heidelberg, en l'envoyant au conseiller Gillot, avec une lettre

du 24 novembre 1616, il disait : « Je t'envoie le manifeste du
« prélat que j'estimai docte et pieux. Garderai-je cette opi-
« nion, je ne sais, tant que je ne vois pas où il aboutira, et
« ce que contiennent de bon ou de mauvais les livres qu'il
« annonce. Entretemps Rome a condamné toutes ses œuvres
« présentes ou futures, avec les clauses accoutumées d'hé-
« rétiques, erronées, scandaleuses, offensant les oreilles
« pieuses. Il a fait imprimer ce manuscrit à Heidelberg. Ce
« qu'il est devenu depuis, je l'ignore. » Ayant appris ensuite
son apostasie, il la désapprouva, et considéra comme une
offense personnelle d'avoir été mêlé à cette cause par la
publication de l'*Histoire du Concile*, et beaucoup plus pour la
dédicace scandaleuse et l'addition au titre, qui dans l'original
n'était que : *Histoire du Concile de Trente*, tout bonnement.
Aussi, lui fit-il écrire par frère Fulgence, le 19 novembre 1619,
la lettre suivante :

« Révérendissime Seigneur, je donne à Votre Seigneurie Ré-
vérendissime ce titre, parce que, malgré votre entrée dans la
communion protestante, vous gardez toujours dans l'âme le
caractère sacerdotal et épiscopal, dont vous n'avez pas craint
de vous dépouiller. Mon père maître Paul est fort affligé que
vous ayez osé franchir le pas, surtout que vous ayez pris
une copie du manuscrit qu'il vous avait prêté de l'*Histoire du
Concile de Trente*, quand il le gardait avec un soin si jaloux,
et que vous ayez poussé l'abus non seulement jusqu'à le faire
imprimer sans son aveu, mais y mettre un titre fort impropre
et une dédicace terrible et scandaleuse ; et cela, suivant ce que
l'on nous a dit, par motif d'intérêt, non pour faire honneur
au modeste auteur. Je vous dis donc, Monseigneur, que cela
n'est pas fait pour vous mettre en crédit, et que le père maître
Paul et moi avions de vous une tout autre idée, même après
la lecture de votre dissertation sur votre église de Spalatro et
le manifeste que vous avez répandu partout pour justifier votre

conduite et vos opinions erronées. Priant le Seigneur de vous illuminer, je me déclare, etc. »

Cette lettre porte tous les caractères de l'authenticité : en premier lieu, par la simplicité du langage et du fond ; ensuite, parce que la minute originale a été vue par Tryphon Wrachien, consultant d'État, qui la communiqua à Grisellini. Il y en a encore une autre copie, bien qu'avec quelques variantes, parmi les papiers du doge Foscarini. Enfin, elle concorde de tout point avec la correspondance de fra Paolo à Gillot, et avec le langage de Dominis lui-même dans son épître dédicatoire : que l'auteur gardait avec un soin jaloux cette œuvre, et ne la laissait voir qu'à ses amis les plus sûrs ; qu'il avait eu peine à lui en tirer une copie, et ne savait comment l'auteur interpréterait sa résolution de la mettre au jour ; ajoutant que l'auteur la destinait probablement à périr, et que lui la présentait au roi comme un Moïse sauvé des eaux. Toutes ces expressions, qui semblent mises en avant par l'archevêque pour s'excuser près de Sarpi, dans les mains de qui l'ouvrage ne pouvait manquer de tomber, indiquent ouvertement que Sarpi n'eut aucune part à la publication.

Nonobstant, nous devons savoir gré à Dominis de cet abus de confiance. Sans cela, peut-être serions-nous privés de l'histoire du concile de Trente. Et ce prélat ne se borna pas au rôle d'éditeur, il assumait encore celui de traducteur. La langue italienne était fort peu répandue. Pour rendre plus général l'usage du livre, Adam Newton entreprit la version latine. Mais peu familier avec l'idiome original, et n'entendant pas bien le style serré et laconique, et parfois chamarré d'idiotismes vénitiens, il pécha dans son travail, et s'arrêta aux deux premiers livres. Dominis a le nom de l'avoir remplacé pour les quatre suivants, et de fait la traduction est plus noble et plus facile, et montre une grande pratique de l'italien. La version des deux derniers livres est l'œuvre de

Guillaume Bedell. Nathanael Brant, qui avait connu fra Paolo à Venise, est l'auteur de la traduction anglaise; le célèbre Jean Diodati, ministre de Genève, de la française; un anonyme, de l'allemande. Chose remarquable, toutes ces versions furent entreprises en même temps, toutes parurent en 1620.

La cour de Rome ne fut certainement pas la dernière à connaître le véritable auteur. Mais Paul V ne se sentait plus d'humeur à se brouiller avec un moine aussi revêché, aussi redoutable, surtout que le pseudonyme ne lui laissait pas le moyen de l'attaquer. Il craignait aussi que, si on le forçait à justifier son livre, il ne lâchât des révélations plus compromettantes pour l'honneur de la cour et la sainteté du concile. Le saint père se contenta donc de s'en plaindre indirectement à l'ambassadeur vénitien, disant que le consultant entretenait des relations intimes avec l'archevêque apostat. L'ambassadeur nia le fait, et coupa court à toute insinuation ultérieure. Les jésuites firent plus de fracas en France, et se démenèrent beaucoup pour savoir au clair si fra Paolo était l'auteur. Ils engagèrent le prince de Condé à en parler à la cour comme d'un fait indubitable; de sorte que l'ambassadeur vénitien fut obligé d'en écrire au sénat, qui n'y fit pas attention.

Les conjectures forgées par les uns et les autres, chacun au gré de ses passions, relativement à l'impression du livre, l'éditeur et le curieux mystère qui l'enveloppait, donnèrent lieu à de nombreuses historiètes, qui farcirent les biographies mal digérées du consultant, et les libelles lancés contre lui.

La prétendue lettre de Bocalini, mentionnée plus haut, raconte au long les arrangements convenus entre Sarpi et Dominis. Il cite leur correspondance, il raconte comment l'archevêque reçut du roi une gratification de trois cents jacobus d'or, équivalant à peu près à autant de guinées; et que Sarpi mécontent de l'addition faite au titre, de l'inconvenance

le la dédicace, et d'avoir été frustré de sa part du cadeau royal, rompit avec lui. D'autres rapportent que Guillaume Bedell d'abord, Nathanael Brant ensuite, emportèrent le manuscrit à Londres. D'autres, que fra Paolo expédiait les feuilles au roi Jacques, à mesure qu'il les composait, et une infinité d'autres contradictions, que mon récit me dispense de réfuter.

Ce qui nous intéresse davantage, c'est de savoir si, comme il a altéré le titre, Dominis a aussi corrompu le texte. Le Père Bergantini, provincial des servites, arrivait à cette supposition par des conjectures fort ingénieuses; mais comme on a retrouvé l'autographe de fra Paolo, écrit de la main du P. Franzano, son copiste, avec des apostilles de l'auteur, le doge Foscarini qui l'a vu et confronté avec l'édition de Londres, trouva que, sauf le titre, en tout le reste ils marchent ordinairement d'accord. Cette conclusion ne satisfaisait pas Grisellini. Il recourut à une nouvelle confrontation et nous dit que les interpolations de Dominis, surtout dans le V^e livre, sont innombrables; qu'il n'y a pas un passage où il n'ait mis une main hardie et téméraire. Pourtant cette affirmation est complètement contraire à la lettre du P. Fulgence à Dominis, produite par Grisellini. On y voit que fra Paolo se plaint de l'addition faite au titre, et de la dédicace, mais ne dit mot des altérations du texte.

Actuellement cet autographe repose à la bibliothèque de Saint-Marc. M. B. Gamba, le conservateur, connu par ses travaux littéraires, son goût et une saine critique, a eu l'obligeance de se charger de l'ennuyeuse besogne de faire une nouvelle collation du manuscrit et des imprimés. Il a poussé le scrupule jusqu'à noter les variantes les plus menues et les plus insignifiantes. D'après le résultat de ses recherches, je constate que Dominis a conservé fidèlement le texte; que les variantes ne proviennent que des corrections de l'auteur, la

substitution d'un synonyme, le remplacement d'une locution, sans rien changer à la pensée.

L'erreur de Grisellini est provenue de sa hâte, ou plutôt de son incapacité dans la lecture du manuscrit, tracé d'une mauvaise écriture, en partie effacé par le temps, chargé de ratures et de renvois. Grisellini n'a pas fait attention aux renvois, ou il n'aura pas eu l'œil assez éveillé pour les lire. Gamba, et avant lui le doge Foscarini avaient su les relier.

CHAPITRE XXVII.

Le concile de Trente fut convoqué afin de rendre à l'église la paix. Les scandales des indulgences et des mœurs cléricales avaient provoqué la réforme de Luther et déchiré la société chrétienne. Après vingt-deux ans d'intrigues du pouvoir temporel pour réclamer cette assemblée, et des papes pour la retarder, elle put enfin se réunir à Trente, et tint sa première session, le 31 décembre 1545, sous le pontificat de Paul III. Mais après sept sessions le pape, craignant quelques mesures hostiles à son autorité et à sa cour, songea à la transférer dans un lieu où elle fût plus docile à son influence. Les dévots du pape prétextant la peur d'un pourpre contagieux, s'enfuirent à Bologne; les partisans de l'empire restèrent à Trente, et le schisme des pères dura jusqu'en 1551, que le concile fut continué par Jules III, le 1^{er} mai. Au 28 avril de l'année suivante, les mêmes motifs amenèrent une nouvelle fuite des papalins, et le troisième acte ne s'ouvrit que le 18 janvier 1562, sous le pontificat de Pie IV jusqu'à la dernière séance en décembre 1565.

La période de ce fameux synode embrasse l'existence de huit papes, deux empereurs, quatre rois de France, quatre d'Angleterre, l'histoire civile et dogmatique du catholicisme

moderne, et un épisode des plus intéressants de l'histoire sociale du monde chrétien.

Encore qu'il soit de foi que les conciles généraux ou œcuméniques sont inspirés par le Saint-Esprit, de même que les cardinaux en conclave quand ils manigacent un pape, Grégoire de Naziance, saint lui aussi, dit dans une lettre à Procope, qu'il évitait toutes les assemblées épiscopales, parce qu'il n'avait jamais vu de concile qui produisit un bon résultat, ou ne fût une aggravation du mal plutôt qu'un remède. Car l'esprit contentieux et l'ambition y dominent au suprême degré. Chacun a la prétention de juger autrui, sans vouloir se corriger lui-même. Pour nous, nous tenons pour sûr que le concile de Trente a reçu son infaillibilité du souverain pontife : c'est l'opinion orthodoxe des romanistes. Mais l'histoire, qui ne nous montre dans aucun synode des vicissitudes pareilles, nous apprend quelles ont été les intrigues de ceux qui y jouèrent un rôle. Animé de passions diverses, chacun voulait plier à ses vues la religion et le Saint-Esprit. Les papes avaient peur pour l'amoindrissement de leur puissance, la prélature pour ses profits, les moines pour leurs privilèges. D'autre part, les princes désiraient l'abaissement de la puissance cléricale; les peuples, l'abolition d'abus innombrables; les évêques, la réintégration de leurs droits primitifs, pendant que les théologiens disputaient les uns pour détruire, les autres pour consolider, sous forme de dogmes, des opinions privées ou obscures, qui pouvaient très bien demeurer dans leur obscurité, sans préjudice aucun pour la foi des masses. Religion et politique, intérêts matériels et fanatisme, guerre et roueries, lutte incessante de finesses et de conflits entre le sacerdoce et l'empire, entre les novateurs et les stationnaires, voilà le cadre embrassé par fra Paolo.

A quelle date, à quelle occasion écrivit-il cette histoire? C'est une question qui a donné et donne lieu à de graves débats

parmi les critiques, et elle vaut bien la peine d'être sérieusement discutée. L'un affirme que ce fut durant l'interdit, pour tenir tête au Vatican; l'autre, que ce fut une revanche du Squittinio; un troisième, que ce fut une vengeance du refus du chapeau. Le beau, c'est que chacun, à l'appui de son opinion, invoque le témoignage de fra Paolo ou de frère Fulgence, ou de tel autre contemporain, qui le tient de la bouche de Sarpi. Cela me remémore les anciens docteurs de l'Église qui, dans leurs controverses, mettent tous en avant la tradition apostolique, alors que dans leurs opinions ils sont aux antipodes les uns des autres. Il n'est pas nécessaire de réfuter toutes les hypothèses que je viens de représenter. Car j'ai déjà relevé les unes, et les autres tombent d'elles-mêmes devant le récit qui va suivre.

Il est bon de rappeler que Grisellini a prétendu et soutenu à plusieurs reprises que fra Paolo commença fort jeune encore à écrire son histoire, quand, de dix-huit à vingt-deux ans il était théologien du duc de Mantoue; et en preuve il apporte les paroles même de l'auteur qui, dans le premier livre, nomme son œuvre un travail de huit lustres. Il calcule que de 1572 à 1615, il s'est écoulé un peu plus de huit lustres. Le compte est très juste; mais la phrase sur laquelle il se base ne se trouve ni dans le livre premier ni dans aucun autre endroit des œuvres de fra Paolo. Grisellini fut induit en erreur par Bergantini, trompé lui aussi par la lettre de Boccacini, qui dit que cette histoire a coûté un travail de plus de sept lustres. Ainsi cette lettre étant apocryphe, l'hypothèse de Grisellini est purement gratuite, outre qu'elle est encore invraisemblable pour les motifs que j'ai développés dans le chapitre premier. En suivant la vie de Sarpi et les lumières qu'il nous prête sur lui-même, il ne nous sera pas difficile d'établir la vérité.

Il dit dans le préambule de son histoire, qu'à peine eut-il quelque teinture des affaires du monde, il s'est senti une

extrême curiosité de savoir tous les détails de ce qui s'est passé dans cette assemblée; et à cette fin, il s'est mis à lire tous les imprimés, tous les manuscrits qui lui tombèrent dans les mains. Réellement, à Mantoue, il recueillit un trésor de renseignements dans les archives du duc, et l'amitié de Camille Olivia, secrétaire du cardinal Hercule Gonzague, premier légat au concile, dans sa dernière convocation. A Milan, il put recevoir de nouvelles lumières dans la conversation du cardinal Charles Borromée, secrétaire de Pie IV, son oncle. Revenu à Venise, il se lia avec Arnould Ferrier, ex-ambassadeur de France au concile, et en obtint des mémoires. A Rome, il connut ensuite le cardinal Castagna et plusieurs personnages intervenus au synode, dont il tira beaucoup de détails oraux. Dans les bibliothèques et les archives publiques, dans les monastères ou cabinets particuliers, il dut récolter d'amples moissons. Mais tous les témoignages vivants par lui consultés, et la majeure partie des documents recueillis ne regardaient que la dernière convocation sous Pie IV. C'étaient des matériaux trop imparfaits pour en former une histoire. Occupé qu'il était alors tout entier des sciences naturelles, il semble qu'il amassa ce trésor de connaissances pour sa propre satisfaction, et cette inquiète curiosité de vouloir pénétrer non moins dans les terrains de la politique et de la diplomatie, que dans les mystères de la nature.

L'interdit de Venise changea le cours de ses études, et l'obligea de s'occuper avec plus de soin de matières synodales. Dans une lettre au conseiller Gillot, du 18 mars 1608, où il le remercie de ses missives sur le concile, il dit que lui aussi avait eu autrefois le désir de faire collection des actes du concile, mais que, avant d'être consulteur, son état ne le lui permettant pas, il avait dû se contenter du désir; que depuis deux ans il travaillait à en recueillir et en avait recueilli beaucoup relatifs à la dernière convocation, documents originaux, copies authen-

22 juillet, il disait : « J'ai vu encore la révision du *code* le *bureau* et les actes. S'il y a d'autres écrits sur le sujet les verrais volontiers, parce que j'ai poussé mon travail peu plus loin, et réuni de nouveaux mémoires. » Ce ne pouvait être qu'une analyse, spécialement de la dernière convocation, puisque pour les deux autres, lui-même en a fait l'aveu, peu de mois auparavant, il possédait peu de matériaux ; et il ne semble pas vraisemblable que dans un si court intervalle il ait pu grossir son trésor. J'ignore si c'est pendant ce travail qu'il entend parler, quand il écrit à l'ambassadeur de Venise à Paris, Antoine Foscarini, à la date du 9 juin 1609 : « Vous m'avez fait plaisir en me procurant le livre de la dernière convocation concile ; car c'est un sujet dont on pourrait avoir l'occasion de parler. » A Groslot dans une lettre du 15 octobre 1609, l'année, il parle de sa récolte de mémoires qui s'est de nouveau enrichie, mais que pour certaines considérations il ne peut pas en faire part par devers lui. Il ajoute que, ne pouvant souffrir l'oisiveté, il est descendu jusqu'aux paroles formelles, c'est à dire au détail du style. Dans une autre, du 5 février 1610, il répète qu'il est entré dans de si longs détails que ses mémoires sont à présent devenus jusqu'à cent feuilles ; qu'il songeait à les lui envoyer, mais que l'envoi a rencontré des entraves. Il est possible qu'à Fos-

historique, n'était qu'une ébauche. Pour moi, j'ai peine à me persuader que fra Paolo ait sérieusement entamé son histoire avant 1612. D'abord, parce qu'une collection complète de matériaux lui devant venir de régions lointaines exigeait du temps et de la diligence; en second lieu, parce qu'il doit une grande partie de ces documents aux soins assidus d'Henri Wotton, après sa mission en Allemagne, en 1611.

Quiconque a lu l'histoire du concile sait combien fréquemment notre auteur met en scène l'opinion publique, tantôt sur un objet, tantôt sur un autre, et surtout la critique des décrets. On a cru, l'on croit encore que c'est un artifice de l'historien pour cacher ses opinions en les mettant dans la bouche d'autrui. Mais personne n'ignore que, dès le jour que Luther se mit à prêcher sa réforme, toute l'Europe et principalement l'Allemagne fut inondée de pamphlets, satires, critique de faits, relations d'événements, mémoires, documents, apologies, réfutations et autres opuscules condamnés à une existence éphémère, et qui disparaissent avec l'intérêt momentané qui les a fait éclore. Ces écrits, bien qu'en général dictés par la passion, contiennent assez souvent des aperçus et des secrets historiques importants. Pour un écrivain pénétrant ce sont des matériaux très utiles. Il y reconnaît l'esprit du temps et l'opinion des hommes qui dirigent les événements ou sont entraînés dans leur tourbillon. Quoique par leur destinée naturelle et par les perquisitions des moines, ces brochures soient devenues très rares, Wotton eut la facilité d'en amasser une riche moisson et de les expédier à fra Paolo, qui sut en faire un emploi discret. C'est là qu'il a puisé le langage de l'opinion; c'est là qu'il apprit certains faits ou pénétra certains mystères qui semblent impossibles au cardinal Pallavicino, justement parce que cette ressource lui fait faute. Wotton ne s'en tint pas là. Ses relations lui fournirent les moyens de procurer à son ami d'autres mémoires extraits des

archives des princes, ou écrits par des diplomates, des juriconsultes et théologiens acteurs au concile, et conservés en différentes mains. De vrai, si nous comparons, sans passion, les deux histoires, celle de Sarpi ou de Pallavicino nous constaterons que celle-ci accuse une imparfaite connaissance non seulement des menées diplomatiques, et des secrets de cour, mais encore des opinions de théologiens et de leurs votes sur les matières doctrinales.

D'autres matériaux, et de plus grand intérêt, qui manquaient presque complètement à Pallavicino, dont le consultant fut simplement pourvu, ce sont les dépêches et les relations des ambassadeurs. Grâce à Gillot, Groslet, Morney, et surtout aux frères du Puy, qui ensuite la publièrent, il eut la correspondance des Tuileries avec ses légations à Rome et Trente. Wotton lui procura les documents diplomatiques de la Chambre impériale et des autres princes de Germanie et d'Espagne. Bedell lui fournit sur les affaires d'Angleterre des renseignements dérobés à la connaissance des contemporains. Ses nombreux correspondants de toutes les parties de l'Europe lui transmirent des notes. Ainsi il put voir le journal de François Cheregat, nonce d'Adrien VI, les actes de la mission du cardinal Gaspar Contarini, les lettres du cardinal del Monte, premier légat de Paul IV au concile, celles de monsignor Visconti, agent de Pie IV à Trente, les mémoires du cardinal Da Merla, et nombre d'autres pour la plupart ignorés de Pallavicino. Mais son plus grand secours, il le tira du riche trésor d'histoire secret et diplomatique qu'offraient les archives secrètes de Venise.

« Toutes les fois, dit Rank, que j'ai eu l'occasion de confronter les archives vénitiennes avec celles des autres agents, j'ai été frappé de la différence. Les étrangers jettent sur les affaires un coup d'œil léger et inattentif, parce qu'ils vieillissent dans leur résidence. Les Vénitiens, sa

« chant que leurs rapports passaient sous les yeux de leurs
 « devanciers et de leurs successeurs, s'imposaient le soin
 « d'observer tout avec une franche liberté. Avec beaucoup de
 « circonspection, ils tenaient les yeux fixés sur les relations
 « des États où ils résidaient, et leur pénétration pratique
 « avait toujours en vue l'intérêt de la patrie. Accordons,
 « si l'on veut, qu'il ne faut pas chercher le principe de cette
 « perspicacité dans le génie naturel, ou national peut-être;
 « mais si réellement le Sénat mettait tant de force d'âme à
 « pondérer les affaires extérieures, entendant tous les quinze
 « jours tant de dépêches de ses agents, il faut avouer que
 « cet exercice politique continu, et se fondant non sur des
 « paroles et des apparences, mais sur des arguments de fait,
 « laissait bien mieux pénétrer dans la vérité des choses, et,
 « leur donnant le développement convenable, fixait pour les
 « examiner sous toutes leurs faces le juste point de vue. »

En réalité, ces ambassadeurs, personnages muets mais vigilants, suivent, en dérochant leur présence, les plus tortueux détours de la diplomatie. Pas un mystère de cour, pas une mission secrète ne leur demeurerait close. Et comme les mouvements de la politique des cabinets ont leurs ricochets, l'ambassadeur en Espagne ou en Allemagne découvrirait les manéges du Vatican; et l'ambassadeur à Rome voyait les pratiques des Tuileries ou de l'Escurial.

Ainsi, par exemple, ce fut des relations d'Antoine Suriano, ambassadeur à Rome, dont Pallavicino n'a vu qu'une copie informe, tandis que fra Paolo mania les originaux, que ce dernier tira les conventions secrètes passées à Bologne entre l'empereur Charles-Quint et le pape Clément VII. Dans les archives il trouva l'histoire manuscrite d'Antoine Milledonne et le journal de Bernard Ottobuon, secrétaire de l'ambassade vénitienne au concile; les lettres de Nicolas Da Ponte et de Matthieu Dandolo, ambassadeurs au concile. Et comme, en

furetant dans ce dépôt, il eut en mains les lettres des cardinaux vénitiens Louis Lippomano, Jean-François Commenzone et Zacharie Delfin, il ne dut pas ignorer celles des cardinaux Morone, Seripando et Borromée qui jouèrent un premier rôle sur la scène du concile, ni plusieurs collections d'actes, controverses de pères ou questions de docteurs, dont maints registres vénitiens ont été vus et mentionnés par le doge Foscarini. Ainsi fra Paolo, contemporain des événements, pour avoir connu et entretenu beaucoup des principaux acteurs, par le rang qu'il occupait sur la scène politique, par ses connaissances et ses nombreuses relations, est un historien à qui l'on peut supposer la pleine science de son sujet.

Nous avons vu que depuis longtemps il nourrissait la pensée de faire quelque chose sur le concile; mais que sa pauvreté monacale ne se prêtait pas aux avances nécessaires. Devenu consultant, ayant à sa disposition les richesses historiques déposées dans les archives de Saint-Marc, en correspondance avec des princes, des ministres, des ambassadeurs, des jurisconsultes et des savants de presque toute l'Europe, outre tout ce qu'il put obtenir de l'obligeance d'amis qui luttaient à qui mieux le servir, il put encore faire un emploi généreux du salaire qu'il recevait de l'État. En parlant des dépenses littéraires qu'il se permettait, il disait souvent qu'il était payé par la république pour dépenser à son service. Ayant vu la collection des actes de Feiner, ensuite celle de Gillot, l'idée lui vint, en 1608, d'en donner une plus complète. Mais les matériaux s'accumulant tous les jours par ses soins et la diligence d'autrui; il modifia son premier plan, et se préparait à un commentaire historique et critique. Tel a dû être le travail expédié à Foscarini, et celui dont il est parlé dans la correspondance avec Groslot, dans un langage fort vague. Justement il parle d'un commentaire dans une

lettre à Leschassier. Telle doit avoir été l'histoire du concile de Trente, portée en Angleterre par William Bedell, en 1611, si pourtant le fait est vrai. Enfin, cédant ou à une impulsion spontanée ou aux vœux de ses amis, riche, comme il dit, de tant de matériaux, suffisants pour un récit complet, il prit la résolution de s'y mettre, et cela, je le répète, n'a pu avoir lieu avant 1612.

Et puisque l'histoire est terminée en 1613, que Dominis vint à Venise, il semble à première vue difficile qu'une histoire de si longue haleine et qui exigeait tant de recherches, et une série si variée de connaissances, pût être élaborée dans l'espace de trois ou quatre ans. Mais il faut se rappeler qu'elle est le fruit de plus de quarante années de méditations. Fra Paolo lisait beaucoup, et se défiant de sa mémoire, encore que prodigieuse, il tenait note de tout. D'ailleurs déjà profond en histoire, profond dans les antiquités ecclésiastiques, dans la théologie et la jurisprudence canonique, après avoir bien digéré ce sujet si longtemps médité, le travail de la forme n'était pas difficile à un esprit comme le sien. La pensée était gravée dans l'intelligence, il n'avait qu'à la tracer sur le papier. Telle, en effet, était sa méthode. Il la devait à une mémoire admirable, et à la faculté précieuse de disposer dans sa tête tous les détails de son plan. En lisant cette histoire, on y trouve une économie si régulière, de si justes dimensions dans la distribution, un style si égal, une plénitude et une facilité si constante, que l'on voit bien qu'elle a été mûrie par une réflexion longue, et que la plume a pu courir sans repos. Dans les histoires étendues, dont la rédaction a été fragmentée, où l'auteur s'interrompt pour vérifier l'origine ou la nature d'un fait, pour grand que soit l'art, les membres sont toujours mal soudés. Abondance en un lieu, stérilité dans un autre, et finalement fatigue et ennui. Rien de tout cela dans fra Paolo. Vous le parcourez du début à la fin toujours avec un plaisir égal; et malgré l'uni-

formité du sujet, malgré ses ronces et ses épines, malgré l'apparente austérité du style, son livre se place parmi ceux qui inspirent le plus d'intérêt. Les matières doctrinales, les disputes des théologiens obscures, embrouillées, fastidieuses, il les développe avec une lucidité, un agrément, une brièveté admirables. L'origine, la marche, les vicissitudes et la corruption des institutions ecclésiastiques ou de la discipline, quoique narrées avec concision, ne laissent rien à désirer. Les vues politiques et le caractère des personnages sont pénétrés avec finesse et profondeur. Enrichi de toute l'érudition qu'il avait acquise, fra Paolo jamais n'en fait parade. Sans élégance dans le langage, la nature parle pour lui, à ce point que, sans art ni recherche, il attrait, il persuade et convainc. Historien et peintre, il vous représente les objets, que vous les croyez voir. Et pourtant pas de descriptions poétiques, pas de figures de rhétorique, mais une extrême sobriété même d'épithètes; trois ou quatre paroles nues et nettes, mais choisies à propos, vous donnent la vivante image de l'objet qu'il veut vous placer sous les regards. Concis et sévère comme Tacite, mais plus clair et plus spontané; sous sa plume, la langue italienne gagne une force, une expression, un coloris dans la prose, comme Dante dans les vers. La locution n'est point classique, mais toute nationale, tenant plus de la majesté latine que de la morbidesse toscane. L'âme républicaine de fra Paolo se montre tout entière dans son style. C'est à tort qu'on lui refuse la science de bien dire; il avait fait son éducation, je l'ai dit ailleurs, avec les plus énergiques historiens du quinzième siècle; et il est aisé de voir qu'il possède l'usage et la propriété des mots bien mieux que les linguistes énervés, barbouilleurs de paroles sans idées. Seulement plein de dédain pour les règles pédantesques et incertaines auxquelles les grammairiens toscans ont assujéti l'idiome maternel, il veut le ramener à sa pureté native, appliquant autant que possible à la langue ita-

lienne les règles générales du latin. De là beaucoup de ses idiotismes semblent durs ou insolites ; ce sont des latinismes italianisés. Dans le choix des mots et des locutions il suit cet italien universel que Dante nomme langue de la cour ; mais si elle lui en refuse qui répondent à ses idées, il va les puiser dans les dialectes, surtout le vénitien et le lombard ; et il pourrait enrichir le vocabulaire de maintes expressions bien plus dignes d'être recueillies que les fadaïses de certains écrivains que pourtant l'on accepte comme autorités. Si, comme Dante créa la langue, fra Paolo avait dû la perfectionner, elle n'aurait assurément pas acquis cette grâce féminine, cette souplesse musicale que lui imprimèrent Pétrarque et Boccace, mais des idiomes modernes ce serait le plus mâle. Il est vrai que c'est le peuple qui donne son caractère à la langue. Le latin fut une langue de commandement, tant que les Romains voulurent commander ; elle déchet et s'avilit à mesure qu'ils tombèrent dans l'avilissement. De même l'italien a changé de caractère et d'énergie, suivant le caractère des temps et l'énergie des écrivains. Le style, c'est l'homme, a dit Buffon.

Je distingue entre la diction et le style. La diction regarde les mots et leur arrangement ; le style a trait à la pensée, et la forme dont elle est revêtue. Une belle diction n'est point synonyme d'un beau style. On peut connaître parfaitement la grammaire et les élégances les plus recherchées, et n'être qu'un écrivain fâcheux. Un autre peut très bien manquer de ce savoir, et exprimer sa pensée d'une façon exquise, et même plaire dans son indiscipline grammaticale. Les Français en ont un exemple dans leur Montaigne qui, avec son langage gascon, latin, italien, espagnol, jaillissant d'une source naturelle, a le talent de fasciner le lecteur et de plaire par sa barbarie même. Fra Paolo est le Montaigne des Italiens. C'est merveille que son antagoniste Pallavicino, avec toute l'élégance recherchée de son toscan, fasse bâiller et ennue le lecteur au point qu'il

en est peu qui aient la patience d'aller jusqu'au bout. Fra Paolo, d'une apparence sèche, rude, nue de toute pompe même modeste, parfois rebelle à toutes les grâces du beau parler, a un tel attrait, qu'on regrette de devoir en interrompre la lecture. C'est que le premier, tout attentif aux mots, manque du grand art de rendre ses pensées avec clarté, simplicité et dans leur forme la plus naturelle. Il les égare dans un labyrinthe de paroles affectées; plus il en dépense, plus il cause d'embarras et d'ennui. Le talent de fra Paolo est si éminent qu'il a peu de pairs dans l'art de donner à sa pensée le vêtement le plus convenable. Il semble que la forme qu'il a choisie est la meilleure, la plus naturelle, et que le lecteur lui-même eût préférée. L'unique étude de fra Paolo est d'avoir une expression nette et concise; saisissant et énonçant de main de maître les idées principales, il laisse au lecteur le plaisir des déductions, et l'oblige à son insu à penser. Il sait, quand il le veut, fixer son attention, ou le promener dans d'agréables sentiers, quand la route lui donnerait de la fatigue. La monotonie d'une gravité constante est parfois brisée par de laconismes piquants, d'autant plus remarquables qu'ils se dressent à l'improviste et donnent l'agrément de la surprise. Les réflexions sont brèves, conséquences naturelles des faits, et néanmoins le sens est profond.

Cette perfection de style n'a pourtant pas été conquise sans travail. Comme les vers de l'Arioste, qui semblent si faciles, furent vingt fois remis sur le métier, les ratures et les corrections qui sillonnent l'autographe de fra Paolo, les variantes des éditions, sont une preuve du soin qu'il mettait à châtier le style et la diction, à limer son travail, enlever les paroles oiseuses, arrondir sa phrase, choisir les tournures les plus propres à donner de la force à la pensée. Enfin les corrections grammaticales, minutieuses et nombreuses, qui substituent des formes plus élégantes à de plus vulgaires et se

rapprochent de l'élévation des écrivains les plus polis, sont une preuve de sa science et de son goût même dans la langue italienne. Mais son plus grand prix est d'avoir su dissimuler le travail, en sorte que, comme dit le poète :

L'arte che tutto fa nulla si scopre.

Quoique le sujet soit aride, fra Paolo sait y introduire une agréable variété. Avec une rare aisance et sans jamais perdre de vue le fil principal, il vous transporte du concile et de ses graves discussions théologiques aux hasards de la guerre, ou des roueries politiques aux révolutions. Les aspirations des peuples, les humeurs des princes, les vices des cours, les intrigues diplomatiques, en somme tout cet ensemble d'actions et de passions qui agitent l'Europe, grands et petits, corporations et individus, sont retracés d'un pinceau artiste et vigoureux. Les abus qui accablent les peuples ne sont pas dépeints avec des déclamations de rhéteur, mais en faisant parler comme devant un tribunal les oppresseurs et les opprimés, produisant chacun les motifs de l'accusation et de la défense. Et pour mieux mettre au fait le lecteur et prononcer un jugement plus sûr et soulager de l'ennui d'accidents uniformes, l'auteur s'arrête de temps en temps à des digressions historiques, où il raconte l'origine et les progrès de certaines institutions, détermine les époques de leurs changements, et les causes de leur altération et de leur corruption. C'est dans ces abrégés que brille l'érudition de Sarpi; car il concentre en deux ou trois pages ce qui chez un autre serait à peine enfermé en un gros volume. Tout le monde admire l'art de beaucoup dire en peu de mots; tout le monde ne le possède pas. Car il faut pour cela être absolument maître de son sujet; il faut un exercice continu de la pensée, le talent d'abstraire les idées et de saisir l'objet précisément sous la

face essentielle. Fra Paolo, exercé dès l'enfance aux sciences du calcul, qui habituent à la logique la plus sévère et la plus juste, la mémoire enrichie par la lecture et l'expérience, homme d'État, politique, érudit, philosophe, avait toutes les qualités requises pour écrire une histoire d'un genre aussi compliqué. Aussi, les opinions changeront peut-être avec les âges, mais tant que les hommes goûteront ce qui est beau et profond, l'œuvre de fra Paolo gardera son prix. Je dois pourtant faire observer que le dernier livre n'a point le fini que l'on remarque dans les sept premiers; il ne semble pas même terminé; car on y fait allusion à des faits qui devaient suivre et dont on ne trouve plus trace aucune. J'ignore si le manuscrit présente le même défaut.

Il me reste à parler des motifs qui peuvent avoir instigué le consulteur à cette entreprise. Du jour qu'il se trouva en lutte directe avec la cour de Rome, petit à petit il combina son plan de campagne. Ce fut d'abord d'émousser les armes spirituelles qui avaient répandu une si longue terreur. Après l'interdit, les excommunications ne gardaient plus guère de leur prestige. En même temps, il rendit à la puissance civile le droit d'intervenir dans l'administration des biens de l'Église, de soumettre à son autorisation les fondations pieuses, aux lois communes les clercs. C'était une importante victoire sur ce qu'ils nommaient privilèges et immunités ecclésiastiques.

Dans tous les pays où elle avait pu s'établir, l'inquisition donnait à la cour de Rome une autorité pour ainsi dire absolue. Les moines, par la confession et leurs fourberies, dominaient à leur gré les consciences. Tous les livres, avant de voir la lumière, devaient subir l'inspection des inquisiteurs qui, maîtres ainsi de distribuer l'ignorance parmi les peuples, les décevaient de leurs doctrines avares. La cour par le *saint office*, intimidait les écrivains, paralysait le génie, et arrêtait la circulation de toute idée qui contrariait ses vues. Par le

saint office elle empêcha, en Italie, d'écrire contre les annales de Baronius, un des porte-drapeau des exagérations papales. Par le *saint office*, elle séquestra et brûla une infinité de livres, où ces exagérations étaient relevées; d'autres auteurs, d'une réputation intacte, eurent leurs œuvres falsifiées dans les passages désagréables à Rome, et l'édition vierge remplacée par le texte adulteré. Le *saint office* amena la ruine de l'imprimerie déjà si florissante dans la Péninsule, la décadence de la librairie, la perversion du goût dans les lettres; il fonda la mesquine influence des couvents et ce monopole intellectuel dont se ressentirent, tout le siècle durant, les sciences, les arts, l'industrie, les académies, les universités. Fra Paolo voulut en affranchir sa patrie; et si l'inquisition rencontra des obstacles à ses usurpations; si le commerce de la librairie put encore fleurir dans les États vénitiens, et contribuer aux progrès de la civilisation, c'est à fra Paolo qu'on le doit.

L'arbitraire que s'arrogeait la cour dans la collation des bénéfices, outre les immenses richesses qu'elle en tirait, était cause que les bénéficiés s'attachaient à la papauté plus qu'à la patrie, et Rome avait ainsi de puissantes ressources pour récompenser les féaux, effrayer les douteux, châtier les récalcitrants. Fra Paolo conçut le grand dessein de ravir aux mains du pape cette arme redoutable; il échoua pour son temps; mais il sema pour la postérité.

Il avait coutume de dire que Scipion pour vaincre Annibal avait été le relancer dans son fort. Il en tirait la conséquence que, pour renverser l'empire papal, il fallait saper les bases de sa puissance. Dans le système du catholicisme romain, les papes s'étaient donné un pouvoir politico-religieux qui, sous prétexte des intérêts de l'Église, s'ingérait plus ou moins suivant les lieux, mais toujours envahisseur et rusé, dans l'administration intérieure des États. Cette puis-

sance, trop souvent importune, à laquelle les papes donnaient une origine divine, ou pour le moins lointaine, était pourtant récente, née des erreurs des peuples, et de la faiblesse des gouvernements, et convertie en un article de foi, par le concile de Trente. Bien que ce fût un usage antique, en publiant les canons des conciles, d'y joindre les actes, c'est à dire les documents historiques et les discussions synodales, les pontifes romains étaient intéressés beaucoup plus qu'ils ne voulaient l'avouer, à cacher au monde les actes de Trente, et ils n'omirent aucun moyen d'en faire disparaître jusqu'aux derniers vestiges. Grâce au zèle de l'inquisition et des jésuites, ils détruisirent tous les mémoires inédits qui tombèrent en leurs mains; ils achetèrent tous ceux qui furent publiés, même dans les pays catholiques, avec l'approbation du concile même ou des supérieurs ecclésiastiques. A ce point qu'un demi-siècle n'était pas écoulé que les canons et les décrets de cette prodigieuse assemblée, sans origine, sans histoire, enveloppés d'un religieux mystère, étaient présentés aux chrétiens comme les tables de Sinaï, et d'une autorité plus imposante que l'Évangile. Et afin que personne ne pût donner aux passages équivoques et contradictoires une interprétation défavorable aux intérêts de Rome « le pape Pie IV, « écrit le consultant, défendit de les interpréter et réserva « cet office à une congrégation expresse. Cette congrégation, « sous ce prétexte, attira à Rome tout le gouvernement de « l'Eglise, non seulement d'Italie, mais d'Espagne, de façon « qu'un évêque ne peut pas même admettre à la profession « une religieuse, sans le congé de Rome. J'ajoute que l'interprétation faite dans un cas donné, ils ne veulent pas « qu'elle soit appliquée dans un cas identique, afin de retenir « toutes les affaires dans leurs mains. »

Si donc le concile de Trente était le pivot de la puissance romaine, et le prestige magique qui lui avait réconcilié les

opinions chancelantes; afin de réaliser son système d'opposition, le consultant devait en donner une histoire vraie, circonstanciée et approfondie. Il se doutait bien que, si l'on connaissait les intrigues du Vatican, afin de maintenir ou accroître sa puissance, les motifs frauduleux opposés à la réforme des abus, l'incertitude des théologiens dans les matières doctrinales, les décisions inopportunes ou mal digérées ou contradictoires; les scandaleuses discordes des pères, les détours, les artifices, les ruses, les violences, l'asservissement d'un côté, la plainte et la résignation de l'autre, les mezzo-termine et les subterfuges employés pour esquiver ou vaincre les difficultés; il était sûr que ce synode perdrait beaucoup de sa prétendue origine céleste. « Ce concile, dit encore
« fra Paolo, désiré par les personnes pieuses afin de rallier
« l'église qui commençait à se diviser, a si bien affermi le
« schisme et obstiné les partis, qu'il a rendu les discordes
« irréconciliables. Sollicité par les princes pour la réforme
« de l'ordre ecclésiastique, il a causé le plus grand désordre
« qu'on ait jamais vu depuis la naissance du christianisme.
« Accepté par les évêques pour reconquérir leur autorité
« accaparée par le pontife romain, il la leur a ravie tout
« entière, il les a intéressés à leur propre servitude. Au con-
« traire, redouté et repoussé par la cour de Rome comme
« le moyen de modérer une puissance exorbitante, qui
« d'humbles commencements était parvenue à un empire sans
« limites, il l'a tellement consolidée sur les pays demeurés
« fidèles, qu'elle ne fut jamais si grande ni si bien enra-
« cinée. » Ces vérités fondamentales sont richement démon-
trées par les faits. Lisez l'œuvre de fra Paolo ou de son adversaire, il en résulte toujours que les pères de Trente, en réduisant à une forme dogmatique quelques principes incertains ou débattus, sur lesquels les théologiens mêmes n'étaient pas d'accord, au lieu de concilier les différends surgis entre

les chrétiens, ont tracé une ligne de perpétuelle démarcation entre les papistes et les dissidents; que, au lieu de réformer les abus introduits dans l'ordre ecclésiastique, ils ont altéré le gouvernement de l'Église en l'assujétissant à des lois inconnues de toute l'antiquité; et si le concile amenda quelques abus, il en sanctionna d'autres plus nombreux, qui, auparavant considérés comme des abus, furent justifiés comme des usages légitimes. Car l'autorité des évêques, ébréchée par les usurpations papales, fut ruinée par le synode qui, convertissant en droit l'usurpation, et concentrant l'épiscopat dans le pape, transforma les évêques de libres directeurs de leurs églises en délégués du saint siège. Finalement, dans la direction du concile de Trente la cour de Rome n'eut pas tant à cœur les intérêts de l'Église et la réconciliation des chrétiens que le maintien de ses richesses et l'exaltation de sa propre grandeur. Il en résulta que le concile, force nouvelle et nouvel arcane de la papauté, est une constitution humaine, tendante à des fins humaines, et, à beaucoup d'égards, dangereuse pour les sociétés politiques.

CHAPITRE XXVIII.

Le but que s'était fixé le consulteur ne pouvait échapper à la perspicacité de la cour. Mieux que personne elle devait redouter le danger du livre, convaincue qu'elle était de la véracité impartiale de l'historien. Elle sentait que, pour en paralyser les effets, il fallait autre chose que le pilori de l'index. Mais un travail littéraire solide rencontrait deux difficultés : la crainte d'ajouter aux révélations déjà connues, et le choix d'un homme qui par la renommée de son talent et son érudition fût digne de jouter contre Sarpi.

Malgré le besoin de se justifier d'une accusation qui menaçait ses plus chers intérêts; tout en ayant sous la main toutes les ressources imaginables, argent, hommes doctes, richesse de monuments; malgré le bavardage de ses moines et leur facilité d'improvisation étourdie contre tout ce qui ne leur duit pas; elle vit passer nombre d'années avant de trouver aucun avocat. Fra Paolo avant sa mort eut la gloire de voir son livre traduit en plusieurs langues, réimprimé six ou huit fois en moins de trois ans, sans que personne, pas même la plèbe envieuse, osât aboyer contre ses lauriers.

Ce ne fut que dix ans après, qu'un père Nicolo Ricardi, maître du sacré palais, risqua de relever le gant. Il publia sa *Synopsis* en 1637, après cinq années de préparatifs. La montagne accoucha d'une souris. Il justifia l'opinion qu'il est plus facile de clabauder contre fra Paolo que de le juger. Ce petit livre ne satisfît pas les partisans de Rome.

Il fut suivi de très près par Félix Contelori, archiviste du Vatican. Mais celui-ci se contenta de rassembler les matériaux. Je ne parle pas d'un Scipion Enrici, d'un Philippe Quorli, dont la flasque réputation est due moins au mérite de leurs écrits qu'à l'audace de s'être mesurés à fra Paolo. La renommée d'un grand homme se reflète jusque sur les nains qui lui mordent les talons.

Plus savant était le jésuite TERENCE Alciat, romain, qui reçut du pape Urbain VIII la mission expresse de s'occuper d'une réfutation sérieuse, ayant en perspective, pour prix de ses labeurs, le chapeau de cardinal. On lui ouvrit les archives du Vatican, du château Saint-Ange et du palais Barberini. Mais Alciat, malgré le zèle et le travail de plusieurs années, ne fit que recueillir et mettre en ordre une masse de matériaux. On pense qu'il avait l'intention d'écrire une histoire; mais d'après mes données, il semble plutôt qu'il visait à former une collection d'actes qui missent en contradiction l'histoire

de fra Paolo. D'après ce plan, il demeurerait maître de choisir parmi les documents ceux qui lui convenaient le mieux, d'éclipser ceux qui ne faisaient pas son compte, d'expliquer ou taire les faits, suivant qu'ils allaient à son but. L'œuvre, destinée principalement au monde lettré, devait être écrite en latin. Le jésuite calculait bien que cette collection deviendrait sous peu le texte sur lequel travailleraient les historiens et les politiques amis de la cour, et que, se produisant en public avec un air de bonne foi, comme l'avocat qui dédaigne le secours de la phrase et ne s'appuie que sur les actes, il aurait l'avantage sur son antagoniste qui ne donne à ses récits que sa garantie. Mais il n'eut pas le temps d'achever son travail; il mourut en 1651. Le ciel avait réservé cette tâche au célèbre Sforza Pallavicino, qui fut cardinal.

Né à Rome en 1607, d'une famille illustre du Parmesan, mais dont la richesse et la puissance étaient éclipsées, il étudia au collège des jésuites. Il y fut reçu docteur en jurisprudence civile et canonique et en théologie scolastique. Son père l'assouplit de bonne heure à servir la cour pontificale. L'éducation lui imprima ce génie servile et adulateur qui ressort dans toute son histoire. Comme le pape Urbain VIII se piquait d'être poète, le meilleur moyen de lui plaire était de lui chatouiller cette fantaisie, de louer ses vers et d'en faire. Aussi la cour était-elle pleine de rimeurs; et au lieu de chanter les psaumes, les prêtres chantaient leurs amours. Pallavicino, qui était jeune, ne voulut pas demeurer en arrière; et ses vers portés aux pieds de Sa Sainteté la charmèrent si bien qu'il prit goût à l'auteur; ils lui tinrent lieu de mérite pour divers emplois. Pallavicino donc jusqu'à trente ans ne s'occupa que de rimes que personne aujourd'hui ne lit plus, et de belles lettres, telles qu'on l'entendait alors, c'est à dire, de fagoter des paroles toscanes cousues avec une élégance sonore, fidèles à la grammaire, mais vides de toute pensée.

En fait de ce qu'on nomme habituellement beau style, et qu'on ferait mieux d'appeler belle diction, Pallavicino devint fort habile, et l'un des écrivains les plus goûtés que possède l'Italie. Mais pour ces frivolités il négligea des études plus solides, les sciences positives, la philosophie naturelle, l'histoire, la critique, l'érudition sacrée et profane. Avec ce qu'il en avait entendu au collège des jésuites, il était un peu moins qu'ignorant. En 1637, il abandonna la carrière des dignités pour vêtir l'habit de Loyola, et donnant une ruade à Apollon, il se jeta tout entier dans les bras d'Aristote, et dépensa sept années à étudier la logique, la rhétorique, l'éthique, la politique et autres inutilités de ce philosophe, et il devint un des péripatéticiens les plus ferrés de son temps. En théologie, son oracle fut le docteur angélique, saint Thomas d'Aquin, auquel il voua une vénération si profonde qu'il conservait avec une dévotion puérile une pièce du bonnet du sacré docteur. Tel était le champion destiné par la cour à éclipser la gloire de fra Paolo Sarpi.

Dès la mort d'Alciat, le cardinal Bernardin Spada avait jeté les yeux sur lui pour terminer l'entreprise. Mais Pallavicino était alors de la congrégation chargée de l'examen des livres de Corneille Jansenius. Il accepta la succession d'Alciat; mais il ne put aborder le travail que deux ans plus tard. Ses panégyristes disent qu'il dépouilla soigneusement les archives de Rome; qu'il lut tous les actes du concile, les lettres des légats au pape et du pape aux légats; qu'il collationna une masse de correspondances pour écrire avec vérité et jugement. Mais j'ose affirmer qu'aucune histoire ne fut jamais baelée avec autant de légèreté et de précipitation. L'assertion paraîtra neuve. En voici la preuve irréfutable. Le père Affo et l'abbé Zaccaria, ses prôneurs, ses biographes minutieux, confessent que Pallavicino ne mit la main à l'œuvre que dans la seconde moitié de 1635; et il faut qu'elle ait été terminée

au plus tard au milieu de 1636, puisque le premier volume parut cette année, et le deuxième au commencement de l'année suivante. Il y employa donc tout au plus trois ans. Écrire deux gros in-folio en trois ans n'est pas chose impossible; mais s'il faut au préalable commencer par lire des matériaux qui, au dire du P. Bonafede, forment des centaines de volumes, épars en diverses archives, en faire des extraits, les disposer de façon à en élaborer une histoire; c'est un de ces miracles auxquels personne au monde ne croira jamais. Pour grande que fût l'activité de Pallavicino, et en admettant qu'il eût des aides, comme il ne put se décharger sur autrui de l'obligation de lire, collationner, disposer son plan; comme sa tâche ne se borne pas à composer une histoire, mais à en réfuter une autre; qu'il est tenu par là de suivre pas à pas son adversaire, rectifier les faits et chercher les documents à lui opposer; trois années ne suffiraient pas même à ces laborieux préliminaires.

Il est clair comme le jour que Pallavicino n'a fait autre chose que travailler sur les matériaux d'Alciat, ainsi que le lui jette à la face Jules Clément Scotti, jésuite défroqué. Mais ces documents sont-ils de nature à mériter la préférence sur le témoignage de fra Paolo? Une grande partie, et Pallavicino le confesse dans une lettre, ne sont que des écrits privés, c'est à dire dépourvus de tout caractère officiel, quelquefois même ce ne sont que de simples extraits. Rarement ou jamais il ne nous parle des instructions secrètes que la cour donnait à ses agents, et que l'on rappelle dans les lettres de Visconti et autres. L'incertitude de l'auteur en parlant d'autres faits montre bien qu'il n'eut pas sous les yeux les actes authentiques du synode, ni les procès-verbaux rédigés par les secrétaires, ni la suite complète des rapports transmis régulièrement par les légats, ni tout le matériel diplomatique dont fra Paolo maniait une masse si riche. Or, en fait de papiers privés

autant valent ceux de fra Paolo que de Pallavicino, sauf que le premier par ses vastes connaissances, l'exquise lumière de sa critique, la pratique des affaires, devait être armé d'un criterium plus juste pour confronter et choisir. Il se peut que par un défaut de mémoire, bien qu'il l'eût excellente, ou des interlocuteurs qu'il a interrogés, ou des écrivains qu'il consulta, il se trouve, dans les notes qu'il recueillait de la bouche des contemporains et acteurs au concile, quelques erreurs dans les dates ou les noms, ou dans l'exposé d'un fait accessoire. Mais l'œuvre de Pallavicino étale d'égales erreurs, et le bon qu'on y trouve c'est qu'il eut à sa disposition plus grande abondance de renseignements sur quelques faits particuliers de Rome ou du concile, et que dans le récit il put se permettre un peu plus d'ampleur, corriger quelques noms et quelques dates, rectifier quelque mince circonstance, ou remettre à leur juste place des faits que le consultant, par amour de la concision, ou faute de documents, avait narrés avec certaine négligence ou hors de leur rang.

On reproche à fra Paolo de n'avoir pas indiqué les sources où il a puisé; mais un historien est-il obligé de justifier son récit par des actes, comme un avocat? Non, certainement non; et cet usage, introduit par les modernes, encore qu'il soit louable, n'a pas empêché des histoires partiales ou mensongères. Un historien a pour garantie sa réputation et le sens qu'il montre dans le choix des faits et la probité du récit; et quand il produit des faits, on ne peut le réfuter que par des faits contraires. Que s'il était permis de l'accuser de fausseté toutes les fois qu'il ne cadre point avec les opinions courantes, ce serait jeter le doute sur toute tradition, et transformer l'histoire en roman. Par contre, du parallèle que je vais tracer des deux histoires et de leur caractère, on verra que Sarpi, quoique à l'imitation de Tite-Live, de Polybe, Tacite et autres anciens et modernes, s'il n'invoque aucun document

à l'appui de ses récits, est pourtant un témoin digne de foi, aussi véridique que son expérience et ses recherches l'ont permis; et que Pallavicino, bien qu'il note à la marge de nombreux monuments, qu'il dit avoir consultés, non seulement est un écrivain infidèle par l'inexactitude des recherches ou les préjugés d'affection, mais encore par mensonge délibéré.

Fra Paolo, homme libre, indépendant, incorruptible, étranger à toute adulation, à toute servilité, estimé de ses ennemis mêmes pour son intégrité, était obligé par son honneur, par le decorum, la réputation dont il jouissait, à ne pas mentir, malgré son aversion pour la cour de Rome. Il écrivit son histoire sans être aux gages de personne; il l'écrivit moins pour l'avantage des contemporains que de la postérité, et il n'ignorait pas qu'à peine au jour elle rencontrerait de nombreux et puissants contradicteurs. De là obligation impérieuse d'être vrai, tant pour atteindre le but qu'il se proposait que pour épargner à son nom l'apparence honteuse du faux et du mensonge. Cette tache aurait détruit en un moment ce charme merveilleux qu'avec tant de peine et parmi tant de persécutions il était parvenu à exercer sur l'opinion publique; il aurait immédiatement donné gain de cause à ses ennemis.

Au contraire, Pallavicino, l'eût-il voulu, n'était pas son maître. Il était tenu de conduire sa plume suivant les passions de ses souffleurs. Il écrivait à Rome, par ordre du pape, sous la surveillance de la cour, la censure de ses supérieurs et du maître du palais. Il avait la mission précise de contredire fra Paolo, et de justifier par tous les moyens possibles la cour pontificale. Il écrivait sans liberté, préoccupé de passions et de préjugés, avec la brillante perspective d'une dignité à laquelle aspirent de grands princes, avec la promesse d'avantages personnels pour ses frères et ses parents; jésuite, il était ennemi de Sarpi; prélat, partie intéressée; écrivain gagé, c'est un écrivain suspect.

Fra Paolo, génie transcendant, je dirais volontiers unique, avait usé presque toute sa vie dans l'étude, et les prélats mêmes ne lui contestent pas le mérite d'une intelligence rare, rigoureusement logique, et d'une instruction profonde dans toutes les branches des sciences ecclésiastiques. Outre l'avantage d'être presque contemporain des faits qu'il raconte, et d'avoir connu personnellement grand nombre des acteurs; outre l'expérience consommée qu'il avait, comme homme d'État, du maniement des affaires publiques; son histoire lui avait coûté plus de quarante ans de recherches, et, favorisé par sa position, il s'était procuré des documents très précieux, qu'il fit venir à grands frais de France, d'Allemagne, de Belgique et même d'Angleterre et de Rome. Pallavicino n'est qu'un esprit médiocre; il avait usé la plus grande partie de son talent à rimer, à apprendre toutes les délicatesses de la grammaire, des futilités scolastiques et aristotéliques. Plus présomptueux qu'érudit, et s'attaquant à une entreprise ardue sans aucune étude préliminaire; et plus empressé de faire vite que bien, il ne parcourut qu'un choix de documents, rassemblés par les soins d'autrui, ou qui lui étaient passés de la main à la main par des amis. Eu leur supposant la meilleure foi du monde, on peut supposer qu'ils réglaient leur choix suivant leurs fins. « Admettons qu'il n'ait pas altéré ces lettres et ces mémoires, encore n'est-ce que des écrits privés, auxquels nous ne sommes pas obligés d'ajouter pleine créance, tant qu'ils ne sont pas tombés dans le domaine public et qu'on n'a pu les examiner et en reconnaître l'authenticité. Surtout que l'on veut s'en prévaloir contre un historien presque contemporain, et ayant une réputation de véracité. » Voilà ce que disait Salo en 1665; et quand Pallavicino relève cette censure, je ne vois pas qu'il y fasse une réponse satisfaisante : ayant probablement lui-même la conviction que ces collecteurs se contentèrent trop souvent de

rapporter le squelette d'un fait, en le dépouillant de ses accessoires essentiels, taisant les causes et les résultats, par cela seul, qu'ils donnaient raison à fra Paolo. Pallavicino, et les documentistes qui l'ont précédé, ayant été accusés d'avoir dissimulé les instructions secrètes et les dépêches confidentielles des légats, le P. Appien Bonafede les justifie par cette belle raison « que l'on tient pour un principe sacré de ne pas « publier la correspondance secrète et les écrits confidentiels, l'intention de l'écrivain étant qu'ils doivent demeurer « secrets. » S'il en est ainsi, il faut renoncer à écrire l'histoire; car elle révèle des actions qu'on voulait assurément couvrir d'un voile.

Et ces recueils, il est facile de se l'imaginer, n'étaient que d'imparfaites macédoines, pleines de lacunes, d'erreurs, d'inexactitudes, de faits controversés; c'étaient des memento; c'était une charpente historique, sur laquelle Alciat se proposait certainement un second travail critique et d'autres investigations. Ajoutez que le but qu'il s'était tracé était tout autre que celui de son successeur. Mais Pallavicino le prit tel qu'il le trouva, et sans autre examen, sans remonter aux sources pures, sans confronter les copies ni les extraits avec les originaux; sans vérifier si Alciat ou Contelori, ses guides, ne sont tombés dans aucune erreur, ne se sont point rendus coupables d'omissions importantes, il se met à écrire son histoire, *currente calamo*. Pour admettre ou rejeter un fait, c'est assez pour lui de le trouver ou non dans ses paperasses. Cela est si vrai, que son histoire est contredite en beaucoup de détails par Rainaldi, qui pourtant a tiré des archives romaines la matière de ses annales ecclésiastiques. On en voit de nombreux exemples dans les notes de Le Courayer.

Fra Paolo commence par ces modestes paroles : « Je me « propose d'écrire l'histoire du concile de Trente... A peine « ai-je eu une teinture des affaires du monde que je me suis

« senti une vive curiosité de savoir tout le détail de ce qui
« s'est passé dans cette assemblée; et, après avoir lu avec
« attention toutes les instructions publiques, manuscrites ou
« imprimées, je me suis mis à rechercher les mémoires, les
« opinions et les votes des prélats et docteurs présents au
« synode, et les discours qu'ils y ont prononcés, par eux con-
« servés ou par d'autres. Je n'ai épargné soin ni diligence.
« Aussi ai-je eu le bonheur de voir jusqu'à des registres en-
« tiers de notes ou de lettres de personnes qui eurent une
« grande part à ces négociations. Maintenant que j'ai rassem-
« blé tant de riches matériaux, je suis venu à la résolution de
« mettre mon récit en ordre. »

Dans ce préambule bref et ingénu nous reconnaissons l'historien de bonne foi. Il nous apprend à quelles recherches il s'est livré, sans prétendre avoir épuisé la matière, sans prétendre à l'infailibilité; voulant que le lecteur juge sur les faits, non sur le langage, il ne cherche point à le séduire.

Pallavicino suit une tout autre voie. Précédant son histoire d'une introduction longue de plus de cent pages, toutes employées à diffamer Sarpi, au lieu de captiver la confiance, il éveille le soupçon d'avoir, sachant à quel homme il s'attaque et le peu de moyens légitimes qui peuvent lui assurer la victoire, recours à ces supercheries pour remplir de préventions l'esprit du lecteur et le jeter dans l'erreur. Il ne s'agit pas de savoir si fra Paolo fut papiste ou protestant, ou même athée au fond, comme le jésuite s'efforce à le faire accroire. Il s'agit de savoir si son histoire mérite créance. Pour en attaquer la véracité, ce ne sont pas des injures qu'il faut, des artifices malveillants ou des déclamations. C'est une narration consciencieuse, qui, mise en regard de l'autre, nous mette en état de voir de quel côté sont les torts. Il continue ensuite, disant que Sarpi, n'étant le sectateur d'aucune religion, étant ennemi de la cour de Rome, ne doit pas inspirer créance. C'est à lui qu'il

faut croire, catholique et jésuite. Dans le premier point, il y a une pétition de principe ; car il donne pour certain que Sarpi n'avait pas de religion. Or, la parole du cardinal ne suffit pas, et maint lecteur peut avoir une tout autre opinion. Ensuite, il n'est pas démontré qu'un homme sans religion soit nécessairement un coquin. Spinoza ne croyait pas en Dieu, et c'était un homme d'une probité rare. Autre chose est une erreur de l'esprit provenant d'un vice de l'intelligence ; autre chose, l'erreur provenant de la corruption du cœur. La première emporte avec elle une conviction, et loin de nuire à la moralité, elle l'affermi ; car, dans ce système, les sociétés humaines n'ont plus d'autre lien. Aussi, parmi les anciens, et plus encore parmi les modernes, a-t-on vu nombre de matérialistes, chez qui on ne pouvait désirer plus d'honnêteté. La seconde erreur, au contraire, est un combat contre la conscience pour vivre dans le péché et endormir le remords, qui pourtant tôt ou tard finira par triompher. Admettant donc, comme une pure hypothèse, que Sarpi fût un athée, et Pallavicino lui-même avoue que c'est un homme de mœurs irréprochables, il reste à prouver que cet homme ne peut être que menteur. On n'a pas plus le droit d'affirmer que fra Paolo est incapable de vérité, parce qu'il est ennemi de la cour de Rome, que de soutenir que Pallavicino est incapable de vérité, parce qu'il est ami de la cour de Rome ; et encore est-il bien plus facile d'attendre la vérité d'un ennemi que d'un flatteur.

Puis, la seconde proposition est une sottise évidente. Car il y a des menteurs parmi les chrétiens comme parmi les juifs. La passion ou l'intérêt exercent leur influence sur tous les hommes sans distinction ; et dire qu'il faut en croire Pallavicino parce qu'il est jésuite, c'est nous avertir de nous mettre sur nos gardes, sachant que les casuistes ont posé la maxime que le mensonge et la calomnie sont licites pour son intérêt et au détriment d'un ennemi. Nous ne touchons donc pas encore

u début de l'histoire, et la probité de l'historien est terriblement suspecte.

Fra Paolo considère l'Église comme une institution spirituelle, cherchant sa règle dans des moyens spirituels, qu'elle a reçus du Christ et des apôtres. Il sait très bien distinguer la piété de la superstition; l'évangile, des inventions humaines; la morale qui agit directement sur les mœurs, des pratiques d'une dévotion fausse et intéressée; l'Église et ses droits légitimes, du clergé et de ses prétentions usurpatrices. Ses théories sont déduites de principes inébranlables déjà sanctionnés par l'antiquité chrétienne. Tout en lui est historique, plein d'autorité, positif et appuyé sur des démonstrations de fait. Dans les discussions théologiques, il remonte à la naissance des doctrines; il en suit les phases, il distingue les temps, et analyse les opinions, en définissant logiquement les termes, et sans s'asservir à l'amour des systèmes ou à l'esprit de controverse. Il représente la religion majestueuse, pieuse, sublime, et ne la fait pas consister dans des pédanteries scolastiques ou dans les apparences d'un faste mondain, mais dans la charité, ou l'amour de Dieu et du prochain.

Toute contraire est la méthode de Pallavicino. Il semble ne s'être proposé d'autre fin que le panégyrique démesuré de tout ce qui s'est fait à Rome et à Trente. Il avance comme des vérités incontestables les faits les plus controversés, et principalement les prétentions les plus absurdes de la cour romaine, dont il se proclame le champion. Adulateur passionné des papes, s'il ne peut les louer, il en excuse au moins les vices et jusqu'aux scandales. Il les égale à Dieu, il en fait autant de vice-dieux, et leur attribue un pouvoir que Dieu même n'a pas. L'Église est une institution politique, et doit se gouverner par les moyens de la politique humaine. Aussi les actions les plus blâmables, les plus intéressées, il les exalte à l'égal des plus vertueuses. L'Église est un palais

sacré, et comme dans toutes les cours il y a des officiers, introduits uniquement par faste et par grandeur même dans l'Eglise il doit y avoir des bénéficiaires honnêtes qui ne servent que pour la pompe. Les conciles ne sont ordonnés par le Saint-Esprit qu'alors que le pape le veut. Les indulgences, les dispenses, les annates, les réserves, et autres profits spirituels sont les rentes du pape ou du sacré collège. Et de même que les princes afferment leurs gabelles, le pape peut amodier ses indulgences.

Les institutions de la primitive Eglise, ouvrage du Christ et des apôtres, si elles sont tombées en désuétude, ne sont plus bonnes; les institutions modernes, encore que filles de la raison et de l'abus, sont excellentes, si le pape le croit ainsi. Il est savant dans la philosophie d'Aristote que dans les sciences sacrées, il fait de ce païen l'étai le plus solide de la foi. Il est docteur, et accuse d'impiété fra Paolo, parce qu'il en a une autre opinion. Pour lui, le vrai corps de lois de même que de l'Eglise, c'est le *vénérable volume* des décrétales. Peu importe qu'elles contiennent des faussetés ou des principes erronés, elles sont dictées par les papes; cela lui suffit pour les regarder comme un cinquième évangile.

Sa morale est très dépravée. Par la belle raison qu'il a doré le Ciel de lumière pour en rendre amoureux les hommes, il est bon que les églises resplendissent d'or, pour que le peuple s'en affole et y coure. Et comme les théâtres attirent les spectateurs par la magnificence des décorations, de même il est conforme à la piété et à la pratique que les églises attirent les dévots par les appareils les plus somptueux et les plus plaisants. Partant de ces principes, il soutient qu'il est permis de violer les devoirs les plus essentiels, moyennant la dispense du pape. Il confond la piété avec la superstition, et fait consister la dévotion dans la puérilité de pratiques vaines, qui n'ont aucune influence sur la pratique sérieuse.

la vertu. Aller à la messe, faire célébrer avec pompe les offices divins, ne pas boire de vin une ou deux fois la semaine, ce sont des actes de piété extérieure suffisants pour un homme plongé d'ailleurs dans la sensualité ou insouciant de religion. Ce ne sont pas les grandes vertus qui sont les colonnes de l'Église, c'est une naissance illustre. Les lois de la morale ne sont pas égales pour tous; elles souffrent des exceptions pour le pape, pour les cardinaux et pour les hautes dignités de l'Église ou du monde. Prêcher nettement la parole du Christ n'est pas chose possible; mais quelque petite fable introduite à propos est fort utile pour affermir la dévotion. Beaucoup mieux vaut une multitude de prêtres même médiocres qu'un petit nombre de bons. Finalement, la religion, suivant le Pallavicino, n'est qu'un matérialisme d'exercices mécaniques; la morale, qu'une comédie pratiques; et les conséquences ne doivent être que la grandeur du pape et du sacré palais, et l'avantage des prêtres. En lisant avec attention son histoire, on peut y trouver des centaines de pareils blasphèmes, et pourtant, c'est l'auteur orthodoxe de la cour, lui, le téméraire, qui ose lancer à fra Paolo le reproche d'athéisme, parce qu'il n'adore pas la barette de saint Thomas.

Une objection fréquente, c'est que, autant Pallavicino est le flatteur de Rome, autant Sarpi en est le détracteur. Fra Paolo penche à favoriser la cause des protestants, et il dissimule mal contre le pontife une haine maligne qui s'exhale souvent en traits satiriques et mordants. A cela je puis répondre que, quand on traite certain sujet, *difficile est satiram non scribere*. Il ne s'ensuit pas que les traits mordants contiennent une fausseté historique. Par exemple, s'il met dans la bouche d'un pape que les concubines d'un prêtre ressortissent au for de l'Église, au moins il ne lui attribue qu'une maxime que les canonistes de la cour ont débitée comme une vérité

irréfragable. S'il met dans la bouche de quelques critiques, qu'ils ne savent comprendre comment il y a des sacrements détestables, c'est la conséquence naturelle du langage ridicule des pères de Trente. En parlant des mariages clandestins, ils ont statué que ce sont de vrais sacrements, mais que l'Eglise les a toujours détestés. S'il livre aux plaisanteries des grammairiens certaines locutions employées dans les décrets, c'est que ces locutions sont réellement barbares, inintelligibles ou pour le moins équivoques.

Ensuite, quant à cette prétendue haine maligne, je répéterai ce que j'ai déjà dit dans une préface de *l'histoire du Concile*. Si l'historien qui dit la vérité, sans passion et sans préjugés, doit encourir le reproche de malignité, uniquement parce que ses vérités hardies offensent les intérêts de corporations ou de personnes puissantes, que ne pourrait-on pas dire de Tacite et de Suétone? Voilà pour la thèse générale. Quant aux cas particuliers : fra Paolo, il est vrai, est sobre d'éloges envers la cour de Rome; mais s'il avait eu de la malignité, que n'aurait-il pas pu se permettre, des moeurs de Léon X, de Clément VII, de Paul III et de tel autre de leurs successeurs; et même du peuple romain, tombé dans une telle dépravation que, afin d'obtenir la cessation d'une épidémie, il sacrifia, avec toutes les cérémonies païennes, un taureau aux dieux antiques du Capitole. Ce fait, arrivé pendant la traversée d'Adrien VI de Barcelone à Gênes, venait fort à propos là où l'historien décrit les désordres qui faisaient gémir le sage pontife. C'était une belle entrée en matière pour la corruption de la prélature, la philosophie sensuelle et l'athéisme pratique des courtisans, les intrigues des conclaves, la vénalité de la daterie, et pour nous donner une idée des fameuses taxes de la pénitencerie et de la chancellerie. Les moeurs étaient pourries à ce point, que dans le plan de réforme qu'avaient rédigé, sur les ordres du pape Paul III, les cardinaux Contarini, Caraffa

Sadolet et Pole, parmi beaucoup de vilenies, on parle du luxe des courtisanes romaines, qui habitaient des palais, et sortaient montant des mules superbement harnachées, avec un cortège de cardinaux et de prélats. Mais faites attention à l'art, à la prudence avec laquelle Sarpi, en donnant l'analyse de ce plan, a évité de toucher ces faits scandaleux. Et combien d'épisodes n'aurait-il pas pu puiser dans les infamies des neveux et bâtards, surtout d'Alexandre de Médicis, fils de Clément VII, qui déflora tout un couvent de dominicaines, et de Pierre-Louis Farnèse, fils de Paul III, qui viola un évêque, et en reçut l'absolution de son père comme d'une espièglerie de jeunesse. Et pourtant de tant d'horreurs, qui devaient servir les vues non d'un écrivain malveillant, mais de quiconque aurait voulu peindre les mœurs et la religion du temps, l'histoire de Sarpi n'en découvre pas la moindre trace. Renfermé dans son sujet, il ne dit que ce qui est nécessaire, néglige tout ce qui est incidentel ou superflu, et sa discrétion va si loin, qu'il tait jusqu'à une infinité de détails qui, s'ils étaient rapportés, auraient pu paraître peu honorables pour le pontificat ou le clergé catholique. C'est par Pallavicino que ces détails sont imprudemment révélés ; c'est par lui que nous apprenons les ruses et les roueries des légats pour détourner les discussions fâcheuses aux intérêts romains, et comme ils s'applaudirent du succès et triomphèrent de leur victoire ; c'est par lui que nous savons qu'en plein concile deux évêques se battirent à coups de poings et s'arrachèrent la barbe ; que les pères se divertissaient au bal : ce qui fit rire quelques plaisants ; c'est par lui que nous connaissons les remords qui accompagnèrent la mort du cardinal Crescence, et le commerce de choses saintes que faisaient les prêtres en Allemagne, et d'autres scandales plus ou moins graves sur lesquels Sarpi garde un silence rigoureux.

Enfin, si l'historien penche à donner raison aux protes-

que assomés par les injustices, la tyrannie et les moyens habituels par lesquels les légats en escamotaient les décrets; où il n'y avait à où l'on suivait un système pernicieux, et plus liberté que tout ce que l'on peut imaginer; des évêques à ses gages, pour voter comme ils pullulaient les ignorants n'entendant rien aux légats, par mille artifices, retardaient les savoir la pensée du Vatican, ou arrachaient par surprise et tumultueusement. Les lettrés de France, l'histoire de Milledonne, les relli, qui fut secrétaire du concile, et de Pale dinal; les lettres de Visconti, évêque de Vent pape à Trente, plus tard cardinal, et autres té et fidèles, confirment ces mêmes faits et en ra scandaleux. Finalement, Côme, duc de Tos qui, s'il n'était pas bon, voulait au moins par comptait les hosties consommées au temps de calculer les progrès de l'hérésie, qui livra Caquisition, qui perçait la langue aux blasphèmes du pape, son ami intime, son fidèle conseiller dans une lettre confidentielle à Pie IV, dit qu

l'origine terrestre. Ce préjugé nous domine tellement que nous avons peine à nous persuader que cet acte mémorable, réputé d'une inspiration céleste, est le résultat de nombreuses ruseries et d'une astuce raffinée.

Autant fra Paolo est un historien grave, judicieux, indépendant de préjugés, insensible aux séductions des affections et des égards, autant par la simplicité et la netteté de ses récits il gagne notre confiance, autant à des titres différents Pallavicino nous met en défiance. Écrivain intéressé et vénal, il n'a pas honte de se targuer de sa partialité. Oublieux de son devoir, qui est de dire la vérité, *sine ira et studio*, si, d'un côté, il nous fait hausser le cœur par la bassesse de ses adulations, de l'autre, il nous rebute par ses impertinences. Il ne lâche jamais le nom de fra Paolo, et ce nom revient à chaque page, sans le charger des plus grossières injures. Impie, athée, hypocrite, homme sans religion, faussaire, fauteur d'hérétiques, voilà les gentillesses qu'il dit, qu'il répète et ressasse tant de milliers de fois qu'on en est excédé. L'impertinence de Pallavicino monte à ce point de nommer le plus grand génie de son siècle, un des plus profonds théologiens, si modeste à la fois et si supérieur au cardinal, de le nommer, dis-je, présomptueux, ignorant en théologie, médiocre en toute science, qui n'a laissé aucun souvenir de son génie. Ce sont ses propres paroles, liv. VIII, ch. 7, § 20.

Je ne veux pas dire pour cela que l'histoire de Sarpi soit exempte de défauts. Aucun écrivain n'y échappe; il ne pouvait surtout y échapper, l'homme qui écrivait sur un sujet mystérieux, vierge encore, et qui, malgré le soin qu'il met à remonter aux sources, et à vérifier les faits, ne pouvait réussir toujours. Aussi est-il coupable de diverses méprises, de quelques anachronismes. Un petit nombre de faits, sur lesquels il n'avait point de bons renseignements, sont rapportés inexactement hors de leur lieu. Mais la plupart, ce sont des

faits isolés, indifférents, qui ne changent rien à l'essence des récits, ou aux grands caractères de l'histoire. Il y a donc un vrai charlatanisme dans ce catalogue de trois cent soixante erreurs que Pallavicino au terme de son travail, se vante d'avoir relevées chez fra Paolo. « Trois cent soixante erreurs, » dit Voltaire, mais quelles erreurs? Il lui reproche des « méprises dans les dates et dans les noms. Pallavicino lui-même a été convaincu d'autant de fautes que son adversaire; et quand il a raison contre lui, ce n'est pas la peine d'avoir raison. Qu'importe qu'une lettre inutile de Léon X ait été écrite en 1516 ou 17? que le nonce Arcimbaldo, qui vendit tant d'indulgences dans le Nord, fût le fils d'un marchand milanais, ou d'un génois? Ce qui importe, c'est qu'il ait fait trafic d'indulgences. On se soucie peu que le cardinal Martinusius ait été moine de S. Basile ou ermite de S. Paul; mais on s'intéresse à savoir si ce défenseur de la Transylvanie contre les Turcs fut assassiné par les ordres de Ferdinand I^{er}, frère de Charles-Quint. Enfin, Sarpi et Pallavicino ont tous deux dit la vérité d'une manière différente, l'un en homme libre, défenseur d'un sénat libre; l'autre en jésuite, qui voulait être cardinal. »

Et pourtant le jésuite qui veut être cardinal ne dit pas toujours la vérité. En premier lieu, il faut tenir compte de son ignorance et de sa malignité, qui souvent lui font attribuer à fra Paolo tout le contraire de ce qu'il dit. En second lieu, il nie beaucoup de faits sans preuve, ou sur de fausses hypothèses. En troisième lieu, Pallavicino, en dépit de lui-même, nie dans un lieu ce qu'il confesse deux ou trois pages plus loin. Enfin Pierre-François Le Courayer, qui traduit en français et commenta avec beaucoup de science l'histoire de Sarpi, prouve sur des témoignages irréfutables que des trois cent soixante erreurs dont l'affuble Pallavicino, deux cents au moins sont des erreurs de Pallavicino lui-même. Sur soixante il passe

condamnation; mais des découvertes postérieures nous ont convaincu que Sarpi a été dans ses investigations plus diligent que son adversaire, sur le dos de qui cette soixantaine doit encore retomber. Pour le reste, ou la justification de Sarpi est fort aisée, ou ce sont des futilités. En voici des exemples. Paul III reprochait à l'empereur Charles-Quint d'avoir à la diète de Spire « permis aux particuliers et aux « hérétiques de juger de la religion. » Tel est le texte de Sarpi. Voici le texte latin par lui résumé : *Quod laicos de rebus spiritualibus judicare vis posse, neque laicos, sed nullo discrimine laicos et damnatarum haerèses assertores*. Pallavicino traite d'ignorant fra Paolo, et dit que la plainte du pontife ne portait que sur ce que César voulait admettre les simples citoyens à juger des points de religion. César n'y songeait pas, et cela n'entra jamais dans la pensée du pape; mais sur ce qu'il voulait admettre des laïques, et il traduit : parce que vous voulez que les laïques aussi puissent juger des choses spirituelles, et non seulement les laïques, mais indistinctement même les hérétiques. Si je ne me trompe, la phrase *sed nullo discrimine laicos* ne veut pas dire indistinctement, mais tous les laïques pris sans distinction, et elle forme un sens unique avec la phrase suivante. Ainsi fra Paolo a eu raison de traduire : particuliers et hérétiques; c'est le sens qu'adopte Sleiden. L'ignorant est donc Pallavicino qui inscrit encore cette bévue dans le catalogue des prétendues erreurs de Sarpi.

Dans le récit des négociations entre le même Paul III et le duc de Mantoue, quand il fut question de tenir le concile dans cette cité, il y a des divergences entre Sarpi et Pallavicino. Mais il est indubitable que le premier doit inspirer plus de confiance : il était mieux à portée d'avoir des informations exactes. Durant son long séjour à Mantoue, il put voir la correspondance originale dans les archives. S'il ne profita pas

de sa résidence, il trouva plus tard toutes les facilités désirables dans la proximité de Mantoue et de Venise, les intimes relations du duc avec la république et les amitiés qu'y entretenait fra Paolo avec les servites et avec des personnages de cette cour.

Fra Paolo rappelle une mission secrète confiée par le cardinal Gonzague, président du concile, à son secrétaire Camille Oliva. Pallavicino la nie, et dit que cette mission fut confiée à un autre et à une autre époque. Mais il est impossible que Sarpi soit coupable d'une aussi lourde erreur, lui qui connaît personnellement Oliva, et en avait sous les yeux toute la correspondance. Tout au plus, y aurait-il eu deux missions, l'une ignorée de Sarpi, et sans importance; l'autre, inconnue à Pallavicino, offrant un intérêt beaucoup plus vif.

Le cardinal nie aussi la conversation de Luther avec Pierre-Paul Vergier, légat du pape en Allemagne. Mais on sent une telle exactitude dans le récit, qu'on demeure convaincu que Sarpi avait en mains de bons mémoires, dont Pallavicino n'eut pas connaissance. Ajoutez que ce colloque est en profonde harmonie avec la conduite et le caractère de Vergier. De plus, le jésuite ignorait les œuvres imprimées de ce déserteur de la communion romaine; tandis que fra Paolo les connaissait parfaitement; il put aussi faire venir de la Valteline, où Vergier trouva un asile pendant plusieurs années, ses œuvres manuscrites, par l'intermédiaire d'un ami, ou de l'un des protestants grisons qui habitaient Venise.

Fra Paolo rapporte que George d'Ataide, théologien du roi de Portugal, peu de jours après avoir prononcé un discours judicieux et très profond au sujet de la messe, lequel sonna mal aux oreilles romaines, partit de Trente. Pallavicino soutient que ce discours est d'un autre orateur, et que George ne quitta point Trente, et s'y trouvait encore cinq mois plus tard. Quant au premier fait, je ne sais lequel des deux a rai-

son ; mais j'oserais affirmer que les documents produits par le jésuite n'ont aucun caractère officiel, les eût-il cités exactement. D'autre part, on s'aperçoit que fra Paolo avait sous les yeux tous le discours d'Ataide, dont il donne une analyse complète, tandis que Pallavicino n'en a vu qu'un abrégé fort restreint ; qu'ensuite, George d'Ataide ait cessé de paraître au synode, le fait est incontestable. Cela résulte de la comparaison des catalogues officiels avec ceux de Brescia et de Riva, vus et cités par Sarpi, et ignorés de Pallavicino. Quant à la lettre que cinq mois plus tard le cardinal Borromée écrivit aux légats, les priant d'honorer et favoriser Ataide, je ne sais si elle suppose que George fût encore à Trente, ou si elle dit qu'il a l'intention d'y revenir. Même dans la première alternative, il est possible que l'ambassadeur et le cardinal le croyaient encore à Trente, alors qu'il en était parti depuis plusieurs mois. Le fait est que la lettre du cardinal est de décembre 1562, et depuis juillet, dans les catalogues des pères, on ne trouve plus le nom de ce théologien : signe évident qu'il avait quitté la ville.

Enfin, pour nous, séparés de l'époque par trois siècles, la question de savoir si Chérégat fut évêque de Fabiano, ou de Teramo, a-t-elle une importance sérieuse ? fra Paolo possédait-il réellement son journal ? Voilà ce qui nous importe, et justement c'est ce que Pallavicino ne conteste point. Que nous fait qu'un édit contienne trente-sept articles ou seulement trente-cinq ; qu'un consistoire ait été tenu le 12 ou le 15 ; qu'un courrier ait tardé six ou dix jours ; qu'une dépêche ait été portée par un postillon ou un prélat ; que le premier qui ait pris la parole fût Pierre ou Paul ? De pareilles niaiseries, outre que Pallavicino en fourmille, l'exactissime Porcacchi en a relevé d'innombrables dans Guichardin, et il n'est personne qui ait songé à en faire un grief contre la véracité de l'auteur. Prenez un historien, des plus anciens aux plus modernes, pas

un seul ne pourra échapper au reproche de semblables minuties, qui peuvent intéresser les dilettanti de gazettes, mais dont ne se soucie point un lecteur sensé.

Bienheureux le Pallavicino, si les vices reprochés à son œuvre se réduisaient à de pareilles vécillies. Mais le P. Bergantini, dans une rapide collation qu'il fait des deux histoires, relève dans celle de l'Éminence, avec l'escorte de témoignages authentiques, quatre grosses falsifications de documents et de faits, d'une importance radicale, dans le seul chap. VII du livre XVI; trois au chap. XI, et une chap. XII. Et le beau, c'est que le jésuite, après avoir de cette façon violé la vérité en vue de contredire fra Paolo, lui applique les épithètes de menteur, calomniateur, faussaire. Huit falsifications en quelques pages donnent une méchante idée du reste. Le cardinal Querini lui en impute d'autres. Monsignor Mansi a publié les instructions données au cardinal Morone. Ni par la date ni par le sens elles ne ressemblent au texte de Pallavicino; et les six tomes in-4° des *Monuments relatifs au concile*, publiés par Josse Le Plat, professeur de Louvain, offrent autant de preuves de la sincérité de fra Paolo et de la mauvaise foi de Pallavicino. Cette collection, assez précieuse, fut vue de fort mauvais œil par la prélature, qui suscita de longues préventions contre l'auteur, jusqu'à soulever contre lui ses écoliers, et le chasser de l'université. Il aurait souffert pis, si le patronage éclairé de Joseph II ne l'avait dérobé à leur fureur. Enfin, le P. Buonfigliuolo Capra, servite luganais, aidé du P. Bergantini, avait occupé une partie de son existence à chercher les pièces à l'appui de l'*Histoire du concile* par fra Paolo. Il affirmait qu'il n'y avait rien qui n'eût sa preuve ou sa justification. Mais son travail, qu'il avait mené presque à terme quand la mort le surprit, périt dans l'incendie (que le hasard n'avait pas allumé, crut-on) qui consuma le couvent des servites de Venise, en 1769.

La diction de Pallavicino est pure, mais affectée et mignarde; pour qui n'est pas puriste, cela pourrait déplaire, parce que l'on voit l'art et jamais la nature. Le style est énérvé, ennuyeux, souillé de trop de métaphores ridicules, qui sentent le mauvais goût des seicentisti; les ornements léchés, les pensées alambiquées ou enflées, ou délayées dans des flots de paroles choisies, sans égard au lieu ni à la propriété étymologique, de façon que le sens devient embarrassé et obscur. Beaucoup de pensées sont fausses, et ne roulent que sur des jeux de mots et des arguties.

Dans le dessin, il n'a proportion ni économie. La narration pêche par le désordre et la fréquence des divagations. Sans transition aucune, il saute d'un sujet à l'autre, et sans nécessité, quand il faut courir en avant, il nous arrête tout court, pour nous débiter ses fastidieuses fariboles. Sans érudition et sans critique, il est peu versé dans la théologie positive. Pour la jurisprudence canonique, il ne sort jamais de l'ornière des décrétalistes. Dans les points controversés, il part presque toujours d'une pétition de principes, vice commun à presque tous les avocats de la cour. Enchaîné par ses préjugés d'éducation et de robe, il ne voit que le présent, sa loi invariable, et ne sait pas remonter aux institutions primordiales de l'église et en suivre les variations et les conséquences. Aussi entend-il mal Sarpi, et lui répond-il plus mal encore. Confondant les temps et les choses, il tombe dans de grossières bévues, dont il prétend ensuite faire honneur à son adversaire. En parlant des matières synodales, il n'a point l'art de les concentrer, d'en extraire la moelle seulement, et de les présenter avec clarté et précision. Prolixe et plus scolastique qu'historien, plus ergoteur que narrateur, il vous excède, à moins que vous n'ayez la patience de saint Antoine, et vous finissez par être vaincu du sommeil, et laisser échapper le livre de vos mains.

...d'observations pédantesques sur les plus mi
lecteur éprouvé le désir de connaître l'histoire
fatigue du Pallavicino, et envoie le livre à la
cela, Baronius fut plus heureux. Écrivant ses
les centuriateurs de Magdebourg, il eut le bon
lutter corps à corps. De là son jugement, n'ét
par l'esprit de dispute, se garda plus calme e
cieux; et malgré ses préventions et ses nom
les *Annales* qui l'ont immortalisé sont recher
par les catholiques et les protestants.

Je ne veux pourtant pas conclure que l'hi
vicino soit absolument sans mérite. Bien qu'il
croire les yeux fermés, il fournit de nouvelles
tifie beaucoup de faits mal exposés par Sarp
d'inconnus; et si l'on réduit à sa plus juste val
tortueux et jésuitique, ses expressions pleines
ses exagérations adulatrices; si le lecteur se
devant lui non un historien, mais un panég
narrateur consciencieux, mais un écrivain q
préjugés personnels et à l'esprit de secte, i
Pallavicino devient le garant de fra Paolo. Qu

Peu s'en fallut qu'elle ne valût de nouvelles mortifications à sa compagnie.

Il y avait déjà cinquante ans qu'elle avait été chassée de Venise, et dans le cours d'un demi-siècle l'animadversion s'envenimait, loin de s'adoucir. De temps à autre un décret haineux était lancé contre les jésuites, et en revanche les jésuites ne cessaient de chercher noise à la république. On les regardait donc comme une souche de pestiférés; et l'on avait défendu, sous des peines très sévères, d'avoir aucune communication ni correspondance avec eux. Survint dans l'intervalle la fameuse guerre de Candie, commencée en 1645, terminée après un siège de plus de vingt ans et la cession presque totale de l'île aux Turcs, en 1669. Cette guerre fut un gouffre qui absorba plus de cinq cent millions de francs. Venise avait donc besoin des grâces des papes. Puisqu'il s'agissait d'une guerre contre les Turcs, ils fournissaient des subsides ou en promettaient. Dès 1655, les jésuites profitant des embarras de la seigneurie, malgré la pauvreté dont ils se targuaient, firent, par l'intermédiaire de leur général Côme Nickel, offre de cent cinquante mille ducats vénitiens (750,000 fr.), à verser en deux mois, à la condition tacite de rentrer à Venise. La république ne fut pas séduite par une somme dont elle avait le plus pressant besoin. Deux ans plus tard, fut élevé au pontificat Fabio Chigi, de Sienne, qui prit le nom d'Alexandre VII, dont les neveux, ambitieux de se hausser au rang des princes, et d'imiter leurs magnificences, épiaient tous les moyens de faire leur bourse. Les jésuites s'en étant aperçus, alléchèrent le pape par de brillantes propositions, tant pour en user au profit de sa maison que pour subvenir à la république. Alors commencèrent de nouvelles négociations pour ramener les bons pères dans Venise; elles furent secondées par la France; et, après beaucoup de difficultés, terminées le 19 janvier 1657. Peu de temps après vint la publication du second volume de

Pallavicino, le premier avait paru l'année précédente. L'auteur se flattait de s'être fait un mérite auprès de la république, parce qu'il l'avait caressée des adulations les plus chaudes, et la caressait encore en lui promettant monts et merveilles. Il demanda l'autorisation de réimprimer son ouvrage à Venise. Mais les Dix le mirent au ban, décrétèrent des peines fort rigoureuses contre quiconque l'introduirait dans l'État; et pour que la cour de Rome ne prit point l'initiative, l'ambassadeur Ange Corrario, au nom du sénat, porta ses plaintes devant le pape. Il y avait déjà sept lustres que fra Paolo était mort. Tous ceux qui avaient eu avec lui des liens d'amitié étaient descendus au tombeau. Frère Fulgence, le dernier acteur de ce drame mémorable, avait depuis deux ans disparu de la scène. Tous étaient remplacés par une génération nouvelle. Les jésuites étaient à Venise; et pourtant l'ancienne affection pour le grand homme n'était point refroidie. Toujours le même amour pour lui, la même sollicitude à défendre sa renommée, comme on avait protégé son existence, et à le venger d'injures que le gouvernement regardait comme des injures personnelles. Le coupable était un homme puissant, secrétaire et intime ami d'un pape; dans ces circonstances ardues il promettait un appui utile, ou des haines dangereuses; et pourtant le gouvernement fut inébranlable. Concluant de cette histoire que c'étaient toujours les jésuites d'il y a cinquante ans, il les assujettit à de dures conditions : il ne les réintégra pas dans leurs biens; il les obligea à acheter comptant leur maison, il limita leur enseignement, il les soumit à une rigoureuse police; et comme s'il voulait métaphoriquement leur faire comprendre sa pensée, pour dernier signe d'humiliation, dans les processions publiques, il leur assigna leur place entre les confréries de saint Marc et de saint Théodore. On sait que les malfaiteurs sont exécutés sur la piazzetta entre les deux colonnes, dites de saint Marc et de saint Théodore. Pallavicino récom-

pensé de la dignité de cardinal, et devenu secrétaire du pape, offrit ses bons offices à la république, son influence auprès de Sa Sainteté pour lui procurer d'amples subsides. Dans une nouvelle édition, il consentit à retrancher quelques traits injurieux à la mémoire du consultant. Peine inutile. Corrario répondit que le conseil des Dix avait trouvé calomnieux l'ouvrage tout entier, et le cardinal ne put jamais arracher la révocation du ban. Tant que vécut la république, son histoire demeura proscrite des domaines vénitiens. Singulier contraste des opinions. Ces principes, que Rome taxe d'hérésies, et lui font condamner l'œuvre de Sarpi, pendant qu'elle adopte le Pallavicino, à Venise attestaient l'orthodoxie du consultant et motivaient la condamnation du jésuite. Le temps qui redresse les opinions et réforme les jugements, a donné raison à Venise. L'histoire du cardinal, malgré le charlatanisme qui lui donna la vogue, et la fit prendre pour l'oracle de la vérité, n'est plus guère qu'un souvenir. Avec le temps, elle tombera dans l'oubli : les Romains en font l'aveu. Les défauts de goût dans le style, la partialité décidée dans le récit, la servilité dans l'écrivain, les erreurs d'opinions et de faits, révélés par le progrès de l'intelligence et les nouvelles découvertes historiques, ont fait rejeter cette œuvre parmi ces vieux monuments qui attestent non pas tant les efforts opiniâtres d'une coterie pour résister à l'élément destructeur qui l'envahit, que l'inutilité de sa résistance, et une preuve de sa déchéance éternelle.

CHAPITRE XXIX.

1619. La dernière conspiration contre la république avait renforcé les défiances du gouvernement, et la défense d'entretenir des relations avec les ambassades. Ce fut une loi pour fra Paolo d'interrompre tout commerce avec ses amis de

France; et cette circonstance jeta plus de monotonie sur son existence. Les attentats continuels contre sa personne, l'affaiblissement de l'âge, et ses infirmités l'emprisonnaient, pour ainsi dire, dans sa cellule. Il sortait rarement, et seul, pour les devoirs de son emploi. Il ne s'éloignait plus de Venise; il recevait peu d'étrangers. Pour plus de sûreté, l'inquisition d'État assujettissait à une rigoureuse surveillance, je dirais volontiers à une caution, les frères du couvent, épiait la conduite et les relations de chacun, écartait les suspects et tenait sur les étrangers un œil attentif.

En revanche, la cellule de Fra Paolo était sans cesse assiégée par les principaux patriciens et bourgeois. Les jeunes nobles, ceux spécialement qui se destinaient à la magistrature des sages aux ordres, allaient chez lui se former à la science du gouvernement. Il était, pour ainsi dire, le précepteur d'une nouvelle génération; et le nombre prodigieux de héros qui se signalèrent dans la fameuse guerre de Candie sortaient en grande partie de l'école de Sarpi et de Dominique Molino, qui marchaient presque de pair par la science, par la modération et les vertus civiques. Tant il ne faut que deux ou trois hommes pour donner l'exemple et façonner la multitude au patriotisme.

En foule accouraient aussi de Venise et des provinces les citoyens le consulter sur leurs affaires privées. Toujours bienveillant, il les accueillait avec une égale affabilité. Impartial et juste, il leur donnait les conseils les plus propres à leur épargner les frais et les embarras; il les éclairait sur la justice et les chances de leur cause. Aussi beaucoup remettaient-ils à son arbitrage la décision de leurs procès. L'expérience confirmant ses conseils, il s'était acquis la réputation d'un oracle. D'une si grande affluence de clients, qui eût fait la fortune d'un juriconsulte, même honnête, Sarpi ne tira jamais aucun profit. Il n'acceptait aucun salaire, pas même des

épices. Aussi, quand la mort révéla sa pauvreté, ce fut une surprise aux plus indifférents. Cette aversion de toute cupidité, de toute ambition, était si connue, même à Rome, que les courtisans avaient coutume de dire qu'ils auraient triomphé de lui, s'ils avaient pu le prendre par ce faible.

Nonobstant, fra Paolo était un des frères qui font la fortune de leur couvent. Il n'était pas un saint, et n'opérait pas de miracles; il ne faisait pas tort aux médecins, en guérissant les malades; il ne débitait point d'amulettes bénites contre les maux de dents ou la fièvre quarte; il ne valait rien au confessionnal, cette mine d'aumônes à qui sait palper les bigots. Mais les servites se ressentaient de la bienveillance des personnes que la curiosité ou les affaires attiraient chez lui. C'était un stimulant pour veiller à la sécurité d'un homme dont les services et la réputation contribuaient au bon état de leurs celliers et de leurs dépenses.

Pas de voyageur qui ne fût avide de voir ou connaître Sarpi. Deux classes surtout : les prêtres qui venaient de Rome, et les protestants. Ceux-là, pour voir l'humble moine, épouvantail de la sainte cour; ceux-ci, pour contempler le grand homme qui avait rempli de sa renommée le monde. S'ils n'avaient pas d'accointances avec les nobles, ils étaient forcés de s'adresser aux frères, et de l'attendre dans l'église ou la sacristie, quand il allait dire la messe, ou chanter au chœur, ou de patienter dans quelques boutiques de la mercerie pour le saisir au passage quand il se rendait à Saint-Marc.

Cette année, vint à Venise François Aerssens de Somersdyck, envoyé par la république de Hollande, afin de ratifier la nouvelle ligue conclue entre les deux gouvernements et négocier d'autres intérêts communs. Cet ambassadeur montra le désir de faire la connaissance de fra Paolo et de s'aboucher avec lui, comme son devancier Van der Myle. Mais, par suite

des rigueurs légales, il lui fallait une autorisation spéciale du collège. Aerssens, personnage très agréable à la république, l'aurait probablement obtenue sans peine ; mais, par des considérations très prudentes, le consultant ne crut pas devoir se prêter à cette entrevue. Se souvenant des dégoûts que lui avaient valus ses rapports avec le premier ambassadeur de Hollande, il remontra qu'une liaison familière avec un autre diplomate hérétique pourrait donner à ses ennemis l'espérance de lui faire tort, surtout que les incidents de l'année précédente prêtaient aux soupçons, que les circonstances étaient difficiles et coïncidaient avec la publication de *l'Histoire du Concile* ; que les prélats exerçaient un espionnage fort actif sur toutes ses démarches publiques et privées. Cette entrevue, flatteuse pour sa vanité, pouvait donc avoir des conséquences fâcheuses qu'un homme dans la position de fra Paolo devait prévoir.

Hasard ou arrangement avec le collège, je ne sais, mais Aerssens put contenter son envie à moitié. Car étant venu, en compagnie du sénateur Justiniani, qui lui avait été donné pour accompagnateur, dans l'antichambre du secrétariat, afin d'entendre lire, comme c'était l'usage, la réponse à la note par lui présentée au sénat, il y vit fra Paolo qui traversait cette pièce pour aller au secrétariat ou aux archives. S'applaudissant de cette heureuse rencontre, l'ambassadeur dit à Justiniani : Je suis satisfait d'avoir vu ce grand homme, le plus remarquable de l'Europe. Je serai presque consolé de partir sans avoir réussi dans ma mission, estimant bien employées les fatigues et les dépenses du voyage.

Le fait, sous la plume du cardinal, est orné de circonstances fort différentes. Je copie le paragraphe tout entier (Introd., chap. II *in fine*) parce qu'il ne se trouve pas dans tous les exemplaires de la seconde édition, ni dans toutes les réimpressions :

« Ce que j'ai dit de la religion et de la passion de Soave, sur la foi de qui se fonde l'histoire que je combats, est confirmé par un témoignage considérable, celui de M. de Lionne, ce grand ministre du roi très chrétien Louis XIV. Son zèle pour la cause catholique l'a porté à me communiquer ces informations, que je juge assez importantes pour les intercaler dans les exemplaires qui demeurent encore en vente. C'est que le seigneur de Somersdyck étant envoyé de Hollande dans la patrie de Soave, et ayant occasion de lui parler en passant, il en reçut cette réponse : Je suis extrêmement heureux d'avoir vécu assez longtemps pour voir dans ma patrie un représentant de cette république, qui comme moi est pénétrée de cette vérité : que le pape est l'antéchrist. M. de Lionne tient ces détails du seigneur de Zuylichem, qui était de la suite de l'ambassadeur et devint secrétaire du prince d'Orange. M. de Lionne me l'a écrit de sa main, dans une lettre que je garde (du 11 avril 1665). »

Si tous les documents qu'il a mis en œuvre ne sont pas plus authentiques, nous aurons une nouvelle preuve que Pallavicino n'aimait pas autant la vérité que l'occasion de calomnier fra Paolo. Je n'insiste pas sur la date tardive de la communication : quarante-six ans après l'événement. Je n'ai pas besoin de faire observer que l'autorité du ministre français, ami des jésuites, peut paraître tant soit peu suspecte, et plus suspecte encore sa mémoire. Je prie le lecteur judicieux de concilier le récit, si possible, avec la moindre vraisemblance. Il fallait la malignité ou la légèreté de Pallavicino pour croire que Sarpi, ce moine réservé et retors, pût se permettre une aussi folle déclaration dans une salle du palais, en présence d'un sénateur, de secrétaires, de subalternes, et des étrangers qui composaient la légation hollandaise, où il n'était sûr de la discrétion ni de la foi de personne. Il était théologien et consultant d'État, réputé très orthodoxe. La république le défendait à ce

titre, et de ce chef elle avait bravé les mécontentements de la cour de Rome. Mais la parole de Sarpi eût été en désaccord avec son orthodoxie ; il révélait comme un fol cette hypocrisie qui, au dire des prélats, n'avait jamais pu être prise en défaut ; il révélait sa trahison envers son prince, dont il avait fait sa dupe : crimes irrémissibles à Venise. Rien n'empêche que fra Paolo, retenu par Justiniani, dans un lieu aussi public, et en présence de tant de monde, se soit arrêté à un rapide compliment de politesse pour l'ambassadeur ; mais qu'il ait tenu un propos aussi compromettant, aussi hors de propos, il ne faut l'attendre ni de Sarpi, ni de personne qui ait un grain de cervelle.

Ajoutez que Pallavicino, ou Lionne, ou l'imposteur quel qu'il soit, qui met ces paroles dans la bouche de Sarpi, ne s'aperçoit pas qu'il lui prête une absurdité. D'aucune façon, il ne pouvait se féliciter d'avoir vu Aerssens, comme s'il était le premier ambassadeur hollandais venu à Venise. Nul mieux que lui ne pouvait savoir la mission de Van der Myle, dix ans plus tôt. Mais le cardinal n'était tenu ni à critique ni à conscience, et lui seul avait le privilège de mettre en circulation des récits, vrais ou faux, peu importe, pourvu qu'ils répondissent aux besoins de la cause.

La fausseté de ce conte est si évidente, que l'ex-jésuite, François Zaccaria, curialiste forcené, plein de fiel contre Sarpi, et panégyriste effronté de l'Éminence, son confrère, l'omet dans la nouvelle édition de *l'Histoire du Concile*, donnée à Faenza, 1792-97. Il fait semblant de l'ignorer, vu qu'il n'est pas dans la première édition de 1656, ni dans tous les exemplaires de la seconde de 1664. Par jésuitisme. Car il avait sous les yeux et les *Mémoires* de Grisellini, qui cite l'anecdote (sans l'avoir vue), et un passage d'Amelot, qui la réfute solidement ; et le dictionnaire de Bayle, v^e Aerssens ; lui-même, dans sa dissertation critique, rappelle ce passage

de Pallavicino, en signalant l'amendement introduit dans son histoire.

Je saisis l'occasion de rappeler une autre anecdote, preuve de la bonne foi des romanistes. Le père Graveson, dominicain, se déchaîne contre Sarpi, coupable d'accuser d'hérésie le célèbre et malheureux Carranza, archevêque de Tolède, autre dominicain. A qui a lu *l'Histoire de l'Inquisition d'Espagne*, par Llorente, les aventures de ce vertueux prélat sont connues. Calomnié par l'envie, envoyé à Rome, après une détention de vingt ans, il y mourut en 1576, peu de jours après avoir été élargi par le pape Grégoire XIII. Fra Paolo en parle honorablement; Pallavicino, avec malignité, l'accusait de *corrotta fide e di sinistra credenza*. Puis, avec sa loyauté accoutumée, il rejette ces mensonges sur le dos du pauvre Sarpi. Graveson, ne pouvant s'en prendre à Pallavicino, se dédommage sur l'autre, en ces termes : « Il est hérétique, l'écrivain qui, sous le faux nom de Pietro Soave Polano, a publié une *Histoire du Concile de Trente*, et qui a eu la témérité de ranger parmi les hérétiques B. Carranza. » Le servite Bergantini, homme de bon sens et de droiture, n'a pu maîtriser sa colère en lisant de pareilles faussetés. S'étant rencontré à Rome avec le jacobin, il lui en fit un reproche franc, et celui-ci de s'excuser en disant : « Mon cher, quand on écrit à Rome, c'est ainsi qu'il faut écrire. »

1619-1620. Les difficultés mises à l'entrevue d'Aerssens avec fra Paolo, le célèbre Jean Daillé, calviniste, homme très savant dans les antiquités ecclésiastiques, et auteur d'un estimable traité de l'emploi des Saints Pères, ne les rencontra pas. Simple voyageur, précepteur des neveux de Philippe du Plessis Mornay, sa position était fort différente de celle d'un ambassadeur. Il portait des lettres de recommandation de Mornay, qui lui avait ordonné de présenter à Paolo ses jeunes élèves. Un de ceux-ci tomba malade à Mantoue; et Daillé,

pour éviter les vexations du *saint office*, qui eût tenté une conversion par force, fit transporter le malade à Padoue, où il mourut. Voulant ensuite envoyer le cercueil en France, les bons offices du servite lui obtinrent promptement les passeports nécessaires. De nos jours, même à Rome, il n'est pas un prélat, s'il n'est pas un vandale ou un rustre, qui ne se prête à un pareil service. Mais, à cette époque, un acte d'urbanité était une hérésie.

Daillé, soit l'ennui qu'éprouvent les Français, une fois qu'ils sont hors de leur pays, soit l'intolérance et les vexations auxquelles étaient exposés en Italie les hétérodoxes, se plaint de n'avoir tiré de son voyage d'autre profit que l'amitié de fra Paolo, auquel, durant son séjour à Venise, il consacrait une visite quotidienne. « Le brave père, dit la biographie de Daillé écrite par son fils, l'avait si bien pris en affection qu'il fit tous ses efforts, aidé du médecin Asselineau, pour l'engager à y fixer sa résidence. » Mais il voulut respirer l'air natal, et devint pasteur de l'église de Saumur, près de Paris.

Je note ici deux anachronismes de Grisellini : Le premier, que Daillé fut à Venise en 1608; le second, qu'Aerssens y alla en 1609. Quant à Daillé, Bayle nous apprend qu'il partit de Saumur, avec ses pupilles, au commencement de l'automne de 1619, et que, après avoir parcouru l'Italie, la Suisse, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Hollande et l'Angleterre, il se rapatria sur la fin de 1621. Il faut donc qu'il ait été à Venise dans l'hiver de 1619 à 1620; et d'Aerssens Nani dit positivement qu'il fut à Venise en 1619. La lettre de fra Paolo, 30 mars 1609, citée par Grisellini, ne fait pas allusion à Aerssens, mais à Corneille Van der Myle.

1620. Entretemps, fra Paolo continuait ses travaux pour l'État. La nomination d'un sous-diacre par le patriarche, contestée par le chapitre, amena le conseil des Dix à corriger

quelques abus ecclésiastiques, qui blessaient l'autorité séculière. Dès 1525, la république avait obtenu de Clément VII une bulle qui autorisait les doges à s'entremettre dans le choix des bénéficiaires aux cures et titres de Venise, et de les réformer. « Il est du style de la chancellerie romaine, dit fra Paolo, quand le pontife accorde une grâce, de désigner dans la bulle trois exécuteurs ecclésiastiques, avec la clause que les trois ensemble, ou les deux, ou l'un seulement, maintiendront la grâce accordée. Si les exécuteurs sont désignés par leurs noms propres, cette faculté s'éteint avec eux; mais s'ils sont désignés par le titre seul de leur dignité, elle comprend non seulement ceux qui se trouvent investis de la dignité à l'époque de la bulle, mais encore leurs successeurs. » Le nonce attaquait cette bulle clémentine, et prétendait que, les anciens conservateurs morts, il fallait pour élire les nouveaux recourir à Rome; mais Sarpi démontra que c'était contraire aux maximes mêmes du droit pontifical, et à l'usage suivi jusque-là; que le doge avait plein pouvoir de choisir les conservateurs et les exécuteurs de la bulle. Cette règle donnait à l'autorité civile une grande indépendance, et lui attribuait la faculté la plus étendue pour empêcher les désordres et les injustices dans les nominations aux bénéfices, et coupait court aux procès, puisqu'il ne fallait point courir à Rome, où les jugements sont trainés en longueur au détriment des parties et au préjudice de la puissance civile. Fra Paolo reconnaît et professe en plusieurs lieux de ses écrits que la puissance ecclésiastique ne va pas au delà des choses spirituelles; il est le premier qui ait développé cette doctrine avec clarté, et, l'ait fondée sur l'histoire. Mais le siècle n'était pas encore mûr pour la réduire en pratique. Afin d'éviter les disputes, il préférerait, à l'occasion, combattre les prétentions des clercs avec leurs propres armes, comme dans ce cas. Une autre fois, il alla plus loin.

1624. Un euré, dont le patriarche avait refusé de ratifier l'élection, avait appelé à la nonciature et obtenu des brefs de Rome. De là un conflit de juridiction. La cour romaine, pour beaucoup mieux dominer les peuples, avait introduit dans les pays étrangers les tribunaux de la nonciature, représentés par les nonces. Ils évoquaient les causes dites ecclésiastiques, dont ils fraudaient les juges naturels, au détriment des particuliers, mais au profit du pouvoir et de la bourse de la cour. Les excès de ce tribunal et ses usurpations sur l'autorité civile, obligèrent les rois de France, d'Espagne et de Naples, et les princes des Pays-Bas, à le circonscire par des lois répressives. La république en avait fait autant à diverses reprises. En 1613, elle défendit aux séculiers d'exécuter les décrets des tribunaux ecclésiastiques étrangers; elle intima la même défense pour les tribunaux ecclésiastiques du pays, sauf autorisation du gouvernement. En 1613, elle prohiba l'exécution des brefs citatoires ou monitoires, sans le placet du Sénat. Mais les abus ne cessaient pas. Dans la province de Bergame ils s'étaient multipliés au grand désavantage des citoyens. Au moindre litige pour un bénéfice, au moindre litige entre vicaire et juge, on invoquait les monitoires de Rome. Un prêtre desservant une chapelle domestique poussa l'audace jusqu'à menacer d'excommunication les patrons, s'ils ne transformaient pas cette chapellenie en un bénéfice perpétuel. Cela fit dire à fra Paolo : « l'office d'auditeur de la
 « chambre romaine accorde des monitoires à tout le monde,
 « ecclésiastique ou séculier, en toute espèce de cause, sans
 « exception aucune; mais toujours avec cette clause salutaire
 « à la fin : Que celui qui est grevé comparaisse. Cela sert non
 « seulement au profit de l'office, mais aide à l'extension de
 « la juridiction. Car celui qui s'est mis en frais pour obtenir
 « un monitoire met tout en œuvre pour que ses frais ne soient
 « pas en pure perte. »

Le désordre alla si loin, qu'il y eut des communes qui invoquèrent des brefs de Rome pour obtenir la fertilité de leurs champs, ou les préserver de la grêle ou des mulots, ou d'autres accidents. Les Romains, disait fra Paolo, n'ont garde de les détromper d'une superstition si contraire à la doctrine chrétienne.

De semblables impostures ne sont pas réservées à cet âge superstitieux et grossier. Même au commencement du XIX^e siècle, en 1805, le pape Pie VII accorda aux gens de Merate, bourg du Milanais, un bref d'excommunication contre les sauterelles qui dévastaient leurs champs; et parmi les drôleries contenues dans ce bref, on donne comme probable l'opinion des théologiens scolastiques qui regardent les insectes nuisibles comme habités par des esprits infernaux. Dites encore que le pape n'est pas infallible!

La cupidité induisait les tribunaux cléricaux à commettre des abus non moins blâmables. « Les auditeurs des nonces, » dit Sarpi, dans un autre écrit, accordent toute espèce de citation et monitoire contre ecclésiastiques et laïques, pour « quel grief que ce soit, sans aucun égard ni à la juridiction « des ordinaires ni du prince. Ils le font pour accroître les « profits de leur charge en chancellerie, avec mille dés- « ordres et indignités. Le nonce lui-même en a la conviction, « et a déjà mis à la porte deux auditeurs pour semblables « péchés. »

« L'auditeur de la Chambre exerce un office des plus importants de la cour romaine; il est juge et exécuteur de toutes « les obligations camérales et bulles pontificales. Toutefois, « si ce tribunal lance une citation ou monitoire à exécuter « dans l'état ecclésiastique, il est nécessaire de la présenter « d'abord au légat ou vice-légat, qui la rend obligatoire. « Autrement, aucun officier public ne peut l'intimer. »

Singulière contradiction ! Le pape accorde aux gouverneurs

de ses provinces le droit de ne pas exécuter ceux de ses décrets qui ne leur plaisent point, et prétend soumettre les peuples étrangers à l'obéissance de ces mêmes décrets ! Fra Paolo, citant ces exemples et les lois répressives des autres nations, faisait observer au Sénat qu'on n'était jamais assez attentif à se garer des trames de la cour de Rome et de ses nonces. Il conseilla d'enlever aux secrétaires du Sénat l'*exequatur* des rescrits romains, et d'en charger le collège, particulièrement le sage de semaine (le président du ministère) et de n'en laisser passer aucun avant d'y avoir consacré un examen attentif ; et si les secrétaires montraient quelque complaisance, les punir d'un châtiment irrémissible.

Cette mesure en produisit une autre non moins importante. A Venise, c'était un antique usage de suspendre les rescrits émanés de Rome, et qui heurtaient les droits de l'État ou l'intérêt national. Mais en cela on ne suivait pas de système fixe. L'exécution ou la suspension, surtout des rescrits qui touchaient à des intérêts de mince importance, était abandonnée à des magistrats séculiers, ou même à un secrétaire, comme nous venons de le voir ; le consulteur proposa la nomination d'un théologien canoniste, spécialement chargé de cette fonction. La suprématie du pouvoir civil étant ainsi établie en droit et en fait, ce fut un nouveau frein aux empiètements de la cour ; et dans la suite, ce frein ayant été serré plus durement, le nom de l'inventeur n'en devint que plus odieux à la curie. L'idée parut bonne ; l'emploi fut confié d'abord à Sarpi lui-même, et à sa mort continué dans un consulteur nommé le théologien pour la révision des bulles.

1622. En 1576, le pape Grégoire XIII avait fondé à Rome le collège des Grecs, avec une église de rite grec, et office en langue grecque ; mais les élèves recevaient une éducation romaine. L'année suivante, par un accord avec le Sénat, il y appliqua les revenus de l'évêché de Ghisamo en Candie, à

condition que l'on y reçût des Grecs sujets de la république, en nombre déterminé, et au choix du gouvernement. Quoique les revenus de Ghisamo fussent cédés pour quinze ans seulement, le Sénat, ce terme expiré, laissa continuer la recette et négligea même de désigner les élèves, abandonnant le choix au caprice des Romains. D'abord aux mains des jésuites, la direction du collège, passa ensuite aux dominicains jusqu'en 1622, que le pape voulut la rendre aux enfants d'Ignaee, disant que dans l'éducation ils étaient sans pairs. Cette nouveauté réveilla l'attention de la république, qui s'y opposa. De là correspondance entre les deux États, et négociations entre le nonce et le Sénat, entre l'ambassadeur de Saint-Marc et le pape. Le consultant, interpellé par le Sénat, fit remarquer que cette innovation cachait un artifice, et combien il était dangereux de laisser élever des Grecs, fils d'un peuple ignorant, dans les maximes d'une société aussi hostile à la république. « Que personne, dit-il, n'égale les
« jésuites dans l'éducation, c'est une parole qui enveloppe une
« équivoque fort manifeste. L'éducation n'est pas chose absolue, qui ait des degrés de perfection, dont les révérends pères
« aient atteint le sommet. L'éducation est en rapport avec le
« gouvernement, bonne et utile pour l'un, fatale pour un autre,
« et selon le gouvernement elle doit varier. Celle qui est utile
« pour un État guerrier, qui se maintient et grandit par la
« violence, est pernicieuse pour un État pacifique qui se conserve par l'observation des lois.

« L'éducation des jésuites, telle qu'ils l'ont tracée dans
« leurs constitutions et qu'ils la pratiquent, tend à éteindre
« chez leurs élèves le sentiment du devoir envers la famille,
« la patrie et le prince, à concentrer sur les pères spirituels
« toutes leurs affections, à ne tenir compte que de leurs
« paroles et de leurs moindres signes.

« Cette éducation est bonne pour la grandeur des prêtres

« et des princes dont les clercs veulent bien tolérer l'autorité ;
 « en cela, il est très vrai que les jésuites n'ont pas d'égal.
 « Mais autant elle est bonne dans ces conditions, autant elle
 « est déplorable pour un gouvernement dont le but est la
 « liberté et la vertu, et qui n'obtient point la soumission
 « des prêtres. Des écoles jésuitiques il n'est jamais sorti un
 « fils obéissant au père, affectionné à la patrie, dévoué au
 « prince. La cause en est que les jésuites ne veillent qu'à
 « détacher de l'amour naturel et du respect pour la famille
 « et l'État ; tandis que dans les républiques libres, il n'y a
 « pas de doctrine meilleure que l'Évangile, qui donne la pré-
 « prépondérance à l'autorité paternelle, et la doctrine de
 « Saint-Paul : que Dieu commande l'obéissance envers le
 « prince, non par crainte, mais par conscience. Et comme
 « personne n'égale le jésuite dans le talent d'aliéner du père
 « et du prince, et qu'ils méritent, partant, les éloges et l'estime
 « de ceux qui veulent se grandir en marchant sur le corps
 « d'autrui ; de même, ceux qui, suivant la doctrine chrétienne,
 « estiment que le respect filial et le dévouement envers le
 « prince sont des devoirs, ne peuvent qu'abhorrer l'éducation
 « donnée par les bons pères.

« On ne saurait assez insister sur l'importance des pre-
 « mières notions. Chacun sait par expérience personnelle
 « qu'il agit d'après les principes de sa créance, et ces prin-
 « cipes il les a reçus de ses instituteurs. Une fois enracinés,
 « il est impossible de les arracher. Aussi, pour bouleverser
 « le gouvernement d'une famille ou d'une cité, rien n'a plus
 « de puissance qu'une éducation ennemie. » Il est donc bien
 vrai, conclut-il, que les jésuites n'ont pas de pareils dans
 l'éducation, mais non celle qui convient à un État libre ; et il
 propose de rejeter leur demande.

Abandonnons les matières cléricales, et abordons la poli-
 tique. La république s'était engagée dans les malheureuses

guerres qui, durant tant d'années, désolèrent les trois ligués grisonnes. La Valteline, leur sujette, s'était révoltée, et avait provoqué de sanglantes dissensions civiles. L'Autriche s'était emparée de la ligue grise, et voulait l'annexer à ses domaines. L'Espagne menaçait les deux autres. La France, pour d'autres motifs, fomentait les discordes; et Venise, qui avait besoin de l'alliance de ces populations belliqueuses, afin de tenir en bride l'Autriche et l'Espagne, protégeait leur indépendance jalouse. De là une complication d'intérêts et de cabales diplomatiques, dont finalement, comme toujours, ce fut l'innocent qui paya les frais. L'Autriche, au nom de ses droits antiques, élevait des prétentions sur les ligués; l'Espagne, sur la Valteline, jadis dépendant du duché de Milan; la France invoquait des droits de passage et de patronage, et le duc de Savoie aussi voulait entrer en jeu. Le pape, les prêtres, les moines, l'inquisition, l'archevêque de Milan se mettaient de la partie, et se signalaient par des atrocités. Ce malheureux pays, dont la pauvreté semblait garantir la sécurité, désolé par amis et ennemis, déchiré pour des motifs de religion et des ambitions qui se couvraient de ce masque, se trouva pendant de longues années travaillé par la guerre, et en danger de perdre sa liberté.

Le collège, afin d'avoir une connaissance entière des faits sur lesquels chacun fondait ses prétentions, afin de régler sa conduite, demanda à fra Paolo un rapport sur l'histoire de la Valteline, et l'état de la religion catholique en ce pays. Sarpi satisfait ce désir avec sa brièveté et sa précision accoutumée. Il nota l'origine des discordes, les vues de l'Espagne et de l'Autriche, la part qu'y prenaient la France et Venise, et l'utilité que la république pouvait attendre de l'amitié des Grisons. C'est un opuscule de quelques pages; mais il renferme dans les chapitres les plus intéressants les vicissitudes de ce pays.

L'année marchait vers son terme, quand le consultant reçut

une nouvelle visite, une visite illustre, celle du prince Condé. Ce prince, actif, léger, de beaucoup d'esprit et de savoir, partisan de l'Espagne, dévoué aux jésuites, ambassadeur de la couronne, exposé, après la paix conclue avec les huguenots, aux soupçons du palais, vu de mauvais œil par les ministres et les courtisans, demanda le congé de faire un voyage en Italie, sous le prétexte d'accomplir un vœu à la sainte maison de Lorette. En réalité, il ne voulait que s'éloigner d'une cour où sa dignité lui défendait de rester. Il fut à Venise au mois de novembre, et fit les plus vives instances pour voir fra Paolo, pendant que celui-ci mettait tous ses soins à éviter sa rencontre, tant à cause des rigueurs de la loi, que parce qu'il craignait que l'indiscrétion du prince ne voulût l'amener sur des sujets où il fût également difficile de parler et de se taire. Il savait que le prince avait été le premier à le signaler comme l'auteur de l'*Histoire du concile de Trente*. L'altesse, ne pouvant être introduite dans le couvent, le guettait dans l'église avec une telle persévérance, que le pauvre père était obligé de garder sa cellule toute la journée. Dans son impatience le prince dit qu'il était plus difficile d'aborder fra Paolo que le pape. Enfin, il obtint du gouvernement l'autorisation d'un entretien. Mais le père ne voulut pas que le couvent fût le lieu de l'entrevue; et l'on choisit la maison d'Ange Contarini, fraîchement revenu de l'ambassade de France, et où se trouvaient, sous prétexte de faire leur cour, plusieurs autres patriciens et secrétaires du sénat. Après les premiers compliments, Condé amena la conversation comme Sarpi l'avait prévu, sur les affaires du jour, mais qui touchaient aux intérêts religieux, avide de découvrir la pensée du consultant. Il parla des sectes nombreuses qui existaient alors, et spécialement des huguenots, qu'il condamnait comme pernicieux à l'État. Fra Paolo, sans entrer dans une discussion dogmatique, détourna la conversation, et la porta sur les anciennes guerres

des catholiques et huguenots, sur la part qu'y avaient prise l'aïeul et le père du prince, sous les drapeaux de la réforme; et il insinua que les opinions religieuses sont toujours innocentes quand elles ne couvrent pas des intentions politiques. Par là il touchait délicatement le prince, persécuteur des hétérodoxes, non par conviction, mais pour susciter des troubles, et se frayer la voie au trône.

Condé demanda son opinion sur la suprématie du concile, et sur les libertés de l'église gallicane. Sarpi, sans exprimer son opinion, se contenta de rappeler les doctrines de la Sorbonne et des parlements, qui soutiennent la supériorité du synode comme un principe incontestable, et les libertés gallicanes comme des droits naturels de toute église.

Condé en vint à demander s'il est permis de réclamer l'assistance armée des dissidents. Le père se borna à des exemples. Il montra que Jules II se servit des Turcs, alors qu'il craignait d'être pris par les Français à Bologne; que Paul IV, pour résister à l'Espagne, avait engagé les Grisons à Rome et, tout hérétiques qu'ils étaient, les appelait des anges envoyés de Dieu.

Ils parlèrent de l'excommunication des souverains; fra Paolo ne fit que reproduire la doctrine de ses écrits.

Enfin le prince employa de longs détours pour lui soutirer l'aveu qu'il connaissait l'auteur de l'*Histoire du concile*. Mais le père s'en tira par une défaite, c'est que Rome en connaissait l'auteur. J'ignore si Condé, qui poursuivit son voyage jusqu'à Rome, y aura eu sa curiosité satisfaite.

CHAPITRE XXX.

1622. « Il mourra ! La vengeance de Dieu plane sur l'impie
qui a osé toucher à la tiare de son saint vicaire. » Ainsi

disaient les papalins, aussitôt après l'interdit, comptant que fra Paolo, dont la santé était déjà délabrée, allait rencontrer une mort naturelle, ou non. Mais il survécut dix-sept ans encore; une invisible main le sauva de plus de vingt complots, et dans l'intervalle moururent ses cadets Baronius, Bovio, Bellarmin, Colonna, et presque tous les avocats de l'interdit. Le 28 janvier 1624, Paul V expira à son tour : ce qui fit dire à Sarpi assez plaisamment : Je puis mourir maintenant; on ne fera plus de ma mort un miracle.

A Paul succéda Grégoire XV. Le nouveau pape, quand l'ambassadeur vénitien vint le complimenter, lui dit que jamais il n'y aurait une paix franche entre le saint siège et la république, tant qu'elle emploierait fra Paolo; et il demanda qu'elle lui donnât son congé. Mais le Sénat répondit avec une fermeté si résolue, que le saint père n'en parla plus. Cela fit sentir au consultant que la cour n'avait pas oublié ses anciennes douleurs, ni ses désirs de vengeance; et, vieillard septuagénaire, infirme, s'estimant désormais inutile à la patrie, il forma le généreux dessein de s'éloigner, enfin d'enlever tout prétexte aux rancunes des prélats.

Aucuns veulent que fra Paolo, déjà depuis dix ans, nourrissait la pensée d'émigrer en Angleterre. Ils fondent cette conjecture sur ce paragraphe d'une lettre qu'il écrivit, le 8 juin 1612, à son ami Isaac Casaubon, qui abandonnant la France, avait été emmené dans cette ile par sir Henri Wotton : « Je suis content que tu jouisses de la bienveillance de
« ce roi sage qui, par un hasard peu commun, réunit les qua-
« lités du prince et du savant. C'est un monarque modèle; de
« longtemps les siècles n'ont présenté son égal. Je me croi-
« rais heureux si j'étais digne de son patronage, et tu ne
« pourrais faire rien de mieux que de lui recommander mon
« désir. » Cet éloge, dans les idées de fra Paolo, était sin-
cère, car Jacques était certainement de son époque le prince

le plus savant, et le seul qui opposât des principes constants aux prétentions de la cour romaine; encore que ces principes, le consultant ne les approuvât pas tous également.

Casaubon montra la lettre au roi, lequel fit écrire à Sarpi que, s'il voulait venir en Angleterre, il serait honorablement accueilli, et trouverait aisance et protection.

Ceci se passait, comme je l'ai dit, en 1612, alors justement que fra Paolo était en butte aux plus haineuses vexations de Rome soutenue par les Tuileries, aux plus sournaises intrigues du nonce; alors que l'énergie des patriciens tiédissait chaque jour, et qu'on interceptait plusieurs de ses lettres. Il n'y a donc pas trop d'in vraisemblance à croire que, suivant les conseils de ses amis, il pensait à se ménager un asile sûr, au cas qu'il en eût besoin.

Mais cette pensée, si elle entra dans son esprit, ne s'y fixa point. Toute cette hypothèse n'a d'autre base que les lignes que nous venons de transcrire, et je suis disposé à n'y voir rien qu'une politesse pour le roi, sans envie d'aller jusqu'à l'acte; surtout si l'on considère qu'à l'époque où ces lignes furent écrites, non seulement l'existence de fra Paolo était assurée et honorée, mais le gouvernement sentait le besoin de sa présence. Ajoutez que Sarpi répugna toujours à chercher un refuge dans un pays protestant. Il comprenait qu'une démarche aussi imprudente nuirait à sa réputation, jeterait du doute sur l'orthodoxie immaculée dont il se prévalait et sur laquelle ses ennemis versaient des soupçons. Réellement Jacques I^{er}, qui mourut seulement en 1625, régnait encore quand fra Paolo, dans sa vieillesse, songeait sérieusement à s'expatrier; mais il était attiré vers de tout autres climats.

Dès sa tendre jeunesse, les voyages avaient toujours eu pour lui un attrait singulier. Encore qu'il eût vu presque toute l'Italie, sa passion n'était pas satisfaite, et il la trompait en écoutant les récits des voyageurs, et la description des pays

lointains. Actuellement septuagénaire, chargé d'infirmités, ami du repos, harcelé par les inimitiés romaines, il lui prit envie de contenter ses désirs, et songeait à visiter, pèlerin pénitent, la Terre-Sainte, et à s'enfermer ensuite dans un monastère du Levant. Mais qui croirait que ce dessein, innocent folie d'un vieillard qui caresse les rêves de sa jeunesse, rencontrait encore la calomnie? Un jésuite imprima que fra Paolo, désespérant de remuer l'Italie par des nouveautés religieuses, avait résolu de se transporter au Levant, afin de soulever contre l'autorité du pape les Grecs, et peut-être aussi les Turcs.

Tout amoureux de sa pensée, comme si son gouvernement, qui l'avait entouré et l'entourait de tant de soins, eût consenti à son émigration, il se mit à réaliser des économies, et accumula environ un millier de ducats, disant qu'il en avait besoin pour son voyage. Il prenait des renseignements sur les routes, les dépenses, les mœurs orientales, les coutumes, surtout des religieux chrétiens; mais il ne se confiait qu'à l'ami de son cœur, frère Fulgence. C'était assurément une chimère puérile, un de ces rêves de la seconde enfance, chez les hommes fatigués d'une vie d'action et de gloire. Cette chimère était aussi probablement entretenue par la publication involontaire de son *Histoire du Concile*, la crainte des conséquences, les exigences de Grégoire XV, les colères renaissantes de la cour; et quoique certain de la protection du gouvernement, il n'était pas sans ennemis à Venise. Le courage et l'assurance déclinaient avec le déclin de l'âge; ayant perdu nombre de ses protecteurs, de ses amis, il craignait que, les choses changeant avec les hommes, il ne fût un jour abandonné à la merci de la haine. C'étaient des craintes déraisonnables, mais naturelles à la vieillesse, toujours soupçonneuse, naturelles surtout à un homme qui avait beaucoup vu, et connaissait à fond l'humanité.

Deux événements mirent le comble à ses anxiétés : la fin tragique d'Antoine Foscarini, son ami, et le retour inopiné de Marc Antoine de Dominis. Foscarini sortait nuitamment, travesti, pour faire la cour à une dame logée près du palais d'Espagne. Il fut accusé au conseil des Dix d'entretenir des relations clandestines avec l'ambassadeur castillan. Arrêté, mis en jugement, et ne voulant pas soulever le voile de ses visites mystérieuses, il fut condamné à mort et pendu, le 21 avril 1622. Quelques mois plus tard, son innocence fut reconnue. Ce malheur, arrivé à une personne qui lui était fort chère, à un patricien aussi illustre, qui avait rendu d'importants services à la république, affligea profondément fra Paolo.

Vers le même temps, Dominis séduit par sa propre inconstance, par la vanité, par les cajoleries de l'ambassadeur d'Espagne à Londres, et par les lettres de ses amis qui l'engageaient à rentrer au giron, et lui faisaient espérer du nouveau pontife l'oubli du passé, un accueil gracieux et des honneurs, s'échappa de Londres, et vint à Rome. Il y trouva ce qu'il devait y trouver. Un accueil sévère du pape, des affronts chez les prélats, et la froideur chez ses amis. Il fut condamné à une rétractation publique, dont l'humiliation dépassait de beaucoup le scandale qu'il avait donné. La scène se passait le 14 novembre 1622, et ne lui servit de rien. Car, peu de temps après, comme il se plaignait qu'on manquât à toutes les promesses, il fut par ordre du *saint office*, arrêté et emprisonné au château Saint-Ange. Il y termina ses jours, le 9 septembre 1624, empoisonné, dit-on, par ses parents eux-mêmes ou ses amis, qui voulaient le soustraire à une mort plus ignominieuse. Le génie vindicatif des prêtres romains, qui ne pardonne pas, même aux morts, trois mois après, fit déterrer son cadavre. Porté dans l'église des dominicains, dite la Minerve, les inquisiteurs lui lurent son procès, et la sentence capitale. Il fut ensuite consumé sur le bûcher avec un mannequin qui

Dans la préoccupation de son pèlerinage
sait sensiblement. Ses vieilles infirmités ne
de trêve. La dysurie surtout le tourmentait
fréquentes, les maux de tête, des tremble-
les hémorroïdes, l'affaiblissement de la vi-
tions, se réunissaient pour abattre un cor-
samedi saint, 26 mars 1622, se trouvant
secrétairerie, il fut saisi d'un froid, dont
donna des inquiétudes. La voix devint
catarrhe, le premier qu'il eût eu, qui, accu-
dura plus de trois mois. Il n'interrompit
occupations accoutumées, il ne changea ri-
vivre; mais il sentait l'incessante déperditio-
y voyait un avertissement de sa fin prochain-
en sage.

Dans ses heures de loisir, il avait co-
d'écrire, d'entendre une lecture ou de dict-
Mais alors, sauf les devoirs de son emploi
les soins temporels et se livra tout entier à
dernière fin de l'homme. Il aimait à deme-
donner plus libre et plus recueilli à la dév-

plus nobles et les plus sincères du cœur. S'il venait à être surpris dans cette position, il trouvait aussitôt une défaite pour cacher sa piété.

Il passa ainsi les jours jusqu'au commencement de l'hiver. Alors le plus léger froid lui devint douloureux; il ne trouvait plus moyen de se réchauffer; les pieds et les mains étaient toujours comme des glaçons. Faute de chaleur naturelle, la digestion devint difficile. Inappétence, puis dégoût de tous les aliments. Bien qu'il eût conservé toutes ses dents, il mâchait avec peine. Déjà maigre, il devint défait et livide. Le teint s'assombrit. Les yeux, jadis si vifs, étaient sombres et creux; le dos se courba, la marche s'appesantit. C'était une fatigue de monter l'escalier, une fatigue de prendre ou quitter la gondole. Le court trajet de la Mercerie, souvent il ne pouvait le franchir, sans s'appuyer au bras d'un frère. Le sommeil rare et brisé, les songes fréquents, non fantasques, mais suivis comme dans la veille. Dégoût de tout, hors des mathématiques, qui l'occupaient même dans ses rêves; et à ce sujet il disait souvent : Que de nœuds et de filets j'ai tressés dans ma cervelle! Toute autre chose, même les nouvelles politiques, dont il fut toujours très friand, lui devint ennui ou indifférence. Observant en sa personne ces changements singuliers, il disait que c'était l'âme qui se dégageait tranquillement des liens et du commerce du corps. On lui conseillait de se relâcher de ses travaux pour le service public, et de se donner quelque vacance. Il répondit : Mon devoir est de servir et non de vivre, et, chacun meurt dans son métier.

Cette rapide décadence, cette descente continue vers la tombe, lui arrachait parfois l'aveu de son mal. Réellement le dépérissement se déclarait tous les jours davantage; mais il regardait la mort avec indifférence, avec gaieté, et il en parlait en plaisantant. Les papes meurent, disait-il, et un pauvre moine ne mourrait pas! On lui dit qu'à Rome on faisait grand

disait à ses familiers : Hâtons-nous, nous te
notre journée. Souvent il terminait ses orai
cette parole de l'Écriture : *Nunc dimittit*
Domine. Il attendait enfin la mort avec la co
science tranquille, et comme le prix d'une v
rieuse.

Le jour de Noël, frère Fulgence étant ve
solennel *ad multos annos, pater*, il lui répé
que c'était son dernier Noël. Il paraissait d

1625, 6 janvier. Le jour de l'Épiphanie.
Mais appelé au palais et ne voulant pas s
Au retour son état était fort empiré. Ce j
il ne put prendre aucune nourriture, go
la nuit; mais constant dans sa manière de
pas se confier au lit. Le dimanche (8 janvier
à l'ordinaire, célébra la messe, mangea au r
le diner, il se promena longtemps avec Loui
affectionné (le fils de Dominique Secchini
parlé), lequel s'apercevant qu'il allait mal,
coucher : ce qu'il fit à la façon accoutumée
caisse, roulé dans une couverture.

tions ordinaires. Le jour suivant (10 janvier), il prit médecine, mais sans effet; et encore que le mal empirât à vue d'œil, le mercredi (11 janvier) il voulut se lever, quitter sa cellule, prendre place au réfectoire. Mais il ne put traverser le corridor et les escaliers qu'en s'appuyant, et tout chancelant. Il continua à recevoir les visites, à conserver sa bonne humeur, à dire des badinages, à parler de tout sauf de son mal. Seulement à son vieux ami, Pierre Asselineau, il dit franchement que c'était sa dernière maladie.

12 janvier. Le jeudi au matin, il manda le père Amant Buonvicino, prieur du couvent, le pria de le recommander aux prières des religieux, et de lui porter l'eucharistie. Il lui remit tous les objets dont l'usage lui avait été abandonné, et la clef de l'armoire qui renfermait les mille ducats tenus en réserve pour le voyage du Levant. A une autre armoire, où étaient serrés les papiers appartenant à l'État, il ne permit pas que l'on touchât. Il se fit habiller, se confessa et passa le reste de la matinée à entendre frère Fulgence et frère Marc lui réciter les psaumes et la passion, de temps à autre interrompant la lecture par des réflexions pieuses. Enfin le prieur, suivi du cortège de tous les frères, au chant triste et monotone des litanies, lui porta le viatique, qu'il reçut sur son lit, assis, et avec une dévotion telle qu'il tira des larmes de tous les yeux.

13 janvier. Le vendredi, il essaya encore de se lever, mais si épuisé, qu'il lui fallut l'appui d'un bras pour passer à la chambre voisine. Rigide observateur des règles monastiques, il avait toujours jeûné le carême jusqu'à 69 ans; et jamais, ni pour maladie ni pour aucun accident, il ne prit des aliments défendus par l'église. Ce jour-là, il fallut la violence pour lui faire prendre un bouillon. Aussi s'étant tourné vers le cuisinier, il lui dit gaiement : Frère Côme, est-ce ainsi que vous traitez vos amis, leur gâtant le vendredi. Le soir venu, et mis

au lit, qu'il paraissait déjà moribond, on décida qu'il serait veillé par trois personnes au moins; mais il continua tranquillement à se servir lui-même, et l'on n'ouït pas une plainte sortir de sa bouche.

14 janvier. Le samedi, dernier jour de son existence, il ne put se lever. Il reçut la visite de plusieurs personnes de distinction, et montra la même gaieté et la même présence d'esprit. Aux frères qui l'entouraient et déploraient sa fin prochaine, il dit en riant : Je vous ai consolés tant que j'ai pu : ce serait à vous maintenant à entretenir ma gaieté. Frère Fulgence fut mandé au collège pour donner des nouvelles de Sarpi : — Il est à l'extrémité. — Et son esprit? — Comme en parfaite santé. Alors on lui confia trois demandes à reporter au malade, touchant une affaire de grande importance. Fra Paolo, deux heures avant la nuit, dicta les réponses, les expédia au collège; et le soir même elles furent lues au Sénat, qui prit une résolution conforme à l'avis du consultant. Il finissait comme le brave, sous les armes. Cette besogne terminée, il se fit lire la passion, dans l'évangile de saint Jean, répétant plusieurs fois avec emphase cette parole de saint Paul : *Quem proposuit Deus mediatorem per fidem in sanguine suo*. Il reçut le médecin, qui lui annonça qu'il n'avait plus à vivre que peu d'heures; et lui en souriant : Soit loué Dieu, dit-il, sa volonté est la mienne, avec son aide nous franchirons bien ce dernier pas. Le médecin lui proposa un cordial; mais fra Paolo l'interrompit en disant : Laissons cela, et à la place éclaircissez-moi deux doutes : le premier, que je suis certain, pleinement convaincu que tout ce que l'on me présente est bon, et je l'accepte comme tel; et sitôt qu'on me l'approche de la bouche, comme si en un instant ma cervelle était bouleversée, cela me paraît horrible, abominable. Le second... Il ne put achever, et perdit connaissance. Le médecin prescrivit de lui donner vers les huit heures (italiennes)

un peu de muscat. Vers les six, Sarpi se sentant la langue épaisse, demanda une petite spatule pour la râcler. Frère Marc chercha l'instrument à la place indiquée, et ne l'y trouvait pas. Elle y est, dit Sarpi, qui rangeait tout parfaitement ; regardez bien ; c'est un objet petit. En effet, l'objet fut trouvé. Il se ratissa la langue, puis continua à converser, à réciter des prières à voix basse, répétant souvent avec satisfaction : Allons, allons où Dieu nous appelle. Tombé ensuite dans une sorte d'engourdissement, il murmurait en lui-même, et l'on entendait seulement d'une voix claire : Allons à saint Marc, car il est tard ; j'ai beaucoup à faire. Il sortit bientôt de ce délire momentané, et entendant sonner les huit heures (en cette saison, elles correspondent à une heure du matin) il les compta une à une : Il est huit heures, dépêchez-vous, si vous voulez me donner la prescription du médecin. Le muscat lui fut présenté ; mais à peine l'eut-il approché des lèvres, qu'il ne put vaincre sa répugnance. Se sentant partir, il appela frère Fulgence, l'embrassa et lui dit : Allons, ne m'assistez pas à mon agonie ; vous n'y êtes pas obligé par devoir. Allez chercher le sommeil ; moi je vais à Dieu, d'où nous sommes venus. Son ami obéit, tout en larmes ; mais il revint bientôt avec les autres religieux, et avec le prieur, qui entouraient le lit du mourant, et à genoux entonnèrent les prières des morts. Sarpi les accompagnait à voix basse. Dans ce moment funèbre, où l'âme n'a plus de pensée que pour l'éternité, la patrie eut encore sa pensée, et ses dernières paroles furent : *Esto perpetua*. Ayant fait un effort, pour se poser les bras en croix, il fixa les yeux sur le crucifix, les referma, baissa la tête, et expira.

Il était environ trois heures du matin, 13 janvier 1622, suivant le calendrier vénitien (qui commençait l'année à mars) 1623, suivant le calendrier grégorien.

Ainsi s'éteignit une des plus grandes lumières de l'Italie et

Au matin, Jérôme Lando, sage de terre fern (l'intérieur), accompagné d'un secrétaire du sénat, vint sceller les papiers appartenant à l'homme, et les plus tard déposés aux archives. Ensuite, le couvrit aux curieux qui accouraient en foule contempler les restes d'un homme si renommé; et voyant le pauvre homme, entendant les tristes récits, les souvenirs de sa piété sincère, et cette vie si longue et si pénible, paisible, ils se demandaient comment sans verbe oisifs et repus pouvaient traiter d'impie hypocrisie un homme.

La mort de fra Paolo fut pour Rome une journée de deuil. Toutes les affaires furent suspendues. Le collège voulut avoir un rapport circonstancié sur les moments; et le sénat chargea ses ambassadeurs d'aller en avis, comme d'une perte publique, aux cours de Vienne, de France, Espagne, Angleterre, Milan, aux républiques de Suisse et de Hollande. Magnifiques funérailles. Outre les servites, qui avaient été ses confrères à Venise, le cercueil fut accompagné de plus de cent religieux, dominicains, franciscains, augustins, et d'un concours immense de peuple. Le gouvernement

décréta deux cents ducats pour un buste en marbre, à placer dans l'église des servites, avec une inscription convenable. Mais l'envie immortelle et une basse rancune mirent des entraves à l'accomplissement de ce devoir. Grégoire XV, étant mort au mois de juillet, fut remplacé par Urbain VIII, le Barberin qui avait dit en France que l'assassinat de fra Paolo vaudrait les grâces de Dieu. En changeant de condition, il n'avait pas changé d'opinion. Il fit savoir à la république qu'il regarderait comme un affront si l'on élevait un monument à l'hérétique Sarpi; et le sénat, ne voulant pas soutenir une querelle inutile, fit retirer le marbre de chez l'artiste (Jérôme Campana), sachant bien qu'il demeurerait un monument plus durable que, ni les malédictions des papes, ni la malignité d'écrivains vendus, ni le fanatisme des dévots ne pourrait détruire jamais. On lit encore la longue et honorable inscription, composée par Jean-Antoine Venier, patricien, qui devait être gravée en dessous du buste. Je la reproduis à la fin du livre.

Pour le dévouement qu'ils avaient montré envers le grand homme, le nonce se mit à tracasser les servites; mais le sénat, ayant mandé les supérieurs, déclara, par un décret public, prendre l'ordre sous sa protection immédiate. En reconnaissance des services de fra Paolo, il décida que dorénavant il prendrait chez les servites ses consultants théologiens, et il fut fidèle à cette règle jusqu'à la fin de la république. Fulgence Micanzio remplaça son maître.

Le nom de F. Fulgence est souvent revenu sous ma plume. Je dois au lecteur sur sa personne de plus amples renseignements. Il naquit à Venise en 1570, dix-huit ans après Sarpi; mais on le disait de Passerano, parce que ses parents en étaient originaires. Porté à Brescia dans son enfance, il étudia chez lesservites et en prit l'habit. Envoyé à Venise, en 1590, pour y poursuivre ses études, il connut Sarpi, qui, ayant

reconnu en lui une bonne nature, l'achemina sur la voie des sciences utiles, l'aidant de sa science, et lui indiquant les méthodes à suivre. En 1597, il passa à Mantoue, en 1600 à Rome, puis tout à coup à Bologne, professeur de théologie scolastique. Il revint à Rome en 1605, pour les affaires de l'ordre, et soutint avec honneur des thèses de théologie, au chapitre général du mois de mai. En 1606, Sarpi l'ayant rappelé de Bologne à Venise, il perdit sa petite bibliothèque et ses meubles, séquestrés par le gouvernement pontifical. Il fut un des sept théologiens qui signèrent le traité de l'interdit. Son livre contre le P. Bovio, en défense de Sarpi, lui valut, le 22 mars 1607, une pension annuelle de cent ducats, augmentée de cent autres, le 25 avril suivant, et de deux cents, le 15 janvier 1609. Il fut l'intime confident et l'inséparable ami de fra Paolo pendant plus de trente ans, et il en rappela toujours le nom avec tendresse. Il en esquissa aussi une biographie, et lui succéda dans l'office de théologien consultant et de réviseur des bulles de Rome : ce qui grossit encore son traitement. Il fut ami de Galilée, en correspondance avec les hommes les plus savants de son époque, dont il mérita l'estime par son savoir. Grand comme théologien, politique et jurisconsulte, profond dans les mathématiques et la physique, il était en renom parmi les premiers prédicateurs de son âge. Cela ne le mit pas à l'abri des persécutions. Urbain VIII essaya de l'attirer à Rome par l'appât des honneurs. Le but réel était de le faire pendre. Le servite ne s'y laissa point prendre, comme son homonyme franciscain. Alors le très saint père le dénonça à la république comme un moine scandaleux, concubinaire public, qui avait une nombreuse famille de bâtards et bâtarde, chose manifeste, disait le pape, au monde entier. Mais de semblables accusations, toujours mises en avant sans preuves, sont, dans la bouche des prêtres, si habituelles qu'elles peuvent passer pour une formalité. Il est

certain qu'à Venise Fulgence jouit constamment de l'estime de tous les honnêtes gens, de l'entière confiance du gouvernement, qui ne tint compte de la catilinaire du pape. Un reproche qui semble moins fondé, c'est qu'il ne se souciait guère de rivaliser de désintéressement avec son ami, son maître. Il se montrait même trop attaché à l'argent, vice ordinaire aux religieux, aigris par le vœu de pauvreté. Mais il faut avertir que cette économie, qu'il ne poussa jamais jusqu'à l'avarice, se bornait à amasser un pécule de ses gains honnêtes, et ne l'amena jamais à trahir son devoir, toujours fidèle et incorruptible. Il mourut à Venise, le 7 février 1634, âgé de quatre-vingt-trois ans. Il eut de magnifiques funérailles, et une pierre sur sa tombe, où le graveur fit ressortir toutes les allusions à son nom, le *sol fulgens*, et le *sidus micans*. Outre les œuvres indiquées, nous avons de lui différentes lettres imprimées, grand nombre d'inédites, la plupart sur des sujets scientifiques, et deux volumes de rapports demeurés manuscrits.

Revenons à Sarpi : il avait été enterré dans l'église de Sainte-Marie des servites ; mais les dévots, frustrés du plaisir de le rôtiir vivant, voulurent au moins se donner la satisfaction de l'étendre sur le gril après sa mort. Ils renouvelèrent plusieurs fois la tentative de dérober le cadavre. Les servites furent obligés de le cacher derrière l'autel de Notre-Dame de Pitié. En 1722, quand on restaura l'autel, on retrouva sa dépouille, et le peuple accourut en foule vénérer les restes d'un homme, hérétique à Rome, un saint à Venise. Enfermés dans une caisse décente, avec une inscription sur parchemin, ils furent rendus à leur gîte. Vingt ans après, l'autel, qui était de bois, fut reconstruit en pierre ; alors ils furent levés de nouveau, de nouveau replacés, avec une nouvelle inscription, sur une lame de plomb.

Quand un peuple cesse d'honorer les morts, soyez sûr qu'il a perdu sa vertu. Après 1740, pendant les dix-huit ans que

le saint siège fut occupé par Benoît XIV, la république plus rien à craindre de la cour de Rome, non que le moins pape que ses devanciers, mais parce qu'il est son siècle, et fut le premier, probablement le dernier, osé l'éloge des écrits de fra Paolo, et en ait conseillé l'impression comme Ganganelli conseillait à un jeune disciple l'écrit de Giannone. Mais les Vénitiens, indifférents à la mémoire d'un homme qui avait jeté sur la patrie un lustre si brillant, le nom seul eût fait l'orgueil d'une nation, ne se souvenant plus de ses reliques. Grosley, qui visita Venise, et demeura stupéfait de ne trouver épitaphe ni rien que la tombe de fra Paolo.

Ses cendres demeurèrent ignorées, et je dirai presque oubliées, jusqu'en 1828. Depuis dix-huit ans, comme dans toutes les autres maisons religieuses, les servites avaient été supprimées, et leur église appliquée à un usage profane. Enfin l'autel de Notre-Dame de Pitié était livré au marteau du démolisseur, les ossements de fra Paolo furent levés et déposés dans la bibliothèque de Saint-Marc. Le 1^{er} mai, ils furent transférés dans l'église de Saint-Maurizio à Murano, et là déposés dans une caisse de pierre d'Isère sur le pavé de la grande nef; une table de marbre blanche gravée l'inscription suivante d'Emmanuel Cicognara

OSSA
PAULI SARPI
THEOL. REIP. VENETAE
EX AEDE SERVORVM
HVC TRANSLATA
A. MDCCCXXVIII
DECRETO PVBLICO

A cette occasion, le professeur Gaétan Ruggeri vint

si le crâne présentait encore quelques traces de la blessure de 1607. Voici les observations qui résultèrent de cet examen :

« Dans l'os pariétal dextre, tout proche de la section qui
« l'unit à l'os de la tempe, on voit une fossette formant un
« triangle irrégulier, de la largeur d'un lupin, et profonde un
« peu plus qu'une marque de variole. Elle est pleine d'une
« substance très dure, plus luisante que le reste, et ne pré-
« sente pas une texture fibreuse ni lamelleuse. On en doit
« inférer que la fossette est la cicatrice du coup de stylet ; et
« la substance dont elle est remplie n'est que le dépôt de la
« matière coagulative dont la nature compensait la perte de
« l'os. A ce voisinage de la blessure, l'os de la tempe a dû de
« voir comprimer son bord squammeux, de façon qu'il en fut
« crevassé dans une direction perpendiculaire ; et il y a une
« solution de continuité longue de sept lignes. Cette solution
« n'a pu être agglutinée à cause de la minceur de cet os. C'est
« une nouvelle preuve du coup de poignard ; et cette preuve
« est corroborée de ce que la partie squammeuse contiguë a
« souffert de l'inflammation, et pris plus d'épaisseur qu'au
« temporal gauche. Cette inflammation fut l'effet du mal, et
« peut-être aussi des emplâtres irritants et des thériacales
« employés par les médecins qui accoururent en foule au lit
« du blessé, comme les abeilles d'Homère à la coupe de
« lait. »

Je ne pourrais en bonne règle clore la biographie d'un religieux célèbre, sans parler de miracles. Un miracle est toujours une belle chose ; c'est la pierre de touche à laquelle on reconnaît les saints de bon aloi.

Les miracles de fra Paolo ne sont point ceux de François-Xavier, qui traversa la mer sur son manteau, ou de saint Antoine, qui en quelques minutes passa de Lisbonne à Padoue ; de saint Siméon stylite qui fit goûter les joies de la maternité à une femme affligée d'un mari impuissant ; ou des *regards*

amoureux de la madone de Lorette, qui, en 1796, prodige inouï, s'ouvrirent à la vue de quatre-vingt mille hommes, comme l'affirme l'abbé Albertini, et du général Bonaparte, qui ne s'en aperçut pas. Ces prodiges sont réservés aux saints d'un ordre supérieur; mais enfin fra Paolo a les siens aussi, et il est bon de les rapporter.

Ses ossements ayant été, comme je l'ai dit, découverts en 1722, le peuple accourut, et rompit les barrières qui défendaient l'approche de l'autel. Celui-ci avec son mouchoir, celui-là avec ses gants, l'autre avec les bords de son habit, tous voulaient les toucher, et en emporter un souvenir. Je pense que les moines n'auront pas été paresseux à mettre en évidence le bassin des offrandes. Le fait est qu'en une minute, le bruit de miracles se répandit. Tel disait avoir reçu la grâce, tel, l'avoir vu recevoir. Entre autres, une petite donzelle se vanta publiquement d'avoir été guérie d'une atrophie incurable à la main. Son confesseur attestait la cure; elle-même la consigna dans une lettre déposée *ad perpetuam rei memoriam* aux archives du couvent; et à l'autel fut appendu le tableau *per grazia ricevuta*. Le gouvernement s'amusait de ces innocentes superstitions; peut-être pensait-il qu'autant vaut croire aux miracles de l'un que des autres. Mais le nonce, calculant le cruel embarras où serait jetée la sacrée congrégation des rites, fit circuler ses émissaires pour discréditer saint fra Paolo; il fit enlever furtivement le tableau commémoratif, et employa tous les artifices imaginables pour tirer des mains du vicaire patriarcal la lettre qui attestait les miracles. Mais, à son grand dépit, et en dépit de la cour de Rome, les miracles obtinrent créance, et furent recommandés à la postérité par une inscription. Le P. Bergantini a eu raison de dire que, s'il s'était agi d'un autre saint ou demi-saint, c'était assez pour le canoniser, ou du moins béatifier. Par exemple, en 1824, on canonisa un saint Julien; et la preuve de sa sain-

teté consistait dans le fait suivant, raconté par le *Diario di Roma*. Un vendredi, Julien entra dans la maison d'un gourmand, qui mangeait des alouettes. Le saint lui joua le mauvais tour de les ressusciter, et le plat s'envola par la fenêtre. S'il faut croire à de pareils miracles, aux miracles plus bizarres encore de sainte Philomène, vierge et martyre, que les jésuites viennent d'inventer, je ne sais pas pourquoi on ferait des difficultés contre ceux de fra Paolo. Peut-être ne sont-ils pas assez ridicules.



APPENDICE BIBLIOGRAPHIQUE

SECTION PREMIÈRE

(Ouvrages imprimés)

I. Sous le titre *Opere varie* parurent plusieurs éditions des petits écrits de fra Paolo, plus ou moins imparfaites, et très incorrectes, avec faux nom de lieu et d'imprimeur. La plus belle est celle de Vérone, avec l'indication de Helmstadt, 1730, 2 vol. in-fol., précédée de la vie de l'auteur par F. Fulgence.

L'édition la plus complète des œuvres de fra Paolo est celle en 8 vol. in-4°, 1761-1768, avec l'indication de Helmstadt, par Jacques Muller, en réalité, par Marc Moroni, à Vérone. Les deux premiers livres contiennent l'*Histoire du Concile de Trente*, précédée des mémoires sur Paolo Sarpi, du docteur François Grisellini. Les six autres volumes contiennent les œuvres diverses rassemblées confusément. En général, cette édition pêche par l'exécution typographique et la correction. Par exemple, tome I, fol. 8, on a mis *immodestamente* pour *modestamente*; fol. 22, *sufficiente* pour

insuffisante; un peu plus loin, une lacune de trois lignes, et ainsi de suite.

Cette collection fut réimprimée à Naples par les soins de l'abbé Selvaggi, 24 vol. in-8°, 1789-1790.

Les six premiers volumes contiennent l'*Histoire du Concile*, précédée de la dédicace de Dominis, de la dédicace et préface de Le Courayer. Le septième et le huitième donnent les notes de Le Courayer. Selvaggi avait promis d'y joindre les siennes, mais il n'a pas tenu sa promesse. Cela n'en vaut que mieux, car il n'avait ni style, ni capacité. Les seize autres volumes renferment les œuvres diverses, un peu moins désordonnées que dans le précédent recueil; mais ici encore l'impression est fort mauvaise et très fautive. Selvaggi a même eu la témérité de corriger à sa guise le langage de Sarpi, de façon à défigurer l'*Histoire du Concile*.

Quand cette édition fut entreprise, Naples marchait fièrement dans la voie des réformes ecclésiastiques. De là des brouilleries avec la cour de Rome, qui ne laissa pas de se plaindre d'une réimpression aussi hardie, que l'on menaçait de faire suivre des monuments relatifs à l'*Histoire du Concile*, publiés quelques années auparavant à Louvain. La censure de Naples, pour sauver au moins les apparences, fit imprimer les notes de Le Courayer d'une façon presque clandestine, et changer le frontispice de l'histoire tridentine. Le premier volume porte visiblement Napoli, MDCCCLXXX, *nella regia stamperia del real seminario di educazione, con licenza de' superiori*. Dans les volumes suivants, le nom du lieu et de l'imprimeur disparurent: il ne subsista que l'année, et, dans plusieurs, la formule *con licenza de' superiori*.

En 1791, en face de la révolution française, le roi de Naples se réconcilia avec le pape. Ses principes libéraux subirent une métamorphose complète. La réimpression de Leplat fut défendue, et le débit du Sarpi suspendu. Beaucoup d'exemplaires furent retirés par les papistes les plus zélés. Mais comme c'est la coutume de l'église de Rome de dresser autel contre autel, à la nouvelle et jusques-là unique édition publiée en Italie de l'*Histoire du Concile*, l'ex-jésuite François Antoine Zaccaria, connu alors par une mauvaise histoire littéraire d'Italie, opposa une nouvelle et belle édition de l'œuvre de Pallavicino, commencée à Faenza en 1792, terminée en 1797, 6 vol. in-4°. Mais elle eut peu de vogue, et le fonds encombre les greniers des libraires.

Voici, par ordre, les autres éditions en langue italienne de l'*Histoire du Concile* :

1. Celle de Londres, dont j'ai parlé au chapitre xxix, chez John Bill, imprimeur du roi, 1619, in-fol.

2. 2^e édition, revue et corrigée par l'auteur, ainsi que le porte le frontispice, 1629, in-4°. Sans nom de lieu ni d'imprimeur, mais à Genève, et d'Aubert, croit-on.

Il est peu probable que l'auteur, mort depuis plusieurs années, ait revu et corrigé cette édition. Je n'en ferai pas honneur non plus à F. Fulgence. Il est plus probable que les variantes dans l'élocution et les noms propres doivent être attribuées à Diodati, qui provoqua cette réimpression.

3. 3^e édition, 1636, in-4°.

L'abbé Zaecaria, qui l'a examinée et confrontée avec les précédentes, n'y a vu de changement que dans le frontispice. D'autres y reconnaissent des différences.

4. Autre, in-4°, de 1660, que j'ai vue dans des catalogues de libraires.

Un prêtre m'a parlé d'une édition d'Amsterdam qu'il possède, mais il ne se rappelait point l'année. Serait-ce celle-ci ?

5. Autre, avec les notes de Le Courayer, Londres (Genève, croit-on) aux frais des frères de Tournes, 1737, 2 vol. in-4°.

Quoique non sans erreurs, c'est une assez belle édition, exécutée sur la première de Londres.

6. La réimpression de Moroni, déjà mentionnée.

7. La réimpression de Naples, déjà mentionnée.

8. Une autre de Mendrisio (canton du Tessin) en 7 vol. petit in-8°, 1835-1836, avec des notes extraites de Le Courayer, et d'autres de l'éditeur.

Cette réimpression, à laquelle j'ai eu une grande part, n'a pas réussi suivant mes désirs, vu l'ignorance de l'imprimeur, et l'anarchie qui

régnait dans son atelier. C'est pourtant l'une des moins incorrectes, et la plus commode.

Cette fois encore la cour renouvela la manœuvre que j'ai signalée, en parlant de la réimpression de Naples. Don Charles Romano, nommé évêque de Côme, à l'heure que saint Pierre dormait sur la terrasse, et voyait en rêve les bêtes descendre du ciel, remua moutons et mers pour empêcher la réimpression de Sarpi, qui devait sortir de la typographie helvétique à Capolago, et il réussit. L'entreprise s'étant transférée à Merdrisio, l'évêque renouvela ses efforts; mais cette fois ils furent impuissants. Alors il fit publier dans la même localité l'histoire de Pallavicino, et contraignit les prêtres de son diocèse à l'acheter, persécutant ceux qui préféraient Sarpi, quoique Monsignor, pour se maintenir impartial, n'eût jamais ouvert l'une ni l'autre. C'est un prélat qui sait faire bon usage de sa mense; mais il n'a qu'une bibliothèque de poche.

L'Histoire du Concile fut traduite en latin, et imprimée à Londres (*Augustae Trinobantum*) in-fol., 1620; puis réimprimée à Francfort, en 1621; à Genève, à Leyde, en 1622; à Gorichem, en 1638; à Amsterdam, en 1694; à Leipsig, en 1699.

Elle fut traduite en français par le célèbre Diodati, imprimée à Genève, en 1621, en 1633; réimprimée à Troyes, en 1633.

Amelot de la Houssaie, sous l'anagramme de Lamothe de Jousseval, en donna une autre traduction. Il y ajouta des notes. Imprimée pour la première fois à Paris, sous la rubrique d'Amsterdam, 1683; puis quatre fois à Amsterdam, 1686, 1693, 1699, 1703, toujours in-4°.

Enfin, elle fut traduite par Le Courayer, enrichie de notes pleines de critique et de science, qui firent grand fracas.

Les théologiens les jugèrent plus libres que le texte, et elles le sont. L'auteur des annotations à la *défense du clergé gallican*, de Bossuet, en dit : « L'auteur a de nombreux défauts. Il serait nécessaire d'en rébuter les erreurs théologiques et historiques, non superficiellement, comme d'autres l'ont fait, mais les relevant une à une avec profondeur. Car Le Courayer n'est pas un auteur à dédaigner, étant savant et éloquent. Partant, il faut se garder de se mesurer à lui sans être bien pourvu de science et bien exercé dans la critique. » — Il faut croire que l'entreprise a paru fort ardue, attendu que personne jusqu'ici ne s'y est hasardé. Ceux qui l'ont tentée l'ont pitié.

La version de Le Courayer a été imprimée la première fois à Londres, en 1736, 2 vol. in-fol., chef-d'œuvre d'élégance typographique, au jugement de ceux qui l'ont vue. Réimprimée la même année à Amsterdam, 2 vol. in-4°; à Bâle, en 1738, et à Paris, sous la rubrique d'Amsterdam, en 1741, 3 vol. in-4°.

Les notes avec les autres additions de Le Courayer, c'est à dire la vie de fra Paolo, la dédicace à la reine d'Angleterre, le discours préliminaire, et le discours sur l'acceptation du concile, traduites aussi en italien, ont orné ensuite l'édition de Londres (Genève), 1757.

Traduite en anglais par Nathanael Brent, ami de Sarpi, et imprimée à Londres en 1629, in-4°. Réimprimée en 1640, in-fol.

Traduite en allemand par un anonyme, imprimée en 1620, in-4°. Frédéric Rambach en donna une meilleure version, Halle, 1761, in-4°, avec les notes de Le Courayer et une préface.

Il y eut donc de cette histoire sept ou huit éditions en langue italienne; des traductions dans les quatre principaux idiomes de l'Europe, par huit traducteurs. En latin, elle fut imprimée sept fois au plus; en français, treize fois; dix en anglais et deux en allemand. Plus de trente éditions en deux siècles. Fortune rare pour une histoire ecclésiastique.

II. Revenant aux éditions susmentionnées des œuvres de fra Paolo, celle de Vérone, en 8 vol. in-4°, et celle de Naples, en 24 vol. in-8°, elles pourraient être réduites de moitié, si l'on en retranchait tout ce qui n'appartient pas à Sarpi.

1. *Consolazione della mente*, etc. V. section 4, n° 2.
2. *Risposta data da fra Paolo à Paolo V.* Ib., n° 3.
3. *Dominio del mare Adriatico, e sue ragioni pel jus belli*, etc. Ib., n° 4.

4. *Allegazione ovvero consiglio in jure di Cl. Cornelio Frangipane J.-C. per la vittoria navale contra Federico I,*

imperatore, ed atto di papa Alessandro III, proposto da Cirillo Michele per il dominio della serenissima repubblica di Venezia, sopra il golfo contro alcunescritture dei Napoletani.

C'est l'ouvrage de Frangipane.

5. *Il principe di fra Paolo, ossia istruzione ai principi circa la politica dei PP. gesuiti.*

C'est un ouvrage assez vigoureux de F. Fulgence. Un anonyme y a joint des notes où le texte est noyé, et pleines d'invectives contre les jésuites.

6. *Confermazione delle considerazioni del P. M. Paolo di Venezia contra il P. M. Gian Antonio Bovio, carmelitano, di M. Fulgenzio, bresciano, servita, ove si dimostra copiosamente qual sia la vera libertà ecclesiastica et la potestà data da Dio ai principi.*

Quoique Sarpi y ait beaucoup contribué, surtout pour ce qui regarde l'érudition et la critique, c'est pourtant l'œuvre de F. Fulgence, comme G. Leoni est l'auteur du *Ragionamento sopra la potestà ecclesiastica*, encore que Sarpi en ait fourni les matériaux. C'est d'ailleurs une œuvre fort ennuyeuse et sans intérêt pour notre âge. La lecture n'en serait bonne tout au plus que pour ceux qui voudraient voir combien mal raisonnent les avocats de la cour.

7. *Vita di Paolo Sarpi.*

Cet opuscule de F. Fulgence pouvait passer dans l'édition de Naples; mais il est tout à fait superflu dans celle de Vérone, qui publia dans le tome premier les *Memorie aneddoti* de Grisellini, que Selvaggi avait négligés.

8. *Compendio dell' Interdetto.*

Mauvais abrégé, par un anonyme, de l'*Histoire de l'Interdit*, de fra Paolo.

9. *De jure asylosum.*

C'est la traduction latine, faite par Frickelburg, du *Traité sur l'Immunité des églises*, par fra Paolo.

10. *Index librorum prohibitorum cum regulis confectis per patres tridentina synodo delectos.*

Instructio de impressione librorum.

Instructio de prohibitione librorum.

Tout cela, comme on voit, n'a rien de commun avec Sarpi.

11. *Lettera di Enrico IV, re di Francia, al suo ambasciatore.*

Lettera del cardinale di Perron al re cristianissimo.

Estratto di un capo di lettera scritta da un senatore al sign. Pietro Priuli.

Lettera del P. Possevino al P. Capello.

Risposta del P. Capello al P. Possevino.

Joannis Marsilii neapolitani votum pro serenissima republica Veneta.

Risposta di Giov. Marsilio alla inquisizione di Roma (en latin).

La stessa di fra Fulgenzio francescano (en latin).

Consultatio parisii cujusdam de controversia inter sanctitatem Pauli V et serenissimam rempublicam venetam (de Jacques Leschassier).

Ces opuscules peuvent être à leur place dans un recueil de documents relatifs à l'interdit; mais ils sont tout à fait indépendants des œuvres de fra Paolo.

Outre ces pièces, qui se trouvent tant dans la collection véronaise que dans celle de Naples, à cette dernière Selvaggi ajouta les trois dissertations suivantes de son cru, et la quatrième qui est du P. Bergantini.

1. *Digressione sulle censure.* Tom. V.

2. *Dimostrazione sul dominio del mare Adriatico, et sue ragioni a favore della monarchia di Sicilia.* Tom. VI.

Sans cette dissertation, la censure de Naples ne lui laissait pas publier le volume.

3. *Ragioni del principato sulla materia di stampa e distribuzione di libri.* Tom. VIII.

4. *Fra Paolo giustificato, dissertazione epistolare.* Giusto Nave. Tom. XVI.

Cet opusculé (V. sect. vi, n° 3) était peut-être nécessaire pour l'édition, mais l'éditeur a eu tort de se servir de la première édition, plutôt que la troisième, qui est beaucoup meilleure.

III. Les œuvres donc qui appartiennent réellement à Paolo, comprises dans ces deux collections, sont les suivantes que je disposerai, autant que possible, suivant l'ordre chronologique, afin qu'elles servent de complément à tout ce qui est dit dans la Biographie. Celles que je marque de deux * sont des compositions imparfaites, à peine des ébauches marquées d'une † sont d'un intérêt tout à fait local et temporaire.

1595 (mars). ** *Sommario in materia di stampa, e distribuzione di libri.* 16 feuilles sur le même sujet.

1606. *** *Due remedi ai fulmini di Roma.*

** *Ragioni per la superiorità del Concilio.*

C'est l'ébauche de la pièce suivante.

Consulto se la republica di Venezia possa e debba appellare al futuro concilio nella sua contraria con Roma.

Trattato e risoluzione sopra la validità delle scomuniche di Giovanni Gerson.

Apologia contro al Bellarmino.

Considerazioni sopra le censure.

Trattato dell' Interdetto.

Lettera ai cardinali inquisitori di Roma (en latin)

1607. ** *Scrittura sopra l'esame del patriarca.*

1608. *Storia dell' Interdetto.*

Consulte circa le istanze fatte da Roma, perchè dalla repubblica si desse luogo alla proibizione e soppressione de' libri stampati a di lei favore nella controversia.

**** Consulto se l'eccelso Consiglio de' Dieci debba esaminare i rei ecclesiastici coll' intervento del vicario patriarcale o no.**

C'est un mince travail, qui semble n'être qu'un brouillon.

**** Sopra la degradazione dei clerici.**

Minute qui ne laisse pas d'être curieuse. Mais le même sujet est traité avec plus de profondeur, dans l'*Histoire du Concile*, liv. iv, n° xviii.

1609. *Istoria dei benefici ecclesiastici.*

1610. **** Della immunità delle chiese**

Ebauche d'un sujet amplement développé dans le traité suivant, qui porte le même titre.

Della immunità delle chiese.

**** Scrittura sopra la proibizione de' libri.**

† *Scrittura sopra la proibizione de' libri, ed altri punti.*

Ce qu'il y a de mieux, ce sont les passages suivants :

« En publiant le *Concile de Trente*, Pie IV défendit de le commenter. Il députa une congrégation de cardinaux, ayant seuls la faculté de résoudre les difficultés et les doutes. Ce collège donna des règles pour presque tous les cas. Il en résulta qu'il y eut fort peu de causes, où il ne fût nécessaire de recourir à Rome, pour éclaircissements. Ce fut un beau surcroît d'affaires pour la cour. Mais si l'on avait publié un recueil de ces décisions, il aurait formé jurisprudence, et pour des cas déjà jugés, on pouvait se dispenser de recourir à Rome. Aussi la cour a-t-elle pris ses mesures afin d'empêcher cette publication désastreuse. Les avocats et les procureurs, pour leur instruction personnelle, gardaient copie des sentences. Plusieurs ont été imprimées, entre autres la collection de Prosper Farinaccio. Mais la cour la persécuta 1^o parce qu'ainsi l'on voit le style de la cour, 2^o parce qu'on connaît les jugements, et que cette connaissance arrête les recours. »

(Une troisième raison que Sarpi passe sous silence, c'est peut-être que

ces interprétations sont si ridicules, et la vénalité et le jésuitisme si évidents, que la publication ne fait pas grand honneur à la cour. C'est pourtant un recueil publié au quatrième volume des *Decisioni della ruota romana*, par Farinaccio, jurisconsulte célèbre et docteur de la robe, plus tard imprimées avec les canons du concile de Trente par le bénédictin Pietro Vizenzo de Marcilla, professeur de droit à l'université de Compostelle; puis par Jean Gallemart, juriste à Douai. Mais la cour de Rome en eut tellement honte qu'elle se refusa à les désavouer et les comprendre dans l'index. Cependant, soit Farinaccio et Gallemart, et surtout Farinaccio, ni par intérêt, ni par conscience, ne pouvaient être capables d'une imposture, l'authenticité de ces décisions est attestée par les examinateurs délégués du concile de Castille et par l'université de Douai, qui dépendait alors de la France, et par l'inquisition même qui, à plusieurs reprises, a persécuté Farinaccio. L'édition la plus ample est celle jointe aux canons du concile de Trente. Cologne, 1620, gros vol. in-8°).

« Ce fut un secret de la cour : embrasser tout et ne rien compromettre. A la fin, il demeure toujours quelque chose. Et, en cela, c'est l'usage des agents et de partisans, qui respectent les choses qu'il ne faut pas toucher, et il y a toujours quelque prince qui dresse les oreilles à tout autre moyen : il n'est pas bon de tout vouloir ; faut aller doucement. »

** 1612 (15 septembre). *Scrittura sopra le controversie dei Greci.*

** *Sommario di un consulto sopra una causa pendente tra due Greci di Candia.*

Contient quelques fragments de l'écrit prémentionné, rapporté par un maladresse, encore que le tout soit un des bons travaux de l'époque.

** *Scrittura sopra l'autorità dell' inquisizione contro gli eretici greci.*

** *Trattato circa le ragioni di Ceneda.*

1612 (16 septembre). † Deux *Scritture sul dominio del mare Adriatico.*

† *Scrittura nella quale si raccolgono le dispute fatte senza delle cause di Belgrado, Castelnuovo, Mara-*

di Lignano, Busso e Sant' Andrea e della navigazione del golfo nel convento di Friuli fatte da vicendevoli avvocati.

C'est un résumé des allégations *pro et contra* des jurisconsultes autrichiens et vénitiens sur la souveraineté de la mer Adriatique, et de quelques terres du littoral.

1613 (14 septembre). *Informazione che sia lecito a cattolici ricevere aiuti dagli eretici.*

† *Sopra le vertenze ferraresi colla corte de Roma.*

1613 (17 août). † *Discorso sopra le stampe.*

Il combat les prétentions de la cour romaine qui s'arrogeait, au moyen de l'inquisition, le droit de faire des lois répressives de l'imprimerie et de la librairie. Mais il ne s'agit que d'objets de circonstance ou de localité.

Discorso sull' inquisizione.

1613-1616. *Istoria degli Uscocchi.*

1616 (12 mars). † *Scrittura sopra le contribuzioni degli ecclesiastici alle pubbliche gravezze.*

(18 avril.) *Parere se nella parte che non possono essere alienati beni stabili a persone e luoghi ecclesiastici s'intende proibito anco il costituire, sopra gli stessi beni, livelli affrancabili da pagarsi agli ecclesiastici.*

C'est un court commentaire d'un article de la loi du 26 mars 1603, qui fut une des causes de l'interdit.

(28 mai.) † *Autre avis sur le même sujet.*

Il paraît que le commencement manque.

1617 (janvier). *Discorso sopra le contribuzioni dei clerici.*

Opuscule excellent, qui contient une histoire succincte des immunités réelle des clercs. Cette controverse avec la cour de Rome avait commencé en 1614. Le discours porte la date de janvier 1616, suivant le style des Vénitiens qui commençaient l'année au mois de mars.

1618. ** *Sommario di una scrittura contro alle de
del Clero ed alle contribuzioni ecclesiastiche.*

(12 juillet.) ** *Considerazione come si possa amplia
grazia del sommo pontefice di riscuoter la decima cleri*

C'est le sommaire ou l'ébauche d'un avis relatif au système de perception des tributs payés par les ecclésiastiques, dits le décime, et un avis de lui faire produire davantage, en donnant une signification plus large à la bulle sans avoir besoin d'en réclamer une autre.

(28 novembre.) *Parere sopra la congiura del duca
Ossuna.*

N'est point parmi les œuvres de Sarpi, mais est imprimé parmi les documents de l'*Histoire de la conjuration contre Venise*, par Léopold Ranke, à la fin de ma traduction de l'*Histoire de Venise*, par Daru. Tome I. Capolago.

1619. *Istoria del Concilio Tridentino.*

1620. † *Sopra una elezione di suddiacono della chiesa
di san Barnaba di Venezia, etc.*

Sopra l'ufficio di conservatore della Clementina in Venezia.

1621. † *Considerazioni sopra l'elezione di D. Ottavio
Salvioni alla pieve di san Giuliano di Venezia, il quale
stato riprovato dal patriarca ed aveva appellato al papa
apostolico.*

Sopra l'autorità della nunciatura per la licenza de' b

Grisellini tient que cet opuscule n'est pas de fra Paolo, attendu qu'il vise une loi du Sénat, du 10 janvier 1625, style vénitien, de 1626, vulgaire. Sandi cite aussi cette loi sous la date de 1625; mais je suis disposé à croire que cette date est fautive, ou que c'est un bachelier secrétaire qui la copia et la mit à son rang dans le Recueil des lois. À l'avis, ce doit être 1615 (1616). Ce qui m'induit à cette opinion, c'est : 1° le style laconique et jusqu'aux phrases et aux façons de dire sont de fra Paolo; 2° qu'on ne peut l'attribuer à F. Fulgence, qui avait un grand oratoire et plus travaillé; 3° que le sujet de la nunciature et de son autorité dans Venise fut traité du temps de fra Paolo, et justement entr

et 1622 ; et il me semble avoir une grande connexité avec l'affaire de Salvioni, et les deux traités qui suivent, tous deux de fra Paolo.

** *Sopra l'ufficio del teologo.*

** *Sopra l'ufficio del canonista.*

1622. *Scrittura sopra gli affari della Valtellina.*

(17 novembre.) *Sopra il collegio de' Greci in Roma.*

(14 décembre.) *Parere se le leggi della repubblica proibiscono ad un cardinale figliuolo del doge di poter ottenere e ricever beneficii ecclesiastici.*

LES ÉCRITS SUIVANTS N'ONT PAS DE DATE PROBABLE.

** *Sopra il giuramento dell inquisizione.*

L'inquisition obligeait les magistrats, les hôteliers, les libraires, à jurer, les uns de servir le *saint* office, dans l'extirpation de l'hérésie, les autres de ne vendre des aliments ni des livres défendus. Fra Paolo trouve que le serment est absurde, et en propose l'abolition.

** *Sopra le patenti dell' inquisitore.*

L'inquisiteur du *saint* office, dit fra Paolo, ne peut exercer sa charge qu'après avoir reçu une patente du gouvernement. Par suite, il doit être soumis au recteur de la province; il doit lui déférer en tout, et il en peut être arrêté dans l'exercice de ses fonctions.

** Deux autres écrits *Sopra l'officio dell' inquisizione* dont l'un semble un fragment de l'autre.

Dans le second s'est glissé un fragment qui n'a rien de commun avec les inquisiteurs, et regarde la tutelle et la surveillance que, en vertu de la loi divine et canonique, les gouvernements sont tenus d'exercer sur les églises, les monastères et les lieux saints, afin d'empêcher que les prêtres n'en fassent leur plaisir, et n'introduisent des abus.

Du reste, les quatre écrits sur l'inquisition ne sont que des brouillons et des sommaires d'un sujet développé dans le *Discorso sopra l'inquisizione*. Ce que j'y trouve de plus remarquable, c'est le passage suivant sur la sorcellerie :

« Il y a beaucoup de simplicité à croire que par des paroles et à distance l'on puisse produire des effets naturels. Cela est bon pour les bonnes femmes. — Les sorcières ne méritent qu'une bonne instruction de leur confesseur, et non la honte des tribunaux. Seulement, celui qui agit dans

des int
magisti
au sein
à cause
préjugés
plupart
cipes.

adulceuses mérite un châtimeut, mais de la part du
e l'autorité judiciaire. — Il faudrait donc la soustraire
s les États de votre sérénité; mais la chose est difficile,
ues et du blâme que l'on rencontrerait de la part des
ue l'inquisition, en s'exerçant avec peu de prudence, la
fait tort à la sainteté de la religion et à ses vrais prin-
cipes.

**

*so de' monitorii introdotti in Bergamo.
munità chi supplicano brevi à Roma.*

Ébauc
les chan

ent des brefs, afin de préserver

† *Sopra una proce* *arsi in Este.*

Il s'agit d'un différend survenu entre les chanoines et les franciscains.
Fra Paolo prétend que la décision est du ressort de l'autorité séculière.

** *Sopra l'esame de' laici al foro ecclesiastico.*

Ébauche d'un écrit qui promettait un morceau excellent: car il fait
l'histoire des tribunaux ecclésiastiques, des abus auxquels ils ont donné
lieu partout, et des remèdes que le monde y opposa. Le thème est: Que
nul laïque ne peut être appelé devant un tribunal de prêtres sans le cougé
de la puissance temporelle.

† *Sopra un caro di truffa a più confraternità fatta da
un prete. A chi spetta il giudizio?*

Le prêtre fripon fut traduit devant le tribunal séculier. L'évêque reven-
diquait le jugement. Sarpi démontre que le vol n'est pas un acte spirituel,
pour qu'il ressortisse à l'autorité cléricalle.

** *Sopra l'erezione di un monastero di monache in Retimo
(Candia).*

Pour cette érection, il fallait altérer les dispositions d'un testament.
Sarpi fait observer que la cour de Rome est toujours prompte à tout ac-
corder, même hors des limites de ses droits; car ainsi elle usurpe les
droits d'autrui, et se grandit. Changer des dispositions testamentaires

n'appartient pas au pape, mais au prince, et c'est à celui-ci qu'il faut recourir. L'écrit n'est qu'une ébauche.

**** *Sopra li confraternità laiche.***

« Les confréries laïques, dit fra Paolo, ne sont sujettes aux évêques que dans les choses spirituelles, oraisons, offices, processions, sacrements, sépulture; et, même ici, ils ne peuvent prohiber que les abus. Ailleurs, ils n'ont que faire, tout ressortissant au magistrat. Car l'association est chose temporelle, aussi bien que l'admission dans la société ou l'exclusion, le jugement des contestations, le maniement des fonds, la vérification des comptes, la punition des fautes, le choix des officiers, etc.

« Le recours au clergé, ou à la congrégation de Rome, sont des empiétements sur l'autorité du prince. La congrégation ne se récuse pas; elle a soin d'accueillir tout recours, quelle que soit la personne ou la cause, fût-il même notoire que la juridiction revient à d'autres.

« Ils enseignent, ils mettent en pratique qu'ils sont juges compétents de toute personne dans toute cause. C'est un secret de cette cour, qui l'a bien servie. »

† *Sopra il compromesso di due monasteri in quattro laici.*

Les prêtres prétendaient que le jugement des arbitres n'était pas valide, parce que les laïques ne peuvent mettre la main aux choses sacrées. Mais Sarpi fait voir qu'un procès pour mur mitoyen, eaux pluviales et autres servitudes d'un immeuble n'est pas chose sacrée; que d'ailleurs même les laïques peuvent être arbitres dans des causes qui tiennent au for ecclésiastique, quand ils ont suffisante connaissance de la cause, et qu'ils jugent suivant la loi.

Sopra lo stato della controversia de Auxiliis.

Lettres latines à Leschassier, de 1608 à 1613. Il y en a 52, bien que l'impression en marque 53.

Lettres latines à Gillot, de 1608 à 1617. Il y en a 19.

Lettres latines à Casaubon, 1610-12. Il y en a 2.

Lettres italiennes à Priuli, 1609. Il y en a 11.

Lettres genevoises, de 1607 à 1618.

Elles ne se trouvent dans aucune collection des œuvres de Sarpi; mais elles ont été imprimées dans la *Storia Arcana* de Fontanini.

Lettr
à Cap
Let.
dans le
cogna,

lites à Foscarini et à Castrino, par moi publiées
1833, sur une copie horriblement mutilée.
onsignor Lollino, évêque de Bellune. Elles sont
II des *Inscrizioni Veneziane*, d'Emmanuel Ci-
).

CONDE

(les)

CLASSE PREMIÈRE

CONSULTES

J'ai dit au chapitre XXX qu'après la mort de fra Paolo, le gouvernement vénitien fit dresser l'inventaire de tous les papiers d'État, qui, ensuite rangés et transcrits sur parchemin en huit volumes, furent déposés dans les archives secrètes. Après la chute de la république, copies et originaux passèrent en France; puis, restitués en 1815, les originaux furent enterrés dans la bibliothèque impériale de Vienne, et les copies demeurèrent à la bibliothèque Brera à Milan. De ces copies, un volume fut égaré dans ces voyages. On n'en possède donc plus que sept.

Voici brièvement ce qu'ils contiennent : faisons observer qu'on y trouve complets tous les écrits dont les éditions ne donnent que les ébauches.

I. DROIT PUBLIC ECCLÉSIASTIQUE.

Avis concernant les baux à long terme des biens ecclésiastiques dans le royaume de Candie.

Ces baux se faisaient pour 29, 58 et 116 ans ; de là des procès inévitables entre l'archevêque et le fermier, les droits et les obligations se succédant en plusieurs générations. Les possessions du patriarche de Constantinople dans l'île donnaient naissance à d'autres difficultés.

Bon nombre d'écrits sur l'affaire de la Vagandizza ;

Sur des biens communaux possédés par des églises ;

Sur des édits du patriarche, concernant des cas réservés ;

Sur la compétence en des procès de religieuses ;

Sur l'appel des prêtres grecs au nonce à Venise, pour une cause de mariage ;

Sur des contestations entre la magistrature de Brescia et l'évêque, à cause d'un prêtre homicide, etc. ;

Sur des procès entre prêtres et confréries laïques ;

Sur l'obligation des clercs de payer l'impôt ; la difficulté de le percevoir par capitation ; la contribution que les moines du Mont-Cassin et autres de Venise payaient à la cour de Rome ; sur les décimes ecclésiastiques, la dégradation des clercs ; fabriques d'église ; procès féodaux entre un particulier et le patriarche d'Aquilée ; cas singuliers concernant le droit de juger les ecclésiastiques.

Sur le droit de patronage ecclésiastique, entre autres le différend avec Rome au sujet de l'examen du patriarche Vendramin. Dans l'un, il examine le préjudice que pouvait causer au patronage de la république le voyage de ce Vendramin ; dans l'autre, la formule à donner au bref à expédier par la cour ; dans le troisième, si la formule employée préjudiciait aux droits de la république.

Réponse sur la prétention de l'évêque de Spalatro (Domi-

nis) de soumettre à sa juridiction quelques Croates et Dalmates, sujets turcs.

Sur l'immunité des églises, et l'abus des asiles; sur les conflits perpétuels entre l'autorité civile et l'inquisition dans presque toutes les provinces vénitiennes, où, malgré une répression incessante, malgré les condamnations, les moines ne se lassaient pas de tenter de nouvelles usurpations. Il y a plus de trente écrits sur ce sujet; plusieurs même curieux pour qui aime de connaître l'histoire de ce tribunal et les obstacles qu'il rencontra toujours dans les domaines de Saint-Marc.

Contre des tentatives ou mandats ecclésiastiques.

Il s'y trouve le cas d'une excommunication lancée par l'évêque de Trieste contre le capitaine vénitien de Raspo, qui avait mis arrêt sur les revenus d'un prêtre qui, en vertu de la liberté ecclésiastique, refusait de payer ses dettes. L'évêque prétendait que c'était droit divin; mais le droit humain qui commande de rendre à chacun le sien plaisait davantage à l'officier, et, en dépit de l'excommunication, il fit rendre gorge au tonsuré.

Divers écrits sur la profession et la dot des religieuses, élection des abbesses, leur translation de couvent en couvent, etc.; s'il est permis aux religieuses d'avoir des confessions dans l'église, etc., comme aussi sur des conflits entre des moines et l'autorité civile, et sur le droit qu'elle a d'intervenir dans l'administration de leurs biens et le gouvernement de leur famille.

Sur la prétention du vicaire patriarcal d'être présent à l'interrogatoire des clercs traduits devant le conseil des Dix, et sur d'autres interventions usurpées des clercs dans les matières civiles et judiciaires.

Sur la prétention de l'évêque de Padoue d'obliger les docteurs de l'université à souscrire à une profession de foi avant la remise du diplôme.

Sur l'administration des biens des jésuites expulsés; les vues des jésuites dans l'établissement d'un collège à Castiglione delle Stiviere, près des frontières; et sur des causes de jésuites défroqués qui revendiquent la succession des biens.

Enfin, différentes notes sur le droit que la cour de Rome et en son nom l'inquisition s'arrogent de prohiber tels et tels livres : écrits rédigés la plupart en répression de cas particuliers.

II. DROIT DOMANIAL ET FÉODAL.

Les procès de limites étaient fréquents à cause des pâtures communales, de bois, routes, canaux, pêcheries, fleuves, etc., entre les communes de l'État vénitien et les communes limitrophes, entre les gouvernements voisins, entre public et particuliers, entre particuliers pour d'obscurs droits féodaux. Sur ces matières, il existe une centaine environ de consultes, examens, informations, réponses de fra Paolo aux autorités vénitiennes, toujours concernant des cas particuliers, c'est à dire :

Querelles de limites entre des communes de la province de Bergame, et d'autres des provinces de Milan, et Crémone, duché de Milan.

Querelles de frontières, prises d'eaux, cours de fleuves, propriété de routes, entre Crémasques et Milanais.

Débats du gouvernement de Saint-Marc contre l'État de Milan pour la souveraineté des routes dans la province de Crémone, et le droit que réclamait le premier d'empêcher le passage des troupes impériales sur certaines routes.

Courses et brigandages de soldats milanais sur le territoire de Bergame et Crémone, et les représailles.

Droits d'irrigation, canaux, cours d'eau et compétence de juridiction pour des procès entre Brescians et Milanais.

le Reno dans le 10, par une coupure qui joignait
Panaro.

Contestations pour coupes de bois, limites
voleries, etc., entre Vicentins et sujets de l'Autriche.

Contestations de bois et de pêches entre Friou-
riens, entre Cadourains et l'évêque de Bressanone.

Différends touchant les frontières et la pos-
sibilité à meules, entre sujets vénitiens de Cad-
rinthie, et des sujets de l'évêque de Bamberg.

Querelles de limites, vols réciproques de
Friouliens et Istriotes et leurs voisins.

Divers écrits sur des causes féodales.

III. DROIT POLITIQUE.

Quatre notes sur la souveraineté de la mer
plusieurs autres sur des cas particuliers se ratta-
chant à la question.

Nombre d'écritures concernant les contestations
de 1612 entre la république et l'État pontifical pour
la Loreda vénitienne et une coupure du Dâ-
nube.

CLASSE SECONDE

COLLECTION DU P. BERGANTINI

Le père Joseph-Hyacinthe Bergantini, provincial des servites, homme droit et critique pénétrant, mort en 1774, s'était attaché religieusement à recueillir jusqu'aux moindres papiers de fra Paolo, qui par insouciance allaient çà et là dispersés, et les réunit en cinq volumes.

Malheureusement, ils périrent dans l'incendie qui consuma la bibliothèque et le couvent presque tout entier, la nuit du 17 au 18 septembre 1769. Je soupçonne qu'une copie complète de cette collection, ou des extraits intéressants, doivent se trouver parmi les manuscrits du doge Foscarini, actuellement transportés dans la bibliothèque impériale de Vienne. La description suivante en a été faite par le père Buonfigliuolo Capra, servite aussi, et nous a été conservée par Grisellini :

« On a l'obligation de la conservation de ces autographes au père J. Bergantini. Les cinq volumes qui les composent portent ce titre : PAULI SARPI *Collectanea quotquot domi forisque inveniri potuerunt, ab H. Josepho Berganteno, H. C. A. in unum congesta, anno 1740.*

Tome I. D'abord sommaire chronologique des événements notables survenus en Europe, rangés sous différents titres. 2. Événements d'Europe en général, de l'an 1029 jusqu'à 1594. Ceux qui concernent Venise spécialement vont de 598 à 1495. Après suivent sept feuilles, partie de faits historiques européens en général, sans ordre chronologique, partie d'autorités et de maximes concernant la monarchie et la république. Cette deuxième partie a le commencement des lignes tout biffé, indice ou qu'on en a réfuté les idées, ou qu'on en a fait usage :

comme on voudra croire; 3. Mémoires des Pays-Bas depuis les premiers mouvements contre l'Espagne; suivis de cinq pages de textes philosophiques et légaux, touchant le gouvernement, la politique et la justice; 4. Mémoires du Portugal depuis l'expédition de Sébastien en Afrique jusqu'à la paisible possession de ce royaume par l'Espagne; suivis aussi de quelques sentences philosophiques et de maximes politiques; 5. Quelques pages sous le titre *Legatus*. On y traite historico-légalement des privilèges donnés et retirés aux ambassadeurs. — Nouvelles d'Angleterre, tantôt confusément, tantôt rangées par ordre chronologique et successivement beaucoup de feuilles de notes et sentences sur diverses matières, politiques la plupart; 6. Actes des Uscoques. Ce n'est qu'un extrait de l'histoire de Minucci, sans que rien concerne la continuation par Sarpi. Après viennent trois pages sous le titre *Avvisi*, où sont notés les événements politiques de l'époque, et quelques feuilles de maximes, faits et sentences. Enfin une suite de notes pour mémoire; 7. Affaires de la Valteline, de la main du père Marc Franzano, commençant à l'année 1579, que Bernabo légua à Martin, son fils cadet, ladite vallée avec d'autres terres, jusqu'en 1660; 8. Un petit nombre de mémoires concernant le concile de Trente, sous le pontificat de *Pie IV*. Plusieurs ont été mis en œuvre dans son histoire. Nous ne savons si tous ont été puisés à la même source; car en titre nous lisons cette note: *De Mirandol* dans le *Recueil*, et nous ne pouvons leur reconnaître cette origine positivement parce que, comme il date chaque mémoire en commençant à 1560, cette note est précédée de la date 1549; d'où l'on peut inférer un mémoire de choses à voir sous cette année, et que les autres ont été tirés d'ailleurs. Chacun en croie ce qu'il veut. Après les recueils, il y a quatorze petits cahiers dans le même tome premier: trois sont pleins de maximes politiques, partie avec le nom

de l'auteur, et mêlés de pièces historiques et morales. Suit un recueil de phrases latines, pour la plupart à l'usage des lettres familières, sans indiquer à quel auteur elles ont été empruntées. Suit un autre recueil contenant les définitions des termes, grecs généralement, qui regardent l'art oratoire. Deux de faits, tant de l'histoire ancienne, grecque et latine, que de l'histoire contemporaine. Les quatre suivants renferment des textes de droit civil et canonique, sur presque toutes les matières. — Un de définitions et principes de philosophie morale. Les deux derniers sont pleins d'axiomes philosophiques, légaux, et de maximes politiques.

Tome II. Le premier cahier a 80 pages chiffrées, et contient un extrait du livre intitulé : *Squittinio della libertà veneta*, avec quelques objections. — Le second cahier, qui n'est pas plus paginé que les suivants, contient un extrait de l'écrit publié sous le nom de Lorenzo Motino, imprimé à Naples en 1617, contre la souveraineté de la république dans la mer Adriatique. Le troisième, est l'extrait d'une réponse du même Motino à Corneille Frangipane, imprimée à Naples en 1618, en défense de Baronius, disputant aux Vénitiens leur victoire sur l'empereur Frédéric. Au quatrième, deux extraits, le premier d'un écrit publié à Naples, en 1617, sur le même sujet, sous le nom de *Orazio da Feltre*. Le second est la copie d'un écrit contre la lettre de Sarpi, sous le nom de *Francisco de Ingenuis*, et porte au commencement cette signature *Tiberii Vincenti Hollandi*. Nous ne savons s'il a été imprimé, ou si ce sont des observations communiquées amicalement à Sarpi par Nicolo Crasso, qui prit ce pseudonyme. Dans le cinquième, diverses raisons, autorités et mémoires, comme matériaux d'une défense de la république dans ses droits sur l'Adriatique. Dans le sixième sont recueillis sous divers chefs les matériaux d'une réponse au Squittinio; et dans le septième encore, quelques pages de notes relatives à

la souveraineté et à la liberté de Venise. La première page du huitième offre un extrait des *Avvisi di Parnasso*, imprimés contre la république de Venise et le duc de Savoie. Viennent ensuite cinq pages de la main de frère Marc, copiste de Sarpi, contenant la substance d'un mémoire, dont nous n'avons pas connaissance, fait pour soutenir les droits des Espagnols à la souveraineté de la mer. Le neuvième renferme les passages les plus notables de la chronique vénitienne de Dandolo, nommé *Dandulus Major*; et le dixième, plusieurs autres extraits de celle dite *Dandulus Minor*. Dans le onzième quelques mémoires au sujet des affaires de la république et des Espagnols avec les Grisons. Dans le douzième, il y a environ quatre pages de considérations sur l'État de Venise, et des moyens de le gouverner, en tête desquelles est le nom de *Donato* (serait-ce un extrait du livre dont nous parlerons à la section IV, n° 1?). Au douzième se trouve l'extrait d'une relation (à nous inconnue) faite à son prince par un ambassadeur quittant Venise. Après sont en deux pages l'extrait d'un livre qui semble avoir pour titre : *Martirio di Nicolo Rusca da Sondrio composto da F. Riccardo Ruscone*. Le quatorzième porte en titre : *Interdetto Tuano* (c'est à dire, *Interdit de Venise suivant le récit de de Thou*), et relève plusieurs de ses erreurs. Après quoi il y a trois pages de matériaux pour réfuter le faux bruit qu'en levant l'interdit le pape ait donné l'absolution à la république. Le quinzième et dernier contient la substance d'une délibération en douze chefs, émanée du sénat le 15 décembre 1586, au sujet des fiefs de l'État, plus deux compléments du 29 mai et du 4 décembre 1587, suivis de deux pages consacrées à des exemples étrangers et à des textes légaux, pour éclaircir la matière, et rien de plus.

Tome III. C'est un petit registre, format au dessous de l'in-octavo, dont le papier est usé en partie et déchiré. Ces

un de ces livrets où, suivant l'anonyme (*frère Fulgence*), fra Paolo enregistrait ses défauts. Quiconque le parcourt aura lieu de reconnaître en fra Paolo une morale parfaite. Il sert en tout cas à démentir la méchanceté qui l'accuse de manquer de piété et de religion.

Tome IV. Format in-12. Couverture de carton brut. Nous présente deux choses qui n'ont que faire avec les productions de Sarpi. L'une est le dialogue météorologique de Tommaso Tomai, imprimé par Dominique Fiorentino en 1577; l'autre est un mince cahier contenant un petit traité de *Caniculae ortu et praenotionibus eorum quæ contingunt*. Ces deux opuscules ne sont de la main de Sarpi, de Franzano, ni de Micanzio. Le second est terminé par les paroles : *Card. de Variat. rerum*. Viennent ensuite douze feuillets d'exercices pour la plupart géométriques écrits par Sarpi et par Franzano. A la fin, il y a cette note : Giovanni Gioja da Melfi, 1500. Il y a erreur dans le nom de Giovanni, au lieu de Flavio, qui fut l'inventeur de la boussole, suivant l'opinion vulgaire. Mais ce qui rend précieux le petit volume, c'est qu'il renferme un traité métaphysique *Circa l'arte di ben pensare*, lequel n'est que l'ouvrage désigné par l'anonyme sous le titre : *Del nascere et cessare che fanno in noi le opinioni*. L'écriture est de frère M. Franzano, copiste de Sarpi.

Tome V. Même format que le précédent, mais couvert d'un parchemin sale et délabré. Il contient environ six cents pensées concernant les sciences naturelles, la métaphysique et les mathématiques. Les dates écrites à la marge montrent que ces pensées furent écrites en 1578, ce qui cadre avec l'observation de l'anonyme, que vers cette époque fra Paolo recueillit plusieurs de ses pensées naturelles, métaphysiques et mathématiques.

Ici s'arrête Capra.

Grisellini ajoute la note suivante :

« Outre ces collections, il y avait dans la bibliothèque des servites quelques feuilles sur l'arc-en-ciel et la réflexion de la lumière, expliquée au moyen de figures géométriques. Plusieurs planches avec le dessin des taches de la lune, dont une au net, pour être envoyée à Leschassier. Beaucoup de feuilles volantes dans un portefeuille, contenant des démonstrations d'optique, de géométrie, des plans de cadran solaire. Venait ensuite un gros volume, intitulé *Schedæ Sarpianæ*. La première chose qu'on y rencontrait, c'était une ébauche, de la main de Sarpi, du *Traité de l'Interdit*. Puis beaucoup de feuillets portant au haut des chiffres romains, contenant des problèmes d'algèbre et de géométrie, avec les solutions. Delà, les détails de nombreuses expériences de physique sur l'élasticité, la raréfaction et la dilatation de l'air. Divers essais chimiques; des observations d'histoire naturelle, et surtout cinq feuillets entiers consacrés à l'explication d'un passage de Cicéron, *De Natura Deorum*, où il donnait une vue de l'échelle des corps créés, passant de la matière brute à l'organisation, et des corps organisés à l'homme, le plus parfait, le plus beau des êtres, et qui, partant, vu ses facultés, se rattache au créateur, et forme le sommet de la merveilleuse pyramide de la nature.

Dans cette bibliothèque, parmi les reliques de Sarpi, conservées toutes dans une armoire particulière, garnie de ses rayons, se trouvaient encore deux livres oblongs, contenant des mémoires et des souvenirs de la main de fra Paolo, l'un écrit en 1611, l'autre en 1612, touchant les devoirs de son emploi. Il y en a d'assez curieux, un, entre autres, où, sous la date du 4 septembre 1612, était insérée la copie d'une dépêche, de ce jour, adressée au sénat, par l'ambassadeur vénitien à Rome, par laquelle il donnait connaissance des démarches du jésuite Possevin pour préparer l'assassinat de Sarpi

en 1607 : ce que j'ai vérifié par la collation avec l'original, qui m'a été communiqué en 1779 par le consulteur Wrachien (*je ne nie pas l'existence de la dépêche, mais je nie que l'on y parle de Possevin, au moins dans le sens de Grisellini, comme je crois l'avoir démontré au tome I^{er}, chap. XVII*). Le père Bergantini avait encore eu le bonheur de joindre à tous les autographes et autres papiers de fra Paolo, un autre codex, contenant une chronologie écrite en latin. V. sect. III, n° 5.

SECTION TROISIÈME

(I. Œuvres inédites, encore existantes)

1. Lettres latines à Philippe Mornay. On en trouve plusieurs manuscrits.

2. Autres à Leschassier, Gillot et Casaubon. Plusieurs manuscrits.

3. Lettres italiennes à Antoine Foscarini, ambassadeur à Paris, et à François Castrino.

Au nombre de quarante. On en tira plusieurs copies, d'après un autographe appartenant à feu le comte Dom. Almorò Tiepolo, patricien de Venise, qui a eu l'obligeance de m'en céder une.

4. Lettres diverses, qui, pour la plupart, roulent sur l'inquisition, un volume parchemin manuscrit, ayant appartenu aux archives secrètes de Venise, actuellement à la bibliothèque Brera de Milan.

(II. D'existence incertaine)

1. *Historia conciliorum ordine alphabetico enarrata*, 2 volumes in-fol. V. chap. 1, p. 11.

2. *Compendio delle vite de papi da san Pietro, fino a Paolo V.*

Existait en autographe parmi les manuscrits du doge Foscarini. Grissellini l'a eu sous les yeux. D'après le doge, c'est un ouvrage incomplet; l'auteur ne s'étend guère que sur la vie de vingt pontifes, surtout Paul V, *usando concetti di laude non che di reverenza*. Il dépêche les autres en peu de mots. F. Fulgence y avait ajouté les vies de Grégoire XV et Urbain VIII.

3. *Della potestà di principi.*

Sarpi avait rédigé les trois premiers chapitres, et tracé le sommaire des autres, en tout deux cent six. George Contarini, qui posséda l'original, le communiqua à plusieurs savants pour le compléter. Nul ne s'y hasarda. Fr. Fulgence, à qui nous devons ces renseignements ne dit pas quel était précisément le thème; mais il semble qu'il devait avoir beaucoup d'affinité avec le savant traité de Marca : *Concordantia Sacerdotii et Imperii*.

4. Un recueil de *Pensieri civili et politici*.

Suivant Foscarini, ce serait une peinture des passions et un tableau de mœurs, contenant des principes pour la règle de la vie.

Incertain que ce soit l'œuvre de Sarpi. Les corrections, d'orthographe pour la plupart, de Fr. Fulgence, aux héritiers de qui il passa. Foscarini croit que les pensées sont de Sarpi, mais jetées au hasard, mises en ordre et corrigées par Fulgence. Le registre était de la main de frère Franzano, copiste de Sarpi.

3. *Memorie intorno la storia de' suoi tempi, raccolte da fra Paolo, per uso del presidente de Thou.*

Comme je l'ai dit en son lieu, la traduction anglaise fut emportée par Bedell. J'ignore si l'original a été anéanti ou déposé aux archives secrètes, après la mort de l'auteur.

(III. Ouvrages perdus)

1. Il trattato anatomico sulla scoperta delle valvole nelle vene, e sulla circolazione del sangue.

Conservé par Fr. Fulgence, dans les mains de qui il fut vu par Wesling, professeur d'anatomie à Padoue.

2. Analisi delle dottrine degli antichi filosofi e degli scolastici.

Fr. Fulgence et Morhof en parlent.

3. Della ricognizione delle equazioni, trattato matematico.

Mentionné par Alexandre Anderson.

4. Sopra il moto delle acque et particolarmente sur flusso e riflusso del mare, trattato fisico.

5. Intorno la repugnanza che prova la natura umana per l'ateismo, trattato filosofico.

6. *Medicina dell' animo*, trattato moral.

7. Un breve opuscolo, intorno la scomunica, la sua origine, uso ed effetti.

Ces quatre traités sont cités par Fr. Fulgence.

SECTION QUATRIÈME

(Ouvrages faussement attribués à fra Paolo)

1. *Opinione come debba governarsi internamente ed esternamente la repubblica di Venezia per avere il perpetuo dominio.*

Imprimé aussi sous le titre : *Memoria presenta al senato*, etc., ou : *Ricordi al principe e senato Veneto*, etc.; traduit en français sous le titre : *Le prince de fra Paolo*. P. Daru en a fait grand usage pour son histoire de Venise, ce qui le conduisit à des erreurs radicales.

Cet opuscule fut écrit en 1615, ou vers cette époque. Le style rappelle le faire énergique de fra Paolo, avec une élocution plus incorrecte et plus rude. L'introduction n'est point dans ses habitudes, — il ne perd pas son temps à des avant-propos — pas plus que la division en chapitres et paragraphes. On ne peut pas lui attribuer la phrase finale *a proporzione del mio talento*, calquée sur le français. Certains principes d'agrandissement et de conquêtes sont trop hypothétiques. Fra Paolo n'était pas homme à les chercher dans un dogmatisme politique; ils sont même contraires au système de conservation, suivi alors par la république, et auquel fra Paolo donnait son assentiment. Certains conseils atroces, et en contradiction avec les maximes de sévère justice qu'il avait proposées comme base d'un bon gouvernement, seraient plus propres à amener la ruine que la conservation; ils sont en contradiction avec la morale pratique du consultant. Puis il y a des préceptes et des considérations tout à fait puérides, qui peuvent bien difficilement être attribuées à un si grand homme d'État. Une certaine causticité, une haine cruelle, mal voilée par les artifices de la parole, donnent à cet écrit l'apparence d'une satire ironique ou insidieuse. Si fra Paolo en était l'auteur, il faudrait le proclamer le plus méchant homme du monde, posant comme base d'un gouvernement stable un système d'hypocrisie, de fraude, l'assassinat, l'immoralité, l'irrégion. Ces moyens ont pu conduire au trône, mais ils n'y ont pas maintenu.

Si fra Paolo avait écrit ce memento par ordre du gouvernement, l'œuvre devenait un secret d'État, et ce n'est pas à Venise que ces secrets arrivaient facilement aux profanes. Pourtant ce libelle inconnu des contemporains, qui ne fut point trouvé parmi les papiers de Sarpi, fut imprimé pour la première fois à Venise sous le titre : *Opinione de fra Paolo come debba governarsi*, etc., et l'on voit que la censure, c'est à dire le Conseil des Dix, ne s'en soucia pas, puisqu'il permit quatre ans plus tard (en 1685) une deuxième édition, sauf un léger amendement au titre : *Opinione falsamente attribuita à fra Paolo*, etc., mais je ne sais si cet errata fut commandé par le gouvernement. Je sais bien que la correction n'a aucune portée, puisque la traduction française, publiée en 1760, les réimpressions italiennes de Livourne, sous la rubrique de Cologne, 1760, et de Fribourg, 1767, continuèrent à l'attribuer à fra Paolo. L'autorité du doge Foscarini ne suffit pas à désabuser Daru ni Botta; mais la récente découverte de l'érudit auteur des *Inscrizioni veneziane*, le professeur Emm. Ci-

cogna (tome III, p. 307) doit finalement reléguer ce livre parmi les pseudonymes : « Le P. Jean des Agostini, dit-il, dans une note écrite de sa main » à la marge de la Chronique de Gradenigo, à l'article Canale, dit : 1648, « *Un bâtard de la maison Gradenigo écrivit beaucoup d'ouvrages politiques, entre autres, l'Opinione, etc., faussement attribuée à fra Paolo.* » Agostini était contemporain, et, s'il est permis de risquer une conjecture, je dirai que Canale a écrit avec la pensée d'éveiller les haines des nobles pauvres contre les nobles riches « Car sous couleur de conseiller l'abaissement des uns, il fait un tableau odieux de l'oligarchie des puissants et de leur mépris des faibles. De plus, en conseillant l'abaissement des quaranties et l'agrandissement du conseil décemviral, il semble qu'il ait en vue de fomenter les jalousies de ces deux corps, et ce fut peut-être pour démentir l'authenticité du livre, que le gouvernement en permit l'impression ; montrant ainsi une pleine confiance dans l'opinion publique, spectacle que n'oseraient donner beaucoup de gouvernements actuels.

Si cet opuscule est celui dont j'ai dit un mot p. 306, il semble qu'il lui fut attribué parce qu'il se trouva parmi ses livres.

2. *Consolazione della mente nella tranquillità di coscienza sveglata dal buon modo di vivere nella città di Venezia nel preteso interdetto di Paolo V*, avec une seconde partie ayant pour titre : *Collazione delle massime universali examinate nella prima parte a punti contenziosi tra la corte di Roma e la repubblica di Venezia.*

Imprimé pour la première fois à La Haye, 2 vol. in-12, chez Henri Scheurleer, avec une traduction française en regard, sous le titre de : *Droits des Souverains défendus contre les excommunications et les interdits des papes.* Titre conservé par Selvaggi, dans son édition de Naples.

Les anecdotes racontées par Scheuler et bonnement acceptées par Selvaggi, pour prouver l'authenticité du manuscrit, sont dans le moule de tous les mensonges accoutumés en pareil cas. Mais il suffit d'avoir une légère teinture des écrits de fra Paolo pour reconnaître que la *Consolazione* lui est étrangère. Seul le préambule suffirait, même sans le flux de métaphores, d'ampoules, etc., etc., fleurs de rhétorique qui ornent habituellement la littérature monacale. Ajoutez le style verbeux, prolix, plein d'inutiles digressions, la logique scolastique, la superficialité et les préjugés de l'auteur, le manque d'érudition, et les grossières erreurs de

critique et de fait, défauts dont on n'oserait accuser fra Paolo. Voyons quelques exemples :

L'auteur de la *Consolazione* dit que les quatre patriarchats de Rome, d'Antioche, d'Alexandrie et de Constantinople ont été institués dès les premiers temps du christianisme, et, *longues années après*, fut institué le cinquième, celui de Jérusalem. Sarpi ne pouvait lâcher une semblable bévée. Car quiconque a connaissance de l'antiquité sait que la distinction des patriarches commença au v^e siècle; que du temps des apôtres, et même trois siècles après, on ne parlait point du siège de Constantinople; que l'évêque de Jérusalem fut déclaré patriarche en 431, mais purement honoraire; car en fait de juridiction il demeura suffragant du métropolitain de Césarée.

Il admet la donation de Constantin, que fra Paolo appelle une fausseté.

Il admet l'histoire du concile de Sinuesse, que fra Paolo traite de fable.

Des asyles sacrés il a une idée tout opposée à celle qu'en eut le consultant.

Il prouve la souveraineté de Venise sur l'Adriatique par des arguments que Sarpi a rejetés.

5. Risposta data da fra Paolo servita à Paolo V, sommo pontefice sopra l'interdetto da esso fulminato contro la serenissima repubblica di Venezia.

La chose ne vaut pas la peine d'un long examen. Le style étudié et prolix suffit à en démontrer l'illégitimité.

4. Dominio del mare Adriatico e sue ragioni pel jus belli della serenissima repubblica di Venezia.

On ne peut supposer que cette dissertation soit de fra Paolo, puisqu'elle emploie des arguments par lui rejetés.

5. Dialogue latin, où fra Paolo donne la réplique à Antoine Quirini.

« Opuscule qui fut dans la possession de Bernard Trevisan, dit Foscarini, et que nous avons vu dans le catalogue de ses livres. Mais ne nous attachant qu'au titre, puisque nous n'avons pas vu l'œuvre, nous penchons à croire qu'il est de Quirini, ou de tout autre plutôt que de Sarpi. Son esprit, tout absorbé par la contemplation des choses, était incapable de supporter le travail de la recherche des formes. On ne

- « peut donc supposer à la légère qu'il se mit à composer des dialogues,
- « genre d'écrits qui exige le plus d'études dans les paroles, et mille autres
- « servitudes particulières. »

6. *Arcana papatus*. Travail imparfait, possédé par André Colvio en 1652, qui l'attribuait à Sarpi.

Foscarini pense que ce pourrait être des fragments de la *Podestà de' principi*, plus haut mentionnée; mais ce pourrait être aussi une imposture de Colvio. Il est certain que personne que lui ne connut cette œuvre de fra Paolo; et Colvio même, en parlant à Colomiés, se garda bien de le lui montrer.

7. *Storia della religione in Occidente, del cavaliere Edieno Sandis*.

Publiée pour la première fois en anglais, en 1605. Elle ne peut donc avoir pour auteur fra Paolo. D'autres se contentent de lui attribuer la traduction italienne, qui parut en 1625, et les additions aux dix premiers chapitres. Mais son ignorance de l'anglais lui rendait cette traduction impossible; et quant aux additions, Foscarini qui les a examinées, juge qu'elles sont indignes de Sarpi pour le fonds; qu'elles ne sont décidément pas de lui pour le style; et les preuves qu'il en apporte me semblent irrécusables. Il conjecture que la traduction et les additions appartiennent à Diodati; et ses conjectures sont bien vraisemblables. Grotius dit que fra Paolo fournit à Sandis les matériaux de cette histoire. C'est une idée fixe chez les protestants de faire intervenir fra Paolo dans tout ce qui présente une certaine hardiesse de pensée, ou qu'ils voulaient mettre en crédit. Le fait est que Sandis voyagea en Italie en 1597, alors que fra Paolo vivait dans la meilleure harmonie avec la cour de Rome, tout occupé de la culture des sciences, et la pensée toute divertie de la théologie et des controverses.

8. *Discorso intorno la credenza del P. Paolo*.
Pauli Veneti confessio fidei.

Le premier existait parmi les Mss. de Bernard Trevisan, et a été cité par Foscarini. L'autre en est la traduction par Colvio, peut-être falsifiée. De tous ceux qui connaissent la façon de penser de Sarpi, nul ne se mettrait en tête qu'il ait pu écrire rien sur ses croyances.

9. *De jurisdictione serenissimæ reipublicæ venetæ in mare*

Adriaticum Epistola Francisci de Ingeniis Germani ad Vincentium Liberium hollandum, adversus Joannem Baptistum Valenzolam et Laurentium Motinum romanum, qui jurisdictionem illam non pridem impugnare ausi sunt. Eleutheropoli, 1619.

Le père Aprosio de Vintimille prétend que cette lettre fut écrite par Sarpi en italien, et traduite en latin par Niccolo Grasso. Foscarini démontre que c'est une erreur.

10. *Risposta di Valerio Fulvio Savojano al libello intitolato : Avvisi di Parnasso.*

Attribué à fra Paolo par Scavenio et rejeté par Foscarini.

11. Une lettre à Daniel Heinsius, dans la collection des lettres d'hommes illustres, publiée par Simon Abes Galbema, à Harlingen, 1665.

Sarpi, mort en 1623, n'a pu écrire une lettre qui porte la date de 1630.

SECTION CINQUIÈME

(Plan d'une nouvelle édition des œuvres de Sarpi)

Parmi les écrits du consultant, beaucoup n'ont plus d'intérêt pour nous. Tout au plus, ont-ils quelque utilité pour qui voudrait écrire avec profondeur et sincérité l'histoire de la république de Venise et de son gouvernement mystérieux, dont peu de personnes jusqu'ici ont donné une idée exacte, et, moins que personne, Daru, dont l'œuvre a beaucoup de mérites, à la fidélité près.

Si l'on veut donc une édition des œuvres de fra Paolo, il faudrait, en premier lieu, exclure tout ce qui n'est pas de lui ; en second lieu, laisser de côté tous les écrits qui touchent des sujets locaux ou temporaires, tels que ceux sur l'Adriatique, Ceneda, la Vagandizza, Aquilée, ses nombreuses consultes, enfin tous les sommaires, papiers, esquisses et autres travaux imparfaits et de peu d'importance ; s'en tenir uniquement aux œuvres qui ont des titres à l'immortalité.

1. *Istoria del concilio Tridentino.*

Pour le texte, il conviendrait de se procurer une copie exacte, transcrite et collationnée avec intelligence, du manuscrit autographe reposant à la bibliothèque de Saint-Marc, et s'en tenir à ce texte plutôt qu'aux imprimés. Quand le manuscrit ne suffit pas, il ne faut pas s'écarter de la 1^{re} édition de Londres, 1619, et de la 2^e de Londres (ou mieux Genève), 1757, qui, dans quelques passages, corrige la précédente. Le Courayer, qui a fait une étude particulière de l'histoire de fra Paolo, et la meilleure traduction, préfère à la première de Londres la première de Genève, 1629. Mais ce docte critique a tort assurément. Car les changements introduits dans cette édition ne peuvent être de l'auteur : la conformité de l'autographe avec l'édition de Londres en sont la preuve. Je conseillerai aussi d'adopter la division en chapitres et numéros, comme a fait Le Courayer, marquant à la marge l'année des événements et le nom du pontife régnant. Peu d'éclaircissements, mais de courtes apostilles, là où les erreurs de l'historien sont évidentes et ont quelque importance. D'ailleurs, l'histoire de fra Paolo, pour inspirer créance, n'a pas besoin de l'appui des documents.

Je saisis l'occasion d'avertir que, pour cette histoire aussi bien que pour les autres écrits de fra Paolo, les réimpressions, et surtout les collections de Vérone et de Naples, ont défiguré d'une manière barbare l'orthographe et les locutions. Il conviendrait donc de revenir à la leçon primitive, en ayant recours aux éditions les meilleures et les plus anciennes, ou aux bons textes écrits qui ne manquent pas à Venise, ou à l'analogie. Par exemple, Sarpi dit : *debito*, et non pas *dovuto*, *anco*, et non pas *anche*, *immediate* et non *immediatamente* ; *evangelio* et non *vangelo* ; *ceremonia*, et non *cerimonia* ; *statuire*, quand il s'agit de lois, et non *stabilire*. Il accorde souvent *qualche* avec un pluriel ; les imprimés l'ont remplacé par *alcuni* ; il laisse aux mots leur empreinte latine, *consistorio*, *imperio*, et non *concistoro*, *impero* ; il emploie très rarement l'article *lo*, et seulement quand il est inévitable, comme *lo spirito* ; il écrit *perilche*, et non

per loche ; l'iselsso, et non lo stesso ; dans les temps de verbes, il ne sert point de sarebbero, direbbero, mais de sarebbono, direbbono, et autres semblables : il n'élide jamais de voyelle, comme andrei, vedrebbono, mais il écrit anderei, vederobbono ; il ne tient guère compte de l'usage toscan de précéder l's impur d'un i, comme dans *Ispagna* ; mais il écrit *in Spagna*, etc.

2. *Istoria del interdetto di Venezia*, connue aussi sous le titre : *Historia particolare delle cose passate tra 'l sommo pontefice Paolo V e la serenissima repubblica di Venezia, tra gli anni 1605, 1606 e 1607.*

La première édition, petit. in-4°, avec la date de Mirandola, 1624, fut exécutée à Genève, comme je l'ai vu dans un exemplaire où le mot MIRANDOLA en capitales est surchargé des mots *in Geneva* en petits caractères. L'imprimeur dit dans la préface : « Comme tant qu'il a vécu l'auteur n'a pas voulu, pour diverses considérations, livrer son œuvre à la publicité, peu avant sa mort, il en donna la commission à Marc-Antoine Pellegrino, gentilhomme d'Urbain, qui, désirant s'acquitter d'une mission si honorable, a envoyé le manuscrit ici pour le faire connaître du monde entier. »

Il faut corriger ce que j'ai dit au chap. XVIII, p. 12, où une erreur de mémoire m'a fait confondre cette édition avec celle indiquée ci-dessous.

D'un *Memoria del trasporto dell' ossa di fra Paolo dalla demolita chiesa di Santa Maria de' servi a quella di San Michele di Murano*, par Emm. Cicogna, p. 13, je tire la note suivante :

« Parmi ses nombreux manuscrits dont il fit don à notre séminaire patriarcal, le comte François Calbo Crotta avait une copie du *Racconto dell' Istoria dell' Interdetto*, de fra Paolo, intercalée de papier blanc. En tête on lisait : Ce récit fut fait par le Père M. Paul, servite, et moi, Dom. Molino. Je l'ai fait ainsi copier par François Scorzone, de la ville de Gorgo, mon camérier, suivant le désir dudit Paolo, qui se proposait d'y ajouter certains détails omis ; mais sa mort, survenue en 1623, le 11 (lisez 25) janvier, l'empêcha d'accomplir son dessein. L'ouvrage fut ensuite imprimé en France, dans l'état où il se trouvait, et réimprimé à Venise, avec un supplément que j'ai donné à M. Antoine Pinelli. Ce supplément manquait aussi bien au manuscrit qu'à l'édition française. La prétendue impression de Mirandola est exécutée en France. Celle qui porte la date de Lyon est faite à Venise par Ant. Pinelli, imprimeur du doge, en 1625. »

Cette édition de Pinelli est donc la meilleure ; elle a été réimprimée dans les recueils de Vérone et de Naples. Dans les *Opere Varie* de fra

Paolo, 2^{v.}, f^o 1730; on a eu le tort de suivre l'édition de Genève, qui, en réalité, a plusieurs passages mutilés.

3. *Consulto sull'appellazione del papa al concilio.*

Trattati di Giovanni Gersone.

Apologia, de ces traités.

Trattato dell' Interdetto.

Lettera latine aux cardinaux inquisiteurs.

De ces ouvrages, sauf le premier et le dernier, on a des éditions, mais rares, exécutées sous les yeux de l'auteur.

4. *Discorso sulla inquisizione di Venezia.*

Il en existe un exemplaire (si pourtant ce n'est pas une composition différente) parmi les consultes inédites de l'auteur, dont j'ai rendu compte dans la section II. Il en existe un autre exemplaire, proprement copié sur parchemin, et certainement copié sur l'original, dans la bibliothèque Brera. Ce dernier, d'après la rapide collation que j'en ai pu faire, à une époque où je ne pensais pas que je fusse un jour le biographe de Sarpi, ne me semble pas différer des imprimés, sauf la langue que les éditeurs ont remaniée. Je n'ai pas dans les mains les *Opere Varie*, édition de 1750; mais, si j'ai bon souvenir, le texte doit en être meilleur que dans les recueils de Vérone et de Naples.

5. *Istoria dei benefici ecclesiastici.*

Il serait convenable de suivre l'édition de Colonia Alpina, 1675. A défaut de celle-ci, il faut retrancher du chap. XII les derniers mots relatifs à la dignité des cardinaux : *ed alla quale pare non trovarsi titoli sufficienti. Il pontefice presente Urbano VIII ha per bolla propria conceduta loro l'Eminenza*, ajoutés par un copiste. Car fra Paolo est mort avant le pontificat d'Urbain VIII.

Si l'on veut y ajouter les notes d'Amelot, il faudrait les distinguer des apostilles de l'auteur. On a eu tort de les confondre. Je remarque en passant que Selvaggi, par un plagiat qui sent la sottise, et dont on rencontre plusieurs autres exemples dans sa publication, a donné comme siennes les notes d'Amelot.

6. *Delle immunità delle chiese*, ou, *Del Diritto di asilo*, avec la récapitulation qui en fait le complément.

7. Un choix des consultes et des fragments des plus curieux, tels que :

Discorso sopra li contribuzioni dei cherici.

Sopra la degradazione dei medesimi.

Sopra il conservatore della clementina.

Sopra l'autorità della nunciatura.

Se sia lecito ai cattolici ricevere aiuto dagli eretici.

Sopra il collegio de' Greci in Roma.

Sopra la controversia de Auxiliis.

Se un figliuolo del doge poteva ottener beneficii ecclesiastici.

Sopra gli affari della Valtellina.

Sopra la congiura del duca di Ossuna.

Dans l'immense groupe des autres écrits publiés ou non de l'auteur, celui qui aurait la patience ou les moyens de faire un choix pourrait extraire tous les morceaux qui intéressent l'histoire ou la raison humaine, les donner comme pensées détachées, ou les distribuer dans l'ordre le plus convenable. Il pourrait en dresser un système raisonné de droit public ecclésiastique et de droit féodal : travail qui aurait des résultats fort utiles pour connaître l'histoire civile et diplomatique de l'époque, de Venise spécialement, si peu étudiée, et qui vaudrait la peine de l'être davantage.

8. *Storia degli Usocchi.* On pourrait y joindre un court appendice pour la conduire à son terme.

9. *Lettere.*

J'ai parlé de leur importance. Pour avoir une édition utile, il faudrait l'éclaircir par des notes historiques, rappelant les faits auxquels l'auteur fait des allusions, obscures parfois. Il conviendrait de les ranger, latines ou italiennes, par ordre chronologique, parce que ainsi les faits se suivent, et une lettre donne l'intelligence d'une autre. Les Genevoises devraient subir une correction sévère, pour les ramener à la leçon la plus probable. Des latines, les impressions sont aussi fort incorrectes; mais on ne manque pas de bons textes manuscrits dans les bibliothèques publiques et privées.

SECTION SIXIÈME

(Biographes de fra Paolo)

1. L'érudit Marc Foscarini a vu dans les archives des servites de Trévise une lettre, datée de Castelfranco, 16 février 1628, écrite par un père Bossi, servite, qui parle d'une vie de fra Paolo, sortie fraîchement de la presse, et ajoutant que les exemplaires ont disparu en un instant. Mais ni Foscarini, ni aucun autre critique ou bibliophile n'ont jamais vu la moindre trace de cette œuvre. C'est peut-être une brochure imprimée à Venise, dont il ne reste rien.

2. La première vie de fra Paolo Sarpi fut imprimée à Leyde, en 1646, réimprimée à Venise, en 1658, de là, reproduite dans toutes les collections des œuvres de Sarpi, et traduite en plusieurs langues. Elle a été attribuée au père Fulgence Micanzio, ami de Sarpi, jusqu'à ce que Bergantini et Foscarini, vers le milieu du siècle dernier, aient essayé de discréditer cette opinion. Mais la critique subtile du second va trop loin dans ses objections, faibles en elles-mêmes d'une part, et d'ailleurs contraires aux faits. Il dit qu'on ne trouve pas signe de cette vie parmi les écrits de Micanzio; mais le Dr Labus en possède une lettre du 25 août 1635, adressée à Galilée, où il en parle justement, et dit qu'on lui en a dérobé une copie, type de toutes les autres, ce qui lui déplait grandement, *parce que ce n'est qu'une ébauche fort imparfaite sortie de sa plume sans art ni réserve*. Ces exemplaires se répandirent avec rapidité, puisque Grotius, dans une lettre du 4 mars même année, dit qu'il en possède un, *mais que les amis avaient peur qu'on ne pût l'imprimer sans danger pour Fulgence*. Elle parut pourtant huit années avant sa mort, et

il ne la désavoua jamais. Mais comme il y a répandu de chaudes expansions d'amour pour son maître, et d'ardentes sorties de colère contre ses persécuteurs, il est probable qu'il n'aura voulu laisser aucune trace de sa collaboration, afin de ne pas se compromettre.

Les reproches d'ignorance adressés à cette biographie par le critique vénitien s'évanouissent, quand on considère que ce n'est qu'une ébauche imparfaite, rédigée au courant des souvenirs, ou suivant le cours de la pensée, sans ordre, ni style, ni économie de dessin, mettant au début ce qui devait venir à la fin, et vice-versa, n'indiquant pas les dates, s'égarant en de fastidieux détails de couvent, omettant des circonstances précieuses, et ne rectifiant les époques ni les faits. Quiconque essaye un livre ne peut échapper à ces imperfections; mais ses recherches et la réflexion la corrigent. Le biographe, en racontant la mort de fra Paolo, dit : « Comme sa maladie est
« une des plus fortes preuves de sa grandeur d'âme, elle mé-
« rite d'être connue avec plus de détails, et je suis décidé d'en
« insérer le récit, avec les notes du reste de sa vie, qui sont
« parvenues entre mes mains. » Foscari ni conclut de ces paroles que Fulgence ne peut être l'auteur de la biographie, qui n'avait pas besoin des notes d'autrui pour raconter les derniers jours de son maître; mais Fulgence parle de ses propres souvenirs, et probablement des rapports qu'il adressait au collège chaque jour.

Du reste, je puis dire que plus d'une fois j'ai vérifié l'exactitude du récit de Fulgence, tant critiqué qu'il soit par Foscari ni et Grisellini. C'est à l'inachèvement de son travail qu'il faut attribuer uniquement le manque d'amples détails relatifs aux travaux scientifiques du consultant, et à un défaut de mémoire l'inexactitude des titres ou de la substance des traités de Sarpi.

Ajoutez que l'édition de Leyde, source de toutes les autres,

ayant été faite sur une mauvaise copie, outre la confusion dont j'ai parlé, offre des omissions, des erreurs et des contresens en bon nombre.

3. Un siècle après la mort de Sarpi, deux religieux de son ordre se sont attachés avec zèle à recueillir tout ce qui concernait son existence ou ses écrits. Ce sont le père Bergantini, que j'ai mentionné sect. II cl. II, et le père Buonfigliuolo Capra, de Lugano, qui avait été vicaire général en Portugal. Le principal soin de ce dernier fut de recueillir les documents relatifs à l'histoire du concile de Trente, afin d'en prouver la vérité. Il touchait au terme de son œuvre, quand la maladie le contraignit à aller respirer l'air natal au couvent de Mendrisio, et il y mourut à l'âge de 36 ans, le 15 octobre 1746. Des laborieuses recherches des deux pères, il ne demeure rien. Tout fut consommé par l'incendie dont j'ai parlé plusieurs fois.

Cependant Bergantini avait publié une brochure assez précieuse, sous le titre : *Fra Paolo giustificato, dissertazione epistolare di Giusto Naue*. La première édition est de Venise, sous la rubrique Cologne 1752, et la troisième, avec des notes d'Agostino Venuti (Bergantini lui-même), est de Venise 1756, toujours sous la rubrique de Cologne. La dissertation est adressée au père Capra, et renferme des détails et des documents d'un grand intérêt.

4. Avant l'incendie de 1769, le procureur Foscarini, doge ensuite, et le docteur François Grisellini, tous deux Vénitiens, eurent la faculté de fouiller dans la bibliothèque et les archives du couvent. Ils profitèrent beaucoup des travaux des deux servites.

Foscarini possédait, d'ailleurs, une riche collection de manuscrits dispersés, ou qui transportés à Vienne par des gens insoucians de l'Italie, sont consommés par les vers dans la bibliothèque impériale. Avec ces secours, il enrichit de

beaux articles consacrés à Sarpi sa *Letteratura Veneziana*. De cet ouvrage érudit recommandé par sa critique et son goût, la première partie seule fut publiée, Padoue 1732, splendide édition in-folio. La seconde partie, qui était consacrée aux sciences, et où l'auteur promettait d'autres détails sur notre Sarpi, est demeurée inédite, grâce à la mort de Foscarini, à la crasse ignorance de ses héritiers, à la coupable indolence des patriciens et du gouvernement; c'est un monument de plus qui manque aux fastes de la littérature nationale. Le manuscrit est aussi passé à Vienne, et peut-être ne verra-t-il pas le jour.

5. Grisellini, profitant des lumières de ses devanciers et de leur assistance, recueillit aussi beaucoup de matériaux pour tracer une biographie complète de Sarpi. La seconde édition (je ne connais pas la première) de ses *Memorie aneddotate spettanti alla vita e agli studi del sommo filosofo e giureconsulto fra Paolo Sarpi, servita*, parut sous la rubrique de Lausanne, 1760; mais en réalité, ils furent imprimés à Venise par Modeste Fenzo. Le professeur Lebret de Leipsig en a donné une traduction allemande. Ils furent attaqués par le père Appiano Buonafide, dans un discours sur l'*impudenza letteraria*, mais avec des bouffonneries pédantesques, plutôt qu'avec des arguments solides. Aussi n'a-t-il fait aucun tort au mérite de Grisellini.

Les mémoires furent plus tard remaniés par l'auteur, et publiés sous le titre : *Del Genio di fra Paolo in ogni facoltà scientifica e nelle dottrine ortodosse tendenti alla difesa del originario diritto de' sovrani*, etc., 2 vol. in-8°, Venezia 1785. Il y corrigea les erreurs égarées dans les *Memorie*, et y ajouta plusieurs documents et notices, qui lui ont été en partie fournis par Tryphon Wrachien, consultant d'État.

Mais il nous donna moins une histoire critique et philosophique de fra Paolo, qu'une histoire académique de ses

études, passablement fatigante par un récit en forme de dissertation, par un ordre trop minutieusement chronologique, par les fréquentes suspensions en vue d'établir ou de combattre des autorités, de rectifier ou justifier des fautes. Ce qu'il y a de mieux, c'est la partie scientifique. Il n'est pas profond, mais il est circonstancié. Il appuie de documents tout ce qu'il avance, presque toujours fidèle. Mais j'aurais voulu, avec Tiraboschi, qu'il ne se fût pas contenté de nous citer tel ou tel écrit inédit de fra Paolo, dont lui seul possédait les extraits, mais qu'il en eût inséré à la marge le texte précis, comme il le fait parfois, ou qu'en les rapportant, il ne les eût pas modifiés, comme il le fait encore. Dans la partie vraiment biographique, il est sec, inexact, sans intérêt; il tombe souvent dans de lourdes erreurs, et il est loin d'avoir développé avec la profondeur convenable les événements ou les objets sur lesquels Sarpi a laissé des traces si honorables. Persuadé avec Foscari que la *Vie de fra Paolo* n'est pas de Micanzio, il y trouve des erreurs, et cette erreur l'égare lui-même. N'ayant pas étudié avec une juste attention les œuvres de son auteur, il n'a pas su déterminer avec exactitude l'occasion et l'époque de chacun. Ainsi, il n'a pas eu de fil pour arriver à la connaissance des faits et des liens qui les unissent. N'ayant pas étudié à fond l'histoire du temps, il nie beaucoup de faits qui pourtant sont vrais; il en transpose d'autres, et il en ignore bon nombre. Par exemple, il soutient contre frère Fulgence que fra Paolo n'alla pas à Rome en 1579, lorsqu'il fut chargé de réformer les constitutions de l'ordre. Mais l'erreur de Grisellini est prouvée par les annales des servites du père Archangelo Giani, par les lettres du général Tavanti et les bulles relatives à cette affaire. Non seulement fra Paolo alla deux fois à Rome, comme le prétend Grisellini, mais cinq fois, comme j'ai pu le constater sur des autorités irréfragables. Le même Grisellini place en 1609

l'arrivée à Venise de l'ambassadeur hollandais Aerssens, et en 1619 celle de Vander Myle, dont il ignore les détails, tandis que c'est précisément tout le contraire. Il se trompe quant à la visite de Daillé, quant à la tentative d'assassinat sur fra Paolo, sans parler de cent autres lacunes et inexactitudes, auxquelles il ne lui était pas difficile d'échapper, avec un peu plus de soin, avec sa position et ses relations. Malgré tout cela, les recherches de Grisellini sont fort précieuses, et nous lui devons de la reconnaissance pour nous avoir conservé des documents et des détails qui, sans lui, seraient irréparablement perdus.

6. Le Courayer aussi a mis au devant de sa traduction de l'*Histoire du Concile* une biographie de Sarpi, qui, traduite en italien, fut insérée dans l'édition de 1737. Mais le peu de vrai qu'elle contient est tiré de la vie de frère Fulgence; tout le reste n'est qu'un roman.

Monsignor Giusto Fontanini, évêque d'Ancyre, a laissé inédite une *Storia arcana della vita di fra Paolo*. Elle fut imprimée en 1803, à Venise (1 vol. in-8°), par les soins de don Joseph Ferrari, archiprêtre de Saint-Léonard à Mantoue. Ce n'est qu'une invective forcenée et insipide regorgeant d'injures et de mauvaise foi.

Je ne parle point de la biographie de Sarpi insérée parmi les biographies de Fabroni. Ce n'est qu'un abrégé de Grisellini. Je ne dis rien non plus de la vie de Lomonaco, fort courte et fort imparfaite, ni d'autres publiées dans les recueils biographiques.

Voici l'épithaphe que j'ai mentionnée au ch. XXX, p.

PAVLVS, VENETVS, SERVITARVM
ORDINIS THEOLOGVS,
ITA PRVDENS, INTEGER, SAPIENS,
VT MAIOREM NEC HUMANORVM

NEC DIVINORVM SCIENTIAM,
NEC INTEGRIOREM NEC SANCTIOREM
VITAM DESIDERARES :
INTELLIGENTIA PER CUNCTA PERMEANTE,
SAPIENTIA AFFECTIBVS DOMINANTE
PRAEDITVS,
NULLA VNQVAM CVPIDITATE COMMOTVS,
NULLA ANIMI AEGRITVDINE TVRBATVS,
SEMPER CONSTANS, MODERATVS, PERFECTVS,
VERVM INNOCENTIAE EXEMPLAR,
DEO MIRA PIETATE, RELIGIONE,
CONTINENTIA ADDICTVS :
TANTIS VIRTVTIBVS
REIPVBLICAE IN SVI DESIDERIVM
CONCITATÆ IVSTAM, FIDelem OPERAM
NAVANS :
RELIGIOSVM HOMINEM, DVM PATRIAE SERVIT, HAVD A DEO SEPARARI
EXISTIMANS)
SVMMA CONSILII, RATIONIS VI LIBERA,
INTEGRA MENTE PVBLICAM CAVSAM
DEFENDENS,
MAGNAS A LIBERTATE VENETA
INSIDIAS SVA SAPIENTIA
REPELLENS;
MAIVS LIBERTATIS PRAESIDIVM IN SE
QVAM IN ARCIBVS, EXERCITIBVS
POSITVM
VENETIS OSTENDENS;
MORTALES
AN MAGIS AMANDVS, MIRANDVS,
VENERANDVS
DVBIOS FACIENS;
DE NOMINIS APVD PROBOS
AETERNITATE,
DE ANIMI APVD DEVM

LXXI AETATIS ANNO,
MAGNO BONORVM PLORATV,
NON OBIIT, ABIIT E VITA, AD VITAM
EVOLAVIT.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE XVIII.

Examen du patriarche. 1608	5
La cour demande la suppression des écrits contre l'interdit	6
Bellarmin non béatifié	id.
La cour falsifie les livres	9
Intrigues des papalins à Venise.	id.
Intrigues du jésuite Possevin.	id.
Le père Capello va à Rome; il est emprisonné.	id.
Fuite du franciscain Fulgence et de l'archidiacre Ribetti.	10
Séductions pour attirer fra Paolo à Rome	11
Fin de frère Fulgence et de l'archidiacre.	id.
Comment échappe le P. Capello.	12
Jean Marsile empoisonné	id.
<i>Histoire de l'Interdit</i> par fra Paolo.	id.
Prêtres emprisonnés à Venise	14
Le vicaire patriarcal veut entrer au conseil des Dix	id.
Dégradation des clercs.	15
Ordre de fermer les églises avant la nuit.	id.
Prédications de Fr. Fulgence, servite.	16
Conjuration contre fra Paolo. 1609.	id.
Lanceschi se fait passer pour le neveu de Paul V.	18
Il est pendu	19
Fra Paolo écrit sur la Vagandizza	22
La cour de Rome se rend insupportable à Venise.	23

Calculs diplomatiques de fra Paolo. 1609.	24
Vander Myle, ambassadeur de Hollande à Venise	26
Affaires de Clèves. Ligue de Hall. Bulten, ambassadeur du palatin à Venise.	28
Linck, autre ambassadeur palatin à Venise.	29
Son entrevue avec fra Paolo.	id.
Henri IV tâche de ramener encore une fois la paix entre la république et Rome	31
Tentative de l'ambassadeur de France pour attirer à Rome fra Paolo, et réponse de celui-ci	34
Fin de l'affaire de la Vagandizza	35
Récit du jésuite Daniel à propos d'une correspondance de fra Paolo	id.
Lettre de fra Paolo interceptée. Ses dangers	37
Sa réserve vis-à-vis de l'ambassadeur de France	id.

CHAPITRE XIX.

Démêlés du pape avec le roi d'Angleterre	39
Livre du roi Jacques	id.
Erreurs de Gilbert Burnet.	41
Jugement de fra Paolo sur le livre du roi Jacques	id.
Autres erreurs de Burnet.	42
Guillaume Bedell	id.
Fra Paolo n'exerce pas au confessionnal.	id.
Écrits de Sarpi que Bedell emporte en Angleterre et dont de Thou désire communication	44
Amitié de fra Paolo avec Wotton, ambassadeur anglais.	id.
Réponse aux objections de quelques Vénitiens.	46
Assassinat de Henri IV. Livre de Bellarmin. 1610.	id.
Factions à la cour de France.	47
Tendances de la monarchie espagnole, favorisées par les jésuites	48
Le marquis de Bedmar à Venise.	49
Réveil des démêlés de Cénéda 1611.	id.
Autres contestations entre Venise et Ferrare. 1612	50
Mœurs tartares de l'époque	51
Cause matrimoniale entre deux Grecs.	53
Consulte de fra Paolo sur cet objet.	53
Hérétiques grecs échappés du <i>saint-office</i>	55
Atroce bulle de Pie V	id.
Réponse de Sarpi au sujet du commerce avec les pays infidèles.	id.
Castelvetro soustrait à l'inquisition	56
Prêtres punis par le gouvernement vénitien.	id.
Faux miracles de quelques dévots	id.

Livre intitulé : <i>Squittinie della libertà veneta</i>	57
Souveraineté de la mer Adriatique revendiquée par les Vénitiens	58
Uscoques et leurs pirateries.	id.
Contestations de la république avec la maison d'Autriche	59
Histoire des Uscoques par fra Paolo	61
Mœurs des Uscoques	id.
Marc Antoine de Dominis, évêque de Segna.	63
S'il est permis aux catholiques de recevoir assistance des hérétiques	65
Patriarcat d'Aquilée.	66
Mensonge d'un ambassadeur	67
Maladie de fra Paolo	id.
Mort du doge Léonard Donato	69

CHAPITRE XX.

Mérites de fra Paolo vis-à-vis du gouvernement. 1609-1615	id.
Son activité	id.
Son influence	71
Effet de ses écrits	74
Il compose l'<i>Histoire des bénéfices ecclésiastiques</i>.	id.
Origine des biens du clergé.	77
Histoire du cardinalat.	id.
La dîme	79
Les précaires.	id.
Les prémices.	80
Les investitures.	81
Croisades. Ordres militaires.	82
Distinction entre la résidence et la non résidence ; entre bénéfices compatibles et non compatibles.	id.
Corps du droit canonique.	83
Expectatives	84
Unions, commendes, réserves	85
Résignations <i>ad favorem</i>.	id.
Annates et quinquennium.	86
Avidité de la cour romaine	87
Conciles de Constance et de Bâle	88
Réservations <i>in petto</i> ; extension des résignations.	id.
Regrets, coadjutoreries.	89
Pragmatique sanction.	id.
Concile de Trente	id.
Pensions, dépouilles	90
Biens ecclésiastiques inaliénables.	91
Richesses des papes	92

Vicissitudes du jubilé.	85
Plat des cardinaux.	id.
Éloge donné par Ricci à l' <i>Histoire des bénéfices</i>	id.
Droit d'asile, ou franchise des églises.	96
Traité de fra Paolo sur ce sujet.	98
Nouvelles conspirations contre sa vie.	100
Générosité de Bellarmin.	101
Fanatisme de Juste Fontanini	id.

CHAPITRE XXI.

Calomnies contre la philosophie	103
Désordres causés par la puissance ecclésiastique.	103
Secret infaillible pour vider le purgatoire et gagner le paradis	id.
Pourquoi le christianisme n'a point réalisé ses promesses sociales	104
Athéisme toléré par la religion romaine.	105
Fautes de fra Paolo.	106
François Castrino	107
Intrigues de Robert Ubaldini pour surprendre les lettres de Sarpi	id.
Les livres font peur aux prêtres	108
Expressions peu religieuses du cardinal Bembo	109
Pièges tendus à fra Paolo par Léon Bruslart	110
Lettres de fra Paolo interceptées et falsifiées	111
Examen des lettres genevoises.	112
Valeur des lettres de fra Paolo	117
Ses amis	119

CHAPITRE XXII.

Opinions religieuses de fra Paolo	123
Culte des images	123
La madone	124
Le <i>Pater noster</i>	125
Reliques	id.
Esprit de controverse. Indifférentisme	id.
Religion catholique. Rites nouveaux.	id.
De qui l'Église est composée	126
Primat et toutat.	128
Abus à corriger.	id.
Occupations des pères au concile de Trente	id.
Articles de foi du jésuite Comitolo.	129
Rome traitée de Babylone	id.
Après Luther, amendement des papes	130

Religion et philosophie. Pensée de Ganganelli.	131
Continuité du progrès social.	id.
Jurisprudence curiale.	id.
Livres défendus.	132
Cardinaux interprètes du concile de Trente	id.
Prédicateurs	133
Saintes Écritures. Traditions	134
Pères de l'Église.	135
Opinion de fra Paolo sur la prédestination	id.
Les jésuites ennemis de Venise.	136
Opinion de fra Paolo sur les jésuites	138
Morale des jésuites.	139
Leurs constitutions	142
Leurs vœux	144
Quatrième vœu	id.
Cinq classes de jésuites	145
Indifférents et scolastiques	id.
Coadjuteurs	148
Profès	149
Dignités de l'Église défendues aux jésuites.	150
Ils peuvent toujours être renvoyés par le général	151
Leur abnégation	id.
Enfer jésuitique.	153
Despotisme du général	id.
Ses assistants	154
Suppression et rétablissement des jésuites.	155
Leur état actuel.	156
Livres qui composent leurs constitutions	157
<i>Monila secreta</i>	158
L'éloignement de fra Paolo pour la cour de Rome, conséquence de ses opinions politiques.	160
Fra Paolo désire une guerre en Italie.	id.
Sa douleur de la servitude italienne	163
Sa quasi réconciliation avec le pape	164
L'évêque de Tine	id.

CHAPITRE XXIII.

Persévérance romaine. 1615	164
Origine de l'inquisition	165
Son introduction à Venise	167
Index des livres défendus. Son origine	168
Autels dans l'église. Passage de Léon Alberti mutilé par les prêtres.	171

Controverses sur la prohibition des livres	171
<i>Discours sur l'inquisition de fra Paolo</i>	173
Son opinion sur la sorcellerie	173
Autres petits démêlés avec la cour de Rome	174

CHAPITRE XXIV.

Observations astronomiques de fra Paolo. 1609-1617	176
Sa part dans l'invention du télescope.	177
Il prédit les malheurs de Galilée	178
Traité de fra Paolo sur la résolution des équations	179
Autres études physiques.	id.
Alphonse Antognini consulte fra Paolo sur les machines de guerre des anciens	180
Pensée de fra Paolo sur l'échelle des êtres	id.
Il était aussi architecte	181
Son influence sur le progrès des sciences	id.
Éloges qui lui sont donnés	id.
Maison de son père conservée	182
Quelques pensées de fra Paolo.	id.
Lavé de la tache d'hypocrisie par l'ambassadeur de France	183

CHAPITRE XXV.

Conjuration des Mercenaires contre Venise, révélée au doge. 1618.	184
Délibération du conseil des Dix. Supplices	188
Erreurs historiques au sujet de cette conjuration.	189
Avis de fra Paolo	161

CHAPITRE XXVI.

<i>Histoire du concile de Trente</i> , publiée à Londres. 1619.	192
Marc Antoine de Dominis.	193
Impatience publique de connaître l'histoire du concile.	194
Effets de la publication de fra Paolo	196
On découvre que fra Paolo en est l'auteur	id.
Fausse lettre de Boccalini	197
Dominis dérobe à fra Paolo une copie de son histoire	id.
Lettre de Fulgence à Dominis	198
Traductions latines de cette histoire	199
Plaintes de Rome. Brigues des jésuites de France.	200
Autres faussetés de la lettre attribuée à Boccalini.	id.
Comparaison de l'édition de Londres avec l'autographe.	201

CHAPITRE XXVII.

Vicissitudes du concile de Trente.	202
Époque de la composition de l'ouvrage de fra Paolo et matériaux dont il se sert.	203
Archives de Venise.	208
Mérites de l'histoire de fra Paolo	211
Motifs qui l'engagèrent à l'écrire. Son opposition systématique à la cour de Rome	216

CHAPITRE XXVIII.

Ecrivains opposés à l'histoire de Sarpi	221
Térence Alciat.	id.
Sforze Pallavicino	222
Pallavicino n'a pas vu les monuments qu'il cite	224
Comparaison de Sarpi avec Pallavicino et des deux histoires	225
Morale corrompue de Pallavicino	232
Fra Paolo justifié du reproche de satirique et mordant.	233
Mœurs corrompues de Rome	234
Jugement des contemporains sur le concile de Trente	236
Jugement de Voltaire sur les deux histoires	238
Erreurs de Pallavicino	id.
Fra Paolo justifié à propos de certains faits	239
Falsifications de Pallavicino.	242
Mérites et défauts de son histoire	244
Elle est proscrite par le gouvernement de Venise.	246
Rétablissement des jésuites à Venise.	id.

CHAPITRE XXIX.

Vie solitaire de fra Paolo. 1619.	248
Honoré des Vénitiens et des étrangers	id.
Aerssens, ambassadeur de Hollande. Son entrevue avec fra Paolo	249
Impostures de Pallavicino	251
Dissimulation de l'abbé Zaccaria	252
Mensonge du dominicain Graveson	253
Visite de Jean Daillé à fra Paolo. 1619-1620.	id.
Anachronismes de Grisellini.	254
Conservateurs des bulles. 1620.	id.
Tribunaux de la nonciature. 1621.	255
Bref contre les mulots et les sauterelles	257

Monitoires. Auditeurs du nonce et de la chambre apostolique . . .	257
Réviseur des bulles établi à Venise	258
Collège des Grecs à Rome. 1622.	id.
Éducation des jésuites	259
Affaires de la Valteline	261
Entretien du prince de Condé avec fra Paolo	262

CHAPITRE XXX.

Mort de Paul V. 1622	264
Grégoire XV demande l'expulsion de Sarpi.	id.
Si fra Paolo songeait à se retirer en Angleterre	id.
Il veut visiter la Terre Sainte	268
Fin tragique d'Ant. Foscarini	id.
Dominis retourne à Rome. Sa fin	267
Fra Paolo se prépare à la mort.	268
Ses paroles	269
Sa maladie et sa mort. 1623.	270
Funérailles	274
Urbain VIII s'oppose à ce qu'on lui érige un monument.	275
Les serviles mis sous la protection du gouvernement	id.
Détails sur frère Fulgence	id.
Histoire du tombeau de fra Paolo.	277
Observations sur son crâne, par le professeur Ruggeri.	279
Miracles de fra Paolo	280

APPENDICE BIBLIOGRAPHIQUE

SECTION PREMIÈRE.

(Ouvrages imprimés)

Éditions diverses	283
Œuvres d'autrui mêlées à celles de fra Paolo.	287
Catalogue chronologique des œuvres de fra Paolo	290

SECTION II.

(Œuvres inédites)

Classe 1 ^{re} . Consultes	298
Classe 2 ^e . Collection de P. Bergantini	303

SECTION III.

Œuvres inédites encore existantes	309
---	-----

SECTION IV.

Ouvrages faussement attribués à fra Paolo.	311
--	-----

SECTION V.

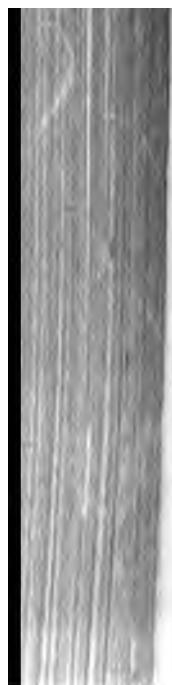
Plan d'une nouvelle édition des œuvres de Sarpi.	316
--	-----

SECTION VI.

Biographes de fra Paolo	321
Son épitaphe.	328

ERRATA

- Page 223, ligne 31, *au lieu de* : Wollen, *lisez* : Wotton.
- 226, " 6, *au lieu de* : le peuple, *lisez* : le pape.
 - 228, " 6, *au lieu de* : le prisonnier, *lisez* : les prisonniers.
 - " " 11, *au lieu de* : Saraconi, *lisez* : Saraceni.
 - 237, " 2, *au lieu de* : Sextigue, *lisez* : Scaliger.
 - 238, " 20, *au lieu de* : Tommasini, *lisez* : Thomassin.
- Pages 224 et 228, *au lieu de* : Defresne Canage, *lisez* : Defresne Canaye.

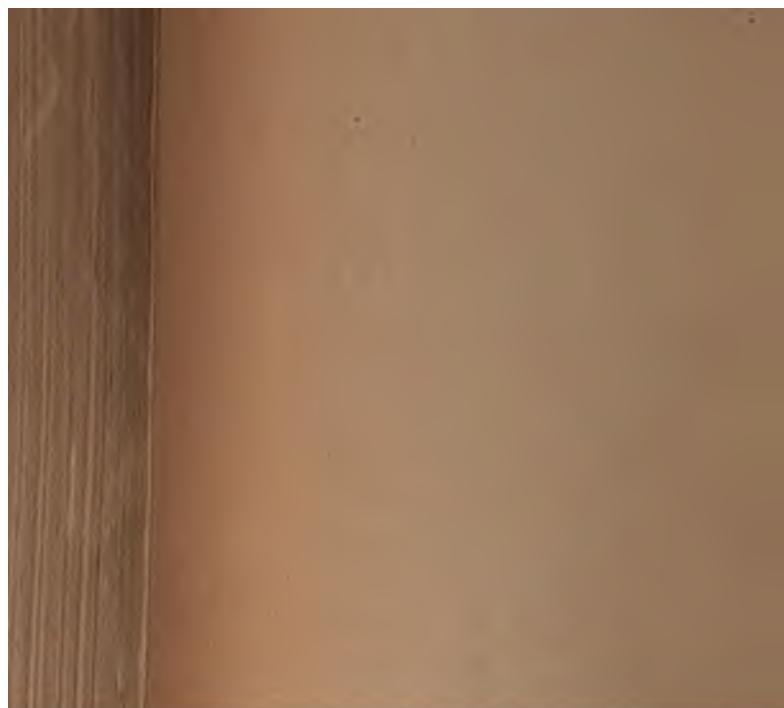




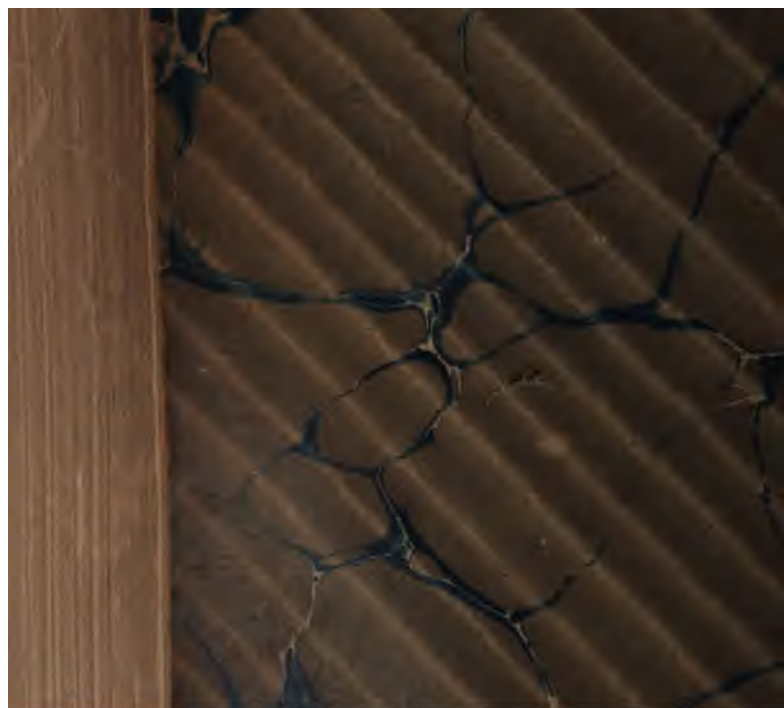












UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 02731 4296













UNIVERSITY OF MICHIGAN



3 9015 02731 4296

